S.FRA 1 (1982)

88e VOLUME

institut national
de la
statistique
et des
études économiques

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

RESULTATS DE 1982

1983

insee

Source gallica.bnf.fr / INSEE

ministère de l'économie,
des finances et du budget



Institut national de la statistique et des études économiques
18, boulevard A.-Pinard — 75675 PARIS CEDEX 14 — Tél. 540.12.12

I.N.S.E.E.
DOCUMENTATION
4 JAN. 1984
BIBLIOTHÈQUE

88e VOLUME

RÉSULTATS DE 1982

Nouvelle série n° 30

ISBN-2-11-064570-9

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE 1983

S. FRA 1 (1982)

88e VOLUME

Nouvelle série n° 30

ISBN-2-11-064570-9

ur de la publication : Edmond MALINVAUD

eur en chef : Jacqueline SABOURET

nts de rédaction : Pierre BACHELIER, Marguerite ROLLAND

ire de fabrication : Josiane BRAQUEHAIS

souhaite la meilleure utilisation et la plus large diffusion possibles des informations et des analyses qu'il publie. Toute reproduction autorisée, sans aucune restriction. Mais, dans l'intérêt même des lecteurs, l'INSEE demande que la mention précise de la source et nce exacte de la publication (année d'édition) soient explicitement indiquées.

Avant-propos

Le développement de l'appareil d'observation statistique a entraîné, au cours des vingt dernières années, un accroissement considérable du volume de l'information statistique disponible, laquelle est désormais diffusée par de multiples publications spécialisées et de nouveaux supports de diffusion tels que les microformes ou les bandes magnétiques.

*La conception de l'*Annuaire statistique de la France *s'est progressivement adaptée à cette situation tout en s'efforçant de maintenir une très grande continuité dans le choix et la présentation des séries statistiques.*

*Fournir à l'utilisateur l'essentiel de l'information disponible ainsi que les moyens d'accéder à une information plus détaillée est le but recherché par l'*Annuaire statistique de la France.

Chaque chapitre se compose donc :

— d'un commentaire technique nécessaire à la compréhension des données chiffrées;

— des résultats essentiels;

— de références documentaires permettant l'accès aux publications spécialisées, voire aux services statistiques eux-mêmes lorsqu'il s'agit de questions complexes.

De plus, le lecteur trouvera une liste d'organismes utiles à connaître :

— les observatoires économiques régionaux de l'INSEE, *auxquels il peut s'adresser pour consulter ou se procurer la totalité des résultats élaborés par l'INSEE, mais également les principaux résultats élaborés par les autres services statistiques;*

— les services statistiques spécialisés, *qui possèdent généralement un service d'information du public.*

L'édition 1983 de l'Annuaire statistique de la France *présente les données les plus récentes au moment de la constitution du manuscrit (deuxième trimestre 1983). Les résultats portant sur l'année 1982 représentent un bon tiers des résultats les plus récents. Une grande partie des tableaux (plus des deux tiers) présentent des séries sur 6 ans ou plus. L'annuaire fait l'objet chaque année de modifications dues aux progrès ou aux transformations de l'appareil statistique.*

D'une façon générale, l'annuaire fait état de résultats au niveau de la nation dans son ensemble et pour l'année dans son entier. Il est rappelé au lecteur que les résultats régionaux et départementaux se trouvent dans Statistiques et indicateurs des régions françaises (*Les collections de l'INSEE, série R*) *d'une part, et dans les* Cahiers régionaux de l'INSEE *d'autre part, et que les résultats infra-annuels sont régulièrement publiés dans le* Bulletin mensuel de statistique *et dans* Tendances de la conjoncture.

***

L'Institut national de la Statistique et des Études économiques tient à remercier les administrations, les services publics et les organismes professionnels qui apportent régulièrement leur concours à la préparation de l'Annuaire statistique de la France.

Bien qu'il s'efforce constamment d'en accroître la qualité, cet ouvrage comporte encore certainement des lacunes et des imperfections; aussi accueillera-t-il bien volontiers les observations ou les suggestions dont pourraient tirer profit les prochaines éditions.

ANNEXES

	Page
● *SUR FEUILLETS CHAMOIS :*	
s	III
t général de la population de 1982	IV
	V
l'ordre général	VII
entionnels	VII
d'un renseignement dans l'annuaire	VII
me de la direction générale de l'INSEE (au 1-10-83)	IX
gionales de l'INSEE et services statistiques outre-mer	X
nomenclatures statistiques utilisées dans cet annuaire	XIV
cture de cartes	XVI
ND BLANC :	
sur les quatre derniers recensements, numérotées de	

	Page
● *SUR FEUILLETS VERTS :*	
Liste des tableaux	3*
Index alphabétique	15*
Principaux organismes publics à compétence statistique nationale	21*
Principales publications statistiques internationales	33*
Publications de l'INSEE	39*

(Voir page suivante)

ÉRIODICITÉ DES RÉSULTATS. — Les résultats sont annuels, sauf exceptions expressément indiquées; la simple indication du millésime orrespond à l'année civile, à moins de mention contraire.

HAMP GÉOGRAPHIQUE. — Sauf indication contraire, les données statistiques de l'annuaire sont relatives à la France métropolitaine rance continentale, y compris territoires insulaires rattachés).

RÉCISION DES RÉSULTATS.

1. Les données chiffrées de cet ouvrage sont éventuellement des valeurs arrondies au plus près de leurs valeurs réelles, compte tenu e l'unité du dernier ordre exprimé.

2. Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées qui fait intervenir leurs valeurs réelles peut être, de ce fait, différent e ce que donnent leurs valeurs arrondies.

SIGNES CONVENTIONNELS

Signe	Signification
•	Le renseignement ne peut être obtenu ou n'existe pas faute d'enquête.
...	Résultat non disponible.
///	Absence de résultat due à la nature des choses.
–	Résultat rigoureusement nul.
c	Résultat confidentiel (par application des règles sur le secret statistique).
ε	Résultat inférieur à la moitié de l'unité du dernier ordre exprimé.
r	Nombre rectifié par rapport à l'édition précédente de l'annuaire.
p	Nombre provisoire.
e	Évaluation.
»	Indication reportée de la ligne précédente sans modification.
→	Nombre reporté de la colonne précédente sans modification.
■	Séries non comparables de part et d'autre de ce signe.

RECHERCHE D'UN RENSEIGNEMENT DANS L'ANNUAIRE

Elle peut se faire :

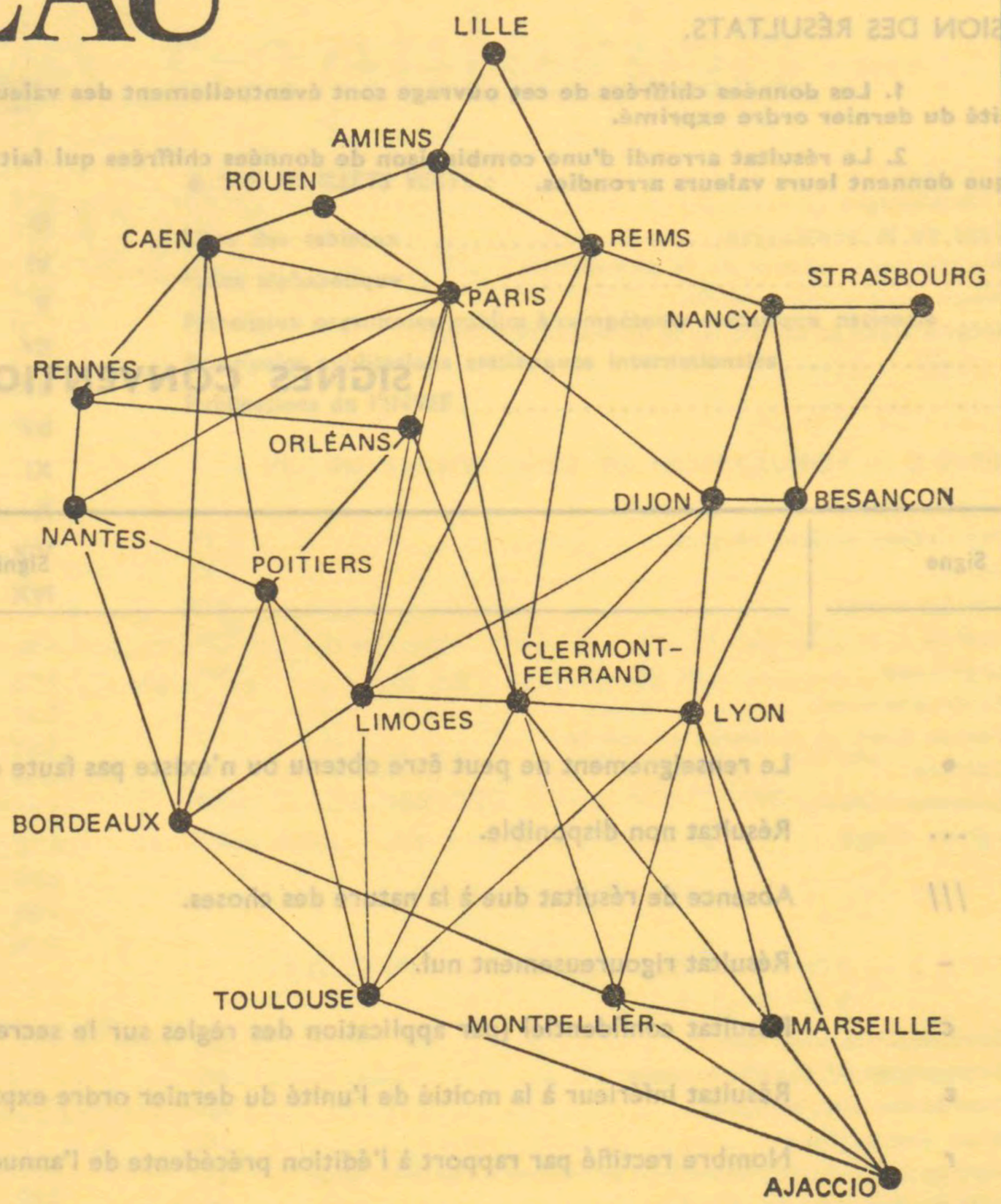
— soit à l'aide du *sommaire*.

— soit à l'aide de la *liste des tableaux* (en annexe).

— soit à l'aide de l'*index alphabétique* (en annexe).

Un service public d'information économique et sociale

LE RESEAU des Observatoires Economiques Régionaux de L'INSEE



Vous êtes à la recherche d'informations économiques et sociales: un **Observatoire Economique, centre public de documentation et d'information,** est à votre disposition dans votre région.

L'Observatoire Economique rassemble et sélectionne pour vous, auprès des principaux détenteurs d'informations locales, régionales, nationales et internationales, les chiffres, les études, les articles, les mémoires et notes diverses qui vont effectivement vous aider.

Parmi les nombreux services rendus :

— consultation gratuite de tous les documents en salle de lecture ;
— reproduction et expédition des documents à la demande ;
— ventes de toutes les publications nationales et régionales de l'INSEE ;
— exploitations informatiques sur mesure des fichiers statistiques de l'INSEE.

Vous pouvez téléphoner, écrire, vous rendre à l'Observatoire Economique. **Une équipe attentive et compétente vous attend.** Elle a pour métier d'informer, elle vous écoute, analyse avec vous **VOTRE PROBLEME,** vous conseille dans l'utilisation de l'information.

Quelle que soit la région sur laquelle porte votre question, votre Observatoire y répondra : les OER travaillent ensemble.

La liste et les adresses des Observatoires Economiques Régionaux figurent page XII.

Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

SP 620

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES (I.N.S.E.E.) *

Direction générale : 18, bd A.-Pinard, 75675 Paris CEDEX 14
Téléphone : 540.01.12 et 540.12.12

DIRECTEUR GÉNÉRAL : E. MALINVAUD

Cabinet du Directeur général : J. BOUTONNAT

hargés de mission auprès du Directeur Général :
ADER, H. COSTE, P. DELAIN, A. LE THOMAS, J. MERAUD, de MIRIBEL, G. THÉODORE.

nité « Développement des banques de données » J.-L. BODIN

Secrétariat général	R. LÉVY-BRUHL
hargé de mission	A. GIOVANINETTI
	P. GERVAISEAU
vision « Programmes, budget, contrôle »	G. VALENTIN
partement des services généraux	A. GIOVANINETTI
Division « Comptabilité générale »	M. MERCIER
Division « Matériel et immobilier »	A. BREAS
partement du personnel	F. TURLOT
Division « Formation et perfectionnement »	H. FAUCHEUX
Division « Gestion du personnel »	E. DESFORGES
partement de la coopération et des services statistiques des DOM-TOM	J. THIBAU
rvice de la coopération	G. WINTER
Division « Programmes de coopération »	A.-M. JAMES
Division « études et méthodes pour la coopération »	M. BLANC
vision « D.O.M.-T.O.M. »	L. LORI
Département de la coordination statistique et comptable	A. VANOLI
crétariat du Conseil national de la statistique (CNS)	C. CHIARAMONTI
vision « Relations avec les services statistiques »	J. BÉGUÉ
vision « Concepts et définitions statistiques et comptables »	P. TEILLET
vision « Synthèse des comptes nationaux »	M. PERSONNAZ
vision « Nomenclatures »	P. LESTANG
vision « Systèmes d'information des administrations »	A. BENEDETTI
crétariat des questions internationales	J. M. NIVLET
Direction de la production	J. VACHER
rvice « Organisation et méthodes de la production »	H. REDON
Division « Études et méthodes de la production »	J.-L. BELLIER
Division « Organisation de la production »	J. BACK
partement des travaux régionaux	J. M. REMPP
Division « Collecte »	H. HEBRARD
Division « Plan de charge et suivi des travaux »	F. PASCAUD
partement de l'informatique	A. JEANTET
Adjoint au chef du département	A. GOY
Division « Ordinateurs et systèmes »	M. CHARBONNIER
Division « Coordination des moyens informatiques »	C. BAUDROIT
Division « Logiciels »	M. EURIAT
Service de la démographie	J. BOUDOUL
Division « Mouvement de la population et études démographiques »	J.-C. LABAT
Division « Recensements de la population »	A. LERY
Service « Conditions de vie des ménages, prix de détail »	H. PICARD
Division « Prix de détail »	A. MARRET
Division « Études sur le logement »	R. POHL
Division « Conditions de vie des ménages »	Y. LEMEL
Service « Emploi - Revenus »	B. GRAIS
Division « Revenus »	J. F. PONSOT
Division « Emploi »	C. THELOT
Division « Synthèses relatives aux ménages »	P. L'HARDY
Division « Études sociales »	A. DSEROSIÈRES
Division « Méthodes des sondages »	J.-C. DEVILLE
Département « Entreprises »	A. MOTHE
Division « Agriculture »	M. PETRY
Service « Statistique des entreprises »	M. QUELENNEC
Service des activités tertiaires	J. ALBERT
Division « Statistiques du commerce et des services »	C. HESSE
Division « Synthèse des biens et services, comptes des entreprises »	J.-L. MARIÉ
Division « Étude des entreprises »	J. C. DUTAILLY
Département « Répertoires »	J.-M. CALLIES
Division « Répertoires des entreprises et des établissements »	J. GARAGNON
Division « Répertoire des personnes physiques »	J. MORIN
Division « Échanges extérieurs »	A. CAILLAUD
Division « Études financières »	R. FABRE
Division « Statistiques locales »	J. ANFRÉ
● ***Direction des synthèses économiques***	P. DUBOIS
Service des programmes	J.-P. PUIG
Service de la conjoncture	P. MAZODIER
Division « Conjoncture générale »	M. DEVILLIERS
Division « Comptes trimestriels »	G. LAROQUE
Division « Études régionales »	G. SICHERMAN
Unité de recherche	R. SALAIS
Unité « Banques de données macro-économiques »	M. DAPPE
● ***Département de la diffusion***	G. NEYRET
Adjoint au chef du département	C. ROYNEAU
Rédaction « Économie et statistique »	D. TEMAM
Division « Animation des relations avec les publics »	P. NARDIN
Service « Produits de diffusion »	B. GENTIL
Division « Plan de diffusion »	...
Division « Publications »	M. BOËDA
Division « Systèmes informatiques de diffusion »	...
Service « Mise à disposition de l'information »	P. BUFFET
Division « Promotion de l'information et animation du réseau des O.E.R. » (1).	G. POUGETOUX
Division « Documentation »	B. CHEVALIER
Observatoire économique de Paris	J.-F.ROYER
● ***Coordination des études régionales (C.E.S.D.R.)***	A. TIMMEL
● ***École nationale de la statistique et de l'administration économique (E.N.S.A.E.)***	J. MAIRESSE
Directeur adjoint	P. CHAMPSAUR

BUREAU DE PRESSE

J.-F. MOREAUX ..... Téléphone 540-13-18

* Au 1er octobre 1983.

(1) Observatoires économiques régionaux.

territorial gion)	Localisation Localité	Adresse, téléphone et telex	Directeur
		I. — FRANCE MÉTROPOLITAINE	
		A - *Directions régionales* (D.R.) *et services régionaux* (S.R.)	
.....	AJACCIO	S.R. INSEE 1, Résidence du Parc Belvédère, 20000 *Ajaccio.* Téléphone : (95) 21.25.80. Télex : 460497 F.	A. VIENOT
.....	AMIENS	S.R. INSEE 2, rue Robert-de-Luzarches, 80026 *Amiens Cedex.* Téléphone : (22) 91.31.87. Télex : 140818 INSEE AMIEN.	J.-C. SEBAG
mté.....	BESANÇON	S.R. INSEE « Le Major », 83, rue de Dole, 25042 *Besançon Cedex.* Téléphone : (81) 52.42.20. Télex : 360161 INSEE BESAN.	A. BOUVY
.....	BORDEAUX	D.R. INSEE 33, rue Saget, 33076 *Bordeaux Cedex.* Téléphone : (56) 91.02.35. Télex : 570540 INSEE BORDX.	J. HOSSENLOP
nandie.....	CAEN	S.R. INSEE 93, rue de Geole, 14037 *Caen Cedex.* Téléphone : (31) 85.33.11. Télex : 170332 INSEE CAEN.	Y. GUEGUEN
.....	CLERMONT-FERRAND	D.R. INSEE 52, avenue de Royat, B. P. 120, 63403 *Chamalières Cedex.* Téléphone : (73) 36.03.50. Télex : 392785 INSEE CHAML.	P. DELORME
.....	DIJON	D.R. INSEE Cité administrative Delaborde - B. P. 1509. 21035 *Dijon Cedex.* Téléphone : (80) 43.31.45. Télex : 350781 INSEE DIJON.	F. MADINIER
.....	LILLE	D.R. INSEE 12, rue du Bas Jardin, B. P. 769, 59034 *Lille Cedex.* Téléphone : (20) 52.65.02. Télex : 820562 INSEE LILLE.	R. NISTRI
.....	LIMOGES	D.R. INSEE 29, rue Beyrand, B. P. 1553, 87031 *Limoges Cedex.* Téléphone : (55) 79.26.25. Télex : 580790 INSEE LIMOG.	A. GODINOT
es.....	LYON	D.R. INSEE 165, rue Garibaldi (3e), B. P. 3184, 69401 *Lyon Cedex 03.* Téléphone : (7) 863.25.07. Télex : 340835 INSEE LYON.	J. ROCHAS
- Alpes - Côte	MARSEILLE	D.R. INSEE 17, rue Menpenti (10e), 13387 *Marseille Cedex 10.* Téléphone : (91) 83.00.22. Télex : 420618 INSEE MARSL.	P. SOUBIE

Ressort territorial (région)	Localité	Adresse, téléphone et télex	Directeur
nguedoc - Roussillon...	MONTPELLIER	D.R. INSEE 274, allée Henri-II-de-Montmorency-« le Polygone », 34064 *Montpellier Cedex.* Téléphone : (67) 65.58.00. Télex : 490739 ORMONT-MONPL.	P. GOUNOT
rraine.....	NANCY	D.R. INSEE 15, rue du Général Hulot, Case officielle n° 3846, 54029 *Nancy Cedex.* Téléphone : (8) 327.03.27. Télex : 850834 INSEE NANCY.	M. SZWARC
ys de la Loire.....	NANTES	D.R. INSEE 76, rue Desaix, 44035 *Nantes Cedex.* Téléphone : (40) 29.44.00. Télex : 711150 INSEE NANTE.	P. JOULIA
ntre.....	ORLÉANS	D.R. INSEE 8, rue Édouard-Branly, 45046 *Orléans Cedex.* Téléphone : (38) 63.01.64. Télex : 760464 INSEE ORLNS.	J. BRÉAS
-de-France.....	PARIS	D.R. INSEE 12, rue Boulitte (14e), 75675 *Paris Cedex* 14. Téléphone : 539.22.77. Télex : 250970 F.	M. LÉCOLLE
itou - Charentes.....	POITIERS	D.R. INSEE 5, rue Sainte-Catherine, 86020 *Poitiers Cedex.* Téléphone : (49) 88.31.69. Télex : 790588 INSEE POITR.	G. RAULIN
ampagne - Ardenne...	REIMS	D.R. INSEE 1, rue de l'Arbalète, 51084 *Reims Cedex.* Téléphone : (26) 88.24.12. Télex : 830896 INSEE REIMS.	L. MARCINIAK
etagne.....	RENNES	D.R. INSEE « Le Colbert », 35-36, place du Colombier, B. P. 17, 35031 *Rennes Cedex.* Téléphone : (99) 30.91.90. Télex : 740756 INSEE RENNE.	L. LAURENT
ute-Normandie.....	ROUEN	D.R. INSEE 8, quai de la Bourse, 76037 *Rouen Cedex.* Téléphone : (35) 98.43.50. Télex : 180487 INSEE ROUEN.	F. LIMET
sace.....	STRASBOURG	D.R. INSEE Cité administrative, rue de l'Hôpital-Militaire, 67084 *Strasbourg Cedex.* Téléphone : (88) 84.22.62 Télex : 870756 INSEE STRBG.	J. AUBOUIN
di - Pyrénées.....	TOULOUSE	D.R. INSEE 36, rue des 36-Ponts, 31054 *Toulouse Cedex.* Téléphone : (61) 25.21.36. Télex : 530151 INSEE TLSE.	L. AMIEL

t territorial égion)	Localité	Adresse, téléphone et télex
		B - *Observatoires économiques régionaux*
.....	AJACCIO	1, résidence du Parc Belvédère, 20000 *Ajaccio*. Téléphone : (95) 21.25.80. Télex : 460497 F.
.....	AMIENS	2, rue Robert-de-Luzarches, 80026 *Amiens Cedex*. Téléphone : (22) 91.31.87-91.91.91 (indices courants) et 91.39.39 (autres informations). Télex : 140818 INSEE AMIEN.
omté.....	BESANÇON	« Le Major », 83, rue de Dole, 25042 *Besançon Cedex*. Téléphone : (81) 52.42.20 et 52.03.33 (indices courants). Télex : 360161 INSEE BESAN.
.....	BORDEAUX	33, rue Saget, 33076 *Bordeaux Cedex*. Téléphone : (56) 08.58.17. Télex : 570540 INSEEOR BORDX.
nandie.....	CAEN	93, rue de Geole, 14037 *Caen Cedex*. Téléphone : (31) 85.35.70. Télex : 170332 INSEE CAEN.
.....	CLERMONT-FERRAND	52, avenue de Royat, B. P. 120, 63403 *Chamalières Cedex*. Téléphone : (73) 36.03.50 et 36.79.90 (indices courants). Télex : 392785 INSEE CHAML.
.....	DIJON	Immeuble « Mercure », avenue Albert-1er, 21033 *Dijon Cedex*. Téléphone : (80) 43.31.45 et 45.28.34 (indices courants). Télex : 350781 INSEE DIJON.
-de-Calais.....	LILLE	10-12, boulevard Vauban, 59800 *Lille*. Téléphone : (20) 30.86.86. Télex : 120160 OER LILL.
.....	LIMOGES	50, av. Garibaldi (B. P. 1553), 87031 *Limoges Cedex*. Téléphone : (55) 79.26.25. Télex : 580790 INSEE LIMOG.
lpes.....	LYON	165, rue Garibaldi (3e), (B. P. 3196), 69401 *Lyon Cedex 03*. Téléphone : (7) 863.23.33, 863.22.01 (indices courants) et 863.22.02 et 03 (autres informations). Télex : 380832 INSEE LYON.
- Alpes - Côte	MARSEILLE	17, rue Menpenti (10e), 13387 *Marseille Cedex 10*. Téléphone : (91) 83.00.22. Télex : 420618 INSEE MARSL.
- Roussillon..	MONTPELLIER	274, allée Henri-II de Montmorency - « le Polygone », 34064 *Montpellier Cedex*. Téléphone : (67) 65.58.00 et 64.31.95 (indices courants). Télex : 490739 ORMONT-MONPL.
.....	NANCY	15, rue du Général Hulot, Case officielle nº 3846, 54029 *Nancy Cedex*. Téléphone : (8) 327.03.27. Telex : 850834 INSEE NANCY.
Loire.....	NANTES	5 et 6, boulevard Louis-Barthou, 44037 *Nantes Cedex*. Téléphone : (40) 47.11.90. Télex : 711125 INSEEOR NANTE.
.....	ORLÉANS	43, avenue de Paris, 45046 *Orléans Cedex*. Téléphone : (38) 53.71.08 et 68.18.28 (indices courants). Télex : 760464 INSEE ORLNS.
ıce	PARIS	Tour Gamma A, 195, rue de Bercy (12e), 75582 *Paris Cedex* 12. Téléphone : (1) 345.70.75 (répondeur-indices), 345.73.74 (autres informations statistiques) et 345.72.31 (contrats indexations). Télex : 230541 INSEE OEP.
harentes.....	POITIERS	3, rue du Puygareau, 86020 *Poitiers Cedex*. Téléphone : (49) 88.31.69. Telex : 790588 INSEE POITR.
e - Ardenne...	REIMS	1, rue de l'Arbalète, 51084 *Reims Cedex*. Téléphone : (26) 88.24.12. Télex : 830896 INSEE REIMS.
.....	RENNES	« Le Colbert », 35-36, place du Colombier, (B. P. 17), 35031 *Rennes Cedex*. Téléphone : (99) 30.91.90. Télex : 740756 INSEE RENNE.
mandie.....	ROUEN	8, quai de la Bourse, 76037 *Rouen Cedex*. Téléphone : (35) 98.43.50. Télex : 180487 INSEE ROUEN.
.....	STRASBOURG	14, rue Adolphe-Seyboth, 67084 *Strasbourg Cedex*. Téléphone : (88) 32.03.18 et 22.43.53 (indices courants). Telex : 870756 INSEE STRBG.
énées.....	TOULOUSE	36, rue des 36-Ponts, 31054 *Toulouse Cedex*. Téléphone : (61) 25.21.36 et 25.42.67 (indices courants). Télex : 530151 INSEE TLSE.

Ressort territorial	Localisation		Responsable
	Localité	Adresse, téléphone et télex	
II. — DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER			
es-Guyane.....	POINTE-A-PITRE (*Guadeloupe*)	*Service interrégional* Antilles-Guyane : « SIRAG » (*INSEE*). (Boîte postale 863), 97175 *Pointe-à-Pitre Cedex.* Téléphone : (19.590) 83.42.20. Télex : 919912 GL.	...
eloupe.....	BASSE-TERRE (*Guadeloupe*)	*Service régional* (*INSEE*). Chemin du Petit Paris. (Boîte postale 96), 97102 *Basse-Terre.* Téléphone : (19.590) 81.17.86. Télex : 919915 GL-SDGUAP.	J.-C. ROUDIL
nique.....	FORT-DE-FRANCE (*Martinique*)	*Service régional* (*INSEE*). Lotissement Pointe de Jaham Schoelcher. (Boîte postale 605), 97261 *Fort-de-France Cedex.* Téléphone : (19.596) 71.71.79. Télex : 912394 MR-SDMART.	V. MORALES
ne.....	CAYENNE (*Guyane*)	*Service régional* (*INSEE*). 81, rue Christophe-Colomb, 97306 *Cayenne Cedex.* Téléphone : (19.594) 31.45.87. Télex : INSEGY 910344 FG.	N. LEVESQUES
ion.....	SAINT-DENIS (*Réunion*)	*Service régional* (*INSEE*). 4, rue de l'École, 97490 Sainte-Clotilde. Téléphone : (19.262) 28.02.60. Télex : 916405 RE. *Observatoire économique régional* (*INSEE*). 4, rue de l'École, 97490 Sainte-Clotilde. Téléphone : (19.262) 28.10.98.	C. DURAND
III. — TERRITOIRES D'OUTRE-MER			
elle-Calédonie.....	NOUMÉA (*Nouvelle-Calédonie*).	*Direction territoriale de la statistique et des études économiques.* Boîte postale 823, *Nouméa Cedex.*	J.-C. RENAUD
ésie française.....	PAPEETE-TAHITI. (*Polynésie française*).	*Institut territorial de la statistique.* Boîte postale 395, *Papeete-Tahiti.*	G. BAUDCHON

ipales nomenclatures
ées
l'annuaire

u souhaitable de rassembler ici, pour les utilisa-
Annuaire statistique de la France, quelques infor-
ommaires sur les nomenclatures utilisées ainsi
références bibliographiques. Ces documents
nt, pour la plupart, une introduction méthodo-
des notes explicatives qui permettent une inter-
plus précise des données publiées.

t, l'élaboration d'une nomenclature destinée à
des informations économiques ou sociales repré-
delà de la formulation explicite des principes de
us, un double compromis :

promis entre l'adaptation parfaite à un objectif
et la nécessité de pouvoir utiliser le même outil
tres usages (nature différente des unités statis-
ses en compte ou des informations quantifiées
, influence des réseaux de collecte des données,

promis entre la finesse et la précision de la des-
qui conduirait à une multiplication de classes
chacune peu d'unités et la nécessité de disposer
ormation synthétique, ce qui pousse souvent à
s objets dissemblables dans une même classe
leur nombre est relativement faible.

.E.E. a entrepris depuis quelques années une
tion complète des différentes familles de nomen-
tatistiques. Le but recherché est de réduire au
le nombre de nomenclatures différentes qui
des domaines voisins et de mieux préciser les
qui existent entre ces nomenclatures. Actuelle-
nomenclatures d'activités et de produits ont été
ées.

nenclatures d'activités

omenclatures permettent la définition précise
ses activités économiques et le classement des

1. *Nomenclature d'activités*, I.N.S.E.E., 1973. — Version « activités » de la « Nomenclature d'activités et de produits » (N.A.P.) qui remplace, à compter du 1er janvier 1974, la Nomenclature des activités économiques, ainsi que les diverses nomenclatures utilisées en comptabilité nationale. Un index alphabétique la complète ;

— en vente au « Journal officiel », 26, rue Desaix, Paris (15e) et dans les observatoires économiques régionaux.

Cette nomenclature est complétée par deux documents :

« Niveaux 15 et 40 », présentant deux versions agrégées des nomenclatures d'activités et de produits, utilisés entre autre pour les comptes nationaux;

« Table de correspondance N.A.E.-N.A.P. », présentant une correspondance détaillée entre ces deux nomenclatures;

— ces deux documents sont édités dans la collection « Nomenclatures et codes » de l'I.N.S.E.E. et sont disponibles dans les observatoires économiques régionaux.

2. *Nomenclature des activités économiques* (N.A.E.), I.N.S.E.E., 1959. — Comprend un index analytique et un index alphabétique ;

— disponible dans les observatoires économiques régionaux ;

— n'est plus en vigueur depuis le 1er janvier 1974.

3. *Nomenclature de branches* (pour les comptes nationaux), I.N.S.E.E., 1966. — Est utilisée pour l'élaboration du tableau d'échanges interindustriels. Elle est définie par référence à la « Nomenclature générale des produits », pour les biens, et à la N.A.E., pour les services.

4. *Nomenclatures de secteurs* (pour les comptes nationaux), I.N.S.E.E., 1966. — Est utilisée pour la présentation des résultats d'exploitation des entreprises. Elle est définie par référence à la N.A.E.

— ces deux dernières nomenclatures sont publiées dans le volume « Méthodes de la comptabilité nationale » (bases 1959 et 1962);

— disponible dans les observatoires économiques régionaux.

5. « *B.C.N.D.* » *et* « *B.C.N.D.E.* », I.N.S.E.E. — Ces deux nomenclatures sont utilisées pour présenter les données sur l'emploi. Elles se présentent comme des regroupements de postes de la N.A.E., se rapprochant de la nomenclature de branches ;

— peuvent être consultées dans les observatoires économiques régionaux.

B. Nomenclatures de produits

Ces nomenclatures regroupent les biens meubles mis sur le marché en un nombre de groupes variable selon le niveau de détail retenu par chaque nomenclature :

1. *Nomenclature de produits*, I.N.S.E.E., 1973. — Version « produits » de la « Nomenclature d'activités et de produits » (voir plus haut, A 1).

B.)]. — Élaborée et tenue à jour par le « Conseil de ration douanière », sert de base commune aux diverses nclatures présentées ci-après; comporte des notes atives très détaillées et un index alphabétique;

en vente à l' « Encyclopédie douanière », 43, rue du e, Paris (8e).

Nomenclature générale des produits. — Élaborée et à jour par la Direction générale des douanes et des indirects;

en vente au « Service de vente des publications lles », 82, rue Saint-Honoré, Paris (1er).

Classification type pour le commerce international C.I.) O.N.U., 1974 (2e révision);

en vente au « Centre d'informations des Nations- », 7, place de Fontenoy, Paris (7e).

Nomenclature uniforme des marchandises pour les tiques de transports (N.S.T.), Office statistique des unautés européennes, 2e révision, 1970;

en vente au « Service d'information des Commus européennes », 61, rue des Belles-Feuilles, Paris (16e).

Nomenclatures de la consommation des ménages. — servent à décrire la consommation des ménages :

« *Fonctions de consommation* », I.N.S.E.E., 1969. — rend une correspondance avec la nomenclature de hes;

brochure interne consultable dans les observatoires miques régionaux.

« *Nomenclature de la consommation des ménages* », .E.E., 1975. — Adaptation, pour la France, des tions de consommations » établies par l'O.N.U. rend une table de correspondance avec la « Nomene de produits »;

brochure éditée dans la collection « Nomenclatures des », disponible dans les observatoires économes régionaux.

Nomenclatures des métiers mplois et catégories sociales

nomenclatures permettent le classement des pers en fonction de caractéristiques professionnelles duelles :

Nomenclature des métiers et activités individuelles, .E.E., 1954. — Constitue la base des nomenclatures ci-après (épuisé).

Code des métiers. — Utilisé pour l'exploitation des sements de la population. Comprend un index ana- e et un index alphabétique;

disponible dans les observatoires économiques iaux;

— code nº 2 : Recensement de 1968;

— code nº 64 : Recensement de 1975, collection nenclatures et codes ».

Nomenclature des emplois, Ministère du travail,

— disponible dans les observatoires économiques régionaux.

4. *Code des catégories socio professionnelles,* I.N.S.E.E., 1975 (6e édition). — Publié dans la collection « Nomenclatures et codes »;

— disponible dans les observatoires économiques régionaux.

D. Découpages géographiques

• *Code officiel géographique* (8e édition 1978). — Document officiel présentant la dénomination exacte et la codification des découpages administratifs : communes, cantons, arrondissements et départements;

— en vente dans les observatoires économiques.

• *Découpages d'études ou de gestion.* — Ces découpages sont définis généralement par regroupement de collectivités territoriales. Il n'existe aucune publication d'ensemble présentant ces découpages; les observatoires économiques disposent cependant de quelques documents ronéotés.

E. Nomenclature des maladies et causes de décès

Extrait de la Classification internationale des maladies (8e révision, 1965). — Élaborée par l'Organisation mondiale de la santé;

— en vente à la librairie Arnette, 2, rue Casimir-Delavigne, Paris (6e).

F. Nomenclature des fonctions des administrations

Élaborée conjointement par l'I.N.S.E.E., la Direction du budget du Ministère des finances et le Commissariat au plan, 1975. — Elle permet une présentation de l'ensemble des dépenses des administrations publiques (y compris la Sécurité sociale), en fonction de leur objet;

— publiée dans la collection « Nomenclatures et codes », disponible dans les observatoires économiques régionaux.

G. Méthodes d'élaboration des comptes nationaux

Ces documents regroupent l'ensemble des méthodes d'élaboration et cadres de présentation des comptes nationaux :

• *Méthodes de la comptabilité nationale* (cadres et définition de la base 1959), I.N.S.E.E., 1966;

• *Système élargi de comptabilité nationale* (base 1971), I.N.S.E.E., 1976;

— en vente dans les observatoires économiques régionaux.

GUIDE DE LECTURE DES CARTES N° 15 ET 16
SUR LES COMPARAISONS DE VARIATIONS RELATIVES

1. Le taux de variation moyen annuel entre 1975 et 1982 est représenté par la couleur (lecture horizontale) :

- Bleu : taux de variation négatif ;
- Jaune : taux de variation positif compris entre 0 et 0,4 % par an ;
- taux de variation supérieur à 0,4 % par an.

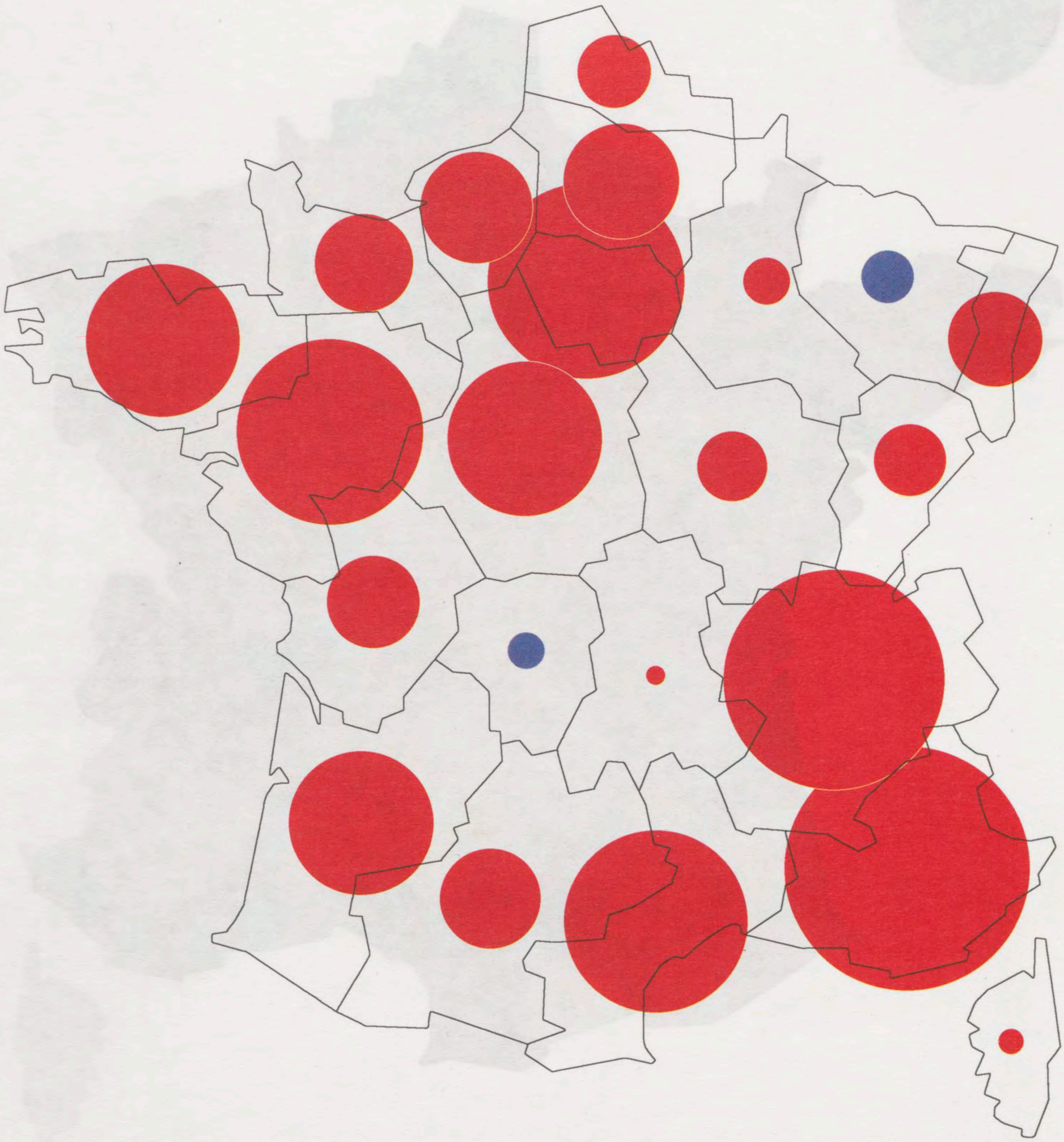
2. Du taux de variation moyen annuel entre 1975 et 1982 on a soustrait le taux de variation moyen annuel entre 1968 et 1975. La différence entre ces deux taux est représentée (lecture verticale) par :

- Hachures obliques à droite //// : le taux de variation moyen annuel 1975-1982 (donné par la couleur) est supérieur d'au moins 0,2 % (en fait 0,2 point) à celui de 1968-1975 ;
- Couleur pleine : une différence comprise entre — 0,2 et + 0,2 point signifie que le taux de variation moyen annuel enregistré entre 1975 et 1982 est du même ordre que celui observé entre 1968 et 1975 ;
- Hachures obliques à gauche \\\\ : le taux de variation moyen annuel 1975-1982 est inférieur d'au moins 0,2 point à celui de 1968-1975.

RECENSEMENT GENERAL DE LA POPULATION DE 1982/PREMIERES ESTIMATIONS

1975-1982 : variation absolue de la population

①



habitants

- 1000
- 2000
- 5000
- 10000

habitants

+ 200000
+ 100000
+ 40000
+ 10000

variation de la population sans doubles comptes

Sources statistiques
recensements généraux
de la population
1962/1968/1975/1982
Cartographie automatique IGN
© IGN-INSEE Paris 1982

de la population sans doubles comptes

ts/km²

200

100

60

40

Sources statistiques
recensements généraux
de la population
1962/1968/1975/1982
Cartographie automatique IGN
© IGN-INSEE Paris 1982

habitants

habitants

- 200000

+ 200000

- 80000

+ 80000

- 25000

+ 25000

- 1000

+ 1000

variation de la population sans doubles comptes

Sources statistiques
recensements généraux
de la population
1962/1968/1975/1982
Cartographie automatique IGN
© IGN-INSEE Paris 1982

habitants

+ 200000

+ 80000

+ 25000

+ 1000

variation de la population sans doubles comptes

Sources statistiques
recensements généraux
de la population
1962/1968/1975/1982
Cartographie automatique IGN
© IGN-INSEE Paris 1982

nts

habitants

000

000

000

000

+ 200000

+ 80000

+ 25000

+ 1000 **variation de la population sans doubles comptes**

Sources statistiques
recensements généraux
de la population
1962/1968/1975/1982
Cartographie automatique IGN
© IGN-INSEE Paris 1982

variation moyen annuel de la
ion sans doubles comptes, en %

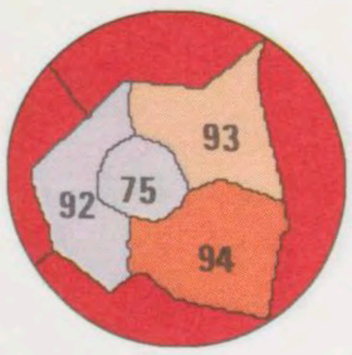
1,6

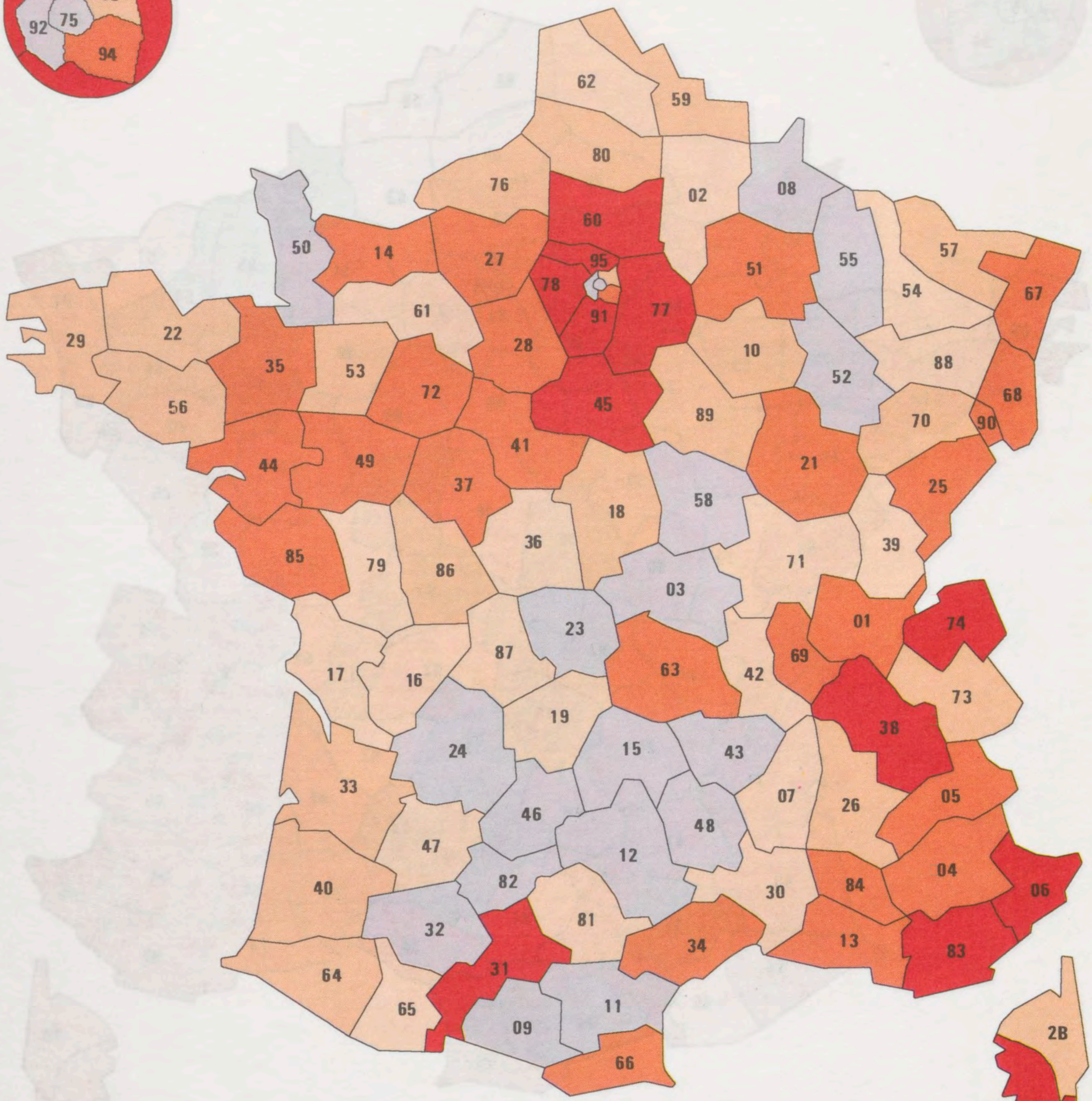
1,14

0,5

0

Sources statistiques
recensements généraux
de la population
1962/1968/1975/1982
Cartographie automatique IGN
© IGN-INSEE Paris 1982

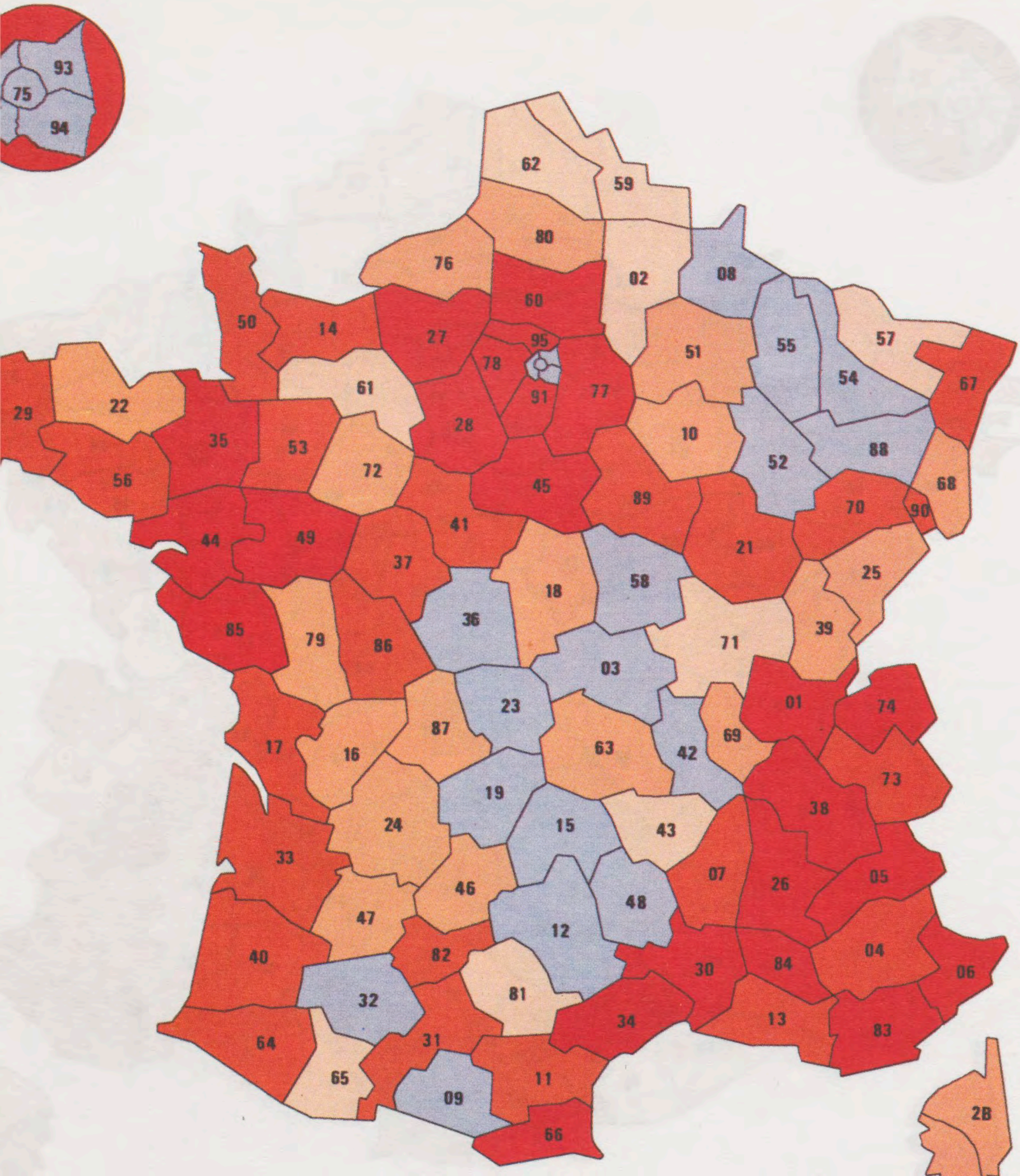




taux de variation moyen annuel de la population sans doubles comptes, en %

- 1,6
- 0,82
- 0,5
- 0

Sources statistiques
recensements généraux
de la population
1962/1968/1975/1982
Cartographie automatique IGN
© IGN-INSEE Paris 1982



le variation moyen annuel de la
ıtion sans doubles comptes, en %

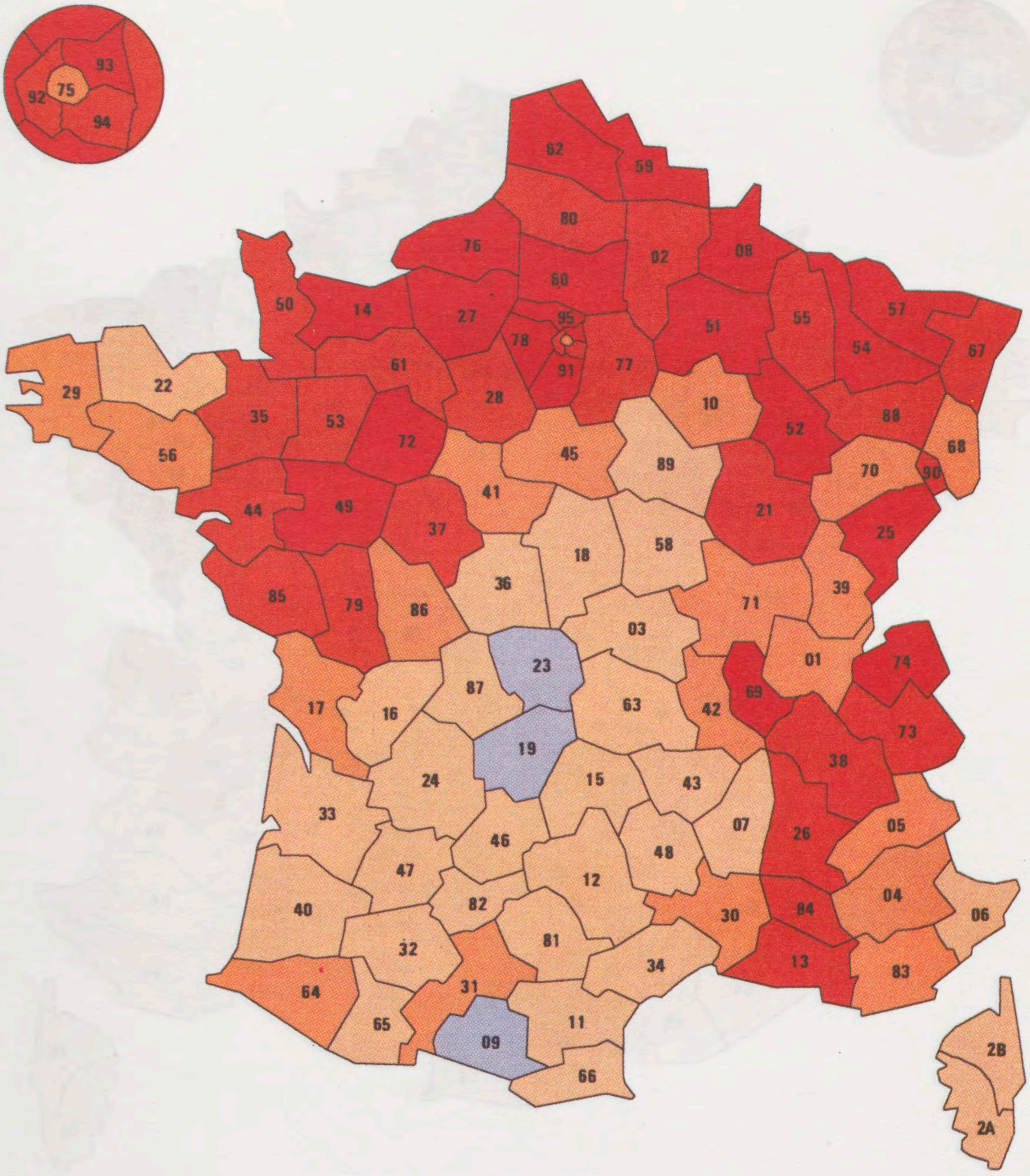
0,82

0,4

0,10

0

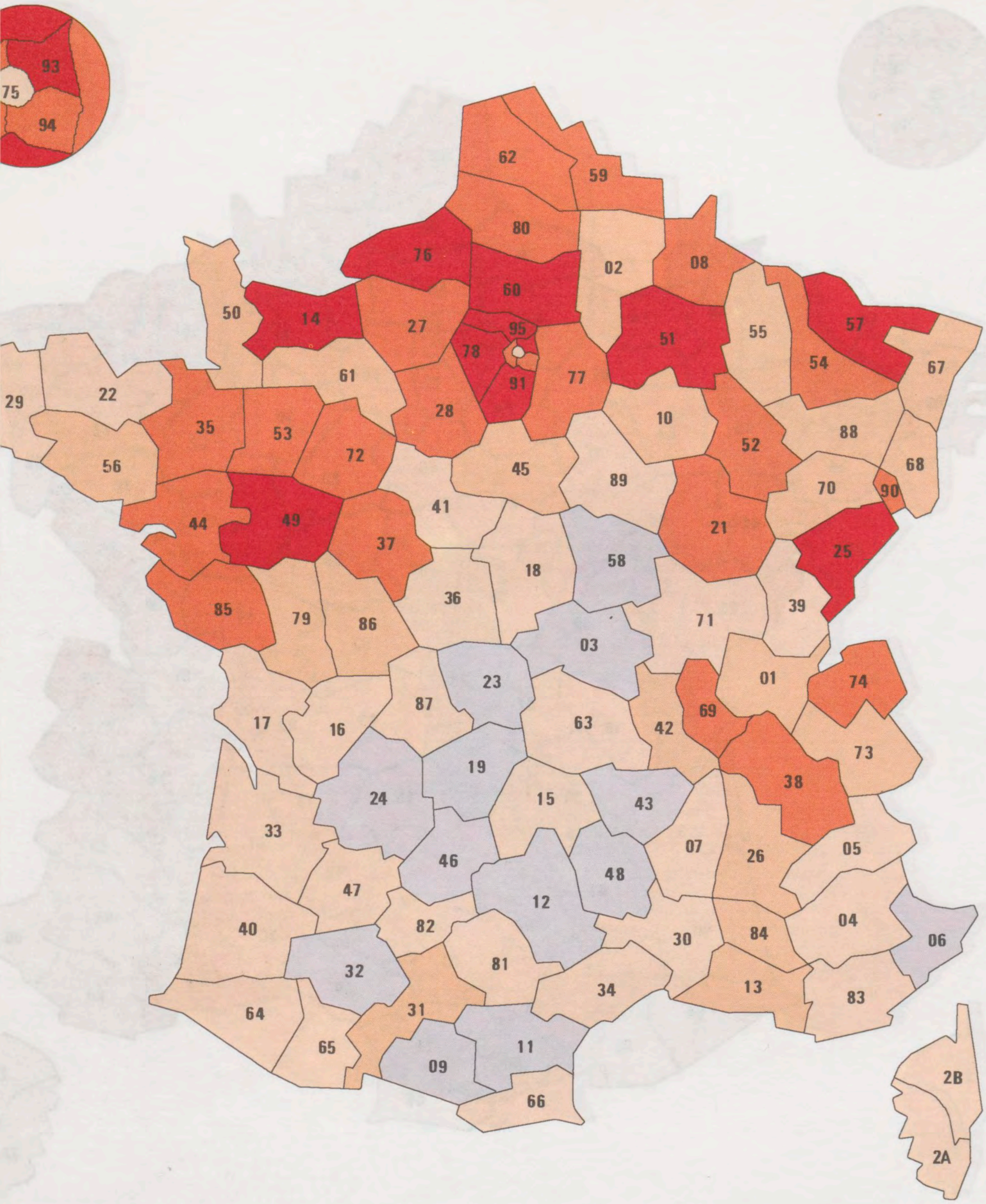
Sources statistiques
recensements généraux
de la population
1962/1968/1975/1982
Cartographie automatique IGN
© IGN-INSEE Paris 1982



taux de variation moyen annuel de la population
sans doubles comptes, dû au mouvement naturel, en %

- 0,88
- 0,66
- 0,44
- 0

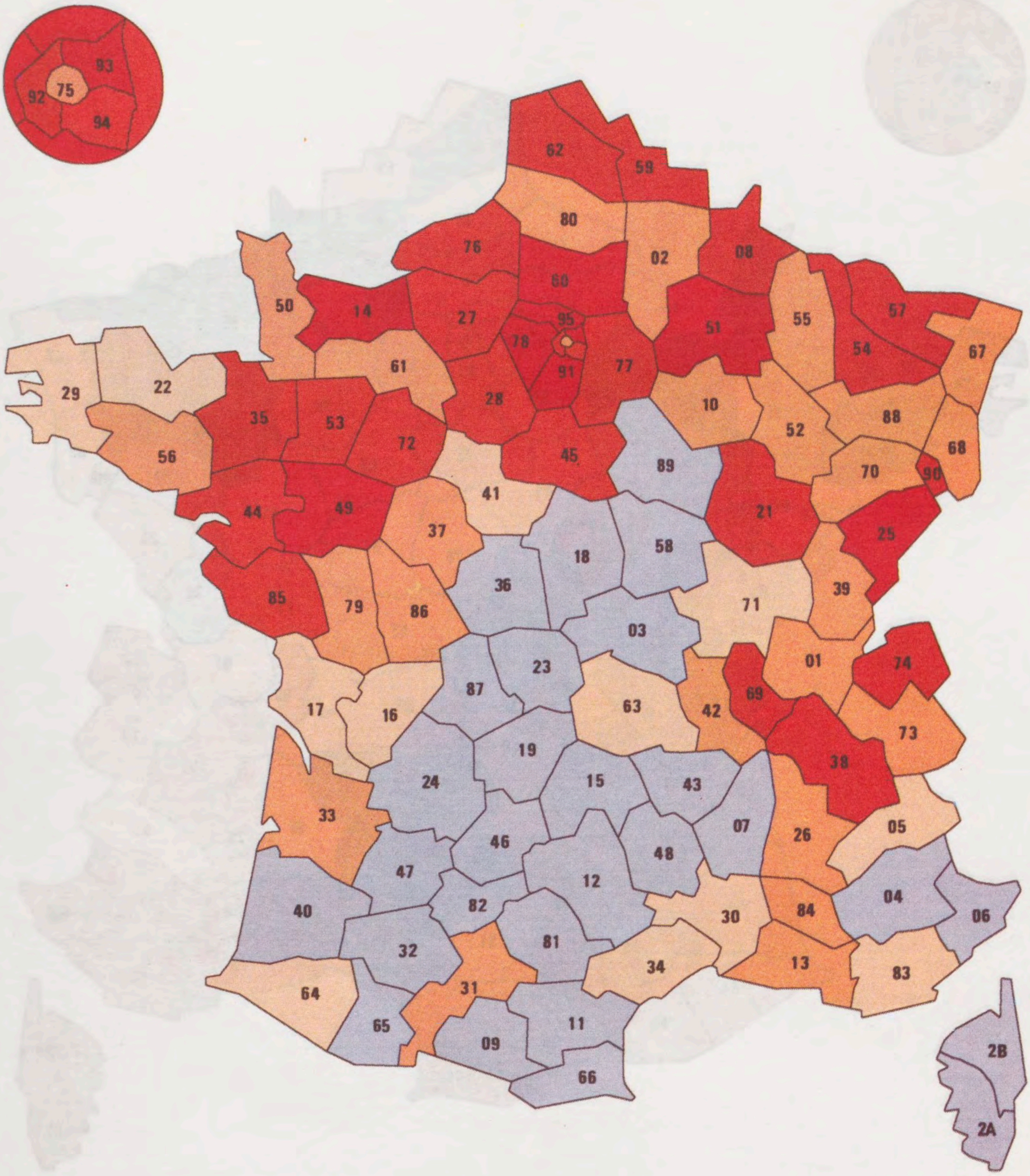
Sources statistiques
recensements généraux
de la population
1962/1968/1975/1982
Cartographie automatique IGN
© IGN-INSEE Paris 1982



e variation moyen annuel de la population
loubles comptes, dû au mouvement naturel, en %

- 0,88
- 0,66
- 0,44
- 0

Sources statistiques
recensements généraux
de la population
1962/1968/1975/1982
Cartographie automatique IGN
© IGN-INSEE Paris 1982



taux de variation moyen annuel de la population sans doubles comptes, dû au mouvement naturel, en %

0.66

0.44

0.22

0

Sources statistiques
recensements généraux
de la population
1962/1968/1975/1982
Cartographie automatique IGN
© IGN-INSEE Paris 1982

de variation moyen annuel de la population
doubles comptes, dû au solde migratoire, en %

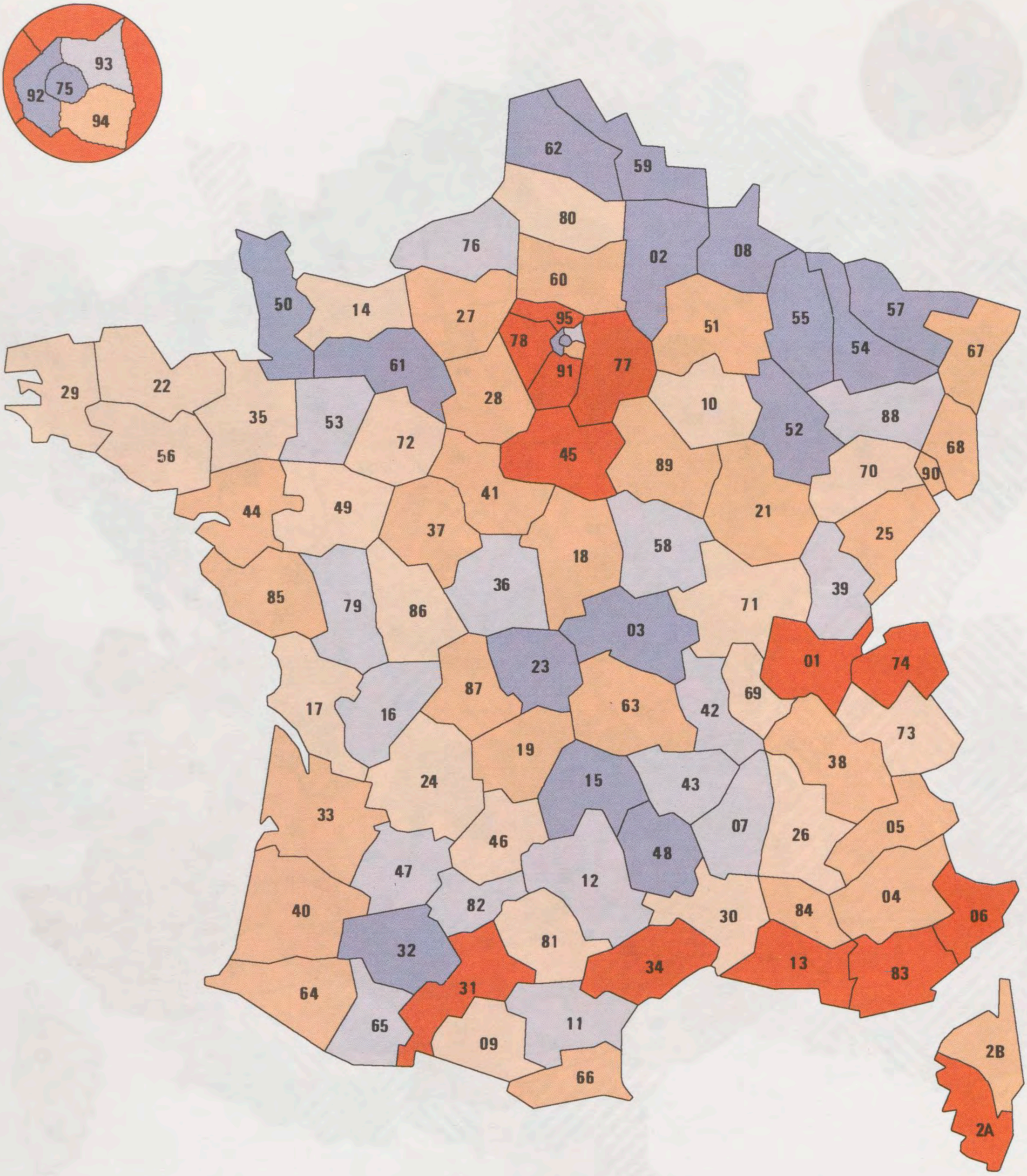
1

0,47

0

-0,28

Sources statistiques
recensements généraux
de la population
1962/1968/1975/1982
Cartographie automatique IGN
© IGN-INSEE Paris 1982



taux de variation moyen annuel de la population sans doubles comptes, dû au solde migratoire, en %

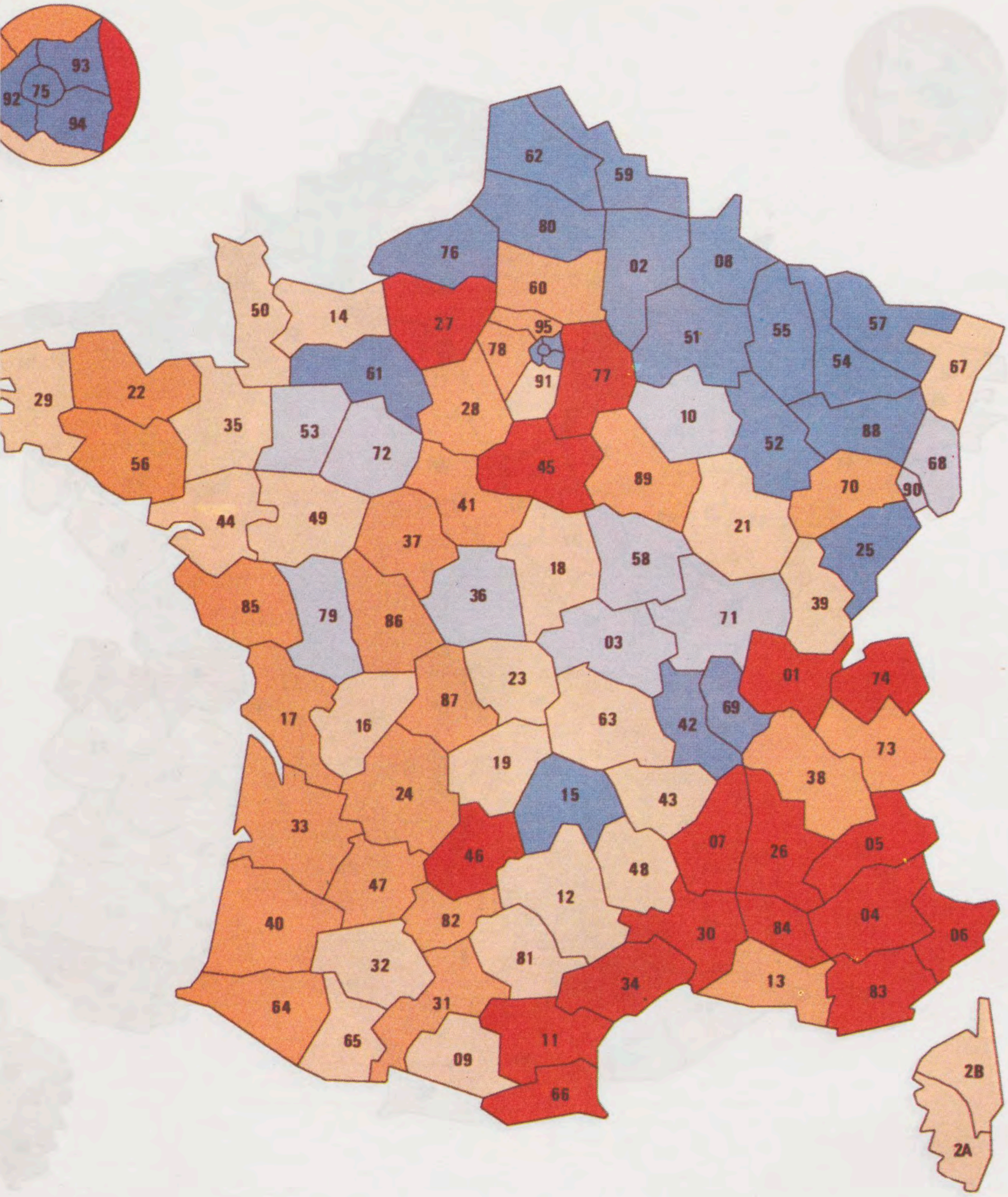
1

0,28

0

-0,28

Sources statistiques
recensements généraux
de la population
1962/1968/1975/1982
Cartographie automatique IGN
© IGN-INSEE Paris 1982



ux de variation moyen annuel de la population
ns doubles comptes, dû au solde migratoire, en %

0.65
0.28
0
-0.28

Sources statistiques
recensements généraux
de la population
1962/1968/1975/1982
Cartographie automatique IGN
© IGN-INSEE Paris 1982

variation moyen annuel
opulation sans doubles comptes,
975 et 1982



différence des taux de variation moyens annuels, calculés respectivement sur les périodes 1975-1982 et 1968-1975

Sources statistiques
recensements généraux
de la population
1968/1975/1982
Cartographie automatique IGN
© IGN-INSEE Paris 1983

ation moyen annuel
tion sans doubles comptes,
migratoire entre 1975 et 1982



différence des taux de variation moyens annuels,
calculés respectivement sur les périodes
1975-1982 et 1968-1975

Sources statistiqu
recensements génér
de la populati
1968/1975/19
Cartographie automatique I
© IGN-INSEE Paris 19

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

TITRE I

Données géographiques et démographiques

TITRE 1

Données géographiques et démographiques

Dommages

LILLE I

oitre 1.01

ritoire

1. Métropole
2. Départements
   et territoires d'outre-mer

étropole

E D'ENSEMBLE

rance continentale est située entre 42° 20′ et 51° 5′
tude nord; en longitude, elle s'étend de 4° 47′ de
de ouest à 8° 15′ de longitude est.

données essentielles sont complétées par les tableaux
sent chapitre et les indications données :

u chapitre *climatologie*, en ce qui concerne la
n géographique et l'altitude de certaines stations
ologiques;

u chapitre *agriculture*, en ce qui concerne la répar-
du territoire d'après son utilisation.

PERFICIE

: l'évaluation de la superficie du territoire français,
ose de deux sources :

nesures géodésiques et planimétriques effectuées
nstitut géographique national mais ne descendant
ctuellement, au-dessous de l'arrondissement; la
cie calculée par « planimétrage » de la carte au
0 pour la métropole est de 549 milliers de kilomètres

onnées de la Direction générale des impôts (*ser-*
lu cadastre) disponibles pour chaque commune.

ont ces derniers renseignements qui ont été retenus
e présent annuaire avec la définition suivante :
mprises toutes les surfaces du domaine public et
cadastrées ou non cadastrées, à l'exception des lacs,
et glaciers de plus d'un kilomètre carré ainsi que
tuaires.

Les effectifs de population proviennent des résultats officiels du recensement général de la population de 1982 pour les tableaux 1 à 5 et la partie « départements » (d'outre-mer) du tableau 11. Ces résultats ont été authentifiés par les décrets nº 82-1219 du 31 décembre 1982 et nº 83-70 du 2 février 1983. En revanche, le tableau 6 reproduit encore les résultats du recensement de 1975.

La population totale d'une commune (personnes ayant leur résidence habituelle dans cette commune) se divise en population *municipale* et en population *comptée à part* (celle qui vit dans certaines collectivités).

La population comptée à part comprend les personnes des catégories suivantes (limitativement définies par le décret nº 81-415 du 28 avril 1981 prescrivant l'exécution du recensement de 1982, en métropole et dans les D.O.M.) résidant dans des établissements situés dans la commune :

Catégorie I : Militaires des forces françaises de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air logés dans des casernements, camps ou assimilés; élèves internes des lycées, collèges, écoles normales d'instituteurs et d'institutrices, grandes écoles, écoles spéciales, séminaires et tous établissements publics ou privés avec internat;

Personnes en traitement dans les sanatoriums, les préventoriums et les aériums; personnels logés sur des chantiers temporaires.

Catégorie II : Personnes en traitement dans les hôpitaux psychiatriques.

Catégorie III : Détenus dans les maisons d'arrêt et de correction, les maisons centrales et centres pénitentiaires; mineurs confiés à un établissement public ou privé d'éducation surveillée; personnes recueillies dans les centres d'hébergement et centres d'accueil.

Le décret précité du 28 avril 1981 spécifie que les personnes de la catégorie I ci-dessus qui ont une *résidence personnelle* doivent être comptées à la fois :

— dans la population comptée à part de la commune où se trouve l'établissement;

— dans la population municipale de la commune où se trouve leur résidence personnelle.

Il s'ensuit que lorsqu'on détermine la population d'une circonscription administrative autre que la commune : canton, arrondissement, département, région, ..., obtenue par sommation des populations communales, on introduit des *doubles comptes* (militaires du contingent, élèves internes, etc., comptés deux fois, dans la commune de résidence personnelle et dans celle de leur établissement). Pour éliminer ces doubles comptes, la population comptée à part de chaque commune a été décomposée en deux parties :

a. Les personnes qui sont également comptées dans la population municipale d'autres communes (doubles comptes);

b. Les personnes qui ne sont pas comptées dans la population municipale d'autres communes.

es *a.* et *b.*; c'est cette population qui figure
au 2 pour les chefs-lieux de département,
s les tableaux 3 et 5;

ation sans doubles comptes, qui comprend
partie *b.* et qui, par addition, donne notam-
ulation des départements (tableau 2), des
u 1) et des zones de peuplement industriel
bleaux 4 et 6).

NATION DE ZONES GÉOGRAPHIQUES LIÈRES

a publication des résultats des recensements
tion et de diverses enquêtes, l'I.N.S.E.E.
délimitation de zones géographiques parti-
ituées d'ensembles de communes.

agglomérations urbaines

t agglomérations urbaines, désignées aussi
unique d'unité urbaine, dont la délimitation
r le seul critère de continuité de l'habitat,
onstituées :

ou plusieurs communes, c'est-à-dire d'une
de sa banlieue (exceptionnellement de
es-centres); une telle unité urbaine porte
d'agglomération;

eule commune, dont la population agglo-
au moins 2.000 habitants; une telle com-
ville isolée ou plus communément ville.

lors des recensements de 1962, 1968, 1975 et 1982.

14.2 *Zones de peuplement industriel ou urbain*

Les zones de peuplement industriel ou urbain sont constituées par des ensembles de communes dépassant largement le cadre des unités urbaines et où :

— il y a une certaine homogénéité de peuplement, en particulier une faible part de cultivateurs;

— il y a d'importants échanges de main-d'œuvre;

— l'activité industrielle s'est créée ou développée en raison de la proximité d'une grande ville, des richesses du sous-sol ou encore de la présence d'un grand axe de communication.

Une première délimitation des zones de peuplement industriel ou urbain a été réalisée à l'occasion du recensement de 1962. De nouvelles délimitations ont été établies lors des recensements de 1968 et de 1975.

2. *Départements et territoires d'outre-mer*

Les effectifs de population proviennent également du recensement de 1982 pour les départements, d'outre-mer; ils proviennent de recensements effectués à des dates différentes : 1976, 1977 et 1978 pour les territoires d'outre-mer et la collectivité-territoriale de Mayotte.

1.01 - **1**

, superficie et population des régions. Année 1982

: Direction générale des impôts (Services du cadastre); I.N.S.E.E. (Recensement de la population).

Région	Nombre de : Arrondissements	Cantons	Communes	Superficie (en km²) Totale	Moyenne par commune	Population totale (sans doubles comptes) (en milliers)	Densité au km²
rance (1)	22	284	1.281	12.012,27	9,38	10.073,1	839
agne - Ardenne	15	143	1.903	25.605,75	13,46	1.345,9	53
e	13	127	2.293	19.399,46	8,46	1.740,3	90
Normandie	6	110	1.421	12.317,42	8,67	1.655,7	134
	19	192	1.841	39.150,94	21,27	2.264,2	58
Normandie	11	140	1.808	17.589,32	9,73	1.351,0	77
gne	15	169	2.040	31.581,96	15,48	1.596,1	51
Pas-de-Calais	13	137	1.550	12.414,09	8,01	3.932,9	317
e	19	148	2.303	23.547,40	10,22	2.319,9	99
	13	75	896	8.280,20	9,24	1.566,0	189
e-Comté	9	112	1.780	16.202,34	9,10	1.084,0	67
la Loire	17	198	1.502	32.081,77	21,36	2.930,4	91
ne	15	194	1.265	27.207,91	21,51	2.707,9	100
- Charentes	14	151	1.461	25.809,53	17,67	1.568,2	61
ne	18	234	2.281	41.308,42	18,11	2.656,5	64
Pyrénées	22	281	3.019	45.347,94	15,02	2.325,3	51
in	8	103	747	16.942,34	22,68	737,2	44
- Alpes	25	312	2.874	43.698,23	15,20	5.015,9	115
ne	14	154	1.308	26.012,89	19,89	1.332,7	51
doc - Roussillon	14	178	1.539	27.375,79	17,79	1.926,5	70
ce - Alpes - Côte d'Azur (2)	18	220	961	31.399,64	32,67	3.965,2	126
	5	52	360	8.679,79	24,11	240,2	28
Ensemble	**325**	**3.714**	**36.433**	**543.965,40**	**14,93**	**54.334,9**	**100**

(1) La région d'Ile-de-France, qui correspond à la circonscription précédemment dénommée « région parisienne », a été créée par la loi n° 76-394 ai 1976. — (2) Par décret n° 76-722 du 2 août 1976, la région Provence - Côte d'Azur a pris le nom de Provence - Alpes - Côte d'Azur.


NORD
PAS-DE-CALAIS
NORD
SOMME
AISNE
HAUTE NORMANDIE
PICARDIE
ARDENNES
SEINE-MARITIME
OISE
MOSELLE
MANCHE
CALVADOS
EURE
MARNE
LORRAINE
BASSE NORMANDIE
ILE DE FRANCE
MEUSE
MEURTHE
BAS-RHIN
ET-MOSELLE
ALSACE
CHAMPAGNE-ARDENNE
ORNE
SEINE ET MARNE
CÔTES-DU-NORD
EURE-ET-LOIR
VOSGES
BRETAGNE
AUBE
MAYENNE
HAUTE-MARNE
HAUT-RHIN
ILLE-ET-VILAINE
YONNE
HAUTE-SAÔNE
BELFORT
MORBIHAN
LOIRET
SARTHE
PAYS DE LA LOIRE
LOIR-ET-CHER
CÔTE-D'OR
FRANCHE-COMTÉ
LOIRE-ATLANTIQUE
MAINE-ET-LOIRE
CENTRE
CHER
BOURGOGNE
DOUBS
INDRE-ET-LOIRE
NIÈVRE
JURA
INDRE
SAÔNE-ET-LOIRE
DEUX SÈVRES
VENDÉE
VIENNE
ALLIER
POITOU-CHARENTES
AIN
HAUTE-SAVOIE
HAUTE-VIENNE
CREUSE
RHÔNE
PUY-DE-DÔME
LOIRE
RHÔNE-ALPES
SAVOIE
CHARENTE
CHARENTE MARITIME
LIMOUSIN
AUVERGNE
CORRÈZE
HAUTE-LOIRE
CANTAL
ISÈRE
ARDÈCHE
DRÔME
HAUTES-ALPES
LOZÈRE
DORDOGNE
AQUITAINE
LOT
ALPES
ALPES MARITIMES
GIRONDE
LOT-ET-GARONNE
AVEYRON
VAUCLUSE
DE HAUTE-PROVENCE
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR
TARN-ET-GARONNE
GARD
LANDES
MIDI-PYRÉNÉES
BOUCHES-DU-RHÔNE
VAR
GERS
TARN
HÉRAULT
HAUTE GARONNE
PYRÉNÉES ATLANTIQUES
LANGUEDOC-ROUSSILLON
HAUTES PYRÉNÉES
AUDE
HAUTE-CORSE
CORSE
ARIÈGE
PYRÉNÉES ORIENTALES
CORSE-DU-SUD
ILE DE FRANCE
VAL-D'OISE
SEINE-St-DENIS
YVELINES
PARIS
SEINE-ET-MARNE
ESSONNE
VAL-DE-MARNE

n générale des impôts (Services du cadastre); Bureau des longitudes; I.N.S.E.E. (Recensement de la population).

MENT	DÉPARTEMENT						CHEF-LIEU		
	Nombre de :			Superficie (en km²)	Population totale (sans doubles comptes) (en milliers)	Densité au km²	NOM DU CHEF-LIEU	Population totale (avec doubles comptes)	Altitude (en mètres)
	Arrondissements	Cantons	Communes						
.....	4	41	419	5.762,44	418,5	73	Bourg-en-Bresse.....	43.675	227
.....	5	42	817	7.369,12	534,0	73	Laon.....	29.074	181
.....	3	34	320	7.340,11	369,6	50	Moulins.....	25.548	227
e-Provence.....	4	32	200	6.925,22	119,1	17	Digne.....	16.391	618
).....	2	30	175	5.548,68	105,1	19	Gap.....	32.097	782
es.....	2	46	163	4.298,58	881,2	205	Nice.....	338.486	46
.....	3	33	338	5.528,64	268,0	49	Privas.....	10.638	322
.....	4	37	460	5.229,41	302,3	58	Charleville-Mézières.....	61.588	217
.....	3	20	332	4.889,92	135,7	28	Foix.....	10.044	455
.....	3	32	430	6.004,16	289,3	48	Troyes.....	64.769	110
.....	3	34	437	6.138,98	280,7	46	Carcassonne.....	42.450	104
.....	3	46	304	8.735,12	278,7	32	Rodez.....	26.346	633
ône.....	4	47	119	5.087,49	1.724,2	339	Marseille.....	878.689	162
.....	4	48	704	5.547,92	589,6	106	Caen.....	117.119	26
.....	3	26	258	5.725,98	162,8	28	Aurillac.....	33.197	622
.....	3	35	405	5.955,99	340,8	57	Angoulême.....	50.151	96
time.....	5	45	472	6.863,75	513,2	75	La Rochelle.....	78.231	8
.....	2	35	290	7.234,99	320,2	44	Bourges.....	79.408	156
.....	3	36	286	5.856,83	241,4	41	Tulle.....	20.642	214
(1).....	2	22	124	4.014,22	108,6	27	Ajaccio.....	55.279	38
(1).....	3	30	236	4.665,57	131,6	28	Bastia.....	45.081	15
.....	3	43	705	8.763,21	473,5	54	Dijon.....	145.569	338
l.....	4	52	369	6.877,55	538,9	78	Saint-Brieuc.....	51.399	89
.....	2	27	260	5.565,38	140,0	25	Guéret.....	16.621	445
.....	4	50	555	9.060,01	377,4	42	Périgueux.....	35.392	99
.....	3	35	592	5.233,64	477,2	91	Besançon.....	119.687	368
.....	3	35	371	6.529,95	389,8	60	Valence.....	68.157	128
.....	3	40	676	6.039,74	462,3	77	Évreux.....	48.653	139
.....	4	29	402	5.879,95	362,8	62	Chartres.....	39.243	158
.....	4	49	283	6.733,00	828,4	123	Quimper.....	60.162	6
.....	3	45	353	5.852,90	530,5	91	Nîmes.....	129.924	114
te-).....	3	50	587	6.309,34	824,5	131	Toulouse.....	354.289	139
.....	3	31	462	6.256,82	174,2	28	Auch.....	25.543	166
.....	5	63	543	10.000,14	1.127,5	113	Bordeaux.....	211.197	7
.....	3	45	343	6.101,01	706,5	116	Montpellier.....	201.067	44
.....	4	51	352	6.774,72	749,7	111	Rennes.....	200.390	54
.....	4	26	247	6.790,63	243,2	36	Châteauroux.....	53.967	158
.....	3	33	277	6.126,70	506,1	83	Tours.....	136.483	55
.....	3	50	532	7.431,44	936,8	126	Grenoble.....	159.503	247
.....	3	34	543	4.999,18	242,9	49	Lons-le-Saunier.....	21.886	258
.....	2	30	331	9.242,60	297,4	32	Mont-de-Marsan.....	30.894	43
.....	3	28	291	6.343,44	296,2	47	Blois.....	49.422	102
.....	3	39	327	4.780,59	739,5	155	Saint-Étienne.....	206.688	540
.....	3	33	260	4.977,14	205,9	41	Le Puy.....	25.968	686
ue.....	4	56	221	6.815,38	995,5	146	Nantes.....	247.227	19
.....	3	41	334	6.775,23	535,7	79	Orléans.....	105.589	116
.....	3	30	340	5.216,53	154,5	30	Cahors.....	20.774	124
e.....	4	39	313	5.360,91	298,5	56	Agen.....	32.893	43
.....	2	25	185	5.166,88	74,3	14	Mende.....	12.113	739
.....	4	41	364	7.165,60	675,3	94	Angers.....	141.143	47
.....	4	52	597	5.938,02	465,9	78	Saint-Lô.....	24.792	33
.....	5	42	618	8.161,58	543,6	67	Châlons-sur-Marne.....	54.359	151
).....	3	32	395	6.210,60	210,7	34	Chaumont.....	29.552	324
.....	3	30	259	5.175,21	271,8	53	Laval.....	53.766	75
oselle.....	4	40	587	5.240,95	716,8	137	Nancy.....	99.307	279
.....	3	31	482	6.216,40	200,1	32	Bar-le-Duc.....	20.029	271
.....	3	42	261	6.822,64	590,9	87	Vannes.....	45.397	18
.....	9	46	718	6.216,27	1.007,2	162	Metz.....	118.502	262
.....	4	30	312	6.816,71	239,6	35	Nevers.....	44.777	201
.....	6	76	652	5.742,74	2.520,5	439	Lille.....	174.039	24
.....	4	41	693	5.860,22	661,8	113	Beauvais.....	54.147	71
.....	3	40	507	6.103,38	295,5	48	Alençon.....	32.526	136

visions, superficie et population des départements. Population et altitude du chef-lieu

1982

Direction générale des impôts (Services du cadastre); Bureau des longitudes; I.N.S.E.E. (Recensement de la population).

DÉPARTEMENT	DÉPARTEMENT						CHEF-LIEU		
	Nombre de :			Superficie (en km²)	Population totale (sans doubles comptes) (en milliers)	Densité au km²	NOM DU CHEF-LIEU	Population totale (avec doubles comptes)	Altitude (en mètres)
	Arrondissements	Cantons	Communes						
de-Calais	7	61	898	6.671,35	1.412,4	212	Arras	45.364	67
de-Dôme	5	61	470	7.969,66	594,4	75	Clermont-Ferrand	151.092	407
nées-Atlantiques	3	52	539	7.644,76	555,7	73	Pau	85.766	207
nées (Hautes-)	3	34	475	4.464,04	227,9	51	Tarbes	54.055	312
nées-Orientales	3	29	221	4.116,02	334,6	81	Perpignan	113.646	60
(Bas-)	7	44	519	4.755,03	915,7	193	Strasbourg	252.264	284
(Haut-)	6	31	377	3.525,17	650,4	185	Colmar	63.764	261
ne	2	47	293	3.249,12	1.445,2	445	Lyon	418.476	225
e (Haute-)	2	29	545	5.360,08	232,0	43	Vesoul	20.269	235
e-et-Loire	5	56	573	8.574,69	571,9	67	Mâcon	39.866	184
ne	3	40	376	6.205,99	504,8	81	Le Mans	150.931	77
ie	3	34	304	6.028,25	323,7	54	Chambéry	54.896	269
ie (Haute-)	4	33	290	4.387,80	494,5	113	Annecy	51.993	454
de Paris	1	20	1	105,40	2.176,2	20.647	Paris	2.188.918	60
e-Maritime	3	70	745	6.277,68	1.193,0	190	Rouen	105.083	22
e-et-Marne	3	37	514	5.915,29	887,1	150	Melun	36.218	70
ines	4	38	262	2.284,43	1.196,1	524	Versailles	95.240	184
es (Deux-)	3	33	303	5.999,35	342,8	57	Niort	60.230	29
me	4	44	783	6.170,12	544,6	88	Amiens	136.358	36
	2	42	324	5.757,89	339,3	59	Albi	48.341	169
-et-Garonne	2	28	195	3.718,28	190,5	51	Montauban	53.147	96
	3	41	153	5.972,54	708,3	119	Toulon (2)	181.405	10
cluse	3	24	151	3.567,13	427,3	120	Avignon	91.474	55
dée	3	31	282	6.719,59	483,0	72	La Roche-sur-Yon	48.156	73
ne	3	38	281	6.990,44	371,4	53	Poitiers	82.884	118
ne (Haute-)	3	40	201	5.520,13	355,7	64	Limoges	144.082	287
ges	3	31	516	5.873,78	395,8	67	Épinal	40.954	365
ne	3	40	450	7.427,35	311,0	42	Auxerre	41.164	122
rt (Territoire de)	1	14	100	609,44	132,0	217	Belfort	52.739	429
nne	3	35	196	1.804,40	988,0	548	Évry	29.578	65
ts-de-Seine	3	40	36	175,61	1.387,0	7.898	Nanterre	90.371	40
e-Saint-Denis	2	40	40	236,20	1.324,3	5.607	Bobigny	42.727	48
de-Marne	3	39	47	245,03	1.193,7	4.872	Créteil	71.705	45
d'Oise	3	35	185	1.245,91	920,6	739	Pontoise	29.411	52
Ensemble	**325**	**3.714**	**36.433**	**543.965,40**	**54.334,9**	**100**			

) La loi n° 75-356 du 15 mai 1975 a remplacé le département de la Corse par deux départements : Corse-du-Sud et Haute-Corse. — (2) Par décret n° 74-1028 embre 1974, le chef-lieu du département du Var a été transféré de Draguignan à Toulon.

de plus de 50.000 habitants

E. (Recensement de la population).

COMMUNES	Population totale (avec doubles comptes)	Densité au km² (1)	Numéro d'ordre	Département	COMMUNES	Population totale (avec doubles comptes)	Densité au km² (1)
.....	2.188.918	20.647	53	62	Calais	76.935	2.284
ille	878.689	3.634	54	94	Champigny-sur-Marne	76.260	6.771
.....	418.476	8.630	55	93	Aulnay-sous-Bois	76.032	4.691
use	354.289	2.942	56	59	Dunkerque	73.618	1.958
.....	338.486	4.687	57	06	Cannes	72.787	3.683
ourg	252.264	3.178	58	94	Créteil	71.705	6.272
es	247.227	3.690	59	92	Asnières-sur-Seine	71.220	14.746
eaux	211.197	4.217	60	44	Saint-Nazaire	68.947	1.461
Étienne	206.688	2.564	61	26	Valence	68.157	1.809
pellier	201.067	3.467	62	93	Aubervilliers	67.775	11.757
avre	200.411	4.262	63	02	Saint-Quentin	65.067	2.818
es	200.390	3.863	64	69	Vénissieux	64.982	4.227
s	181.985	3.779	65	10	Troyes	64.769	4.817
n	181.405	4.188	66	56	Lorient	64.675	3.579
.....	174.039	6.636	67	92	Rueil-Malmaison	64.545	4.314
.....	160.355	3.152	68	92	Neuilly-sur-Seine	64.450	17.204
oble	159.503	8.640	69	68	Colmar	63.764	939
mont-Ferrand	151.092	3.454	70	06	Antibes	63.248	2.374
ans	150.331	2.797	71	08	Charleville-Mézières	61.588	1.866
.....	145.569	3.488	72	79	Niort	60.230	853
ges	144.082	1.813	73	93	Drancy	60.224	7.756
rs	141.143	3.186	74	29	Quimper	60.162	674
s	136.483	3.848	75	92	Courbevoie	59.931	14.348
ns	136.358	2.655	76	59	Villeneuve-d'Ascq	59.868	2.168
s	129.924	768	77	83	La Seyne-sur-Mer	58.146	2.601
n-Provence	124.550	652	78	71	Chalon-sur-Saône	57.967	3.692
çon	119.687	1.741	79	49	Cholet	56.528	635
.....	118.502	2.724	80	94	Ivry-sur-Seine	55.948	9.146
rbanne	118.330	7.986	81	2 A	Ajaccio	55.279	659
.....	117.119	4.438	82	73	Chambéry	54.896	2.545
ouse	113.794	5.057	83	92	Antony	54.668	5.706
gnan	113.646	1.641	84	51	Châlons-sur-Marne	54.359	1.963
ans	105.589	3.738	85	60	Beauvais	54.147	1.570
n	105.083	4.753	86	65	Tarbes	54.055	3.354
gne-Billancourt	102.595	16.626	87	19	Brive-la-Gaillarde	54.032	1.060
aix	101.886	7.680	88	36	Châteauroux	53.967	2.034
y	99.307	6.417	89	92	Levallois-Perret	53.777	22.199
coing	97.121	6.380	90	53	Laval	53.766	1.472
nteuil	96.045	5.537	91	95	Sarcelles	53.732	6.347
illes	95.240	3.495	92	82	Montauban	53.147	375
reuil	93.394	10.467	93	94	Fontenay-sous-Bois	53.019	9.431
non	91.474	1.376	94	33	Mérignac	52.785	1.065
-Denis	91.275	7.349	95	90	Belfort	52.739	3.007
erre	90.371	7.266	96	94	Villejuif	52.488	9.822
-sur-Seine	85.820	7.300	97	03	Montluçon	51.765	2.415
.....	85.766	2.659	98	74	Annecy	51.593	3.660
ers	82.884	1.884	99	94	Maisons-Alfort	51.591	9.492
-Maur-des-Fossés	80.954	7.183	100	22	Saint-Brieuc	51.399	2.220
ges	79.408	1.112	101	13	Arles	50.772	67
mbes	78.783	10.087	102	33	Pessac	50.543	1.295
rs	78.477	803	103	93	Épinay-sur-Seine	50.314	11.010
ochelle	78.231	2.758	104	16	Angoulême	50.151	2.120

sité a été calculée à partir de la population sans doubles comptes.

et agglomérations urbaines de plus de 50.000 habitants. Dénominations et populations de 1982

I.N.S.E.E. (Recensement de la population).

Code de l'unité urbaine	Nombre de communes	NOM DE L'UNITÉ URBAINE	Population en 1982 (sans doubles comptes)	Densité au km²
851	335	Paris	8.706.963	3.769
753	84	Lyon	1.220.844	1.499
701	28	Marseille	1.110.511	1.337
702	55	Lille - partie française	936.295	2.420
701	40	Bordeaux	640.012	792
701	47	Toulouse	541.271	918
701	18	Nantes	464.857	1.022
702	17	Nice	449.496	2.011
701	18	Toulon	410.393	884
701	32	Grenoble	392.021	1.304
702	29	Rouen	379.879	1.538
701	16	Strasbourg - partie française	373.470	2.184
701	57	Valenciennes - partie française	349.505	784
701	36	Lens	327.383	1.220
701	15	Saint-Étienne	317.228	1.497
701	29	Nancy	306.982	1.215
701	23	Grasse - Cannes - Antibes	295.525	866
701	20	Tours	262.786	713
752	61	Béthune	258.383	678
701	17	Clermont-Ferrand	256.189	1.417
701	13	Le Havre	254.595	1.760
701	8	Rennes	234.418	1.367
701	6	Montpellier	221.307	2.182
701	17	Mulhouse	220.613	1.139
701	19	Orléans	220.478	762
701	12	Dijon	215.865	1.480
751	31	Douai	202.366	1.004
701	7	Brest	201.145	1.009
601	5	Reims	199.388	2.497
601	10	Angers	195.859	1.014
655	12	Dunkerque	195.705	1.057
601	10	Le Mans	191.080	1.022
602	18	Metz	186.437	1.269
601	16	Caen	183.526	1.539
654	13	Avignon	174.264	610
601	7	Limoges	171.689	861
601	23	Mantes-la-Jolie	170.265	1.094
601	10	Amiens	154.498	1.381
601	12	Thionville	138.034	935
601	6	Perpignan	137.915	1.178
601	4	Nîmes	132.343	656
601	14	Pau	131.265	822
601	10	Saint-Nazaire	130.271	464
602	21	Montbéliard	128.194	914
653	12	Bayonne	127.477	727
601	2	Aix-en Provence	126.552	612
601	14	Troyes	125.240	1.190
601	7	Besançon	120.772	1.244
652	23	Hagondange-Briey	119.669	688
601	12	Annecy	112.632	828
651	6	Valence	106.041	961
601	15	Maubeuge-partie française	105.714	897
601	4	Lorient	104.025	1.256
601	15	Angoulême	103.552	644
601	7	Poitiers	103.204	708
601	7	La Rochelle	102.143	1.247
601	7	Calais	100.823	739

Numéro d'ordre	Département (1)	Code de l'unité urbaine	Nombre de communes	NOM DE L'UNITÉ URBAINE	Population en 1982 (sans doubles comptes)	Densité au km²
58	57	501	14	Forbach - partie française	99.606	1.113
59	62	503	9	Boulogne-sur-Mer	98.566	1.159
60	73	501	15	Chambéry	96.163	720
61	18	501	4	Bourges	92.202	670
62	50	501	6	Cherbourg	85.485	1.247
63	22	501	6	Saint-Brieuc	83.900	712
64	60	503	11	Creil	82.505	1.009
65	77	502	8	Melun	82.479	1.601
66	68	501	6	Colmar	82.468	646
67	42	502	10	Saint-Chamond	82.059	612
68	42	501	9	Roanne	81.786	666
69	34	502	3	Béziers	81.347	650
70	62	502	12	Arras	80.477	995
71	71	502	10	Chalon-sur-Saône	78.064	886
72	65	501	8	Tarbes	78.056	1.062
73	28	501	8	Chartres	77.795	1.201
74	*	556	14	Belfort	76.221	939
75	13	501	3	Martigues	72.316	631
76	*	555	14	Genève (CH). Annemasse - partie française	72.242	730
77	02	501	4	Saint-Quentin	71.887	1.761
78	30	501	11	Alès	70.180	378
79	03	502	6	Montluçon	67.963	576
80	08	501	7	Charleville-Mézières	67.694	952
81	36	501	4	Châteauroux	66.851	387
82	*	554	6	Brive-la-Gaillarde	64.301	523
83	03	501	9	Vichy	63.501	557
84	51	501	5	Châlons-sur-Marne	63.061	843
85	60	502	11	Compiègne	62.778	514
86	79	501	2	Niort	61.959	660
87	41	501	6	Blois	61.049	552
88	83	501	3	Fréjus	60.289	276
89	81	501	6	Albi	60.181	629
90	24	501	7	Périgueux	59.716	464
91	58	501	5	Nevers	59.274	560
92	06	501	9	Menton - Monaco - partie française	59.198	803
93	34	501	3	Sète	58.865	911
94	47	501	10	Agen	58.288	370
95	29	501	1	Quimper	56.907	674
96	53	501	2	Laval	55.984	844
97	59	501	7	Armentières - partie française	55.913	602
98	60	501	4	Beauvais	55.817	796
99	77	501	7	Meaux	55.797	991
100	49	501	1	Cholet	55.524	635
101	27	501	4	Évreux	54.654	932
102	2A	501	1	Ajaccio	54.089	659
103	62	501	10	Saint-Omer	53.748	594
104	01	501	5	Bourg-en-Bresse	53.463	522
105	*	553	2	Arles	52.547	66
106	45	501	7	Montargis	51.954	461
107	88	501	6	Épinal	51.495	534
108	71	501	6	Montceau-les-Mines	51.290	275
109	*	552	8	Elbeuf	51.083	852
110	82	501	1	Montauban	50.682	375
111	2B	501	4	Bastia	50.596	1.019
112	*	551	10	Villefranche-sur-Saône	50.143	632

(1) Le signe * dans la colonne indique que l'unité urbaine s'étend sur plusieurs départements.

1.01 - **5**

unes par tranche
ion
t de 1982

TRANCHE DE POPULATION
(Population totale avec doubles comptes)

		%		%
1.000.000 d'habitants et plus	1	0,1	2.188.918	4,0
500.000 à moins de 1.000.000 habitants	1		878.689	1,6
200.000 — 500.000 —	10		2.630.495	4,8
100.000 — 200.000 —	24		3.233.050	5,8
50.000 — 100.000 —	68	0,2	4·503.062	8,1
30.000 — 50.000 —	123	0,3	4.750.661	8,6
20.000 — 30.000 —	162	0,4	3.952.251	7,2
10.000 — 20.000 —	412	1,2	5.693.608	10,3
9.000 — 10.000 —	84	0,2	792.663	1,4
6.000 — 9.000 —	426	1,2	3.126.571	5,7
5.000 — 6.000 —	307	0,9	1.669.461	3,0
4.000 — 5.000 —	398	1,1	1.776.537	3,2
3.500 — 4.000 —	270	0,7	1.005.750	1,8
3.000 — 3.500 —	399	1,1	1.287.909	2,3
2.500 — 3.000 —	549	1,5	1.497.164	2,7
2.000 — 2.500 —	786	2,2	1.741.156	3,1
1.500 — 2.000 —	1.291	3,5	2.221.605	4,0
1.000 — 1.500 —	2.480	6,8	3.005.953	5,4
700 — 1.000 —	2.850	7,8	2.356.533	4,3
500 — 700 —	3.602	9,9	2.112.230	3,8
400 — 500 —	2.390	6,6	1.061.027	1,9
300 — 400 —	3.656	10,0	1.265.801	2,3
200 — 300 —	5.077	13,9	1.249.917	2,3
100 — 200 —	6.989	19,2	1.032.085	1,9
50 — 100 —	3.025	8,3	227.331	0,4
Moins de 50 habitants	1.053 (1)	2,9	36.212	0,1
dont : moins de 10 habitants	*25* (1)	*0,07*	*128*	*ε*
Ensemble	**36.433**	**100**	**55.296.639**	**100**

(1) Dont 4 communes inhabitées.

1 - **6**

lement industriel ou urbain de plus de 100.000 habitants. Délimitations et population de 1975

ecensement de la population).

nt	Départements	Nombre de communes	Population en 1975 (sans doubles comptes)
.....	Ville de Paris, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Yvelines, Essonne, Val - d'Oise, Seine-et-Marne, Oise, Loiret	1.049	9.942.717
.....	Rhône, Isère, Ain	220	1.450.307
.....	Bouches-du-Rhône, Var	34	1.133.988
.....	Nord	112	1.099.189
.....	Alpes-Maritimes	79	793.645
.....	Gironde	115	755.030
uest..	Pas-de-Calais, Nord	133	632.296
.....	Haute-Garonne	111	592.090
.....	Bas-Rhin	116	560.648
que de ord.	Moselle, Meurthe-et-Moselle, Meuse	239	542.563
.....	Seine-Maritime, Eure	127	523.475
.....	Loire, Haute-Loire	70	522.588
.....	Loire-Atlantique	38	498.696
.....	Meurthe-et-Moselle, Moselle, Meuse	254	490.490
.....	Isère, Savoie	115	471.247
.....	Nord	128	454.881
.....	Var	29	403.310
.....	Haut-Rhin	196	396.452
d.....	Puy-de-Dôme	92	354.732
rrain.	Moselle, Bas-Rhin	171	309.723
.....	Ille-et-Vilaine	48	308.451
.....	Indre-et-Loire	37	280.169
.....	Calvados	133	276.641
.....	Seine-Maritime	21	272.060
.....	Vaucluse, Bouches - du - Rhône, Gard	40	270.372
.....	Hérault	36	264.724
.....	Finistère	24	254.409
.....	Côte-d'Or	84	254.017
.....	Somme	132	253.980
.....	Nord, Pas-de-Calais	71	251.927
.....	Maine-et-Loire, Vendée, Loire-Atlantique, Deux-Sèvres	101	235.572
.....	Loiret	41	235.453
.....	Nord, Pas-de-Calais	38	233.015
.....	Moselle	98	224.111
.....	Sarthe	33	222.976

Numéro d'ordre	Zone de peuplement industriel ou urbain	Départements	Nombre de communes	Population en 1975 (sans doubles comptes)
36	Montbéliard	Doubs, Territoire de Belfort, Haute-Saône	145	217.515
37	Reims	Marne	40	215.745
38	Angers	Maine-et-Loire	25	207.878
39	Étang de Berre	Bouches-du-Rhône	23	201.504
40	Bayonne-Côte basque	Pyrénées-Atlantiques, Landes	43	197.686
41	Limoges	Haute-Vienne	16	186.774
42	Valence	Drôme, Ardèche	45	186.680
43	Sambre	Nord	93	184.812
44	Saint-Nazaire	Loire-Atlantique, Morbihan	32	178.620
45	Haute vallée de la Moselle	Vosges, Meurthe-et-Moselle	93	175.963
46	Besançon	Doubs, Jura, Haute-Saône	95	174.383
47	Perpignan	Pyrénées-Orientales	31	171.911
48	Lorient	Morbihan	22	171.300
49	Charleville-Mézières	Ardennes	98	170.485
50	Nîmes	Gard	18	163.481
51	Colmar	Haut-Rhin	75	157.774
52	Troyes	Aube	69	157.200
53	Pau	Pyrénées-Atlantiques	40	154.374
54	Cambrésis	Nord, Aisne, Pas-de-Calais	82	152.373
55	Roanne	Loire, Rhône	51	142.031
56	Compiègne-Noyon	Oise, Aisne	108	136.552
57	Poitiers	Vienne	32	136.008
58	Belfort	Territoire de Belfort, Haute-Saône, Haut-Rhin	100	133.346
59	Boulogne-sur-Mer	Pas-de-Calais	27	131.380
60	Angoulême - La Rochefoucauld	Charente	38	130.411
61	Saint-Quentin	Aisne	81	129.433
62	Chambéry	Savoie	33	128.669
63	La Rochelle	Charente-Maritime	24	124.695
64	Bourges	Cher	31	124.306
65	Le Creusot	Saône-et-Loire	34	124.114
66	Aix-en-Provence	Bouches-du-Rhône	10	122.527
67	Alès	Gard, Ardèche, Lozère	53	121.487
68	Béziers	Hérault	20	119.250
69	Nevers	Nièvre, Cher	53	116.754
70	Genève (Suisse), partie française	Haute-Savoie, Ain	57	116.693
71	Annecy	Haute-Savoie	20	112.269
72	Saint-Brieuc	Côtes-du-Nord	17	109.715
73	Calais	Pas-de-Calais	15	108.667
74	Castres-Mazamet	Tarn, Hérault	32	102.833

Superficie des principales îles et des principaux lacs

Sources : Direction générale des impôts (services du cadastre) ou Bureau des longitudes — *Unité :* km²

Ile	Superficie	Lac	Superficie
Corse	8.720	Le Bourget (Savoie)	45
Oléron	175	Grand-Lieu (Loire-Atlantique)	37
Belle-Ile	90	Annecy (Haute-Savoie)	27
Ré	85	Aiguebelette (Savoie)	5,4
Noirmoutier	48	Saint-Point (Doubs)	4,0
Yeu	23	Gérardmer (Vosges)	1,2
Ouessant	15		
Groix	14		

des principaux sommets de plus de 2.500 mètres (1)

urce : Bureau des longitudes — *Unité :* mètre

Massif et sommet	Altitude
Alpes	
ne des massifs centraux :	
Sommet du Mont Blanc	4.807
Dôme du Goûter (signal)	4.331
Aiguille des Grandes-Jorasses	4.208
Barre des Écrins (Pelvoux)	4.102
Aiguille du Géant	4.013
Grande Meije (Pelvoux)	3.983
Pelvoux (signal)	3.955
Mont Dolent	3.823
Crête des Grandes Rousses	3.468
Aiguille d'Olan (Pelvoux)	3.383
Pic de Rochebrune	3.324
Le Vieux Chaillol (Champsaur)	3.163
Les Grands Mulets (hôtellerie)	3.051
Mont Clapier	3.045
Tinibras	3.031
Le Roignais	3.001
Grand Pic de Belledonne	2.981
Brévent	2.525
Alpes (suite)	
Régions intra-alpines :	
Pointe de la Grande-Casse (Vanoise)	3.850
Mont Pourri ou Thuria (Vanoise)	3.779
Aiguille de la Grande Sassière	3.747
Les Trois Becs (Levanna)	3.640
Grandes Pareis ou la Bessanese	3.615
Aiguille d'Arves	3.510
Aiguille de Chambeyron	3.411
Grand Mont Cenis	3.320
Mont Thabor (pic)	3.204
Chaberton	3.130
Mont Pelat	3.051
Visoulet	3.030
Euchastrayes	2.956
Perron des Encombres	2.828
Préalpes :	
Mont Buet	3.099
Mont Mounier	2.817
Tête de l'Obiou	2.793
Pointe Percée	2.752
Corse	
Mont Cinto	2.706
Mont Rotondo	2.622
Pyrénées	
Pic de Vignemale	3.298
Pic de Marboré	3.253
Pic Long	3.132
Pic d'Aubert (Néouvielle)	3.091
Pic de Montcalm	3.080
Pic Carlitte	2.921
Puigmal	2.910
Pic du Midi d'Ossau	2.884
Pic du Midi (de Bagnères ou de Bigorre)	2.872
Pic de Montvallier	2.839
Mont Canigou	2.784
Pic de Ger	2.612
Pic d'Anie	2.504

(1) Le Massif central culmine au puy de Sancy à 1.886 mètres.

des principaux cols

ource : Bureau des longitudes — *Unité :* mètre

Massif et col	Altitude
Alpes	
ne des massifs centraux :	
Col du Géant (cabane)	3.369
Col du Galibier	2.645
Col de la Seigne	2.513
Col du Bonhomme	2.483
Col de Balme	2.205
Col de Tende (route)	1.870
gions intra-alpines :	
Tunnel de la Traversette (chemin)	2.950
Col de l'Iseran	2.762
Col d'Agnel	2.699
Col de la Vanoise	2.527
Régions intra-alpines (suite) :	
Col de Fréjus	2.450
Col du Mont-Cenis	2.083
Col du Lautaret	2.058
Col de Larche	1.991
Col de la Madeleine	1.984
Col du Mont-Genèvre	1.849
Col de l'Échelle	1.790
Sillon alpin :	
Col Bayard	1.248
Préalpes :	
Col des Aravis	1.498
Col de la Croix-Haute	1.177
Pyrénées	
Brèche de Roland	2.804
Col du Tourmalet	2.115
Col de Puymorens	1.915
Col de la Perche	1.577
Col de Roncevaux	1.090
Jura	
Col de la Faucille	1.320
Col de Saint-Cergue	1.232
Col de Jougne	1.010
Vosges	
Col du Ballon	1.178
Col de la Schlucht	1.139

u des longitudes

Unité : km

ours d'eau	Longueur
l'Escaut	
.....	430
.....	214
.....	100
a Garonne	
.....	575
.....	170
.....	375
.....	250
.....	480
.....	472
.....	335
.....	360
e.....	150

Bassin et cours d'eau	Longueur
Bassin de la Loire	
Loire.....	1.020
Allier.....	410
Cher.....	350
Indre.....	265
Vienne.....	350
Creuse.....	255
Mayenne (avec Maine)...	195
Sarthe.....	285
Vilaine.....	225
Blavet.....	140
Rance.....	110
Vire.....	120
Orne.....	152
Bassin de la Meuse	
Meuse.....	950
Sambre.....	190

Bassin et cours d'eau	Longueur
Bassin du Rhin	
Rhin (frontière).....	190
Ill.....	208
Moselle.....	550
Meurthe.....	170
Bassin du Rhône	
Rhône.....	812
Ain.....	200
Saône.....	480
Doubs.....	430
Ardèche.....	120
Isère.....	290
Drôme.....	110
Durance.....	305

Bassin et cours d'eau	Longueur
Bassin du Rhône (suite)	
Argens.....	115
Var.....	120
Hérault.....	160
Aude.....	220
Têt.....	120
Bassin de la Seine	
Seine.....	776
Aube.....	248
Marne.....	525
Oise.....	302
Aisne.....	280
Yonne.....	293
Loing.....	166
Eure.....	225
Rille (ou Risle).....	140
Somme.....	245

exception du Rhin (fleuve frontière), c'est la longueur totale du cours d'eau qui est indiquée, même dans le cas où il ne coule pas entièrement re français.

1

erficie et population légale des départements et territoires d'outre-mer

eau des longitudes; I.N.S.E.E.

Département ou territoire	Nombre d'arrondissements	Superficie en km²	Population — Année de recensement	Population — Effectifs (milliers)	Population — Densité au km²	Chef-lieu	Population — Année de recensement	Population — Effectifs (milliers)
DÉPARTEMENTS								
.....	3	1.780	1982	328,4	184,5	Basse-Terre.....	1982	13,7
.....	2	91.000	1982	73,0	0,8	Cayenne.....	1982	38,1
.....	3	1.100	1982	328,6	298,7	Fort-de-France.....	1982	99,8
.....	4	2.510	1982	515,8	205,5	Saint-Denis.....	1982	109,1
-Miquelon.....	///	242	1982	6,0	25,0	Saint-Pierre.....	1982	5,4
COLLECTIVITÉ TERRITORIALE ET TERRITOIRES								
.....	///	374	1978	47,2	126,2	Dzaoudzi.....	1978	4,1
donie.....	///	19.058	1976	133,2	7,0	Nouméa.....	1976	56,1
çaise (1).....	///	4.000	1977	137,4	34,4	Papeete.....	1977	23,5
na.....	///	255	1976	9,2	36,1	Mata-Utu.....	1976	0,6

ynésie française, îles habitées 3.265 km², densité : 36,5.

SOURCES DE DOCUMENTATION

u des longitudes.

l de la population de 1975 :

ionnés ci-dessous portent sur les chiffres de la t certaines données qui leur ont été associées)

de la France : départements, arrondissements,

statistiques de population légale. Population es de plus de 2.000 habitants.

entaux *Population légale et statistiques communires* (*évolutions démographiques 1968-1975 et 1962-1968*). Dans ces fascicules figurent notamment la superficie et la densité de population de chaque commune, canton et arrondissement de la métropole.

— volume *Villes et agglomérations urbaines, délimitation 1975* (*évolutions démographiques 1968-1975 et 1962-1968*).

— volume *Les zones de peuplement industriel ou urbain, délimitation 1975* (*évolutions démographiques 1968-1975 et 1962-1968*).

● Recensement général de la population de 1982 : voir texte commentaire chapitre 1-03 (« État de la population »).

Chapitre 1.02

Climatologie

Définitions

Température. — La température indiquée est celle prise sous abri à 1,80 m au-dessus du sol. La *température minimum quotidienne* est la plus basse qui ait été observée entre 18 heures T.U. (1) la veille et 18 heures le jour. La *température maximum quotidienne* est la plus haute température entre 6 heures T.U. le jour et 6 heures le lendemain.

Gelée. — Jour de gelée : toute journée au cours de laquelle la température minimum a été inférieure ou au plus égale à — 0° C sous abri.

Durée d'insolation. — La durée d'insolation (ombres portées au sol) [100 watts par mètre carré] exprimée en heures, est mesurée au moyen d'un héliographe Campbell.

Jour de précipitations. — Est considérée comme jour de précipitations toute journée où la quantité d'eau de précipitations recueillie dans le pluviomètre correspond à une hauteur d'au moins 0,1 mm. Ne sont pas considérés comme précipitations les brouillards et condensations entraînant un dépôt d'eau dans le pluviomètre.

Précipitations. — Les précipitations sont mesurées de 6 heures T.U. le jour à 6 heures le lendemain, au moyen du pluviomètre plastique à lecture directe dont la surface de réception a 4 dm^2 et est placée à 1,5 m au-dessus du sol. Une hauteur d'eau d'un millimètre équivaut pratiquement à 1 litre par mètre carré, ou 10 m^3 à l'hectare.

Humidité relative. — Rapport de la tension de la vapeur d'eau à la tension maximum correspondant à la température au moment de l'observation. L'humidité relative moyenne est la moyenne des rapports ainsi observés quotidiennement.

---

1. On donne le nom de temps universel (T.U.) au temps civil du méridien de Greenwich; ce temps civil est compté de 0 heure à 24 heures à partir de minuit.

Le temps légal en France métropolitaine est celui du temps universel + 1 heure (« heure d'hiver » ; à la Réunion, + 4 heures; à la Guadeloupe, à la Martinique et à Saint-Pierre-et-Miquelon, — 4 heures; à la Guyane, — 3 heures; à Mayotte, + 3 heures; en Nouvelle-Calédonie, + 11 heures; en Polynésie, — 10 heures; à Wallis et Futuna, — 12 heures.

téorologie nationale.

Unités { Température : degré C / Hauteur de pluie : millimètre / Insolation : heure

		Normale (1)	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
AUXERRE (Aérodrome) Lat. 47° 48′ N — Long. 3° 33′ E — Alt. 207 m													
	Moyenne (2).....	10,8	10,6	10,2	10,5	11,2	10,8	11,4	11,1	10,4	10,5	10,2	10,8
e.....	Minimum absolu....	///	– 13,5	– 10,0	– 11,1	– 3,5	– 7,8	– 8,9	– 7,0	– 6,9	– 11,8	– 9,9	– 6,8
	Maximum absolu...	///	33,5	31,0	34,3	38,8	36,8	36,8	29,5	33,4	32,6	34,0	35,0
re de jours).....		67	74	42	81	28	62	65	43	54	65	67	63
	Hauteur.....	643	551	647	645	716	607	480	874	696	847	677	847
s.....	Nombre de jours...	159	160	163	158	204	171	142	202	179	193	187	206
urée totale).....		1.842	1.941	1.677	1.836	1.632	1.801	2.047	1.586	1.623	1.524	1.561	1.472
BORDEAUX (Mérignac) Lat. 44° 50′ N — Long. 0° 42′ W — Alt. 47 m													
	Moyenne (2).....	12,5	12,3	12,1	12,2	12,6	12,7	13,1	12,8	12,6	12,6	12,2	13,3
e.....	Minimum absolu....	///	– 9,9	– 4,4	– 6,8	– 3,6	– 8,9	– 5,2	– 5,2	– 6,4	– 5,0	– 6,3	– 4,4
	Maximum absolu...	///	34,1	33,9	34,9	35,3	38,3	36,8	30,0	33,3	32,9	32,4	36,1
re de jours).....		44	53	30	65	24	38	50	27	27	31	43	35
	Hauteur.....	900	930	791	788	922	780	1.018	960	892	1.185	916	990
s.....	Nombre de jours...	162	172	181	171	206	148	165	173	176	191	174	188
urée totale).....		2.076	2.010	1.914	2.235	1.952	2.119	2.261	2.048	2.133	1.926	2.032	2.044
CLERMONT-FERRAND (Aulnat) Lat. 45° 48′ N — Long. 3° 09′ E — Alt. 329 m													
	Moyenne (2).....	11,0	10,6	10,7	10,7	10,9	10,4	10,8	10,8	10,3	10,7	10,0	10,8
e.....	Minimum absolu....	///	– 23,1	– 9,4	– 10,1	– 6,2	– 13,5	– 10,1	– 9,6	– 13,2	– 14,1	– 14,2	– 11,4
	Maximum absolu...	///	32,8	32,0	34,6	39,5	35,7	34,4	29,4	34,1	32,4	36,3	35,1
bre de jours).....		74	78	50	92	50	86	84	59	77	72	77	74
	Hauteur.....	563	762	631	507	618	545	705	782	473	765	583	750
s.....	Nombre de jours...	132	146	153	145	175	151	141	167	164	172	164	171
urée totale).....		1.899	2.028	1.893	2.085	1.818	1.919	2.202	1.682	1.818	1.859	1.845	1.748
DIJON (Longvic) Lat. 47° 16′ N — Long. 5° 05′ E — Alt. 222 m													
	Moyenne (2).....	10,6	10,4	10,4	10,6	11,1	10,7	11,4	11,1	10,2	10,7	10,0	10,7
e.....	Minimum absolu....	///	– 15,8	– 11,0	– 12,7	– 5,0	– 8,9	– 10,0	– 8,3	– 7,1	– 11,3	– 9,3	– 7,4
	Maximum absolu...	///	34,0	30,9	33,0	34,7	34,0	34,9	29,3	32,2	33,2	32,0	32,1
bre de jours).....		69	79	55	92	34	63	63	39	61	55	69	62
	Hauteur.....	739	497	564	528	703	782	610	1.041	663	868	639	1.002
ns.....	Nombre de jours...	147	144	152	144	198	168	139	197	162	184	172	184
durée totale).....		1.934	2.025	1.832	1.956	1.729	1.841	2.152	1.632	1.759	1.746	1.709	1.664
LILLE (Lesquin) Lat. 50° 34′ N — Long. 3° 06′ E — Alt. 44 m													
	Moyenne (2).....	9,9	9,9	9,4	9,8	10,3	10,2	10,5	10,0	9,5	9,2	9,6	10,0
re.....	Miminum absolu....	///	– 17,0	– 9,0	– 9,2	– 3,5	– 6,6	– 9,8	– 4,5	– 12,4	– 16,4	– 8,8	– 7,0
	Maximum absolu...	///	30,2	29,5	31,9	30,7	35,0	35,8	30,2	29,6	29,8	30,8	30,2
bre de jours).....		61	55	40	61	21	49	63	45	59	74	52	55
	Hauteur.....	637	546	697	534	899	774	481	754	643	784	789	884
ns.....	Nombre de jours...	171	154	173	167	217	188	151	207	191	203	188	212
durée totale).....		1.641	1.693	1.601	1.794	1.645	1.641	1.940	1.604	1.468	1.488	•	1.364

Moyennes calculées d'après les observations de la période 1931-1960 (1951-1970 pour l'insolation). — (2) La moyenne de température est noyenne arithmétique des 2 moyennes : T*n*, moyenne des minima quotidiens et T*x*, moyenne des maxima quotidiens.

Unités { Température : degré C / Hauteur de pluie : millimètre / Insolation : heure

e : Météorologie nationale.

		Normale (1)	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
LYON (Bron) Lat. 45° 43′ N — Long. 4° 57′ E — Alt. 200 m													
érature	Moyenne (2)	11,5	10,8	11,1	10,8	11,8	11,5	11,8	11,5	11,0	11,5	10,9	11,5
	Minimum absolu	///	– 22,4	– 4,8	– 10,0	– 3,5	– 7,9	– 10,0	– 7,5	– 9,0	– 9,6	– 10,1	– 7,7
	Maximum absolu	///	34,2	33,3	33,2	37,1	35,6	35,8	29,9	33,8	35,8	34,1	33,9
(nombre de jours)		63	78	53	79	25	53	63	36	59	60	64	61
pitations	Hauteur	813	697	818	679	799	941	754	1.170	681	914	56,2	916
	Nombre de jours	145	142	155	141	179	158	137	194	160	196	158	168
tion (durée totale)		2.036	2.055	1.869	2.109	1.866	1.886	2.264	1.831	1.899	1.943	1.850	1.831
MONTPELLIER (Fréjorgues) Lat. 43° 35′ N — Long. 3° 58′ E — Alt. 5 m													
érature	Moyenne (2)	13,8	14,0	13,8	14,0	14,0	14,0	14,1	14,2	14,0	14,5	13,8	14,2
	Minimum absolu	///	– 10,2	– 3,3	– 8,0	– 2,0	– 5,4	– 6,5	– 3,6	– 4,9	– 4,8	– 6,2	– 6,4
	Maximum absolu	///	34,5	34,0	34,8	34,0	33,7	34,1	31,6	33,5	33,7	35,6	36,2
(nombre de jours)		38	39	19	52	18	30	28	17	18	30	29	42
pitations	Hauteur	709	967	1.004	531	707	610	1.001	681	733	914	520	587
	Nombre de jours	88	102	126	69	103	92	106	109	108	90	89	89
tion (durée totale)		2.709	2.771	2.507	2.964	2.575	2.675	2.722	2.442	2.692	2.768	2.669	2.673
NANCY (Tomblaine) Lat. 48° 42′ N — Long. 6° 13′ E — Alt. 212 m													
érature	Moyenne (2)	9,6	9,4	8,8	9,4	10,2	9,9	10,1	10,1	9,1	9,4	9,0	9,7
	Minimum absolu	///	– 20,2	– 11,6	– 19,0	– 4,1	– 8,7	– 19,0	– 8,8	– 11,6	– 14,7	– 12,3	– 13,6
	Maximum absolu	///	33,0	30,1	32,2	33,5	32,4	35,2	29,5	31,9	31,5	31,0	31,1
(nombre de jours)		82	96	89	104	34	71	85	54	77	74	79	82
pitations	Hauteur	712	570	733	624	781	643	536	953	703	954	773	911
	Nombre de jours	161	149	161	175	214	180	145	203	182	181	182	208
tion (durée totale)		1.633	1.852	1.633	1.811	1.502	1.659	1.953	1.423	1.496	1.495	1.429	1.542
NANTES (Aérodrome) Lat. 47° 10′ N — Long. 1° 37′ W — Alt. 26 m													
érature	Moyenne (2)	11,8	11,9	11,3	11,8	11,9	11,9	12,5	11,8	11,6	11,3	11,0	12,3
	Minimum absolu	///	– 7,7	– 6,8	– 4,5	– 3,2	– 4,8	– 5,6	– 5,3	– 7,8	– 7,1	– 8,2	– 4,1
	Maximum absolu	///	35,0	30,3	33,4	34,1	36,5	36,7	30,4	28,4	32,2	31,0	32,6
(nombre de jours)		44	41	21	43	22	36	37	31	36	51	43	34
pitations	Hauteur	782	635	764	553	815	660	669	879	763	941	769	961
	Nombre de jours	168	162	186	142	192	160	150	191	163	189	175	180
tion (durée totale)		1.901	2.042	1.738	2.026	2.017	1.979	2.142	1.806	1.999	1.864	1.832	1.748
NICE (Aérodrome) Lat. 43° 39′ N — Long. 7° 12′ E — Alt. 5 m													
érature	Moyenne (2)	15,0	15,2	14,9	14,4	14,9	15,1	15,0	15,2	15,1	15,4	14,8	15,4
	Minimum absolu	///	– 5,0	– 1,6	– 2,7	2,4	1,2	– 0,1	2,1	0,0	– 0,3	– 0,2	– 1,2
	Maximum absolu	///	32,0	30,5	31,1	31,3	31,1	29,9	28,0	32,5	30,8	30,5	31,3
(nombre de jours)		3	6	–	1	–	–	2	–	1	1	–	3
itations	Hauteur	862	841	1.090	710	761	1.024	939	968	795	1.204	538	551
	Nombre de jours	86	88	117	73	93	110	117	104	85	99	77	88
tion (durée totale)		2.779	2.651	2.443	2.982	2.804	2.691	2.562	2.592	2.631	2.682	2.619	2.640

(1) Moyennes calculées d'après les observations de la période 1931-1960 (1951-1970 pour l'insolation). — (2) La moyenne de température est à la moyenne arithmétique des 2 moyennes : T*n*, moyenne des minima quotidiens et T*x*, moyenne des maxima quotidiens.

71322 T 81 3

ce : Météorologie nationale

Unités { Température : degré C / Hauteur de pluie : millimètre / Insolation : heure

		Normale (1)	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
PARIS (Montsouris) Lat. 48° 49′ N — Long. 2° 20′ E — Alt. 75 m													
pérature	Moyenne (2)	11,5	11,8	10,8	11,7	12,0	11,8	12,5	11,8	11,1	11,1	11,2	11,8
	Minimum absolu	///	– 8,6	– 7,2	– 4,2	– 0,4	– 4,5	– 6,2	– 3,7	– 8,0	– 12,7	– 5,1	– 3,1
	Maximum absolu	///	31,6	30,1	32,7	34,0	35,7	35,4	29,0	30,1	32,1	31,3	31,9
e (nombre de jours)		41	27	15	23	5	18	27	23	34	39	30	25
ipitations	Hauteur	619	508	740	579	668	659	417	717	743	729	690	746
	Nombre de jours	162	159	286	155	195	159	144	184	178	182	170	197
ation (durée totale)		1.814	2.010	1.780	1.961	1.762	1.832	2.043	1.755	1.629	1.621	1.639	1.485
RENNES (Aérodrome) Lat. 48° 04′ N — Long. 1° 43′ W — Alt. 35 m													
pérature	Moyenne (2)	11,3	11,3	10,8	11,2	11,5	11,5	12,0	11,5	11,2	10,9	10,7	11,5
	Minimum absolu	///	– 7,4	– 6,4	– 4,7	– 3,9	– 4,1	– 5,0	– 4,8	– 7,7	– 7,9	– 7,1	– 5,6
	Maximum absolu	///	33,7	30,1	33,8	31,2	36,1	36,3	30,5	29,6	31,1	30,8	31,5
e (nombre de jours)		42	43	21	57	17	32	37	32	39	57	44	36
ipitations	Hauteur	669	625	599	568	704	556	550	634	700	711	622	870
	Nombre de jours	168	162	188	166	195	160	153	197	182	196	183	200
ation (durée totale)		1.835	1.970	1.689	1.960	1.808	1.972	2.129	1.903	1.838	1.809	1.785	1.607
ROUEN (Rouvray) Lat. 49° 23′ N — Long. 1° 11′ E — Alt. 68 m													
pérature	Moyenne (2)	10,3	9,9	9,4	9,7	9,9	9,9	10,5	9,8	9,3	9,2	9,3	9,9
	Minimum absolu	///	– 10,4	– 10,3	– 7,3	– 4,7	– 8,0	– 8,9	– 5,8	– 10,1	– 12,2	– 9,1	– 5,5
	Maximum absolu	///	29,8	27,7	31,6	30,9	33,3	34,4	28,2	26,3	30,5	28,7	29,5
e (nombre de jours)		61	57	38	76	29	50	59	43	58	71	63	58
ipitations	Hauteur	680	551	688	610	988	732	480	807	772	926	930	1.024
	Nombre de jours	167	152	176	209	230	176	154	147	199	207	190	227
lation (durée totale)		1.694	1.851	1.597	1.783	1.637	1.761	1.979	1.583	1.526	1.497	1.563	1.430
TOURS (Aérodrome) Lat. 47° 27′ N — Long. 0° 43′ E — Alt. 108 m													
pérature	Moyenne (2)	11,2	10,7	10,6	10,8	11,2	11,1	11,8	11,2	10,9	11,1	10,9	12,2
	Minimum absolu	///	– 13,0	– 8,0	– 7,2	– 3,7	– 4,8	– 5,0	– 4,7	– 5,0	– 6,7	– 7,2	– 3,1
	Maximum absolu	///	32,0	31,1	33,9	35,8	37,6	36,7	29,1	30,8	32,1	32,5	33,9
ée (nombre de jours)		52	60	32	75	25	46	49	39	47	45	45	30
cipitations	Hauteur	670	583	519	528	606	636	550	776	725	808	757	723
	Nombre de jours	157	151	165	149	197	162	134	186	164	183	179	189
lation (durée totale)		1.859	1.980	1.718	2.003	1.961	1.863	2.150	1.728	1.755	1.712	1.701	1.592

(1) Moyennes calculées d'après les observations de la période 1931-1960 (1951-1970 pour l'insolation). — (2) La moyenne de température est e à la moyenne arithmétique des 2 moyennes : T*n*, moyenne des minima quotidiens et T*x*, moyenne des maxima quotidiens.

Unités { Température : degré C
Hauteur de pluie : millimètre
Humidité relative : en %
Insolation : heure

		(1)	(2)	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Départements d'outre-mer														
GUADELOUPE (Raizet) Lat. 16° 16′ N — Long. 61° 31′ W — Alt. 7 m														
Température	Mini (3)	*h*	13,0	15,7	15,5	16,0	16,7	15,8	14,8	16,8	16,0	15,8	15,9	18,3
	Maxi (4)	*h*	32,8	32,2	32,8	33,0	32,9	33,0	33,0	33,0	33,6	32,8	33,3	33,8
Précipitations	Hauteur	*f*	1.874	1.189	1.971	995	1.806	1.614	1.656	1.626	1.735	2.236	1.559	2.490
	Nombre de jours	*f*	242	249	271	245	263	251	258	261	251	234	247	257
Humidité relative moyenne		*h*	81	78	79	77	78	80	80	77	82	83	81	84
Insolation (5)		*h*	2.721	2.841	2.687	2.769	2.784	2.756	2.733	2.771	2.825	2.641	2.865	2.694
GUYANE (Cayenne-Rochambeau) Lat. 4° 50′ N — Long. 52° 22′ W — Alt. 8 m														
Température	Mini (3)	*h*	17,2	19,2	20,0	20,0	20,0	19,2	18,3	19,6	18,5	20,0	19,5	19,8
	Maxi (4)	*h*	34,6	32,6	32,9	32,7	33,1	32,6	33,7	32,8	32,6	33,0	33,5	32,9
Précipitations	Hauteur	*f*	3.583	4.936	3.896	4.060	4.011	3.576	5.429	3.731	3.500	3.615	3.618	3.620
	Nombre de jours	*f*	251	279	283	289	277	286	271	286	271	262	271	267
Humidité relative moyenne		*h*	86	88	88	87	87	87	87	82	87	87	87	87
Insolation (5)		*k*	2.277	2.090	2.080	2.071	2.100	2.134	2.114	2.162	2.144	2.229	2.185	2.303
MARTINIQUE (Fort-de-France-Desaix) Lat. 14° 37′ N — Long. 61° 04′ W — Alt. 144 m														
Température	Mini (3)	*h*	17,3	18,9	19,3	19,0	19,1	18.4	17,9	20,0	20,0	19,0	19,0	19,5
	Maxi (4)	*h*	32,8	30,9	31,5	32,6	32,2	32,5	31,8	31,7	32,6	32,6	32,0	32,2
Précipitations	Hauteur	*d*	1.950	1.692	2.036	976	1.553	1.794	1.691	1.630	1.807	2.075	1.911	2.380
	Nombre de jours	*d*	262	270	301	239	264	280	291	281	281	258	257	251
Humidité relative moyenne		*h*	81	79	81	78	81	80	83	79	84	84	81	83
Insolation (5)		*h*	2.905	3.054	2.865	2.970	3.025	3.050	2.988	3.012	3.115	2.857	2.970	2.871
RÉUNION (Saint-Denis-Gillot) Lat. 20° 54′ S — Long. 55° 31′ E — Alt. 10 m														
Température	Mini (3)	*i*	12,8	14,0	15,2	14,6	14,5	14,6	15,3	15,0	15,0	14,0	14,8	14,0
	Maxi (4)	*i*	33,8	32,0	32,3	32,8	31,0	31,9	31,7	33,5	32,3	32,7	32,7	32,7
Précipitations	Hauteur	*i*	1.541	1.253	2.117	1.418	2.153	1.308	1.964	1.824	1.452	1.749	2.541	1.550
	Nombre de jours	*i*	183	160	183	180	216	167	170	185	172	154	175	185
Humidité relative moyenne		*i*	73	72	77	75	75	74	75	72	72	73	75	77
Insolation (5)		*i*	2.652	2.795	2.510	2.688	2.504	2.673	2.734	2.695	2.800	2.646	2.755	2.670
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON (Saint-Pierre) Lat. 46° 46′ N — Long. 56° 10′ W — Alt. 3 m														
Température	Mini (3)	*b*	– 18,4	– 14,8	– 17,4	– 12,2	– 15,6	– 18,7	– 13,3	– 12,2	– 11,8	– 15,1	– 13,6	– 11,1
	Maxi (4)	*b*	28,4	23,2	21,8	22,0	22,3	21,9	22,0	23,1	22,7	21,4	23,0	23,4
Précipitations	Hauteur	*b*	1.394	1.049	1.220	1.309	1.181	1.003	1.207	1.036	1.131	1.261	1.430	1.353
	Nombre de jours	*b*	195	219	211	190	185	184	197	199	197	206	224	209
Humidité relative moyenne		*h*	83	85	84	85	82	83	83	82	83	85	82	84
Insolation (5)		*f*	1.470	1.254	1.412	1.411	1.404	1.484	1.380	1.535	1.512	1.346	1.363	1.307

(1) Période de référence des observations, soit : *a.* 1903-1970; *b.* 1933-1970; *c.* 1936-1970; *d.* 1941-1970; *e.* 1948-1970; *f.* 1949-1970; *g.* 1950-1970; *h.* 1951-1970; *i.* 1953-1970; *j.* 1958-1970; *k.* 1961-1970. — (2) Nouvelles statistiques établies, depuis 1973, sur les périodes de la colonne 1. — (3) Minimum absolu. — (4) Maximum absolu. — (5) Durée annuelle de l'insolation en heures.

Unités { Température : degré C / Hauteur de pluie : millimètre / Humidité relative : en % / Insolation : heure

		(1)	(2)	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Collectivités territoriales et territoires d'outre-mer														
MAYOTTE (Dzaoudzi-Pamanzi) Lat. 12° 49′ S — Long. 45° 17′ E — Alt. 5 m														
pérature	Mini (3)	*h*	15,6	16,6	17,7	15,8	16,6	17,0	18,0	18,8	17,4	16,7	18,5	17,9
	Maxi (4)	*h*	35,0	31,8	32,9	32,2	32,2	32,4	32,0	33,0	32,0	32,9	32,0	32,0
ipitations	Hauteur	*h*	1.235	1.451	1.221	1.480	1.434	1.016	1.269	1.235	1.472	1.113	1.487	1.480
	Nombre de jours	*h*	114	135	120	128	140	112	115	122	140	125	140	105
idité relative moyenne		*h*	83	80	81	81	83	81	80	82	81	76	82	78
ation (5)		*k*	2.886	2.377	2.893	2.957	2.879	3.025	3.037	3.078	2.837	2.972	2.895	2.939
NOUVELLE-CALÉDONIE (Nouméa) Lat. 22° 17′ S — Long. 166° 27′ E — Alt. 70 m														
pérature	Mini (3)	*e*	13,2	14,6	14,7	15,6	15,0	15,3	14,6	14,5	13,8	14,0	14,1	13,7
	Maxi (4)	*e*	35,3	34,1	33,5	35,3	33,7	33,2	34,1	32,2	35,7	33,8	35,2	34,2
ipitations	Hauteur	*a*	1.056	1.038	1.197	729	1.108	1.295	1.022	765	937	972	894	1.070
	Nombre de jours	*c*	135	159	180	139	153	171	165	172	169	157	173	165
idité relative moyenne		*g*	75	76	76	74	75	78	76	76	76	76	75	76
ation (5)		*h*	2.562	2.540	2.591	2.913	2.596	2.391	2.491	2.515	2.627	2.542	2.656	2.696
POLYNÉSIE (Papeete-Faa) Lat. 17° 33′ S — Long. 149° 37′ W — Alt. 1,4 m														
pérature	Mini (3)	*j*	14,9	16,7	16,1	17,5	16,0	16,3	16,1	16,4	17,5	17,2	17,9	17,2
	Maxi (4)	*j*	33,3	32,3	32,4	32,8	31,8	32,6	31,8	33,4	32,4	34,0	32,3	32,7
ipitations	Hauteur	*j*	1.795	1.987	941	1.321	1.774	1.271	1.134	1.110	1.688	2.052	1.726	2.249
	Nombre de jours	*j*	135	141	115	141	166	148	123	115	143	142	155	159
idité relative moyenne		*j*	78	77	80	78	77	76	75	76	77	80	80	79
ation (5)		*j*	2.627	2.766	2.816	2.727	2.594	2.730	2.922	2.745	2.661	2.583	2.773	2.560
WALLIS ET FUTUNA (6) (Hihifo) Lat. 13° 14′ S — Long. 176° 10′ W — Alt. 26 m														
pérature	Mini (3)	•	•	19,5	18,8	20,5	18,5	20,4	19,8	19,0	18,4	18,8	20,3	19,9
	Maxi (4)	•	•	31,3	31,6	32,0	31,5	32,0	31,5	32,0	31,8	31,7	32,1	32,1
ipitations	Hauteur	•	•	2.861	4.049	3.506	2.751	3.490	3.381	2.905	3.520	3.558	3.464	4.225
	Nombre de jours	•	•	257	246	286	247	271	241	225	264	262	260	275
idité relative moyenne		•	•	82	83	85	84	84	84	83	84	84	85	86
ation (5)		•	•	2.762	2.545	2.525	2.863	2.700	2.567	2.394	2.288	2.596	2.377	2.246

(1) Période de référence des observations soit : *a.* 1903-1970; *b.* 1933-1970; *c.* : 1936-1970; *d.* 1941-1970; *e.* 1948-1970; *f.* 1949-1970; *g.* 1950-1970; 951-1970; *i.* 1953-1970; *j.* 1958-1970; *k.* 1961-1970. — (2) Nouvelles statistiques établies, depuis 1973, sur les périodes de la colonne 1. — (3) Mini- n absolu. (4) Maximum absolu. — (5) Durée annuelle de l'insolation en heures. — (6) Précédemment Aka-Aka (lat. 13° 16′ S — long. 176° 08′ W lt. 11 m); la station a été transférée Hihifo, depuis 1971.

SOURCES DE DOCUMENTATION

des Transports; Direction de la météorologie; Service
ique métropolitain; Division documentation, 2, avenue
40 Paris Cedex 07. Tél. : 555.95.02, poste 2062.

uotidien de renseignements.
hie signalétique hebdomadaire sélectionnée.
ensuel du temps en France.

nt :

lletins décadaires d'observations quotidiennes pour
tions françaises;
etins mensuels fournissant les caractéristiques météoro-
s du mois;
tin annuel.

— Bulletin pluviométrique mensuel.
— Mét. Mar. (études de météorologie marine) trimestriel.
— Bibliographie météorologique (annuel).

Divers :

— Annales météorologiques de la France d'outre-mer (période 1961-1970) :
Tome 1. — Départements et territoires français de l'Amérique;
Tome 2. — Départements et territoires français de l'océan Indien et de l'Antarctique;
Tome 3. — Territoires français de l'océan Pacifique.
— Mémorial.
— Monographies.
— Atlas climatiques de la France.
— Le climat de la France, par R. Arlery.

itre 1.03

: de la population

1. Recensements
2. Évaluations annuelles
3. Population des régions et des départements
4. Ménages-Familles
5. Départements et territoires d'outre-mer

censements

principales statistiques concernant l'état de la popu- (répartition géographique et structure démogra-) sont fournies par les recensements généraux de ulation (1).

Les principaux résultats de ce recensement, publiés ou à paraître au cours de 1983, sont les suivants :

- 101 fascicules (bleus) départementaux (métropole et D.O.M.) : résultats, authentifiés par décret, du dénombrement de la population dans les circonscriptions administratives;

- Plaquette RP 82/2 « Population légale - évolution de la population aux niveaux régional, départemental et urbain » (métropole seule);

- Plaquette RP 82/3 « Composition des unités urbaines 82 » (métropole seule);

- 96 fascicules (orange) départementaux donnant, pour chaque commune, les chiffres de population légale de 1982, 1975 et 1968, les nombres d'immeubles et de logements (métropole seule);

- Fascicules « Tableaux statistiques de population légale. Population légale des communes de plus de 2 000 habitants » (métropole seule);

- « Résultats du recensement de population, dans les départements d'outre-mer, du 9 mars 1982 ». 1 volume par département (Réunion, Saint-Pierre-et-Miquelon, Guadeloupe, Guyane, Martinique;

- Volume (bleu) « Population de la France : régions, départements, arrondissements, cantons, communes » (métropole et D.O.M.);

- Volume « Villes et agglomérations urbaines » (métropole seule). A paraître en décembre 1983.

*
* *

Certaines statistiques démographiques ne sont élaborées qu'au moment des recensements. Cependant, pour certaines données importantes, et lorsque cela est possible, on procède entre les recensements à des évaluations périodiques, de façon à mettre à jour les résultats du dernier recensement; c'est le cas, en particulier, de la population totale du pays et de sa répartition par sexe, âge et état matrimonial, ainsi que de sa répartition géographique. Dès que sont connus les résultats du recensement suivant, on procède à certaines réévaluations. Dans la présente édition de l'Annuaire, tous les chiffres relatifs aux états de la population, sauf ceux indiqués par département dans le tableau 3, sont encore des évaluations dérivées des résultats détaillés du recensement de 1975.

(1) Les résultats annotés des recensements de 1851 à 1962 sur la population par sexe, âge et état matrimonial de la France (territoire du moment) ont été publiés dans le volume *Études et documents démographiques,* n° 10 (INSEE, Paris, 1968).

tion de la population totale février et 1er janvier 1975

ation recensée le 20 février 1975 (population ans les 95 départements métropolitains était de habitants, y compris les militaires (de carrière ngent) stationnés hors métropole qui avaient ce personnelle en France. A cette population, d'ajouter 44.000 militaires stationnés hors qui, n'ayant pas de résidence personnelle en nt pu être rattachés à aucun département. t, diverses corrections doivent être apportées compte de certaines imperfections du recense- timation de la population de la Corse).

le ces corrections est le suivant :

lation légale recensée	52.656.000
ections :	
Militaires	+ 44.000
Corse	— 70.000
lation totale évaluée	52.630.000

ation totale de la France métropolitaine au 975, y compris tous les militaires français (de du contingent) stationnés hors métropole, tre évaluée à 52.630.000 habitants.

le l'évaluation, à la date du recensement, de la totale définie ci-avant, on peut calculer une *le la population totale au 1er janvier* au moyen s suivants :

dent des naissances sur les décès, connu par ues de l'état civil;

stimation des migrations extérieures.

tion de la population que 1er janvier

lle au tableau 1 les composantes de l'évolution pulation : mouvement naturel et mouvement

ion de *la population totale* de la France nées 1976 à 1983 est encore fondée sur le recen- 1975 seul.

ation *moyenne* d'une année donnée est prise noyenne arithmétique des populations à deux nvier successifs, ce qui revient à supposer que de cette population est régulière dans le

Le sondage au 1/5 du recensement de 1975 a fourni une répartition de la population par sexe, âge et état matrimonial qu'on a corrigée pour prendre en compte d'une part, les diverses rectifications affectant l'effectif global de la population (voir paragraphe 21.1), d'autre part, certaines imperfections propres à l'âge et à l'état matrimonial déclarés. A partir de cette répartition, on évalue l'état à chaque 1er janvier au moyen des éléments suivants :

— statistiques des naissances, décès, mariages, divorces provenant du dépouillement des bulletins d'état civil;

— estimation par sexe, âge et état matrimonial des migrations extérieures.

Le tableau 4 donne la répartition par sexe, âge et état matrimonial de la population au 1er janvier 1982.

Pour la population totale, l'écart entre l'évaluation indiquée ci-dessus et la réévaluation qui sera faite à partir des résultats du recensement de 1982 ne devrait pas dépasser 0,5 %. Dans la répartition par sexe et âge, les migrations et les omissions différentielles entre les deux recensements peuvent évidemment introduire des déformations plus importantes.

En raison des nombreux accidents qui affectent la répartition par âge de la population, pour étudier celle-ci et son évolution dans le temps, il est nécessaire de se référer à la répartition détaillée par année de naissance ou par groupe quinquennal.

Cependant, pour résumer la structure par âge, on peut procéder à un regroupement en trois grands groupes d'âge — *moins de 20 ans, 20 à 64 ans, 65 ans ou plus* — qui permet de séparer (très approximativement) la population en âge d'activité (adultes) de la partie inactive (jeunes et vieux) qui est à la charge de la première. Ceci fait l'objet du tableau 2 où l'on a également rappelé les effectifs et les proportions des groupes *moins de 15 ans* et *60 ans ou plus*.

3. *Population des régions et des départements*

A l'aide des statistiques d'état civil et d'une évaluation des mouvements migratoires (intérieurs et extérieurs), on évalue, par département et région, la population totale au 1er janvier de l'année courante fondée sur la population totale retenue au dernier recensement.

(1) La *population légale* de la France comprend toutes les personnes (françaises et étrangères) *résidant habituellement* en France métropolitaine au moment du recensement, y compris les militaires français de carrière ou du contingent stationnés hors métropole ayant une résidence personnelle en France.

tableau 3 la population légale sans doubles comptes
que département telle qu'elle a été publiée dans le
nº 82-1219 du 31 décembre 1982 ou dans le décret
atif nº 83-70 du 4 février 1983.

énages-Familles

NAGES ORDINAIRES

éfinitions

ménage ordinaire est constitué par l'ensemble des
nts d'un logement d'habitation utilisé comme
ıce principale, quel qu'en soit le nombre et quels que
les liens qui les unissent (une personne vivant seule
ue un ménage d'une seule personne). Les membres
énage qui séjournent à l'époque du recensement
n établissement de *population comptée à part* et qui
été recensés (militaires du contingent, élèves inter-
rsonnes en traitement dans un sanatorium, ouvriers
dans un baraquement de chantier temporaire) font
ent partie du ménage : en effet, les bulletins de
ement recueillis dans les établissements de popula-
mptée à part où séjournent de telles personnes ont
éintégrés » dans la feuille de logement du ménage.
ersonne de référence du ménage est la personne
st déclarée telle à l'agent recenseur.

valuation annuelle du nombre de ménages

dehors des années de recensement, on évalue le
e de ménages ordinaires à chaque 1er janvier en
uant à la population totale — classée par sexe, âge
matrimonial — le taux de ménage correspondant
rt nombre personnes de référence/population).
leau 5 reproduit l'évolution du nombre de ménages
ires ainsi évalué de 1946 à 1982. Les taux de
e retenus sont fonction de la période considérée :

ur une période intercensitaire écoulée, les taux
s relatifs à chaque catégorie par sexe, âge et état
ıonial sont interpolés entre les taux correspondants
s des recensements encadrants (périodes 1946-1954,
962, 1962-1968 et 1968-1975);

pour les années postérieures au dernier recense-
(1976 à 1982), ils résultent de l'extrapolation de
connus dans le passé.

A l'intérieur d'un ménage ordinaire, une *famille* est constituée :

— soit d'un couple (légitime ou non) ainsi que, le cas échéant, de ses enfants célibataires de moins de 25 ans;

— soit d'une personne non mariée (veuve par exemple), ayant au moins un enfant célibataire de moins de 25 ans vivant avec elle.

Une famille comporte donc toujours au moins deux personnes liées entre elles par les liens « conjoint » ou « enfant ». Les membres du ménage ne faisant pas partie d'une famille sont qualifiés d'*isolés*. Une famille est dite famille principale si son chef est également chef de ménage. Dans le cas contraire elle est dite famille secondaire.

Le nombre des ménages ordinaires et celui des familles, ainsi que leur répartition suivant diverses caractéristiques, ne sont connus qu'à l'occasion d'un recensement général de la population.

De nombreux autres tableaux concernant les ménages et les familles ont été établis. Une partie d'entre eux a été publiée dans les annuaires précédents. Leur liste globale est disponible auprès des observatoires économiques régionaux.

5. Départements et territoires d'outre-mer

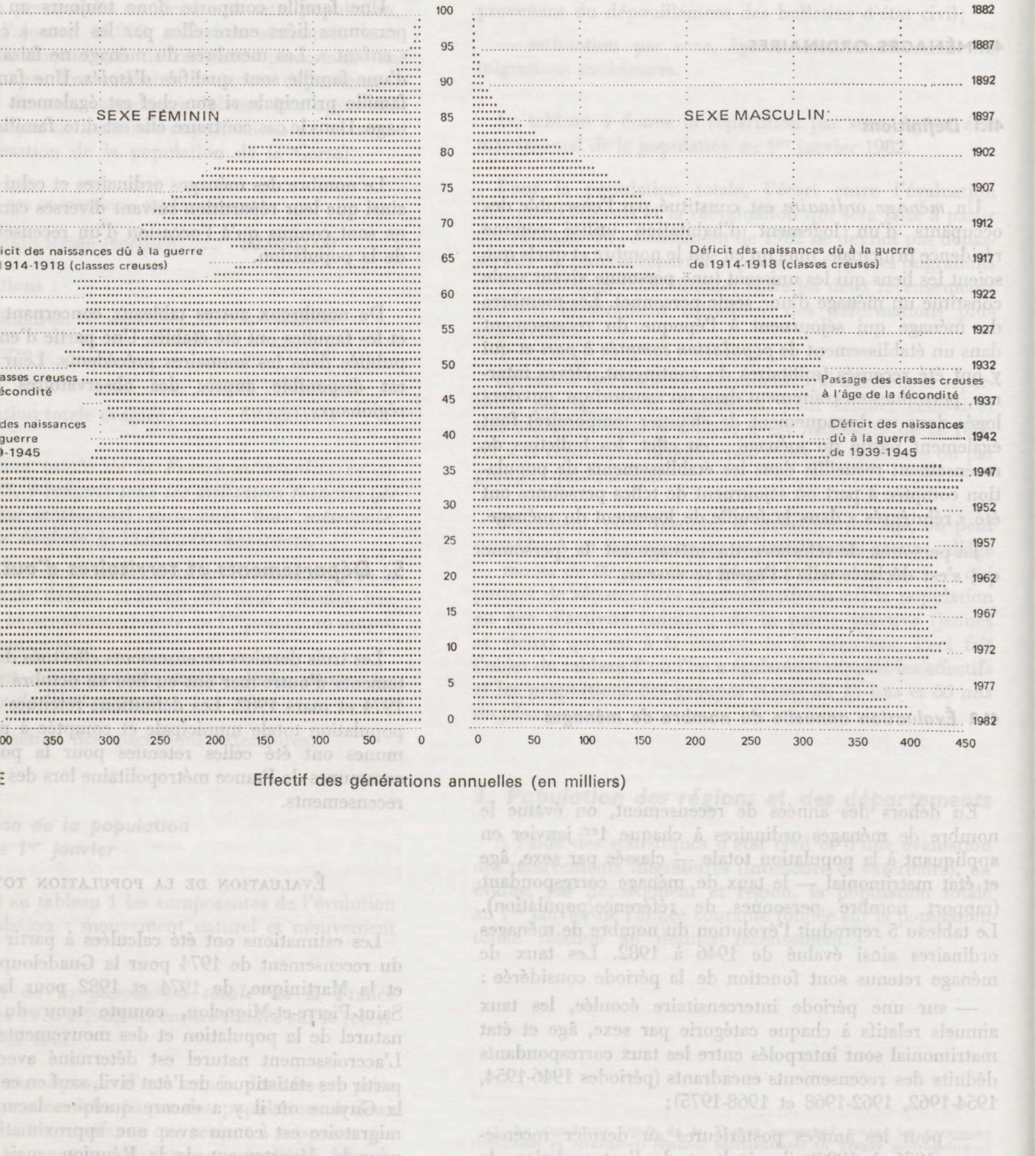
Les trois derniers recensements effectués dans les départements d'outre-mer ont eu lieu en octobre 1967, octobre 1974 et mars 1982. Les définitions retenues alors pour la population totale municipale et comptée à part des communes ont été celles retenues pour la population des communes de France métropolitaine lors des trois derniers recensements.

Évaluation de la population totale

Les estimations ont été calculées à partir des résultats du recensement de 1974 pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique, de 1974 et 1982 pour la Réunion et Saint-Pierre-et-Miquelon, compte tenu du mouvement naturel de la population et des mouvements migratoires. L'accroissement naturel est déterminé avec précision à partir des statistiques de l'état civil, sauf en ce qui concerne la Guyane où il y a encore quelques lacunes. Le solde migratoire est connu avec une approximation suffisante pour le département de la Réunion, mais les données concernant les autres départements sont insuffisantes.

Pyramide des âges de la population au 1er janvier 1983

Évaluation provisoire



Effectif des générations annuelles (en milliers)

.EAU 1.03 - 1

ations annuelles de la population totale (1)

ations fondées sur les recensements de 1968 et 1975)

Source : I.N.S.E.E.

Unité : millier

Année	Population au 1er janvier	Mouvement naturel			Solde des mouvements migratoires	Variation totale	Population moyenne (2)
		Naissances	Décès	Excédent naturel			
1968	49.723	835	553	+ 282	+ 103	+ 385	49.915
1969	50.108	842	573	+ 269	+ 151	+ 420	50.318
1970	50.528	850	542	+ 308	+ 180	+ 488	50.772
1971	51.016	881	554	+ 327	+ 143	+ 470	51.251
1972	51.486	878	550	+ 328	+ 102	+ 430	51.701
1973	51.916	857	559	+ 298	+ 107	+ 405	52.118
1974	52.321	801	553	+ 248	+ 31	+ 279	52.460
1975	52.600	745	560	+ 185	+ 25	+ 210	52.705
1976	52.810	720	557	+ 163	–	+ 163	52.891
1977	52.973	745	536	+ 209	–	+ 209	53.077
1978	53.182	737	547	+ 190	–	+ 190	53.277
1979	53.372	757	542	+ 215	–	+ 215	53.479
1980	53.587	800	547	+ 253	–	+ 253	53.714
1981	53.840	806	555	+ 251	–	+ 245	53.966
1982 *p*	54.091	800	545	+ 255	–	+ 255	54.219
1983 *p*	54.346	...	...	...	...	...	...

(1) Y compris les militaires de carrière ou du contingent stationnés hors métropole. — (2) Moyenne des populations à deux 1er janvier successifs. — *p :* évaluation provisoire.

.EAU 1.03 - 2

lation par groupe d'âge. Situation au 1er janvier

Source : I.N.S.E.E.

Année	Population au 1er janvier (en milliers)						Proportions pour 100				
	Total	Moins de 20 ans	20 à 64 ans	65 ans ou plus	*dont* Moins de 15 ans	*dont* 60 ans ou plus	Moins de 20 ans	20 à 64 ans	65 ans ou plus	*dont* Moins de 15 ans	*dont* 60 ans ou plus
1901 (1)	38.486	13.168	22.064	3.254	9.889	4.906	34,2	57,3	8,5	25,7	12,7
1931	41.257	12.398	24.915	3.944	9.340	5.871	30,0	60,4	9,6	22,6	14,2
1936	41.194	12.336	24.728	4.130	10.067	6.144	30,0	60,0	10,0	24,4	14,9
1946	40.125	11.838	23.847	4.440	8.592	6.438	29,5	59,4	11,1	21,4	16,0
1954	42.885	13.165	24.792	4.928	10.251	6.963	30,7	57,8	11,5	23,9	16,2
1962	46.422	15.382	25.571	5.469	12.238	7.932	33,1	55,1	11,8	26,4	17,1
1963	47.573	15.904	26.050	5.619	12.393	8.169	33,4	54,8	11,8	26,1	17,2
1964	48.059	16.211	26.139	5.709	12.439	8.301	33,7	54,4	11,9	25,9	17,3
1965	48.562	16.511	26.205	5.846	12.482	8.465	34,0	54,0	12,0	25,7	17,4
1966	48.954	16.759	26.230	5.965	12.486	8.602	34,2	53,6	12,2	25,5	17,6
1967	49.374	16.814	26.445	6.115	12.525	8.753	34,0	53,6	12,4	25,4	17,7
1968	49.723	16.789	26.680	6.254	12.524	8.877	33,8	53,6	12,6	25,2	17,9
1969	50.108	16.757	26.981	6.370	12.556	9.005	33,4	53,9	12,7	25,1	18,0
1970	50.528	16.748	27.306	6.474	12.582	9.110	33,1	54,1	12,8	24,9	18,0
1971	51.016	16.772	27.646	6.598	12.627	9.242	32,9	54,2	12,9	24,8	18,1
1972	51.486	16.851	27.922	6.713	12.692	9.334	32,7	54,3	13,0	24,7	18,1
1973	51.916	16.902	28.190	6.824	12.730	9.463	32,6	54,3	13,1	24,5	18,2
1974	52.321	16.942	28.441	6.938	12.740	9.571	32,4	54,3	13,3	24,3	18,3
1975	52.600	16.888	28.663	7.049	12.656	9.672	32,1	54,5	13,4	24,1	18,4
1976	52.810	16.778	28.883	7.149	12.538	9.579	31,8	54,7	13,5	23,7	18,1
1977	52.973	16.636	29.113	7.224	12.387	9.418	31,4	55,0	13,6	23,4	17,8
1978	53.182	16.518	29.320	7.344	12.273	9.293	31,1	55,1	13,8	23,1	17,5
1979	53.372	16.398	29.531	7.443	12.131	9.195	30,7	55,3	14,0	22,7	17,2
1980	53.587	16.286	29.766	7.535	12.002	9.145	30,4	55,6	14,1	22,4	17,1
1981	53.840	16.225	30.156	7.459	11.936	9.338	30,1	56,0	13,9	22,2	17,3
1982	54.091	16.163	30.620	7.308	11.886	9.503	29,9	56,6	13,5	22,0	17,6
1983 *p*	54.346	16.105	31.059	7.182	11.851	9.658	29,6	57,2	13,2	21,8	17,8

(1) 87 départements. — *p :* évaluation provisoire.

e : Décrets n° 82-1219 du 31 décembre 1982 et n° 83-70 du 4 février 1983.

Département ou région	Population légale au 4 mars 1982
.....	2.176.243
et-Marne	887.112
es	1.196.111
ne	998.000
-de-Seine	1.387.039
Saint-Denis	1.324.301
-Marne	1.193.655
Oise	920.598
e-de-France	*10.073.059*
nes	302.338
.....	289.300
.....	543.627
-Marne	210.670
hampagne - Ardenne	*1.345.935*
.....	533.970
.....	661.781
e	544.570
icardie	*1.740.321*
.....	462.323
-Maritime	1.193.039
Haute-Normandie	*1.655.362*
.....	320.174
et-Loir	362.813
.....	243.191
et-Loire	506.097
t-Cher	296.220
.....	535.669
Centre	*2.264.164*
dos	589.559
ne	465.948
.....	295.472
asse-Normandie	*1.350.979*
d'Or	473.548
e	239.635
-et-Loire	571.852
e	311.019
ourgogne	*1.596.054*
.....	2.520.526
e-Calais	1.412.413
lord	*3.932.939*
the-et-Moselle	716.846
e	200.101
le	1.007.189
s	395.769
orraine	*2.319.905*
hin	915.676
Rhin	650.372
lsace	*1.566.048*
s	477.163
.....	242.925
e-Saône	231.962
toire de Belfort	131.999
ranche-Comté	*1.084.049*
-Atlantique	995.498
-et-Loire	675.321
nne	271.784
e	504.768
ée	483.027
Pays de la Loire	*2.930.398*

Département ou région	Population légale au 4 mars 1982
Côtes-du-Nord	538.869
Finistère	828.364
Ille-et-Vilaine	749.764
Morbihan	590.889
Bretagne	*2.707.886*
Charente	340.770
Charente-Maritime	513.220
Deux-Sèvres	342.812
Vienne	371.428
Poitou - Charentes	*1.568.230*
Dordogne	377.356
Gironde	1.127.546
Landes	297.424
Lot-et-Garonne	298.522
Pyrénées-Atlantiques	555.696
Aquitaine	*2.656.544*
Ariège	135.725
Aveyron	278.654
Haute-Garonne	824.501
Gers	174.154
Lot	154.533
Hautes-Pyrénées	227.922
Tarn	339.345
Tarn-et-Garonne	190.485
Midi - Pyrénées	*2.325.319*
Corrèze	241.448
Creuse	139.968
Haute-Vienne	355.737
Limousin	*737.153*
Ain	418.516
Ardèche	267.970
Drôme	389.781
Isère	936.771
Loire	739.521
Rhône	1.445.208
Savoie	323.675
Haute-Savoie	494.505
Rhône - Alpes	*5.015.947*
Allier	369.580
Cantal	162.838
Haute-Loire	205.895
Puy-de-Dôme	594.365
Auvergne	*1.332.678*
Aude	280.686
Gard	530.478
Hérault	706.499
Lozère	74.294
Pyrénées-Orientales	334.557
Languedoc - Roussillon	*1.926.514*
Alpes-de-Haute-Provence	119.068
Hautes-Alpes	105.070
Alpes-Maritimes	881.198
Bouches-du-Rhône	1.724.199
Var	708.331
Vaucluse	427.343
Provence - Alpes - Côte d'Azur	*3.965.209*
Corse-du-Sud	108.604
Haute-Corse	131.574
Corse	*240.178*
France entière	**54.334.871**

ation fondée sur les résultats du recensement de 1975)

Source : I.N.S.E.E.

Année de naissance	Age en années révolues	Les deux sexes	Sexe masculin					Sexe féminin				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	Total	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
1981	0	798.959	409.596	409.596	–	–	–	389.363	389.363	–	–	–
1980	1	791.893	405.557	405.557	–	–	–	386.336	386.336	–	–	–
1979	2	748.885	383.750	383.750	–	–	–	365.135	365.135	–	–	–
1978	3	727.986	373.031	373.031	–	–	–	354.955	354.955	–	–	–
1977	4	734.694	376.487	376.487	–	–	–	358.207	358.207	–	–	–
1981-1977	0–4	3.802.417	1.948.421	1.948.421	–	–	–	1.853.996	1.853.996	–	–	–
1976	5	709.671	363.149	363.149	–	–	–	346.522	346.522	–	–	–
1975	6	733.113	374.905	374.905	–	–	–	358.208	358.208	–	–	–
1974	7	777.747	398.299	398.299	–	–	–	379.448	379.448	–	–	–
1973	8	831.226	425.542	425.542	–	–	–	405.684	405.684	–	–	–
1972	9	852.956	436.535	436.535	–	–	–	416.421	416.421	–	–	–
1976-1972	5–9	3.904.713	1.998.430	1.998.430	–	–	–	1.906.283	1.906.283	–	–	–
1971	10	861.645	440.230	440.230	–	–	–	421.415	421.415	–	–	–
1970	11	834.699	427.095	427.095	–	–	–	407.604	407.604	–	–	–
1969	12	829.769	423.615	423.615	–	–	–	406.154	406.154	–	–	–
1968	13	829.524	422.882	422.882	–	–	–	406.642	406.642	–	–	–
1967	14	823.285	420.816	420.816	–	–	–	402.469	402.461	8	–	–
1971-1967	10–14	4.178.922	2.134.638	2.134.638	–	–	–	2.044.284	2.044.276	8	–	–
1966	15	843.662	431.154	431.154	–	–	–	412.508	412.282	217	9	–
1965	16	853.149	436.743	436.743	–	–	–	416.406	415.061	1.320	21	4
1964	17	872.564	445.752	445.677	75	–	–	426.812	421.314	5.470	14	14
1963	18	865.008	440.685	439.403	1.279	3	–	424.323	404.452	19.735	42	94
1962	19	842.225	428.848	422.869	5.970	9	–	413.377	364.685	48.308	59	325
1966-1962	15–19	4.276.608	2.183.182	2.175.846	7.324	12	–	2.093.426	2.017.794	75.050	145	437
1961	20	852.074	433.822	415.221	18.536	12	53	418.252	324.517	92.393	169	1.173
1960	21	842.764	428.818	382.195	46.265	41	317	413.946	274.297	136.718	266	2.665
1959	22	851.111	432.961	343.798	87.987	67	1.109	418.150	229.861	182.623	446	5.220
1958	23	837.172	424.470	291.990	129.765	84	2.631	412.702	187.074	216.630	711	8.287
1957	24	841.660	426.295	247.096	174.026	157	5.016	415.365	154.136	249.113	889	11.227
1961-1957	20–24	4.224.781	2.146.366	1.680.300	456.579	361	9.126	2.078.415	1.169.885	877.477	2.481	28.572
1956	25	838.163	424.345	205.100	211.357	174	7.714	413.818	127.960	270.457	1.151	14.250
1955	26	837.278	423.159	168.908	243.002	287	10.962	414.119	108.106	287.814	1.227	16.972
1954	27	842.741	427.452	144.606	268.361	431	14.054	415.289	93.657	300.043	1.619	19.970
1953	28	832.527	422.955	122.110	283.617	491	16.737	409.572	78.676	307.019	1.921	21.956
1952	29	851.902	432.364	107.833	304.844	533	19.154	419.538	71.922	321.352	2.322	23.942
1956-1952	25–29	4.202.611	2.130.275	748.557	1.311.181	1.916	68.621	2.072.336	480.321	1.486.685	8.240	97.090
1951	30	843.309	429.206	92.576	315.207	699	20.724	414.103	61.695	325.072	2.579	24.757
1950	31	878.398	448.301	85.477	341.163	861	20.800	430.097	55.618	347.102	3.172	24.205
1949	32	879.831	451.467	75.979	354.936	868	19.684	428.364	48.233	353.622	3.581	22.928
1948	33	887.208	456.601	70.697	365.350	1.076	19.478	430.607	46.387	357.075	4.101	23.044
1947	34	882.956	456.944	63.834	373.816	1.163	18.131	426.012	42.811	356.941	4.490	21.770
1951-1947	30–34	4.371.702	2.242.519	388.563	1.750.472	4.667	98.817	2.129.183	254.744	1.739.812	17.923	116.704
1946	35	841.913	435.557	55.191	361.213	1.416	17.737	406.356	36.440	344.338	4.989	20.589
1945	36	640.504	331.892	40.350	273.099	1.135	17.308	308.612	26.062	258.790	4.379	19.381
1944	37	635.959	330.232	39.051	273.569	1.248	16.364	305.727	24.302	257.685	4.755	18.985
1943	38	629.534	327.431	37.263	273.233	1.259	15.676	302.103	22.697	254.963	5.417	19.026
1942	39	588.809	307.438	33.873	256.610	1.375	15.580	281.371	20.437	236.779	5.626	18.529
1946-1942	35–39	3.336.719	1.732.550	205.728	1.437.724	6.433	82.665	1.604.169	129.938	1.352.555	25.166	96.510
1941	40	533.044	278.066	30.501	231.139	1.509	14.917	254.978	18.016	213.922	5.648	17.392
1940	41	562.073	291.545	31.681	243.417	1.784	14.663	270.528	19.166	227.092	6.757	17.513
1939	42	600.386	307.867	32.647	258.551	1.887	14.782	292.519	20.166	246.338	8.363	17.652
1938	43	600.226	307.135	31.607	258.374	2.290	14.864	293.091	19.921	245.692	9.646	17.832
1937	44	602.802	307.057	32.189	257.367	2.665	14.836	295.745	20.044	247.641	10.598	17.462
1941-1937	40–44	2.898.531	1.491.670	158.625	1.248.848	10.135	74.062	1.406.861	97.313	1.180.685	41.012	87.851
1936	45	615.670	312.849	33.613	261.717	2.828	14.691	302.821	20.538	252.521	12.170	17.592
1935	46	613.140	309.828	33.556	258.429	3.321	14.522	303.312	20.553	251.013	14.023	17.723
1934	47	636.420	321.058	34.204	268.715	3.718	14.421	315.362	21.978	259.660	16.168	17.556
1933	48	627.878	315.198	32.731	263.876	4.217	14.374	312.680	21.759	255.480	18.328	17.113
1932	49	654.381	327.116	33.812	274.504	4.810	13.990	327.265	23.104	266.490	20.875	16.796
1936-1932	45–49	3.147.489	1.586.049	167.916	1.327.241	18.894	71.998	1.561.440	107.932	1.285.164	81.564	86.780
1931	50	651.499	324.817	33.787	272.480	5.347	13.203	326.682	23.622	262.901	23.536	16.623
1930	51	664.719	331.295	35.291	276.844	6.060	13.100	333.424	24.685	265.109	27.135	16.495
1929	52	630.970	312.611	31.945	261.723	6.389	12.554	318.359	24.229	249.672	28.796	15.662
1928	53	635.389	313.511	32.103	262.391	6.850	12.167	321.878	24.499	249.555	32.532	15.292
1927	54	622.546	305.605	29.919	256.676	7.246	11.764	316.941	24.614	242.740	34.820	14.767
1931-1927	50–54	3.205.123	1.587.839	163.045	1.330.114	31.892	62.788	1.617.284	121.649	1.269.977	146.819	78.839

(fondé sur les résultats du recensement de 1975)

Source : I.N.S.E.E.

Année de naissance	Age en années révolues	Les deux sexes	Sexe masculin					Sexe féminin				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	Total	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
1926	55	623.460	303.256	29.466	255.148	7.908	10.734	320.204	25.455	241.363	38.684	14.702
1925	56	620.389	299.906	30.189	250.107	8.798	10.812	320.483	25.920	237.421	42.856	14.286
1924	57	600.240	287.016	28.149	240.231	9.085	9.551	313.224	25.447	228.427	45.593	13.757
1923	58	597.192	284.854	26.041	239.838	9.726	9.249	312.338	25.457	224.032	49.818	13.031
1922	59	597.124	282.966	25.315	238.684	10.544	8.423	314.158	25.332	221.188	54.986	12.652
1926-1922	55–59	3.038.405	1.457.998	139.160	1.224.008	46.061	48.769	1.580.407	127.611	1.152.431	231.937	68.428
1921	60	606.355	285.938	24.234	241.909	12.058	7.737	320.417	25.070	220.821	61.775	12.751
1920	61	615.839	290.584	22.977	246.669	13.408	7.530	325.255	24.887	218.447	69.146	12.775
1919	62	367.366	172.353	13.688	144.744	8.656	5.265	195.013	15.307	125.706	45.747	8.253
1918	63	322.753	149.619	11.968	125.081	7.994	4.576	173.134	13.488	108.070	44.061	7.515
1917	64	282.900	129.471	10.461	107.406	7.364	4.240	153.429	12.022	92.785	41.886	6.736
1921-1917	60–64	2.195.213	1.027.965	83.328	865.809	49.480	29.348	1.167.248	90.774	765.829	262.615	48.030
1916	65	263.351	119.654	9.799	98.408	7.500	3.947	143.697	11.338	83.491	42.498	6.370
1915	66	324.432	145.473	12.195	118.925	10.074	4.279	178.959	14.459	100.400	56.603	7.497
1914	67	475.131	208.836	17.072	170.176	16.098	5.490	266.295	21.415	146.062	88.515	10.303
1913	68	472.878	208.198	16.765	168.098	17.967	5.368	264.680	21.411	139.667	93.744	9.858
1912	69	468.745	203.699	16.879	162.639	18.935	5.246	265.046	21.809	132.558	100.730	9.949
1916-1912	65–69	2.004.537	885.860	72.710	718.246	70.574	24.330	1.118.677	90.432	602.178	382.090	43.977
1911	70	428.880	183.442	15.103	143.985	19.460	4.894	245.438	20.437	116.642	99.216	9.143
1910	71	436.963	184.509	15.066	142.889	22.071	4.483	252.454	21.480	112.848	109.042	9.084
1909	72	417.782	173.071	13.995	132.187	22.573	4.316	244.711	20.964	103.148	111.898	8.701
1908	73	405.760	165.489	13.072	124.650	23.923	3.844	240.271	21.292	93.488	117.218	8.273
1907	74	378.235	152.077	11.893	112.333	24.266	3.585	226.158	20.360	82.454	115.631	7.713
1911-1907	70–74	2.067.620	858.588	69.129	656.044	112.293	21.122	1.209.032	104.533	508.580	553.005	42.914
1906	75	364.008	143.542	10.910	104.006	25.246	3.380	220.466	20.357	73.604	119.343	7.162
1905	76	344.467	133.786	10.047	94.852	25.769	3.118	210.681	19.813	64.144	120.139	6.585
1904	77	322.758	121.348	9.156	83.894	25.651	2.647	201.410	19.261	56.280	119.860	6.009
1903	78	300.936	111.021	8.097	74.849	25.879	2.196	189.915	18.395	47.765	118.510	5.245
1902	79	285.483	102.684	7.245	65.172	28.273	1.994	182.799	17.892	40.988	119.100	4.819
1906-1902	75–79	1.617.652	612.381	45.455	422.773	130.818	13.335	1.005.271	95.718	282.781	596.952	29.820
1901	80	258.892	89.771	6.286	56.215	25.645	1.625	169.121	17.065	33.064	114.516	4.476
1900	81	223.536	75.280	5.191	44.666	24.146	1.277	148.256	15.097	24.630	104.692	3.837
1899	82	197.204	64.061	4.097	36.948	21.950	1.066	133.143	13.782	20.096	96.096	3.169
1898	83	171.513	52.743	3.363	28.647	19.962	771	118.770	12.787	15.093	88.262	2.628
1897	84	148.267	43.584	2.690	22.457	17.821	616	104.683	11.578	11.003	79.871	2.231
1901-1897	80–84	999.412	325.439	21.627	188.933	109.524	5.355	673.973	70.309	103.886	483.437	16.341
1896	85	128.567	35.402	2.131	17.526	15.250	495	93.165	10.726	8.565	72.097	1.777
1895	86	102.105	25.635	1.574	11.804	11.906	351	76.470	8.519	6.094	60.375	1.482
1894	87	86.989	20.806	1.230	9.018	10.388	170	66.183	7.571	4.495	52.977	1.140
1893	88	72.523	17.083	1.102	6.954	8.784	243	55.440	5.993	2.890	45.600	957
1892	89	56.144	12.524	684	5.003	6.708	129	43.620	4.886	2.090	35.922	722
1896-1892	85–89	446.328	111.450	6.721	50.305	53.036	1.388	334.878	37.695	24.134	266.971	6.078
1891	90	43.970	10.038	685	3.672	5.607	74	33.932	3.829	681	28.905	517
1890	91	33.748	7.250	485	2.090	4.655	20	26.498	2.930	421	22.705	442
1889	92	27.456	5.817	487	1.887	3 427	16	21.639	2.583	694	18.024	338
1888	93	21.784	4.283	295	1.018	2.931	39	17.501	2.032	859	14.372	238
1887	94	13.489	2.741	320	575	1.801	45	10.748	74	56	10.538	80
1891-1887	90–94	140.447	30.129	2.272	9.242	18.421	194	110.318	11.448	2.711	94.544	1.615
1886	95	9.306	1.686	185	115	1.351	35	7.620	213	100	7.265	42
1885	96	7.315	1.268	219	100	925	24	6.047	150	100	5.777	20
1884	97	5.103	1.055	133	50	865	7	4.048	492	177	3.348	31
1883	98	2.784	527	26	19	468	14	2.257	295	88	1.864	10
1882	99	2.394	442	30	87	318	7	1.952	280	82	1.571	19
1886-1882	95-99	26.902	4.978	593	371	3.927	87	21.924	1.430	547	19.825	122
1881 et avant	100 ou plus	5.008	1.565	126	106	1.300	33	3.443	505	206	2.728	4
Population totale		**54.091.140**	**26.498.292**	**12.211.190**	**13.005.320**	**669.744**	**612.038**	**27.592.848**	**10.814.586**	**12.710.696**	**3.217.454**	**850.112**
Moins de 20 ans		16.162.660	8.264.671	8.257.335	7.324	12	–	7.897.989	7.822.349	75.058	145	437
20 ans à 64 ans		30.620.574	15.403.231	3.735.222	10.951.976	169.839	546.194	15.217.343	2.580.167	11.110.615	817.757	708.804
65 ans ou plus		7.307.906	2.830.390	218.633	2.046.020	499.893	65.844	4.477.516	412.070	1.525.023	2.399.552	140.871
Moins de 15 ans		11.886.052	6.081.489	6.081.489	–	–	–	5.804.563	5.804.555	8	–	–
60 ans ou plus		9.503.119	3.858.355	301.961	2.911.829	549.373	95.192	5.644.764	502.844	2.290.852	2.662.167	188.901
75 ans ou plus		3.235.749	1.085.942	76.794	671.730	317.026	20.392	2.149.807	217.105	414.265	1.464.457	53.980

rce : I.N.S.E.E. *Unité :* millier

Année	Nombre de ménages ordinaires	Année	Nombre de ménages ordinaires
5 (*)	12.656	1965	15.249
7	12.748	1966	15.382
8	12.861	1967	15.555
9	12.965	1968 (*)	15.732
0	13.037	1969	15.957
1	13.142	1970	16.245
2	13.225	1971	16.553
3	13.319	1972	16.853
4 (*)	13.392	1973	17.154
5	13.489	1974	17.453
6	13.610	1975 (*)	17.720
7	13.749	1976 (1)	17.997
8	13.916	1977 (1)	18.274
9	14.085	1978	18.553
0	14.245	1979	18.826
1	14.371	1980	19.103
2 (*)	14.562	1981 (*)	19.343
3	14.933	1982	19.576
4	15.081	1983	19.806

Année de recensement.
) Ces chiffres diffèrent de ceux publiés dans l'annuaire de 1980 : de velles évaluations ont été faites à partir d'enquêtes statistiques effectuées uis 1975.

ABLEAU 1.03 - 6

milles selon le sexe, l'âge du chef de famille et la présence d'un conjoint

ecensement de 1975, sondage au 1/20)

rce : I.N.S.E.E. *Unité :* millier

Caractéristiques du chef de famille	Age du chef de famille												Ensemble des familles	Nombre de personnes	
	Moins de 25 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans	35 à 39 ans	40 à 44 ans	45 à 49 ans	50 à 54 ans	55 à 59 ans	60 à 64 ans	65 à 69 ans	70 à 74 ans	75 ans ou plus		total	par famille
mble des chefs de mille :															
Effectifs	534,9	1.572,0	1.315,2	1.330,6	1.474,4	1.495,9	1.422,4	882,3	993,4	889,9	666,5	598,6	13.176,0	43.074,7	3,27
%	4,1	11,8	10,0	10,1	11,2	11,4	10,8	6,7	7,5	6,8	5,1	4,5	100,0		
s de famille avec njoint :															
Effectifs	505,2	1.503,4	1.243,7	1.242,7	1.357,4	1.368,9	1.306,0	817,2	948,2	867,7	654,3	585,2	12.399,8	40.880,1	3,30
%	4,1	12,1	10,1	10,1	10,9	11,0	10,5	6,6	7,6	7,0	5,3	4,7	100,0		
s de famille ommes) :															
Effectifs	494,4	1.498,4	1.246,3	1.249,0	1.367,5	1.383,1	1.315,7	822,0	949,0	864,6	649,7	580,7	12.420,3	40.960,7	3,30
%	4,0	12,1	10,0	10,1	11,0	11,1	10,6	6,6	7,6	7,0	5,2	4,7	100,0		
s de famille mmes) :															
Effectifs	40,6	73,6	68,9	81,6	107,0	112,7	106,7	60,3	44,4	25,2	16,7	17,9	755,7	2.114,0	2,80
%	5,4	9,7	9,1	10,8	14,2	14,9	14,1	8,0	5,9	3,3	2,2	2,4	100,0		

n en milieu d'année) (1)

S.E.E. *Unité :* millier

	Guade-loupe (2)	Guyane (2)	Marti-nique (2)	Réunion (3)	Saint-Pierre-et-Miquelon (3)
.....	324,7	54,7	325,3	475,0	5,8
.....	324,5	56,3	323,6	481,1	5,9
.....	323,4	57,9	321,0	486,9	5,9
.....	320,8	59,7	317,7	492,4	5,9
.....	315,4	61,6	313,9	497,5	5,9
.....	311,4	63,5	310,2	502,6	6,0
.....	...	...	...	507,8	6,0
.....	...	...	...	512,6	6,0
.....	...	...	...	517,4	6,0

ulation *légale sans doubles comptes* établie d'après le recensement
2 est donnée au chapitre 1.01 (tableau 11) pour chaque dépar-

tion en milieu d'année, estimée, compte tenu du solde migra-
xtérieur, d'après le recensement de 1974. Cette série sera recal-
1974 dès que les résultats du recensement de 1982 seront

tion en milieu d'année, estimée à partir des recensements
e 1982.

AU 1.03 - 8

on légale (1) des principales communes des départements d'outre-mer (*Recensements*)

ource : I.N.S.E.E.

	1967	1974	1982
Guadeloupe :			
asse-Terre	15.690	15.457	13.656
bymes (Les)	39.911	53.605	56.165
pointe-à-Pitre	29.522	23.889	25.310
Guyane :			
ayenne	24.518	30.461	38.091
ourou	3.117	4.720	7.061
Martinique :			
Fort-de-France	96.943	98.807	99.844
Lamentin (Le)	18.553	23.145	26.367
Réunion :			
Saint-Denis	85.444	103.512	109.072
Saint-Paul	43.129	52.554	58.412
Saint-Pierre-et-Miquelon :			
Saint-Pierre	4.565	5.232	5.415
Miquelon-Langlade	621	608	626

(1) Population sans doubles comptes.

AU 1.03 - 9

on légale (sans doubles comptes) des agglomérations urbaines multicommunales
artements d'outre-mer (*Recensement de 1982*) (1)

Source : I.N.S.E.E.

Guadeloupe	
Abymes (Les)	121.157
Basse-Terre	50.149
Guyane	
Cayenne	44.864
Martinique	
Fort-de-France	117.938
Réunion	
Saint-Denis	126.323
Saint-Pierre	90.627
Saint-Joseph	31.141
Étang-Salé (L')	12.629

(1) Total des populations légales des communes composant l'agglomération. Celle-ci est désignée par le nom de la commune la plus peuplée.

TABLEAU 1.03 - **10**

Population légale (sans doubles comptes) des communes urbaines et rurales des départements d'outre-mer *(Recensement de 1982)*

Source : I.N.S.E.E.

Département	Population			Proportions pour 100	
	Totale	Communes urbaines	Communes rurales	Communes urbaines	Communes rurales
Guadeloupe	328.400	295.182	33.218	90	10
Guyane	73.022	58.896	14.126	81	19
Martinique	328.566	268.782	59.784	82	18
Réunion	515.814	503.851	11.963	98	2
Saint-Pierre-et-Miquelon	6.041	5.415	626	90	10

TABLEAU 1.03 - **11**

Population totale des départements d'outre-mer par groupe d'âges *(Recensements)*

Source : I.N.S.E.E.

Département	Année	Population (en milliers) (1)				Proportions pour 100		
		Total	Moins de 20 ans	20 à 64 ans	65 ans ou plus	Moins de 20 ans	20 à 64 ans	65 ans ou plus
Guadeloupe	1974	324	171	134	19	53	41	6
Guyane	1982	73	32	38	3	44	52	4
Martinique	1974	325	169	136	20	52	42	6
Réunion	1982	516	243	248	25	47	48	5
Saint-Pierre-et-Miquelon	1982	6,0	2,2	3,3	0,5	37	54	9

(1) Après répartition des âges non déclarés.

Source : I.N.S.E.E.

Age des chefs de ménage	Ensemble des chefs de ménage			Chefs de ménage du sexe masculin			Chefs de ménage du sexe féminin		
	Nombre de ménages	Population totale	Enfants de moins de 15 ans	Nombre de ménages	Population totale	Enfants de moins de 15 ans	Nombre de ménages	Population totale	Enfants de moins de 15 ans
Recensement d'octobre 1974									
GUADELOUPE									
Moins de 30 ans	9.082	28.926	12.311	6.679	21.362	8.160	2.403	7.564	4.151
30-39 ans	15.597	74.183	41.569	11.910	56.883	31.095	3.687	17.300	10.474
40-49 ans	16.630	90.026	42.606	11 986	68.216	32.976	4.644	21.810	9.630
50-59 ans	14.595	65.727	21.216	9.946	49.512	16.504	4.649	16.215	4.712
60 ans ou plus	19.810	58.694	12.761	11.139	37.796	7.955	8.671	20.898	4.806
Non déclaré	1.038	3.122	1.065	559	1.768	601	479	1.354	464
Total	**76.752**	**320.678**	**131.528**	**52.219**	**235.537**	**97.291**	**24.533**	**85.141**	**34.237**
MARTINIQUE									
Moins de 30 ans	7.365	24.532	9.979	5.513	18.240	6.755	1.852	6.292	3.224
30-39 ans	14.415	69.783	37.557	11.085	54.084	28.552	3.330	15.699	9.005
40-49 ans	16.234	89.823	39.591	12.015	69.020	30.931	4.219	20.803	8.660
50-59 ans	14.456	66.961	19.887	10.069	50.663	15.427	4.387	16.298	4.460
60 ans ou plus	20.153	60.286	11.659	11.448	38.915	7.366	8.705	21.371	4.293
Non déclaré	3.512	9.938	2.233	2.055	6.107	1.191	1.457	3.831	1.042
Total	**76.135**	**321.323**	**120.906**	**52.185**	**237.029**	**90.222**	**23.950**	**84.294**	**30.684**

Catégorie socio-professionnelle du chef de ménage	Nombre de ménages	Nombre de personnes	Dont nombre d'enfants de moins de 15 ans
Recensement de mars 1982			
GUYANE			
N.D.	317	1.085	406
Agriculteurs exploitants	1.610	5.609	2.751
Salariés agricoles	272	891	306
Patrons, industriels, commerçants	1.751	5.358	2.053
Professions libérales, cadres supérieurs	1.126	3.452	1.010
Cadres moyens	1.603	5.126	1.667
Employés	1.887	5.790	2.531
Ouvriers	4.483	16.143	5.630
Personnels de service	1.619	5.311	1.869
Autres catégories	896	2.997	1.039
Personnes sans emploi	5.499	15.579	4.288
Total	**21.063**	**70.241**	**23.550**
RÉUNION			
N.D.	454	1.193	328
Agriculteurs exploitants	7.689	40.528	14.907
Salariés agricoles	4.436	22.879	9.352
Patrons, industriels, commerçants	5.680	24.761	7.839
Professions libérales, cadres supérieurs	4.805	16.366	5.138
Cadres moyens	6.911	24.062	7.941
Employés	10.524	43.495	15.079
Ouvriers	22.078	109.142	43.463
Personnels de service	5.682	23.769	8.212
Autres catégories	2.389	8.930	3.205
Personnes sans emploi	50.213	194.107	55.992
Total	**120.861**	**509.232**	**171.456**
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON			
N.D.	1	1	–
Agriculteurs exploitants	3	12	7
Salariés agricoles	2	15	6
Patrons, industriels, commerçants	211	829	245
Professions libérales, cadres supérieurs	129	450	145
Cadres moyens	166	577	199
Employés	206	729	209
Ouvriers	433	1.710	558
Personnels de service	39	134	31
Autres catégories	52	172	58
Personnes sans emploi	518	1.329	165
Total	**1.760**	**5.958**	**1.623**

(1) Pour la définition des ménages voir § 41.1.

BLEAU 1.03 - 13

pulation totale des territoires utre-mer selon l'origine *ensements)*

Source : I.N.S.E.E.

Unité : millier

Territoire	Date	Population		
		Originaire	Non originaire	Totale
Mayotte (Collectivité territoriale)	1978	41,6	5,4	47,0
Nouvelle-Calédonie	1976	55,6	77,6	133,2
Polynésie française	1977	(1) 113,9	(1) 23,5	137,4
Wallis et Futuna	1976	9,0	0,2	9,2

(1) Population originaire : maoris et demis ; non originaires : asiatiques, européens et autres.

BLEAU 1.03 - 14

pulation des chefs-lieux territoires d'outre-mer *ensements)*

Source : I.N.S.E.E.

Territoire et chef-lieu	Avant-dernier recensement		Dernier recensement	
	Année	Population	Année	Population
Mayotte :				
Dzaoudzi	1966	2.968	1978	4.147
Nouvelle-Calédonie :				
Nouméa	1974	59.052	1976	56.078
Polynésie française :				
Papeete	1971	25.342	1977	22.967
Wallis et Futuna :				
Mata Utu	1969	566 (1)	1976	558

(1) Ne comprend que les membres des ménages dont le chef est né sur le territoire.

BLEAU 1.03 - 15

pulation totale des territoires d'outre-mer par groupe d'âges. *(Recensements)*

Source : I.N.S.E.E.

Territoire	Année de recensement	Population				Proportion en %		
		Total	Moins de 20 ans	20 à 64 ans	65 ans ou plus	Moins de 20 ans	20 à 64 ans	65 ans ou plus
Mayotte	1978	46.965	27.514	17.553	1.898	58,6	37,4	4,0
Nouvelle-Calédonie	1976	133.233	64.993	63.267	4.973	48,8	47,5	3,7
Polynésie française	1977	137.382	72.606	60.778	3.998	52,9	44,2	2,9
Wallis et Futuna	1976	9.192	5.281	3.611	300	57,4	39,3	3,3

3 671322 T 81

ications relatives au recensement de la population de 1975
mbre général « Recensement général de la population de 1975 ».

lation de la France. Départements, arrondissements, cantons, unes (un volume, également détaillé en 95 fascicules départaux);

eaux statistiques de population légale. Communes de plus 000 habitants (un volume);

lation légale et statistiques communales complémentaires ascicules départementaux);

lation née dans les départements ou les territoires d'outre-mer ginaire des D.O.M. ou T.O.M. résidant en métropole;

s et agglomérations urbaines (un volume);

ones de peuplement industriel ou urbain (un volume).

uette RP 82/1 : Premières estimations » présentant des résultats soires par département et région (métropolitains) accompagnés cartes en couleur illustrant les évolutions observées depuis

● **Départements et territoires d'outre-mer :**

— Résultats du recensement général de la population des départements d'outre-mer 1974.

— Résultats des recensements de la population de Mayotte (1978) et des T.O.M. (1976).

— Résultats du recensement général de la population des départements d'outre-mer 1982. (Population légale parue ; résultats statistiques : la Réunion et Saint-Pierre-et-Miquelon parus).

apitre 1.04

ouvement naturel
e la
opulation

1. Généralités
2. France métropolitaine
3. Départements et territoires d'outre-mer

Généralités

STATISTIQUES DE L'ÉTAT CIVIL

es statistiques du mouvement naturel de la population riage, naissance, décès) sont dressées à partir des *bul-ns statistiques de l'état civil*, établis par les maires noment, et dans la commune où ont lieu les mariages, naissances et les décès.

e dépouillement des bulletins, effectué par l'I.N.S.E.E., ne lieu à trois séries de publications :

– *Résultats trimestriels provisoires* par département et on (du lieu d'enregistrement), dans le *Bulletin men-l de statistique* (numéros de juin, septembre et embre pour les 3 premiers trimestres de l'année, néro de mars de l'année suivante pour le 4e trimestre la récapitulation annuelle) ; ces statistiques sont tées lorsque la population des communes manquantes représente plus qu'une faible proportion de la ulation totale de chaque département (0,5 % en yenne) ;

– *Principaux résultats annuels définitifs*, publiés dans ıde *La situation démographique en 19...*

– *Ensemble des résultats annuels*, accompagnés d'une cription détaillée des méthodes de collecte et d'élabo-on des données, dans le volume *Mouvement de la ulation*. Le dernier ouvrage paru se rapporte à l'année 2.

interruptions volontaires de grossesse.

12. DÉFINITIONS

Un certain nombre de caractéristiques démographiques intervenant dans plusieurs tableaux sont définies ci-après. On trouvera, par contre, en cours de chapitre, les explications nécessaires à la compréhension de tableaux particuliers.

Nés vivants et mort-nés. — D'après les règles de l'état civil, les enfants nés vivants mais décédés avant la déclaration de leur naissance à l'état civil, qui doit avoir lieu dans les trois jours suivant la naissance, sont enregistrés comme *enfants déclarés sans vie* (mort-nés et enfants décédés avant la déclaration à l'état civil).

Jusqu'en 1974, la statistique des naissances portait en fait sur les enfants déclarés vivants et celle des mort-nés sur l'ensemble des enfants déclarés sans vie.

Pour permettre d'évaluer les nombres réels d'enfants nés vivants et d'enfants mort-nés, on a reclassé, à partir de 1975, dans les statistiques de naissances et de décès, les enfants nés vivants mais décédés avant la déclaration de naissance (faux mort-nés). La rubrique des « mort-nés » ne couvre plus désormais que les enfants effectivement morts à la naissance.

Taux de mortalité infantile. — Parmi les enfants décédés avant l'âge d'un an au cours d'une année donnée, les uns sont nés au cours de la même année, les autres au cours de l'année précédente. Le taux de mortalité infantile est la somme des taux partiels relatifs aux deux générations d'enfants.

13. RÉSULTATS BRUTS ET RÉSULTATS ÉLABORÉS

Les résultats bruts — nombre de mariages, de naissances et de décès, taux bruts de nuptialité, de natalité, de mortalité (proportion pour 1.000 habitants) — ne sont pas suffisants pour analyser convenablement l'évolution réelle de la situation démographique, car ils dépendent non seulement du comportement de la population et des conditions sanitaires existantes, mais aussi, d'une façon très étroite, de la structure démographique de la population, tout particulièrement de sa composition par âge. C'est ainsi que, toutes choses égales d'ailleurs, si une population comprend une plus forte proportion de vieillards qu'une autre, elle comptera relativement moins de mariages, moins de naissances et plus de décès; de même, si la fécondité ne varie pas, le nombre des naissances varie en fonction du nombre de femmes en âge d'avoir des enfants.

Pour étudier les caractéristiques démographiques réelles de la population, en éliminant l'influence de la structure par âge, divers résultats élaborés sont calculés à partir des résultats bruts : taux de fécondité : tableau 5; taux de reproduction : tableau 6; taux de nuptialité : tableau 9; taux de mortalité : tableau 11; tables de mortalité : tableaux 12 et 13.

riode normale, les taux de fécondité par âge ana-
ceux du tableau 5 sont des indices satisfaisants
vre l'évolution de la fécondité. Mais, si des pertur-
importantes comme les guerres ou des modifica-
rmanentes du comportement de la population se
nt, dans la nuptialité par exemple, les taux de
é par âge n'expliquent qu'imparfaitement l'évolu-
la fécondité.

pourquoi on établit d'autres statistiques relatives
ndité des couples qui font intervenir la durée du
et le rang des naissances.

mbre moyen d'enfants nés vivants par couple et
ée de mariage calculé sur l'ensemble des promo-
1951 à 1980 est donné dans le tableau 7.

X DE REPRODUCTION ET TAUX DE LOTKA
au 6)

ux de reproduction relatifs à une année *n* donnée
inis de la façon suivante :

génération (fictive) de 100 femmes, supposées non
à l'effet de la mortalité, avait à chaque âge (entre
ans) la fécondité observée pendant l'année *n*, ces
mes mettraient au monde au cours de leur vie un
de filles qui est par définition le *taux brut de repro-*
(relatif à l'année *n*). Ce taux est un indice de fécon-
'année *n*, indépendant de la structure actuelle par
ermettant donc des comparaisons dans le temps et
pace (à la différence du taux de natalité, qui dépend
de la fécondité et de la structure de la population).
: une génération de 100 femmes mettrait au monde
, si cette génération avait à chaque âge les taux
dité observés en 1981.

dérons maintenant une génération (fictive) de
mes depuis leur naissance jusqu'à la fin de la
féconde de leur vie; supposons que cette génération,
art soit soumise à chaque âge (à partir de la nais-
la mortalité observée pendant l'année *n*, d'autre
à chaque âge (à partir de 15 ans) la fécondité
pendant l'année *n*. Cette génération (dont
, réduit par la mortalité, serait inférieur à 100 à
mettrait au monde un nombre de filles qui est par
n le *taux net de reproduction* (relatif à l'année *n*).
ice indique dans quelle mesure une génération
emplacée par la suivante dans les conditions de
é et de fécondité de l'année considérée : si le taux
rieur à 100, la génération serait remplacée par une
on plus nombreuse, la population a tendance à
ter — s'il est inférieur à 100, la génération serait
ée par une génération moins nombreuse, la popu-
tendance à diminuer. *Exemple :* une génération
emmes suivant les lois de mortalité et de fécondité
de l'année 1981 serait remplacée par 94 filles,
correspond à une diminution de 6 % d'une
on à la suivante.

ue :

faut pas perdre de vue que les taux utilisés dans le
ont ceux qui ont été observés *au cours d'une année*
dans l'ensemble de la population féminine (compo-

ment à caractériser d'une façon synthétique la situation démographique au cours d'une année donnée, sans qu'on puisse en tirer des conclusions certaines sur l'avenir de la population.

En outre, dans les périodes perturbées comme celles qui suivent les guerres, les taux de fécondité par âge ont des valeurs anormales, de sorte que les taux de reproduction qui en sont déduits ne donnent pas une description correcte de la tendance réelle de l'évolution à long terme.

Le taux de Lotka est le taux annuel d'accroissement de la population de structure stable vers laquelle tendrait la population française si les conditions actuelles de fécondité et de mortalité restaient constantes; exemple : avec les caractéristiques de 1981, cette population diminuerait annuellement de 0,22 %.

23. TABLES DE MORTALITÉ
(Tableau 12)

Une table de mortalité relative à une période donnée, 1979-1981 par exemple, est destinée à caractériser le *régime de mortalité au cours de cette période; elle ne représente pas l'incidence réelle de la mortalité pour une génération particulière* qui, au cours de sa vie, aura été en fait soumise aux régimes de mortalité des différentes périodes qu'elle aura traversées.

Une table de mortalité est calculée à partir des données de base suivantes :

— d'une part, la répartition, au cours de la période considérée, des décédés suivant le sexe, l'année de naissance et l'âge;

— d'autre part, la répartition de la population totale au cours de la période suivant le sexe, l'année de naissance et l'âge.

Au moyen des données précédentes, on calcule d'abord les *quotients de mortalité à chaque âge :* le quotient de mortalité à l'âge *n* est la proportion des personnes ayant atteint l'âge *n* qui décèdent avant d'avoir atteint l'âge $n + 1$; *autrement dit* c'est, d'après le régime de mortalité de l'époque, la probabilité de décès dans un délai d'un an d'une personne d'un âge donné.

On calcule ensuite le nombre de survivants à chaque âge d'un ensemble initial de 10.000 ou 100.000 personnes, par exemple, soumises depuis leur naissance et à tous les âges de la vie aux probabilités de décès exprimées par les quotients de mortalité calculés précédemment.

Enfin, on détermine *l'espérance de vie à chaque âge,* qui est le nombre d'années qu'aurait à vivre chacun des individus de cet âge si la somme des années que tous les individus de cet âge ont encore à vivre était également répartie entre eux. L'espérance de vie à la naissance (âge 0) s'appelle aussi la *vie moyenne.*

On définit aussi la *vie probable,* âge auquel l'effectif initial est réduit de moitié; autrement dit, c'est l'âge atteint par un individu sur deux.

L'I.N.S.E.E. publie dans l'*Annuaire statistique de la France* trois séries de tables de mortalité.

, celle relative à la période 1973-1977 (centrée sur le
nsement de 1975), a été publiée dans les éditions
1 et 1982 de l'Annuaire.

. Tables annuelles abrégées par sexe et âge quinquennal
leau 11).

. Tables détaillées par sexe et âge annuel pour la
nière période triennale écoulée. La table présentée
tableau 12 est relative à la période 1979-1981.

ontrairement aux tables quinquennales centrées sur
année de recensement, les tables triennales et les
es annuelles abrégées sont révisées chaque fois qu'à
aveur d'un nouveau recensement on dispose des ré-
uations de population par sexe et âge fondées sur les
x recensements encadrant la période ou l'année consi-
ée.

xemples de renseignements tirés de la table 1979-1981
leau 12) :

- à 60 ans, le nombre de survivants sur 100.000 hommes
à la naissance est 79.116; le nombre de survivants
) ans étant 60.688, la probabilité de survie à 70 ans des
mmes de 60 ans est $\frac{60.688}{79.116} = 0{,}77$ ou 77 %, ou encore la
babilité de décès entre 60 et 70 ans est 0,23 ou 23 %;

- les hommes de 60 ans ont en moyenne 17,3 années
ivre ;

- l'âge auquel il ne reste que 50.000 hommes sur-
nts sur l'effectif initial de 100.000 à la naissance est
pris entre 74 et 75 ans; c'est, approximativement,
ns.

'évolution de la mortalité d'après les tables de mor-
é est décrite par le tableau 13.

DONNÉES DE DÉMOGRAPHIE RÉGIONALE VERS 1975

es taux bruts de nuptialité, de natalité et de mortalité
sont pas suffisants pour analyser convenablement
olution réelle de la situation démographique, tant en
qui concerne la France entière qu'à l'échelle de la
on.

lais le calcul d'indices démographiques régionaux éla-
és nécessite une connaissance précise de la population
chaque région; or, du fait d'une connaissance impar-
e des migrations tant intérieures qu'extérieures, cette
dition n'est réalisée qu'au voisinage des recensements
a population.

es indices publiés ici (tableau 14) sont le résultat du
prochement des données du recensement de 1975 et
statistiques de l'état civil des années 1974 et 1975.
mêmes indices avaient déjà été calculés à l'occasion
recensements de 1954, 1962 et 1968.

es principales définitions, pour certaines déjà données
ailleurs, sont rappelées ci-après.

e *taux brut de reproduction* est ainsi défini : si une
ération de femmes, *qu'on suppose non soumise à l'effet*
la mortalité, avait à chaque âge la fécondité observée
dant la période considérée (1974-1976), elle mettrait

La *durée moyenne de vie* (ou *espérance de vie à la naissance*) est la moyenne des durées de vie (c'est-à-dire des âges au moment du décès) des personnes d'une génération soumise à chaque âge aux conditions de mortalité de l'époque considérée (1974-1976).

Le *taux de mortalité infantile* est le nombre de décédés de moins d'un an pour 1.000 nés vivants (taux *rectifié* pour tenir compte des enfants nés vivants mais morts avant leur déclaration à l'état civil).

La *proportion de célibataires* à 50 ans, âge après lequel les mariages sont peu nombreux, est un indice de nuptialité plus satisfaisant que le taux brut de nuptialité.

Le *taux d'accroissement naturel* (excédent des naissances sur les décès pour 1.000 habitants) est également influencé par la structure par âge, puisqu'il est la différence entre les taux de natalité et de mortalité; un pays à faible natalité peut ainsi avoir un taux d'accroissement nettement positif si sa structure est jeune (c'est le cas de la ville de Paris, dont la population se renouvelle essentiellement par immigration). Cet indice est cependant plus utile que les autres taux bruts, car il constate un fait intéressant en lui-même : le taux annuel d'accroissement.

Le *taux net de reproduction* sert au contraire à caractériser les tendances de l'évolution de la population indépendamment de la structure par âge; il est ainsi défini : si une génération de femmes avait à chaque âge la mortalité et la fécondité de la période étudiée, elle mettrait au monde un certain nombre de filles; le nombre moyen de filles par femme que l'on en déduit est par définition le taux net de reproduction.

Ce tableau est extrait du volume « Données de démographie régionale 1975 », publié dans *Les Collections de l'I.N.S.E.E.*, série D, nº 82, où l'on trouvera également des résultats concernant les principales agglomérations urbaines et les catégories de commune intrarégionales.

3. *Départements et territoires d'outre-mer*

Les statistiques du mouvement de la population dans les départements d'outre-mer sont établies régulièrement par l'I.N.S.E.E. depuis 1951 à partir des bulletins statistiques de l'état civil identiques à ceux utilisés en Métropole et remplis en principe dans les mêmes conditions. La qualité des renseignements s'est améliorée récemment, sauf en Guyane, où la collecte reste incomplète.

Les définitions relatives aux faits démographiques, (mariages, divorces, nés vivants et mort-nés, décédés) et aux taux (taux de mortalité infantile, taux bruts et rectifiés) sont les mêmes que celles retenues pour les statistiques métropolitaines.

Dans l'appréciation des taux, en particulier des taux de mortalité, et dans leur comparaison avec les taux métropolitains, il ne faut pas perdre de vue que les répartitions par âge des populations des départements d'outre-mer et de la population métropolitaine sont très différentes.

Le tableau 15, en particulier, donne l'évolution du mouvement naturel de la population dans chaque département d'outre-mer. Les populations en milieu d'année ont été estimées à partir du recensement de 1974.

Année (ou moyenne annuelle)	Nombre (en milliers)									
	Population au milieu de la période	Mariages	Divorces prononcés	Nés vivants (1)		Mort-nés (1)		Décédés au total (1)	Décédés de moins d'un an (1)	Excédent des naissances sur les décès
				Total	Légitimes	Total	Ayant respiré (1)			
1935-1937	41.200	279,8	25,3	629,8	587,8	21,6	3,4	643,4	42,3	– 13,6
1946-1950	41.100	397,4	48,3	860,1	795,7	21,9	3,9	537,2	49,8	+ 322,9
1951-1955	42.800	313,8	31,8	810,4	756,6	18,6	3,7	534,9	31,7	+ 275,5
1956-1960	44.800	311,4	30,7	813,2	763,1	17,8	3,7	518,0	22,1	+ 295,2
1961-1965	47.700	333,0	32,4	853,2	802,8	17,2	3,5	529,1	17,4	+ 324,1
1966-1970	49.900	363,3	37,5	843,6	790,0	15,1	2,9	545,2	14,1	+ 298,4
1971-1975	52.100	401,1	54,8	832,5	764,9	12,9	2,4	555,2	11,2	+ 277,3
1972	51.701	416,5	50,9	875,1	809,3	13,4	2,4	547,5	11,7	+ 327,6
1973	52.118	400,7	51,0	854,9	784,9	12,8	2,3	556,5	10,9	+ 298,4
1974	52.460	394,8	59,5	799,2	731,7	11,4	2,0	550,5	9,8	+ 248,7
1975	52.705	387,4	62,3	745,1	681,6	8,3	///	560,4	10,3	+ 184,7
1976	52.891	374,0	64,7	720,4	658,9	7,5	///	557,1	9,0	+ 163,3
1977	53.077	368,2	74,9	744,7	679,3	7,4	///	536,2	8,5	+ 208,5
1978	53.277	354,6	83,5	737,1	667,8	7,1	///	546,9	7,9	+ 190,2
1979	53.479	340,4	90,2	757,4	679,5	7,0	///	541,8	7,6	+ 215,6
1980	53.714	334,4	91,8	800,4	709,3	6,9	///	547,1	8,0	+ 253,3
1981	53.966	315,1	...	805,5	703,3	6,6	///	554,8	7,8	+ 250,7

(1) Jusqu'en 1974, les enfants nés vivants et décédés avant leur déclaration de naissance sont comptés comme « faux-mort-nés » dans la statistique des mort-nés. A partir de 1975, ils sont reclassés dans la statistique des naissances d'une part, des décès d'autre part. En conséquence, la catégorie mort-nés ne comprend plus que les vrais mort-nés.

AU 1.04 - 2

nent naturel de la population : taux de nuptialité, natalité, mortalité

ion pour 1.000 habitants)

Source : I.N.S.E.E.

Année (ou moyenne annuelle)	Taux pour 1.000						
	Nuptialité (nombre de mariages pour 1.000 habitants)	Natalité (nés vivants pour 1.000 habitants)	Mortalité (décédés pour 1.000 habitants)	Accroissement naturel (excédent de naissances pour 1.000 habitants)	Mortalité infantile (1) (décédés de moins d'un an pour 1.000 nés vivants)		
					Totale	dont	
						Mortalité néonatale (2)	Mortalité post-néonatale (3)
1935-1937	6,8	15,3	15,6	– 0,3	71,4	26,0	45,4
1946-1950	9,7	20,9	13,1	+ 7,8	63,4	26,0	37,4
1951-1955	7,3	18,9	12,5	+ 6,4	43,3	19,8	23,5
1956-1960	9,0	18,2	11,6	+ 6,6	31,7	18,9	12,6
1961-1965	7,0	17,9	11,1	+ 6,8	24,5	16,2	8,2
1966-1970	7,3	16,9	10,9	+ 6,0	20,1	14,0	6,1
1971-1975	7,7	16,0	10,7	+ 5,3	15,4	10,6	4,9
1972	8,1	16,9	10,6	+ 6,4	16,0	11,2	4,8
1973	7,7	16,4	10,7	+ 5,7	15,4	10,6	4,9
1974	7,5	15,3	10,5	+ 4,8	14,6	9,9	4,8
1975	7,3	14,1	10,6	+ 3,5	13,6	9,2	4,7
1976	7,1	13,6	10,5	+ 3,1	12,5	8,1	4,4
1977	6,9	14,0	10,1	+ 3,9	11,5	7,4	4,1
1978	6,7	13,8	10,3	+ 3,6	10,6	6,7	4,0
1979	6,4	14,1	10,1	+ 4,0	10,1	6,0	4,0
1980	6,2	14,9	10,2	+ 4,7	10,1	5,8	4,3
1981	5,8	14,9	10,3	+ 4,6	9,7	5,5	4,2

(1) Taux rectifié, c'est-à-dire y compris les enfants nés vivants, mais morts avant leur déclaration à l'état civil. — (2) Décédés âgés de 0 à 28 jours. — (3) De 29 à 365 jours.

AU 1.04 - 3

vants et mort-nés par sexe ou légitimité

Source : I.N.S.E.E.

	1980					1981				
	Ensemble	Garçons	Filles	Enfants Légitimes	Enfants naturels	Ensemble	Garçons	Filles	Enfants Légitimes	Enfants naturels
Nés vivants	800.376	410.547	389.829	709.261	91.115	805.483	413.480	392.003	703.337	102.146
Mort-nés	6.942	3.645	3.297	5.906	1.036	6.644	3.399	3.245	5.503	1.141
Total	**807.318**	**414.192**	**393.126**	**715.167**	**92.151**	**812.127**	**416.879**	**395.248**	**708.840**	**103.287**
Proportion (%)	100	51,3	48,7	88,6	11,4	100,0	51,3	48,7	87,3	12,7

Âge de la mère (1)	1980			1981		
	Ensemble	Enfants Légitimes	Enfants naturels	Ensemble	Enfants Légitimes	Enfants naturels
Moins de 20 ans	38.079	23.642	14.437	35.019	20.307	14.712
20 à 24 ans	254.398	220.140	34.258	246.916	209.020	37.896
25 à 29 ans	301.220	277.567	23.653	303.705	276.203	27.502
30 à 34 ans	159.658	146.338	13.320	166.001	150.581	15.420
35 à 39 ans	38.402	34.145	4.257	45.310	39.981	5.329
40 à 44 ans	7.932	6.827	1.105	7.826	6.641	1.185
45 ans ou plus	687	602	85	706	604	102
Total	**800.376**	**709.271**	**91.115**	**805.483**	**703.337**	**102.146**
Age moyen (en années)	26,57			26,79		

(1) L'âge indiqué n'est pas l'âge en années révolues mais celui atteint dans l'année de la naissance (différence entre le millésime de l'année 1979 ou de l'année 1980 et celui de l'année de naissance de la mère).

BLEAU 1.04 - 5

ux de fécondité des femmes par âge (*nombre annuel d'enfants nés vivants pour 100 femmes de chaque groupe d'âge*)

Source : I.N.S.E.E.

Année (ou moyenne annuelle)	Ensemble des femmes de 15 à 49 ans	Moins de 20 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans	35 à 39 ans	40 à 44 ans	45 à 49 ans
Nombre d'enfants nés vivants légitimes pour 100 femmes mariées de chaque groupe d'âge :								
1946-1947	12,6	36,8	32,6	25,0	16,0	9,26	3,12	0,286
1953-1955	11,6	43,7	32,4	20,9	12,6	7,18	2,36	0,215
1956-1960	11,6	43,7	33,5	21,8	12,2	6,54	2,13	0,177
1961-1965	11,7	44,3	33,7	22,2	12,3	6,01	2,03	0,165
1966-1970	10,5	45,6	31,0	19,7	11,1	5,29	1,62	0,149
1971-1975	9,67	44,1	27,6	17,3	8,90	4,07	1.21	0,102
1976-1980	8,44	38,1	24,2	16,5	7,63	2,61	0,59	0,051
1972 (1)	10,3	48,3	29,5	18,5	9,62	4,51	1,38	0,113
1973 (1)	9,88	45,5	28,2	17,8	9,03	4,13	1,24	0,102
1974 (1)	9,14	41,0	25,9	16,4	8,21	3,62	1,06	0,090
1975 (2) ■	8,47	37,4	23,9	15,3	7,45	3,09	0,85	0,077
1976 (2)	8,17	36,6	23,1	15,2	7,18	2,65	0,68	0,060
1977 (2)	8,41	39,1	24,2	16,0	7,45	2,55	0,62	0,054
1978 (2)	8,28	38,3	23,8	16,1	7,48	2,49	0,57	0,051
1979 (2)	8,46	37,8	24,4	17,1	7,77	2,60	0,54	0,045
1980 (2)	8,90	38,8	25,8	18,4	8,32	2,77	0,55	0,046
1981 (2)	8,90	38,3	26,0	18,7	8,65	2,94	0,55	0,046
Nombre d'enfants nés vivants naturels pour 100 femmes célibataires, veuves ou divorcées de chaque groupe d'âge :								
1946-1947	1,67	0,615	2,87	3,98	3,24	2,01	0,726	0,060
1953-1955	1,44	0,534	2,30	3,08	2,92	2,06	0,642	0,052
1956-1960	1,45	0,528	2,17	3,33	3,04	1,99	0,706	0,049
1961-1965	1,36	0,558	2,24	3,37	3,12	2,05	0,785	0,064
1966-1970	1,28	0,576	2,18	3,20	2,87	1,98	0,708	0,058
1971-1975	1,51	0,701	2,50	3,43	3,07	2,01	0,707	0,054
1976-1980	1,55	0,635	2,43	3,48	3,10	1,69	0,505	0,036
1972 (1)	1,52	0,713	2,56	3,47	3,06	2,04	0,719	0,056
1973 (1)	1,61	0,719	2,68	3,67	3,33	2,23	0,766	0,060
1974 (1)	1,54	0,708	2,49	3,51	3,15	2,04	0,722	0,052
1975 (2) ■	1,43	0,675	2,29	3,14	2,96	1,78	0,630	0,042
1976 (2)	1,37	0,624	2,20	3,02	2,74	1,59	0,531	0,045
1977 (2)	1,43	0,613	2,30	3,21	2,83	1,60	0,507	0,040
1978 (2)	1,49	0,603	2,35	3,35	3,00	1,59	0,497	0,034
1979 (2)	1,63	0,629	2,51	3,70	3,28	1,74	0,491	0,034
1980 (2)	1,86	0,708	2,80	4,16	3,65	1,93	0,499	0,031
1981 (2)	2,02	0,720	2,96	4,56	3,95	2,14	0,534	0,037
Nombre d'enfants nés vivants légitimes ou naturels pour 100 femmes de chaque groupe d'âge :								
1946-1947	8,23	2,19	14,9	18,6	13,3	7,87	2,63	0,230
1953-1955	7,97	2,18	15,6	16,8	11,0	6,28	2,03	0,180
1956-1960	8,13	2,20	15,9	17,4	10,7	5,80	1,86	0,151
1961-1965	8,08	2,46	17,4	18,2	11,0	5,46	1,83	0,145
1966-1970	7,23	2,67	16,2	16,5	9,96	4,84	1,48	0,132
1971-1975	6,78	2,80	14,8	14,4	8,09	3,80	1,13	0,094
1976-1980	5,90	2,03	12,2	13,3	6,90	2,48	0,58	0,048
1972 (1)	7,19	2,93	15,8	15,9	8,71	4,20	1,28	0,103
1973 (1)	6,96	2,92	15,2	14,8	8,24	3,89	1,17	0,094
1974 (1)	6,45	2,76	13,9	13,7	7,50	3,41	1,01	0,083
1975 (2) ■	5,97	2,53	12,7	12,7	6,80	2,92	0,82	0,071
1976 (2)	5,74	2,30	12,2	12,5	6,52	2,51	0,66	0,057
1977 (2)	5,89	2,22	12,5	13,0	6,72	2,42	0,61	0,052
1978 (2)	5,79	1,99	12,1	13,0	6,76	2,37	0,56	0,048
1979 (2)	5,91	1,83	12,0	13,6	7,03	2,47	0,53	0,043
1980 (2)	6,21	1,81	12,3	14,5	7,52	2,64	0,54	0,043
1981 (2)	6,21	1,67	11,8	14,6	7,79	2,82	0,55	0,045

(1) Taux révisés à la suite de la réévaluation des effectifs par âge et par état matrimonial des années 1968 à 1974 consécutive au recensement de 1975. -- (2) A partir de 1975, les taux tiennent compte du reclassement des faux mort-nés dans la statistique des naissances.

N.S.E.E.

nnée ne annuelle)	Taux de reproduction pour 100 femmes — Taux brut	Taux de reproduction pour 100 femmes — Taux net	Taux d'accroissement de Lotka pour 100 habitants
.....	100	87	– 0,50
.....	145,2	132,0	+ 0,985
.....	132,9	125,2	+ 0,809
.....	132,5	127,0	+ 0,865
.....	139,0	134,5	+ 1,088
.....	127,0	123,5	+ 0,777
.....	109,6	106,7	+ 0,242
.....	91,3	89,5	– 0,416
.....	117,1	114,1	+ 0,485
.....	112,3	109,1	+ 0,313
.....	102,7	99,8	– 0,013
.....	93,9	91,7	– 0,324
.....	89,1	87,2	– 0,521
.....	90,9	89,0	– 0,440
.....	89,2	87,4	– 0,505
.....	91,1	89,4	– 0,418
.....	95,6	93,9	– 0,233
.....	95,6	93,9	– 0,216

et durée du mariage

Moyenne des promotions 1951-1980

Source : I.N.S.E.E.

Durée du mariage (en années)	Nombre moyen d'enfants nés vivants
1	0,38
2	0,67
3	0,92
4	1,14
5	1,33
6	1,48
7	1,61
8	1,72
9	1,81
10	1,88
11	1,94
12	1,99
13	2,03
14	2,06
15	2,08
16	2,10
17	2,12
18	2,13
19	2,14
20	2,15
21	2,15
22	2,15
23	2,16
24	2,16
25	2,16

AU 1.04 - 8

es par âge et état matrimonial antérieur. Année 1981

Source : I.N.S.E.E.

Âge (1)	Époux — Ensemble	Époux — Célibataires	Époux — Veufs	Époux — Divorcés	Épouses — Ensemble	Épouses — Célibataires	Épouses — Veuves	Épouses — Divorcées
Moins de 20 ans	5.789	5.784	–	5	44.649	44.609	10	30
20 à 24 ans	143.073	142.512	34	527	161.260	158.715	190	2.355
25 à 29 ans	94.584	88.489	188	5.907	60.059	51.656	489	7.914
30 à 34 ans	34.522	24.568	397	9.557	23.480	14.235	654	8.591
35 à 39 ans	13.635	6.277	399	6.959	9.488	3.811	553	5.124
40 à 44 ans	7.121	2.534	442	4.145	4.941	1.424	592	2.925
45 à 49 ans	5.198	1.506	665	3.027	3.855	922	786	2.147
50 à 54 ans	3.902	877	834	2.191	3.104	724	767	1.613
55 à 59 ans	2.848	504	911	1.433	2.014	480	574	960
60 ans et plus	4.445	569	2.348	1.528	2.267	455	1.038	774
Total	**315.117**	**273.620**	**6.218**	**35.279**	**315.117**	**277.031**	**5.653**	**32.433**
Âge moyen (en années)		25,34	54,88	38,20		23,19	46,59	35,26

(1) Âge atteint dans l'année du mariage (différence entre le millésime de l'année de mariage et celui de l'année de naissance des époux).

TABLEAU 1.04 - 9

Taux de nuptialité par âge et état matrimonial antérieur

(nombre annuel de nouveaux mariés pour 100 personnes mariables (1) de chaque groupe d'âge)

Source : I.N.S.E.E.

Année (ou moyenne annuelle)	Sexe masculin								
	Ensemble	*18 à 59 ans*	18 et 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 ans ou plus
Ensemble des célibataires, des veufs et des divorcés (2)									
1946-1947	9,84	*11,4*	1,13	12,0	25,0	17,2	6,50	3,43	0,795
1953-1955	6,71	*7,93*	0,983	10,1	16,7	8,85	3,62	2,26	0,683
1961-1965	6,93	*8,29*	1,55	12,8	17,0	6,90	3,26	1,91	0,722
1966-1970	6,86	*8,17*	1,51	13,9	15,8	5,80	2,79	1,81	0,667
1971-1975	7,41	*8,89*	1,66	14,4	16,2	6,36	2,65	1,88	0,609
1976-1980	6,12	*7,23*	1,03	10,7	13,3	6,81	2,63	1,63	0,524
1972	7,74	*9,30*	1,76	15,3	17,1	6,26	2,72	1,97	0,640
1973	7,42	*8,92*	1,69	14,6	16,2	6,28	2,61	1,88	0,596
1974	7,26	*8,73*	1,64	14,0	15,9	6,48	2,58	1,79	0,573
1975	7,91	*9,74*	1,52	13,2	15,3	6,73	2,68	1,84	0,584
1976	6,71	*8,00*	1,37	12,4	14,4	6,81	2,62	1,72	0,549
1977	6,51	*7,67*	1,16	11,6	14,0	6,97	2,68	1,78	0,589
1978	6,14	*7,24*	0,96	10,7	13,5	6,97	2,71	1,67	0,541
1979	5,76	6,76	0,84	9,85	12,6	6,68	2,60	1,52	0,496
1980	5,52	6,46	0,80	9,18	12,1	6,52	2,53	1,47	0,459
1981	5,06	*5,90*	0,67	8,12	11,0	6,07	2,47	1,37	0,462
Célibataires (2)									
1946-1947	10,9	*11,4*	1,10	11,9	24,5	15,7	4,30	1,45	0,800
1953-1955	7,64	*8,03*	0,984	10,1	16,6	7,99	2,24	0,908	0,355
1961-1965	7,97	*8,46*	1,55	12,7	16,8	6,08	1,94	0,805	0,353
1966-1970	7,83	*8,32*	1,51	13,9	15,6	5,06	1,58	0,783	0,318
1971-1975	8,35	*8,97*	1,66	14,4	16,0	5,25	1,42	0,686	0,260
1976-1980	6,73	*7,19*	1,03	10,7	13,2	5,55	1,34	0,557	0,217
1972	8,77	*9,40*	1,76	15,3	16,9	5,21	1,46	0,749	0,286
1973	8,38	*9,00*	1,69	14,6	16,0	5,19	1,41	0,696	0,254
1974	8,16	*8,77*	1,64	14,0	15,7	5,32	1,40	0,608	0,234
1975	7,85	*8,45*	1,52	13,2	15,1	5,41	1,40	0,619	0,236
1976	7,46	*8,00*	1,37	12,4	14,2	5,52	1,36	0,641	0,247
1977	7,13	*7,63*	1,16	11,6	13,9	5,71	1,40	0,614	0,261
1978	6,72	*7,17*	0,96	10,7	13,4	5,68	1,38	0,552	0,225
1979	6,29	*6,70*	0,84	9,84	12,5	5,44	1,30	0,488	0,186
1980	6,03	*6,43*	0,80	9,18	12,1	5,37	1,26	0,492	0,164
1981	5,50	*5,86*	0,67	8,13	11,1	5,05	1,22	0,451	0,183

(1) Sont considérés comme mariables les célibataires de 18 ans ou plus pour les hommes, ainsi que les personnes veuves ou divorcées. — (2) Les taux relatifs aux années 1969 à 1974 ont été révisés (Recensement de 1975).

AU 1.04 - **9** *(suite et fin)*

e nuptialité par âge et état matrimonial antérieur

annuel de nouveaux mariés pour 100 personnes mariables (1) *de chaque groupe d'âge*)

Source : I.N.S.E.E.

Année (ou moyenne annuelle)	Sexe féminin								
	Ensemble	*15 à 49 ans*	15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 ans ou plus
Ensemble des célibataires, des veuves et des divorcées (2)									
1946-1947	6,22	*11,1*	3,98	23,2	24,0	10,3	3,19	0,897	0,102
1953-1955	4,29	*8,29*	3,30	18,4	15,1	6,42	2,18	0,829	0,096
1961-1965	4,40	*8,72*	3,74	23,0	16,9	6,37	2,34	0,883	0,112
1966-1970	4,50	*8,50*	3,89	21,0	14,8	5,63	2,22	0,853	0,110
1971-1975	4,89	*9,01*	4,09	20,6	14,7	5,67	2,11	0,931	0,103
1976-1980	4,05	*7,41*	3,14	16,0	11,9	5,78	1,97	0,807	0,079
1972	5,03	*9,43*	4,19	21,8	15,7	5,72	2,20	0.966	0,104
1973	4,83	*9,06*	4,13	20,7	15,3	5,60	2,09	0,926	0,100
1974	4,72	*8,82*	4,17	19,9	14,2	5,65	2,02	0,907	0,093
1975	4,92	*8,55*	4,02	19,0	13,4	5,76	2,09	0,917	0,114
1976	4,39	*8,13*	3,71	18,0	12,8	5,77	2,02	0,867	0,087
1977	4,28	*7,85*	3,49	17,1	12,5	5,92	2,08	0,892	0,086
1978	4,06	*7,43*	3,11	16,1	12,1	5,89	2,03	0,831	0,081
1979	3,84	*6,98*	2,82	14,8	11,2	5,67	1,96	0,745	0,073
1980	3,70	*6,65*	2,58	14,0	10,7	5,56	1,85	0,695	0,067
1981	3,43	*6,09*	2,19	12,6	10,0	5,16	1,79	0,673	0,067
Célibataires (2)									
1946-1947	9,65	*11,6*	4,00	23,3	24,3	9,80	2,55	0,695	0,115
1953-1955	7,07	*8,74*	3,30	18,4	14,9	5,85	1,49	0,523	0,105
1961-1965	7,34	*9,05*	3,74	23,0	16,7	5,77	1,74	0,575	0,120
1966-1970	7,40	*8,85*	3,89	21,0	14,7	4,96	1,64	0,605	0,122
1971-1975	7,90	*9,42*	4,09	20,7	14,8	5,03	1,42	0,646	0,109
1976-1980	6,48	*7,65*	3,14	16,1	12,0	5,15	1,27	0,562	0,101
1972	8,27	*9,86*	4,19	21,9	15,8	5,01	1,49	0,677	0,113
1973	7,92	*9,45*	4,13	20,8	15,0	5,00	1,39	0,656	0,103
1974	7,73	*9,22*	4,11	20,0	14,4	5,05	1,33	0,638	0,99
1975	7,48	*8,91*	4,01	19,1	13,6	5,11	1,36	0,603	0,103
1976	7,12	*8,46*	3,71	18,1	12,9	5,21	1,33	0,609	0,103
1977	6,85	*8,11*	3,48	17,2	12,6	5,32	1,37	0,627	0,114
1978	6,48	*7,65*	3,11	16,1	12,1	5,24	1,31	0,575	0,097
1979	6,09	*7,16*	2,82	14,9	11,4	5,03	1,21	0,520	0,099
1980	5,84	*6,84*	2,58	14,1	10,9	4,96	1,16	0,477	0,087
1981	5,36	*6,25*	2,19	12,7	10,2	4,58	1,13	0,480	0,088

(1) Sont considérées comme mariables les célibataires de 15 ans ou plus pour les femmes, ainsi que les personnes veuves ou divorcées. — (2) Les taux relatifs aux années 1969 à 1974 ont été révisés (Recensement de 1975).

Source : I.N.S.E.E.

Année de naissance	Âge (1) en années	Les deux sexes	Sexe masculin				
			Ensemble	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés
1981-1980	Moins d'un an	7.823	4.623	4.623	–	–	–
1980-1976	1 à 4	1.701	966	966	–	–	–
1976-1972	5 à 9	1.109	647	647	–	–	–
1971-1967	10 à 14	1.195	734	734	–	–	–
1966-1962	15 à 19	3.387	2.334	2.320	9	4	1
1961-1957	20 à 24	4.913	3.757	3.378	353	5	21
1956-1952	25 à 29	4.463	3.242	1.892	1.195	20	135
1951-1947	30 à 34	5.316	3.713	1.344	2.063	28	278
1946-1942	35 à 39	5.568	3.769	973	2.382	41	373
1941-1937	40 à 44	7.555	5.235	1.353	3.276	110	496
1936-1932	45 à 49	13.390	9.524	2.089	6.267	258	910
1931-1927	50 à 54	21.364	15.417	2.815	10.773	610	1.219
1926-1922	55 à 59	28.500	20.093	3.068	14.744	1.177	1.104
1921-1917	60 à 64	29.584	20.386	2.520	15.362	1.532	972
1916-1912	65 à 69	41.585	27.242	3.021	20.347	2.894	980
1911-1907	70 à 74	67.880	41.273	4.198	29.133	6.680	1.262
1906-1902	75 à 79	90.037	47.795	4.070	31.136	11.598	991
1901-1897	80 à 84	96.633	41.857	2.833	23.134	15.265	625
1896-1892	85 à 89	73.023	22.860	1.245	10.222	11.159	234
1891-1887	90 à 94	37.588	9.671	475	3.174	5.948	74
1886 ou avant	95 ou plus	12.209	2.476	129	538	1.788	21
Ensemble		**554.823**	**287.614**	**44.693**	**174.108**	**59.117**	**9.696**
Âge moyen au décès (en années)			*67,43*				

(1) Les décédés de moins d'un an et de 1 à 4 ans sont classés par âge en années révolues. A partir de 5 ans, les décédés sont classés par année de naissance; l'âge indiqué n'est donc plus l'âge en années révolues, mais l'âge atteint dans l'année du décès (différence entre le millésime de l'année de décès et celui de l'année de naissance).

TABLEAU 1.04 - 10 (*suite et fin*)

Décédés par sexe, âge (1) et état matrimonial. Année 1981

Source : I.N.S.E.E.

Année de naissance	Âge (1) en années	Les deux sexes	Sexe féminin				
			Ensemble	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
1981-1980	Moins d'1 an	7.823	3.200	3.200	–	–	–
1980-1976	1 à 4	1.701	735	735	–	–	–
1976-1972	5 à 9	1.109	462	462	–	–	–
1971-1967	10 à 14	1.195	461	461	–	–	–
1966-1962	15 à 19	3.387	1.053	1.021	28	4	–
1961-1957	20 à 24	4.913	1.156	825	310	9	12
1956-1952	25 à 29	4.463	1.221	511	627	20	63
1951-1947	30 à 34	5.316	1.603	390	1.045	33	135
1946-1942	35 à 39	5.568	1.799	286	1.316	42	155
1941-1937	40 à 44	7.555	2.320	283	1.729	101	207
1936-1932	45 à 49	13.390	3.866	454	2.820	321	271
1931-1927	50 à 54	21.364	5.947	652	4.200	747	348
1926-1922	55 à 59	28.500	8.407	926	5.571	1.472	438
1921-1917	60 à 64	29.584	9.198	926	5.384	2.418	470
1916-1912	65 à 69	41.585	14.343	1.446	7.022	5.302	573
1911-1907	70 à 74	67.880	26.607	2.630	10.447	12.570	960
1906-1902	75 à 79	90.037	42.242	4.315	11.201	25.559	1.167
1901-1897	80 à 84	96.633	54.776	5.863	8.533	39.157	1.223
1896-1892	85 à 89	73.023	50.163	5.857	3.851	39.458	997
1891-1887	90 à 94	37.588	27.917	2.993	980	23.414	530
1886 ou avant	95 ou plus	12.209	9.733	1.019	183	8.397	134
Ensemble		**554.823**	**267.209**	**35.255**	**65.247**	**159.024**	**7.683**
Âge moyen au décès (en années)			*76,15*				

(1) Les décédés de moins d'un an et de 1 à 4 ans sont classés par âge en années révolues. A partir de 5 ans, les décédés sont classés par année de naissance; l'âge indiqué n'est donc plus l'âge en années révolues, mais l'âge atteint dans l'année du décès (différence entre le millésime de l'année de décès et celui de l'année de naissance).

TABLEAU 1.04-11

Taux de mortalité par âge et sexe (*Nombre annuel de décédés pour 1.000 personnes de chaque groupe d'âge*) (1)

Source : I.N.S.E.E.

Année (ou moyenne annuelle)	Tous âges	Moins d'un an (1)	1 à 4 ans	5 à 9 ans	10 à 14 ans	15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans	35 à 39 ans	40 à 44 ans	45 à 49 ans	50 à 54 ans	55 à 59 ans	60 à 64 ans	65 à 69 ans	70 à 79 ans	80 ans ou plus
Les deux sexes :																		
1935-1937	15,6	71,5	5,90	1,74	1,39	2,57	4,25	4,45	5,11	6,14	7,62	9,85	13,4	18,2	26,6	39,3	75,8	185
1946-1947	13,3	74,4	4,42	1,24	0,93	1,64	2,55	2,92	3,11	3,53	4,52	6,38	8,76	13,0	19,7	30,7	72,2	162
1953-1955	12,3	40,4	1,86	0,481	0,409	0,779	1,20	1,51	1,91	2,64	3,82	6,00	9,20	13,2	19,0	29,3	61,3	164
1961-1965	11,1	24,4	1,06	0,406	0,334	0,710	1,05	1,23	1,56	2,19	3,16	4,98	7,68	11,8	18,0	26,4	52,9	149
1966-1970	11,0	20,1	0,847	0,401	0,345	0,804	1,13	1,18	1,44	2,11	3,19	4,84	7,44	11,2	17,3	26,5	50,3	141
1971-1975	10,7	15,4	0,749	0,389	0,337	0,896	1,21	1,09	1,35	1,95	3,14	4,81	7,05	10,5	15,7	24,4	47,7	137
1972	10,6	16,0	0,754	0,400	0,347	0,918	1,27	1,16	1,45	2,05	3,20	4,85	7,04	10,8	15,9	24,9	47,7	135
1973	10,7	15,4	0,765	0,399	0,336	0,928	1,26	1,08	1,35	1,93	3,16	4,78	6,94	10,5	15,6	24,3	47,8	139
1974	10,5	14,6	0,756	0,374	0,329	0,890	1,17	1,05	1,32	1,86	3,07	4,79	7,10	10,4	15,3	23,7	47,1	135
1975	10,6	13,7	0,674	0,362	0,312	0,847	1,16	1,04	1,24	1,86	3,07	4,83	7,15	10,1	15,3	23,8	47,3	136
1976	10,5	12,5	0,620	0,343	0,300	0,877	1,22	1,07	1,23	1,86	2,98	4,83	7,12	10,1	15,2	23,0	46,4	134
1977	10,1	11,4	0,624	0,345	0,308	0,852	1,20	1,07	1,20	1,79	2,85	4,70	6,83	9,71	14,6	21,6	44,1	125
1978	10,3	10,6	0,617	0,343	0,289	0,831	1,15	1,03	1,17	1,71	2,78	4,68	6,68	9,70	14,7	21,3	44,2	128
1979	10,1	10,1	0,553	0,327	0,291	0,856	1,19	1,06	1,20	1,71	2,75	4,47	6,87	9,70	14,0	20,7	42,8	125
1980	10,2	10,0	0,582	0,331	0,291	0,852	1,23	1,08	1,20	1,69	2,71	4,43	6,75	9,47	13,4	20,4	42,3	125
1981	10,3	9,83	0,564	0,319	0,286	0,792	1,16	1,06	1,22	1,67	2,60	4,25	6,64	9,34	13,4	20,5	42,0	127
Sexe masculin :																		
1935-1937	17,0	80,4	6,24	1,83	1,38	2,59	4,55	4,83	6,05	7,57	9,80	12,6	17,1	23,3	33,2	48,2	88,4	208
1946-1947	14,0	82,8	4,75	1,36	1,04	1,82	2,86	3,26	3,45	4,02	5,46	8,00	11,5	16,8	25,1	38,2	73,7	182
1953-1955	13,0	45,6	1,99	0,542	0,489	1,01	1,55	1,89	2,33	3,19	4,74	7,74	12,1	17,9	26,2	39,0	76,6	187
1961-1965	11,7	27,6	1,15	0,478	0,407	0,961	1,43	1,67	2,05	2,86	4,14	6,57	10,5	16,7	25,5	37,5	69,6	174
1966-1970	11,6	22,7	0,934	0,468	0,419	1,10	1,59	1,61	1,92	2,79	4,26	6,52	10,1	15,9	25,0	38,2	67,5	168
1971-1975	11,3	17,4	0,837	0,454	0,412	1,25	1,77	1,51	1,78	2,60	4,26	6,60	9,81	15,0	22,8	35,3	64,7	163
1972	11,3	18,0	0,861	0,455	0,415	1,27	1,86	1,60	1,94	2,71	4,30	6,60	9,70	15,4	23,0	36,1	64,6	160
1973	11,3	17,2	0,855	0,457	0,409	1,30	1,83	1,51	1,81	2,53	4,30	6,56	9,86	15,0	22,4	35,1	64,5	166
1974	11,2	16,5	0,868	0,434	0,411	1,24	1,72	1,45	1,69	2,54	4,18	6,62	9,82	14,7	22,5	34,4	64,1	160
1975	11,3	15,3	0,748	0,438	0,388	1,19	1,65	1,43	1,62	2,50	4,22	6,74	10,1	14,3	22,5	34,7	64,8	163
1976	11,2	14,2	0,678	0,391	0,363	1,22	1,83	1,49	1,67	2,47	4,08	6,77	10,1	14,5	22,4	33,8	63,9	160
1977	10,8	13,2	0,683	0,406	0,374	1,19	1,76	1,47	1,62	2,35	3,95	6,64	9,78	14,0	21,5	31,9	61,2	150
1978	11,0	12,0	0,719	0,397	0,354	1,17	1,70	1,45	1,55	2,23	3,81	6,61	9,68	14,0	21,8	31,6	61,8	154
1979	10,8	11,3	0,642	0,370	0,360	1,20	1,78	1,53	1,63	2,24	3,75	6,35	9,86	14,1	20,6	30,8	60,0	149
1980	10,9	11,6	0,642	0,395	0,352	1,20	1,84	1,55	1,60	2,22	3,66	6,24	9,70	13,8	19,8	30,4	59,3	148
1981	10,9	11,3	0,625	0,364	0,344	1,07	1,75	1,52	1,65	2,17	3,50	5,99	9,66	13,7	19,6	30,3	58,8	150
Sexe féminin :																		
1935-1937	14,3	62,2	5,56	1,65	1,40	2,54	3,95	4,06	4,15	4,71	5,83	7,59	10,4	13,9	20,9	32,1	66,5	172
1946-1947	12,6	65,5	4,09	1,12	0,830	1,46	2,25	2,59	2,78	3,04	3,58	4,80	6,97	10,1	15,7	25,2	54,2	151
1953-1955	11,7	34,9	1,72	0,422	0,326	0,541	0,836	1,12	1,48	2,10	2,90	4,30	6,39	9,25	14,0	22,7	51,6	152
1961-1965	10,5	21,1	0,966	0,331	0,258	0,447	0,649	0,757	1,05	1,50	2,20	3,44	5,00	7,32	11,4	18,6	43,3	137
1966-1970	10,3	17,4	0,756	0,330	0,268	0,494	0,654	0,715	0,927	1,40	2,11	3,20	4,89	6,87	10,6	17,3	40,2	130
1971-1975	10,1	13,4	0,656	0,322	0,258	0,529	0,638	0,645	0,881	1,27	1,98	3,02	4,40	6,47	9,52	15,6	36,8	126
1972	10,0	14,0	0,642	0,343	0,276	0,553	0,666	0,678	0,973	1,35	2,07	3,10	4,47	6,64	9,84	15,9	37,1	124
1973	10,2	13,5	0,671	0,338	0,259	0,543	0,678	0,636	0,859	1,30	1,99	3,01	4,32	6,42	9,54	15,7	37,2	128
1974	9,94	12,5	0,639	0,312	0,243	0,526	0,592	0,621	0,904	1,14	1,92	2,94	4,40	6,34	9,14	15,0	36,0	125
1975	10,0	11,9	0,596	0,282	0,233	0,496	0,604	0,628	0,830	1,18	1,89	2,92	4,32	6,15	9,14	15,1	35,7	126
1976	9,89	10,7	0,560	0,294	0,234	0,517	0,594	0,630	0,759	1,21	1,84	2,88	4,24	5,96	8,95	14,4	34,8	123
1977	9,43	9,7	0,562	0,282	0,238	0,499	0,629	0,648	0,751	1,18	1,71	2,73	3,97	5,71	8,65	13,4	32,6	115
1978	9,59	9,2	0,510	0,286	0,221	0,482	0,575	0,589	0,771	1,13	1,70	2,73	3,96	5,72	8,55	13,0	32,4	118
1979	9,46	8,7	0,458	0,282	0,219	0,499	0,579	0,581	0,746	1,14	1,70	2,57	3,96	5,64	8,24	12,6	31,2	115
1980	9,55	8,4	0,519	0,263	0,226	0,493	0,593	0,597	0,764	1,12	1,71	2,59	3,86	5,46	7,77	12,5	30,9	115
1981	9,71	8,3	0,500	0,271	0,225	0,503	0,556	0,589	0,753	1,12	1,65	2,47	3,67	5,31	7,85	12,7	30,6	117

(1) Taux révisés pour prendre en compte l'intégration des " faux " mort-nés dans les statistiques de décès d'une part, la réévaluation des effectifs par sexe et âge des années 1969 à 1974, d'autre part.

TABLEAU 1.04 - 12

Table de mortalité 1979-1981

(Mortalité générale, faux mort-nés inclus)

Q(*x*) Quotient de mortalité de l'âge *x* à l'âge *x* + 1 pour 100.000 survivants à l'âge *x*.
S(*x*) Survivants à l'âge *x* pour 100.000 nés vivants.
E(*x*) Expérance de vie à l'âge *x* (en années).

Source : I.N.S.E.E.

Âge exact *x*	Sexe masculin			Sexe féminin			Les deux sexes		
	S (*x*)	Q (*x*, *x* + 1)	E (*x*)	S (*x*)	Q (*x*, *x* + 1)	E (*x*)	S (*x*)	Q (*x*, *x* + 1)	E (*x*)
0	100.000	1.135	70,24	100.000	841	78,38	100.000	992	74,21
1	98.864	98	70,04	99.158	85	78,04	99.007	91	73,95
2	98.767	59	69,11	99.074	47	77,10	98.917	53	73,02
3	98.709	52	68,15	99.028	39	76,14	98.864	46	72,05
4	98.657	48	67,18	98.989	34	75,17	98.819	41	71.09
5	98.610	42	66,21	98.956	29	74,20	98.779	36	70,12
6	98.569	37	65,24	98.927	28	73,22	98.743	33	69,14
7	98.532	37	64,27	98.899	27	72,24	98.711	32	68,16
8	98.495	35	63,29	98.873	25	71,26	98.680	30	67,18
9	98.461	33	62,31	98.848	22	70,27	98.650	28	66,20
10	98.428	32	61,33	98.826	21	69,29	98.622	27	65,22
11	98.396	34	60,35	98.805	22	68,30	98.596	28	64,24
12	98.363	34	59,37	98.784	21	67,32	98.568	28	63,26
13	98.329	37	58,39	98.763	23	66,33	98.541	30	62,28
14	98.293	47	57,41	98.740	30	65,35	98.511	39	61,29
15	98.247	62	56,44	98.711	39	64,37	98.473	51	60,32
16	98.186	88	55,47	98.672	47	63,39	98.423	68	59,35
17	98.100	131	54,52	98.625	53	62,42	98.356	93	58,39
18	97.971	172	53,59	98.573	61	61,45	98.265	118	57,44
19	97.802	188	52,69	98.513	63	60,49	98.149	127	56,51
20	97.618	189	51,78	98.450	60	59,53	98.024	126	55,58
21	97.434	187	50,88	98.391	57	58,57	97.901	123	54,65
22	97.251	177	49,98	98.335	57	57,60	97.780	118	53,72
23	97.079	168	49,06	98.279	56	56,63	97.665	113	52,78
24	96.916	163	48,14	98.224	56	55,66	97.555	110	51,84
25	96.758	158	47,22	98.169	59	54,69	97.447	109	50,90
26	96.605	151	46,30	98.111	59	53,73	97.340	106	49,95
27	96.459	151	45,37	98.053	57	52,76	97.237	105	49,00
28	96.313	151	44,43	97.997	58	51,79	97.135	106	48,05
29	96.167	153	43,50	97.940	65	50,82	97.032	110	47,10
30	96.020	154	42,57	97.876	69	49,85	96.926	112	46,16
31	95.873	154	41,63	97.809	70	48,88	96.817	112	45,21
32	95.725	165	40,69	97.740	76	47,92	96.709	121	44,26
33	95.568	172	39,76	97.666	84	46,95	96.592	129	43,31
34	95.403	184	38,83	97.584	93	45,99	96.467	139	42,37
35	95.227	199	37,90	97.493	101	45,04	96.333	150	41,42
36	95.038	213	36,97	97.395	114	44,08	96.188	164	40,49
37	94.836	230	36,05	97.283	121	43,13	96.030	176	39,55
38	94.618	245	35,13	97.165	120	42,18	95.861	183	38,62
39	94.386	271	34,22	97.049	129	41,23	95.686	200	37,69
40	94.131	301	33,31	96.924	147	40,28	95.494	224	36,76
41	93.848	335	32,41	96.782	163	39,34	95.280	250	35,85
42	93.533	377	31,52	96.624	173	38,41	95.041	276	34,93
43	93.181	423	30,63	96.456	188	37,47	94.779	306	34,03
44	92.787	469	29,76	96.275	204	36,54	94.489	337	33,13
45	92.351	514	28,90	96.079	221	35,62	94.171	368	32,24
46	91.877	577	28,05	95.867	241	34,69	93.824	409	31,36
47	91.347	641	27,21	95.636	261	33,78	93.440	452	30,49
48	90.761	712	26,38	95.386	287	32,86	93.018	499	29,62
49	90.115	786	25,56	95.112	308	31,96	92.553	547	28,77

TABLEAU 1.04 - 12 *(suite et fin)*

Table de mortalité 1979-1981.

(Mortalité générale, faux mort-nés inclus)

Q(*x*) Quotient de mortalité de l'âge *x* à l'âge *x* + 1 pour 100.000 survivants à l'âge *x*.
S (*x*) Survivants à l'âge *x* pour 100.000 nés vivants.
E (*x*) Espérance de vie à l'âge *x* (en années).

Source : I.N.S.E.E.

Âge exact *x*	Sexe masculin			Sexe féminin			Les deux sexes		
	S (*x*)	Q (*x*, *x* + 1)	E (*x*)	S (*x*)	Q (*x*, *x* + 1)	E (*x*)	S (*x*)	Q (*x*, *x* + 1)	E (*x*)
50	89.407	855	24,76	94.818	339	31,05	92.048	595	27,93
51	88.642	932	23,97	94.497	369	30,16	91.500	648	27,09
52	87.816	1.012	23,19	94.149	397	29,27	90.906	701	26,26
53	86.927	1.096	22,43	93.775	429	28,38	90.269	758	25,44
54	85.974	1.160	21,67	93.373	457	27,50	89.585	802	24,64
55	84.977	1.231	20,92	92.946	484	26,63	88.866	849	23,83
56	83.931	1.312	20,17	92.497	518	25,75	88.811	905	23,03
57	82.830	1.404	19,43	92.017	558	24,88	87.313	969	22,24
58	81.667	1.514	18,70	91.504	605	24,02	86.467	1.045	21,45
59	80.430	1.634	17,98	90.950	661	23,16	85.564	1.130	20,67
60	79.116	1.780	17,27	90.349	712	22,32	84.597	1.223	19,90
61	77.708	1.945	16,58	89.706	770	21,47	83.563	1.329	19,14
62	76.196	2.123	15,90	89.015	844	20,63	82.452	1.449	18,39
63	74.579	2.290	15,23	88.264	905	19,81	81.257	1.556	17,66
64	72.870	2.434	14,58	87.465	985	18,98	79.993	1.661	16,93
65	71.097	2.621	13,93	86.603	1.075	18,17	78.664	1.790	16,20
66	69.233	2.836	13,29	85.672	1.162	17,36	77.256	1.930	15,49
67	67.270	3.078	12,66	84.677	1.274	16,56	75.764	2.094	14,79
68	65.199	3.358	12,05	83.598	1.414	15,76	74.178	2.289	14,09
69	63.010	3.685	11,45	82.416	1.603	14,98	72.480	2.530	13,41
70	60.688	4.059	10,87	81.095	1.815	14,22	70.646	2.802	12,75
71	58.225	4.456	10,31	79.623	2.037	13,47	68.667	3.087	12,10
72	55.630	4.884	9,76	78,001	2.300	12,74	66.547	3.406	11,47
73	52.913	5.359	9,24	76.207	2.628	12,03	64.281	3.779	10,85
74	50.077	5.874	8,74	74.205	2.988	11,34	61.852	4.185	10,26
75	47.136	6.422	8,25	71.987	3.369	10,68	59.263	4.613	9,69
76	44.109	7.033	7,78	69.562	3.808	10,03	56.530	5.096	9,13
77	41.006	7.695	7,33	66.913	4.295	9,41	53.649	5.626	8,60
78	37.851	8.412	6,90	64.039	4.852	8,81	50.631	6.215	8,08
79	34.667	9.247	6,49	60.932	5.505	8,23	47.484	6.904	7,58
80	31.461	10.212	6,10	57.577	6.292	7,68	44.206	7.720	7,11
81	28.248	11.142	5,74	53.954	7.149	7,17	40.793	8.565	6,66
82	25.100	12.135	5,40	50.097	8.095	6,68	37.299	9.487	6,24
83	22.054	13.116	5.08	46.042	9.157	6,22	33.760	10.481	5,84
84	19.162	14.127	4,77	41.826	10.274	5,80	30.222	11.525	5,47
85	16.455	15.390	4,47	37.528	11.328	5,41	26.739	12.608	5,11
86	13.922	16.722	4,20	33.277	12.582	5,04	23.367	13.845	4,78
87	11.594	18.152	3,94	29.090	14.018	4,69	20.132	15.237	4,47
88	9.489	19.677	3,70	25.012	15.470	4,38	17.064	16.667	4,18
89	7.622	21.157	3,49	21.143	16.980	4,09	14.220	18.126	3,92
90	6.009	22.731	3,29	17.553	18.250	3,82	11.642	19.434	3,68
91	4.643	23.954	3,11	14.349	19.539	3,56	9.380	20.658	3,45
92	3.531	25.064	2,94	11.545	21.384	3,31	7.442	22.278	3,22
93	2.646	27.312	2,75	9.076	23.507	3,07	5.784	24.398	3,00
94	1.923	29.952	2,60	6.943	25.264	2,87	4.373	26.320	2,81
95	1.347	30.785	2,50	5.189	26.647	2,67	3.222	27.533	2,63
96	932	30.007	2,40	3.806	27.758	2,46	2.334	28.218	2,44
97	652	29.189	2,21	2.749	28.672	2,21	1.676	28.775	2,21
98	462	22.521	1,92	1.961	23.234	1,90	1.193	23.092	1,90
99	358	15.770	1,34	1.505	17.296	1,32	918	16.991	1,33

AU 1.04 - 13

on de la mortalité d'après les tables de mortalité

Source : I.N.S.E.E.

Année (ou moyenne annuelle)	Âge en années																							
	0	1	2	3	4	5	10	15	20	25	30	35	40	45	50	55	60	65	70	75	80	85
SURVIVANTS AUX ÂGES INDIQUÉS POUR 10.000 NÉS VIVANTS (1)																						
Sexe masculin																						
1933-1938	10.000	9.238	9.107	9.058	9.024	8.999	8.916	8.852	8.720	8.520	8.310	8.058	7.748	7.372	6.909	6.328	5.608	4.722	3.665	2.487	1.348	519
1946-1949	10.000	9.313	9.246	9.219	9.200	9.186	9.139	9.097	9.023	8.910	8.785	8.645	8.475	8.238	7.895	7.423	6.791	5.939	4.841	3.484	2.047	872
1952-1956	10.000	9.592	9.549	9.533	9.523	9.515	9.490	9.464	9.413	9.336	9.247	9.136	8.896	8.767	8.418	7.901	7.188	6.270	5.107	3.688	2.161	907
1960-1964	10.000	9.757	9.735	9.724	9.717	9.710	9.688	9.667	9.620	9.549	9.469	9.369	9.234	9.039	8.738	8.272	7.579	6.633	5.446	4.039	2.502	1.165
1966-1970	10.000	9.809	9.793	9.785	9.778	9.772	9.750	9.727	9.670	9.595	9.516	9.421	9.284	9.079	8.769	8.316	7.647	6.702	5.474	4.044	2.546	1.227
1973-1977	10.000	9.847	9.836	9.828	9.822	9.817	9.796	9.776	9.711	9.627	9.556	9.473	9.352	9.150	8.838	8.391	7.777	6.930	5.798	4.387	2.836	1.440
1973	10.000	9.857	9.845	9.836	9.830	9.824	9.801	9.780	9.710	9.624	9.550	9.462	9.336	9.130	8.822	8.384	7.762	6.900	5.739	4.308	2.768	1.376
1974	10.000	9.862	9.851	9.841	9.834	9.828	9.807	9.786	9.719	9.637	9.567	9.484	9.358	9.154	8.844	8.403	7.779	6.916	5.774	4.349	2.804	1.425
1975 ■	10.000	9.846	9.836	9.829	9.822	9.817	9.796	9.776	9.712	9.632	9.563	9.483	9.360	9.154	8.836	8.384	7.768	6.912	5.762	4.348	2.789	1.395
1976	10.000	9.858	9.848	9.842	9.836	9.831	9.812	9.793	9.727	9.640	9.569	9.487	9.366	9.166	8.846	8.392	7.764	6.927	5.799	4.398	2.843	1.446
1977	10.000	9.868	9.859	9.852	9.846	9.841	9.821	9.802	9.737	9.654	9.583	9.502	9.387	9.193	8.880	8.439	7.832	7.021	5.936	4.557	3.009	1.592
1978	10.000	9.880	9.870	9.863	9.857	9.852	9.832	9.814	9.750	9.670	9.601	9.523	9.412	9.223	8.910	8.473	7.871	7.038	5.959	4.580	3.004	1.549
1979	10.000	9.888	9.879	9.872	9.867	9.862	9.844	9.825	9.760	9.674	9.601	9.521	9.409	9.226	8.924	8.480	7.882	7.052	6.016	4.662	3.099	1.633
1980	10.000	9.984	9.875	9.868	9.863	9.858	9.839	9.821	9.756	9.667	9.593	9.514	9.404	9.225	8.929	8.488	7.901	7.102	6.065	4.708	3.151	1.651
1981	10.000	9.889	9.880	9.874	9.868	9.863	9.846	9.828	9.769	9.685	9.612	9.532	9.423	9.252	8.963	8.523	7.939	7.142	6.117	4.769	3.195	1.666
Sexe féminin																						
1933-1938	10.000	9.407	9.289	9.244	9.213	9.190	9.112	9.044	8.914	8.734	8.557	8.378	8.178	7.938	7.630	7.239	6.728	6.035	5.084	3.835	2.406	1.123
1946-1949	10.000	9.461	9.399	9.376	9.360	9.349	9.310	9.277	9.218	9.130	9.028	8.916	8.790	8.636	8.427	8.134	7.723	7.123	6.242	4.971	3.368	1.744
1952-1956	10.000	9.686	9.647	9.633	9.624	9.617	9.598	9.581	9.553	9.513	9.459	9.386	9.285	9.146	8.941	8.649	8.239	7.653	6.784	5.501	3.776	1.981
1960-1964	10.000	9.815	9.795	9.786	9.780	9.775	9.760	9.747	9.723	9.691	9.652	9.600	9.525	9.413	9.251	9.017	8.676	8.169	7.394	6.210	4.523	2.579
1966-1970	10.000	9.853	9.839	9.832	9.827	9.823	9.807	9.794	9.768	9.736	9.700	9.653	9.582	9.477	9.318	9.087	8.763	8.283	7.548	6.407	4.791	2.870
1973-1977	10.000	9.883	9.874	9.868	9.863	9.859	9.845	9.832	9.806	9.776	9.744	9.703	9.642	9.549	9.406	9.199	8.911	8.502	7.866	6.850	5.297	3.316
1973	10.000	9.888	9.878	9.871	9.866	9.862	9.845	9.832	9.804	9.771	9.739	9.696	9.630	9.531	9.384	9.171	8.876	8.441	7.768	6.704	5.113	3.138
1974	10.000	9.895	9.886	9.879	9.875	9.870	9.855	9.843	9.815	9.787	9.755	9.710	9.652	9.555	9.410	9.198	8.899	8.486	7.832	6.794	5.233	3.256
1975 ■	10.000	9.886	9.876	9.870	9.866	9.862	9.848	9.836	9.810	9.781	9.750	9.708	9.648	9.553	9.408	9.201	8.902	8.489	7.839	6.817	5.254	3.260
1976	10.000	9.893	9.885	9.879	9.874	9.871	9.856	9.844	9.817	9.788	9.757	9.718	9.658	9.565	9.422	9.216	8.930	8.530	7.909	6.911	5.354	3.369
1977	10.000	9.903	9.895	9.889	9.884	9.880	9.866	9.854	9.828	9.797	9.765	9.726	9.667	9.581	9.445	9.252	8.977	8.593	8.007	7.047	5.560	3.608
1978	10.000	9.908	9.900	9.895	9.891	9.887	9.874	9.862	9.837	9.809	9.780	9.740	9.682	9.597	9.461	9.269	8.993	8.607	8.029	7.075	5.597	3.601
1979	10.000	9.913	9.906	9.901	9.897	9.894	9.881	9.869	9.843	9.815	9.786	9.747	9.691	9.605	9.477	9.285	9.015	8.635	8.076	7.151	5.712	3.727
1980	10.000	9.916	9.908	9.902	9.898	9.895	9.882	9.870	9.844	9.815	9.784	9.747	9.690	9.604	9.476	9.288	9.028	8.658	8.111	7.201	5.764	3.772
1981	10.000	9.919	9.911	9.906	9.902	9.899	9.885	9.874	9.847	9.820	9.791	9.753	9.696	9.613	9.490	9.311	9.056	8.682	8.133	7.236	5.795	3.773
ESPÉRANCE DE VIE (Nombre moyen d'années restant à vivre AUX ÂGES INDIQUÉS (1) aux personnes qui atteignent l'âge indiqué)																						
Sexe masculin																						
1933-1938	55,9	59,5	59,4	58,7	57,9	57,1	52,6	47,9	43,6	39,6	35,5	31,6	27,7	24,0	20,4	17,1	13,9	11,1	8,5	6,3	4,6	3,3
1946-1949	61,9	65,4	64,9	64,1	63,2	62,3	57,6	52,9	48,3	43,9	39,4	35,0	30,7	26,5	22,5	18,8	15,3	12,1	9,3	6,9	5,0	3,6
1952-1956	65,0	66,8	66,1	65,2	64,3	63,3	58,5	53,6	48,9	44,3	39,7	35,1	30,7	26,4	22,4	18,7	15,2	12,1	9,3	6,8	4,9	3,4
1960-1964	67,5	68,2	67,3	66,4	65,5	64,5	59,6	54,7	50,0	45,4	40,7	36,1	31,6	27,3	23,1	19,3	15,8	12,7	9,9	7,5	5,4	3,9
1966-1970	68,0	68,3	67,4	66,4	65,5	64,5	59,7	54,8	50,1	45,5	40,8	36,2	31,7	27,4	23,3	19,4	15,8	12,7	10,0	7,6	5,6	4,0
1973-1977	69,1	69,2	68,2	67,3	66,3	65,4	60,5	55,6	51,0	46,4	41,7	37,1	32,5	28,2	24,1	20,2	16,6	13,3	10,4	7,9	5,9	4,3
1973	68,9	68,9	68,0	67,0	66,1	65,1	60,2	55,4	50,8	46,2	41,5	36,9	32,3	28,0	23,9	20,0	16,4	13,1	10,3	7,8	5,8	4,2
1974	68,9	69,1	68,1	67,2	66,3	65,3	60,4	55,6	50,9	46,3	41,6	37,0	32,5	28,1	24,0	20,1	16,5	13,3	10,4	7,9	5,9	4,3
1975 ■	69,1	69,1	68,1	67,2	66,2	65,3	60,4	55,5	50,9	46,3	41,6	36,9	32,4	28,0	24,0	20,1	16,5	13,2	10,3	7,8	5,8	4,3
1976	69,2	69,2	68,2	67,3	66,3	65,4	60,5	55,6	51,0	46,4	41,7	37,1	32,5	28,1	24,1	20,2	16,7	13,4	10,4	7,9	5,9	4,3
1977	69,7	69,7	68,7	67,8	66,8	65,8	61,0	56,1	51,4	46,9	42,2	37,5	33,0	28,6	24,5	20,7	17,1	13,7	10,7	8,2	6,2	4,5
1978	69,9	69,7	68,8	67,8	66,9	65,9	61,0	56,1	51,5	46,9	42,2	37,5	32,9	28,6	24,5	20,6	17,0	13,7	10,7	8,1	6,0	4,4
1979	70,1	69,9	69,0	68,0	67,0	66,1	61,2	56,3	51,7	47,1	42,4	37,8	33,2	28,8	24,7	20,8	17,2	13,9	10,9	8,3	6,2	4,5
1980	70,2	70,0	69,1	68,1	67,2	66,2	61,3	56,4	51,8	47,2	42,6	37,9	33,3	28,9	24,8	20,9	17,3	14,0	10,9	8,3	6,2	4,5
1981	70,4	70,2	69,3	68,3	67,3	66,4	61,5	56,6	51,9	47,4	42,7	38,0	33,4	29,0	24,9	21,0	17,4	14,0	10,9	8,3	6,1	4,4
Sexe féminin																						
1933-1938	61,6	64,5	64,3	63,6	62,8	62,0	57,5	52,9	48,6	44,6	40,5	36,3	32,1	28,0	24,0	20,2	16,5	13,1	10,1	7,5	5,5	4,0
1946-1949	67,4	70,3	69,7	68,9	68,0	67,1	62,4	57,6	52,9	48,4	43,9	39,4	35,0	30,6	26,2	22,1	18,1	14,4	11,1	8,3	6,0	4,2
1952-1956	71,2	72,4	71,7	70,8	69,9	69,0	64,1	59,2	54,4	49,6	44,8	40,2	35,6	31,1	26,7	22,6	18,5	14,8	11,3	8,3	6,0	4,1
1960-1964	74,4	74,8	74,0	73,0	72,1	71,1	66,2	61,3	56,5	51,6	46,8	42,1	37,4	32,8	28,3	24,0	19,8	15,9	12,3	9,1	6,5	4,6
1966-1970	75,4	75,6	74,7	73,7	72,8	71,8	66,9	62,0	57,1	52,3	47,5	42,7	38,0	33,4	28,9	24,6	20,4	16,4	12,8	9,6	6,9	4,9
1973-1977	77,0	76,9	76,0	75,0	74,1	73,1	68,2	63,3	58,4	53,6	48,8	44,0	39,2	34,6	30,1	25,7	21,4	17,3	13,5	10,1	7,3	5,2
1973	76,5	76,4	75,4	74,5	73,5	72,6	67,7	62,8	57,9	53,1	48,3	43,5	38,8	34,2	29,6	25,3	21,0	17,0	13,2	9,9	7,1	5,0
1974	76,9	76,7	75,8	74,8	73,9	72,9	68,0	63,1	58,3	53,4	48,6	43,8	39,0	34,4	29,9	25,5	21,3	17,2	13,4	10,1	7,3	5,2
1975 ■	76,9	76,8	75,9	74,9	73,9	73,0	68,1	63,1	58,3	53,5	48,6	43,8	39,1	34,5	29,9	25,6	21,3	17,2	13,4	10,1	7,3	5,1
1976	77,2	77,0	76,1	75,2	74,2	73,2	68,3	63,4	58,6	53,7	48,9	44,1	39,3	34,7	30,2	25,8	21,5	17,4	13,6	10,2	7,4	5,2
1977	77,9	77,6	76,7	75,7	74,8	73,8	68,9	64,0	59,1	54,3	49,5	44,7	39,9	35,2	30,7	26,3	22,0	17,9	14,0	10,6	7,7	5,4
1978	78,0	77,7	76,7	75,8	74,8	73,8	68,9	64,0	59,2	54,3	49,5	44,7	39,9	35,3	30,7	26,3	22,0	17,9	14,0	10,5	7,6	5,4
1979	78,3	78,0	77,0	76,1	75,1	74,1	69,2	64,3	59,4	54,6	49,8	44,9	40,2	35,5	31,0	26,6	22,3	18,1	14,2	10,7	7,7	5,5
1980	78,4	78,1	77,1	76,2	75,2	74,2	69,3	64,4	59,6	54,7	49,9	45,1	40,3	35,7	31,1	26,7	22,4	18,2	14,3	10,7	7,7	5,5
1981	78,5	78,1	77,2	76,2	75,3	74,3	69,4	64,5	59,6	54,8	49,9	45,1	40,4	35,7	31,1	26,7	22,3	18,2	14,2	10,7	7,7	5,4

(1) Compte non tenu des « faux mort-nés » dans le calcul de la mortalité infantile jusqu'en 1974 inclus, sauf dans la table de la période 1973-1977.

3 671322 T 81

TABLEAU 1.04 - 14

Données de démographie régionale 1975

Source : I.N.S.E.E.

	Répartition par âge		Fécondité	Mortalité				Nuptialité		Évolution naturelle	
				Durée moyenne de vie (1974-1976)				Proportion de célibataires au 1-1-75			
	Moins de 20 ans %	65 ans et plus %	Taux brut de reproduction 1974-1976	Les deux sexes (ans)	Hommes (ans)	Femmes (ans)	Taux de mortalité infantile 1974-1976 °/₀₀	Hommes de 50 ans °/₀₀	Femmes de 50 ans °/₀₀	Taux d'accroissement naturel 1974-1976 °/₀₀	Taux net de reproduction 1974-1976
11 Région parisienne	**29,5**	**11,4**	**0,88**	**73,6**	**70,0**	**77,4**	**11,8**	**87**	**107**	**+ 6,3**	**0,86**
75 Ville de Paris	19,9	17,0	0,78	73,4	69,8	77,2	12,1	151	200	+ 2,2	0,76
77 Seine-et-Marne	34,8	11,4	0,96	72,9	69,3	76,7	11,9	77	56	+ 5,7	0,94
78 Yvelines	34,7	8,4	0,99	74,1	70,7	77,7	11,5	59	75	+ 9,6	0,97
91 Essonne	35,6	8,1	0,92	74,2	70,6	78,0	11,5	57	61	+ 9,3	0,91
92 Hauts-de-Seine	27,3	11,4	0,85	74,0	70,4	77,8	11,1	80	96	+ 5,8	0,83
93 Seine-Saint-Denis	32,5	9,2	0,95	72,6	69,0	76,3	13,7	71	68	+ 7,8	0,92
94 Val-de-Marne	30,5	10,4	0,88	73,6	70,0	77,3	11,0	71	79	+ 6,6	0,86
95 Val-d'Oise	35,0	8,7	0,92	73,6	70,1	77,3	11,0	52	62	+ 8,1	0,90
21 Champagne - Ardenne	**35,0**	**12,7**	**1,02**	**72,0**	**68,1**	**76,2**	**14,9**	**100**	**66**	**+ 5,1**	**0,99**
08 Ardennes	36,6	12,3	1,10	70,9	66,9	75,1	15,2	94	45	+ 4,7	1,07
10 Aube	32,5	14,9	0,97	72,9	68,9	77,0	13,6	96	80	+ 3,3	0,95
51 Marne	35,1	11,5	0,98	72,2	68,3	76,3	15,4	100	70	+ 6,8	0,95
52 Haute-Marne	35,7	13,3	1,06	72,2	68,2	76,3	14,4	116	65	+ 4,1	1,03
22 Picardie	**35,8**	**12,6**	**1,05**	**71,6**	**67,7**	**75,7**	**14,1**	**95**	**60**	**+ 5,1**	**1,03**
02 Aisne	35,5	13,3	1,06	71,5	67,6	75,6	14,2	100	56	+ 4,2	1,03
60 Oise	36,4	11,2	1,04	71,6	67,5	76,0	12,1	93	58	+ 6,2	1,01
80 Somme	35,3	13,5	1,07	71,7	68,0	75,6	16,1	92	66	+ 4,8	1,04
23 Haute-Normandie	**35,3**	**11,7**	**1,01**	**72,2**	**68,1**	**76,5**	**13,5**	**79**	**73**	**+ 6,0**	**0,98**
27 Eure	35,7	12,4	1,03	72,1	68,1	76,4	13,8	98	72	+ 5,2	1,00
76 Seine-Maritime	35,2	11,5	1,00	72,2	68,1	76,5	13,4	73	73	+ 6,3	0,97
24 Centre	**32,3**	**15,3**	**0,96**	**73,7**	**70,1**	**77,4**	**12,1**	**112**	**67**	**+ 2,7**	**0,93**
18 Cher	30,8	17,0	0,93	73,1	69,3	77,1	11,9	139	71	− 0,3	0,91
28 Eure-et-Loir	33,9	13,7	1,02	73,1	69,8	76,7	12,7	100	62	+ 4,7	1,00
36 Indre	29,7	18,9	0,96	73,5	70,1	77,0	13,0	154	67	− 1,2	0,94
37 Indre-et-Loire	33,4	14,1	0,92	74,2	70,4	78,1	11,9	93	70	+ 4,2	0,91
41 Loir-et-Cher	31,9	16,9	0,99	74,0	70,3	77,9	13,0	108	68	+ 2,1	0,97
45 Loiret	32,5	13,8	0,94	73,7	70,4	77,3	11,2	99	65	+ 4,0	0,92
25 Basse-Normandie	**35,5**	**12,4**	**1,05**	**72,4**	**68,1**	**76,8**	**12,4**	**98**	**85**	**+ 5,3**	**1,02**
14 Calvados	36,1	11,2	1,00	72,3	67,9	77,1	10,6	79	86	+ 6,9	0,98
50 Manche	34,7	13,4	1,10	72,3	68,0	76,8	13,9	111	86	+ 3,9	1,07
61 Orne	35,4	13,2	1,07	72,4	68,6	76,5	14,0	109	84	+ 4,3	1,04
26 Bourgogne	**32,0**	**16,0**	**0,98**	**72,9**	**68,9**	**77,0**	**13,7**	**129**	**73**	**+ 1,5**	**0,95**
21 Côte-d'Or	33,4	12,9	0,94	73,1	69,2	77,2	14,0	112	78	+ 5,0	0,92
58 Nièvre	30,1	19,1	0,93	72,9	69,1	77,0	12,8	142	68	− 2,5	0,90
71 Saône-et-Loire	32,1	15,8	1,01	72,9	68,9	77,2	13,8	130	75	+ 1,6	0,99
89 Yonne	31,0	18,2	1,01	72,3	68,2	76,7	13,7	140	66	− 0,4	0,98
31 Nord - Pas-de-Calais	**36,4**	**11,5**	**1,12**	**69,8**	**65,7**	**74,1**	**18,3**	**75**	**62**	**+ 5,9**	**1,09**
59 Nord	36,1	11,5	1,12	69,9	65,9	74,0	18,5	74	66	+ 6,3	1,09
62 Pas-de-Calais	36,7	11,5	1,12	69,8	65,3	74,4	17,8	76	56	+ 5,2	1,08
41 Lorraine	**35,3**	**11,1**	**0,98**	**71,3**	**67,2**	**75,6**	**17,1**	**94**	**70**	**+ 5,1**	**0,96**
54 Meurthe-et-Moselle	34,3	11,2	0,95	71,7	67,6	76,0	17,9	94	77	+ 5,6	0,93
55 Meuse	34,5	14,3	1,05	71,3	67,1	75,8	15,4	122	69	+ 2,7	1,03
57 Moselle	36,7	9,3	0,97	70,8	66,9	75,0	17,6	84	57	+ 5,8	0,95
88 Vosges	34,2	13,7	1,04	71,5	67,3	76,0	15,3	103	93	+ 3,7	1,02
42 Alsace	**33,6**	**12,4**	**0,92**	**71,1**	**67,0**	**75,3**	**15,0**	**83**	**94**	**+ 3,5**	**0,90**
67 Bas-Rhin	33,7	12,5	0,90	71,1	67,0	75,4	15,0	81	92	+ 3,3	0,88
68 Haut-Rhin	33,4	12,4	0,96	71,0	67,0	75,2	15,0	86	96	+ 3,7	0,93
43 Franche-Comté	**34,7**	**12,2**	**1,03**	**72,8**	**69,2**	**76,6**	**15,1**	**121**	**92**	**+ 5,7**	**1,01**
25 Doubs	36,2	9,5	1,03	73,1	69,6	76,7	16,3	103	91	+ 9,1	1,00
39 Jura	33,0	15,2	1,02	73,1	69,4	76,9	11,6	153	94	+ 2,0	1,00
70 Haute-Saône	34,1	15,1	1,09	72,1	68,4	76,1	17,2	139	99	+ 2,5	1,06
90 Territoire de Belfort	33,6	11,6	1,00	72,3	68,6	76,2	13,0	88	76	+ 5,5	0,98
52 Pays de la Loire	**35,7**	**12,8**	**1,11**	**72,8**	**68,9**	**76,9**	**12,6**	**102**	**91**	**+ 6,4**	**1,09**
44 Loire-Atlantique	35,2	11,8	1,07	71,7	67,2	76,4	12,1	106	90	+ 6,5	1,05
49 Maine-et-Loire	37,0	12,6	1,16	73,6	70,1	77,3	12,6	103	99	+ 7,9	1,14
53 Mayenne	35,3	13,0	1,15	72,3	68,1	76,7	12,0	104	95	+ 5,5	1,13
72 Sarthe	35,6	13,3	1,06	73,8	70,3	77,4	13,0	67	71	+ 5,7	1,04
85 Vendée	34,9	14,3	1,16	73,4	69,7	77,3	13,8	129	98	+ 5,5	1,13

TABLEAU 1.04 - 14 *(suite et fin)*

Données de démographie régionale 1975

Source : I.N.S.E.E.

	Répartition par âge		Fécondité	Mortalité				Nuptialité		Évolution naturelle	
				Durée moyenne de vie (1974-1976)				Proportion de célibataires au 1-1-75			
	Moins de 20 ans %	65 ans et plus %	Taux brut de reproduction 1974-1976	Les deux sexes (ans)	Hommes (ans)	Femmes (ans)	Taux de mortalité infantile 1974-1976 °/₀₀	Hommes de 50 ans °/₀₀	Femmes de 50 ans °/₀₀	Taux d'accroissement naturel 1974-1976 °/₀₀	Taux net de reproduction 1974-1976
53 Bretagne	**33,5**	**13,7**	**1,05**	**71,1**	**66,4**	**76,0**	**13,3**	**153**	**94**	**+ 2,9**	**1,02**
22 Côtes-du-Nord	32,6	15,3	1,06	71,1	66,4	76,0	14,0	171	89	+ 0,9	1,04
29 Finistère	32,6	14,5	1,02	71,3	66,2	76,6	11,7	171	104	+ 1,4	0,99
35 Ille-et-Vilaine	34,6	12,1	1,02	71,8	67,7	76,0	14,3	107	82	+ 6,0	1,00
56 Morbihan	34,5	13,1	1,12	70,1	65,2	75,2	13,4	164	101	+ 2,8	1,09
54 Poitou - Charentes	**32,5**	**15,7**	**0,97**	**73,9**	**70,5**	**77,5**	**13,5**	**113**	**64**	**+ 2,3**	**0,94**
16 Charente	31,7	15,9	0,97	73,4	69,8	77,2	16,4	115	58	+ 1,7	0,94
17 Charente-Maritime	31,9	16,1	0,95	73,5	69,9	77,4	14,0	104	62	+ 1,2	0,92
79 Deux-Sèvres	34,0	15,1	1,07	74,4	71,1	77,8	13,1	118	65	+ 3,7	1,04
86 Vienne	32,5	15,3	0,91	74,5	71,3	77,8	10,6	120	70	+ 2,9	0,89
72 Aquitaine	**30,0**	**16,2**	**0,87**	**73,3**	**69,6**	**77,3**	**13,6**	**130**	**79**	**+ 0,3**	**0,85**
24 Dordogne	28,0	18,9	0,85	73,2	69,6	76,9	13,4	155	58	− 3,6	0,83
33 Gironde	30,3	14,9	0,88	73,2	69,4	77,1	14,5	90	75	+ 2,2	0,85
40 Landes	30,1	17,2	0,89	73,0	68,9	77,4	11,9	157	73	− 1,2	0,87
47 Lot-et-Garonne	29,5	16,9	0,87	73,8	70,2	77,5	13,4	121	72	− 0,7	0,85
64 Pyrénées-Atlantiques	30,9	15,8	0,88	73,7	70,0	77,7	12,6	179	111	+ 0,6	0,86
73 Midi - Pyrénées	**29,3**	**16,4**	**0,83**	**74,0**	**70,7**	**77,4**	**14,4**	**142**	**82**	**− 0,2**	**0,81**
09 Ariège	26,9	21,1	0,86	74,1	71,3	77,1	18,9	171	81	− 4,5	0,83
12 Aveyron	28,8	18,6	0,94	74,4	70,9	78,0	14,5	192	104	− 1,4	0,92
31 Haute-Garonne	29,9	13,3	0,77	74,1	70,8	77,5	14,0	101	74	+ 3,0	0,76
32 Gers	28,4	18,5	0,82	74,5	71,4	77,7	12,0	198	76	− 2,8	0,79
46 Lot	28,0	19,0	0,87	73,4	70,4	76,5	13,8	182	72	− 3,8	0,85
65 Hautes-Pyrénées	29,6	16,0	0,79	72,7	69,1	76,4	17,1	170	102	− 2,0	0,77
81 Tarn	29,6	17,1	0,92	74,4	71,2	77,7	13,9	108	80	+ 0,1	0,90
82 Tarn-et-Garonne	29,8	17,2	0,90	73,6	70,0	77,3	14,2	144	75	− 0,9	0,87
74 Limousin	**26,9**	**19,8**	**0,83**	**73,8**	**70,1**	**77,6**	**12,4**	**163**	**74**	**− 3,3**	**0,82**
19 Corrèze	27,3	19,3	0,88	73,5	69,9	77,3	13,5	171	64	− 3,2	0,86
23 Creuse	25,6	24,0	0,90	73,0	69,0	77,2	13,2	214	97	− 7,9	0,88
87 Haute-Vienne	27,2	18,4	0,79	74,3	70,8	78,0	11,5	136	70	− 1,5	0,77
82 Rhône - Alpes	**32,5**	**12,4**	**0,94**	**73,1**	**69,2**	**77,1**	**12,3**	**122**	**92**	**+ 4,6**	**0,92**
01 Ain	32,2	13,5	0,95	73,5	69,9	77,3	12,0	147	88	+ 3,6	0,93
07 Ardèche	30,9	16,9	0,94	73,0	68,8	77,3	11,6	210	109	− 0,7	0,92
26 Drôme	32,4	14,3	0,94	73,4	69,7	77,3	13,0	132	74	+ 2,5	0,92
38 Isère	33,2	11,4	0,94	73,4	69,8	77,2	12,2	109	83	+ 5,7	0,92
42 Loire	32,2	13,6	1,00	72,5	68,5	76,8	14,4	110	81	+ 3,4	0,98
69 Rhône	32,4	11,3	0,93	73,2	69,4	77,2	11,1	95	103	+ 6,2	0,91
73 Savoie	32,9	12,3	0,92	72,3	68,2	76,5	12,0	146	95	+ 3,2	0,90
74 Haute-Savoie	33,2	10,5	0,90	72,6	68,4	76,9	13,4	151	99	+ 6,0	0,88
83 Auvergne	**30,4**	**16,0**	**0,91**	**72,6**	**68,6**	**76,8**	**14,0**	**167**	**91**	**+ 0,0**	**0,89**
03 Allier	29,3	18,1	0,89	73,0	69,2	77,0	12,0	160	81	− 2,4	0,87
15 Cantal	31,4	16,9	0,99	72,6	68,5	76,9	15,6	208	113	− 0,5	0,96
43 Haute-Loire	30,3	18,3	1,01	72,9	68,8	77,1	12,9	209	113	− 1,7	0,98
63 Puy-de-Dôme	30,9	13,6	0,89	72,2	68,1	76,5	15,1	145	84	+ 2,3	0,86
91 Languedoc - Roussillon	**29,0**	**17,2**	**0,84**	**74,0**	**70,5**	**77,7**	**14,6**	**117**	**78**	**− 0,7**	**0,82**
11 Aude	27,2	20,3	0,84	74,6	71,3	78,0	14,4	121	63	− 3,6	0,82
30 Gard	29,9	15,8	0,85	73,6	69,9	77,5	15,3	108	66	− 0,1	0,83
34 Hérault	29,4	16,2	0,80	74,4	70,9	78,1	14,1	100	95	+ 0,9	0,79
48 Lozère	29,7	18,5	0,96	72,8	69,0	76,7	17,1	337	153	− 2,1	0,93
66 Pyrénées-Orientales	28,0	18,4	0,88	73,5	70,0	77,2	14,2	105	64	− 2,2	0,86
93 Provence - Côte d'Azur	**28,8**	**15,4**	**0,83**	**73,7**	**70,0**	**77,6**	**13,3**	**104**	**83**	**+ 0,8**	**0,81**
04 Alpes-de-Haute-Provence	29,2	16,7	0,83	74,2	70,8	77,9	12,2	166	93	− 1,3	0,81
05 Hautes-Alpes	30,2	14,9	0,90	73,5	69,9	77,2	9,6	236	126	+ 1,2	0,88
06 Alpes-Maritimes	24,2	20,5	0,73	74,4	70,8	78,1	13,5	96	97	− 3,2	0,71
13 Bouches-du-Rhône	30,5	13,0	0,84	73,4	69,6	77,2	13,8	99	79	+ 2,8	0,82
83 Var	28,6	15,9	0,88	73,4	69,5	77,6	12,7	91	68	+ 0,1	0,86
84 Vaucluse	31,4	14,0	0,91	73,6	70,1	77,3	12,3	106	81	+ 2,5	0,88
94 Corse	**20,9**	**16,4**	**0,94**	**73,9**	**70,1**	**77,9**	**17,6**	**165**	**126**	**− 0,5**	**0,91**
France entière	**32,1**	**13,4**	**0,95**	**72,7**	**68,9**	**76,8**	**13,7**	**108**	**85**	**+ 3,8**	**0,93**

TABLEAU 1.04 - 15

Départements d'outre-mer : mouvement naturel de la population

Source : I.N.S.E.E.

Année	Nombre								
	Population moyenne (en milliers) (1)	Mariages	Divorces	Nés vivants (2)	Mort-nés		Décédés (2) (r)	Décédés de moins d'un an (2) (r)	Excédent des naissances sur les décès (r)
					Total	Ayant respiré			
GUADELOUPE									
1972	322,8	1.768	173	9.915	388	46	2.537	451	7.378
1973	324,2	1.739	157	9.398	357	45	2.548	375	6.850
1974	324,7	1.677	132	8.846	348	58	2.459	342	6.387
1975	324,5	1.668	199	8.257	272	35	2.351	296	5.906
1976	323,4	1.524	237	6.926	232	32	2.395	202	4.531
1977	320,8	1.426	285	6.321	199	23	2.297	186	4.024
1978	315,4	1.417	375	5.640	136	10	2.163	125	3.477
1979	311,4	1.409	399	5.818	146	7	2.154	89	3.664
1980	...	1.603	450	6.425	141	18	2.143	118	4.282
1981	...	1.597	413	6.514	115	12	2.170	126	4.344
1982	...	1.576	426	6.652	116	9	2.135	103	4.517
GUYANE									
1972	51,6	203	20	1.670	62	17	416	89	1.254
1973	53,2	241	25	1.473	44	13	418	91	1.055
1974	54,7	220	21	1.529	46	11	435	65	1.094
1975	56,3	219	26	1.476	43	5	408	59	1.068
1976	57,9	176	39	1.439	36	7	415	44	1.024
1977	59,7	200	55	1.476	25	9	463	57	1.013
1978	61,6	218	53	1.568	49	3	470	53	1.098
1979	63,5	234	56	1.704	43	16	454	64	1.250
1980	...	205	27	1.933	67	11	468	64	1.465
1981	...	195	67	2.056	56	14	430	73	1.626
1982	...	269	39	2.379	70	12	492	85	1.887
MARTINIQUE									
1972	326,5	1.543	200	8.656	284	46	2.326	290	6.330
1973	326,3	1.604	257	7.683	265	47	2.382	290	5.301
1974	325,3	1.440	410	7.317	277	36	2.427	264	4.890
1975	323,6	1.453	349	6.741	179	24	2.305	190	4.436
1976	321,0	1.261	380	5.873	175	19	2.344	165	3.529
1977	317,7	1.235	387	5.409	146	17	2.173	119	3.236
1978	313,9	1.283	397	5.065	110	18	2.188	93	2.877
1979	310,2	1.253	418	5.439	123	16	2.120	83	3.319
1980	...	1.190	396	5.363	118	25	2.164	107	3.199
1981	...	1.199	386	5.406	105	21	2.062	89	3.344
1982	...	1.303	380	5.384	90	8	2.121	78	3.263
RÉUNION									
1972	461,9	3.084	196	13.740	555	51	3.442	615	10.298
1973	469,8	3.150	204	13.287	592	46	3.423	527	9.864
1974	r 475,0	3.230	254	13.423	541	29	3.119	439	10.304
1975	r 481,1	3.346	352	13.301	523	30	3.212	348	10.089
1976	r 486,9	3.272	272	12.828	464	37	3.113	328	9.715
1977	r 492,4	3.136	355	12.517	366	27	3.119	256	9.398
1978	r 497,5	3.191	379	r 11.978	330	18	r 3.129	218	8.830
1979	r 502,6	3.275	483	r 12.444	319	19	r 3.021	213	9.410
1980	r 507,8	3.057	369	r 12.302	286	14	r 3.258	193	9.036
1981	512,6	2.814	466	r 11.838	242	9	r 3.161	154	8.656
1982	517,4	3.035	439	11.964	242	13	3.048	156	8.916
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON									
1972	5,7	48	...	139	–	...	55	3	84
1973	5,8	47	...	131	1	...	55	1	76
1974	5,8	36	...	97	2	...	53	–	44
1975	5,9	50	...	99	3	...	32	1	67
1976	5,9	50	...	107	1	...	50	1	57
1977	5,9	44	...	106	3	...	35	–	71
1978	5,9	46	...	r 108	2	...	45	–	63
1979	6,0	39	1	85	–	–	38	–	47
1980	6,0	32	–	90	–	–	39	–	51
1981	6,0	39	–	109	1	–	50	1	59
1982	6,0	32	–	127	–	–	34	–	93

(1) Population estimée en milieu d'année, pour la Guadeloupe, la Martinique et la Guyane, d'après le recensement de 1974. Cette série (et les taux qui en découlent) sera recalculée depuis 1974 dès que les résultats du recensement de 1982 seront disponibles. Pour la Réunion et Saint-Pierre-et-Miquelon, ce nouveau calcul a déjà été fait, ce qui explique les divergences avec la précédente édition. — (2) Y compris les mort-nés ayant respiré, sauf à Saint-Pierre-et-Miquelon avant 1979.

TABLEAU 1.04 - 15 *(suite et fin)*

Départements d'outre-mer : mouvement naturel de la population

Taux pour 1.000 habitants

Source : I.N.S.E.E.

Année	Taux				
	pour 1.000 habitants				Mortalité infantile (décédés de moins d'un an pour 1.000 nés vivants) (3)
	Nuptialité (nouveaux mariés)	Natalité (nés vivants)	Mortalité (décédés)	Accroissement naturel (excédent de naissances)	Taux rectifié (1)
GUADELOUPE					
1972	10,9	30,6	7,7	22,9	45
1973	10,7	29,0	7,7	21,3	40
1974	10,3	27,3	7,4	19,9	39
1975	10,3	25,4	7,1	18,3	36
1976	9,5	21,5	7,3	14,2	29
1977	8,9	19,7	7,0	12,7	29
1978	9,0	17,9	6,8	11,1	22
1979	9,0	18,7	6,9	11,8	15
1980	...	...	...	...	18
1981	...	...	...	...	19
1982	...	...	...	...	15
GUYANE					
1972	7,9	32,3	7,7	24,6	53
1973	9,1	27,7	7,6	20,1	61
1974	8,0	28,0	7,8	20,2	42
1975	7,8	26,2	7,2	19,0	40
1976	6,1	24,9	7,1	17,8	30
1977	6,7	24,7	7,6	17,1	38
1978	7,1	25,5	7,6	17,9	34
1979	7,4	26,8	6,9	19,9	37
1980	...	...	...	...	33
1981	...	...	...	...	36
1982	...	...	...	...	36
MARTINIQUE					
1972	9,5	26,5	7,0	19,5	r 34
1973	9,8	23,5	7,1	16,4	38
1974	8,9	22,5	7,4	15,1	r 36
1975	9,0	20,8	7,0	13,8	r 28
1976	7,9	18,3	7,2	11,1	28
1977	7,8	17,0	6,8	10,2	22
1978	8,2	16,1	6,9	9,2	18
1979	8,1	17,5	6,8	10,7	15
1980	...	...	...	...	20
1981	...	...	...	...	16
1982	...	...	...	...	36
RÉUNION (2)					
1972	13,3	29,7	7,5	22,2	45
1973	13,4	28,3	7,3	21,0	40
1974	13,6	28,3	6,6	21,7	33
1975	13,9	27,6	6,7	20,9	26
1976	13,4	26,3	6,4	19,9	26
1977	12,7	25,4	6,3	19,1	20
1978	12,8	r 24,1	6,3	r 17,8	18
1979	13,0	r 24,8	6,0	r 18,8	17
1980	12,0	24,2	6,4	17,8	16
1981	11,0	r 23,1	r 6,2	16,9	13
1982	11,7	23,1	r 5,9	r 17,2	13
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON (2) (3)					
1972	16,8	24,4	9,6	14,8	///
1973	16,2	22,6	9,5	13,1	///
1974	12,3	16,6	9,0	7,6	///
1975	17,0	16,9	5,4	11,5	///
1976	17,0	18,1	8,5	9,6	///
1977	14,6	17,9	5,9	12,0	///
1978	15,5	17,4	7,6	9,8	///
1979	13,1	14,2	6,4	7,8	///
1980	10,1	15,0	6,5	8,5	///
1981	13,0	18,1	8,3	9,8	///
1982	10,7	21,2	5,7	15,5	///

(1) Le taux rectifié inclut les faux morts-nés. — (2) Pour la Réunion et Saint-Pierre-et-Miquelon, les populations moyennes (donc les taux) 1974 à 1980 ont été rectifiées au vu des résultats du recensement de 1982. — (3) A Saint-Pierre-et-Miquelon, le faible nombre de décès de moins d'un an enlèverait toute signification au calcul d'un taux de mortalité infantile.

TABLEAU 1.04-16

Départements d'outre-mer : évolution de la mortalité d'après les tables de mortalité

Source : I.N.S.E.E.

Période et département		Âge en années								
		0	1	2	3	4	5	10	15	20
		SURVIVANTS AUX ÂGES INDIQUÉS POUR 10.000 NÉS VIVANTS								
		Sexe masculin								
1951-1955	Antilles	10.000	9.365	9.140	9.037	8.990	8.963	8.887	8.829	8.737
	Réunion	10.000	8.663	8.301	8.131	8.047	8.001	7.889	7.813	7.713
1959-1963	Antilles	10.000	9.530	9.397	9.343	9.317	9.303	9.260	9.233	9.176
	Réunion	10.000	9.085	8.872	8.794	8.753	8.728	8.666	8.629	8.553
1963-1967	Guadeloupe	10.000	9.469	9.386	9.342	9.316	9.303	9.253	9.219	9.163
	Martinique	10.000	9.521	9.411	9.383	9.363	9.351	9.310	9.283	9.235
	Réunion	10.000	9.165	9.040	8.991	8.965	8.941	8.888	8.847	8.770
1962-1967	Guyane	10.000	9.350	...	...	...	9.148	9.094	9.053	8.942
		Sexe féminin								
1951-1955	Antilles	10.000	9.481	9.282	9.184	9.132	9.102	9.037	8.989	8.895
	Réunion	10.000	8.835	8.419	8.253	8.177	8.131	8.026	7.957	7.871
1959-1963	Antilles	10.000	9.610	9.485	9.432	9.407	9.391	9.354	9.333	9.290
	Réunion	10.000	9.188	8.987	8.903	8.863	8.840	8.786	8.756	8.705
1963-1967	Guadeloupe	10.000	9.566	9.472	9.432	9.408	9.392	9.355	9.332	9.292
	Martinique	10.000	9.612	9.511	9.477	9.453	9.440	9.410	9.385	9.354
	Réunion	10.000	9.267	9.138	9.084	9.057	9.038	8.990	8.961	8.921
1962-1967	Guyane	10.000	9.492	...	...	...	9.336	9.289	9.246	9.147
		ESPÉRANCE DE VIE (Nombre moyen d'années restant à vivre aux personnes qui atteignent l'âge indiqué)								
		Sexe masculin								
1951-1955	Antilles	55,4	58,1	56,5	58,2	57,5	56,7	52,1	47,5	42,8
	Réunion	47,5	53,8	55,1	55,2	54,8	54,1	49,8	45,3	40,8
1959-1963	Antilles	62,5	64,6	64,5	63,9	63,0	62,1	57,4	52,6	47,9
	Réunion	54,1	58,6	58,9	58,4	58,7	56,8	52,2	47,4	42,8
1963-1967	Guadeloupe	62,5	65,0	64,6	63,8	63,0	62,1	57,4	52,9	47,8
	Martinique	63,3	65,5	65,2	64,4	63,5	62,6	57,9	53,0	48,3
	Réunion	55,8	59,8	59,6	59,0	58,2	57,3	52,6	47,9	43,3
1962-1967	Guyane	58,0	61,0	...	...	...	58,3	53,7	48,9	44,5
		Sexe féminin								
951-1955	Antilles	59,2	61,4	61,7	61,4	60,7	59,9	55,4	50,6	46,1
	Réunion	53,4	59,3	61,2	61,5	61,0	60,4	56,1	51,6	47,1
1959-1963	Antilles	66,5	68,1	68,0	67,4	66,6	65,7	61,0	56,1	51,3
	Réunion	60,6	64,9	65,4	64,9	64,7	63,4	58,8	54,0	49,3
1963-1967	Guadeloupe	67,3	69,4	69,0	68,3	67,5	66,6	61,9	57,0	52,3
	Martinique	67,4	69,1	68,9	68,1	67,3	66,4	61,6	56,7	51,9
	Réunion	62,4	66,3	66,2	65,6	64,8	64,0	59,3	54,6	49,7
1962-1967	Guyane	63,9	66,3	...	...	...	63,4	58,7	54,0	49,3

Période et département		Âge en années								
		25	30	35	40	45	50	55	60	65	70	75	80
		SURVIVANTS AUX ÂGES INDIQUÉS POUR 10.000 NÉS VIVANTS											
		Sexe masculin											
1951-1955	Antilles	8.604	8.424	8.174	7.832	7.369	6.782	6.076	5.255	4.336	3.325	2.249	1.255
	Réunion	7.553	7.338	7.070	6.739	6.338	5.837	5.187	4.378	3.455	2.498	1.570	797
1959-1963	Antilles	9.074	8.964	8.821	8.612	8.302	7.864	7.302	6.586	5.705	4.644	3.473	2.281
	Réunion	8.417	8.241	8.023	7.740	7.362	6.851	6.162	5.273	4.216	3.067	1.971	1.065
1963-1967	Guadeloupe	9.081	8.971	8.796	8.585	8.293	7.858	7.330	6.618	5.728	4.618	3.309	2.062
	Martinique	9.152	9.058	8.942	8.750	8.448	8.021	7.459	6.775	5.903	4.841	3.596	2.300
	Réunion	8.038	8.483	8.269	7.997	7.658	7.099	6.434	5.499	4.507	3.293	2.078	1.122
1962-1967	Guyane	8.852	8.736	8.582	8.328	7.972	7.526	6.843	6.140	4.966	3.889	2.519	...
		Sexe féminin											
1951-1955	Antilles	8.744	8.536	8.268	7.936	7.455	7.094	6.595	6.026	5.303	4.403	3.355	2.193
	Réunion	7.717	7.510	7.220	7.027	6.747	6.424	6.031	5.538	4.912	4.121	3.100	2.015
1959-1963	Antilles	9.224	9.126	8.984	8.786	8.514	8.161	7.723	7.196	6.538	5.690	4.635	3.383
	Réunion	8.606	8.465	8.274	8.033	7.756	7.454	7.086	6.577	5.873	4.919	3.721	2.454
1963-1967	Guadeloupe	9.225	9.133	9.000	8.831	8.620	8.332	7.947	7.492	6.860	6.016	4.878	3.507
	Martinique	9.306	9.227	9.112	8.922	8.651	8.306	7.871	7.326	6.695	5.875	4.841	3.599
	Réunion	8.852	8.751	8.583	8.368	8.109	7.799	7.422	6.905	6.221	5.230	4.008	2.548
1962-1967	Guyane	9.120	9.021	8.881	8.738	8.551	8.283	7.885	7.311	6.583	5.653	4.516	...
		AUX ÂGES INDIQUÉS (aux personnes qui atteignent l'âge indiqué)											
		Sexe masculin											
1951-1955	Antilles	38,4	34,2	30,2	26,4	22,9	19,6	16,6	13,8	11,2	8,8	6,8	5,4
	Réunion	36,7	32,7	28,8	25,1	21,5	18,1	15,1	12,4	10,0	7,9	6,1	4,4
1959-1963	Antilles	43,4	38,9	34,5	30,3	26,3	22,6	19,0	15,6	12,5	10,0	7,5	5,5
	Réunion	38,5	34,2	30,1	26,1	22,3	18,8	15,6	12,8	10,2	8,0	6,2	4,4
1963-1967	Guadeloupe	43,2	38,7	34,4	30,2	26,1	22,4	18,6	15,3	12,3	9,7	7,5	5,5
	Martinique	43,7	39,2	34,6	30,3	26,3	22,6	19,1	15,8	12,8	10,0	7,6	5,5
	Réunion	38,9	34,6	30,4	26,3	22,4	19,0	15,7	12,9	10,2	8,0	6,2	4,4
1962-1967	Guyane	39,9	35,4	31,0	26,9	22,9	19,2	15,8	12,8	9,7	6,7	3,9	...
		Sexe féminin											
951-1955	Antilles	41,9	37,9	34,0	30,3	26,8	23,3	19,9	16,5	13,4	10,6	8,1	6,1
	Réunion	43,0	39,1	35,3	31,4	27,6	23,9	20,2	16,6	13,1	10,1	7,4	5,3
1959-1963	Antilles	46,7	42,2	37,8	33,6	29,6	25,7	22,0	18,5	15,1	12,0	9,0	6,3
	Réunion	44,8	40,5	36,4	32,4	28,5	24,5	20,2	16,6	13,1	10,1	7,4	5,3
1963-1967	Guadeloupe	47,6	43,1	38,7	34,4	30,1	26,1	22,2	18,3	14,9	11,8	8,8	6,3
	Martinique	47,2	42,6	38,1	33,8	29,8	25,9	22,2	18,7	15,2	12,0	9,0	6,3
	Réunion	45,1	40,6	36,3	32,2	28,1	24,1	20,2	16,6	13,1	10,1	7,4	5,3
1962-1967	Guyane	44,6	40,1	35,7	31,2	26,9	22,7	18,7	15,0	11,3	7,8	4,1	...

BLEAU 1.04 - 17

artements d'outre-mer : taux quinquennaux de fécondité
x pour 100 femmes de chaque groupe d'âge)

Source : I.N.S.E.E.

Moyenne annuelle	15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans	35 à 39 ans	40 à 44 ans	45 à 49 ans
GUADELOUPE							
1965-1969	6,63	22,49	28,23	24,15	16,90	8,54	1,09
1970-1974 (1)	6,96	23,00	22,03	18,79	12,87	5,66	0,79
1975-1979 (1)	5,13	16,41	19,70	11,55	5,82	2,58	–
MARTINIQUE							
1965-1969	5,26	20,98	26,53	23,16	16,77	8,21	1,13
1970-1974	5,68	20,72	23,29	16,57	10,79	4,94	0,63
1975-1979 (1)	4,48	13,99	16,45	10,60	4,33	2,15	–
GUYANE							
1965-1969	11,06	21,53	24,60	18,21	12,22	5,42	0,67
1970-1974 (1)	12,04	27,59	20,34	15,42	9,80	4,21	0,48
1975-1979 (1)	9,92	20,78	16,67	8,47	6,11	2,63	–
RÉUNION							
1962	6,5	27,0	33,6	29,6	22,4	6,4	
1982	5,0	15,0	15,5	11,4	6,5	1,5	

(1) Estimations.

BLEAU 1.04 - 18

partements d'outre-mer
ux de reproduction
ux pour 100 femmes)

Source : I.N.S.E.E.

Année	Guadeloupe		Martinique		Guyane		Réunion	
	Taux brut	Taux net	Taux brut	Taux net	Taux brut	Taux net	Taux brut	Taux net
1963	286	258	274	254	...	...	336	292
1964	274	247	274	254	...	...	335	291
1965	278	251	287	266	...	...	337	292
1966	289	261	265	245	...	...	320	278
1967	269	243	253	233	...	...	303	263
1968	269	243	252	234	...	...	292	253
1969	248	224	219	203	...	...	266	231
1970	236	209	228	210	...	...	226	196
1965-1969	265	...	250	...	...	...	230	...
1970-1974	225	...	200	...	...	...	215	...
1975-1979	150	...	125	...	...	...	155	...
1982	...	...	...	...	...	...	163	...

Polynésie française : mouvement naturel de la population

Source : I.N.S.E.E. et Institut territorial de la statistique.

Année (ou moyenne annuelle)	Population en milieu de période (en milliers)	Nombre				Taux pour 1.000 (1)			
		Nés vivants	Décédés au total	Décédés de moins d'un an	Excédent des naissances sur les décès	Natalité	Mortalité	Accroissement naturel	Mortalité infantile (non rectifié)
1949-1953	63,5	2.607	1.126	...	1.481	41,1	17,7	23,3	...
1954-1958	74,2	3.233	867	...	2.366	43,2	11,7	31,5	...
1959-1963	82,8	3.664	896	316	2.768	44,2	10,8	33,4	86
1964-1968	95,2	4.380	995	223	3.385	46,0	10,5	35,5	51
1969	112,0	4.597	977	235	3.620	41,0	8,7	32,3	51
1970	110,0	4.390	1.065	207	3.325	37,8	9,2	28,6	47
1971	120,5	4.368	1.023	196	3.345	36,2	8,5	27,7	45
1972	124,0	4.334	958	...	3.376	35,0	7,7	27,3	...
1973	127,5	4.202	940	...	3.262	33,0	7,4	25,6	...
1974	131,5	4.307	897	...	3.410	32,8	6,8	25,9	...
1975	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1976	134,6	4.252	1.047	288	3.205	31,6	7,8	23,8	68
1977	137,9	4.393	985	250	3.408	31,9	7,1	24,8	57
1978	141,2	4.272	1.120	275	3.152	30,3	7,9	22,4	64
1979	144,4	4.331	1.020	212	3.111	30,0	7,1	22,9	49
1980	147,8	4.544	1.005	185	3.539	30,7	6,8	23,9	41
1981	151,5	4.771	966	195	3.805	31,5	6,4	25,1	41

(1) Taux non rectifiés des faux mort-nés.

TABLEAU 1.04 - **20**

Nouvelle-Calédonie : : mouvement naturel de la population

Source : I.N.S.E.E. et Direction territoriale de la statistique et des études économiques.

Année	Population en milieu de période	Nombre			Taux pour 1000 (1)		
		Nés vivants	Décédés au total	Décédés de moins d'un an	Natalité	Mortalité	Mortalité infantile (non rectifié)
1971	120.000	4.126	1.044	131	34,4	8,7	31,7
1972	125.500	4.383	1.185	227	34,9	9,4	51,8
1973	128.500	4.393	999	172	34,2	7,8	39,2
1974	131.000	4.202	1.045	176	32,1	8,0	41,9
1975	133.000	4.115	923	142	30,9	6,9	34,5
1976	134.500	3.902	1.052	135	29,0	7,8	34,6
1977	136.000	3.928	923	112	28,9	6,8	28,5
1978	137.500	3.698	916	110	26,9	6,7	30,2
1979	138.800	3.754	1.026	93	27,0	7,4	24,8
1980	139.400	3.668	1.008	99	26,3	7,2	27,0
1981	142.500	3.843	866	70	27,0	6,1	18,2
1982	145.000	3.553	844	82	24,5	5,8	23,1

(1) Taux non rectifiés des faux mort-nés.

llections de l'I.N.S.E.E., série D :

23 : « Données de démographie régionale vers 1968 »;
31 : « Données de démographie générale. Population. Mortalité. 61-1971 »;
41 : « Données de démographie générale. Nuptialité. 1931-1973 »;
49 : « Tables de mortalité de la population de la France pour période 1966-1970 »;
75 : « Mortalité infantile des générations 1961-1970 »;
77 : « La situation démographique. Années 1977-1978 »;
82 : « Données de démographie régionale vers 1975 »;
88 : « La situation démographique en 1979 »;
90 : « La situation démographique en 1980 »;
94 : « La situation démographique en 1981 ».

et décembre) : statistiques de l'état civil.

— Annuaire statistique de la Martinique 1977-1980.
— Annuaire statistique de la Guadeloupe 1971-1976.
— Annuaire statistique de la Guyane 1970-1977.
— Annuaire statistique de la Nouvelle-Calédonie 1980.

2. AUTRES PUBLICATIONS

— « 9e rapport sur la situation démographique de la France », *Population,* 1980, nº 3.
— « Le mariage dans la société française », I.N.E.D., *Travaux et documents,* cahier nº 73.
— « Le divorce en France », La documentation française, Paris 1973.
— « Statistiques démographiques 1978 » *Eurostat.*
— « Données statistiques sur la mortalité infantile à la Réunion », Service régional de l'I.N.S.E.E., Saint-Denis, 1981.
— « La situation démographique en 1980 en Nouvelle-Calédonie », *Notes et Documents,* nº 20, par Laurence VILLAGEOIS, Direction Territoriale de la statistique et des études économiques, Nouméa, 1982.

Chapitre 1.05

Mouvements migratoires

1. Migrations intérieures

2. Migrations extérieures

1. *Migrations intérieures*

Les migrations intérieures sont difficiles à appréhender , bien qu'on ait beaucoup plus d'informations depuis 962, on ne possède pas de statistiques complètes sur ce ujet.

Lors du recensement de la population de 1962, on a osé une question sur la résidence au 1er janvier 1954. u recensement de 1975, la même question a été posée oncernant la résidence au 1er janvier 1968. Au dernier ecensement de 1982, il en a été de même pour la résidence u 1er janvier 1975.

On peut donc, par comparaison des résidences à cha- une de ces dates, étudier les résultats des migrations ntérieures pour les trois périodes intercensitaires. Les nfants nés entre deux recensements ont reçu comme ésidence antérieure fictive celle de leur mère.

Dans l'édition 1978 de l'Annuaire, on a reproduit les remiers résultats du recensement de 1975 sur les migra- ons interrégionales de population totale (tableau 1, . 55) et de population active (tableau 2, p. 57) entre le er janvier 1968 et le 20 février 1975 et personnes en pro- enance de hors métropole, ainsi que les bilans migratoires égionaux de population totale entre le 1er janvier 1968 t le 20 février 1975 (tableau 3, p. 58).

Le tableau 1 ci-après, tiré également des résultats du ecensement de 1975, donne les principales caractéris- ques des migrations selon les régions. Le tableau 2 décrit s migrations entre catégories de commune au recense- ent de 1975.

On peut aussi décomposer la variation totale de la popu- tion entre 2 recensements en variation due au mouvement aturel et variation due au solde des mouvements migra- oires. Le tableau 3 donne les premières indications du ecensement de 1982 sur les variations de population par atégorie de commune entre 1975 et 1982.

l'annuaire de 1970-1971 pour la période 1962-1968. La bibliographie indiquée à la fin de ce chapitre contient quelques titres d'ouvrages spécialisés consacrés aux migrations intercensitaires.

D'autres informations relatives aux migrations sont disponibles dans les services de documentation des observatoires économiques régionaux.

2. *Migrations extérieures*

Les données proviennent essentiellement de deux sources :

— le recensement de la population, par dépouillement des réponses à la question sur la résidence au 1er janvier de l'année du précédent recensement;

— les statistiques obtenues par enregistrement des entrées d'étrangers et, pour ce qui est des Algériens et des ressortissants d'Afrique noire francophone, des entrées et des sorties.

21. MIGRATIONS EXTÉRIEURES D'APRÈS LE RECENSEMENT

La question sur la résidence au 1er janvier 1968 a permis de déterminer le nombre de personnes qui, recensées le 20 février 1975 sur le territoire métropolitain, y sont arrivées depuis le 1er janvier 1968, soit 1.677.110, dont 1.137.450 étrangers. Le détail par sexe et nationalité de ces immigrants a été fourni dans le tableau 4, p. 66 de l'édition 1978. D'autres renseignements sont disponibles. On se reportera aux publications spécialisées signalées dans la bibliographie.

22. MIGRATIONS ENTRE LA FRANCE ET L'ALGÉRIE

(Tableau 4)

La *Direction des renseignements généraux* du Ministère de l'intérieur et de la décentralisation effectue un comptage des arrivées et départs de passagers civils algériens dans les ports et aéroports de la France continentale et de la Corse (1).

23. MIGRATIONS ENTRE LA FRANCE ET L'AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE

(Tableau 5)

Les entrées et les sorties du territoire national des ressortissants des pays d'Afrique noire francophone donnent lieu également à un comptage aux principaux points de débarquement aérien et maritime assurant les liaisons directes avec l'Afrique. Le solde annuel de ces mouvements est indiqué dans le tableau 5.

(1) Le décret n° 69-243 du 18 mars 1969 porte publication de l'accord du 27 décembre 1968, complété par un protocole d'accord, signé à Alger entre les gouvernements français et algérien, relatif à la circulation, à l'emploi et au séjour en France des ressortissants algériens.

rties de France. On ne dispose donc que de statis-
partielles.
Office national d'immigration (O.N.I.) est chargé
oduire et de placer les travailleurs salariés étrangers
qu'algériens.
principe, tous les étrangers venant chercher un
oi en France, sauf les commerçants, doivent passer
intermédiaire de l'O.N.I.; mais y échappent, notam-
les personnes non actives, les étudiants, les touristes.
outre, un certain nombre d'étrangers entrent clan-
ement en France, mais leur situation est régularisée
suite, toujours par l'intermédiaire de l'O.N.I., et,
cette raison, les tableaux 6 à 9 concernent l'ensemble
availleurs introduits ou contrôlés (réguliers ou régula-
et les membres de leurs familles.

familiale est de nouveau autorisée. Ces mesures ne s'appliquent pas aux travailleurs et aux familles originaires des pays membres de la Communauté Économique Européenne non plus qu'aux travailleurs saisonniers.

Depuis le 9 novembre 1968, date de la mise en application du règlement nº 1612/68 du 15 octobre 1968 de la Communauté Économique Européenne relatif à la libre circulation, les employeurs français et les salariés italiens sont libres de recourir, ou non, à l'intervention de l'O.N.I. Pour les pays du Marché Commun autres que l'Italie, l'O.N.I. n'intervient pas. Toutefois, la délivrance d'une carte de séjour étant soumise à une visite médicale préalable, l'O.N.I. peut, par ce biais, établir des statistiques d'entrées de travailleurs salariés en provenance des pays du Marché Commun.

LEAU 1.05 - **1**

cipales caractéristiques des migrations selon les régions

: I.N.S.E.E.

Région	Population en 1975	Proportion de personnes qui, en 1968, habitaient :				Taux d'émigration intérieure	Proportion de migrants	
		Un autre logement	Une autre commune	Une autre région française *	Un pays étranger		Venus d'une région voisine	Partis pour une région voisine
rance	9.876.665	55,3	42,0	9,2	6,0	10,9	28,2	31,7
agne - Ardenne	1.337.460	51,3	29,6	8,7	2,7	11,1	73,1	59,9
e	1.680.505	50,4	31,5	10,8	2,3	10,7	77,7	65,2
Normandie	1.598.350	51,9	32,2	8,8	1,6	8,8	60,3	53,4
	2.150.800	51,2	34,5	12,9	2,7	10,0	72,9	65,9
Normandie	1.305.885	49,8	33,0	8,9	1,0	10,8	39,8	42,4
gne	1.574.540	49,4	31,6	10,8	2,7	10,1	74,9	69,4
Pas-de-Calais	3.913.250	45,5	27,0	3,1	1,6	6,5	25,5	18,6
ie	2.325.435	48,3	30,4	5,5	3,0	9,1	32,9	22,6
	1.519.525	45,8	26,9	6,3	4,0	4,9	39,1	25,1
e-Comté	1.060.850	50,1	31,3	7,7	4,0	9,9	54,1	51,7
e la Loire	2.768.125	48,2	28,1	7,9	1,2	7,4	41,4	40,5
ne	2.594.925	46,5	26,8	7,8	1,0	6,9	22,7	26,8
- Charentes	1.526.595	47,0	29,6	9,2	1,4	10,0	40,7	43,9
ine	2.547.645	48,3	32,1	9,1	2,3	8,1	28,5	29,5
Pyrénées	2.264.725	46,2	28,3	8,8	2,3	8,1	39,6	38,4
in	741.285	43,1	25,2	9,6	1,6	9,4	43,9	49,2
- Alpes	4.795.820	53,4	34,4	7,5	3,8	5,9	42,3	52,6
gne	1.333.285	46,2	28,5	7,8	2,4	8,9	49,6	51,4
doc - Roussillon	1.788.425	50,1	28,7	11,3	3,1	9,7	46,1	56,4
ce - Alpes - Côte d'Azur	3.676.210	55,4	32,4	12,8	3,9	7,0	24,4	33,2
France entière (1)	**52.599.430**	**50,5**	**32,6**	**8,7**	**3,2**	**8,7**	**41,0**	**41,0**

* Ou taux d'immigration intérieure. — (1) Y compris les résultats de la Corse.

...igrations entre catégories de commune au recensement de 1975

...ource : I.N.S.E.E.

Catégories de commune	Population en 1975	Immigrants	Émigrants	Solde migratoire	Taux d'immigration (1)	Taux d'émigration (1)	Solde migratoire relatif (1)
...ommunes rurales :							
Hors Z.P.I.U. (2)	8.663.180	1.142.910	1.656.205	– 513.295	13,2	19,1	– 5,9
Appartenant à des Z.P.I.U.	5.548.205	1.425.395	1.090.070	+ 335.325	25,7	19,7	+ 6,0
...ommunes urbaines de :							
Moins de 5.000	2.869.380	753.130	646.210	+ 106.920	26,3	22,5	+ 3,7
5.000 à 9.999	2.588.950	646.875	592.615	+ 54.260	25,0	22,9	+ 2,1
10.000 à 19.999	2.464.225	617.560	547.065	+ 70.495	25,1	22,2	+ 2,9
20.000 à 49.999	3.622.070	826.860	785.055	+ 41.805	22,8	21,7	+ 1,2
50.000 à 99.999	3.541.415	781.730	699.930	+ 81.800	22,1	19,8	+ 2,3
100.000 à 199.999	4.434.645	903.830	802.920	+ 100.910	20,4	18,1	+ 2,3
200.000 à 1.999.999	10.319.735	1.431.895	1.310.475	+ 121.420	13,9	12,7	+ 1,2
...gglomération parisienne	8.547.625	849.885	1.249.525	– 399.640	9,9	14,6	– 4,7
Ensemble	**52.599.430**	**9.380.070**	**9.380.070**	–	**17,8**	**17,8**	–

(1) Immigrants, émigrants et solde migratoire sont rapportés à la population de 1975 dans chaque catégorie de commune. — (2) Z.P.I.U.: « Zones de peu...lement industriel ou urbain ».

...ABLEAU 1.05-3

...volution démographique entre 1954 et 1982.

...écomposition du taux de variation moyen annuel total en excédent naturel et solde migratoire

...ource : I.N.S.E.E.

Taux moyens annuels (%)

Catégorie de commune (délimitation 1975)	Variation totale				Variation totale *dont :* excédent naturel				Variation totale *dont :* solde migratoire			
	1954-1962	1962-1968	1968-1975	1975-1982	1954-1962	1962-1968	1968-1975	1975-1982	1954-1962	1962-1968	1968-1975	1975-1982
Ensemble des communes rurales	— 0,45	— 0,38	–	1,07	0,51	0,31	0,03	— 0,10	— 0,96	— 0,69	— 0,04	1,17
— appartenant à une ZPIU	0,27	0,57	1,28	1,93	0,67	0,54	0,31	0,17	— 0,40	0,03	0,97	1,76
— n'appartenant pas à une ZPIU	— 0,80	— 0,87	— 0,75	0,50	0,43	0,20	0,13	— 0,28	— 1,23	— 1,07	— 0,63	0,78
Ensemble des communes urbaines	1,86	1,79	1,13	0,20	0,79	0,83	0,79	0,59	1,08	0,97	— 0,34	— 0,37
Ensemble de la France	**1,09**	**1,14**	**0,81**	**0,46**	**0,69**	**0,67**	**0,58**	**0,40**	**0,40**	**0,47**	**0,23**	**0,06**

...ABLEAU 1.05 - 4

...ouvements de passagers civils algériens entre la France et l'Algérie

...ource : Ministère de l'intérieur et de la décentralisation (Direction des renseignements généraux).

Années	Arrivées en France				Départs vers l'Algérie		
	Total	dont : hommes de plus de 16 ans	dont : titulaires de la carte de résidence	dont : porteurs de carte O.N.A. M.O.	Total	dont : hommes de plus de 16 ans	dont : titulaires de la carte de résidence
...972	409.146	343.810	307.053	21.599	385.372	327.618	280.606
...973	476.016	396.498	349.125	21.392	434.814	367.717	346.711
...974	549.890	446.934	428.442	///	541.767	446.572	421.541
...975	592.458	473.498	453.756	///	595.986	480.192	457.731
...976	609.811	472.958	462.922	///	646.857	496.578	493.192
...977	775.907	596.817	533.921	///	774.430	570.541	549.607
...978	821.478	602.854	552.137	///	819.845	577.752	563.747
...979	970.244	696.378	546.239	///	913.373	641.341	551.862
...980	1.185.280	835.057	581.967	///	1.098.879	749.942	596.768
...981	1.338.674	931.513	439.892	///	1.239.550	829.173	642.088
...982 (1)	1.316.926	///	685.037	///	1.311.989	///	690.850

(1) Depuis janvier 1982, les hommes de plus de 16 ans ne sont plus comptés à part.

entrées et des sorties)

Solde global.....	+ 24.579	+ 23.281	+ 29.285	– 6.167	+ 26.109	+ 48.053	...
Répartition par catégorie :							
Africains résidant en France.....	+ 2.989	+ 3.518	+ 5.355	– 15.449	– 8.396	– 2.074	...
Nouveaux immigrants(1)	+ 686	+ 865	+ 1.376	+ 1.000	+ 602	+ 622	...
Touristes.....	+ 4.364	+ 4.799	+ 3.705	+ 2.604	+ 17.921	+ 30.513	...
Catégories diverses (2).....	+ 16.540	+ 14.099	+ 18.849	+ 5.678	+ 15.982	+ 18.992	...

(1) Travailleurs et membres de famille entrant pour la première fois en France, en possession des documents requis par les accords de circulation ou d'établissement pour exercer une activité salariée et accompagner ou rejoindre un chef de famille. — (2) Diplomates, fonctionnaires et assimilés, étudiants et leurs familles.

U 1.05 - 6

s et travailleurs salariés
mmunauté
que européenne
s par l'O.N.I.,
nalité

Source : O.N.I.

Nationalité	Travailleurs permanents et membres de leurs familles						Travailleurs saisonniers
	Nombre de familles (1)	Nombre total de personnes (1)	Travailleurs	Membres des familles (1)			
				Total (2)	dont		
					Conjoints	Enfants	
Allemande.....	–	1.169	1.169	–	–	–	–
Belge.....	–	1.099	1.099	–	–	–	161
Espagnole.....	488	993	336	657	322	237	90.655
Italienne.....	–	2.537	2.537	–	–	–	28
Marocaine.....	6.045	19.085	4.860	14.225	5.532	8.414	12.771
Portugaise.....	3.241	8.694	4.146	4.548	2.482	1.810	10.823
Tunisienne.....	1.936	7.579	4.053	3.526	1.856	1.631	1.552
Turque.....	2.413	11.365	3.980	7.385	2.139	5.167	–
Yougoslave.....	284	1.460	1.051	409	214	181	261
Autres.....	5.429	21.041	10.202	10.839	4.899	5.696	1.291
Total année 1981...	**19.836**	**75.022**	**33.433**	**41.589**	**17.444**	**23.136**	**117.542**
Année 1980.....	*20.029*	*59.390*	*17.370*	*42.020*	*17.775*	*23.223*	*120.436*
Année 1979.....	*19.865*	*56.695*	*17.395*	*39.300*	*17.547*	*20.730*	*124.715*
Année 1978.....	*21.099*	*58.479*	*18.356*	*40.123*	*18.458*	*20.525*	*122.658*
Année 1977.....	*26.958*	*75.074*	*22.756*	*52.318*	*23.843*	*26.997*	*112.116*
Année 1976.....	*29.071*	*84.326*	*26.949*	*57.377*	*25.071*	*30.628*	*121.474*
Année 1975.....	*27.911*	*77.415*	*25.591*	*51.824*	*22.862*	*27.097*	*124.126*
Année 1974.....	*35.284*	*132.499*	*64.461*	*68.038*	*28.082*	*36.947*	*131.783*
Année 1973.....	*37.748*	*204.702*	*132.055*	*72.647*	*30.068*	*38.881*	*142.458*
Année 1972.....	*37.660*	*173.029*	*98.074*	*74.955*	*30.882*	*30.412*	*144.492*
Année 1971.....	*39.798*	*217.500*	*136.004*	*81.496*	*33.233*	*44.802*	*137.197*

(1) A partir du 1er janvier 1975, les familles des travailleurs C.E.E. ne figurent plus dans la statistique.
(2) Y compris les ascendants et collatéraux.

étrangers permanents
oduits par l'O.N.I. par âge,
e et état matrimonial

Age	Ensemble des travailleurs	Total	dont : mariés	Total	dont : mariées
Moins de 20 ans	2.200	1.675	39	525	32
20 à 24 ans	9.121	6.855	1.096	2.266	265
25 à 29 ans	10.391	8.588	3.419	1.803	463
30 à 34 ans	5.611	4.596	2.947	1.015	331
35 à 39 ans	2.684	2.201	1.727	483	187
40 à 44 ans	1.551	1.258	1.051	293	136
45 ans et plus	1.875	1.440	1.212	435	185
Total année 1981	**33.433**	**26.613**	**11.491**	**6.820**	**1.599**
Année 1980	*17.370*	*12.558*	*5.902*	*4.812*	*1.278*
Année 1979	*17.395*	*12.197*	*5.713*	*5.198*	*1.392*
Année 1978	*18.356*	*13.158*	*5.825*	*5.198*	*1.452*
Année 1977	*22.756*	*16.389*	*7.098*	*6.367*	*1.706*
Année 1976	*26.949*	*19.802*	*8.429*	*7.147*	*1.917*
Année 1975	*25.591*	*18.116*	*7.725*	*7.475*	*1.817*
Année 1974	*64.461*	*52.653*	*27.179*	*11.808*	*3.779*

BLEAU 1.05 - 8

vailleurs de la Communauté et étrangers permanents introduits par l'O.N.I.,
activité économique, profession et nationalité

e : O.N.I.

tuation professionnelle	1976	1977	1978	1979	1980	1981 Allemands	Espagnols	Italiens	Marocains	Portugais	Tunisiens	Turcs	Yougo-slaves	Autres	Total
Activité économique (1)															
s	204	126	47	49	36	3	4	10	21	51	1	234	1	5	330
ulture, pêche	1.054	511	266	297	255	25	21	27	1.219	184	266	189	4	115	2.050
ustibles minéraux solides	818	564	57	11	6	–	–	2	–	2	–	–	1	18	23
s industries extractives	43	32	21	19	11	–	–	1	2	6	–	3	–	2	14
ction et transformation métaux (2)	3.392	3.115	2.803	2.343	1.855	107	17	284	61	45	81	78	3	614	1.290
et matériaux de construc-	239	174	109	117	98	7	3	19	25	23	8	32	–	24	141
ent et travaux publics	4.008	2.643	1.573	1.345	1.306	51	103	664	1.421	1.940	1.156	1.492	58	613	7.498
s industries	3.502	3.317	3.198	3.144	4.868	116	15	236	505	187	409	1.652	891	2.161	6.172
nerce	6.215	5.498	4.651	4.377	3.827	317	63	738	953	455	1.775	231	39	3.266	7.837
ces	3.189	2.391	1.326	955	697	62	56	141	470	1.118	220	23	23	1.167	3.280
s activités (3)	4.285	4.385	4.305	4.738	4.411	481	54	415	183	135	137	46	31	3.316	4.798
Total	**26.949**	**22.756**	**18.356**	**17.395**	**17.370**	**1.169**	**336**	**2.537**	**4.860**	**4.146**	**4.053**	**3.980**	**1.051**	**11.301**	**33.433**
Profession															
uvres	6.136	4.481	2.768	1.686	1.095	63	44	308	1.986	954	1.027	1.150	16	630	6.178
ers spécialisés	12.321	11.378	8.903	8.097	9.750	381	152	1.144	2.220	2.263	2.481	1.863	801	5.763	17.068
ers professionnels	6.190	4.965	3.806	4.476	3.524	451	98	861	605	912	511	942	224	2.429	7.033
s et techniciens	2.302	1.932	2.879	3.136	3.001	274	42	224	49	17	34	25	10	2.479	3.154
Total	**26.949**	**22.756**	**18.356**	**17.395**	**17.370**	**1.169**	**336**	**2.537**	**4.860**	**4.146**	**4.053**	**3.980**	**1.051**	**11.301**	**33.433**

(1) D'après la nomenclature utilisée par l'O.N.I. — (2) Y compris : sidérurgie, fonderie et travail des métaux, construction mécanique, automobile, électrique, e, aéronautique et armement. — (3) Transports, banques, assurances, professions libérales et administrations.

urs étrangers saisonniers introduits par l'O.N.I., par métier et nationalité

urce : O.N.I.

Métier	1976	1977	1978	1979	1980	1981					
						Belges	Espagnols	Italiens	Marocains	Portugais	Toutes nationalités (1)
uvriers agricoles :											
Betteraviers	2.833	2.079	1.462	1.155	894	2	384	19	138	176	720
Vendangeurs	75.688	68.918	72.508	72.009	67.429	–	63.936	–	–	929	64.865
Riziculteurs	45	42	34	28	28	–	23	–	–	–	23
Forestiers	885	1.074	1.200	1.586	2.031	–	414	–	361	1.133	1.922
Autres	36.601	34.530	42.643	44.442	44.698	31	24.261	–	11.230	7.785	44.618
on agricoles	5.422	5.473	4.811	5.495	5.356	128	1.637	9	1.042	800	5.394
Ensemble	**121.474**	**112.116**	**122.658**	**124.715**	**120.436**	**161**	**90.655**	**28**	**12.771**	**10.823**	**117.542**

(1) Y compris les nationalités non mentionnées dans les colonnes précédentes.

U 1.05 - 10

nents d'outre-mer
igratoire (1)
sitaire (1974-1982) :
annuelle

Source : INSEE

Département	Solde migratoire annuel moyen
Guadeloupe	— 3.870
Martinique	— 3.240
Guyane	+ 1.200
Réunion	— 4.030
Saint-Pierre-et-Miquelon	— 30

(1) Ce solde est calculé à partir des populations recensées en 1974 et en 1982, dont on défalque l'accroissement naturel. Il fait donc l'hypothèse d'un taux de couverture identique entre les deux recensements.

SOURCES DE DOCUMENTATION

ment de 1962. Migrations 1954-1962, I.N.S.E.E., Paris 1973.

grations entre régions et au niveau catégories de communes à 1962 », *Les Collections de l'I.N.S.E.E.*, série D, n° 4.

igrations intercensitaires de 1962 à 1968 », *Les Collections .S.E.E.*, série D, n° 39.

igration en France en 19.. », supplément annuel au *Bulletin des statistiques du travail*, publié par le Ministère des sociales et de la solidarité nationale (Direction de la population et de l'émigration).

litique de l'immigration », Conseil économique et social. *rapports*, n° 6 du 23 mai 1975.

igration étrangère en France de 1945 à 1973 », I.N.E.D., *s et documents*, cahier n° 71.

ques de l'immigration, publication annuelle de l'O.N.I.

ngers en France, publication annuelle du Ministère de l'intéde la décentralisation (Direction de la réglementation et du eux).

aux résultats du recensement de 1975, *Les Collections de E.E.*, série D, n° 52.

— Les étrangers au recensement de 1975, *La documentation française*, Paris 1977.

— *Le dossier de l'immigration*, Ministère du travail et de la participation, Sécrétariat d'État à la condition des travailleurs immigrés, Paris, novembre 1978.

— « Les migrations intérieures entre 1968 et 1975 », *Économie et statistique*, n° 107, janvier 1979.

— « Démographie, immigration, naturalisation », *La documentation française*, Paris, juin 1980.

— Recensement général de la population de 1975 : nationalité, *Les Collections de l'I.N.S.E.E.*, série D, n° 83.

— L'immigration en France en 1980, Rapport du S.O.P.E.M.I., O.C.D.E. Paris, juillet 1981.

— « Renaissance des communes rurales ou nouvelle forme d'urbanisation? » *Économie et statistique*, n° 149, novembre 1982. Article reprenant les « premières estimations » publiées en juillet 1982 sur le recensement de population du 4 mars 1982.

et remplissent certaines conditions, mais le Gouvernement est toujours libre d'accorder ou de refuser cette faveur. Elles se divisent en trois catégories :

— les naturalisations proprement dites;

— les réintégrations de certains Français ayant perdu la nationalité française;

— les enfants mineurs bénéficiant des décrets de naturalisation ou de réintégration de leurs parents.

Les déclarations de nationalité.

Elles sont souscrites par des étrangers remplissant certaines conditions; c'est un droit accordé à ces personnes et le Gouvernement ne peut s'y opposer que pour un motif explicitement prévu par la loi. On distingue :

— les déclarations en vue d'acquérir la nationalité française : enfant né en France de parents étrangers et résidant depuis cinq ans en France; enfant adopté ou recueilli et élevé en France; conjoint d'un Français; personne ayant joui de la possession d'état de Français pendant les dix dernières années;

— les déclarations de réintégration réservées à certains Français d'origine ayant perdu la nationalité française et qui ont conservé ou acquis avec la France des liens manifestes;

— les déclarations de réintégration visant les originaires des territoires d'outre-mer ayant accédé à l'indépendance;

— les déclarations en vue de renoncer à la faculté de répudier la nationalité française : certains enfants d'étrangers naissent français mais ont le droit de répudier la nationalité française dans les six mois qui précèdent leur majorité; cependant ils peuvent renoncer par avance à user de ce droit.

3. *Pertes et refus d'acquisition de la nationalité française*

Les pertes et refus d'acquisition de la nationalité française contrôlés se divisent en trois catégories :

— les pertes de la nationalité française résultant d'une demande des intéressés : déclarations de perte souscrites par des Français qui vont acquérir ou ont acquis une nationalité étrangère, déclarations de répudiation (enfants français dans certaines conditions; conjoint français d'un étranger), options suisses, décrets de perte de la nationalité française (libération de l'allégeance française);

— les pertes de la nationalité française prononcées par le Gouvernement : retraits d'office, déchéances;

— les refus d'acquisition de la nationalité française : déclarations pour décliner la nationalité française, décrets d'opposition à l'acquisition.

Il faut noter que depuis la mise en vigueur de la loi du 9 janvier 1973, il n'y a plus de perte automatique de la nationalité française par acquisition d'une nationalité étrangère, sauf exception prévue par la Convention du Conseil de l'Europe du 6 mai 1963.

3 671322 T 81

ce : Ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale

Année	Ensemble des résidences (1)						dont France métropolitaine					
	Ensemble des acquisitions	Acquisitions par décret				Acquisitions par déclaration	Ensemble des acquisitions	Acquisitions par décret				Acquisitions par déclaration
		Total	Naturalisés	Réintégrés	Mineurs (2)			Total	Naturalisés	Réintégrés	Mineurs (2)	
.....	39.989	32.554	20.531	952	11.071	7.435	39.029	31.714	20.035	944	10.735	7.315
.....	35.254	27.851	17.235	823	9.793	7.403	34.370	27.122	16.770	814	9.538	7.248
.....	33.616	26.651	17.434	761	8.456	6.965	32.990	26.216	17.140	753	8.323	6.774
.....	35.983	24.028	16.241	711	7.076	11.955	34.671	23.652	15.994	701	6.957	11.019
.....	41.400	26.674	18.006	1.021	7.647	14.726	39.666	26.120	17.644	1.007	7.469	13.546
.....(3)	45.203	30.667	20.140	1.538	8.989	(3) 14.536	43.078	29.915	19.691	1.508	8.716	13.163
.....(4)	48.082	32.906	21.610	1.676	9.620	(4) 15.176	45.631	32.056	21.069	1.654	9.333	13.575
.....(4)	50.938	34.105	22.439	1.670	9.996	(4) 16.833	48.656	33.407	22.064	1.552	9.791	15.249
.....(3)	46.896	30.982	20.164	1.562	9.256	(3) 15.914	44.486	30.194	19.651	1.553	8.990	14.292
.....(3)	52.123	31.504	20.203	1.977	9.324	(3) 20.619	49.168	30.750	19.714	1.968	9.068	18.418
.....(3)	54.015	34.400	21.541	2.811	10.048	(3) 19.615	53.159	33.561	20.997	2.800	9.764	19.598

(1) France métropolitaine et autres pays de résidence. — (2) Compris aux décrets des parents. — (3) Non compris les déclarations en vue de renoncer faculté de répudier la nationalité française. — (4) Non compris les déclarations en vue de renoncer à la faculté de répudier la nationalité française déclarations de reconnaissance de la nationalité française.

1.06 - **2**

s de la nationalité française par nationalité antérieure

es résidences] (1)

e : Ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale

Nationalité antérieure	1976		(3) 1977		(3) 1978		1979		1980		1981	
	Ensemble des acquisitions	dont par décret	Ensemble des acquisitions	dont par décret	Ensemble des acquisitions	dont par décret	Ensemble des acquisitions	dont par décret	Ensemble des acquisitions	dont par décret	Ensemble des acquisitions	dont par décret
iens.....	1.239	824	■ 1.387	921	■ 1.613	987	1.908	1.198	2.789	1.688	...	2.499
ands.....	614	240	683	355	630	281	495	217	506	171	...	233
icains des U.S.A.....	110	24	161	41	126	30	120	22	126	22	...	19
niens.....	121	121	96	96	157	157	118	118	110	110	...	127
chiens.....	84	42	54	16	69	41	57	30	47	20	...	25
s.....	667	325	692	353	663	344	601	276	622	271	...	255
niques.....	461	218	500	230	532	255	479	240	475	230	...	323
res.....	77	49	78	36	66	35	70	38	53	23	...	47
is.....	233	152	315	230	346	228	352	224	365	206	...	191
iens.....	151	51	163	64	148	45	145	48	190	61	...	46
nols.....	9.924	7.122	9.544	6.826	9.371	6.269	8.263	5.465	8.448	5.191	...	5.672
.....	324	182	279	155	326	180	322	181	355	156	...	126
rois.....	278	192	289	212	278	180	228	164	181	111	...	93
s.....	9.372	6.322	9.602	6.513	9.922	6.916	7.684	5.200	7.031	4.479	...	3.866
ais.....	475	301	807	605	540	311	740	521	972	679	...	653
nbourgeois.....	21	4	30	8	23	12	31	20	20	4	...	10
cains.....	1.955	1.445	1.998	1.478	1.728	1.080	1.977	1.249	2.394	1.446	...	1.889
andais.....	89	50	87	52	123	75	85	46	80	30	...	16
ais.....	1.864	1.276	1.923	1.351	2.023	1.469	1.591	1.125	1.614	946	...	1.025
gais.....	5.552	4.197	6.224	4.615	8.603	6.762	7.769	6.064	8.452	6.315	...	6.135
ains.....	286	213	281	185	260	154	234	155	199	122	...	109
s.....	158	89	202	128	208	135	144	85	178	80	...	116
s.....	538	148	576	155	570	110	527	102	565	89	...	106
ns.....	253	176	293	220	269	159	223	134	305	174	...	245
oslovaques.....	185	125	204	151	170	106	157	120	158	88	...	70
iens.....	1.822	1.404	2.012	1.620	1.912	1.432	1.887	1.368	2.038	1.395	...	1.340
.....	189	135	240	185	277	172	301	210	389	250	...	340
amiens.....	2.648	2.493	2.681	2.394	2.416	2.050	1.890	1.621	1.836	1.560	...	2.007
oslaves.....	1.364	978	1.452	1.098	1.384	977	1.273	960	1.379	983	...	1.020
s.....	4.149	1.769	■ 8.492	2.613	■ 9.345	3.153	7.225	3.781	9.342	4.604	...	5.797
Ensemble.....	**(2)45.203**	**30.667**	**(2)51.345**	**32.906**	**(2)54.098**	**34.105**	**46.896**	**30.982**	**(4) 52.123**	**31.504**	**54.015**	**34.400**

(1) France métropolitaine et autres pays de résidence. — (2) Non compris les acquisitions par déclaration en vue de renoncer à la faculté de répudier tionalité française. — (3) Y compris les déclarations de reconnaissance de la nationalité française (personnes françaises qui veulent le rester : en 1977 et 3.160 en 1978, comprises dans les nationalités « Algériens » et « divers »). — (4) Y compris 898 acquisitions par déclarations, non ties par nationalité.

LEAU 1.06 - 3

ralisés et réintégrés (1) par sexe et âge
e métropolitaine)

Source : Ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale

Groupe d'âge	1975		1976		1977		1978		1979		1980	
	Ensemble	dont sexe masculin	Ensemble	dont sexe masculin	Ensemble	dont sexe masculin	Ensemble	dont sexe masculin	Ensemble	dont sexe masculin	Ensemble	dont sexe masculin
Moins de 21 ans	1.884	1.039	2.358	1.319	2.181	1.229	2.347	1.257	2.120	1.126	2.121	1.074
21 à 24 ans	1.298	677	1.532	775	1.654	797	1.768	814	1.646	720	1.929	799
25 à 29 ans	1.633	975	1.767	947	1.895	1.001	1.859	896	1.797	799	2.056	887
30 à 34 ans	2.288	1.542	2.574	1.646	2.871	1.808	3.077	1.844	2.748	1.611	3.064	1.758
35 à 39 ans	2.815	1.869	2.945	1.869	3.098	1.948	3.162	1.948	2.798	1.681	2.977	1.767
40 à 49 ans	4.728	3.028	5.259	3.333	5.642	3.559	5.779	3.644	5.098	3.148	4.999	3.121
50 à 59 ans	2.427	1.521	2.789	1.753	3.228	1.957	3.367	2.052	2.963	1.812	2.750	1.737
60 à 69 ans	1.167	670	1.425	793	1.516	847	1.490	834	1.319	697	1.185	656
70 ans et plus	411	235	550	319	638	352	767	404	715	368	601	327
Total	**18.651**	**11.556**	**21.199**	**12.754**	**22.723**	**13.498**	**23.616**	**13.693**	**21.204**	**11.962**	**21.682**	**12.126**
dont : naturalisés	17.644	10.907	19.691	11.916	21.069	12.591	22.064	12.870	19.651	11.143	19.714	11.121

(1) A l'exclusion des mineurs compris aux décrets des parents.

LEAU 1.06 - 4

ralisés et réintégrés (1) par sexe et situation de famille
ce métropolitaine)

Source : Ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale

Situation de famille	1976		1977		1978		1979		1980		1981	
	Ensemble	dont sexe masculin	Ensemble	dont sexe masculin	Ensemble	dont sexe masculin	Ensemble	dont sexe masculin	Ensemble	dont sexe masculin	Ensemble	dont sexe masculin
Célibataires	5.827	3.259	5.985	3.318	6.275	3.332	5.844	3.020	6.360	3.248	8.030	4.005
Mariés dont le conjoint :												
— est Français	4.341	4.114	4.391	4.189	4.261	4.045	3.380	3.176	3.251	3.046	2.901	2.669
— devient Français	9.605	4.858	10.864	5.336	11.153	5.647	10.204	5.150	10.397	5.228	10.909	5.492
— reste étranger	170	103	260	163	365	220	313	180	287	160	398	204
Veufs	639	118	790	134	847	156	806	155	690	126	613	123
Divorcés ou séparés	617	302	433	358	715	293	657	281	697	318	946	373
Total	**21.199**	**12.754**	**22.723**	**13.498**	**23.616**	**13.693**	**21.204**	**11.962**	**21.682**	**12.126**	**23.797**	**12.866**
dont : naturalisés	19.691	11.916	21.069	12.591	22.064	12.870	19.651	11.143	19.714	11.121	20.997	11.531

(1) A l'exclusion des mineurs compris aux décrets des parents.

es *résidences*] (1)

Source : Ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale

Nature des déclarations	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Déclarations en vue d'acquérir la nationalité française :						
Souscrites par des conjoints de nationalité française (art. 37-1 du Code de la nationalité française)	9.181	9.885	10.849	10.044	13.767	13.209
Souscrites par des personnes étant en possession d'état de Français (art. 57-1 du Code de la nationalité française)	294	240	298	284	345	355
Souscrites par des mineurs (art. 52 et 55 du Code de la nationalité française)	4.107	4.198	4.623	4.245	4.836	4.600
Souscrites en vertu d'articles divers	954	853	1.063	1.341	1.671	1.451
Total	**14.536**	**15.176**	**16.833**	**15.914**	**20.619**	**19.615**
Déclarations en vue de renoncer à la faculté de répudier la nationalité francaise (art. 19, 24 et 30 du Code de la nationalité française)	43	53	39	20	26	19
Ensemble des déclarations de nationalité	**14.579**	**15.229**	**16.872**	**15.934**	**20.645**	**19.634**

(1) France métropolitaine et autres pays de résidence.

1.06 - **6**

efus d'acquisition
nalité française

es *résidences*] (1)

Source : Ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale

Nature des actes juridiques	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Pertes et refus d'acquisition prononcés à la demande des intéressés :						
Déclarations en vue de décliner ou de répudier la nationalité française	551	734	856	931	1.263	1.720
Déclarations de perte de la nationalité française (art. 87 du Code de la nationalité française)	144	126	138	109	150	126
Options suisses (convention franco-suisse du 23 juillet 1879)	7	6	7	35	25	6
Libérations de l'allégeance française (art. 9 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 — art. 91 du Code de la nationalité française)	966	895	225	350	461	253
Pertes prononcées par le Gouvernement :						
Dechéances de la nationalité française (art. 98 et suivants du Code de la nationalité française)	–	–	–	–	1	–
Retraits d'office de la nationalité française (art. 96 et 97 du Code de la nationalité française)	–	–	–	–	–	–
Oppositions en vertu des articles 39, 46 et 57 du Code de la nationalité française	14	23	21	–	11	39
Total	**1.682**	**1.784**	**1.247**	**1.425**	**1.911**	**2.144**

(1) France métropolitaine et autres pays de résidence.

SOURCES DE DOCUMENTATION

les affaires sociales et de la solidarité nationale, Service
et de la statistique, Direction de la population et des
Sous-direct ion des naturalisations, 1, place de Fontenoy,
. Tél. : 567.55.44.

Publications diverses :

— «La réforme du droit de la nationalité, loi du 9 janvier 1973», *Notes et études documentaires*, nº 4115. du 30 septembre 1974, édité par La documentation française.

TITRE 2

Population et Conditions de vie

Nature des actes juridiques	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Pertes et refus d'acquisition prononcés à la demande des intéressés :						
Déclarations en vue de décliner ou de répudier la nationalité française	551	734	854	931	1.263	1.220
Déclarations de perte de la nationalité française (art. 27 du Code de la nationalité française)	144	126	138	109	130	124
Options suisses (convention franco-suisse du ... 1879)	7	6	7	35	25	6
Déclarations de perte de la nationalité française (art. 9 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 — art. 91 du Code de la nationalité française)	968	895	225	350	461	253
Pertes prononcées par le Gouvernement :						
Déchéance de la nationalité française (art. 98 et suivants du Code de la nationalité française)	–	–	–	–	1	–
Retrait d'office de la nationalité française (art. 96 et 97 du Code de la nationalité française)	–	–	–	–	–	–
Oppositions en vertu des articles 39, 55 et 57 du Code de la nationalité française	18	23	21	–	11	39
Total	1.692	1.784	1.245	1.425	1.911	2.144

(1) France métropolitaine et autres pays de résidence.

Source : Ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale, Service de la statistique, Direction de la population et des migrations, Sous-direction des naturalisations, 1, place de Fontenoy, 75700 Paris. Tél. : 567.55.44.

SOURCES DE DOCUMENTATION

Publications diverses :

— «La réforme du droit de la nationalité, loi du 9 janvier 1973», *Notes et études documentaires*, n° 4115, du 30 septembre 1974, édité par *La documentation française*.

pitre 2.01

pulation active
nploi

1. Évaluation annuelle de la population active
2. Agents de l'Etat et des collectivités locales
3. Le Travail intérimaire
4. Durée du travail de la main-d'œuvre
5. Marché du travail, grèves
6. Accidents du travail
7. Départements d'outre-mer

(tableaux 1 et 2)

Jusqu'en 1974 inclus, la population active comprenait (selon les conventions adoptées depuis le recensement de 1954) les personnes employées, c'est-à-dire celles déclarant exercer une activité professionnelle rémunérée, et les personnes disponibles à la recherche d'un emploi. A partir de 1975, la population active est définie selon la recommandation du Bureau international du travail (cf. § 12 ci-après).

11. LA POPULATION EMPLOYÉE

(tableaux 3 et 4)

Ce chapitre fournit les dernières estimations disponibles concernant la population employée, par groupe d'activités économiques (secteur d'établissements).

La prise en compte du recensement de population de mars 1975 comme nouvelle base des séries d'emploi et le changement de nomenclature d'activité économique ont entraîné une procédure de révision des séries publiées jusqu'à présent. Les séries d'emploi présentées, constituent les résultats définitifs de la rétropolation en nomenclature N.A.P. 40.

Les séries publiées sont établies à partir des résultats du sondage au 1/5 tirés du recensement de la population de mars 1975 auxquels sont appliqués des indicateurs d'évolution issus essentiellement des statistiques de l'U.N.E.D.I.C. (1) [Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce].

L'U.N.E.D.I.C. produit depuis 1961, au 31 décembre de chaque année, des statistiques d'effectifs de salariés relevant du régime des A.S.S.E.D.I.C. (1) [Associations pour l'emploi dans l'industrie et le commerce], classés par activité économique et par sexe. Le champ d'application de ce régime est assez vaste pour que les indications statistiques ainsi fournies soient utilisables pour l'estimation de l'emploi. Aussi les principales données concernant l'emploi se répartissent-elles de la façon suivante :

- Statistiques des A.S.S.E.D.I.C. permettant d'obtenir des estimations de l'emploi à la fin de chaque année;
- Statistiques fournies par le *Ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale,* en particulier par son enquête trimestrielle sur l'activité de la main-d'œuvre. Cette enquête de conjoncture permet, d'une part de compléter le champ des activités relevant du régime A.S.S.E.D.I.C., d'autre part de calculer les évaluations, en moyenne annuelle, qui sont utilisées par la Comptabilité nationale;
- Statistiques de source I.N.S.E.E. provenant principalement des recensements de la population de mars 1962, mars 1968, et mars 1975.

(1) En mai 1959, un régime d'allocation spéciale aux travailleurs sans emploi a été instauré. Des organismes paritaires, les A.S.S.E.D.I.C., fédérés dans l'Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (U.N.E.D.I.C), sont habilités à verser les allocations à certains chômeurs dont le contrat de travail doit, en général, avoir été rompu du fait de l'employeur.

sexe et l'activité économique principale des
ents employeurs, dont le regroupement cons-
ce paragraphe les *secteurs d'établissements*.

ptabilité nationale utilise pour ses travaux, en
dans le *Rapport sur les comptes de la Nation*,
égèrement différent : celui des branches dont la
a été donnée dans « Présentation de la Compta-
onale française » (*Collections de l'I.N.S.E.E.*,
1, série C); alors que le secteur d'établissements
es établissements ayant la même activité prin-
branche est l'activité qui élabore un produit et
rmi une nomenclature de biens et services.

enclature par secteur d'établissements constitue,
statistique, le point de passage obligé pour toute
dans le cadre des branches. La répartition de la
employée par branche résultant d'un passage
nche à travers une matrice fixe sur plusieurs
s résultats sont moins précis que ceux établis
dre des secteurs. La répartition de la population
par secteur résulte d'une ventilation de la
selon le numéro d'activité économique de l'éta-
dans lequel chaque travailleur est occupé.

hode utilisée pour établir l'estimation de la
salariée suivant le sexe et le secteur d'établis-
u 31 décembre de chaque année repose essen-
sur :

volutions annuelles fournies par l'U.N.E.D.I.C.;
nquêtes sur l'emploi et certaines statistiques de
prévoyance et assurances sociales, d'entreprises
pour estimer les salariés non couverts par
.I.C. : secteur public, agriculture, services non
s.
eurs, les non-salariés sont estimés à partir des
fournies par des caisses de retraite, des statis-
caisses d'assurances sociales agricoles et de
emploi.

VEAU DE CHÔMAGE

n 1975, la mesure du chômage retenue était la
n disponible à la recherche d'un emploi, ensemble
dus qui se déclaraient, à l'enquête sur l'emploi ou
ement, être sans emploi et en rechercher un.
tion régulière de l'enquête sur l'emploi et les
alisés quant à la fiabilité de ses résultats per-
naintenant de retenir la définition du chômage
dée par le *Bureau international du travail*.
classé comme chômeur, quatre conditions sont
s :

dépourvu d'emploi;
à même de travailler;
cher un travail rémunéré;
en quête de ce travail.

la semaine de référence, être disponible pour travailler immédiatement, chercher un travail salarié, avoir fait un acte de recherche pendant le mois précédant l'enquête. Le principe de cette mesure est décrit dans le nº 73 d'*Économie et Statistique :* « Le chômage d'après l'enquête emploi d'avril 1975 », par B. Seys.

Outre l'intérêt de permettre les comparaisons internationales, la mesure du chômage au sens de la définition du *Bureau international du travail* présente l'avantage d'être fondée sur des critères factuels, de ne pas faire appel à l'appréciation personnelle des individus sur leur situation et de ne pas dépendre directement de la réglementation et des institutions en matière sociale. Il n'en est pas de même de la série des demandeurs d'emploi inscrits à l'*Agence nationale pour l'emploi* et de celle des bénéficiaires de l'Aide publique ou de l'Assurance-chômage qui dépendent en effet du comportement des personnes en chômage et de la législation sociale. Ces dernières ont cependant le mérite d'apporter des informations plus fines, notamment au niveau régional et local, et de permettre le suivi conjoncturel grâce à leur périodicité mensuelle.

2. *Agents de l'État et des collectivités locales* *(tableaux 5 à 9)*

Le dernier recensement général des agents de l'État et des collectivités locales, réalisé par voie de questionnaires, date de mars 1969. Depuis cette date, un système d'information statistique utilisant les fichiers automatisés de paie des administrations a été mis en place pour les personnels de l'État et des établissements publics nationaux.

Les données sont collectées tous les deux ans et concernent à la fois l'emploi et les salaires. Outre les renseignements sur les rémunérations, les principales informations étudiées sont : l'affectation (ministère, service), le lieu de travail, le sexe, l'âge et le lieu de naissance, le statut (titulaire, contractuel, auxiliaire, militaire...); la catégorie statutaire (A, B, C, D), le grade et la catégorie socio-professionnelle. Les derniers résultats disponibles portent sur l'année 1978.

Les personnels des collectivités locales sont étudiés à travers diverses enquêtes réalisées à des dates différentes par l'I.N.S.E.E., le Ministère de l'intérieur et de la décentralisation et le Ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale. Le tableau 9 présente la synthèse de ces différentes sources pour une date moyenne de 1976 : certaines données sont plus anciennes (hôpitaux généraux), d'autres plus récentes (communes). Les enquêtes du Ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale sont annuelles, celles de l'I.N.S.E.E. et du Ministère de l'intérieur et de la décentralisation (Paris, personnels communaux et départementaux et divers) ont une fréquence (variable) plus faible (de 3 à 5 ans). Toutes ces enquêtes sont limitées à la connaissance de l'emploi : elles n'apportent aucune information sur les salaires.

DÉFINITION

'opération de travail intérimaire consiste à mettre à lisposition provisoire d'entreprises clientes des sala- que, en fonction d'une qualification convenue, l'entre- e de travail intérimaire embauche et rémunère à cet .

e travail intérimaire est temporaire à deux titres :

- la durée du travail chez l'utilisateur est convenue à ance, limitée dans le temps et, selon la loi, la « mission » avoir une durée inférieure à six mois;
- le contrat de travail liant le salarié intérimaire à treprise de travail intérimaire est également temporaire l'une durée égale à celle de la « mission ».

'entreprise de travail temporaire s'engage vis-à-vis 'entreprise cliente sur une durée du travail et une quali- ion du personnel intérimaire et non sur la fourniture ne prestation précise de biens ou services. Le personnel rimaire effectue le travail sous la direction et la respon- lité de l'entreprise utilisatrice.

es caractéristiques jointes à la durée temporaire du trat de travail permettent de distinguer le travail rimaire des autres formes de mise à disposition de onnel : travail en régie (par exemple pour l'entretien, ettoyage, le gardiennage...), délégation de personnel entreprise met un de ses salariés « permanents » disposition, temporaire ou permanente, d'une autre eprise appartenant en général au même groupe)...

LES ENTREPRISES DE TRAVAIL TEMPORAIRE

e travail intérimaire n'a pris un développement impor- en France qu'à la fin des années soixante. La progres- de ce type d'emplois a été depuis très forte. D'après statistiques de l'U.N.E.D.I.C., les entreprises de travail rimaire employaient, au 31 décembre 1981, près de .000 personnes.

evant ce développement, les pouvoirs publics ont réagi réglementant la profession par la loi du 3 janvier 1972 nplétée par le décret de janvier 1973) et la loi du 2 jan- 1979, puis par l'ordonnance du 5 février 1982 (com- ée par les décrets nº 82-197 et nº 82-198 du 26 février 2 relatifs aux formalités administratives et au taux de demnité de précarité d'emploi) prévue pour une durée rois ans. Ces mesures ont pour but de limiter le recours emplois temporaires, de protéger les salariés intéri- res, de moraliser la profession.

a loi spécifie que l'activité de travail temporaire est usive, « toute activité de travail temporaire s'exerçant dehors d'une telle entreprise est interdite ».

'ordonnance limite les cas de recours au travail tem- aire dans les cas suivants :

- absence temporaire ou suspension du contrat de ail d'un salarié (maternité, formation...);
- survenance de la fin d'un contrat de travail à durée éterminée, dans l'attente de l'entrée en service effectif salarié appelé à remplacer celui dont le contrat a pris
— surcroît exceptionnel et temporaire d'activité excluant les travaux saisonniers amenés à se répéter chaque année (tourisme, industries agricoles et alimentaires) et les augmentations cycliques d'activité sur de courtes périodes (réparation navale par exemple).

La loi de 1972 a entraîné la disparition de certaines entreprises. Leur nombre a de nouveau progressé jusqu'au 31 décembre 1979. Il chute depuis cette date, à la suite notamment des conséquences de la loi de janvier 1979, obligeant ces entreprises à présenter un établissement financier garant d'une éventuelle défaillance. On dénombre ainsi dans le fichier des entreprises de travail temporaire tenu par le Ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale (1), 1.518 entreprises gérant 4.257 établissements au 31 décembre 1980.

L'activité du travail temporaire est le fait, d'une part d'un grand nombre de petites entreprises, souvent à durée d'existence relativement courte, gérant un ou deux établissements, d'autre part d'un nombre restreint de grosses entreprises; elle tend à se concentrer autour de ces dernières, qui possèdent un rayonnement important, de par la multiplicité croissante de leurs agences. Ainsi, les 47 entreprises ayant au moins 10 établissements regroupent 1.760 agences.

Les régions Ile-de-France, Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur regroupent les deux tiers des entreprises; notamment 48 % des entreprises et 34 % des établissements ont leur siège social à Paris.

Les établissements de travail temporaire se concentrent dans les zones très industrialisées ou les grands centres urbains.

Près de 40 % des contrats sont destinés à des établissements industriels et 20 % à des établissements du bâtiment.

La durée des missions prévue par les agences de travail temporaire est en moyenne de 3,8 semaines depuis 1975. Une enquête réalisée en avril 1980 par le Ministère du travail a montré que la durée effective était nettement supérieure (5,5 semaines en moyenne en 1979).

33. LES TRAVAILLEURS INTÉRIMAIRES

Le travail temporaire a connu ses premiers développements dans les années 60 en offrant aux entreprises gênées à l'époque par la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, le personnel rare qu'elles recherchaient. Le personnel intérimaire géré par les entreprises de travail temporaire était alors un personnel de techniciens, ouvriers qualifiés et employés de bureau. L'évolution de la demande des entreprises s'est traduite par un accroissement de la part des ouvriers dans la population des intérimaires, notamment des ouvriers non qualifiés. Ceux-ci représentent en 1979 près des trois quarts du travail fourni, ce qui constitue une fréquence beaucoup plus grande que pour l'ensemble des salariés. Inversement, on constate un développement moindre de l'intérim parmi les employés et cadres. Il est difficile d'apprécier l'importance de la

(1) Fichier entaché d'incertitude : les cessations d'activité ne sont pas toujours signalées et certains mouvements sont parfois connus avec retard.

es.

entation des femmes parmi les intérimaires devient inférieure à ce qu'elle est pour l'ensemble ctifs. Cette évolution est parallèle au moindre ent de l'intérim parmi la catégorie très féminployés.

du travail de la main-d'œuvre

ux 14 à 16 sont établis à partir de l'enquête du Ministère des affaires sociales et de la tionale sur l'activité et les conditions d'emploi -d'œuvre dans les établissements occupant salariés. La durée du travail relevée dans ces la durée hebdomadaire moyenne constatée première semaine du trimestre et jugée c'est-à-dire notamment sans jours fériés; moyenne prend en considération les horaires uellement pratiqués, quels qu'en soient les res supplémentaires exceptionnelles, chômage chômage total provisoire. La durée du relevée, d'une part, pour l'ensemble du ouvriers et employés » et, d'autre part, pour « ouvriers », comme il est indiqué aux tableaux

urent les données brutes : ce sont celles qui nt à la réalité économique vécue par les ndant, la durée du travail de la main-d'œuvre la plupart des phénomènes économiques, variations saisonnières systématiques qui peuune plus ou moins grande ampleur. Il est bien hiver détermine un ralentissement de l'activité t. L'appréciation de la situation économique ien distinguer, dans une variation, ce qui est et de la saison de ce qui est véritablement un dans la situation économique. La comprétendances de l'économie ne peut donc se r la prise en considération des données corririations saisonnières.

r intéressé se reportera au *Bulletin mensuel ue* (I.N.S.E.E.) de février 1967 et aux bulletins ans lesquels des données, corrigées des variainières, ont été publiées pour la période 1956-

é du travail - Grèves (1)

s du nombre de bénéficiaires des allocations établi par l'U.N.E.D.I.C., les autres données à établir les tableaux ci-après sont recueillies *ections départementales du travail et de la re* qui regroupent les renseignements des agences locales pour l'emploi; ces renseignecentralisés et exploités sur le plan national *ion de la statistique et des études du Ministère sociales et de la solidarité nationale.*

dans les tableaux 18 à 20.

Les *demandes d'emploi en fin de mois* concernent les travailleurs sans emploi recensés dans les agences locales pour l'emploi à la fin de chaque mois; les travailleurs pourvus d'un emploi mais désireux de changer d'employeur sont exclus. Le développement de l'*Agence nationale pour l'emploi* permet, depuis 1968, de mieux recenser les personnes recherchant un emploi. Il en est résulté une « dérive statistique » de l'indicateur du chômage que constitue la série des demandes d'emploi, dont l'effet s'est fait sentir jusqu'au début 1975.

Les *offres d'emploi en fin de mois* sont les offres déposées par les employeurs dans les agences locales pour l'emploi et qui, au dernier jour du mois, n'ont pas encore été satisfaites. Comme la série des demandes d'emploi, celle des offres d'emploi a été l'objet d'une dérive statistique jusqu'au début 1975.

Ces statistiques sont publiées, en données corrigées des variations saisonnières, dans le *Bulletin mensuel de statistique* (I.N.S.E.E.) depuis avril 1967.

Les statistiques du chômage indemnisé présentées dans le tableau 17 correspondent, jusqu'en 1978, au système d'indemnisation du chômage existant jusqu'au 1er juillet 1979.

Dans ce système, l'aide publique était versée aux travailleurs sans emploi, inscrits comme demandeurs d'emploi, satisfaisant à certaines conditions d'âge, d'aptitude au travail, d'activité préalable et de privation d'emploi, et ne disposant pas de ressources supérieures à un certain barème.

Les *associations pour l'emploi dans l'industrie et le commerce* (A.S.S.E.D.I.C.) sont habilitées à verser des allocations à certains salariés dont le contrat de travail vient à être rompu. Dans l'ancien système d'indemnisation, les bénéficiaires devaient être âgés de moins de 65 ans, être inscrits à l'A.N.P.E., et avoir travaillé pendant trois mois au moins au cours des douze mois précédant la cessation d'activité, dans une ou plusieurs entreprises relevant du régime assurance-chômage des A.S.S.E.D.I.C. Quelques cas particuliers étaient prévus, notamment pour les personnes n'ayant jamais été salariées dans une entreprise relevant du régime des A.S.S.E.D.I.C. ou n'ayant été salariées que pendant une durée insuffisante (ainsi les jeunes gens libérés du service militaire légal depuis moins de six mois).

Ce régime qui couvrait déjà la presque totalité des entreprises de l'industrie et du commerce, à l'exception de certaines entreprises nationales, a été étendu, à partir du 1er janvier 1968, à l'ensemble des entreprises soumises à la fiscalité sur les salaires (mises à part les entreprises agricoles et les professions domestiques).

---

(1) Les définitions précises et les éléments de méthodologie relatifs au marché du travail et aux grèves sont exposés de façon plus complète dans le supplément méthodologique au Bulletin mensuel de statistique de l'I.N.S.E.E. (édition décembre 1965), chapitre : Emploi de la main-d'œuvre. Un nouveau supplément a été publié en octobre 1975.

ipture des séries publiées jusqu'à présent. Dans uveau régime, les travailleurs privés d'emploi, e moins de 65 ans, peuvent prétendre à l'une des ions suivantes servies par les A.S.S.E.D.I.C. :

ocation de base : elle est versée aux salariés licenciés ur motif non économique, ou ayant démissionné ur raisons légitimes, recherchant un emploi et ysiquement aptes. Elle comprend une partie pro-tionnelle au salaire (42 %) et une partie fixe (34 F jour en novembre 1982) ; elle ne peut être inférieure 0 F par jour (novembre 1982) ;

ocation spéciale : elle est attribuée aux salariés nciés pour motif économique recherchant un ploi et physiquement aptes. Comme pour l'allo-ion de base, la recherche d'emploi est justifiée jus-'en 1982 par l'inscription à l'A.N.P.E. Elle com-nd une partie proportionnelle au salaire, dégressive que trimestre et une partie fixe (34 F par jour en vembre 1982). Elle ne peut être inférieure à 75 % du aire antérieur le premier trimestre, puis 70 %, % et 60 % les trois trimestres suivants et dans s les cas, ne peut être inférieure à 113 F par jour vembre 1982) ;

ocation de fin de droits : elle est versée lorsque le meur indemnisé ne reçoit plus les allocations pré-lentes, le cas échéant prolongées par une décision A.S.S.E.D.I.C. Elle est de 34 F par jour (novembre 32). La durée de versement est fonction de la durée ffiliation au régime et de l'âge de l'allocataire, la rée maximale d'indemnisation étant de 5 ans pour plus de 50 ans et de 2 ans et demi avant 50 ans vembre 1982). D'autre part, une allocation forfai-re est versée à certaines catégories de personnes qui réunissent pas les conditions pour obtenir les allo-ions précédentes (jeunes et femmes seules notam-nt). Son montant varie de 33 F à 65 F par jour vembre 1982) selon les catégories.

Fonds national pour l'emploi créé le 18 décembre t financé sur fonds publics a pour mission de faci-'adaptation des travailleurs salariés aux nouveaux is créés par l'économie.

re des allocations d'aide à la reconversion, le Fonds depuis 1969, des « allocations spéciales » qui sont ées aux salariés déclarés inaptes au reclassement. permettent de maintenir 80 à 90 % de la rémuné-antérieure (jusqu'en 1982). Il s'agit donc d'une pré-e ou retraite anticipée accordée dans les zones en uilibre d'emploi ou lors de licenciements collectifs.

plus, l'accord national interprofessionnel du 27 mars nstituant une « garantie de ressources » pour les chô-licenciés âgés de plus de 60 ans est entré en appli-le 22 mai 1972. Le bénéfice de cette allocation a été en juin 1977 aux personnes âgées de 60 ans et démissionnant de leur emploi. Deux décrets de bre 1982 réforment profondément le système, du démissionnaires ou licenciées à partir de 1983.

Enfin, dans le cadre des contrats de solidarité institués par le décret du 30 décembre 1981 et les ordonnances et arrêtés de 1982, et conclus de février 1982 à décembre 1983, les personnes démissionnaires de plus de 55 ans peuvent bénéficier d'allocations conventionnelles de préretraite.

Les bénéficiaires des différents régimes de préretraite ne sont pas comptabilisés avec les demandeurs d'emploi en fin de mois. Aussi sont-ils désormais exclus de la statistique des demandeurs d'emploi en fin de mois, ainsi que de celle du chômage indemnisé (aide publique et assurance-chômage des A.S.S.E.D.I.C.).

Le tableau 20 est établi à l'aide des fiches dressées par les Directions départementales du travail et de la main-d'œuvre lors de l'octroi aux établissements d'indemnités de *chômage partiel.*

Le tableau 21 présente la situation des conflits du travail. Il est établi à l'aide de renseignements recueillis par les inspecteurs du travail ou par les personnes qui en remplissent les fonctions. La statistique porte sur l'ensemble des activités en Métropole, à l'exclusion de l'agriculture et des agents de l'État et des Collectivités locales.

6. *Accidents du travail*

Le tableau 22 indique la répartition des accidents du travail et des maladies professionnelles par comité technique. Celui-ci est un organisme paritaire chargé des problèmes de tarification et de prévention des accidents du travail.

Chaque comité technique national a compétence, en ce qui concerne les accidents du travail et les maladies professionnelles, dans une des quinze catégories d'activités économiques. Celles-ci correspondent à un regroupement des activités économiques de l'I.N.S.E.E.

7. *Départements d'outre-mer (tableau 23)*

Les taux d'activité sont calculés en rapportant dans chaque groupe d'âges les actifs (employés ou non) à l'effectif total du groupe d'âge. Les personnes n'ayant pas répondu, si elles sont actives ou non (activité non déclarée) sont donc exclues du calcul des taux d'activité. Les effectifs d'activité non déclarée ont cependant été fournis comme test de qualité des réponses.

Ont été considérées comme actives, les personnes qui, la *semaine précédant leur recensement :*

— ont exercé une activité rémunérée (même si la personne était en congé annuel payé ou en congé maladie) ;

— ont cherché du travail.

U 2.01 - 1

ctivité (1), par sexe et groupe d'âge quinquennal
à la date de l'enquête

.E.E. (enquête emploi de mars ou avril)

Unité : en %

évolues / vier	1972 H	1972 F	1973 H	1973 F	1974 (2) H	1974 (2) F	1975 H	1975 F	1976 H	1976 F	1977 H	1977 F	1978 H	1978 F	1979 H	1979 F	1980 H	1980 F	1981 H	1981 F	1982 H	1982 F
s.....	32,3	23,3	29,8	22,7	29,3	21,8	30,0	23,4	27,8	22,1	27,3	21,6	25,4	19,4	26,2	19,8	25,7	18,3	24,1	17,1	25,0	16,7
s.....	81,8	65,1	82,7	65,2	82,3	65,8	81,4	67,4	82,1	68,8	81,2	68,6	80,5	68,1	80,1	68,5	80,2	67,5	78,1	66,9	78,8	67,2
s.....	96,4	58,1	95,9	61,0	96,3	62,4	95,5	64,1	95,7	65,6	95,7	68,1	95,7	68,1	95,4	69,5	95,4	69,9	94,9	69,7	95,2	71,0
s.....	98,9	51,0	99,0	52,7	98,8	55,8	98,2	59,0	98,2	60,3	98,0	61,8	98,2	63,2	98,2	65,0	98,0	66,2	97,8	67,2	97,7	69,3
s.....	99,0	49,0	99,0	51,0	98,6	52,8	98,1	56,4	98,0	57,7	97,8	59,6	97,8	60,7	97,9	62,8	98,2	63,8	97,8	66,0	97,9	67,1
s.....	98,2	49,1	98,1	50,4	97,8	52,2	97,6	55,4	97,4	57,0	97,0	57,7	97,6	58,8	97,6	60,1	97,4	62,0	97,6	63,9	97,1	65,0
s.....	97,0	51,9	97,0	52,0	97,0	53,7	96,0	54,7	96,2	56,1	96,0	57,3	95,5	57,1	95,6	58,5	96,5	58,4	96,2	58,6	95,8	62,4
s.....	93,8	50,1	93,7	51,2	93,6	50,9	93,5	52,2	93,6	51,8	93,4	52,5	92,9	52,0	92,9	53,1	92,9	54,7	92,4	56,7	91,4	57,2
s.....	82,0	45,0	82,3	42,9	82,0	43,6	83,3	43,5	82,7	44,8	83,9	46,4	82,6	45,7	82,3	45,9	80,9	47,3	79,5	46,6	75,6	45,8
s.....	63,4	32,7	61,8	32,5	60,4	31,2	56,7	29,8	51,5	27,7	48,8	27,2	45,0	24,1	45,1	24,0	47,6	27,3	42,5	25,3	40,0	23,0
s.....	24,9	12,9	22,6	11,8	21,6	11,4	22,7	11,7	21,5	11,2	19,7	9,7	18,3	9,4	15,8	8,7	14,3	6,8	13,0	6,0	11,1	4,8
s.....	9,5	5,4	8,5	4,7	8,2	4,0	11,8	4,5	10,6	4,3	9,0	3,8	8,5	3,6	7,6	3,9	7,5	2,7	6,8	2,7	5,5	2,5
lus.....	4,4	1,9	3,7	2,0	3,4	1,7	5,3	2,3	4,8	1,8	4,8	2,1	4,4	1,6	3,3	1,6	3,5	1,5	3,1	1,4	2,6	1,2
e.....	**72,7**	**39,1**	**72,1**	**39,6**	**71,8**	**40,2**	**72,5**	**41,9**	**71,9**	**42,3**	**71,7**	**43,0**	**71,1**	**42,8**	**71,1**	**43,7**	**71,0**	**44,0**	**70,2**	**44,2**	**69,8**	**44,8**

pport de la population active à la population totale. Cf. en paragraphe 1 ci-avant les définitions de la population active avant 1975 et à partir de 1975.

U 2.01 - 2

on active : actifs occupés et chômeurs

ource : I.N.S.E.E.

Unité : millier

Année	Salariés (1) Hommes	Salariés (1) Femmes	Salariés (1) Ensemble	Chômeurs (2) Hommes	Chômeurs (2) Femmes	Chômeurs (2) Ensemble	Non salariés (1) Ensemble	Population active totale Ensemble
71.....	10.589,8	5.868,4	16.458,2	215,0	354,0	569,0	4.237,0	21.264,2
72.....	10.675,4	6.045,8	16.721,2	229,5	365,8	595,3	4.084,3	21.400,8
73.....	10.847,8	6.254,5	17.102,3	213,2	363,2	576,4	3.966,2	21.644,9
74.....	10.956,2	6.411,2	17.367,4	226,4	388,5	614,9	3.867,3	21.849,6
75.....	10.789,2	6.449,3	17.238,5	389,0	513,0	902,0	3.775,5	21.916,0
76.....	10.829,4	6.610,8	17.440,2	402,3	591,0	993,3	3.720,6	22.154,1
77 (3)..... *a)*	10.882,4	6.774,5	17.656,9	450,8	653,7	1.104,5	3.684,5	22.445,9
b)				■ 432,5	■ 641,1	■ 1.073,4	3.684,5	22.414,8
78.....	10.857,4	6.905,8	17.763,2	497,2	685,3	1.182,5	3.654,6	22.600,3
79.....	10.813,7	6.981,6	17.795,3	567,5	787,1	1.354,6	3.626,8	22.776,7
80.....	10.789,2	7.047,8	17.837,0	582,4	869,4	1.451,8	3.594,2	22.883,0
81.....	10.660,1	7.061,0	17.721,1	711,5	982,9	1.694,4	3.547,3	22.962,8

(1) *Effectifs d'ensemble :* somme de moyennes arithmétiques pondérées des résultats au 1er janvier, 1er avril, 1er juillet, 1er octobre (secteurs archands non agricoles) et de moyennes arithmétiques simples des résultats au 31 décembre de l'année $(n - 1)$ et au 31 décembre de l'année n ecteur agricole et secteurs non marchands). (*Effectifs par sexe :* moyennes arithmétiques simples des résultats au 31 décembre de l'année $n - 1$ au 31 décembre de l'année n, calées sur les effectifs d'ensemble obtenus par la méthode décrite précédemment). — (2) Chômage au sens de la défi- tion du Bureau international du travail. Moyennes arithmétiques pondérées des résultats au 1er janvier, 1er avril, 1er juillet, 1er octobre de l'année n au 1er janvier de l'année $(n + 1)$, obtenus en appliquant les variations des demandes d'emploi en fin de mois par sexe, au niveau du chômage au ns de la définition du Bureau international du travail observé aux différentes enquêtes sur l'emploi. — (3) Rupture de la série en 1977 en raison e la prise en compte des enquêtes sur l'emploi d'octobre pour l'estimation du chômage (série *b*).

...ation employée au 31 décembre (Estimations avec rappel du recensement de 1975)

Source : I.N.S.E.E. *Unité :* millier

Numéro du secteur	Intitulé du secteur		Recensement de la population	31 décembre						
			Mars 1975	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
T 01	Agriculture, sylviculture, pêche	Salariés	439,9	425,3	406,0	387,9	379,2	373,1	361,6	354,3
		Non salariés	1.668,8	1.649,6	1.605,8	1.567,8	1.534,2	1,504,9	1.459,4	1.430,2
		Total	*2.108,7*	*2.074,9*	*2.011,8*	*1.955,7*	*1.913,4*	*1.878,0*	*1.821,0*	*1.784,5*
T 02	Industrie de la viande et du lait	Salariés	156,7	157,7	157,8	160,8	161,4	162,9	162,1	161,6
		Non salariés	6,3	6,1	6,0	5,9	5,8	5,7	5,5	5,4
		Total	*163,0*	*163,8*	*163,8*	*166,7*	*167,2*	*168,6*	*167,6*	*167,0*
T 03	Industrie des autres produits alimentaires	Salariés	347,4	348,6	347,3	352,8	350,4	349,8	346,8	344,4
		Non salariés	92,9	89,5	86,7	87,7	84,7	80,4	81,1	86,0
		Total	*440,3*	*438,1*	*434,0*	*440,5*	*435,1*	*430,2*	*427,9*	*430,4*
T 04	Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction.	Salariés	85,7	84,8	80,3	74,9	69,7	64,5	61,3	58,9
		Non salariés	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
		Total	*86,0*	*85,1*	*80,6*	*75,2*	*70,0*	*64,8*	*61,6*	*59,2*
T 05	Production de pétrole et de gaz naturel	Salariés	44,5	44,1	43,7	43,6	43,0	42,5	42,7	42,7
		Non salariés	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
		Total	*44,7*	*44,3*	*43,9*	*43,8*	*43,2*	*42,7*	*42,9*	*49,2*
T 06	Électricité, gaz et eau	Salariés	170,3	171,6	173,7	175,7	179,2	182,5	185,2	189,2
		Non salariés	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
		Total	*171,1*	*172,4*	*174,5*	*176,5*	*180,0*	*183,3*	*186,0*	*190,0*
T 07	Minerais et métaux ferreux, première transformation de l'acier.	Salariés	227,5	224,1	222,7	208,7	193,3	174,9	165,1	157,0
		Non salariés	0,9	1,0	1,1	1,1	1,2	1,3	1,4	1,6
		Total	*228,4*	*225,1*	*223,8*	*209,8*	*194,5*	*176,2*	*166,5*	*158,6*
T 08	Minerais, métaux et demi-produits non ferreux.	Salariés	66,6	65,1	66,9	76,8	78,2	79,2	79,5	77,4
		Non salariés	0,7	0,7	0,8	0,9	1,0	1,1	1,2	1,3
		Total	*67,3*	*65,8*	*67,7*	*77,7*	*79,2*	*80,3*	*80,7*	*78,7*
T 09	Production de matériaux de construction et minéraux divers.	Salariés	215,6	205,4	202,9	199,0	193,5	189,9	188,3	180,9
		Non salariés	10,6	10,6	10,7	10,7	10,8	10,6	10,6	10,4
		Total	*226,2*	*216,0*	*213,6*	*209,7*	*204,3*	*200,5*	*198,9*	*191,3*
T 10	Industrie du verre	Salariés	75,0	73,7	73,4	72,6	71,3	68,5	67,1	64,5
		Non salariés	1,3	1,3	1,4	1,4	1,5	1,5	1,6	1,6
		Total	*76,3*	*75,0*	*74,8*	*74,0*	*72,8*	*70,0*	*68,7*	*66,1*
T 11	Chimie de base, fibres artificielles et synthétiques.	Salariés	193,5	189,7	187,6	187,7	184,1	182,2	176,6	165,9
		Non salariés	1,5	1,5	1,5	1,4	1,5	1,5	1,5	1,5
		Total	*195,0*	*191,2*	*189,1*	*189,1*	*185,6*	*183,7*	*178,1*	*167,4*
T 12	Parachimie et industrie pharmaceutique	Salariés	160,6	161,5	160,9	162,7	162,6	161,9	161,2	159,0
		Non salariés	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3
		Total	*162,9*	*163,8*	*163,2*	*165,0*	*164,9*	*164,2*	*163,5*	*161,3*
T 13	Fonderie et travail des métaux	Salariés	531,0	511,6	514,7	503,5	490,2	490,2	485,3	467,3
		Non salariés	29,9	29,9	29,1	28,2	27,3	26,4	25,8	24,6
		Total	*560,9*	*541,5*	*543,8*	*531,7*	*517,5*	*516,6*	*511,1*	*491,9*
T 14	Construction mécanique	Salariés	587,0	571,6	569,2	558,3	540,4	533,8	525,2	506,9
		Non salariés	24,9	24,3	24,5	24,8	25,4	25,8	26,5	26,9
		Total	*611,9*	*595,9*	*593,7*	*583,1*	*565,8*	*559,6*	*551,7*	*533,8*
T 15 A	Construction électrique et électronique, matériels électriques et électroniques professionnels.	Salariés	472,1	463,6	469,7	470,6	466,3	462,8	459,3	454,4
		Non salariés	4,5	4,5	4,7	4,9	5,2	5,3	5,5	5,5
		Total	*476,6*	*468,1*	*474,4*	*475,5*	*471,5*	*468,1*	*464,8*	*459,9*
T 15 B	Biens d'équipement ménager	Salariés	114,8	106,7	108,2	105,5	102,1	99,6	95,6	90,9
		Non salariés	1,2	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,0
		Total	*116,0*	*107,8*	*109,3*	*106,6*	*103,2*	*100,7*	*96,7*	*91,9*
T 16	Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre.	Salariés	495,6	507,4	534,3	535,3	534,1	523,5	503,0	472,5
		Non salariés	3,5	3,0	3,1	3,1	3,2	3,3	3,3	3,3
		Total	*499,1*	*510,4*	*537,4*	*538,4*	*537,3*	*526,8*	*506,3*	*475,8*
T 17	Construction navale et aéronautique, armement.	Salariés	236,1	238,1	235,7	228,1	221,3	223,0	225,5	231,7
		Non salariés	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7
		Total	*237,8*	*239,8*	*237,4*	*229,8*	*223,0*	*224,7*	*227,2*	*233,4*
T 18	Industrie textile et habillement	Salariés	649,2	619,4	611,9	587,8	560,3	550,9	513,7	481,2
		Non salariés	37,6	35,7	34,2	32,5	31,1	28,6	27,0	25,4
		Total	*686,8*	*655,1*	*646,1*	*620,3*	*591,4*	*579,5*	*540,7*	*506,6*
T 19	Industrie du cuir et de la chaussure	Salariés	131,0	124,7	121,0	118,4	113,0	113,7	109,4	102,6
		Non salariés	7,1	6,9	6,3	5,9	5,9	5,5	5,3	5,1
		Total	*138,1*	*131,6*	*127,3*	*124,3*	*118,9*	*119,2*	*114,7*	*107,7*

urce : I.N.S.E.E. *Unité :* millier

Numéro de secteur	Intitulé du secteur		Recensement de la population	31 Décembre						
			Mars 1975	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
T 20	Bois, meubles, industries diverses	Salariés	343,1	334,9	340,1	340,1	333,2	331,8	322,5	310,1
		Non salariés	39,8	39,2	39,2	39,0	39,6	39,4	39,6	39,1
		Total	*382,9*	*374,1*	*379,3*	*379,1*	*372,8*	*371,2*	*362,1*	*349,2*
T 21	Industrie du papier et du carton	Salariés	143,2	138,1	137,5	132,9	128,0	126,0	r 121,8	115,3
		Non salariés	2,5	2,5	2,6	2,6	2,7	2,8	r 2,8	2,9
		Total	*145,7*	*140,6*	*140,1*	*135,5*	*130,7*	*128,8*	*124,6*	*118,2*
T 22	Imprimerie, presse, édition	Salariés	209,6	204,7	206,6	208,6	208,8	209,1	207,1	202,8
		Non salariés	12,8	12,7	12,9	13,1	13,4	13,5	13,7	14,3
		Total	*222,4*	*217,4*	*219,5*	*221,7*	*222,2*	*222,6*	*220,8*	*217,1*
T 23	Industrie du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques.	Salariés	225,4	218,7	225,7	226,3	223,3	225,2	220,4	211,4
		Non salariés	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
		Total	*228,8*	*222,1*	*229,1*	*229,7*	*226,7*	*228,6*	*223,8*	*214,8*
T 24	Bâtiment, génie civil et agricole	Salariés	1.616,0	1.573,0	1.576,5	1.558,3	1.511,3	1.504,9	1.486,0	1.447,6
		Non salariés	290,1	286,7	292,7	300,9	311,2	317,4	326,5	322,5
		Total	*1.906,1*	*1.859,7*	*1.869,2*	*1.859,2*	*1.822,5*	*1.822,3*	*1.812,5*	*1.770,1*
T 25	Commerce de gros alimentaire	Salariés	233,2	234,5	237,7	240,1	240,7	242,1	241,0	239,1
		Non salariés	37,0	39,8	38,4	35,1	33,6	28,0	29,0	28,4
		Total	*270,2*	*274,3*	*276,1*	*275,2*	*274,3*	*270,1*	*270,0*	*267,5*
T 26	Commerce de gros non alimentaire	Salariés	520,8	526,6	540,9	551,6	552,7	565,1	573,5	571,8
		Non salariés	40,7	41,6	40,6	40,7	38,7	34,6	31,1	30,1
		Total	*561,5*	*568,2*	*581,5*	*592,3*	*591,4*	*599,7*	*604,6*	*601,9*
T 27	Commerce de détail alimentaire	Salariés	351,1	360,4	375,2	388,7	396,4	403,1	414,0	424,5
		Non salariés	207,5	208,2	199,2	189,6	191,2	191,6	190,4	183,5
		Total	*558,6*	*568,6*	*574,4*	*578,3*	*587,6*	*594,7*	*604,4*	*608,0*
T 28	Commerce de détail non alimentaire	Salariés	649,0	667,0	681,4	696,6	697,7	704,5	700,4	705,0
		Non salariés	314,6	314,3	321,6	320,5	318,3	316,9	319,9	321,5
		Total	*963,6*	*981,3*	*1.003,0*	*1.017,1*	*1.016,0*	*1.021,4*	*1.020,3*	*1.026,5*
T 29	Réparation et commerce de l'automobile	Salariés	284,8	293,2	308,4	322,2	324,9	330,0	328,8	332,3
		Non salariés	73,1	75,7	72,6	74,4	82,4	83,7	82,4	79,1
		Total	*357,9*	*368,9*	*381,0*	*396,6*	*407,3*	*413,7*	*411,2*	*411,4*
T 30	Hôtels, cafés, restaurants	Salariés	337,3	345,9	355,1	369,1	376,8	386,7	396,0	407,7
		Non salariés	225,0	224,3	221,6	207,0	206,3	202,8	207,1	206,9
		Total	*562,3*	*570,2*	*576,7*	*576,1*	*583,1*	*589,5*	*603,1*	*614,6*
T 31	Transports	Salariés	807,0	802,1	814,9	818,9	820,7	825,6	825,5	828,9
		Non salariés	62,9	54,9	57,9	59,5	56,3	62,2	59,6	58,1
		Total	*869,9*	*857,0*	*872,8*	*878,4*	*877,0*	*887,8*	*885,1*	*887,0*
T 32	Télécommunications et postes	Salariés	401,2	408,4	415,3	438,5	454,1	455,5	458,8	467,6
		Non salariés	0,7	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
		Total	*401,9*	*409,1*	*415,9*	*439,1*	*454,7*	*456,1*	*459,4*	*468,2*
T 33	Services marchands rendus principalement aux entreprises.	Salariés	645,6	653,9	701,2	735,3	763,4	812,0	835,2	842,0
		Non salariés	145,6	141,0	140,8	148,0	159,1	157,5	169,0	151,8
		Total	*791,2*	*794,9*	*842,0*	*883,3*	*922,5*	*969,5*	*1.004,2*	*993,8*
T 34	Services marchands rendus principalement aux particuliers.	Salariés	1.147,0	1.255,9	1.342,8	1.416,6	1.482,9	1.512,0	1,534,8	1.573,7
		Non salariés	300,6	302,9	314,4	331,1	320,5	331,1	321,1	324,3
		Total	*1.447,6*	*1.558,8*	*1.657,2*	*1.747,7*	*1.803,4*	*1.843,1*	*1.855,9*	*1.898,0*
T 35	Location, crédit bail, immobilier	Salariés	51,6	51,0	51,8	54,5	55,1	57,2	57,1	57,5
		Non salariés	4,6	4,7	4,8	4,8	4,9	5,0	5,1	5,1
		Total	*56,2*	*55,7*	*56,6*	*59,3*	*60,0*	*62,2*	*62,2*	*62,6*
T 36	Assurances	Salariés	123,3	126,5	127,5	130,4	132,3	133,5	134,8	136,5
		Non salariés	4,3	4,5	4,8	5,1	5,4	5,8	6,1	6,5
		Total	*127,6*	*131,0*	*132,3*	*135,5*	*137,7*	*139,3*	*140,9*	*143,0*
T 37	Organismes financiers	Salariés	376,7	384,7	392,6	401,2	407,5	412,5	416,2	419,9
		Non salariés	1,6	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
		Total	*378,3*	*386,2*	*394,1*	*402,7*	*409,0*	*414,0*	*417,7*	*421,4*
T 38	Services non marchands	Salariés	3.303,2	3.371,0	3.431,6	3.475,3	3.528,1	3.535,2	3.584,6	3.584,6
		Non salariés	111,3	110,4	109,3	108,2	107,1	106,1	105,0	103,9
		Total	*3.414,5*	*3.481,4*	*3.540,9*	*3.583,5*	*3.635,2*	*3.641,3*	*3.689,6*	*3.688,5*
T 01 à T 38	**Total général**	**Salariés**	**17.169,2**	**17.245,2**	**17.550,7**	**17.715,9**	**17.731,5**	**17.801,4**	**17.773,0**	**17.641,6**
		Non salariés	**3.775,1**	**3.740,0**	**3.701,2**	**3.667,8**	**3.641,4**	**3.612,2**	**3.576,0**	**3.518,6**
		Total	**20.944,3**	**20.985,2**	**21.251,9**	**21.383,7**	**21.372,9**	**21.413,6**	**21.349,0**	**21.160,2**

Source : I.N.S.E.E. *Unité :* millier

Numéro de secteur	Intitulé du secteur		Recensement de la population	31 décembre					
			Mars 1975	1975	1976	1977	1978	r 1979	r 1980	1981
	Regroupements particuliers									
T 02, T 03	Industries agricoles et alimentaires	Salariés	504,1	506,3	505,1	513,6	511,8	512,7	508,9	506,0
		Non salariés	99,2	95,6	92,7	93,6	90,5	86,1	86,6	91,4
		Total	*603,3*	*601,9*	*597,8*	*607,2*	*602,3*	*598,8*	*595,5*	*597,4*
T 04 à T 06	Énergie	Salariés	300,5	300,5	297,7	294,2	291,9	289,5	289,2	290,8
		Non salariés	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3
		Total	*301,8*	*301,8*	*299,0*	*295,5*	*293,2*	*290,8*	*290,5*	*292,1*
T 07 à T 11 T 13, T 21 T 23	Industrie des biens intermédiaires	Salariés	1.677,8	1.626,3	1.631,4	1.607,4	1.561,9	1.536,1	1.504,1	1.439,7
		Non salariés	50,8	50,9	50,6	49,7	49,4	50,1	48,3	47,3
		Total	*1.728,6*	*1.677,2*	*1.682,0*	*1.657,1*	*1.611,3*	*1.586,2*	*1.552,4*	*1.487,0*
T 14 à T 17	Industrie des biens d'équipement	Salariés	1.905,5	1.887,4	1.917,1	1.897,8	1.864,0	1.842,7	1.808,6	1.756,4
		Non salariés	35,7	34,6	35,1	35,6	36,6	37,8	38,1	38,4
		Total	*1.941,2*	*1.922,0*	*1.952,2*	*1.933,4*	*1.900,6*	*1.880,5*	*1.846,7*	*1.794,8*
T 12, T 18 à T 20, T 22	Industrie des biens de consommation	Salariés	1.493,5	1.445,2	1.440,6	1.417,5	1.377,9	1.367,4	1.313,9	1.255,7
		Non salariés	99,6	96,8	94,9	92,8	92,3	89,3	87,9	86,2
		Total	*1.593,1*	*1.542,0*	*1.535,5*	*1.510,3*	*1.470,2*	*1.456,7*	*1.401,8*	*1.341,9*
T 02 à T 23	Industrie non compris le bâtiment	Salariés	5.881,4	5.765,7	5.791,9	5.730,4	5.607,4	5.548,4	5.424,7	5.248,6
		Non salariés	286,6	279,2	274,6	273,0	270,1	262,5	262,2	264,6
		Total	*6.168,0*	*6.044,9*	*6.066,5*	*6.003,4*	*5.877,5*	*5.810,9*	*5.686,9*	*5.513,2*
T 02 à T 24	Industrie y compris le bâtiment	Salariés	7.497,4	7.338,6	7.368,3	7.288,7	7.118,7	7.053,3	6.910,7	6.696,2
		Non salariés	576,7	565,9	567,3	573,9	581,3	579,9	588,7	587,1
		Total	*8.074,1*	*7.904,5*	*7.935,6*	*7.862,6*	*7.700,0*	*7.633,2*	*7.499,4*	*7.283,3*
T 25 à T 28	Commerces	Salariés	1.754,0	1.788,4	1.835,2	1.876,9	1.887,4	1.914,8	1.928,9	1.940,4
		Non salariés	599,8	603,9	599,8	585,9	581,8	571,1	570,4	563,5
		Total	*2.353,8*	*2.392,3*	*2.435,0*	*2.462,8*	*2.469,2*	*2.485,9*	*2.499,3*	*2.503,9*
T 31, T 32	Transports et télécommunications	Salariés	1.208,3	1.210,5	1.230,2	1.257,3	1.274,7	1.281,1	1.284,3	1.296,5
		Non salariés	63,6	55,6	58,5	60,1	56,9	62,8	60,2	58,7
		Total	*1.271,9*	*1.266,1*	*1.288,7*	*1.317,4*	*1.331,6*	*1.343,9*	*1.344,5*	*1.355,2*
T 29, T 30 T 33, T 34	Services marchands	Salariés	2.414,7	2.549,0	2.707,5	2.843,2	2.947,9	3.040,7	3.094,8	3.155,7
		Non salariés	744,3	743,9	749,4	760,5	768,3	775,1	779,6	762,1
		Total	*3.159,0*	*3.292,9*	*3.456,9*	*3.603,7*	*3.716,2*	*3.815,8*	*3.874,4*	*3.917,8*
T 25 à T 37	Transports, services, commerces	Salariés	5.928,6	6.110,3	6.344,8	6.563,5	6.705,0	6.839,8	6.916,1	7.006,5
		Non salariés	1.418,2	1.414,1	1.418,8	1.417,9	1.418,8	1.421,3	1.422,9	1.397,4
		Total	*7.346,8*	*7.524,4*	*7.763,6*	*7.981,4*	*8.123,8*	*8.261,1*	*8.339,0*	*8.403,9*
T 02 à T 37	Secteurs marchands non agricoles	Salariés	13.426,0	13.448,9	13.713,1	13.852,2	13.823,7	13.893,1	13.826,8	13.702,7
		Non salariés	1.994,9	1.980,0	1.986,1	1.991,8	2.000,1	2.003,3	2.011,6	1.984,5
		Total	*15.420,9*	*15.428,9*	*15.699,2*	*15.844,0*	*15.823,8*	*15.896,4*	*15.838,4*	*15.687,2*

n salariée ayant un emploi au 31 décembre

s)

S.E.E. *Unité :* millier de salariés

Intitulé du secteur	1977		1978		1979		1980		1981	
	Ensemble	*dont :* Femmes	Ensemble	*dont :* Femmes	Ensemble	*dont :* Femmes	Ensemble	*dont :* Femmes	Ensemble	*dont :* Femmes
Agriculture, sylviculture, pêche	387,9	60,4	379,2	60,5	373,1	61,0	361,6	60,0	354,3	59,9
Industrie de la viande et du lait	160,8	46,5	161,4	47,0	162,9	48,1	162,1	48,3	161,6	48,9
Industrie des autres produits alimentaires	352,8	123,5	350,4	122,3	349,8	122,8	346,8	122,0	344,4	120,8
Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction	74,9	2,8	69,7	2,7	64,5	2,5	61,3	2,4	58,9	2,4
Production de pétrole et de gaz naturel	43,6	7,7	43,0	7,4	42,5	7,4	42,7	7,5	42,7	7,8
Électricité, gaz et eau	175,7	31,3	179,2	32,2	182,5	32,7	185,2	33,4	189,2	34,5
Minerais et métaux ferreux. Première transformation de l'acier	208,7	17,4	193,3	16,5	174,9	15,0	165,1	14,7	157,0	14,2
Minerais, métaux et demi-produits non ferreux	76,8	14,3	78,2	14,2	79,2	14,1	79,5	14,5	77,4	14,3
Production de matériaux de construction et minéraux divers	199,0	31,0	193,5	30,7	189,9	30,3	188,3	30,4	180,9	29,3
Industrie du verre	72,6	14,3	71,3	13,9	68,5	13,3	67,1	13,1	64,5	12,3
Chimie de base, fibres artificielles et synthétiques	187,7	44,2	184,1	43,4	182,2	43,8	176,6	43,2	165,9	38,9
Parachimie et industrie pharmaceutique	162,7	67,5	162,6	66,9	161,9	66,7	161,2	66,4	159,0	65,3
Fonderie et travail des métaux	503,5	101,3	490,2	98,0	490,2	97,0	485,3	94,7	467,3	89,7
Construction mécanique	558,3	104,7	540,4	102,0	533,8	100,5	525,2	98,5	506,9	94,1
Construction électrique et électronique	470,6	172,3	466,3	169,1	462,8	165,7	459,3	161,7	454,4	157,5
Biens d'équipement ménager	105,5	46,9	102,1	44,6	99,6	43,7	95,6	41,2	90,9	39,6
Construction de véhicules automobiles	535,3	97,5	534,1	97,8	523,5	96,3	503,0	92,2	472,5	85,7
Construction navale et aéronautique, armement	228,1	27,5	221,3	27,1	223,0	27,9	225,5	29,3	231,7	30,4
Industrie textile et habillement	587,8	401,8	560,3	384,4	550,9	378,9	513,7	350,1	481,2	336,2
Industrie du cuir et de la chaussure	118,4	68,8	113,0	66,5	113,7	67,5	109,4	65,4	102,6	60,7
Bois, meubles, industries diverses	340,1	110,4	333,2	107,1	331,8	106,3	322,5	103,0	310,1	97,7
Industrie du papier et du carton	132,9	44,3	128,0	42,4	126,0	41,4	121,8	39,7	115,3	37,2
Imprimerie, presse, édition	208,6	72,0	208,8	72,8	209,1	73,2	207,1	73,2	202,8	72,3
Industrie du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	226,3	71,7	223,3	70,4	225,2	69,9	220,4	67,8	211,4	64,6
Bâtiment, génie civil et agricole	1.558,3	97,1	1.511,3	96,3	1.504,9	99,2	1.486,0	101,2	1.447,6	102,5
Commerce de gros alimentaire	240,1	75,3	240,7	75,7	242,1	76,9	241,0	77,5	239,1	77,4
Commerce de gros non alimentaire	551,6	184,8	552,7	186,1	565,1	190,3	573,5	194,0	571,8	194,4
Commerce de détail alimentaire	388,7	195,8	396,4	200,2	403,1	204,6	414,0	212,3	424,5	218,4
Commerce de détail non alimentaire	696,6	426,7	697,7	429,2	704,5	434,6	700,4	434,0	705,0	439,1
Réparation et commerce de l'automobile	322,2	50,7	324,9	51,3	330,0	53,2	328,8	54,0	332,3	55,2
Hôtels, cafés, restaurants	369,1	193,2	376,8	196,1	386,7	200,7	396,0	205,3	407,7	210,1
Transports	818,9	126,5	820,7	129,2	825,6	133,4	825,5	136,9	828,9	142,9
Télécommunications et postes	438,5	177,3	454,1	190,5	455,5	191,4	458,8	194,1	467,6	200,2
Services marchands rendus principalement aux entreprises	735,3	340,8	763,4	352,4	812,0	370,0	835,2	387,4	842,0	396,2
Services marchands rendus principalement aux particuliers	1.416,6	1.007,4	1.482,9	1.060,4	1.512,0	1.086,1	1.534,8	1.107,3	1.573,7	1.139,4
Location, crédit-bail, immobilier	54,5	25,4	55,1	25,9	57,2	27,3	57,1	27,5	57,5	28,0
Assurances	130,4	72,9	132,3	74,4	133,5	74,9	134,8	76,2	136,5	77,2
Organismes financiers	401,2	197,1	407,5	200,3	412,5	203,1	416,2	205,3	419,9	207,6
Services non marchands	3.475,3	1.895,3	3.528,1	1.926,6	3.535,2	1.934,2	3.584,6	1.964,0	3.584,6	19.677,8
Ensemble des activités	**17.715,9**	**6.846,3**	**17.731,5**	**6.934,5**	**17.801,4**	**7.005,9**	**17.773,0**	**7.050,1**	**17.641,6**	**7.060,5**
Regroupements particuliers										
Industries agricoles et alimentaires	513,6	169,9	511,8	169,3	512,8	170,9	508,9	170,3	506,0	169,7
Énergie	294,2	41,8	291,9	42,3	289,5	42,7	289,2	43,4	290,8	44,7
Industrie des biens intermédiaires	1.607,4	338,4	1.561,9	329,4	1.536,1	324,8	1.504,0	318,1	1.439,6	300,4
Industrie des biens d'équipement	1.897,8	449,0	1.864,0	440,6	1.842,7	434,1	1.808,6	422,9	1.756,4	407,3
Industrie des biens de consommation	1.417,5	720,6	1.377,9	697,6	1.367,2	692,6	1.314,0	658,1	1.255,7	622,3
Industrie non compris le bâtiment	5.730,4	1.719,6	5.607,4	1.679,2	5.548,4	1.665,0	5.424,6	1.612,8	5.248,3	1.544,3
Industrie y compris le bâtiment	7.288,7	1.816,7	7.118,7	1.775,5	7.053,2	1.764,3	6.910,6	1.714,0	6.696,0	1.646,8
Commerces	1.876,9	882,6	1.887,4	891,3	1.914,8	906,4	1.928,9	917,8	1.940,4	929,4
Transports et télécommunications	1.257,3	303,8	1.274,7	319,6	1.281,1	324,8	1.284,3	331,0	1.296,5	343,1
Services marchands	2.843,2	1.592,2	2.947,9	1.660,3	3.040,6	1.710,0	3.094,7	1.754,5	3.155,6	1.800,8
Transports, services, commerces	6.563,5	3.073,9	6.705,0	3.171,8	6.839,8	3.246,5	6.915,9	3.312,3	7.006,5	3.386,0
Services marchands non agricoles	13.852,2	4.955,3	13.823,7	4.947,3	13.893,0	5.010,8	13.826,6	5.026,3	13.702,4	5.032,9

— La cohérence comptable des chiffres n'est pas toujours assurée à la décimale près en raison d'arrondis effectués sur les résultats fournis par l'ordi-

budgets réunis) (1)

Sources { I.N.S.E.E. (recensement des agents de l'État de 1969)
Exploitation des fichiers informatisés de paie 1976 et 1978

Unité : agent

Ministère (2)	Agents effectuant un service à temps complet					Agents à temps partiel		
			1978					
	1969	1976	Titulaires	Non titulaires	Ensemble	1969	1976	1978
Affaires étrangères	13.254	26.009	12.772	12.299	25.071	97	972	380
Agriculture	40.113	52.168	27.021	27.273	54.294	2.573	6.734	8.307
Anciens combattants	7.436	6.685	5.884	953	6.837	149	341	326
Coopération	13.781	15.758	7.543	7.854	15.397	24	218	254
Culture	7.766	11.384	6.203	6.467	12.670	504	1.521	2.455
Défense	413.451	442.733	300.457	141.472	441.929	1.992	1.112	1.561
D.O.M.-T.O.M.	4.040	4.365	3.920	623	4.543	62	38	38
Économie et Budget	153.171	180.851	164.283	24.061	188.344	9.557	9.607	18.611
Éducation et Universités	671.804	923.329	773.787	172.210	945.997	31.316	54.985	69.549
Environnement, cadre de vie, transports	93.054	110.671	78.950	33.691	112.641	2.636	4.986	5.415
Industrie et commerce	22.503	33.343	3.977	26.073	30.050	284	657	1.040
Intérieur	111.759	131.993	126.521	4.614	131.135	1.102	1.121	2.164
Justice	21.155	33.087	33.248	3.447	36.695	1.106	2.113	2.405
Postes et télécommunications	314.573	383.313	399.300	30.997	430.297	31.124	41.385	36.927
Jeunesse, sports et loisirs	16.232	26.203	24.997	3.583	28.580	214	1.788	2.623
Santé et travail	34.869	39.386	21.903	20.564	42.467	1.120	7.461	7.240
Services du Premier ministre	5.850	3.164	1.556	2.798	4.354	93	113	296
Ensemble	**1.944.811**	**2.424.442**	**1.992.322**	**518.979**	**2.511.301**	**83.953**	**135.152**	**159.591**

(1) Budget général, budgets annexes et budgets propres; non compris certains établissements considérés comme entreprises publiques (aéroport, de Paris, B.R.G.M., I.N.A., T.D.F., ports autonomes, S.E.I.T.A., etc.). — (2) D'après structures ministérielles de 1978.

.EAU 2.01 - **6**

tifs des agents de l'État et des établissements publics au 31 décembre 1978 par statut

Source : Exploitation des fichiers informatisés de paie

Unité : agent

	Titulaires	Non titulaires	Ouvriers	Militaires (1)	Ensemble	Dont temps partiel
Métropole :						
État	1.676.840	329.891	108.013	273.516	2.388.260	139.062
dont : Ministère de la défense	*29.967*	*10.733*	*92.940*	*272.577*	*406.217*	*1.284*
Établissements publics nationaux (2)	29.910	125.429	1.624	538	157.501	17.003
Ensemble	1.706.750	455.320	109.637	274.054	2.545.761	156.065
D.O.M.-T.O.M. (tous budgets)	36.288	13.967	3.146	9.630	63.031	2.869
Étranger (tous budgets)	18.160	21.790	4.064	24.253	68.267	657
TOTAL :						
État	1.729.938	361.201	115.223	307.260	2.513.622	142.142
dont : Ministère de la défense	*30.651*	*13.208*	*99.788*	*300.878*	*444.525*	*1.312*
Établissements publics nationaux	31.260	129.876	1.624	677	163.437	17.449
Ensemble (3)	**1.761.198**	**491.077**	**116.847**	**307.937**	**2.677.059**	**159.591**

(1) Non compris les militaires appelés servant pendant la durée légale (P.D.L.) mais y compris les engagés P.D.L. et les coopérants et assistants techniques P.D.L. — (2) Y compris Office national des forêts (classé en entreprise par la comptabilité nationale). — (3) Pour les effectifs à temps partiel : dont 55.138 à moins de mi-temps (45.985 pour l'État).

xploitation des fichiers informatisés de paie — *Unité :* agent

Ministères (importance numérique décroissante)	Titulaires et militaires de carrière			Autres personnels			Ensemble			Variation annuelle en %		
	1976	1978	1978 Temps partiel	1976	1978	1978 Temps partiel	1976	1978	1978 Temps partiel	Titulaires	Non titulaires	Ensemble
.....	714.804	753.099	27.722	127.096	132.309	21.575	841.900	885.408	49.297	2,7	2,1	2,6
.....	42.480	43.873	431	22.233	24.575	1.300	64.713	68.448	1.731	1,6	5,3	2,9
et Universités.....	757.284	796.972	28.153	149.329	156.884	22.875	906.613	953.856	51.028	2,6	2,9	2,6
nt du 1er degré.....	*265.292*	*274.324*	*7.272*	*18.404*	*12.645*	*398*	*283.696*	*286.969*	*7.670*	*1,7*	*– 15,7*	*0,6*
nts du 2e degré.....	*352.964*	*384.804*	*18.075*	*95.792*	*107.557*	*19.829*	*448.756*	*492.361*	*37.904*	*4,5*	*6,4*	*4,9*
nts supérieurs.....	*51.634*	*53.727*	*762*	*23.518*	*25.739*	*1.427*	*75.152*	*79.466*	*2.189*	*2,0*	*4,7*	*2,9*
élécommunications....	331.187	403.912	4.909	73.393	44.726	13.897	404.580	448.638	18.806	11,0	– 19,5	5,5
.....	*218.544*	*257.375*	*2.843*	*50.062*	*33.227*	*12.567*	*268.606*	*290.602*	*15.410*	*8,9*	*– 16,8*	*4,1*
ications.....	*109.121*	*142.237*	*1.972*	*22.315*	*10.844*	*1.264*	*131.436*	*153.081*	*3.236*	*15,2*	*– 25,7*	*8,2*
.....	296.970	299.963	661	142.622	144.555	651	439.592	444.518	1.312	0,5	0,7	0,6
générale à l'armement..	*11.379*	*12.345*	*103*	*60.269*	*59.365*	*319*	*71.648*	*71.710*	*422*	*4,2*	*– 0,7*	*–*
es).....	*56.157*	*55.720*	*–*	*2.748*	*2.148*	*–*	*58.905*	*57.868*	*–*	*– 0,4*	*– 10,9*	*– 0,9*
aires).....	*94.581*	*95.226*	*–*	*14.324*	*14.914*	*–*	*108.905*	*110.140*	*–*	*0,3*	*2,1*	*0,6*
res).....	*36.588*	*37.822*	*–*	*16.193*	*13.365*	*–*	*52.781*	*51.187*	*–*	*1,7*	*– 8,7*	*– 1,5*
e (militaires).....	*70.296*	*71.152*	*–*	*24*	*9*	*–*	*70.320*	*71.161*	*–*	*0,6*	•	*0,6*
t Budget.....	154.238	163.579	4.920	25.389	26.983	6.857	179.627	190.562	11.777	3,0	3,1	3,0
érieurs des impôts (2)...	*72.071*	*76.435*	*2.243*	*8.549*	*11.827*	*3.997*	*80.620*	*88.262*	*6.240*	*3,0*	•	*4,7*
érieurs du trésor.....	*47.555*	*51.499*	*2.245*	*9.002*	*8.044*	*2.456*	*56.557*	*59.543*	*4.701*	*4,1*	*– 5,3*	*2,6*
érieurs des douanes.....	*18.886*	*18.837*	*81*	*245*	*300*	*47*	*19.131*	*19.137*	*128*	*– 0,2*	*11,2*	*–*
.....	*5.659*	*6.308*	*198*	*1.515*	*1.267*	*224*	*7.174*	*7.575*	*422*	*5,7*	*– 8,2*	*2,8*
.....	126.281	127.040	519	6.696	5.842	1.233	132.977	132.882	1.752	0,3	– 6,4	–
nale.....	*104.682*	*105.037*	*57*	*5.330*	*4.555*	*1.109*	*110.012*	*109.592*	*1.166*	*0,2*	*– 7,3*	*– 0,2*
préfectures.....	*17.041*	*17.541*	*420*	*721*	*769*	*95*	*17.762*	*18.310*	*515*	*1,5*	*3,3*	*1,5*
nent et cadre de vie ...	63.954	66.642	525	26.514	25.490	1.332	90.468	92.132	1.857	2,1	– 1,9	0,9
.....	28.803	32.904	279	4.686	4.338	910	33.489	37.242	1.189	7,1	– 3,7	5,6
iciaires.....	*13.111*	*15.518*	*191*	*2.716*	*2.368*	*596*	*15.827*	*17.886*	*787*	*9,2*	*– 6,4*	*6,5*
itentiaires.....	*10.075*	*11.875*	*24*	*351*	*407*	*135*	*10.426*	*12.232*	*159*	*8,7*	*8,0*	*8,7*
urveillée.....	*4.101*	*3.785*	*45*	*1.016*	*1.009*	*101*	*5.117*	*4.794*	*146*	*– 3,7*	*–*	*– 3,2*
.....	16.100	17.556	254	14.231	13.244	1.109	30.331	30.800	1.363	4,5	– 3,5	0,8
érieurs.....	*9.478*	*10.199*	*118*	*7.813*	*7.319*	*700*	*17.291*	*17.518*	*818*	*3,8*	*– 3,2*	*0,7*
nt agricole.....	*5.623*	*6.222*	*115*	*5.760*	*5.210*	*362*	*11.383*	*11.432*	*477*	*5,3*	*– 4,8*	*0,2*
ports et loisirs	23.364	25.492	542	3.566	4.197	718	26.930	29.689	1.260	4,6	8,8	5,1
anté.....	17.122	18.983	405	6.826	6.559	3.438	23.948	25.542	3.843	5,4	– 2,0	3,3
érieurs de la santé.....	*10.795*	*11.980*	*255*	*1.781*	*2.431*	*1.013*	*12.576*	*14.411*	*1.268*	*5,5*	*18,2*	*7,3*
érieurs du travail.....	*4.194*	*4.666*	*121*	*1.268*	*2.369*	*1.172*	*5.462*	*7.035*	*1.293*	*5,6*	*43,4*	*14,4*
angères.....	15.050	12.384	25	10.763	12.110	217	25.813	24.494	242	– 8,9	6,3	– 2,6
.....	10.896	11.232	46	3.678	3.590	145	14.574	14.822	191	1,5	– 1,2	0,9
n.....	6.505	6.966	–	6.765	5.868	4	13.270	12.834	4	3,5	– 6,6	– 1,6
.....	5.542	6.238	128	3.360	4.032	740	8.902	10.270	868	6,3	10,0	7,7
mbattants.....	4.554	4.573	93	656	785	68	5.210	5.358	161	0,2	9,8	1,4
t commerce.....	3.097	3.330	45	1.784	1.841	261	4.881	5.171	306	3,8	1,6	3,0
O.M.....	3.464	3.924	4	748	645	22	4.212	4.569	26	6,6	– 6,9	4,2
Premier ministre (3)..	784	799	17	1.701	2.841	155	2.485	3.640	172	1,0	•	0,5
ous ministères.....	**1.865.195**	**2.002.489**	**41.525**	**482.707**	**464.530**	**54.632**	**2.347.902**	**2.467.019**	**96.157**	**3,7**	**– 1,9**	**2,5**

Métropole, départements d'outre-mer, territoires d'outre-mer et étranger; non compris personnels des établissements publics et agents à moins de — (2) En 1978, autres personnels, y compris 2.522 expéditionnaires non recensés en 1976. — (3) La recherche, 1.204 agents en 1978, dépendait en 1976 du le l'industrie; en 1978, elle est rattachée aux services du Premier ministre.

EAU 2.01 - 8

s de l'État (effectifs féminins) en 1976 (1) et 1978
compris Ministère de la défense)

Source : Exploitation des fichiers informatisés de paie — *Unité :* agent

Ministères (classés par effectifs totaux décroissants)	Titulaires				Non titulaires et ouvrières				Ensemble		
	Temps complet 1978	Temps partiel (⩾ mi-temps) 1978	% de femmes 1978	% de femmes 1976	Temps complet 1978	Temps partiel (⩽ mi-temps) 1978	% de femmes 1978	% de femmes 1976	Temps complet 1978	% de femmes 1978	% de femmes 1976
Éducation	454.538	26.438	63,9	63,9	65.541	14.910	60,8	60,9	520.079	63,4	63,5
P.T.T.	135.278	4.676	34,6	32,0	17.513	10.697	63,1	58,2	152.791	37,5	36,7
Économie et budget	86.570	4.833	55,9	54,4	12.671	5.066	65,7	64,6	99.241	57,3	55,7
Intérieur	17.260	456	13,9	12,0	1.670	1.048	46,5	48,4	18.930	15,4	13,8
Environnement	12.039	451	18,7	18,2	5.476	956	25,2	24,3	17.515	20,5	19,9
Universités	12.576	352	29,5	29,5	10.442	766	45,6	42,9	23.018	35,3	34,0
Justice	13.497	256	41,8	36,8	2.183	695	66,3	63,6	15.680	44,7	40,6
Jeunesse et sports	9.851	449	40,4	40,5	1.558	468	48,3	40,9	11.409	41,5	40,5
Agriculture	5.367	233	31,9	29,9	5.719	578	47,5	50,0	11.086	38,6	39,3
Travail et santé	13.659	392	74,0	73,3	2.213	2.524	72,2	76,0	15.872	73,6	73,7
Affaires étrangères	4.648	22	38,4	38,7	4.447	166	38,1	37,5	9.095	38,3	38,2
Transports	2.124	35	19,5	18,8	908	85	27,7	27,3	3.032	21,5	20,7
Coopération	1.588	–	27,8	23,7	1.393	2	23,8	24,4	2.981	25,8	23,7
Culture	2.550	94	42,4	41,9	1.321	459	44,1	39,0	3.871	43,1	40,8
Anciens combattants	2.892	87	65,1	64,3	300	33	42,4	41,0	3.192	61,8	61,1
Industrie-Commerce	1.314	33	40,5	39,7	789	164	51,8	49,7	2.103	44,5	43,5
D.O.M.-T.O.M.	1.042	2	32,0	•	222	15	38,0	•	1.264	32,9	•
Premier ministre	409	14	52,9	52,2	1.367	114	52,1	54,1	1.776	52,3	53,4
Ensemble	**777.202**	**38.823**	**48,0**	**47,3**	**135.733**	**38.746**	**54,5**	**53,6**	**912.935**	**49,0**	**48,3**

(1) En 1976, non compris les agents en fonction dans les D.O.M.-T.O.M.

des collectivités locales. Année 1976 (sauf hôpitaux généraux)

Source : I.N.S.E.E.; Ministère de l'intérieur et de la décentralisation; Ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale — *Unité :* agent

Budget et service	Agents à temps complet			Agents à temps partiel			Ensemble
	Titulaires	Non titulaires	Ensemble	Titulaires	Non titulaires	Ensemble	
1. France métropolitaine							
Paris :							
Préfecture de Paris (1)	26.554	9.175	35.729	832	4.171	5.003	40.732
Préfecture de police (2)	8.798	2.177	10.975	33	270	303	11.278
Assistance publique (3)	55.631	8.179	63.810	25	11.676	11.701	75.511
Total	*90.983*	*19.531*	*110.514*	*890*	*16.117*	*17.007*	*127.521*
Services départementaux et interdépartementaux : (non compris les établissements hospitaliers)	*35.019*	*41.942*	*76.961*	*649*	*9.195*	*9.844*	*86.805*
Services communaux et intercommunaux (non compris les établissements hospitaliers) :							
Communes	311.989	89.929	401.918	47.637	93.626	141.263	543.181
Syndicats de communes (4)	2.620	1.120	3.740	1.100	1.760	2.860	6.600
Districts	2.214	587	2.801	59	230	289	3.090
Communautés urbaines	12.618	1.929	14.547	20	92	112	14.659
Total (5)	*329.441*	*93.565*	*423.006*	*48.816*	*95.708*	*144.524*	*567.530*
Établissements hospitaliers publics (non compris l'assistance publique de Paris) :							
Hôpitaux généraux (5)	249.661	65.375	315.036	–	38.372	38.372	353.40
Hôpitaux psychiatriques	61.774	7.711	69.485	326	2.163	2.489	71.97
Établissements de cure	4.665	1.396	6.061	27	283	310	6.371
Maisons de retraite (5)	15.117	6.941	22.058	–	3.101	3.101	25.159
Total (3)	*331.217*	*81.423*	*412.640*	*353*	*43.919*	*44.272*	*456.912*
Établissements publics divers (6)	*14.814*	*14.113*	*28.927*	*113*	*5.976*	*6.089*	*35.016*
Ensemble	**801.474**	**250.574**	**1.052.048**	**50.821**	**170.915**	**221.736**	**1.273.784**
2. Départements d'outre-mer							
Services départementaux	2.670	2.438	5.108	1	675	676	5.784
Services communaux	2.985	12.840	15.825	23	6.513	6.536	22.361
Hôpitaux	6.923	1.558	8.481	5	305	310	8.791
Ensemble	**12.578**	**16.836**	**29.414**	**29**	**7.493**	**7.522**	**36.936**

(1) Y compris le bureau d'aide sociale de Paris. — (2) Y compris sapeurs-pompiers de Paris. — (3) Y compris personnel médical et étudiants hospitaliers. — (4) Non compris syndicats à vocation simple. — (5) Janvier 1975. — (6) Offices publics d'H.L.M., Caisses de crédit municipal, Services départementaux de lutte contre l'incendie.

on au 31 décembre

Fichier des établissements de l'U.N.E D.I.C.

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	r 1980	1981
Nombre d'établissements	1.881	2.129	2.596	2.742	2.993	3.373	3.664	3.585
Effectifs salariés (1) [en milliers] :								
Ensemble	105,0	108,3	146,2	154,4	178,3	203,3	196,8	179,4
Hommes	73,1	75,0	104,5	110,4	127,9	149,2	140,8	126,2
Femmes	31,9	33,3	41,7	44,0	50,4	54,1	56,0	53,2

(1) Y compris le personnel des agences de travail intérimaire (environ 6 %).

EAU 2.01 - 11

ats conclus avec les utilisateurs de personnel intérimaire

Ministère des affaire sociales et de la solidarité natiouale.

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
stre	221.985	299.570	329.429	359.128	422.265	574.836	519.417
tre	240.523	363.323	364.178	416.839	513.169	608.145	537.264
tre	297.140	396.502	432.628	486.126	617.733	668.500	634.104
tre	245.176	309.667	353.390	407.743	519.835	522.745	498.486
ntrats conclus sur l'ensemble de l'année	**1.004.824**	**1.369.062**	**1.479.625**	**1.669.836**	**2.073.002**	**2.374.226**	**2.189.271**
valent en Personnes-Années-Travail (1)	97.819	140.150	158.438	189.637	205.176	237.782	198.098

(1) Obtenu en divisant le nombre de « semaines-travail » par 45, nombre moyen de semaines de travail permanent effectif dans l'année.

EAU 2.01 - 12

rtance du recours à la main-d'œuvre intérimaire selon la branche d'activité

Ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale.

Activité économique	Effectifs salariés recensés par l'UNEDIC au 31-12-1981	Répartition en pourcentage de ces effectifs	Répartition des semaines-travail correspondant aux contrats conclus : (1) en 1975	en 1976	en 1977	en 1978	en 1979	en 1980	en 1981
rêts, *agriculture*	(2)	(2)	*0,1*	*0,2*	*0,1*	*0,2*	*0,3*	*0,6*	*0,5*
ibles minéraux solides	(2)	(2)	0,4	1,4	0,4	0,3	0,5	0,1	–
gaz naturel	37.745	0,3	1,2	0,9	0,5	1,5	1,5	0,6	0,7
électricité	175.434	1,2	0,8	0,7	0,6	0,7	0,9	0,7	0,5
n de minéraux divers	21.502	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
ndustries extractives	*278.773*	*2,0*	*2,5*	*3,1*	2,7	2,7	*3,1*	*1,6*	*1,4*
e, première transformation des métaux	220.077	1,6	2,9	3,0	1,7	1,9	1,4	1,6	1,9
ramique, matériaux de construction	236.596	1,7	1,1	1,1	1,4	2,0	2,0	1,1	1,1
chimique	317.985	2,3	6,1	6,3	5,3	4,8	4,4	3,5	2,9
et travail des métaux	472.937	3,5	5,8	7,3	6,6	5,3	6,3	6,6	5,0
ction mécanique	516.174	3,8	10,1	8,2	9,7	9,8	8,6	9,1	8,3
ction de véhicules automobiles et autres els de transport terrestre	476.273	3,5	4,1	4,7	4,7	4,8	6,1	4,1	4,1
ction navale et aéronautique, armement	169.843	1,2	5,7	2,4	2,0	2,1	2,0	2,0	3,4
ction électrique et électronique	572.443	4,2	9,2	9,2	8,2	7,3	6,4	7,0	6,7
s agricoles et alimentaires, boissons,	496.592	3,6	3,4	3,9	3,5	3,3	3,4	4,5	4,7
textile	280.082	2,1	1,5	2,0	1,4	1,2	1,4	1,1	1,0
ores artificiels et synthétiques	9.510	0,1	–	–	–	–	–	–	–
du cuir et de la chaussure	107.130	0,8	0,1	0,1	–	–	0,1	0,1	0,1
de l'habillement	237.236	1,7	0,4	0,3	0,5	0,5	0,4	0,2	0,5
rton	117.924	0,9	0,9	1,8	0,6	0,8	0,9	1,4	0,9
rie, édition	208.307	1,5	1,4	1,2	1,7	2,1	2,1	1,3	1,3
du caoutchouc	112.711	0,8	0,5	0,5	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2
mation des matières plastiques	114.192	0,8	1,2	2,9	1,2	1,0	1,6	1,5	1,5
eublement	202.893	1,5	1,0	0,9	0,3	0,5	0,5	0,6	0,4
s diverses	109.441	0,8	0,6	0,5	0,5	0,8	0,7	0,5	0,9
de *transformation*	*4.978.346*	*36,4*	*56,0*	*56,3*	*49,6*	*48,5*	*48,6*	*46,3*	*44,9*
travaux publics	*1.501.732*	*11,0*	*14,3*	*15,6*	*21,7*	*21,3*	*22,2*	*27,7*	*27,8*
rts	756.411	5,5	3,4	3,7	5,6	6,1	5,9	4,0	4,1
télécommunications	(2)	(2)	0,2	0,1	0,3	0,1	0,1	0,2	0,1
ts, *télécommunications*	*760.856*	*5,6*	*3,6*	*3,8*	*5,9*	*6,2*	*6,0*	*4,2*	*4,2*
ces de gros	895.589	6,5	2,6	2,8	2,7	2,7	2,4	3,3	2,9
ation, intermédiaires du commerce	88.935	0,7	0,5	0,5	0,4	0,5	0,6	0,8	0,7
ces de détail	1.227.572	9,0	1,6	1,2	1,5	1,4	1,4	1,5	1,9
on et commerce de l'automobile	345.401	2,5	0,7	0,7	0,5	0,4	0,6	0,7	1,3
tion, hébergement	427.157	3,1	0,8	1,4	0,9	1,0	0,6	1,6	1,5
fournis aux entreprises	1.023.786	7,5	7,1	6,0	5,2	5,9	4,3	4,6	4,4
services domestiques	335.075	2,4	0,4	0,7	0,7	0,6	0,5	1,6	2,2
es, organismes financiers	492.246	3,6	3,7	2,4	2,7	2,5	3,3	2,0	2,0
ment, recherche, santé, spectacles	1.306.231	9,6	3,6	2,9	3,1	2,8	2,3	1,6	2,1
es *banques services*	*6.141.992*	*44,9*	*21,0*	*18,6*	*17,7*	*17,8*	*16,0*	*17,9*	*19,0*
exercées *hors territoire*	(2)	(2)	*2,5*	*2,4*	*2,3*	*3,3*	*3,8*	*1,7*	*2,2*
Ensemble des activités	**13.678.530**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) Le nombre de semaines-travail est obtenu en multipliant le nombre de contrats par la durée prévue des missions. — (2) Secteurs non couverts ou couverts partiellement par l'U.N.E.D.I.C.

AU 2.01 - 13

e comparée, par catégories d'emplois, de la main-d'œuvre intérimaire
ffectifs salariés permanents

nistère des affaires sociales et de la solidarité nationale.

égories d'emplois	Répartition des effectifs salariés permanents (1) (situation au 31 mars)					Répartition des semaines-travail conclues :					
	1976	1977	1978	1979	1980	en 1976	en 1977	en 1978	en 1979	en 1980	en 1981
griculture, de la pêche, de la	*0,5*	*0,5*	*0,2*	*0,2*	*0,2*	*ε*	*ε*	*ε*	*ε*	*ε*	*ε*
cadres	*7,6*	*7,7*	*8,1*	*8,3*	*8,7*	*0,2*	*0,1*	*0,1*	*0,1*	*0,2*	*0,1*
et agents techniques de la	3,4	3,4	3,7	3,6	3,8	1,8	1,1	0,6	0,7	0,7	1,9
aîtrise	3,9	3,8	4,0	3,9	3,8	0,1	0,3	0,2	0,1	0,4	0,2
.....	1,1	1,0	1,0	1,0	1,1	3,0	1,9	2,1	2,3	2,0	2,1
ssinateurs personnel d'enca-	*8,4*	*8,2*	*8,7*	*8,5*	*8,7*	*4,9*	*3,3*	*2,9*	*3,1*	*3,2*	*4,2*
lifiés de la maçonnerie	2,7	2,6	2,5	2,4	2,4	3,4	6,8	7,2	7,5	6,5	6,7
lifiés de la soudure, de la	1,2	1,1	1,1	1,1	1,1	4,1	4,5	3,8	3,3	4,7	5,2
lifiés de la chaudronnerie et ente en fer	1,2	1,1	1,1	1,1	1,1	4,4	6,6	5,1	6,0	4,0	3,0
lifiés de la mécanique (mé-nérale entretien et réglage)	3,3	3,2	3,2	3,2	3,1	3,6	3,1	4,3	2,5	4,1	4,4
lifiés sur machines-outils ...	2,2	2,2	2,1	2,1	2,1	1,3	1,1	1,1	1,4	1,0	1,1
lifiés en électricité et élec-	2,4	2,4	2,6	2,5	2,5	4,8	5,9	5,7	4,6	5,4	5,2
lifiés du travail du bois	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	1,3	0,8	0,7	1,1	1,0	1,3
ers qualifiés	11,3	11,4	11,3	11,6	11,7	4,7	5,5	5,6	7,5	10,7	8,3
cialisés	14,0	14,1	13,3	12,9	12,2	23,9	19,8	20,8	20,6	18,4	17,3
.....	4,9	4,7	4,3	3,9	3,7	4,6	5,3	5,6	5,8	10,0	11,1
alifié de la manutention	2,5	2,5	2,7	2,6	2,7	2,2	1,9	2,1	1,8	1,8	2,0
naires	3,7	3,6	3,6	3,6	3,5	9,6	9,9	10,2	9,6	9,4	9,2
.....	*50,3*	*49,8*	*48,7*	*47,9*	*47,0*	*67,9*	*71,2*	*72,2*	*71,7*	*77,0*	*74,8*
ansports	*4,0*	*4,1*	*4,2*	*4,3*	*4,2*	*1,7*	*2,5*	*2,3*	*2,2*	*2,0*	*2,1*
ténodactylos, dactylos.	4,2	4,4	4,4	4,4	4,4	11,1	9,9	9,6	10,7	8,0	7,1
caissiers	2,3	2,2	2,2	2,3	2,3	2,8	2,5	2,5	2,2	1,4	1,7
.....	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,8	0,8	0,8	1,1	0,7	0,6
nel administratif qualifié ...	5,6	5,7	5,8	5,8	5,8	0,9	1,4	1,3	1,3	0,9	1,1
ureau non qualifiés	1,9	1,8	1,7	1,7	1,6	2,5	2,2	1,9	2,6	1,8	1,7
rs, opérateurs mécanogra-reuses	1,1	1,1	1,1	1,2	1,2	2,4	1,8	2,1	1,7	1,1	1,2
service non qualifié	4,6	5,0	5,2	5,3	5,3	2,8	2,6	2,2	2,1	2,2	3,6
.....	*20,0*	*20,6*	*20,8*	*21,1*	*21,0*	*23,3*	*21,2*	*20,4*	*21,7*	*16,1*	*17,0*
des activités para-médicales *es médicaux diplomés*	*0,9*	*1,0*	*1,0*	*1,1*	*1,2*	*1,5*	*1,3*	*1,3*	*0,6*	*0,4*	*0,7*
.....	*8,3*	*8,1*	*8,3*	*8,6*	*9,0*	*0,5*	*0,4*	*0,8*	*0,6*	*0,8*	*1,1*
nble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

nquête sur la structure des emplois dans les établissements de plus de 10 salariés.

LEAU 2.01 - 14

e moyenne (1) de la semaine de travail des ouvriers et employés

issements occupant plus de 10 salariés)

: Ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale. *Unité :* heure

Secteur d'activité (2)	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
tibles minéraux solides	39,6	39,3	39,3	39,3	39,3	39,3	39,3	39,3	39,3	38,5
	40,3	40,3	40,2	40,4	40,2	40,1	40,2	40,0	39,9	39,0
électricité	40,6	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0	38,6
on de minéraux divers	45,3	44,8	44,1	43,0	42,2	41,5	41,5	41,3	40,8	39,3
ion et première transformation des métaux	43,5	42,7	41,5	41,4	40,5	40,6	40,7	40,7	40,6	39,5
e des produits minéraux non métalliques	43,5	43,1	42,0	41,8	41,3	41,0	40,9	40,7	40,4	39,3
e chimique	41,0	40,3	40,0	40,1	40,1	40,1	40,1	40,1	40,0	39,1
ion d'ouvrages en métaux	44,3	43,6	42,4	42,3	41,8	41,4	41,2	41,0	40,6	39,5
ction de machines et de matériel mécanique	43,7	43,0	41,7	41,7	41,2	40,9	40,7	40,6	40,4	39,2
ction électrique et électronique	42,7	42,1	41,3	41,2	40,9	40,6	40,3	40,3	40,1	39,2
ction d'automobiles et de pièces détachées	43,1	42,2	41,6	41,4	41,2	41,1	40,9	40,7	40,3	39,3
ction d'autre matériel de transport	43,4	42,9	42,2	41,7	41,3	40,8	40,6	40,7	40,4	39,3
ion d'instruments de précision, d'optique et ires	43,2	42,6	41,4	41,7	41,4	40,9	40,6	40,4	40,2	39,2
es des produits alimentaires, des boissons et bac	44,6	44,0	43,1	42,5	42,0	41,6	41,2	41,0	40,8	39,6
e textile	42,5	41,7	40,2	40,8	40,5	40,4	40,4	40,1	39,8	39,2
e du cuir	43,0	42,8	42,1	41,7	41,2	40,8	40,7	40,3	40,3	39,4
es des chaussures et de l'habillement	41,5	41,2	40,8	40,8	40,6	40,5	40,4	40,3	40,1	39,4
e du bois et du meuble en bois	45,5	44,7	42,6	42,9	42,3	41,8	41,4	41,2	40,6	39,7
e du papier et fabrication d'articles en papier	43,4	42,3	40,3	40,4	40,2	40,2	40,2	40,1	39,9	39,0
erie et édition	42,5	42,3	41,5	41,4	41,2	41,0	40,6	40,5	40,2	39,2
e du caoutchouc	43,1	42,4	41,5	41,6	41,2	40,9	40,8	40,8	40,5	39,5
rmation des matières plastiques	43,7	42,8	41,5	41,7	41,3	40,7	40,3	40,2	40,1	39,2
industries manufacturières	42,8	42,2	41,3	41,1	40,7	40,4	40,4	40,0	39,9	39,2
t et génie civil	47,1	46,6	45,4	44,3	43,1	42,4	42,0	41,9	41,5	40,2
rce de gros alimentaire	44,4	44,0	43,4	42,9	42,4	41,9	41,7	41,4	41,1	39,9
rce de gros non alimentaire	42,3	42,1	41,8	41,4	41,2	40,9	40,7	40,5	40,4	39,4
rce de gros interindustriel	43,6	43,2	42,5	42,4	42,0	41,6	41,4	41,2	41,0	39,8
ration et intermédiaires du commerce	41,7	41,5	41,2	41,7	41,4	41,2	41,0	41,0	40,8	39,7
rce de détail alimentaire	43,3	42,8	42,3	41,7	41,3	40,9	40,7	40,7	40,7	39,6
rce de détail non alimentaire	41,5	41,4	41,1	41,3	41,1	40,9	40,8	40,6	40,5	39,5
ion et commerce de l'automobile	45,2	44,7	44,1	43,7	43,0	42,4	42,0	41,7	41,4	40,1
ation et hébergement	45,1	44,6	44,1	43,2	43,0	43,0	42,7	42,4	42,2	41,3
	41,0	40,4	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0	39,0
	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0	39,0
rts terrestres et auxiliaires	46,4	45,8	44,6	45,0	44,3	43,9	43,6	43,2	42,9	41,2
transports et activités connexes	42,3	41,4	41,2	41,2	41,0	40,8	40,7	40,7	40,5	39,4
ons de crédit et assurances	40,1	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0	39,9	39,9	39,8	38,8
fournis aux entreprises	41,6	41,4	41,3	41,2	41,1	40,9	40,8	40,7	40,7	39,7
	43,3	42,7	42,3	41,8	41,5	40,9	40,5	40,1	39,6	38,5
ement privé, recherche, spectacle, santé	41,2	40,8	40,6	40,2	40,1	40,1	40,1	40,0	40,0	39,2
Regroupements particuliers										
	40,1	39,7	39,7	39,8	39,8	39,7	39,7	39,7	39,7	38,6
es de transformation (non compris le bâti-	43,2	42,6	41,6	41,5	41,1	40,8	40,7	40,6	40,3	39,4
es de transformation (y compris le bâtiment)	44,0	43,4	42,4	42,1	41,5	41,2	41,0	40,8	40,5	39,5
rts (y compris S.N.C.F. et R.A.T.P.)	42,8	42,1	41,4	41,9	41,6	41,4	41,3	41,2	41,0	39,9
rces	43,4	43,0	42,5	42,3	41,9	41,6	41,4	41,2	41,0	39,8
	41,2	41,0	40,8	40,6	40,5	40,3	40,3	40,2	40,1	39,2
Toutes activités	**43,4**	**42,9**	**42,1**	**41,8**	**41,4**	**41,1**	**40,9**	**40,8**	**40,5**	**39,5**

(1) Moyenne arithmétique pondérée des résultats au 1er janvier, 1er avril, 1er juillet, 1er octobre de l'année n et au 1er janvier de l'année $n + 1$. — (2) Nomen- du ministère chargé de l'emploi.

tère des affaires sociales
arité nationale. En pour mille

Moins de 39 heures	39 heures à moins de 40 heures	40 heures	Plus de 40 heures, moins de 48 heures	48 heures et plus
	8	■ 128	■ 654	■ 210
	8	187	607	198
	36	279	554	131
	47	316	542	95
	46	■ 319	■ 542	■ 93
	33	370	553	44
	46	426	499	29
	32	471	475	22
	33	513	436	18
	44	560	379	17
	84	628	288	
14	520	110	156	

ultats selon l'ancien échantillon de l'enquête; [*b*] Résultats
el échantillon de l'enquête.

J 2.01 - **16**

bdomadaire (1) du travail des ouvriers

ents occupant plus de 10 salariés)

stère des affaires sociales et de la solidarité nationale. *Unité :* heure

Secteur d'activité (2)	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
minéraux solides	39,2	39,2	39,2	39,2	39,2	39,2	39,2	39,2	38,4
	40,3	40,2	40,5	40,2	40,1	40,2	40,1	40,0	38,5
cité	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0	38,6
minerais divers	45,3	44,5	43,5	42,4	41,6	41,6	41,4	40,9	39,4
première transformation des métaux	42,7	41,4	41,3	40,4	40,5	40,7	40,7	40,5	39,4
roduits minéraux non métalliques	43,4	42,2	42,0	41,5	41,0	41,0	40,8	40,4	39,3
ique	40,5	40,1	40,2	40,2	40,2	40,1	40,1	40,1	39,1
ouvrages en métaux	44,0	42,6	42,6	42,1	41,5	41,3	41,1	40,6	39,5
de machines et de matériel mécanique.	43,4	41,9	42,0	41,4	40,9	40,9	40,7	40,4	39,2
électrique et électronique	42,4	41,3	41,3	41,0	40,6	40,3	40,3	40,1	39,2
d'automobiles et de pièces détachées.	42,2	41,6	41,4	41,2	41,1	40,9	40,7	40,3	39,3
d'autre matériel de transport	43,1	42,2	41,9	41,3	40,8	40,5	40,5	40,2	39,2
nstruments de précision, d'optique et	43,0	41,7	41,9	41,6	41,0	40,7	40,5	40,2	39,2
produits alimentaires, des boissons et	44,6	43,6	42,9	42,4	41,8	41,5	41,2	41,0	39,7
ile	41,8	40,1	40,8	40,5	40,3	40,4	40,0	39,7	39,2
cuir	43,1	42,2	41,8	41,2	40,7	40,7	40,3	40,2	39,3
chaussures et de l'habillement	41,2	40,7	40,7	40,6	40,4	40,4	40,2	40,1	39,4
bois et du meuble en bois	45,1	42,9	43,2	42,5	41,9	41,5	41,3	40,6	39,7
apier et fabrication d'articles en papier	42,6	40,3	40,5	40,3	40,2	40,2	40,1	39,9	39,0
édition	43,2	42,1	41,9	41,7	41,3	41,0	40,7	40,2	39,1
caoutchouc	42,6	41,7	41,7	41,4	41,0	41,0	40,8	40,5	39,2
n des matières plastiques	43,1	41,5	42,0	41,4	40,7	40,4	40,2	40,0	39,3
ries manufacturières	42,5	41,4	41,2	40,8	40,4	40,4	40,0	39,9	39,1
génie civil	47,2	45,8	44,6	43,3	42,5	42,2	42,0	41,6	40,2
gros alimentaire	45,1	44,3	43,7	42,9	42,4	42,1	41,8	41,4	40,0
gros non alimentaire	43,9	43,3	42,7	42,2	41,6	41,4	41,2	40,8	39,6
gros interindustriel	45,2	44,1	44,0	43,3	42,7	42,4	42,2	41,9	40,4
et intermédiaires du commerce	45,0	44,4	43,9	43,1	42,7	42,2	42,1	41,9	40,0
détail alimentaire	43,5	43,0	42,3	41,7	41,3	40,8	41,2	41,1	39,5
détail non alimentaire	43,4	43,1	43,4	42,8	42,4	42,1	41,8	41,6	40,2
commerce de l'automobile	45,6	44,9	44,4	43,5	43,0	42,4	42,1	41,7	40,4
et hébergement	43,6	43,6	43,4	43,1	43,0	42,7	42,4	42,1	41,1
	40,4	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0	39,0
	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0	39,0
rrestres et auxiliaires	47,0	45,6	46,3	45,4	45,0	44,6	44,3	43,9	41,7
orts et activités connexes	42,4	42,3	42,8	42,2	41,9	41,8	41,7	41,4	40,7
e crédit et assurances	///	///	///	///	///	///	///	///	///
is aux entreprises	44,8	44,9	43,5	43,2	42,7	42,3	42,2	42,2	41,1
	42,8	42,4	41,9	41,5	40,9	40,5	40,0	39,5	38,5
privé, recherche, spectacle, santé	41,2	41,1	40,6	40,6	40,4	40,3	40,3	40,3	39,4
Regroupements particuliers									
	39,5	39,5	39,6	39,5	39,5	39,5	39,5	39,5	38,6
transformation (non compris le bâti-	42,9	41,7	41,6	41,3	40,9	40,8	40,6	40,3	39,3
ransformation (y compris le bâtiment)	43,9	42,6	42,4	41,8	41,3	41,1	40,9	40,6	39,5
compris S.N.C.F. et R.A.T.P.)	42,8	42,2	42,6	42,2	42,0	41,9	41,8	41,5	40,3
	44,7	44,0	43,6	42,9	42,4	42,1	41,9	41,6	40,2
	43,0	42,8	42,2	41,9	41,5	41,2	40,9	40,7	39,7
Toutes activités	**43,7**	**42,7**	**42,4**	**41,8**	**41,4**	**41,2**	**41,0**	**40,7**	**39,6**

yenne arithmétique pondérée des résultats au 1er janvier, 1er avril, 1er juillet, 1er octobre de l'année *n* et au 1er janvier de l'année *n* + 1. — (2) Nomen-
inistère chargé de l'emploi.

ennes annuelles (1)

Source : Ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale. *Unité :* millier

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Chômage complet. — Nombre de bénéficiaires de l'aide publique (2) (3) (5) (7) (*a*) (*b*) (*).....	141,2	136,0	160,8	325,6	432,7	(*a*) 526,4 (*b*) 491,7	597,2	•	•	•	•
Bénéficiaires des allocations spéciales A.S.S.E.D.I.C. (2) (3) (5).....	135,1	127,7	151,8	297,2	364,0	435,8	518,3	•	•	•	•
Bénéficiaires des aides (9)...	///	///	///	///	///	///	///	///	762,6	1031,1	1153,0
soit : allocation de base.....	///	///	///	///	///	///	///	///	470,7	631,1	705,8
allocation spéciale.....	///	///	///	///	///	///	///	///	127,9	177,1	164,2
allocation forfaitaire et de fin de droit.....	///	///	///	///	///	///	///	///	164,0	222,9	283,0
Chômage partiel indemnisé : (8)											
Effectif.....	11,9	15,1	88,5	299,4	132,5	202,6	177,5	113,1	179,4	320,3	200,8
Journées ouvriers indemnisées.....	48,1	69,0	325,7	1.245,2	583,2	843,9	710,4	422,1	845,1	r 1.451,0	1024,3
Demandes d'emploi en fin de mois (4) (5) (6).....	383,5	393,9	497,7	839,7	933,5	1.072,8	1.163,0	1.349,8	1.450,6	1.772,9	2007,8
Offres d'emploi en fin de mois (4).....	166,5	251,7	204,6	109,2	123,9	103,9	87,0	r 88,3	89,0	69,2	83,8
Rapport des offres aux demandes (4).....	*0,4*	*0,6*	*0,4*	*0,1*	*0,1*	*0,1*	*0,1*	*0,1*	*0,1*	*0,04*	*0,04*
Placements (4).....	51,1	56,1	49,3	51,5	45,1	40,1	37,2	40,5	43,1	r 42,8	45,9

(1) Moyennes arithmétiques simples des 12 valeurs mensuelles de l'année. — (2) Y compris les saisonniers. — (3) Depuis 1969, non compris les bénéficiaires des allocations spéciales du Fonds national pour l'emploi. — (4) Intervention de l'Agence nationale pour l'emploi, depuis 1968. — (5) Non compris, depuis juin 1972, les bénéficiaires de la garantie de ressources. — (6) Rupture de la série en 1978 du fait de la radiation des demandeurs d'emploi après une absence non justifiée à un seul pointage (et non plus deux pointages comme par le passé). En janvier 1978, premier mois de la réforme, cette mesure a touché 38 000 personnes). — (7) Rupture de la série en 1977 : série *a*) nombre d'ayants droit; série *b*) nombre de paiements effectués. Il existe un décalage dans le temps entre l'ouverture du droit à l'allocation d'aide publique et le paiement de l'allocation. — (8) A la suite d'erreurs de transcriptions enregistrées au cours du 2e trimestre 1980, de nouvelles instructions relatives au calcul des données statistiques du chômage partiel ont été mises en place à partir du mois d'avril 1980; la continuité entre anciennes et nouvelles séries n'est donc pas parfaite.

* Les séries concernant d'une part les bénéficiaires de l'aide publique et d'autre part les bénéficiaires des allocations spéciales A.S.S.E.D.I.C. étant arrêtées depuis juillet 1979, il n'est pas possible à partir de l'année 1979 de fournir des données en moyenne annuelle.

(9) Ce total est sous-estimé du fait de la mise en place du nouveau système d'indemnisation qui entraîne notamment un fort accroissement du nombre de dossiers en instance.

BLEAU 2.01 - 18

nandes et offres d'emploi en fin de mois

ennes annuelles (1)

Source : Ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale. *Unité :* millier

Métiers regroupés	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979 (3)	1980	1981	1982
Demandes d'emploi en fin de mois (4) (5)											
Métiers primaires.....	6,7	6,2	6,8	11,7	14,2	16,4	17,9	20,2	22,6	28,4	35,6
Métiers de l'industrie (2).....	168,8	160,9	201,8	358,5	373,3	450,7	470,1	544,3	569,4	735,5	838,1
Métiers du bâtiment et des travaux publics....	21,8	17,1	21,5	55,2	53,8	60,1	72,5	///	///	///	///
Métiers tertiaires.....	186,2	209,7	267,6	414,3	492,3	544,2	602,5	785,3	858,6	1009,0	1134,1
Ensemble.....	**338,2**	**383,5**	**393,9**	**497,7**	**839,7**	**933,5**	**1.071,4**	**1.349,8**	**1.450,6**	**1.772,9**	**2.007,8**
Offres d'emploi en fin de mois											
Métiers primaires.....	2,6	5,2	4,3	1,9	1,6	1,5	1,1	1,0	0,9	0,7	0,7
Métiers secondaires de l'industrie (2).....	98,0	146,9	115,7	53,5	66,7	53,6	43,6	51,1	50,3	33,7	38,6
Métiers du bâtiment et des travaux publics...	25,1	40,7	29,2	13,1	18,8	14,7	12,1	///	///	///	///
Métiers tertiaires.....	40,8	58,9	55,4	40,7	36,8	34,1	30,2	36,2	37,8	34,8	44,5
Ensemble.....	**166,5**	**251,7**	**204,6**	**109,2**	**123,9**	**103,9**	**87,0**	**88,3**	**89,0**	**69,2**	**83,8**

(1) Moyennes arithmétiques simples des 12 valeurs mensuelles de l'année. — (2) Non compris les métiers du bâtiment et des travaux publics, jusqu'en 1978, y compris ensuite. — (3) Un changement de nomenclature entraîne une rupture en 1979. Les offres et les demandes d'emploi sont désormais classées selon le Répertoire opérationnel des Métiers et des Emplois (R.O.M.E.). Par convention, on a classé le poste « ouvriers intersecteurs de cette nomenclature dans les métiers de l'industrie et le poste « fonctions cadres, ingénieurs et techniciens » ainsi que le poste « divers » dans les métiers du tertiaire. — (4) Non compris, depuis septembre 1972, les bénéficiaires de la garantie de ressources. — (5) Rupture de la série en 1978 du fait de la radiation des demandeurs d'emploi après une absence non justifiée à un seul pointage et non plus deux pointages comme par le passé. En janvier 1978, premier mois de la réforme, cette mesure a touché 38.000 personnes.

J 2.01 - **19**

d'emploi en fin de mois par qualification professionnelle (2)

annuelles (1)

rce : Ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale. *Unité :* millier

lification professionnelle	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978 ■ (3)	1979 (3)	1980 (3)	1981 (3)	1982 (3)
œuvre ordinaire.....	72,9	69,0	84,2	128,0	112,4	116,9	116,6	130,6	135,8	118,4	201,7
onnel spécialisé.....	139,3	141,6	174,7	284,7	321,4	366,2	389,9	455,7	494,8	884,3	1.007,9
onnel qualifié.....	137,1	147,0	193,7	353,6	415,0	493,1	555,6	652,2	709,1	597,8	674,3
nt de maîtrise, technicien génieur et cadre.....	34,2	36,2	45,1	73,4	84,7	95,5	100,9	111,3	110,9	172,4	123,9
Ensemble.....	**383,5**	**393,9**	**497,7**	**839,7**	**933,5**	**1.071,7**	**1.163,0**	**1.349,8**	**1.450,6**	**1.772,9**	**2.007,8**

(1) Moyennes arithmétiques simples des 12 valeurs mensuelles de l'année. — (2) Non compris, depuis septembre 1972, les bénéficiaires de la ntie de ressources. — (3) Rupture de la série en 1978 du fait de la radiation des demandeurs d'emploi après une absence non justifiée à un seul tage (et non plus à deux pointages comme par le passé). En janvier 1978, premier mois de la réforme, cette mesure a touché 38.000 personnes.

J 2.01 - **20**

partiel indemnisé

annuelles (1)

ère des affaires sociales et de la solidarité nationale. *Unité :* millier

	1974		1975		1976		1977		1978		1979		■ 1980 (3)		1981		1982 (4)	
tivité économique	Effectifs	Journées ouvriers indemnisées	Effectifs	Journées ouvriers indemnisées	Effectifs	Journées ouvriers indemnisées	Effectifs	Journées ouvriers indemnisées	Effectifs	Journées ouvriers indemnisées	Effectifs	Journées ouvriers indemnisées	Effectifs	Journées ouvriers indemnisées	Effectifs	Journées ouvriers indemnisées	Effectifs	Journées ouvriers indemnisées
ux.....	48,6	133,2	159,2	625,3	74,2	300,9	144,5	534,1	113,4	402,3	80,4	259,1	117,4	525,4	203,6	842,7	119,4	533,9
tries textiles.....	15,1	69,4	48,9	230,6	17,8	88,5	21,2	97,5	18,4	84,2	6,8	31,3	18,5	97,0	28,0	152,0	14,5	86,0
lement.....	6,6	32,8	9,2	41,8	2,9	15,4	5,0	23,7	4,5	18,9	2,5	10,4	6,0	32,8	7,0	39,2	2,3	14,3
trie du cuir et chaus-es.....	2,8	14,0	5,9	29,6	4,5	26,7	4,0	20,5	3,7	22,4	2,3	13,7	4,4	25,4	6,2	40,6	2,5	15,1
es activités.....	15,4	76,3	76,2	317,9	33,1	151,7	27,9	168,1	37,5	182,6	21,1	107,6	33,1	164,5	75,5	375,6	62,1	370,5
ble.....	88,5	325,7	299,4	1.245,2	132,5	583,2	202,6	843,9	177,5	710,4	113,1	422,1	179,4	845,1	320,3	1.450,1	200,8	1.019,8

ennes arithmétiques simples des 12 valeurs mensuelles de l'année. — (2) Nomenclature des activités économiques du Ministère du travail. — (3) A la de transcription enregistrées au cours du 2e trimestre 1980, de nouvelles instructions relatives au calcul des données statistiques de chômage mises en place à partir du mois d'avril 1980, la continuité entre anciennes et nouvelles séries n'est donc pas parfaite. — (4) Non compris le Var (83), our lequel les résultats ne sont pas disponibles.

…nits du travail

…rennes annuelles (1)

…exception des salariés de l'agriculture et des administrations publiques)

Source : Ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale.

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Nombre de conflits observés	289	310	274	323	440	333	267	351,4	252,8	r 254,0	315,1
Nombre d'établissements concernés	6.184	3.025	413	542	504	464	301	471,8	320,0	308,8	367,4
Effectifs en grève (en milliers)	242,6	195,2	142,7	87,0	89,4	56,3	41,4	62,3	33,3	32,9	44,6
Pourcentage de participation	32,6	33,6	34,6	32,4	36,2	35,5	35,0	36,1	29,4	28,8	33,3
Nombre de journées perdues (en milliers)	312,9	326,2	281,4	292,1	337,9	202,9	173,4	264,4	125,9	120,2	188,1

(1) Moyennes arithmétiques simples des 12 valeurs mensuelles de l'année.

…BLEAU 2.01 - 22

…idents du travail et maladies professionnelles

Source : Caisse nationale de Sécurité sociale

Unités { Journées perdues : millier ; Prestations et capitaux : million de F

Comités techniques nationaux	Nombre d'accidents (1) ayant entraîné un arrêt de travail de plus de 24 heures	Nombre de maladies professionnelles déclarées	Nombre d'incapacités permanentes		Nombre de décès		Nombre de journées perdues		Prestations d'indemnités temporaires versées à l'ensemble des accidentés (3)	Capitaux constitués pour le paiement des rentes aux accidentés graves (3) (4) (5)
			Accidents du travail	Maladies professionnelles	Accidents du travail	Maladies professionnelles (6)	Accidents du travail	Maladies professionnelles		
Métallurgie	247.233	818	21.712	499	171	11	5.836	42,5	876,8	1.122,0
Bâtiments travaux publics	239.408	1.138	27.799	421	468	9	8.108	107,8	1.234,9	1.645,6
Bois	40.210	82	4.102	20	36	–	1.031	10,9	140,6	207,2
Chimie	19.375	89	2.226	63	30	9	546	8,7	93,8	148,8
Pierres et terres à feu	28.132	236	2.773	158	59	4	812	11,1	127,0	192,2
Caoutchouc - papier cart.	19.089	43	1.738	32	12	1	514	1,6	76,6	97,5
Livre	9.723	17	1.189	8	9	–	265	1,0	45,2	65,7
Textiles	16.325	29	1.268	20	9	–	396	2,3	50,6	71,1
Vêtements	10.426	8	740	1	7	–	227	1,3	27,8	33,9
Cuirs et peaux	5.152	33	400	4	6	–	121	2,0	15,8	21,2
Alimentation	90.236	181	7.962	46	94	–	2.201	21,1	320,7	395,2
Transp. - manutention	52.707	16	6.604	8	234	1	1.824	1,2	306,9	439,2
Eau, gaz-électricité	3.511	8	394	4	6	–	88	–	16,0	22,8
Commerces	54.276	57	6.467	23	89	4	1.502	6,0	229,9	350,6
Interprofessionnel	135.498	786	15.024	161	193	3	3.797	72,5	562,0	780,5
Autres (2)	•	293	•	282	•	2	•	7,9	–	–
Total année 1980	**971.301**	**3.834**	**100.398**	**1.750**	**1.423**	**44**	**27.268**	**297,9**	**4.124,6**	**5.593,5**
Année 1979	*979.578*	*4.095*	*102.722*	*1.967*	*1.484*	*36*	*27.584*	*329,3*	*3.696,4*	*5.263,7*
Année 1978	*1.014.051*	*4.103*	*103.962*	*1.780*	*1.567*	*43*	*29.086*	*326,8*	*3.403,0*	*4.849,0*
Année 1977	*1.025.968*	*4.111*	*110.437*	*1.822*	*1.709*	*34*	*28.497*	*291,5*	*3.092,9*	*4.574,0*
Année 1976	*1.072.345*	*4.703*	*114.743*	*1.899*	*1.907*	*35*	*29.920*	*350,2*	*2.841,0*	*4.108,3*
Année 1975	*1.113.124*	*4.579*	*117.010*	*1.686*	*1.986*	*18*	*30.792*	*363,2*	*2.526,3*	*2.824,1*
Année 1974	*1.154.371*	*4.658*	*117.679*	*1.720*	*2.117*	*25*	*30.414*	*355,4*	*2.171,1*	*2.548,6*
Année 1973	*1.137.804*	*4.580*	*113.355*	*1.681*	*2.246*	*18*	*29.010*	*330,5*	*1.821,9*	*2.269,1*
Année 1972	*1.125.134*	*4.330*	*115.427*	*1.771*	*2.406*	*21*	*28.855*	*340,4*	*1.635,9*	*2.157,0*
Année 1971	*1.115.245*	*4.349*	*111.531*	*1.628*	*2.383*	*28*	*28.077*	*342,7*	*1.443,2*	*1.914,5*
Année 1970	*1.110.173*	*3.972*	*106.812*	*1.627*	*2.268*	*21*	*27.598*	*322,0*	*1.299,2*	*1.505,1*

(1) Non compris les accidents du trajet. — (2) Maladies non imputables au dernier employeur et hors comités techniques. — (3) Y compris les maladies professionnelles. — (4) Ayant subi un accident entraînant soit l'attribution d'une rente d'incapacité permanente, soit le décès. — (5) Rupture de la série en 1976, du fait de la revalorisation des capitaux versés. — (6) Nombre de décès survenus à la suite d'une maladie professionnelle pour laquelle n'avait pas été encore fixé un taux d'incapacité permanente, ni liquidé une rente. Il convient d'ajouter aux 44 décès de 1980, 199 décès survenus à la suite d'une maladie professionnelle pour laquelle une rente avait été attribuée (dont 152 consécutifs à la silicose).

ts d'outre-mer)

e : I.N.S.E.E. (Recensement de la population de 1974. Résultats définitifs).

	Ensemble	Âge							
		Non déclaré	Moins de 15 ans	15 à 19 ans	20 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 ans et plus
				GUADELOUPE					
eux sexes									
ation totale	323.786	2.039	131.934	37.211	42.041	31.224	28.514	22.596	28.227
ont : *actifs*	*103.483*	*258*	–	*11.939*	*29.839*	*22.288*	*19.547*	*14.136*	*5.476*
activité non déclarée	*5.450*	*1.618*	–	*1.674*	*1.071*	*327*	*264*	*204*	*292*
d'activité	–	–	–	32,1	71,0	71,4	68,6	62,6	19,4
masculin									
ation totale	158.377	1.030	66.168	19.061	20.436	14.749	13.626	10.981	12.326
ont : *actifs*	*62.862*	*160*	–	*7.003*	*16.695*	*13.801*	*12.453*	*9.145*	*3.605*
activité non déclarée	*2.779*	*817*	–	*889*	*709*	*116*	*90*	*66*	*92*
d'activité	–	–	–	36,7	81,7	93,6	91,4	83,3	29,2
féminin									
ation totale	165.409	1.009	65.766	18.150	21.605	16.475	14.888	11.615	15.901
dont : *actifs*	*40.621*	*98*	–	*4.936*	*13.144*	*8.487*	*7.094*	*4.991*	*1.871*
activité non déclarée	*2.671*	*801*	–	*785*	*362*	*211*	*174*	*138*	*200*
d'activité	–	–	–	27,2	60,8	51,5	47,6	43,0	11,8
				GUYANE					
eux sexes									
lation totale	57.348	1.460	21.380	5.776	9.672	6.544	5.135	3.491	3.890
lont : *actifs*	*20.233*	*211*	–	*1.033*	*6.599*	*4.989*	*3.878*	*2.398*	*1.125*
activité non déclarée	*2.837*	*1.192*	–	*495*	*339*	*259*	*200*	*184*	*168*
d'activité	–	–	–	17,9	68,2	76,2	75,5	68,7	28,9
masculin									
lation totale	29.621	776	10.689	2.960	5.364	3.415	2.730	1.874	1.813
lont : *actifs*	*12.859*	*154*	–	*587*	*3.962*	*3.233*	*2.562*	*1.615*	*746*
activité non déclarée	*1.357*	*605*	–	*249*	*135*	*114*	*86*	*93*	*75*
d'activité	–	–	–	19,8	73,9	94,7	93,8	86,2	41,1
féminin									
lation totale	27.727	684	10.691	2.816	4.308	3.129	2.405	1.617	2.077
lont : *actifs*	*7.374*	*57*	–	*446*	*2.637*	*1.756*	*1.316*	*783*	*379*
activité non déclarée	*1.480*	*587*	–	*246*	*204*	*145*	*114*	*91*	*93*
d'activité	–	–	–	15,8	61,2	56,1	54,7	48,4	18,2
				MARTINIQUE					
eux sexes									
lation totale	323.790	15.534	121.263	38.236	39.240	29.163	28.189	22.604	29.561
dont : *actifs*	*98.552*	*383*	–	*12.260*	*28.502*	*21.294*	*18.990*	*13.296*	*3.827*
activité non déclarée	*16.938*	*14.915*	–	*626*	*388*	*211*	*187*	*187*	*424*
d'activité	–	–	–	32,1	72,6	73,0	67,4	58,8	12,9
masculin									
lation totale	156.821	8.029	60.570	19.200	18.741	13.440	13.291	10.883	12.667
dont : *actifs*	*57.518*	*225*	–	*7.045*	*15.011*	*12.497*	*11.809*	*8.510*	*2.421*
activité non déclarée	*8.585*	*7.702*	–	*294*	*177*	*78*	*62*	*96*	*176*
d'activité	–	–	–	36,7	80,1	93,0	88,8	78,2	19,1
féminin									
lation totale	166.969	7.505	60.693	19.036	20.499	15.723	14.898	11.721	16.894
dont : *actifs*	*41.034*	*158*	–	*5.215*	*13.491*	*8.797*	*7.181*	*4.786*	*1.406*
activité non déclarée	*8.353*	*7.213*	–	*332*	*211*	*133*	*125*	*91*	*248*
d'activité	–	–	–	27,4	65,8	55,9	48,2	40,8	8,3
				RÉUNION					
eux sexes									
lation totale	480.152	18.365	193.905	53.582	66.613	51.689	39.244	28.570	28.184
dont : *actifs*	*127.291*	*179*	–	*16.184*	*41.076*	*31.210*	*22.302*	*13.585*	*2.755*
activité non déclarée	*23.853*	*18.017*	–	*2.831*	*1.301*	*621*	*427*	*326*	*330*
d'activité	–	–	–	30,2	61,7	60,4	56,8	47,5	9,8
masculin									
lation totale	233.227	9.501	96.721	26.146	31.529	25.169	19.208	13.635	11.318
dont : *actifs*	*86.192*	*121*	–	*9.207*	*26.107*	*22.533*	*16.332*	*9.884*	*2.008*
activité non déclarée	*12.025*	*9.326*	–	*1.403*	*679*	*262*	*151*	*96*	*108*
d'activité	–	–	–	35,2	82,8	89,5	85,0	72,5	17,7
féminin									
lation totale	246.925	8.864	97.184	27.436	35.084	26.520	20.036	14.935	16.866
dont : *actifs*	*41.099*	*58*	–	*6.977*	*14.969*	*8.677*	*5.970*	*3.701*	*747*
activité non déclarée	*11.828*	*8.691*	–	*1.428*	*622*	*359*	*276*	*230*	*222*
d'activité	–	–	–	25,4	42,7	32,7	29,8	24,8	4,4

pulation totale et population active

nt un emploi ou non) de 16 ans ou plus (ou personnes d'âge inconnu mais ayant répondu à la question le type d'activité) par sexe et âge (génération) au recensement de 1982
yane, Réunion, Saint-Pierre-et-Miquelon)

Source : I.N.S.E.E. (Recensement de la population de 1982. Résultats définitifs).

	Ensemble	Âge							
		Non déclaré	Moins de 16 ans	16 à 19 ans	20 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 ans et plus
Les deux sexes :				GUYANE					
Population totale	73.012	238	25.229	5.618	14.248	11.425	6.704	4.473	5.077
dont : *actifs*	31.183	111	///	1.259	10.365	9.432	5.404	3.327	1.285
activité non déclarée	668	///	///	224	152	81	64	38	109
Taux d'activité	///	///	///	22,4	72,7	82,6	80,6	74,4	25,3
Sexe masculin :									
Population totale	38.448	133	12.842	2.781	7.996	6.168	3.646	2.450	2.432
dont : *actifs*	19.594	69	///	730	6.274	5.973	3.476	2.185	887
activité non déclarée	352	///	///	110	79	49	32	22	60
Taux d'activité	///	///	///	26,2	78,5	96,8	95,3	89,2	36,5
Sexe féminin :									
Population totale	34.564	105	12.387	2.837	6.252	5.257	3.058	2.023	2.645
dont : *actifs*	11.589	42	///	529	4.091	3.459	1.928	1.142	398
activité non déclarée	316	///	///	114	73	32	32	16	49
Taux d'activité	///	///	///	18,6	65,4	65,8	63,0	56,5	15,0
Les deux sexes :				RÉUNION					
Population totale	515.798	437	186.271	56.796	88.308	62.114	48.825	35.172	37.875
dont : *actifs*	172.828	216	///	17.396	60.108	42.799	30.835	18.119	3.355
activité non déclarée	1.279	///	///	408	267	202	128	84	190
Taux d'activité	///	///	///	30,6	68,1	68,9	63,1	51,5	8,9
Sexe masculin :									
Population totale	252.997	244	93.768	28.764	42.758	30.725	24.074	17.021	15.643
dont : *actifs*	110.818	154	///	10.138	35.609	28.531	21.229	12.808	2.349
activité non déclarée	610	///	///	205	118	103	64	50	70
Taux d'activité	///	///	///	35,2	83,3	92,9	88,2	75,2	15,0
Sexe féminin :									
Population totale	262.801	193	92.503	28.032	45.550	31.389	24.751	18.151	22.232
dont : *actifs*	62.010	62	///	7.258	24.499	14.268	9.606	5.311	1.006
activité non déclarée	669	///	///	203	149	99	64	34	120
Taux d'activité	///	///	///	25,9	53,8	45,5	38,8	29,3	4,5
Les deux sexes :				SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON					
Population totale	6.037	–	1.755	487	975	914	660	498	748
dont : *actifs*	2.380	–	///	127	779	655	451	293	75
activité non déclarée	3	///	///	–	–	–	1	1	1
Taux d'activité	///	///	///	26,1	79,9	71,7	68,3	58,8	10,0
Sexe masculin :									
Population totale	2.981	–	871	253	508	477	347	246	279
dont : *actifs*	1.624	–	///	73	487	461	337	220	46
activité non déclarée	–	///	///	–	–	–	–	–	–
Taux d'activité	///	///	///	28,8	95,9	96,6	97,1	89,4	16,5
Sexe féminin :									
Population totale	3.056	–	884	234	467	437	313	252	469
dont : *actifs*	756	–	///	54	292	194	114	73	29
activité non déclarée	3	///	///	–	–	–	1	1	1
Taux d'activité	///	///	///	23,1	62,5	44,4	36,4	29,0	6,2

N.B. — Pour le calcul des taux d'activité, les personnes d'activité non déclarée ont été classées comme inactives.

pulation en âge d'activité)

e : I.N.S.E.E.

	Guadeloupe	Martinique	Guyane	Réunion	Saint-Pierre-et-Miquelon
	(1)	(2)	(3)	(3)	(3)
d'activité (en pourcentage) :					
Hommes	76	72	81	76	86
Femmes	55	56	57	41	43
Ensemble	65	64	70	58	65
de chômage (en pourcentage) :					
Hommes	19	24	13	31	9
Femmes	29	30	21	34	13
Ensemble	24	27	16	32	10

(1) Enquête emploi 1980, population 15 à 59 ans. — (2) Enquête emploi 1979, population 15 à 59 ans. — (3) Recensement de la popula-1982, population 16 à 59 ans.

SOURCES DE DOCUMENTATION

s de l'I.N.S.E.E.

atistique, I.N.S.E.E. :

1974 : « La mesure du chômage dans l'enquête emploi »

1975 : « Méthodes et sources utilisées pour la mesure » (B. GRAIS).

976 : « Les sources statistiques sur l'emploi » (J. VACHER).
1977 : « Les 40 heures : 1936 ou ...1980? » (F. EYMARD-

t-août 1977 : « Les catégories sociales en 1975 : l'exten-riat » (L. THEVÉNOT).

re 1977 : « L'Analyse des mécanismes de détermination » (R. SALAIS).

mbre 1977 : « Emploi et activité entre 1968 et 1975 »

1 1979. Dossier Emploi.

bre 1979 « Combien d'actifs d'ici l'an 2000? » (F. EYMARD

l-mai 1980 « Chômeurs : embauche difficile mais situa- » (N. COEFFIC).

et 1980 « Le chômage : un phénomène de file d'attente »

ier 1981 « Emploi et chômage : bilan fin 1980 » (O. MAR-P. REVOIL).

rs 1981 : « Les contraintes de temps dans le travail », NIÉ et S. VOLKOFF).

1 1981 : Dossier sur le thème : « L'entrée des jeunes active ».

— N° 137, octobre 1981 : « Chômage et sous-emploi dans les D.O.M. », (H. DOMENACH et J.P. GUINGANT).

— N° 138, novembre 1981 : « Les secteurs de l'industrie et leurs ouvriers », (F. EYMARD DUVERNAY).

— N° 145, juin 1982 : « La progression de l'activité féminine est-elle irréversible? », (M. HUET).

— N° 146, juillet-août 1982 : « Les agents de l'État » (A. MINCZELES et D. QUARRÉ).

— N° 147, septembre 1982 : « D'un choc pétrolier à l'autre : le point sur le chômage » (O. MARCHAND). — « L'ampleur des emplois précaires » (N. CŒFFIC).

— N° 151, janvier 1983 : « Emploi et chômage en avril-mai 1982 » (M. CÉZARD, N. CŒFFIC, P. LAULHÉ).

— N° 152, février 1983 : « Les nouvelles catégories socio-professionnelles » (A. DESROSIÈRES, A. GOY et L. THÉVENOT).

— N° 154, avril 1983 : « La concentration des emplois féminins » (M. HUET). — « Des 40 aux 39 heures : processus et réactions des entreprises » (O. MARCHAND, D. RAULT et E. TURPIN).

Les collections de l'I.N.S.E.E., série D :

— N° 42 : « Enquête sur l'emploi de 1975 » (premiers résultats) [B. SEYS, P. LAULHÉ].

— N°s 45-46 : « Recensement des agents de l'État et des collectivités locales au 1er mars 1969 » (R. POHL, C. THELOT, E. RAMAROSON, C. MARSEILLE).

— N° 48 : « Enquête sur l'emploi de 1976 » (résultats provisoires) (B. SEYS, P. LAULHÉ).

— N°s 53-58 : « Enquête sur l'emploi de mars et d'octobre 1977 ».

— N° 54 : « Structure des emplois en 1975 et en 1976 ».

60 : « Emploi salarié par région aux 31 décembre 1974, 1975 976 ».
61 : « Enquête sur l'emploi de mars 1978 ».
62 : « « Structure des emplois en 1977 ».
66 : « Enquête sur l'emploi d'octobre 1978 ».
67 : « RP 75 - Population active ».
68 : « Enquêtes sur l'emploi de 1968 à 1975, série redressée.
69 : « Emploi salarié par région au 31 décembre 1977. Rétro- ıtion de 1954 à 1977 des données nationales en nouvelle e ».
70 : « Enquête sur l'emploi de mars 1979 ».
72 : « Structure des emplois en 1978 ».
74 : « Emploi salarié par région au 31 décembre 1978 ».
76 : « Enquête sur l'emploi de mars 1980 ».
78 : « Bilan formation-emploi 1977 ».
79 : « Enquête sur l'emploi d'octobre 1979 ».
81 : « Enquête sur l'emploi d'octobre 1980 ».
84 : « Structure des emplois en 1979 ».
87 : « Enquête sur l'emploi de mars 1981 ».
89 : « Enquête sur l'emploi d'octobre 1981 ».
91 : « Mobilité professionnelle. Enquête formation qualification fessionnelle de 1977 ».
92 : « Structure des emplois en 1980 ».

s et Documents :

7 : « Entreprises artisanales et artisans. Effectifs au 1er janvier 9 ».
13 : « Les personnels départementaux en 1976 et 1979 ».
17 : « Les personnels des organismes divers d'action locale, 1978, février 1979 ».
20 : « La population active non salariée du commerce ».
28 : « Emploi salarié par région au 31 décembre 1979 ».
34 : « Les agents de l'État au 31 décembre 1976 ».
38 : « Les catégories socio-professionnelles et leur repérage s les enquêtes ».
42-43-44-51 : « Recensement général de la population en 1974. artements d'outre-mer — Tableaux sur l'activité et l'emploi ».
55 : « Emploi salarié par région au 31 décembre 1980 ».
53 : « Les emplois précaires en 1980 ».
76 : « Affectations des agents de l'État au 31 décembre 1978 ».
77 : « Catégories et emplois des agents de l'État au 31 décembre 3 ».

es :

nées sociales. Édition 1981.

— *Statistiques du travail,* bulletin mensuel et ses suppléments.
— *Santé-Sécurité sociale,* Statistiques et commentaires, bulletin bimestriel.
— *Revue française des affaires sociales,* publication trimestrielle.
— Tableaux statistiques sur le travail et l'emploi, édition 1980.
— Observations sociales publiées depuis 1980. Sondages d'opinion.
— Travail et emploi, publié depuis 1980. Études sur les problèmes du travail et d'emploi.
— Pour une politique du travail. Ensemble de rapports de constat et proposition présentés à Monsieur le ministre du travail sur les différents domaines d'intervention de l'État en faveur de l'emploi, 1980.
— « Bilan de l'Emploi 1981 », *Statistiques du travail,* supplément au bulletin mensuel, nº 95, 1982.

● *Travail temporaire.*

La loi du 3 janvier 1972 fait obligation aux entreprises de travail intérimaire de faire un certain nombre de déclarations concernant les contrats à l'Inspection du travail.

A partir de ces documents le service des études et de la statistique du Ministère chargé de l'emploi réalise et publie régulièrement un certain nombre d'exploitations statistiques.

Chaque année ce ministère publie deux documents de synthèse sur le travail temporaire :

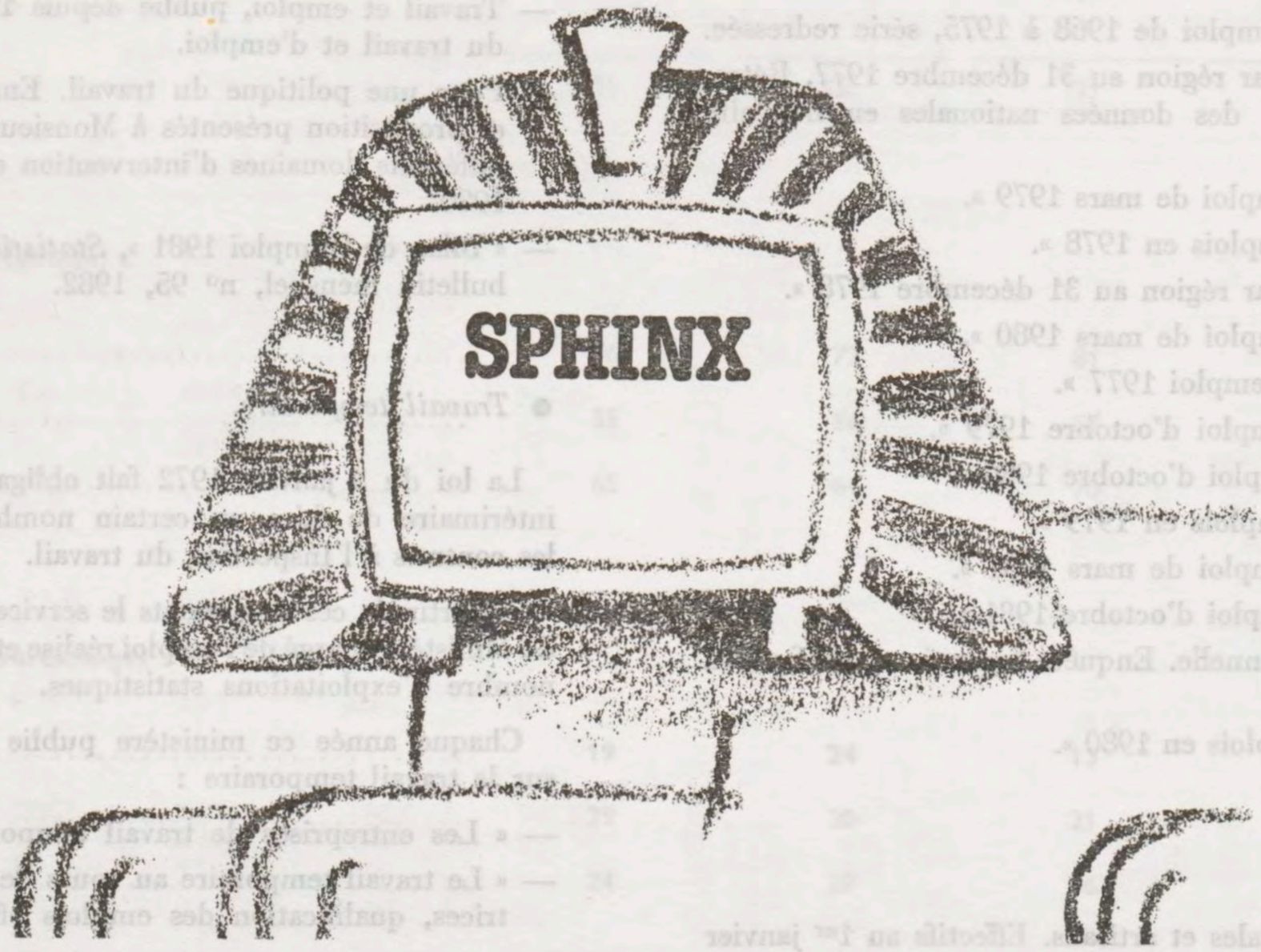
— « Les entreprises de travail temporaire au 31 décembre 19.. »;
— « Le travail temporaire au cours de l'année 19.., branches utilisatrices, qualification des emplois offerts ».

Le Ministère du travail a réalisé en avril 1977 une enquête sur le travail temporaire et les contrats à durée indéterminée. Résultats parus dans *Statistiques du travail* supplément nº 76, 1980. Une nouvelle enquête a été réalisée en avril 1980 : les résultats sont publiés dans *Statistiques du travail*, supplément nº 96, 1982.

3. Autres publications.

— Rapport du groupe de travail « Emploi-Formation », Commissariat général du Plan, préparation du VIIIe Plan.
— Rapport de la commission « Emploi et relations du travail », Commissariat général du Plan, préparation du VIIIe Plan.
— « Chômage et politiques », 1980, Collection *Les cahiers français* nº 180, édité par La documentation française.
— « Les limites de la vie active et de la retraite » (A. Monnier), *Population,* juillet-octobre 1979.
— Rapport de l'Inspection générale des Affaires sociales en 1980 : « Protection sociale et mutations socio-économiques ».
— *Bulletin de liaison de l'U.N.E.D.I.C.*, nº 86, septembre 1982.
— « Le travail ouvrier », 1983, *Collection Les cahiers français,* nº 209, édité par La documentation française.

Institut National de la Statistique et des Études Économiques



La base de références bibiographiques

En 27 domaines et 17 niveaux géographiques, SPHINX, les références de la vie économique, démographique et sociale.
Parmi ces domaines : l'emploi, l'industrie et l'artisanat, l'agriculture, l'élevage et la pêche, le commerce et la distribution, la démographie, l'urbanisme et l'aménagement du territoire, l'économie générale, l'enseignement, l'éducation et la formation, les affaires sociales, la consommation, la condition de vie et l'épargne.
Au niveau géographique :
la France, la région, le département, la commune, différents échelons infra-nationaux (bassin d'emploi, région agricole...), étranger (comparaison avec la France).

COMMENT AVOIR ACCÈS A SPHINX

- en vous rendant dans l'un des Observatoires Économiques Régionaux de l'INSEE ou à sa Direction Générale : un documentaliste l'interrogera pour vous.
- en l'interrogeant vous-même, dans vos locaux, à l'aide d'un terminal raccordé à un serveur* par l'intermédiaire du téléphone.

* actuellement :
G. CAM serveur, Tour-Montparnasse - 75015 PARIS - Tél. : (1) 538.10.10.

OÙ CONSULTER LES DOCUMENTS

Dans les Observatoires Économiques Régionaux de l'INSEE. Les documents non disponibles sur place peuvent être rapidement mis à votre disposition par un système de prêt inter-observatoires.

INFORMATION : P 464
Pour Paris, OEP - Tour Gamma A, 195, rue de Bercy - 75582 Paris Cedex 12
Pour la province : dans les Observatoires Économiques Régionaux de l'INSEE.

oitre 2.02

té

1. Professions sanitaires et sociales
2. État sanitaire
3. Mouvement et équipement hospitalier
4. Consommation médicale
5. Aide sociale

ofessions sanitaires et sociales
bleaux 1 et 2)

s le cadre des travaux de démographie médicale
par le Ministère des affaires sociales et de la soli-
nationale paraît chaque année une statistique des
ions sanitaires et sociales.

sée grâce aux informations recueillies à partir des
ents administratifs élaborés par les Directions
ementales des affaires sanitaires et sociales, elle
, au 31 décembre 1980, plus d'un demi-million
rsonnes en activité dans le domaine sanitaire et

professions recensées sont celles réglementées par
e de la santé publique, mise à part celle d'audio-
siste.

épartition des effectifs, à cette date, ainsi que leur
t à la population totale figurent dans le tableau 1.

lisponibilité de données de même source pour les
ernières années (tableau 2) permet de donner un
de l'évolution enregistrée par ces diverses profes-
depuis le 31 décembre 1972.

t ainsi qu'entre cette date et le 31 décembre 1980,
ofessions sanitaires et sociales ont connu un taux
issement annuel moyen d'environ 4,7 %, taux
ent supérieur à celui enregistré pour l'ensemble
opulation pendant la même période, ce taux étant
nent plus élevé dans le secteur des professions
res que dans celui des professions sociales.

at sanitaire
bleaux 3 à 7)

statistiques concernant l'état sanitaire de la popu-
sont réduites aux données fondamentales systéma-
ent connues et suffisamment générales (1).

PLUS DE SIX MOIS *(tableau 3)*

Ces résultats sont extraits de l'*État annuel des maladies ayant fait l'objet de l'examen prévu à l'article L. 293 du Code de la sécurité sociale*. Cette statistique fait connaître les nombres annuels de maladies et de traumatismes constituant des affections de longue durée ou ayant exigé des soins depuis plus de six mois. Cette statistique porte sur l'ensemble des bénéficiaires (et de leurs ayants droit) du régime général de Sécurité sociale (y compris les régimes *fonctionnaires, étudiants, grands invalides, veuves et orphelins de guerre*).

22. MALADIES PROFESSIONNELLES *(tableau 4)*

Ces résultats sont extraits des statistiques établies par la « Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés » (2). La statistique porte sur l'ensemble des assujettis au régime général de la Sécurité sociale (3). Ces relevés comportent les réserves d'usage tenant essentiellement au fait que les cas de maladies ne remplissant pas les conditions légales de réparation ne sont pas comptés.

23. CAUSES DE DÉCÈS *(tableaux 5 à 7)*

La statistique des causes de décès (4) résulte de l'exploitation des déclarations faites par les médecins qui constatent les décès (5). La proportion des causes qui restent indéterminées (mal définies ou non déclarées) est encore notable étant de l'ordre de 8 %; les décès qui ne sont attribués qu'à la sénilité représentent moins de 2 % (6).

Malgré ces motifs d'imprécision et à la condition de ne pas attacher une signification rigoureuse aux nombres, cette statistique fournit de précieuses indications sur l'état et l'évolution des causes de mortalité.

Le tableau 5 (tous âges) est complété par le tableau 6 qui fait connaître les principales causes de mortalité infantile (enfants âgés de moins d'un an) et le tableau 7 qui rappelle les diverses composantes de la mortalité infantile.

Pour ces deux tableaux, une nouvelle nomenclature (classification internationale des maladies, 9e révision) a été prise en compte à compter des données de l'année 1979.

● Ce chapitre a été établi avec la collaboration du Service des statistiques, des études et des systèmes d'information (S.E.S.I.), du Ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale (M.A.S.S.N.).

(1) D'autres résultats utiles plus particuliers ont été publiés dans le *Bulletin de l'I.N.S.E.R.M.* jusqu'à l'année 1971, puis dans le *Bulletin de Statistiques*, dans les *Tableaux santé et sécurité sociale* et dans l'*Annuaire des statistiques sanitaires et sociales* du Ministère de la santé (notamment les statistiques des dispensaires antituberculeux, des dispensaires antivénériens, des centres anticancéreux, des établissements psychiatriques, etc.). Voir aussi les publications annuelles de l'I.N.S.E.R.M. : *Rapport sur l'état de santé de la population française; Statistiques médicales des établissements psychiatriques.*

(2) Publiées dans les *Statistiques nationales d'accidents du travail* (Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés).

(3) Y compris de plus les Mines et la S.N.C.F.

(4) Les données démographiques sur la mortalité figurent dans le chapitre 1.04 du présent annuaire.

(5) Des statistiques provisoires mensuelles sommaires sont diffusées par l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (I.N.S.E.R.M.) et publiées dans le *Bulletin de statistiques* du ministère chargé de la Santé (depuis *l'année 1975*, ce bulletin est intitulé : *Santé, sécurité sociale, statistiques et commentaires*, édité par le ministère des Affaires sociales et de la solidarité nationale ainsi que, sous une forme abrégée, dans le *Bulletin mensuel de statistique* de l'I.N.S.E.E. Les statistiques définitives détaillées sont publiées par l'I.N.S.E.R.M. : *Causes médicales de décès*, un volume annuel (avant 1968 voir les volumes de l'INSEE : *Statistique des causes de décès*).

(6) Proportions évaluées pour les résultats définitifs. Il importe de noter que la nomenclature internationale nosologique est appliquée dans toute sa rigueur, sans procéder à des interprétations probables des causes de décès insuffisamment définies et des diagnostics simplement symptomatiques.

istique du mouvement hospitalier porte sur
e des personnes traitées dans les établissements
nsi que dans les établissements privés agréés
raitement des malades mentaux. Les autres éta-
ts privés font l'objet d'une statistique officielle
ement, avec une périodicité annuelle depuis
leau 9).
ablissements sanitaires et sociaux récapitulés
bleau 10 constituent un panorama pratiquement
de l'équipement public et privé dont on dispose
ent. Il comporte à la fois le nombre d'établis-
t, le cas échéant, le nombre de lits ou de places
-ci disposent.

ommation médicale

eau 10)

OMMATION MÉDICALE FINALE

sommation médicale finale donne en valeurs,
ume, la consommation nationale telle qu'elle
s comptes de la Santé. Dressés jusqu'en 1981
R.E.D.O.C., les comptes sont, à partir de 1982,
r le S.E.S.I.

OMMATION MÉDICALE DE VILLE
re hors hospitalisation)

leaux 11 et 12 présentent des premiers résultats
'enquête décennale « sur la santé et les soins
» réalisée en 1980-1981 par l'I.N.S.E.E., avec
rs du C.R.E.D.O.C., des Ministères de la santé
solidarité nationale et de l'I.N.S.E.R.M.
ée auprès d'un échantillon de quelque 7.400
(21.000 individus) représentatif de la popula-
e, cette enquête fournit des indications origi-
les quantités physiques de divers types de soins
s dépenses des consommateurs. En outre, la
on avec l'enquête précédente (1970) permet
r les variations intervenues au cours de la période
(tableau 11).
apport principal de cette enquête réside dans la
es disparités de consommation suivant les cri-
cio-démographiques des consommateurs. En
omme, d'ailleurs, en 1970 — ces disparités sont
cipalement au sexe et à l'âge (tableau 12).

sociale

eau 13 à 16)

ncipaux régimes d'aide sociale légale (1) com-
:

de médicale, complétée par *l'aide aux tuber-*
l'aide aux malades mentaux; cette aide com-
cipalement la prise en charge des frais d'hospita-
u de soins de « ville » que ne peuvent supporter
é ou en partie les malades privés de ressources
s (couverts ou non par la Sécurité sociale) ainsi

— *l'aide aux personnes handicapées*; jusqu'à la loi d'orientation dont les premiers effets se sont fait sentir en 1977, elle consistait essentiellement dans le versement d'allocations aux parents d'enfants handicapés ou aux handicapés eux-mêmes et dans la prise en charge des frais d'hébergement des handicapés adultes en établissement spécialisé et de placement en milieu de travail protégé. Depuis la nouvelle loi, les caisses d'allocations familiales versent l'ensemble des allocations pour enfants et les allocations de base des adultes;

— *l'aide sociale aux personnes âgées* (de 65 ans au moins) dépourvues de ressources suffisantes qui fournit une aide financière à domicile ou le placement dans un établissement ou une famille;

— *l'aide sociale à l'enfance* qui confie à la charge de l'État les enfants (pupilles de l'État) trouvés, abandonnés, moralement abandonnés, orphelins pauvres, et assure la protection d'autres enfants (non pupilles placés sous la protection du service de l'aide sociale à l'enfance) qui sont recueillis temporairement, placés en garde, surveillés ou dont les parents (ou tuteurs) bénéficient d'une allocation pour aider à l'entretien de l'enfant.

51. BÉNÉFICIAIRES

Le nombre de bénéficiaires de certaines formes d'aide présenté dans cet annuaire peut différer sensiblement des données publiées antérieurement. Les différences proviennent d'une mise à jour des statistiques envoyées par les directions départementales des Affaires sanitaires et sociales.

Pour certaines formes d'aide, la sommation du nombre de bénéficiaires n'a aucune signification; un individu peut, en effet, bénéficier de plusieurs aides à la fois. Cette remarque concerne l'aide médicale au malades mentaux, l'aide sociale aux personnes âgées et l'aide sociale aux personnes handicapées.

52, DÉPENSES

Définitions : les *dépenses brutes* correspondent aux sommes avancées par le département sans déduction d'éventuelles recettes (elles sont inscrites au compte administratif en dépenses directes ou indirectes). Les *dépenses nettes* correspondent aux dépenses brutes diminuées des recettes (récupérations sur bénéficiaires, tiers payants, successions, sécurité sociale et organismes mutualistes, etc.).

Les dépenses sont classées en trois « groupes », lesquels correspondent à des taux de prise en charge par l'État différents :

— groupe I : 85 % environ;
— groupe II : 62 % environ;
— groupe III : 40 % environ.

Ces taux n'ont pratiquement pas varié au cours des dix dernières années.

La nouvelle présentation des données permet de mettre en parallèle les bénéficiaires et les dépenses d'aide sociale.

---

(1) Décrets : 29 novembre 1953 (législation sur l'aide sociale); 2 septembre 1954 (aide sociale aux personnes âgées et infirmes); 15 novembre 1954 (aide sociale); 30 novembre 1954 (aide médicale).

essions sanitaires et sociales : tif et densité

tion au 31 décembre 1980

Professions	Effectif	(pour 100 000 habitants)	d'habitants par praticien
PROFESSIONS MÉDICALES			
Médecin en activité (1)	108.054	201	498
dont : exerçant en clientèle privée	73.295	136	735
Chirurgien-dentiste (2)	31.872	99	1.689
Pharmacien (3)	37.820	70	1.424
Sage-femme	8.479	16	6.350
PROFESSIONS PARAMÉDICALES			
Infirmier	249.450	463	216
dont : Diplômé d'État et Autorisé	192.913	259	279
Psychiatrique	56.537	105	952
Masseur-kinésithérapeute	32.229	60	1.671
Pédicure	5.736	11	9.387
Orthophoniste	7.110	13	7.573
Audioprothésiste	1.074	2	50.134
Orthoptiste	1.200	2	44.870
PROFESSION SOCIALE			
Assistant de service social	29.309	54	1.838

(1) Ensemble des médecins en activité figurant sur les listes établies par les directions départementales des Affaires sanitaires et sociales qu'ils soient ou non inscrits à l'Ordre. Non compris les médecins militaires.
(2) Non compris les stomatologistes docteurs en médecine classés avec les médecins.
(3) Ensemble des pharmaciens en activité (on compte 21.195 pharmaciens d'officine, densité 39; 1 pharmacien d'officine pour 2.540 habitants).

LEAU 2.02 - 2

essions sanitaires dans les hôpitaux généraux publics et les établissements d'hospitalisation privés

Source : M.A.S.S.N. (S.E.S.I.).

	31 décembre 1972					31 décembre 1980					Taux d'accroissement annuel moyen (en °/₀)		
	Ensemble	Dont exerçant dans les hôpitaux publics		Dont exerçant dans les cliniques privées		Ensemble	Dont exerçant dans les hôpitaux publics		Dont exerçant dans les cliniques privées				
		Effectifs	Pourcentage par rapport à l'ensemble	Effectifs	Pourcentage par rapport à l'ensemble		Effectifs	Pourcentage par rapport à l'ensemble	Effectifs	Pourcentage par rapport à l'ensemble	Ensemble	Hôpitaux publics	Cliniques privées
PROFESSIONS MÉDICALES ET PHARMACEUTIQUES													
Médecin	70.711 (1)	13.408	19,0	21.443	30,3	108.054	21.327	19,7	31.698	29,3	5,5	6,0	5,0
Pharmacien	27.835	754	2,7	1.370	4,9	37.820	///	///	1.493	3,9	3,9	///	1,1
Sage-femme	(2) 8.374	2.699	32,2	2.664	31,8	8.479	3.985	47,0	2.456	29,0	0,2	5,0	– 1,0
Ensemble	*106.920*	*16.861*	*15,8*	*25.477*	*23,8*	*154.353*	*25.312*	///	*35.647*	*23,1*	*4,7*	///	*4,3*
PROFESSIONS PARAMÉDICALES													
Infirmier d.é. + Autorisés.	(3)135.735	63.964	47,1	25.521	18,8	192.913	107,257	55.6	29.568	15,3	4,5	5,9	1,7
Masseur kinésithérapeute.	24.831	1.981	8,0	2.929	11,8	32.229	4.753	14,7	5.451	16,9	3,3	11,6	8,1
Ensemble	*160.566*	*65.945*	*41,1*	*28.450*	*17,7*	*225.142*	*112.010*	*49,8*	*35.019*	*15,6*	*4,3*	*6,9*	*2,7*
PROFESSIONS AUXILIAIRES													
Aide-soignant	80.705	62.758	77,8	17.947	22,2	141.364	110.359	78,1	28.718	20,3	7,3	7,3	6,1
Agent de service hospitalier (4)	86.336	78.605	91,0	7.731	9,0	104.927	91.979	87,7	12.258	11,7	2,5	2,0	6,0
Ensemble	*167.041*	*141.363*	*84,6*	*25.678*	*15,4*	*246.291*	*202.338*	*82,2*	*40.976*	*16,6*	*5,0*	*4,6*	*6,0*
Ensemble des professions de santé	**434.527**	**224.169**	**51,6**	**79.605**	**18,3**	**625.786**	**339.660**	**54,3**	**111.642**	**17,8**	**4,7**	**5,3**	**4,3**

(1) Non compris les attachés.
(2) Effectif recensé au 31 décembre 1973. L'effectif des listes départementales au 31 décembre 1972 était surestimé (9.195).
(3) Diplômés d'État, autorisés et auxiliaires.
(4) Dans le cas des hôpitaux privés, il s'agit des brancardiers, femmes de salle, etc.

TABLEAU 2.02 - 3

Affections de longue durée ou ayant exigé des soins depuis plus de six mois

nouveaux cas annuels (1) *concernant les assurés sociaux et leurs ayants droit* (2)]

Source : C.N.A.M.T.S.

Classification internationale des maladies (3)	Nature de l'affection	1976	1977	1978	1979	1980	1981
4	Tuberculose de l'appareil respiratoire	18.208	15.839	14.926	13.597	12.283	11.538
5	Autres formes de tuberculose et séquelles	3.776	3.494	3.579	3.272	3.174	3.022
013*	soit : *méningée*	*211*	*207*	*245*	*165*	*174*	*145*
014*	*intestinale*	*323*	*264*	*307*	*254*	*250*	*232*
015*	*ostéo-articulaire*	*606*	*502*	*495*	*396*	*447*	*394*
016*	*génito-urinaire*	*1.031*	*1.028*	*978*	*905*	*858*	*747*
017*-018*	*autres ou à foyers multiples*	*1.260*	*1.188*	*1.211*	*1.175*	*1.131*	*1.143*
019*	*séquelles*	*345*	*305*	*343*	*377*	*314*	*361*
12	Encéphalites virales	94	88	83	74	84	90
13	Hépatite infectieuse	704	635	815	694	731	631
16	Syphilis et séquelles	161	187	195	246	212	168
19 (partie:040*-044*)	Poliomyélite et séquelles	1.251	1.223	1.572	1.349	1.271	1.184
19 (partie : 135*)	Sarcoïdose	702	779	954	1.057	1.160	1.195
1, 2, 3, 6-11, 14, 15, 17-19 (reste)	Autres maladies infectieuses et parasitaires	2.245	2.612	2.863	2.604	2.395	2.320
20	Tumeurs malignes	84.008	85.777	88.028	92.329	92.801	94.374
140*-149*	soit : *cavité buccale et pharynx*	*7.315*	*6.934*	*7.347*	*7.767*	*7.718*	*7.859*
150*-159*	*appareil digestif et péritoine*	*18.785*	*19.075*	*19.027*	*19.481*	*19.691*	*19.686*
160*-163*	*appareil respiratoire*	*10.366*	*11.041*	*11.493*	*12.390*	*12.613*	*12.364*
174*	*seins*	*13.522*	*13.948*	*14.466*	*15.386*	*15.190*	*15.880*
180*-182*	*utérus*	*6.165*	*6.128*	*6.410*	*6.638*	*6.684*	*6.585*
183*-189*	*autres localisations génito-urinaires*	*9.404*	*9.844*	*10.120*	*10.647*	*10.801*	*11.286*
191*-192*	*cerveau et autres parties du système nerveux*	*1.842*	*1.964*	*2.053*	*2.051*	*2.031*	*2.263*
170*-173*, 190*, 193*-199*	*sièges autres ou non spécifiés*	*10.584*	*10.513*	*10.520*	*11.015*	*10.860*	*11.097*
200*-209*	*leucémie, tumeurs, tissus lymphatiques et hématopoïétiques*	*6.025*	*6.330*	*6.592*	*6.954*	*7.213*	*7.354*
21	Tumeurs bénignes ou de nature non précisée	1.663	1.801	2.079	2.101	1.989	2.154
225*-238.1*	soit : *tumeurs cérébrales (non spécifiées malignes)*	*463*	*508*	*536*	*569*	*591*	*623*
210*-224*, 226*-228*	*tumeurs bénignes*	*932*	*1.025*	*1.214*	*1.243*	*1.163*	*1.201*
230-238.0*,238.2*-239*	*tumeurs de nature non précisée*	*268*	*268*	*329*	*289*	*235*	*330*
22	Thyréotoxicose	1.088	1.223	1.492	1.738	1.687	1.559
23	Diabète sucré	47.198	46.120	49.778	45.304	43.719	43.109
26	Anémies	1.888	1.850	1.986	1.833	1.702	1.811
65 (partie : 286*-289*)	Autres maladies du sang et organes hématopoïétiques	1.056	1.107	1.226	1.149	1.155	1.246
27, C 65 (partie : 310*-315*)	Troubles mentaux	130.983	122.496	134.826	129.969	125.436	116.262
290*-299*	soit : *psychoses*	*22.840*	*22.093*	*23.917*	*24.102*	*23.555*	*24.896*
303*	*alcoolisme*	*7.149*	*6.631*	*7.544*	*7.858*	*7.922*	*7.766*
304*	*dépendance à l'égard des drogues*	*374*	*492*	*437*	*465*	*509*	*543*
300*-302*, 305*-309*	*autres troubles mentaux non psychotiques*	*86.922*	*81.765*	*89.416*	*85.369*	*82.598*	*83.057*
310*-315*	*arriération mentale*	*13.698*	*11.515*	*13.512*	*12.175*	*10.852*	*10.729*
31 (partie : 320*-358*) 320*-324*	Maladies du système nerveux	18.124	18.329	21.025	20.114	20.342	21.987
	soit : *maladies inflammatoires du système nerveux central*	*672*	*704*	*819*	*676*	*721*	*726*
330*	*myopathies, amyotrophies*	*1.169*	*1.177*	*1.330*	*1.194*	*1.112*	*1.095*
340*	*sclérose en plaques*	*1.555*	*1.681*	*1.883*	*1.735*	*1.848*	*1.792*
342*	*maladie de Parkinson*	*3.288*	*3.298*	*3.664*	*3.509*	*3.596*	*3.840*
344*	*hémiplégies, paraplégies* (4)	*4.033*	*4.039*	*4.224*	*3.937*	*4.039*	*4.076*
345*	*épilepsie*	*2.464*	*2.613*	*3.332*	*3.491*	*3.475*	*3.813*
331*-333*, 341*, 343* 346*-358*	*autres maladies du système nerveux*	*4.943*	*4.817*	*5.773*	*5.572*	*5.551*	*6.645*
29	Cataracte	839	843	899	871	855	729
28, 31 (partie : 370*-373*, 375*-379*) 360-369	Maladies de l'œil	2.961	2.903	3.059	3.090	2.894	3.106

N.B. — Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU 2.02 - 3 *(fin)*

Affections de longue durée ou ayant exigé des soins depuis plus de six mois

[*nouveaux cas annuels* (1) *concernant les assurés sociaux et leurs ayants droit* (2)]

Source : C.N.A.M.T.S.

Classification internationale des maladies (3)	Nature de l'affection	1976	1977	1978	1979	1980	1981
30	Otite moyenne et mastoïdite	341	377	441	443	441	484
31 (380*, 384*-389*)	Autres maladies de l'oreille	1.282	1.393	1.424	1.446	1.403	1.622
32	Rhumatisme articulaire aigu	1.166	1.158	936	846	885	739
33	Cardiopathies rhumatismales chroniques	1.761	1.773	1.981	2.094	2.244	2.394
34	Maladies hypertensives	23.308	25.224	31.798	29.668	27.566	28.811
35	Maladies ischémiques du coeur	51.854	53.025	54.762	51.541	54.203	52.287
36	Maladies cérébro-vasculaires (5)	46.096	48.322	55.054	51.985	48.513	50.733
37, 38	Autres maladies de l'appareil circulatoire	45.275	48.952	55.367	52.076	50.073	52.187
440*	soit : *artériosclérose*	*15.865*	*17.994*	*21.324*	*20.738*	*19.278*	*20.352*
37	*embolies et thromboses veineuses*	*1.883*	*2.211*	*2.688*	*2.795*	*2.661*	*3.000*
420*-429*, 441*-448*, 454*-458*	*autres maladies des veines et lymphatiques*	*27.527*	*28.747*	*31.355*	*28.543*	*28.134*	*28.835*
42	Bronchite, emphysème, asthme	18.137	18.694	22.089	20.917	20.384	21.241
44	Pneumoconiose et maladies apparentées	84	214	121	119	112	94
39-41, 43, 45	Autres maladies de l'appareil respiratoire	7.809	7.806	8.954	7.438	6.000	7.014
47	Ulcère de l'estomac et du duodénum	3.926	3.897	5.614	6.631	6.506	6.341
50	Lithiase biliaire et cholécystite	1.473	1.441	1.400	1.286	1.120	962
51 (partie : 576*)	Autres maladies de la vésicule et voies biliaires	727	669	653	543	438	475
51 (partie : 571*)	Cirrhose du foie	3.957	3.979	4.282	4.120	4.167	4.216
51 (partie : 570*, 572* 573*)	Autres maladies du foie	915	760	880	815	633	646
49	Hernies	901	942	887	1.000	955	938
46, 48, 51 (reste)	Autres maladies de l'appareil digestif	6.088	6.343	6.947	6.817	*r* 6.841	6.793
52	Néphrites, néphroses	4.106	4.242	4.554	4.026	3.867	3.903
53	Lithiase urinaire	953	1.076	1.039	1.020	984	902
55 (partie : 590*, 591*, 593*, 595*-599*)	Autres maladies de l'appareil urinaire	2.038	2.115	2.170	2.277	2.236	2.232
54	Hypertrophie de la prostate	488	511	481	434	443	502
55 (partie : 601*-607*)	Autresmaladies des organes génitaux de l'homme	446	495	606	2.515	2.542	1.973
55 (reste)	Maladies des organes génitaux de la femme	2.080	2.154	2.738	6.867	7.358	6.371
56, 57, 58	Complications grossesses, accouchement, état puerpéral	4.371	4.600	5.408	4.925	3.999	3.741
59, 60	Affections de la peau et du tissu cellulaire sous-cutané	2.261	2.686	2.938	3.030	2.983	2.966
61	Arthrite, spondylite	34.619	36.324	40.366	48.634	37.103	37.657
62	Autres maladies du système ostéo-musculaire, et tissus conjonctifs	11.970	12.506	14.232	15.342	16.064	17.034
63	Anomalies congénitales	8.258	8.631	9.797	9.990	9.907	9.936
Reste : 24, 25, 64	Autres maladies spécifiées	5.149	4.978	6.127	5.938	6.061	5.226
65 (reste : 780*-796*)	États morbides mal définis	10.456	10.615	12.211	13.696	11.076	8.276
66	Fractures	11.029	11.533	12.584	12.749	12.799	12.164
67	Traumatismes internes et intracrâniens	1.339	1.585	1.543	1.564	1.601	1.535
68	Brûlures	314	337	467	469	446	391
69, 70	Autres traumatismes et atteintes externes	2.286	2.447	2.904	3.008	3.359	3.439
	Total	**634.212**	**639.110**	**703.145**	**687.354**	**666.861**	**674.517**

(1) Maladies ayant fait l'objet, pour la première fois, de l'examen médical prévu à l'article 293 du Code de sécurité sociale. — (2) Régime général y compris les régimes rattachés, pour les soins de santé (fonctionnaires, étudiants, invalides, veuves et orphelins de guerre). — (3) Révision de 1975 : liste C complétée par plusieurs numéros signalés par un astérisque de la liste détaillée. — (4) Cette rubrique ne comprend pas les effets des lésions vasculaires cérébrales récentes (n° 36). — (5) Cette rubrique ne comprend pas les séquelles des lésions vasculaires cérébrales (n° 334*).

J 2.02 - 4

s maladies professionnelles déclarées : nombre de cas (1)

rce : C.N.A.M.T.S. — *Unité :* **maladie (1)**

° (2)	Nature des maladies professionnelles	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
1	Saturnisme	189	199	164	129	125	91	87	51	46	40
2	Hydrargyrisme	3	2	9	5	8	4	2	4	2	6
4	Benzolisme	98	85	108	108	68	68	76	64	71	65
6	Affections provoquées par les rayons X	18	16	19	12	11	15	18	18	17	19
8	Affections causées par les ciments	1.827	1.593	1.508	1.422	1.371	1.115	964	833	784	803
10	Ulcérations causées par l'action de l'acide chromique	170	151	167	136	129	124	71	66	77	74
11	Intoxication par le tétrachlorure de carbone	3	1	1	5	3	3	3	3	1	2
12	Affections dues aux dérivés chlorés de l'éthylène	140	210	171	156	156	133	136	118	94	107
13	Intoxication par les dérivés nitrés et chloronitrés des carbures benzéniques	11	4	14	4	9	6	6	7	1	7
15	Affections provoquées par les amines aromatiques	122	103	111	102	107	98	115	101	95	92
16	Affections provoquées par le brai de houille	4	19	6	13	14	5	5	11	7	9
19	Leptospiroses	13	6	8	14	11	8	13	5	10	3
20	Maladies causées par l'arsenic et dérivés	5	3	5	3	3	4	1	4	2	2
24	Brucellose	92	121	133	127	144	135	140	158	151	129
25	Silicose	588	607	594	616	671	629	591	643	548	553
29	Lésions osseuses provoquées par l'air comprimé	4	2	4	1	2	2	2	4	2	6
30	Affections provoquées par les poussières d'amiante	22	24	41	37	54	77	100	127	149	159
35	Affections ostéo-articulaires par l'emploi des marteaux pneumatiques	19	22	31	26	27	30	26	39	–	–
36	Dermatoses par lubrifiants	209	230	230	182	166	163	227	184	193	196
37	Maladies causées par les sels et oxydes de nickel	21	15	19	18	26	16	11	11	14	13
38	Maladies engendrées par la chlorpromazine	1	9	1	1	5	–	1	3	2	3
40	Affections dues aux bacilles tuberculeux	3	18	28	30	25	10	15	24	14	18
41	Maladies engendrées par la pénicilline	8	8	11	10	16	6	5	11	7	12
42	Affections provoquées par les bruits	125	147	133	168	223	217	184	256	248	286
43	Ulcérations causées par l'aldéhyde formique	67	38	48	50	42	34	36	38	24	29
44	Sidérose	5	9	6	4	13	14	20	24	16	17
45	Hépatites virales	505	533	653	740	746	581	483	597	497	438
46	Dermatophyties d'origine animale	7	14	7	10	12	6	8	8	6	9
47	Maladies provoquées par les bois exotiques	30	39	42	39	32	38	50	45	52	61
48	Troubles angioneurotiques provoqués par les travaux de meulage	5	5	2	5	6	6	15	8	–	–
49	Affections provoquées par les amines aliphatiques et alicycliques	1	20	29	20	21	19	15	29	18	24
51	Maladies provoquées par les résines époxydiques	1	100	82	98	108	108	108	95	81	86
52	Affections causées par la polymérisation du chlorure de vinyle	•	4	2	–	9	3	4	7	7	3
57	Hygromas du genou	1	174	209	212	282	248	283	266	287	428
60	Intoxication par le pentachlorophénol	•	3	4	6	9	6	6	1	–	8
62	Affections provoquées par les isocyanates organiques	•	8	19	25	16	30	44	53	55	66
63	Affections provoquées par les enzymes protéolytiques	•	2	5	7	14	9	10	9	9	12
64	Intoxications par l'oxyde de carbone	•	•	1	13	4	12	4	8	5	1
65	Dermites eczématiformes de mécanisme allergique	•	•	•	•	•	19	59	84	86	138
66	Affections respiratoires de mécanisme allergique	•	•	•	•	•	4	39	54	69	77
—	Autres maladies	13	38	33	25	15	15	20	24	87	101
	Nombre total de maladies constatées	**4.330**	**4.580**	**4.658**	**4.579**	**4.703**	**4.111**	**4.003**	**4.095**	**3.834**	**4.102**

(1) Nombre de maladies professionnelles pour lesquelles un avantage financier (indemnité ou rente) a été versé pour la première fois au cours de nnée considérée (régime général et régimes spéciaux de Sécurité sociale, y compris les Mines et la S.N.C.F.). Il s'agit de l'année du premier versement, i peut ne pas correspondre exactement à l'année de la première constatation de la maladie, ce qui contribue à expliquer les fluctuations annuelles. — s maladies n^{os} 49 à 63 n'ont été rendues à déclaration obligatoire que depuis l'année 1973, les maladies 19, 29, 30 et 40 à 48, que depuis l'année 1969, maladie 64 que depuis l'année 1974, les maladies 65 et 66 que depuis l'année 1977. — (2) Liste annexée au décret du 31 décembre 1946 et complétée r les décrets subséquents.

s de tous âges par causes principales

: I.N.S.E.E., I.N.S.E.R.M. (Institut national de la santé et de la recherche médicale)

fication tionale aladies vision)	Principales causes de décès	1979			1980			1981		
		Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe féminin	Sexe masculin
010–018	Tuberculose toutes formes	1.686	1.120	566	1.604	1.080	524	1.621	1.048	57ç
010–012	*dont : tuberculoes de l'appareil respiratoire*	*1.448*	*986*	*462*	*1.385*	*962*	*423*	*1.352*	*911*	*441*
09, 219–139	Autres maladies infectieuses et parasitaires	5.148	2.560	2.588	5.374	2.662	2.712	5.520	2.701	2.819
40–208	Tumeur maligne, y compris les tumeurs des tissus lymphatiques et hématopoïétiques	123.207	73.562	49.645	124.347	74.459	49.888	126.632	75.849	50.783
150–159	*dont : tumeur maligne de l'appareil digestif et du péritoine*	*44.388*	*25.462*	*18.926*	*43.728*	*25.212*	*18.516*	*43.678*	*25.160*	*18.518*
160–165	*tumeur maligne de l'appareil respiratoire*	*21.916*	*19.529*	*2.387*	*22.319*	*19.825*	*2.499*	*23.192*	*20.564*	*2.628*
179–189	*tumeur maligne des organes génito-urinaires.*	*19.598*	*10.917*	*8.681*	*19.990*	*11.251*	*8.739*	*20.292*	*11.657*	*8.635*
204–208	*leucémie*	*4.451*	*2.433*	*2.018*	*4.561*	*2.431*	*2.130*	*4.560*	*2.423*	*2.137*
210–239	Tumeur bénigne ou de nature non précisée	4.216	2.102	2.114	4.338	2.229	2.109	4.291	2.126	2.165
250	Diabète sucré	7.117	2.736	4.381	7.051	2.705	4.346	7.299	2.806	4.493
280–289	Maladies du sang et des organes hématopoïétiques	2.285	1.067	1.218	2.305	1.109	1.196	2.313	1.061	1.252
291, 303	Alcoolisme et psychose alcoolique	3.371	2.684	687	3.367	2.688	679	3.423	2.731	692
342–344	Hémiplégie et autres syndromes paralytiques	4.887	2.037	2.850	4.366	1.790	2.576	4.350	1.817	2.533
341, 345–389	Autres maladies du système nerveux et des organes des sens	7.972	3.998	3.974	7.088	3.646	3.442	7.402	3.875	3.527
390–429	Cardiopathies et maladies hypertensives	117.730	56.887	60.843	119.535	57.397	62.138	117.736	56.343	61.393
410–414	*dont : maladies ischémiques du cœur*	*49.539*	*28.193*	*21.346*	*50.571*	*28.483*	*22.088*	*51.306*	*28.636*	*22.670*
430–438	Maladies cérébro-vasculaires	66.228	28.302	37.926	67.586	28.663	38.923	66.982	28.045	38.937
440–459	Autres maladies de l'appareil circulatoire	17.345	8.847	8.498	17.295	8.884	8.411	17.554	8.833	8.721
460–519	Maladies de l'appareil respiratoire	31.795	18.040	13.755	33.389	18.997	14.392	37.419	20.517	16.902
487	*dont : grippe*	*1.062*	*346*	*716*	*1.034*	*393*	*641*	*2.942*	*1.041*	*1.901*
480–486	*pneumonie*	*5.140*	*2.385*	*2.755*	*4.817*	*2.260*	*2.557*	*6.360*	*2.924*	*3.436*
490–493	*bronchite chronique, emphysème et asthme.*	*6.733*	*4.244*	*2.489*	*6.875*	*4.330*	*2.545*	*7.248*	*4.522*	*2.726*
571 partie	Cirrhose du foie	15.707	11.182	4.525	14.934	10.554	4.380	14.587	10.312	4.275
570, 571 autres 572–579	Autres maladies de l'appareil digestif	20.678	9.853	10.825	20.735	9.507	11.228	20.885	9.653	11.232
580–629	Maladies des organes génito-urinaires	9.689	5.205	4.484	9.586	5.123	4.463	9.112	4.865	4.247
740–759	Anomalies congénitales	2.421	1.323	1.098	2.662	1.429	1.233	2.599	1.468	1.131
760–779	Causes de mortalité périnatale	2.176	1.276	900	2.192	1.327	865	2.043	1.208	835
es numéros	Autres maladies spécifiées	13.530	4.765	8.765	14.756	5.060	9.696	16.437	5.597	10.840
797	Sénilité sans mention de psychose	8.771	2.295	6.476	10.164	2.739	7.425	10.821	2.819	8.002
796, 798–799,8	Symptômes et autres états morbides mal définis	11.206	5.342	5.864	11.074	5.494	5.580	12.514	6.033	6.481
800–E 999	Accidents et morts violentes	50.633	30.498	20.135	50.506	30.485	20.021	50.350	30.356	19.994
810–E 819	*dont : accidents de la circulation routière*	*11.016*	*8.038*	*2.978*	*11.071*	*8.082*	*2.989*	*11.086*	*8.088*	*2.998*
826–E 829										
950–E 959	*suicides*	*9.992*	*7.101*	*2.891*	*10.405*	*7.361*	*3.044*	*10.580*	*7.537*	*3.043*
799,9	Causes non déclarées	14.007	8.053	5.954	12.853	7.454	5.399	12.933	7.551	5.382
	Total (toutes causes)	**541.805**	**283.734**	**258.071**	**547.107**	**285.481**	**261.626**	**554.823**	**287.614**	**267.209**

J 2.02 - 6

enfants de moins d'un an par causes principales (1)

Sources : I.N.S.E.E., I.N.S.E.R.M.

Classification internationale des maladies (9e révision)	Causes de décès	1979 Les deux sexes	1980 Les deux sexes	1981 Les deux sexes
000-139	Maladies infectieuses et parasitaires	205	191	157
001-009	dont : *maladies infectieuses intestinales*	68	73	67
038	*septicémies*	41	26	23
320-323	Méningite, encéphalite, myélite et encéphalomyélite (2)	86	110	94
487	Grippe	5	8	5
480-486	Pneumonie	42	44	60
740-759	Anomalies congénitales	1.565	1.782	1.747
740-742	dont : *anomalies congénitales du système nerveux*	211	237	251
745-747	*anomalies congénitales de l'appareil circulatoire*	832	940	900
760-779	Causes de mortalité périnatale	2.154	2.173	2.026
765	dont : *Prématurité*	158	181	145
768	*Hypoxie intra-utérine et asphyxie à la naissonce*	214	187	251
769	*Syndrome de détresse respiratoire*	357	388	340
770	*Autres affections respiratoires du nouveau-né*	488	459	415
771	*Infections spécifiques de la période périnatale*	287	307	293
Autres numéros	Autres maladies spécifiées	584	604	582
780-799	Symptômes et autres états morbides mal définis	2.262	2.380	2.463
E 800-E 999	Accidents et morts violentes	679	718	689
	Total (toutes causes)	**7.582**	**8.010**	**7.823**

(1) Non compris les décès d'enfants, nés vivants, décédés avant la déclaration de naissance à l'état civil (faux mort-nés).

(2) Non compris les méningites et les encéphalites survenant au cours d'une maladie classée comme infectieuse ou parasitaire (C.I.M. nos 000-139).

Source : I.N.S.E.E. En °/₀₀

Taux de :	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Mortalité néo-natale précoce (1)	10	9	8	8	7,3	6,4	5,8	5,2	4,7	4,4	4,2
Mortalité néo-natale (2)	12	11	11	10	9,2	8,1	7,4	6,6	6,0	5,8	5,5
Mortalité infantile (3)	17	16	15	15	14,0	12,5	11,5	10,6	10,0	10,1	9,7
Mortinatalité (4)	13	12	12	12	10,9	10,3	9,9	9,6	9,2	8,6	8,2
Mortalité périnatale (5)	23	21	20	19	18,0	16,7	15,6	14,7	13,8	12,9	12,3
Mortalité fœto-infantile (6)	30	28	27	26	24,6	22,7	21,2	20,1	19,1	18,5	17,8

(1) Décès d'enfants de 0 à 6 jours (y compris les faux mort-nés) pour mille naissances vivantes, y compris les faux mort-nés. — (2) Décès d'enfants de 0 à 27 jours (y compris les faux mort-nés) pour mille naissances vivantes, y compris les faux mort-nés. — (3) Décès d'enfants de moins d'un an (y compris les faux mort-nés) pour mille naissances, y compris les faux mort-nés. — (4) Mort-nés pour mille naissances totales (vivants et mort-nés). — (5) Ensemble de la mortalité néo-natale précoce et de la mortinatalité. — (6) Ensemble de la mortalité infantile et de la mortinatalité.

EAU 2.02 - 8

ement hospitalier

Sources : M.A.S.S.N.; I.N.S.E.E.

Établissement et catégorie d'hospitalisés	Année	Nombre d'hospitalisés					Nombre de journées d'hospitalisation (en milliers)
		Existants au 1er janvier (*a*)	Admis dans l'année (*b*)	Soignés dans l'année (*c*)	Sortis dans l'année (*d*)	Décédés dans l'année (*e*)	
A HOPITAUX ET HOSPICES PUBLICS (1) :							
1. Secteur hôpital (2)	1967	154.857	3.240.133	3.394.990	3.239.620	131.902	61.877
	1973	169.895	4.588.781	4.758.676	4.594.541	163.864	68.588
	1974	160.995	4.787.409	4.948.404	4.778.507	160.983	68.284
	1975	169.777	5.016.576	5.186.353	5.022.208	163.348	69.383
	1976	162.978	5.399.257	5.562.235	5.402.632	167.893	69.832
	1977	159.248	5.715.829	5.875.077	5.707.795	199.285	71.321
	1978	167.923	6.068.877	6.236.800	6.061.126	223.103	75.028
	1979	184.883	6.308.231	6.493.114	6.309.128	231.084	78.985
	1980	184.549	6.038.370	6.223.252	5.975.314	...	81.377
	1981 (4)	203.863	6.282.440	6.486.303	6.265.451	...	85.842
2. Secteur hospice (3)	1967	212.959	116.161	329.120	112.445	28.091	77.541
	1973	232.433	144.204	376.637	142.215	28.039	84.194
	1974	237.467	146.322	383.789	146.202	26.525	85.882
	1975	237.071	151.846	388.917	151.515	27.562	85.641
	1976	237.019	156.273	393.292	157.255	27.987	85.359
	1977	235.723	155.174	390.897	157.607	25.161	84.741
	1978	230.896	156.168	387.064	159.404	25.388	82.683
	1979	225.257	163.127	...	...	...	81.065
	1980	216.055	156.369	...	...	...	77.363
B. ÉTABLISSEMENTS SANITAIRES PRIVÉS (5)	1962	65.000	1.943.614	2.008.614	1.937.359	6.244	25.908
	1967	88.000	2.456.460	2.544.460	2.447.316	7.234	31.202
	1973	118.719	3.231.275	3.349.994	3.216.589	13.186	52.871
	1974	120.219	3.279.467	3.399.686	3.264.003	14.364	53.561
	1975	121.319	3.472.819	3.594.138	3.454.999	15.820	54.462
	1976	122.663	3.491.483	3.614.146	3.478.735	17.414	54.686
	1977	117.997	3.596.154	3.714.151	3.571.197	22.954	55.533
	1978	120.000	3.721.596	3.841.596	3.693.597	27.999	58.826
	1979	120.000	3.800.703	3.920.703	3.799.203	28.114	56.998
	1980	121.500	3.928.394	4.049.894	3.926.644	27.912	57.361
	1981	123.250	4.033.915	4.157.165	4.034.854	28.038	57.374
C. ÉTABLISSEMENTS PSYCHIATRIQUES (6)	1962	112.587	79.880	192.467	71.715	7.322	41.132
	1967	117.760	119.375	237.135	109.212	8.887	43.200
	1973	112.176	155.000	267.176	150.722	7.161	40.895
	1974	109.293	155.000	264.293	147.742	6.551	40.500
	1975	110.000	228.249	338.249	221.077	6.463	39.762
	1976	110.709	252.148	362.857	249.460	5.897	38.949
	1977	107.500	266.092	363.592	239.506	5.648	33.508
	1978	117.613	280.000	397.613	276.140	6.473	35.000
	1979	104.241	284.851	389.092	268.136	6.855	36.695
	1980	99.101	263.459	362.560	253.702	7.652	33.604

Colonnes : (*a*) et (*c*), Pour les établissements psychiatriques : y compris les malades en sortie d'essai qui restent inscrits sur les contrôles de l'établissement. — (*b*) Non compris les admissions par transfert. Pour les établissements psychiatriques : non compris les réintégrations après sorties d'essai ou après évasion. — (*c*) Ensemble des existants au 1er janvier (*a*) et des admis dans l'année (*b*). — (*d*) Non compris les décédés (*e*) et les sorties par transfert. Pour les établissements psychiatriques : non compris les sorties d'essai; y compris les sorties d'essai transformées en sorties définitives et les évasions non suivies de réintégration. — (*e*) Pour les établissements psychiatriques : y compris les décès de malades en sortie d'essai.

(1) Établissements civils publics. — (2) Non compris les services hospitaliers de psychiatrie (ex-quartiers psychiatriques) classés à C, et les secteurs annexes (services d'hébergement non retenus dans le présent mouvement). — (3) Y compris les maisons de retraite et hospices publics non rattachés à un hôpital général — (4) En 1981, ont été recensés, en plus, 46 centres de moyen et /ou long séjour. — (5) Y compris les établissements de santé mentale e non compris les maisons de retraite. Y compris également, à partir de 1973, les établissements de lutte contre la tuberculose. — (6) Hôpitaux psychiatriques, services hospitaliers de psychiatrie (ex-quartiers psychiatriques), établissements privés faisant fonction d'hôpitaux psychiatriques publics.

la fin de l'année indiquée

rce : M.A.S.S.N. (S.E.S.I.)

Établissement	Nombre d'établissements	Nombre de lits
HÔPITAUX ET HOSPICES PUBLICS (1, 2) [1981].		
Catégorie d'établissement :		
Centres hospitaliers régionaux	29	119.472
Centres hospitaliers C.H. général / Hôpitaux C.H. de secteur	500	260.729
Hôpitaux ruraux	359	55.697
Hospices et maisons de retraite	1.145	101.995
Centres de moyen et/ou long séjour	46	11.003
Total (tous établissements)	*2.079*	*538.896*
Lits par secteur :		
Secteur « *hôpital* » (2)		*316.015*
Discipline :		
Médecine et spécialités médicales		123.771
Chirurgie et spécialités chirurgicales		71.231
Gynécologie-obstétrique		18.545
Psychiatrie		17.736
Autres (moyen et long séjour)		84.732
Secteur « *hospice* » (hospice et maison de retraite)		224.311
En hôpital		122.316
En hospice		101.995
Sections « annexes » des hôpitaux		*8.570*
A + B + C. Ensemble des lits		**548.896**
HÔPITAUX PRIVÉS, CLINIQUES, MAISONS DE SANTÉ PRIVÉES (1981).		
Hôpitaux privés, cliniques privées	(*) 1.564	115.789
Discipline :		
Médecine et spécialités médicales	754	35.007
Chirurgie et spécialités chirurgicales	1.165	67.625
Maternité	578	13.157
Maisons de convalescence, de repos, de régime,	477	24.006
Maisons privées de retraite et hospices privés (1979)	2.100	132.000
Centres privés de réadaptation fonctionnelle	176	15.813
Total	///	///
ÉTABLISSEMENTS PSYCHIATRIQUES (1981).		
Hôpitaux psychiatriques publics	96	88.050
Services de psychiatrie des hôpitaux publics (3)	100	17.467
Hôpitaux psychiatriques privés faisant fonction d'hôpitaux publics	24	19.834
Établissements de lutte contre les maladies mentales (privés)	293	18.130
Total	*495*	*142.914*
ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS DE LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE (1981)		
Sanatoriums pour tuberculose pulmonaire	57	2.649
Sanatoriums pour tuberculose extrapulmonaire	8	987
Hôtels de cure (agréés)	9	671
Établissements de post-cure et de réadaptation	13	800
Préventoriums	8	427
Aériums	23	1.187
Cliniques phtisiologiques	11	310
Total	(*) 120	7.031

Établissement	Nombre d'établissements	Nombre de lits
5. *CENTRES RÉGIONAUX DE LUTTE CONTRE LE CANCER* (1981)	20	4.501
6. *INSTITUTIONS POUR LA PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE* (1980).		
A. Pouponnières (4) :		
— à caractère social (5)	89	2.740
— à caractère sanitaire (6)	54	2.195
— à sections multiples (7)	14	620
B. Crèches (1980) :		
— collectives (8)	1.374	69.351
— familiales (9)	554	37.288
C. Garderies, jardins d'enfants (10)	321	14.878
D. Haltes garderies (11)	1.273	25.460
E. Maisons d'enfants à caractère social	...	...
Centres de consultations :		
— prénatales et postnatales (12)	416	///
— infantiles (13)	6.441	///
Maisons maternelles (14)	52	1.009
F. Hôtels maternels (15)	18	423
Centres maternels (16 + 17)	37	1.293
G. Foyers de l'aide sociale à l'enfance (16)	143	10.495
7. *ÉTABLISSEMENTS SOCIAUX EN FAVEUR DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE* (1980).		
A. Établissements d'éducation spéciale pour l'enfance handicapée	1.900	145.000
B. Foyers de jeunes travailleurs	422	46.272
8. *ÉTABLISSEMENTS SOCIAUX EN FAVEUR DES ADULTES ET DE LA FAMILLE* (1980).		
A. Ateliers protégés	81	4.300
B. Centres d'aide par le travail	688	44.526
C. Centres d'hébergement et de réadaptation sociale agréés	550	23.000
D. Maisons familiales de vacances	710	77.020
E. Logements foyers	1.640	95.000
9. *CENTRES ET POSTES DE TRANSFUSION SANGUINE* (1981)	178	///
dont :		
Centres	99	///
Postes	82	///

(1) Les établissements de l'Assistance publique à Paris, Lyon et Marseille, les centres hospitaliers régionaux étant respectivement comptés pour une le unité. — (2) Y compris les lits des services de psychiatrie des hôpitaux généraux (ex-quartiers psychiatriques, § 3 B). — (3) Ex-quartiers psychiaques des hôpitaux généraux; non compris les services de neurologie et de neuropsychiatrie des hôpitaux généraux (§ 1 A). — (4) Institution assurant arde de jour et de nuit d'enfants âgés de moins de 3 ans et qui ne peuvent ni rester au sein de leur famille, ni bénéficier d'un placement familial surlé (y compris les pouponnières des hôpitaux, § 1 C). — (5) Pour enfants sains. — (6) Pour enfants hypotrophiques (débilité physique notamment). — Pouponnières mixtes, pour enfants sains ou débiles, mais avec services distincts. — (8) Établissements destinés à garder, pendant la journée, durant le vail de leur mère, des enfants bien portants âgés de moins de 3 ans. — (9) Placements de jour pour enfants en bonne santé de moins de 3 ans chez des istantes maternelles par les services départementaux de l'Action sanitaire et sociale. Le nombre de lits est en fait le nombre d'enfants inscrits. — (10) Étasements ayant pour objet de garder, pendant la journée, des enfants bien portants âgés de à 3 à 6 ans; les jardins d'enfants assurent en outre le développement des capacités physiques et mentales des enfants par des exercices et des jeux. — (11) Les halte-garderies recoivent des enfants de 3 mois à 5 ans, dant la journée, pour une durée limitée et de façon occasionnelle. — (12) Les centres de consultations reçoivent les futurs conjoints pour la pratique l'examen prénuptial, les femmes enceintes ainsi que les mères après leur accouchement. — (13) Ces centres assurent la surveillance de la croissance et développement des enfants depuis la naissance jusqu'à l'âge de 6 ans. — (14) Établissements accueillant sans formalité des femmes enceintes (§ 1 C); nbre de lits pour les mères. — (15) Établissements accueillant sans formalité des mères avec leur nouveau-né; nombre de lits pour les mères. — (16) A xclusion des pouponnières et sections d'établissements recevant des enfants de moins de 3 ans.

(*) Ces chiffres sont inférieurs à la somme des nombres figurant dans les diverses disciplines, un certain nombre d'établissements dispensant des ns dans deux, voire plusieurs des disciplines indiquées.

ommation médicale finale : valeurs, prix, volume

Sources : I.N.S.E.E., S.E.S.I.

A. Valeurs (millions de F)

Poste de consommation	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981 (1)	1982 (2)
Hospitalisation	22.909	26.314	32.133	42.069	52.966	61.639	73.144	86.895	102.732	120.824	144.703
Frais séjour publics	13.876	15.824	19.569	26.286	33.814	39.666	47.804	57.531	68.900	81.879	99.598
Honoraires publics	1.257	1.423	1.685	1.870	2.180	2.401	2.629	2.945	3.240	3.295	3.565
Frais séjour privés	5.425	6.347	7.739	10.082	12.534	14.633	17.000	19.715	22.869	26.766	30.998
Honoraires privés	1.973	2.251	2.537	3.072	3.558	3.845	4.460	5.098	5.811	6.687	7.774
Transport de malades	378	469	603	759	880	1.094	1.251	1.606	1.912	2.197	2.768
Soins ambulatoires	18.531	21.754	25.027	30.479	35.020	38.910	46.275	53.840	61.152	71.024	83.539
Soins de médecins	9.302	10.808	12.326	15.133	17.495	19.139	22.292	25.693	29.337	34.139	39.417
Analyses	1.431	1.637	1.963	2.479	2.945	3.274	4.022	4.283	4.757	5.693	6.735
Soins d'auxiliaires	1.886	2.270	2.702	3.310	3.852	4.276	4.949	5.698	6.391	7.703	9.102
Cures	368	418	454	577	688	755	905	1.020	1.091	1.362	1.760
Soins de dentistes	5.544	6.621	7.582	8.980	10.040	11.466	14.107	17.146	19.576	22.127	26.525
Commerce de détail de biens médicaux	16.000	17.862	20.543	24.312	25.490	26.631	31.979	r 35.616	41.470	49.908	58.091
Pharmacie	14.997	16.774	19.186	22.502	23.495	24.390	29.204	32.350	37.561	45.261	52.639
Lunetterie, orthopédie	1.003	1.088	1.357	1.811	1.995	2.241	2.775	r 3.266	3.909	4.647	5.452
Divers non ventilables	306	222	340	363	289	258	238	250	200	200	200
Total consommation médicale finale	**57.746**	**66.152**	**78.043**	**97.223**	**113.765**	**127.438**	**151.636**	**r 176.601**	**205.554**	**241.956**	**286.533**

B. Indices

Poste de consommation	Valeur			Prix			Volume		
	1981/ 1980	1981/ 1970	1981/ 1970 (moy. ann.)	1981/ 1980	1981/ 1970	1981/ 1970 (moy. ann.)	1981/ 1980	1981/ 1970	1981/ 1970 (moy. ann.)
Hospitalisation	117,6	706,6	119,5	113,2	314,9	111,0	103,9	224,4	107,7
Frais séjour publics	118,8	808,4	120,9	113,9	341,5	111,8	104,3	236,7	108,1
Honoraires publics	101,7	344,3	111,9	100,0	102,7	100,2	101,7	335,2	111,7
Frais séjour privés	117,0	641,4	118,4	113,9	341,5	111,8	102,7	187,8	105,9
Honoraires privés	115,1	430,3	114,2	109,5	205,9	106,8	105,1	209,0	106,9
Transport de malades	114,9	765,5	120,3	114,0	287,5	110,1	100,8	266,3	109,3
Soins ambulatoires	116,1	499,3	115,7	109,0	259,3	109,0	106.5	192,6	106,1
Soins de médecins	116,4	469,9	115,1	109,2	262,2	109,2	106,6	179,2	105,4
Analyses	119,7	564,8	117,0	111,0	164,5	104,6	107,8	343,3	111,9
Soins d'auxiliaires	120,5	578,3	117,3	112,1	244,1	108,5	107,5	236,9	108,1
Cures	124,8	463,3	115,0	116,8	293,5	110,3	106,8	157,9	104,3
Soins de dentistes	113,0	451,8	114,7	106,9	278,7	109,8	105,7	162,1	104,5
Commerce de détail et biens médicaux	120,3	388,3	113,1	110,2	171,1	105,0	109,2	226,9	107,7
Pharmacie	120,5	377,2	112,8	110,2	167,8	104,8	109,3	224,8	107,6
Lunetterie, orthopédie	118,9	545,4	116,7	110,7	216,9	107,3	107,4	251,5	108,8
Divers non ventilables	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total consommation médicale finale	**117,7**	**546,3**	**116,7**	**111,4**	**255,2**	**108,9**	**105,7**	**214,1**	**107,2**

(1) Semi-définitif. — (2) Provisoire.

E.E.

	1970				1980				1970 à 1980			
	Nombre de séances ou d'actes		Débours correspondant		Nombre de séances ou d'actes		Débours correspondant		Nombre de séances		Montant du débours	
	par personne	par an (%)	en francs	en %	par personne	par an (%)	en francs	en %	1980/1970	taux annuel	1980/1970	taux annuel
stes	1,23	15,3	41,30	27,8	1,43	11,4	187,40	27,5	(4)	(4)	4,54	+ 16,3
ralistes	2,68	33,5	46,90	31,6	3,64	29,0	184,90	27,1	1,36	+ 3,1	3,94	+ 14,7
	1,15	*14,4*	*25,10*	*16,6*	*1,50*	*12,0*	*92,00*	*13,4*	*1,30*	+ *2,7*	*3,66*	+ *13,9*
ations	*1,53*	*19,1*	*21,80*	*15,0*	*2,14*	*17,1*	*92,90*	*13,6*	*1,49*	+ *4,1*	*4,26*	+ *15,6*
alistes (hors-radiologues)	0,77	9,6	24,60	16,6	1,57	12,5	107,30	15,7	2,04	+ 7,4	4,36	+ 15,9
s; radiologie	0,73	9,1	22,50	15,2	1,93	15,4	140,50	20,6	2,64	+ 10,2	6,25	+ 20,1
gie	*0,17*	*2,1*	*9,0*	*6,0*	*0,31*	*2,4*	*46,50*	*6,8*	*1,83*	+ *6,2*	*5,16*	+ *17,8*
ires (1)	2,59	32,5	13,00	8,8	3,96	31,7	61,80	9,1	1,53	+ 4,3	4,75	+ 16,7
res	*1,59*	*19,9*	*5,3*	*6,4*	*2,50*	*19,9*	*22,70*	*3,3*	*1,57*	+ *4,6*	(4)	(4)
hérapeutes	*0,60*	*7,5*	*5,70*	*7,9*	*1,22*	*9,7*	*20,20*	*3,0*	*2,03*	+ *7,3*	(4)	(4)
es	8,00	100	148,30	100	12,54	100	682	100	1,57	+ 4,6	4,60	+ 16,5
e	14,0	77	148	87	23,9	91	378	90	1,69	+ 5,4	2,55	+ 9,8
ce	4,1	23	22	13	2,4	9	43	10	0,66	— 4	1,95	+ 6,9
acie (2)	*18,1*	*100*	*170*	*100*	*26,3*	*100*	*421*	*100*	*1,45*	+ *3,7*	*2,48*	+ *9,5*
nation médicale de	///	///	(3) 323	///	///	///	**1.103**	///	///	///	**3,41**	+ **13,1**

ébours des séances de dentistes, d'infirmières et de kinésithérapeutes ne correspondent pas aux séances effectuées. — (2) Y compris appareils tels orthopédiques, lunettes et petit matériel tel que cotons, gazes, pansements, thermomètre médical, etc. (3) Le chiffre est supérieur à la somme des onne; il inclue en effet un certain nombre de dépenses de nature mal déterminée. (4) Chiffres non significatifs : les résultats de 1970 et 1980 présentés ne sont pas comparables.

le la consommation médicale annuelle par personne selon le sexe et l'âge

s : examens, auxiliaires, pharmacie, médecins spécialistes

	Examens (1)			Auxiliaires (2)			Pharmacie (3)			Médecins (y compris généralistes) [4]		
	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble
	2,43	1,77	2,10	1,73	0,78	1,26	44,30	40,50	42,41	14,04	13,31	13,67
	0,94	1,02	0,98	1,51	1,55	1,53	35,14	30,33	32,63	10,97	7,54	9,17
	0,87	1,28	1,06	0,81	1,25	1,02	22,47	20,66	21,64	6,20	6,13	6,16
	0,78	0,81	0,80	1,89	1,05	1,47	13,34	12,36	12,85	4,05	3,95	4,00
	0,67	0,67	0,67	2,52	1,81	2,17	9,98	9,96	9,97	3,32	3,01	3,16
	0,56	1,05	0,80	0,55	1,62	1,06	8,37	10,89	9,57	2,56	3,28	2,90
	0,77	3,44	2,16	1,60	2,91	2,28	11,38	18,87	15,30	2,79	5,63	4,27
	1,14	2,42	1,76	2,13	3,69	2,89	16,32	23,73	19,94	3,25	5,97	4,58
	1,78	2,09	1,94	3,89	5,75	4,82	21,22	27,80	24,52	3,75	5,66	4,71
	2,24	2,76	2,51	4,37	4,93	4,66	30,93	35,82	33,45	5,24	5,61	5,43
	4,17	3,65	3,89	6,81	8,08	7,49	43,48	53,21	48,76	6,95	7,51	7,25
	4,02	2,95	3,38	9,83	11,05	10,56	63,83	66,27	65,29	8,48	9,15	8,88
	1,16	1,80	1,58	6,95	14,89	12,16	58,21	64,96	62,64	8,82	9,51	9,27
	1,57	**2,28**	**1,93**	**3,23**	**4,66**	**3,96**	**22,92**	**29,55**	**(5) 26,33**	**4,53**	**5,87**	**5,22**

rses de laboratoire, radiologie, examens divers, traitements électroradiologiques et chimiothérapie. — (2) Soins d'infirmiers, de kinésithérapeutes , et de toute profession paramédicale. — (3) Produits et appareils. — (4) Non compris radiologues [voir (1)] et stomatologues. (5) Dans ce chiffre attribuée aux chefs de ménage, mais en réalité non individualisable (consommation « pour les besoins du ménages ») représentant tout juste ent par personne par an, soit 4 % de la consommation pharmaceutique totale. Il en résulte que les chiffres relatifs aux hommes sont légère-, ceux-ci étant plus souvent chefs de ménage. Dans les publications ultérieures, la consommation pharmaceutique individualisable et les « besoins ont traités séparément.

Principaux régimes d'aide sociale : bénéficiaires. (Situation au 31 décembre)

France métropolitaine

Source : M.A.S.S.N. (S.E.S.I. – S.T. 7)

Nature de l'aide	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Aide sociale à l'enfance :											
Pupilles (y compris sous condition)..	42.447	41.152	38.051	32.436	28.132	25.755	24.055	23.358	21.769	20.623	18.722
Enfants en garde	108.857	111.136	113.801	110.447	96.511	92.718	89.496	84.156	80.787	77.455	75.609
Recueillis temporaires	76.803	75.475	72.611	68.797	68.952	64.475	63.513	60.553	58.594	57.338	56.199
Sous-total pupilles et assimilés	*228.107*	*227.763*	*224.463*	*211.680*	*193.595*	*182.948*	*177.064*	*168.067*	*161.150*	*155.416*	*150.530*
Enfants secourus	231.344	228.577	214.678	179.912	194.750	202.488	205.179	183.524	180.783	215.292	220.738
Enfants surveillés ou sous protection conjointe	166.487	171.803	157.586	164.171	155.976	155.078	152.974	150.072	149.126	145.202	144.420
Total	**625.938**	**628.143**	**596.727**	**555.763**	**544.321**	**540.514**	**535.217**	**501.663**	**491.059**	**515.910**	**515.688**
Aide sociale à la famille :											
Nombre d'enfants ouvrant droit à l'allocation	138	96	96	9	6	42	29	23	6	7	2
Aide médicale générale :											
Aide à domicile	600.954	585.163	585.308	599.459	587.041	568.202	568.871	590.859	583.178	574.503	405.740
Aide hospitalière	469.646	475.712	462.376	474.026	469.919	464.955	430.497	450.682	402.712	367.616	369.734
Cotisations d'assurance volontaire ou personnelle	10.479	15.228	29.392	100.947	106.973	96.815	93.409	84.834	88.754	90.601	52.128
Aide médicale aux tuberculeux	16.834	15.380	13.834	11.850	10.738	9.613	8.569	6.740	5.336	3.260	2.216
Aide médicale aux malades mentaux :											
Hospitalisations	41.606	37.240	31.760	32.143	31.109	28.641	30.180	28.932	27.172	22.799	19.088
Cotisations d'assurance volontaire au taux majoré	///	///	///	21.760	26.826	29.033	22.726	14.109	10.670	7.131	4.553
Cotisations d'assurance maladie obligatoire au taux spécial adultes handicapés	///	///	///	///	///	///	121.596	168.660	207.924	251.700	285.651
Interruption volontaire de grossesse	///	///	///	///	///	•	•	•	20.748	22.052	26.098
Contraception	///	///	///	///	///	•	•	•	•	•	•
Aide sociale aux personnes âgées :											
Hébergement	187.388	189.333	193.485	194.398	197.372	202.840	199.942	195.899	194.862	197.537	190.861
Aide à domicile (1) :											
Allocations simples	1.568	1.593	1.574	1.676	1.530	1.455	1.525	1.650	1.793	2.553	3.987
Allocations représentatives de services ménagers	13.223	13.358	12.987	12.979	12.106	11.729	11.031	11.576	11.379	11.272	11.971
Services ménagers	19.379	22.233	25.011	27.516	30.840	31.909	34.234	46.537	58.876	67.720	79.631
Aide sociale aux personnes handicapées :											
Placement	67.727	72.165	74.450	76.900	85.049	90.146	92.348	94.169	96.976	99.097	113.579
Aide à domicile (1) :											
Aide ménagère	3.030	3.319	2.973	4.656	3.419	3.448	6.950	8.506	•	•	•
Allocation compensatrice	///	///	///	///	///	///	///	•	32.377	64.570	102.955
Autres allocations	257.279	263.470	262.322	269.953	289.027	261.392	186.766	•	75.220	55.779	46.453
Aide sociale en matière d'hébergement :											
Toutes catégories (non compris réfugiés et rapatriés)	22.538	23.649	26.217	32.429	41.761	60.550	57.640	67.816	76.499	78.504	81.857
Réfugiés et rapatriés	–	–	–	–	–	–	26.172	42.998	42.528	22.074	24.356
Total	**22.538**	**23.649**	**26.217**	**32.429**	**41.761**	**60.550**	**83.812**	**110.814**	**119.027**	**100.578**	**106.213**
Allocation de loyer	141.595	144.773	572	396	291	224	173	156	138	105	93
Allocations militaires	14.820	13.408	12.806	8.023	7.437	6.721	5.615	5.671	5.069	4.783	7.248
Allocations supplémentaires (F.N.S. Art. 23)	135.202	139.404	136.928	143.854	158.652	119.436	56.521	30.828	15.684	6.479	6.528

(1) Nombre d'allocations.

ropolitaine + D.O.M.

S.S.N. (S.E.S.I. – S.T. 7)

ture de l'aide	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
l'enfance :											
compris sous condition).	43.972	42.889	39.932	34.467	29.625	27.248	25.460	24.558	22.765	21.569	19.557
garde	111.029	113.340	116.222	112.947	99.093	95.300	92.114	86.642	82.580	79.316	77.724
temporaires	79.708	78.383	75.608	72.154	72.340	67.863	66.528	63.805	61.587	59.956	58.484
pupilles et assimilés	*234.709*	*234.612*	*231.762*	*219.568*	*201.058*	*190.411*	*184.102*	*175.005*	*166.932*	*160.841*	*155.765*
courus	241.536	236.587	222.273	208.805	261.758	269.496	269.424	243.930	235.561	261.318	266.867
rveillés ou sous protection e	167.733	173.225	158.888	166.232	158.187	157.289	155.106	152.554	151.421	147.209	147.340
Total	643.978	644.424	612.923	594.605	621.003	617.196	608.632	571.489	553.914	569.368	569.972
a famille, nombre d'enfants t à l'allocation	97.931	93.278	80.995	79.742	86.805	81.037	44.423	23.230	20.771	17.716	12.702
générale :											
nicile	880.455	842.455	837.824	824.117	933.429	894.738	944.148	938.926	907.083	913.944	507.616
talière	559.657	562.235	560.182	609.815	574.101	562.575	529.902	529.439	483.345	450.335	463.355
d'assurance volontaire ou	10.479	15.228	29.392	160.972	111.306	100.851	97.115	87.988	92.546	94.558	55.883
aux tuberculeux	17.092	16.283	16.022	13.526	12.432	11.902	9.551	7.748	6.994	4.750	3.584
aux malades mentaux :											
ations	49.046	43.978	39.035	37.029	39.788	36.863	36.704	36.906	35.051	30.617	26.318
d'assurance volontaire au joré	///	///	///	21.897	26.953	29.190	22.930	14.322	10.911	7.337	4.680
d'assurance maladie au cial adultes handicapés	///	////	///	///	///	///	126.388	178.220	218.078	266.345	302.642
olontaire de grossesse	///	///	///	///	•	•	•	•	23.133	24.364	28.388
	///	///	///	///	///	•	•	•	•	•	•
x personnes âgées :											
ent	188.554	190.406	194.614	195.244	197.979	203.463	201.000	197.389	196.271	199.432	192.673
nicile (1) :											
ations simples	7.459	7.585	7.814	7.983	8.112	8.187	8.211	8.257	9.283	9.697	10.855
ations représentatives de vices ménagers	13.223	13.358	12.987	12.979	12.106	11.729	11.031	11.576	11.296	11.272	11.971
ces ménagers	19.379	22.233	25.011	27.551	30.894	31.967	34.307	46.608	58.938	67.780	79.692
x personnes handicapées :											
	71.961	76.174	78.697	81.370	85.913	91.046	93.413	95.614	98.539	101,059	114.675
nicile (1) :											
ménagère	3.030	3.320	2.974	4.662	3.419	3.456	6.954	8.512	•	•	•
ation compensatrice	///	///	///	///	///	///	///	•	32.377	64.570	102.955
s allocations	276.369	283.509	284.096	292.266	307.474	284.215	201.159	•	82.028	60.797	49.878
matière d'hébergement :											
alades	3.750	3.779	4.045	5.285	5.287	5.611	6.195	5.616	5.761	6.407	
étenus ou vagabonds	14.512	14.716	15.955	19.755	22.973	27.298	36.591	39.092	43.691	42.021	
en danger de prostitution	3.454	4.033	4.295	4.323	5.020	4.524	4.375	5.163	5.396	4.344	82.074
ères avec enfants familles, ment d'attente)	822	1.121	1.922	3.066	8.481	23.117	10.479	18.138	21.852	26.077	
t/ou rapatriés	///	///	///	///			26.172	43.522	43.100	22.670	24.356
Total	22.538	23.649	26.217	32.429	41.761	60.550	83.812	111.531	119.800	101.519	106.430
oyer	141.595	144.733	572	396	291	224	173	156	138	105	93
litaires	15.537	14.105	14.531	9.800	8.418	7.858	6.697	6.986	5.868	5.786	8.496
plémentaires (F.N.S.	153.335	158.344	155.716	164.440	181.921	142.233	70.865	42.146	24.297	13.382	18.614

(1) Nombre d'allocations.

paux régimes d'aide sociale : dépenses

métropolitaine

M.A.S.S.N. (S.E.S.I. – S.T. 7) — *Unité :* million de francs

Nature de l'aide	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	*p* 1981
A. — Dépenses à la charge de l'État et des collectivités locales											
iale à l'enfance (1)	2.130,6	2.494,1	2.930,9	3.517,6	4.308,2	5.184,0	5.883,4	7.118,9	8.209,7	9.247,2	10.891,4
iale à la famille (3)	0,1	ε	0,1	0,1	ε	ε	ε	ε	ε	ε	ε
dicale générale (3) :											
à domicile	268,9	316,1	334,4	345,0	373,1	427,4	424,3	515,3	478,6	511,4	578,2
hospitalière	791,1	839,9	905,9	1.020,4	1.228,7	1.491,6	1.750,1	1.943,4	1.964,1	2.020,3	1.883,7
sations d'assurance volontaire personnelle	117,2	137,6	242,4	341,6	320,9	349,5	347,2	283,4	327,3	398,2	208,6
Total	*1.177,2*	*1.293,6*	*1.482,7*	*1.707,0*	*1.922,7*	*2.268,5*	*2.521,6*	*2.742,1*	*2.770,0*	*2.929,9*	*2.670,5*
dicale aux tuberculeux (2)	104,9	101,3	95,5	94,9	101,6	108,6	111,7	117,3	103,5	87,1	74,8
dicale aux malades mentaux (2) :											
pitalisations	305,9	366,6	241,9	Ind.	440,3	492,0	529,7	602,5	549,1	400,5	305,0
sations d'assurance volontaire taux majoré	///	///	///	Ind.	713,7	722,1	676,3	351,6	286,6	181,8	107,3
sations d'assurance maladie obligatoire au taux spécial adultes ndicapés	///	///	///	///	///	///	89,1	487,4	756,5	1.065,6	1.313,6
Total	*305,9*	*366,6*	*241,9*	*763,3*	*1.154,0*	*1.214,1*	*1.295,1*	*1.441,5*	*1.592,2*	*1.647,9*	*1.725,9*
tion volontaire de grossesse (2)	///	///	///	///	0,5	4,4	8,7	10,7	11,7	11,7	16,3
ption (1)	///	///	///	///	///	///	0,1	0,1	0,3	0,4	0,6
iale aux personnes âgées (3) :											
ergement	919,7	1.104,9	1.178,6	1.374,8	1.710,0	2.098,5	2.453,3	2.722,1	3.092,9	3.573,6	4.023,6
à domicile	88,5	104,0	121,0	147,5	189,9	222,0	260,7	348,3	498,3	583,2	786,6
Total	*1.008,2*	*1.208,9*	*1.299,6*	*1.522,3*	*1.899,9*	*2.320,5*	*2.714,0*	*3.070,4*	*3.591,2*	*4.156,5*	*4.810,2*
iale aux personnes handicapées											
ement en établissement	551,1	645,1	731,3	926,6	1.237,6	1.677,9	2.047,1	2.466,8	2.804,1	3.209,6	3.902,0
à domicile	839,9	931,5	1.000,4	1.124,3	1.320,7	1.553,4	1.468,7	1.481,8	1.747,6	2.225,2	2.868,6
Total	*1.391,0*	*1.576,6*	*1.731,7*	*2.050,9*	*2.558,3*	*3.231,3*	*3.515,8*	*3.948,6*	*4.551,7*	*5.434,8*	*6.770,6*
iale en matière d'hébergement											
es catégories (non compris réfugiés et rapatriés)	35,1	43,3	51,9	73,6	124,6	151,8	204,0	316,0	433,4	511,1	677,5
giés et rapatriés	–	–	–	2,3	23,4	196,0	234,8	201,7	149,8	160,7	185,4
Total	*35,1*	*43,3*	*51,9*	*75,9*	*148,0*	*347,8*	*438,8*	*517,7*	*583,2*	*671,8*	*862,9*
n de loyer (2)	96,4	73,3	4,7	1,2	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1
on et réadaptation sociale (1)	6,6	7,7	7,6	9,3	11,1	8,9	12,0	12,8	15,8	20,0	22,8
ocial (1)	///	///	///	///	///	///	489,6	611,0	775,0	950,6	1.191.5
dministration et de contrôle (2)	97,6	112,3	121,7	151,5	180,8	217,2	285,1	325,7	383,1	441,1	545,1
Total A	**6.353,6**	**7.277,7**	**7.968,3**	**9.894,0**	**12.285,4**	**14.905,5**	**17.276,1**	**19.917,0**	**22.587,5**	**25.599,1**	**29.582,7**
B. — Dépenses intégralement à la charge de l'État											
ns militaires	9,8	7,2	7,0	5,0	4,4	8,6	11,0	12,2	11,1	10,4	9,8
ns supplémentaires (INS) :											
enses brutes	243,8	311,9	407,6	504,2	767,1	691,1	427,6	300,4	62,5	93,4	57,3

(1) Groupe I. — (2) Groupe II. — (3) Groupe III.

étropolitaine + D.O.M.

A.S.S.N. (S.E.S.I. – S.T. 7)

Unité : million de francs

Nature de l'aide	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	p 1981
A. — Dépenses à la charge de l'État et des collectivités locales											
à l'enfance (1)	2.181,4	2.553,1	3.002,6	3.609,4	4.453,5	5.371,4	6.086,9	7.351,3	8.495,6	9.541,6	11.240,2
à la famille (3)	9,6	8,2	8,3	7,5	12,1	13,1	7,9	6,4	6,6	7,2	5,9
le générale (3) :											
lomicile	311,4	363,4	387,1	409,6	455,8	521,2	541,1	647,1	638,3	672,9	764,9
spitalière	927,7	984,4	1.078,1	1.229,4	1.498,2	1.841,1	2.099,4	2.373,9	2.486,3	2.516,3	2.500,3
ons d'assurance volontaire rsonnelle	117,5	138,4	243,9	358,4	330,6	361,9	362,1	295,0	341,3	408,9	231,3
Total	*1.356,6*	*1.486,2*	*1.709,1*	*1.997,4*	*2.284,6*	*2.724,2*	*3.002,6*	*3.316,0*	*3.465,9*	*3.598,1*	*3.496,5*
le aux tuberculeux (2)	117,0	117,4	109,3	110,2	118,6	133,9	134,0	139,9	131,1	107,3	96,6
le aux malades mentaux (2) :											
lisations	•	•	•	•	496,0	582,2	620,0	706,3	659,4	520,2	432,8
ons d'assurance volontaire ux majoré	•	•	•	•	715,7	727,0	687,6	356,5	291,1	186,5	110,5
ons d'assurance maladie obli- re au taux spécial adultes han- és	///	///	///	///	///	///	90,2	506,7	782,7	1.116,9	1.403,3
Total	*344,3*	*412,1*	*287,4*	*816,7*	*1.211,7*	*1.309,2*	*1.397,8*	*1.569,5*	*1.733,2*	*1.823,6*	*1.946,6*
volontaire de grossesse (2)	///	///	///	///	0,5	5,1	10,3	11,7	12,7	12,4	17,8
on (1)	///	///	///	///	///	///	0,5	0,6	0,9	1,0	1,3
aux personnes âgées (3) :											
ement	929,8	1.119,4	1.192,9	1.392,9	1.732,7	2.137,4	2.491,5	2.763,4	3.148,7	3.636,8	4.105,5
domicile	95,1	112,1	129,2	154,4	196,8	228,4	266,4	351,9	503,1	587,1	796,3
Total	*1.024,9*	*1.231,5*	*1.322,1*	*1.547,3*	*1.929,5*	*2.365,8*	*2.757,9*	*3.115,3*	*3.651,8*	*4.223,9*	*4.901,8*
aux personnes handicapées											
nt en établissement	561,5	662,9	750,1	953,8	1.275,5	1.731,7	2.102,3	2.531,9	2.875,6	3.294,0	4.003,8
domicile	868,7	964,1	1.038,3	1.156,1	1.352,3	1.583,7	1.492,2	1.494,4	1.762,4	2.234,4	2.873,9
Total	*1.430,2*	*1.627,0*	*1.788,4*	*2.109,9*	*2.627,8*	*3.315,4*	*3.594,5*	*4.026,3*	*4.638,0*	*5.528,4*	*6.877,2*
en matière d'hébergement											
catégories (non compris réfu- t rapatriés)	35,1	43,3	51,9	73,6	124,6	151,8	204,1	316,0	433,4	512,0	677,5
s et rapatriés	–	–	–	2,3	23,4	196,0	236,0	209,3	158,1	162,1	185,4
Total	*35,1*	*43,3*	*51,9*	*75,9*	*148,0*	*347,8*	*440,1*	*525,3*	*591,5*	*674,1*	*862,9*
e loyer (2)	96,4	73,3	4,7	1,2	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1
t réadaptation sociale (1)	6,6	7,7	7,6	9,3	11,1	8,9	12,0	13,1	16,5	20,0	22,8
l (1)	///	///	///	///	///	///	496,4	636,1	805,2	981,5	1.229,4
nistration et de contrôle (2)	107,3	124,8	135,0	168,2	200,4	238,4	310,6	362,1	427,3	494,0	609,1
Total A	**6.709,4**	**7.684,6**	**8.426,4**	**10.453,0**	**12.998,1**	**15.833,4**	**18.251,7**	**21.073,8**	**23.976,4**	**27.013,2**	**31.308,2**
B. — Dépenses intégralement à la charge de l'État											
militaires	10,3	7,7	7,5	5,5	4,9	9,9	13,3	13,7	13,6	10,6	10,3
supplémentaires 23) :											
es brutes	•	•	•	•	874,1	811,5	570,1	430,4	293,3	208,2	172,0
es nettes	278,8	349,1	460,7	580,3	335,7	311,5	286,1	170,1	193,9	120,9	137,5

(1) Groupe I. — (2) Groupe II. — (3) Groupe III.

SOURCES DE DOCUMENTATION

re des Affaires sociales et de la Solidarité nationale.
re de la santé.
tudes, Statistiques et systèmes d'informations 14, avenue
e, 75007 Paris, Tél. : 567-55-44.
nations rapides.
et sécurité sociale, statistiques et commentaires (numéros
triels faisant suite au bulletin mensuel de statistiques sociales,
usqu'en 1971, et au bulletin de statistiques de 1972 à 1974).
Économie et santé supplément à statistiques et commen-
(périodicité irrégulière).
aire des statistiques sanitaires et sociales (5e édition,
bre 1981).
aux santé et sécurité sociale (arrêtés en 1976).
es repères de la santé (semestriels).
toire des établissements d'hospitalisation publics et privés
dition en 1978).
tes de la santé (volume annuel) publication conjointe entre
llections de l'I.N.S.E.E., série C et « *Économie et santé* ».

national de la santé et de la recherche médicale
M) :

tiques des causes médicales de décès (volume annuel depuis
pour les résultats antérieurs à 1968, voir les volumes de la
ique des causes de décès de l'I.N.S.E.E.).
tique médicale des établissements psychiatriques (annuel).
ort sur l'état de santé de la population française (annuel).

ationale de l'assurance maladie
ailleurs salariés :

médicale de l'assurance maladie (trimestrielle).
iteur statistique (annuel).
tiques nationales d'accidents du travail. Ces statistiques font
nent connaître les maladies professionnelles (annuelles)
aussi titre 2, chapitre « Population active, emploi », § « Acci-
du travail » — et titre 6, chapitre « Prestations sociales »,
es prestations accidents du travail et maladies profession-
» — du présent annuaire].

Union des caisses centrales de la mutualité agricole :

— *La Mutualité sociale agricole, statistiques annuelles.*
— *Accidents du travail et des maladies professionnelles des salariés agricoles* (annuel).

Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs non salariés :

— *Bulletin de statistiques* (trimestriel).

Ministère de la défense :

— *Statistique médicale de l'armée de terre, de l'armée de l'air et de l'armée de mer* (trois volumes annuels).

Ministère des transports :

— *Les accidents corporels de la circulation routière* (volume annuel publié par le Service d'études techniques des routes et autoroutes, SETRA) [voir aussi titre 5, chapitre « Transports routiers », § « Accidents de la circulation » du présent annuaire].

Ministère de l'intérieur :

— *Statistiques des interventions des sapeurs-pompiers* (annuel).

Centre de sociologie et de démographie médicales :

— *Les cahiers de sociologie et de démographie médicales* (trimestriels).

Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (C.R.E.D.O.C.) :

— Consommation (trimestriel);
— Monographies.

I.N.S.E.E. :

— L'enquête sur la santé et les soins médicaux 1980-1981 : « Premiers résultats ». Note nº 459/453 (février 1983).
— « Données sociales », Édition 1984 (à paraitre 4e trimestre 1983).

3 671322 T 81

ÉCONOMIE ET STATISTIQUES AVANCÉES

Fondés sur une longue expérience de l'enseignement supérieur en économie et en statistique, les cours de l'École Nationale de la Statistique et de l'Administration Économique (E.N.S.A.E.) ainsi que ceux du Centre d'Études des Programmes Économiques (C.E.P.E.) sont maintenant disponibles sous la forme d'une collection intitulée *« Économie et Statistiques avancées »* publiée par Économica. Ces cours forment un ensemble cohérent et original utile aux étudiants en mathématiques et en économie de l'université ou d'autres grandes écoles.

L'INSEE a sélectionné cette série d'ouvrages que vous pouvez vous procurer dans les Observatoires Économiques Régionaux :

Théorie microéconomique (J.-J. Laffont, volume I : Fondements de l'Économie Publique, 1982, 95 F)

Théorie des sondages (C. Gouriéroux, 1981, 95 F)

Cours de probabilités (A. Montfort, 1982, 95 F)

Cours de statistique mathématique (A. Montfort, 1982, 95 F)

Monnaie, institutions financières et politique monétaire (J.-P. Patat, 1981, 95 F)

L'analyse des données (M. Volle, 2e édition, 1980, 95 F)

L'économie française (G. Michel, 1982, 120 F)

CONSULTATION, VENTE : P. 483
Dans les Observatoires Économiques Régionaux de l'INSEE (adresses en fin de publication).

insee Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques.

itre 2.03

eignement

1. Tableaux d'ensemble
2. Enseignement préélémentaire, élémentaire et spécial
3. Enseignement du second degré
4. Enseignement supérieur
5. Enseignements dépendant des Ministères de l'agriculture, des affaires sociales et de la solidarité nationale
6. Formation professionnelle continue

lonnées de ce chapitre ne constituent qu'un résumé cuments statistiques disponibles au Service de natique de gestion et des statistiques (S.I.G.E.S.), *istère de l'éducation nationale.*

bleaux d'ensemble

tableaux 1 à 7 récapitulent les statistiques sur la ation, les effectifs scolaires, les sorties de l'appareil mation et les enseignants, statistiques ensuite es dans les différentes parties de ce chapitre mpagnées d'une description du système d'en- nent tel qu'il se présente pour l'année scolaire 82.

21. ENSEIGNEMENT PRÉÉLÉMENTAIRE OU MATERNEL NON OBLIGATOIRE

Destiné aux enfants âgés de 2 à 5 ans, il est dispensé dans les écoles maternelles et dans les classes ou sections maternelles rattachées à une école primaire.

22. ENSEIGNEMENT ÉLÉMENTAIRE

Pour les enfants de 6 à 11 ans, il est donné dans les écoles primaires.

Il comprend trois cycles :

— cycle préparatoire (durée : un an).. de 6 à 7 ans
— cycle élémentaire (durée : deux ans) de 7 à 9 ans
— cycle moyen (durée : deux ans)... de 9 à 11 ans

A l'issue du cours moyen 2e année, les élèves entrent dans le 1er cycle du second degré.

Des classes de soutien sont destinées à assurer la réinsertion d'élèves momentanément retardés dans leur scolarité : classes d'*initiation* (pour étrangers) et d'*adaptation.*

23. ENSEIGNEMENT SPÉCIAL

Réservé aux enfants qui, pour des raisons physiques ou psychologiques, ne peuvent recevoir la formation du 1er degré dans des conditions normales, l'enseignement spécial est dispensé dans des établissements spécialisés ou dans des classes spéciales rattachées à une école primaire ou maternelle.

Une bonne part des enfants handicapés bénéficient par ailleurs d'un enseignement dans le cadre d'établissements sous tutelle du Ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale, établissements médicaux, médico-éducatifs et socio-éducatifs.

3. *Enseignement du second degré*

Il comprend :

— un premier cycle de quatre ans (classes de 6e à 3e), subdivisé en deux périodes d'égale durée, assuré dans les collèges (qui en 1977-1978 ont remplacé les C.E.S., C.E.G. et premiers cycles des lycées);

— deux sortes d'enseignements de second cycle, court et long.

31. LE PREMIER CYCLE DU SECOND DEGRÉ

Au terme de l'enseignement du 1er degré, les élèves entrent en 6e dans une filière unique; des *programmes de soutien* sont prévus pour les élèves en difficulté, tandis que les élèves suivant particulièrement bien participent à des activités « d'approfondissement ».

générale

la 4e, en plus de l'enseignement des disci-
nentales, les élèves des classes à programme
ent obligatoirement choisir l'un des cinq
s suivants : latin ou grec ou deuxième langue
première langue renforcée ou technologie.
ont la possibilité de choisir un enseignement
mi l'un des quatre enseignements à option
comme obligatoires.

981 les classes de 3e dites aménagées ont été

classe de 3e, les élèves peuvent se présenter
du *brevet des collèges* (B.C.), délivré désor-
iquement à ceux qui sont admis en seconde,
ment, à certains concours administratifs.

professionnelle

èves quittent le premier cycle dès la fin
entrer en 1re année de préparation au C.A.P.
r ci-après § 32).

pré-professionnelle

ux ans, elle accueille certains élèves des
sses de 5e à programme allégé, et donne
nportante aux activités manuelles. L'ensei-
n caractère concret qui a pour but de
uisition ultérieure d'un métier.

pratiques ont disparu à partir de 1980-1981.
remplacées progressivement, depuis 1973, par
nouvelles », classes préprofessionnelles de
.N.) recevant surtout des élèves sortant de 5e
allégé, et les classes préparatoires à l'appren-
.) qui accueillent les jeunes sortant à 15 ans
es ou de C.P.P.N. et qui désirent entrer en
l'année suivante.

ement spécial

cond degré les *sections d'éducation spéciale*
s groupes de *classes ateliers* (C.A.) assurent
ent de l'enseignement spécial du 1er degré.
nationales de perfectionnement (E.N.P.)
s enseignements du 1er et du 2e degré.

ND CYCLE COURT (*enseignement professionnel*)

ment court se caractérise par une durée nor-
x années d'études au-delà du premier cycle.
stitué par l'enseignement diffusé dans les
gnement professionnel et préparant, soit aux
des professionnelles (B.E.P.), soit aux certi-
ude professionnelle (C.A.P.) pour les spécia-
quelles il n'existe pas de B.E.P. Cet ensei-
également organisé dans les sections profes-

La préparation aux certificats d'aptitude professionnelle demeure aussi organisée à l'issue d'un cycle de trois années d'études, l'entrée en première année s'opérant à la sortie de la classe de 5e du premier cycle. Cette survivance des anciennes structures représente encore, en 1980-1981, l'essentiel de la formation professionnelle courte.

Les élèves sortant des classes préprofessionnelles de niveau (C.P.P.N.) peuvent entrer :

— soit dans une section de formation en un an, sanctionnée par un *certificat d'éducation professionnelle* (C.E.P.), prévue pour permettre l'entrée dans la vie active comme ouvrier de fabrication dans quelques spécialités;

— soit en première année d'une préparation au *certificat d'aptitude professionnelle* (C.A.P.);

— soit en classe préparatoire à l'apprentissage (C.P.A.).

Des séquences éducatives en entreprises offrent à ces élèves une première expérience dans le milieu professionnel.

33. LE SECOND CYCLE LONG

L'enseignement de second cycle long dispensé dans les lycées peut être général ou professionnel.

33.1 *L'enseignement long général*

D'une durée normale de trois ans, il se présente ainsi :

• Pour la première année du 2e cycle (classe de seconde), trois sections :

— la *section littéraire* « *A* » où prédomine l'enseignement du français et des langues anciennes ou modernes. L'option A (B) permet l'orientation vers les sciences économiques et sociales;

— la *section scientifique* « *C* » caractérisée par un enseignement des mathématiques et des sciences physiques, assorti d'une formation complémentaire, en partie facultative, permettant d'associer des cultures littéraire et scientifique;

— la *section industrielle* « *T* » où prédomine un enseignement des sciences et techniques industrielles fondamentales (filière commune à l'enseignement général et à l'enseignement professionnel).

• Pour chacune des deux dernières années du 2e cycle (classe de première et classe terminale), cinq sections aboutissant chacune à l'une des séries du baccalauréat :

— la *section* « *A* » orientée vers les études littéraires;

— la *section* « *B* » orientée vers les sciences économiques et sociales;

— la *section* « *C* » orientée vers les mathématiques et les sciences physiques;

— la *section* « *D* » orientée vers les sciences naturelles;

— la *section* « *E* » associant à un enseignement scientifique, un enseignement technique industriel (aboutissant au baccalauréat « mathématiques et technique »).

préparatoires aux grandes écoles ou concours
ée aux écoles normales d'instituteurs.

'enseignement long professionnel

même que pour l'enseignement long général, sa
normale est de trois années d'études au-delà du pre-
ycle (seconde, première et classe terminale).

effectue en général par spécialisation en première
ves issus de seconde.

a *section* « *F* » prépare au baccalauréat de technicien
riel; elle suit une seconde T et se subdivise en de
euses options selon les spécialités industrielles;

a *section* « *G* » prépare au baccalauréat de technicien
nique; elle suit en général une seconde A (B) et
rte 3 options : secrétariat, comptabilité, techniques
erciales;

a *section* « *H* » prépare le baccalauréat de technicien
ormatique; elle suit une seconde A (B), C ou T;

les *sections spécialisées*, dans certains lycées, prépa-
ux brevets de techniciens subsistants. Elles commen-
ès la seconde et ne concernent que quelques spécia-

les classes dites *spéciales* ou *d'adaptation* permet-
un petit nombre d'élèves du 2e cycle court de
re l'enseignement long (par exemple les meilleurs
les titulaires du B.E.P. peuvent entrer en 1re d'adap-
.

élèves de l'enseignement long professionnel titu-
l'un baccalauréat de technicien ou d'un brevet de
ien et les élèves de l'enseignement général titulaires
accalauréat technique qui n'entrent pas directement
ne activité professionnelle ont accès à la formation
chniciens supérieurs en fréquentant, soit les sec-
de techniciens supérieurs fonctionnant dans les
soit les I.U.T. (Instituts universitaires de tech-
) [cf. ci-après 41 et 43]. Ils peuvent aussi dans
s cas avoir accès à des écoles d'ingénieurs ou à
rsité.

seignement supérieur

SECTIONS DE TECHNICIENS SUPÉRIEURS

fonctionnent dans quelques établissements du
degré et préparent en deux ans au-delà du bac-
at ou du brevet de technicien aux brevets de
ien supérieur.

CLASSES PRÉPARATOIRES AUX GRANDES OLES

fonctionnent dans certains lycées et établissements
et dans certains établissements secondaires privés

43. LES UNIVERSITÉS

La loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 a redéfini les activités et le fonctionnement des universités. Celles-ci sont maintenant constituées par association d'unités d'enseignement et de recherche (U.E.R.) qui déterminent elles-mêmes leurs activités d'enseignement, leurs programmes de recherche, les procédés de vérification des connaissances. Pour les 2e et 3e cycles, une réglementation nationale permet à chaque université d'obtenir des *habilitations* du Ministère de l'éducation nationale pour délivrer des *diplômes nationaux* et recevoir les subventions des préparations correspondantes. Elle reste libre par ailleurs de délivrer tout *diplôme d'université* dont elle détermine et finance elle-même (ou avec les instances régionales) la préparation.

Bien que de nombreuses universités associent plusieurs spécialités, les statistiques universitaires sont toujours présentées par discipline.

Depuis 1967 fonctionnent, au sein des universités, des *Instituts universitaires de technologie* (I.U.T.) destinés à préparer en deux ans des *techniciens supérieurs* et conduisant aux *diplômes universitaires de technologie* (D.U.T.). Les titulaires de certains D.U.T. peuvent avoir accès, sous certaines conditions, au 2e cycle des universités à dominante scientifique ou juridique et économique.

En lettres, sciences, droit et sciences économiques, l'organisation des études comporte un *premier cycle* de deux ans, aboutissant à un diplôme, le D.E.U.G. (diplôme d'études universitaires générales).

Le *deuxième cycle* se déroule normalement en deux ans et conduit à la *maîtrise*. Cependant un diplôme intermédiaire, la *licence*, peut être obtenu à l'issue de la première année du deuxième cycle. Beaucoup des futurs professeurs se présentent en outre aux concours du C.A.P.E.S., du C.A.P.E.T. (*Certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement secondaire ou technique*), éventuellement à ceux de l'*agrégation*.

Un *troisième cycle* permet aux étudiants de poursuivre des recherches et études sanctionnées notamment par le *doctorat de troisième cycle* ou par le *doctorat d'Etat*.

Les études de *médecine* comportent deux années de premier cycle (P.C.E.M.), puis quatre années de deuxième cycle (D.C.E.M.) suivies d'un an de stage avant la thèse permettant d'obtenir le diplôme de docteur en médecine. Pour exercer une spécialité (ophtalmologie, gynécologie, cardiologie, etc.), des études complémentaires sont nécessaires.

Les études de *chirurgie dentaire* étaient sanctionnées jusqu'en 1971-1972 par un diplôme d'État obtenu après cinq ans d'études, suivi éventuellement d'un doctorat d'État obtenu deux ans après. A compter de l'année scolaire 1972-1973, les étudiants doivent soutenir une thèse au terme de la cinquième année et après avoir satisfait aux examens qui la sanctionnent. Dans certaines conditions, les titulaires de l'ancien diplôme d'État peuvent postuler pour le nouveau diplôme d'État de docteur en chirurgie dentaire.

t des universités possèdent des instituts
tituts d'université) qui sont des établissements
ion ou de recherche, accueillant en particulier
s qui reprennent des études en formation

LES D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR NON ITAIRE

soit publiques, dépendant du Ministère de
ationale ou d'un autre ministère (agriculture,
, soit privées.

orennent les écoles d'ingénieurs (École poly-
nstitut national agronomique, École centrale
manufactures...) mais aussi des écoles com-
I.E.C., écoles supérieures de commerce...),
rmales supérieures, les Beaux-Arts, etc.

ements dépendant des ministères de ulture, des affaires sociales et de la té nationale

IEMENT TECHNIQUE AGRICOLE

ions de cycle court, de cycle long et du cycle
l'enseignement technique agricole sont mises
ns des centres de formation professionnelle
r jeunes (C.F.P.A.J.), des lycées d'enseigne-
ionnel agricole (L.E.P.A.) ainsi que dans des
les pour le secteur public.

tions semblables existent dans des établisse-
s.

e court

dans les L.E.P.A., C.F.P.A.J. et autres éta-
de même niveau, le cycle court conduit les
:

lasse de 5e, en trois années d'études au certi-
ude professionnelle agricole (C.A.P.A.);
lasse de 3e, en deux années d'études au brevet
ofessionnelles agricoles (B.E.P.A.).

e long

dans les lycées agricoles et autres établisse-
me niveau, le cycle long conduit en trois ans
sus du cycle d'orientation des collèges :

rs le brevet de technicien agricole (B.T.A.);
rs le baccalauréat sciences agronomiques et
D').

e supérieur

tre admis en classe préparatoire au brevet
n supérieur agricole (2 ans d'études) :
laires du brevet de technicien agricole option
;
laires des baccalauréats C, D, D', E.

option et des brevets de techniciens dans les préparations correspondant au brevet de technicien supérieur agricole.

Peuvent être admis en classe préparatoire aux écoles nationales d'ingénieurs des travaux agricoles (un an de préparation, trois ans de formation) :

— les titulaires du brevet de technicien agricole option « générale »;

— les titulaires des baccalauréats C, D, D', E.

Peuvent être admis :

— en classe préparatoire aux écoles nationales supérieures agronomiques (deux ans de préparation, trois ans de formation);

— en classe préparatoire aux écoles nationales vétérinaires (un an de préparation, quatre ans de formation).

- les titulaires des baccalauréats D', F7 et F'7 pour le concours option technologique;
- les titulaires d'un baccalauréat scientifique pour le concours option « générale ».

52. FORMATIONS SOUS TUTELLE DU MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA SOLIDARITÉ NATIONALE

La formation aux carrières sanitaires et sociales s'étend sur une à trois années à partir de niveaux de base variés (C.E.P., brevet ou baccalauréat) et peut se prolonger, après quelques années d'activité professionnelle, par l'acquisition d'une spécialisation.

On ne présente ici que les formations initiales relevant directement du Ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale.

52.1 *Les préparations scolaires courtes*

Elles forment en un ou deux ans aux professions d'auxiliaire de puériculture et de moniteur-éducateur.

52.2 *Les écoles conduisant à un diplôme d'État*

A l'issue du second cycle long de l'enseignement secondaire, des écoles conduisent après deux ou trois ans d'études à un diplôme d'État (par exemple : infirmiers, assistants de service social, masseurs-kinésithérapeutes).

52.3 *Les études supérieures*

Les études de médecine, pharmacie et chirurgie dentaire relèvent à la fois du Secrétariat d'État à la santé et du Ministère de l'éducation nationale.

6. Formation professionnelle continue

L'organisation de la formation professionnelle continue découle d'une série de lois et en particulier de celle du 16 juillet 1971.

Cette organisation laisse une grande place à toutes sortes d'initiatives de telle manière que le système a une structure assez complexe.

Il comporte deux types d'intervenants principaux : l'État et les entreprises.

ancements correspondants étant réunis au sein enveloppe dite de la *Formation professionnelle ue* qui comprend des crédits inscrits au budget emier ministre (notamment le *Fonds de la forma- ofessionnelle*), des Ministères de l'éducation natio- de la formation professionnelle. Cette enveloppe nprend pas les crédits inscrits aux budgets des nts ministères pour la formation de leur propre nel.

formations financées par cette enveloppe ont des ristiques assez diverses :

es conventions de formation professionnelle omportant une aide de l'État

sont financées par le Fonds de la formation pro- nelle. Elles sont passées entre un ministère ou un de région et un centre public ou privé de formation. concernent des actions de formation dites priori- : stages de formation pour des demandeurs d'em- our des femmes désirant reprendre une activité ionnelle, jeunes sans qualification, travailleurs ts, formation à la gestion pour les artisans et les rçants, formations agricoles (préparation au B.P.A. B.A.A., stages pour l'installation des jeunes agri- s), cours de promotion sociale (cours du soir ant au C.A.P., au B.E.P. ou au B.P., cours des associés au C.N.A.M.), etc.

les conventions, le formateur s'engage à organiser ions de formation, et l'État à les subventionner s limites prévues à la convention.

es jeunes du contingent

peuvent bénéficier d'actions de formation, essen- ent de rattrapage au niveau du premier ou du me degré, actions qui sont financées également par ds de la formation professionnelle.

'Association pour la formation professionnelle es adultes (A.F.P.A.)

t une association régie par la loi de 1901, entière- financée sur le budget du Ministère chargé de oi qui organise des formations longues (en général s à temps plein, soient 1.040 heures) pour des deurs d'emploi au niveau C.A.P.

intervient pour former, dans les entreprises en difficulté, les salariés susceptibles soit de changer de fonction dans l'entreprise, soit d'être licenciés.

61.5 *Le Conservatoire national des arts et métiers de Paris (C.N.A.M.)*

Il est financé par le Ministère de l'éducation nationale; il prépare, au moyen de cours du soir ou du samedi, à des diplômes supérieurs, en plusieurs années.

61.6 *Le Centre national d'enseignement par correspondance (C.N.E.C.)*

Il est financé par le Ministère de l'éducation nationale; il organise des cours par correspondance, préparant, essentiellement, aux diplômes de l'enseignement technique et à divers concours administratifs.

61.7 *Les Contrats emplois-formations*

Ils sont financés par le Ministère de l'emploi. Leur réglementation a été modifiée en 1981 avec un allongement de la durée moyenne des périodes de formation, et le doublement de la durée de la garantie d'emploi. Ils ont été étendus aux collectivités locales.

62. FORMATION PROFESSIONNELLE FINANCÉE PAR LES ENTREPRISES

Les entreprises de plus de 10 salariés ont l'obligation de consacrer au minimum 0,9 % de leur masse salariale à la formation de leur personnel. Elles s'acquittent de cette obligation, soit en organisant elles-mêmes des cours (ex : le centre de formation de la régie Renault), soit en envoyant leurs salariés suivre des stages dans des centres publics ou privés de formation avec lesquels elles passent des conventions.

Ces stages sont, en général, des formations de perfectionnement assez courtes, mais certains, aussi, sont des stages longs préparant les salariés à une promotion professionnelle.

De plus, les entreprises versent (depuis 1978) 0,2 % de leur masse salariale au Trésor public pour financer la formation des jeunes demandeurs d'emploi. Leur obligation se monte donc globalement à 1,1 %.

L'ENSEIGNEMENT

sous tutelle du Ministère de l'Education nationale

Année scolaire 1981-1982

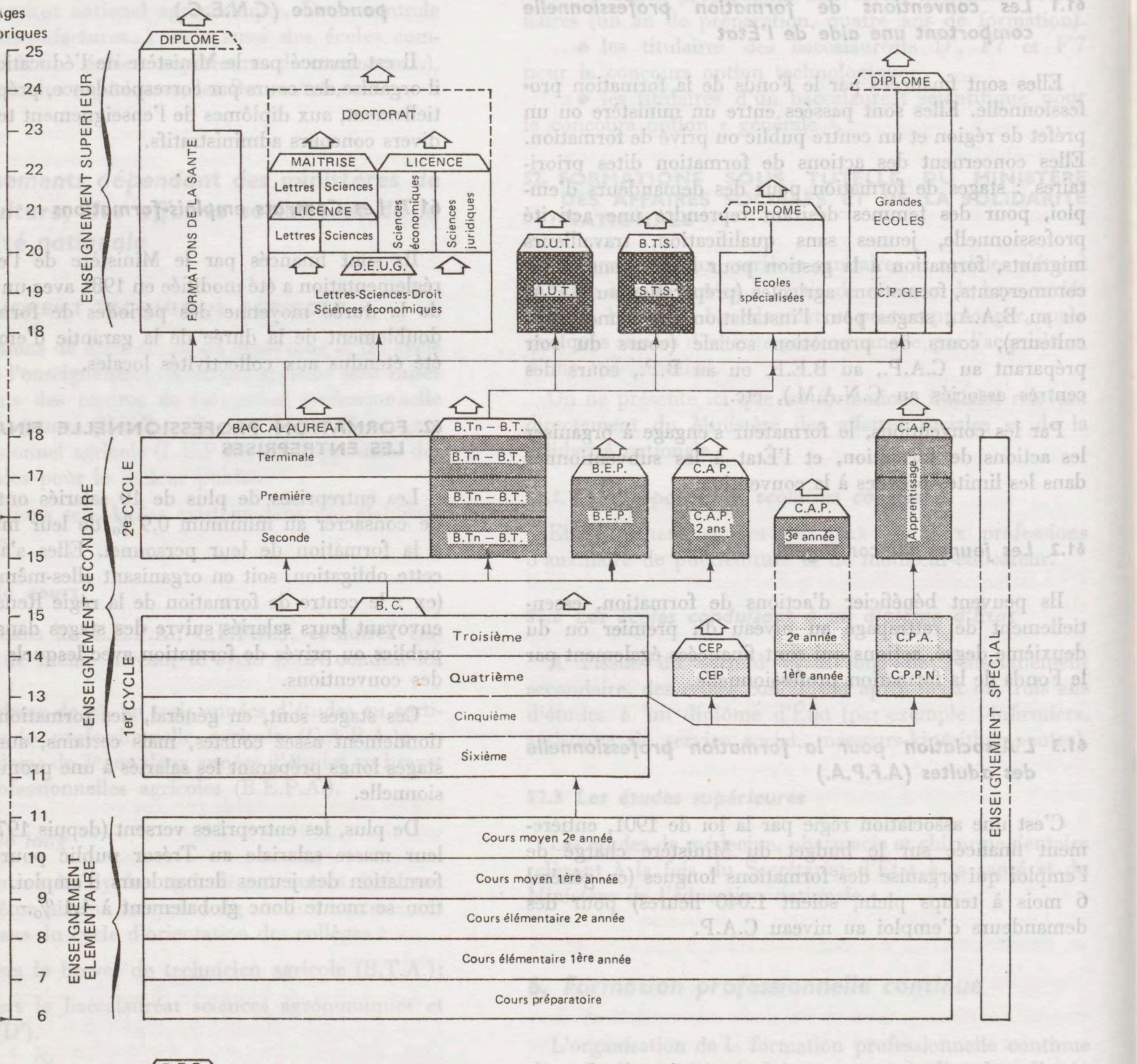
SIGLES

Enseignement du second-degré

C.E.P. : certificat d'éducation professionnelle (1 an)
C.P.P.N. : classe pré-professionnelle de niveau
C.P.A. : classe préparatoire à l'apprentissage
B.C. : brevet des collèges
C.A.P. : certificat d'aptitude professionnelle (2 à 3 ans)
B.E.P. : brevet d'études professionnelles (2 ans)
B.T n : baccalauréat de technicien (séries F, G, H)
B.T. : brevet de technicien

Enseignement supérieur

D.E.U.G. : diplôme d'études universitaires générales (1er cycle universitaire)
I.U.T. : institut universitaire de technologie
D.U.T. : diplôme universitaire de technologie
S.T.S. : section de technicien supérieur
B.T.S. : brevet de technicien supérieur
C.P.G.E. : classes préparatoires aux grandes écoles



B.E.P. / B.E.P. 17 / 16 — Année de formation initiale avec examen terminal

→ Principaux flux de passage

⌂ Principaux flux de sortie

rt entre les effectifs scolarisés à plein temps (1) dans l'enseignement public et privé, en France métropolitaine, opulation totale]

Source : S.I.G.E.S. et I.N.S.E.E. — En % (4)

Âge (2)	Tous enseignements à plein temps (3) — Année scolaire			Année scolaire 1980-1981 — Enseignement à plein temps				Tous enseignements à plein temps
	1964-1965	1976-1977	1979-1980	préscolaire	primaire élémentaire	second degré 1er et 2e cycles	supérieur (3)	
2 ans	10,4	26,1	33,9	35,7	–	–	–	35,7
3 ans	42,2	81,5	88,1	89,8	–	–	–	89,8
4 ans	72,3	99,2	100,2	100,4	–	–	–	100,4
5 ans	96,1	102,9	104,3	99,5	2,8	–	–	102,3
6 ans	100,7	102,8	103,6	1,5	102,3	–	–	103,8
7 ans	100,3	102,4	103,0	0,1	103,3	–	–	103,4
8 ans	99,6	100,9	102,2	–	103,0	–	–	103,0
9 ans	99,5	102,2	102,1	–	101,7	–	–	101,7
10 ans	100,0	101,8	101,2	–	98,0	3,9	–	101,9
11 ans	99,4	100,5	100,5	–	39,7	61,6	–	101,3
12 ans	100,0	99,4	101,5	–	14,4	86,0	–	100,4
13 ans	98,3	98,5	101,0	–	4,5	96,7	–	101,2
14 ans	71,9	96,1	98,1	–	–	98,9	–	98,9
15 ans	57,8	91,6	92,8	–	–	93,4	–	93,4
16 ans	50,0	69,6	73,0	–	–	73,2	–	73,2
17 ans	36,7	53,4	56,9	–	–	55,9	1,5	57,4
18 ans	24,4	34,3	38,0	–	–	26,7	12,0	38,7
19 ans	16,4	22,2	24,9	–	–	9,1	16,8	25,9
20 ans	11,7	14,9	16,6	–	–	1,3	15,5	16,8
21 ans	9,1	11,5	12,7	–	–	0,2	12,8	13,0
22 ans	6,7	9,6	10,3	–	–	0,1	10,1	10,2
23 ans	4,9	8,1	8,0	–	–	–	8,1	8,1
24 ans	3,7	7,0	6,8	–	–	–	6,6	6,6
25 ans	2,7	5,6	5,6	–	–	–	5,5	5,5

(1) Enseignement public et privé en France métropolitaine, y compris enseignement spécial. — (2) Age révolu au 1er janvier de l'année scolaire. — (3) Pour l'enseignement supérieur, sont prises en compte les universités, classes supérieures des établissements secondaires, écoles d'ingénieurs et écoles normales. — (4) L'existence de taux de scolarisation supérieurs à 100 s'explique par la divergence entre les sources statistiques fournissant les effectifs scolaires et la population totale par âge.

EAU 2.03 - 2

fs scolaires et universitaires par niveau : enseignement public et privé

métropolitaine)

Source : S.I.G.E.S. — *Unité :* millier d'élèves

Niveau d'enseignement	Année scolaire 1971-1972	1972-1973	1973-1974	1974-1975	1975-1976	1976-1977	1977-1978	1978-1979	1979-1980	1980-1981	1981-1982
Enseignement préélémentaire	2.298	2.371	2.455	2.540	2.591	2.599	2.576	2.503	2.412	2.383	2.374
Enseignements élémentaire et spéciaux (1)	5.042	5.038	5.013	4.976	4.964	4.971	5.034	5.074	5.077	5.017	4.903
Enseignement secondaire :											
1er cycle (2)	2.916	2.977	2.984	2.968	2.989	3.014	2.980	2.958	2.964	2.950	2.961
Classes nouvelles (3)	///	57	111	157	173	180	186	195	188	187	185
2e cycle court	669	687	695	713	746	752	756	761	764	773	792
2e cycle long	886	940	941	946	961	997	1.025	1.062	1.090	1.102	1.116
Total	4.471	4.661	4.731	4.784	4.869	4.943	4.947	4.976	5.006	5.012	5.054
Écoles normales d'instituteurs (4)	24	28	28	26	25	21	28	21	18	15	23
Classes supérieures (5)	58	62	68	72	81	88	95	99	104	108	115
Universités (Y compris I.U.T.)	r 697	r 717	r 784	r 807	r 849	826	844	863	861	864	893
Grandes écoles (6)	85	89	96	115	142	133	137	•	•	89	•

(1) Enseignement spécial relevant de l'éducation nationale (y compris sections d'éducation spécialisée, classes-ateliers et écoles nationales de perfectionnement), ainsi que des affaires sociales et de la solidarité nationale. — (2) Y compris enseignements de transition et pratique. — (3) Classes préprofessionnelles de niveau et classes préparatoires à l'apprentissage. — (4) Formation professionnelle et préparations diverses des écoles nationales d'instituteurs, des écoles normales nationales d'apprentissage et des centres de formation des professeurs d'enseignement général de collège, non compris les élèves-maîtres scolarisés dans les lycées et les instituteurs en recyclage. — (5) Classes préparatoires aux grandes écoles, sections de techniciens supérieurs et préparations diverses au-delà du baccalauréat. — (6) En principe, il s'agit des élèves des grandes écoles non inscrits en faculté (en réalité, il existe des doubles comptes mais, en sens inverse, le champ des grandes écoles est mal couvert, ce que reflète l'irrégularité de la série).

J 2.03 - 3

colaires des départements d'outre-mer

rce : S.I.G.E.S. *Unité :* élève

Département d'outre-mer	Année scolaire 1980-1981				Année scolaire 1981-1982							
	Enseignement préélémentaire	Enseignement élémentaire	Enseignement spécial (1)	Enseignement du second degré	Enseignement préélémentaire		Enseignement élémentaire (2)		Enseignement spécial (1)		Enseignement du second degré	
	public et privé	public et privé	public et privé	public et privé	public	privé	public	privé	public	privé	public	privé
ıdeloupe	16.875	53.581	1.797	49.398	14.614	1.777	50.281	3.516	1.954	189	45.389	4.216
vane	3.879	9.276	574	7.421	3.563	482	8.390	1.240	589	58	7.335	806
rtinique	17.678	47.382	2.328	47.745	16.267	648	44.102	2.106	2.485	709	44.744	2.572
ınion	33.816	84.287	2.739	62.613	32.996	2.890	77.558	5.579	2.810	1.476	63.354	3.431
nt-Pierre-et-Miquelon	356	739	8	713	76	180	240	5	–	–	404	320
Total	**72.604**	**195.265**	**7.446**	**167.890**	**67.516**	**5.977**	**180.571**	**12.446**	**7.838**	**2.432**	**161.226**	**11.345**

(1) Établissements du 1er et du 2e degré, relevant de l'éducation nationale, des affaires sociales et de la solidarité nationale. — (2) Y compris sses d'initiation et d'adaptation (à partir de 1980-1981).

J 2.03 - 4

ıniversitaires des départements d'outre-mer : enseignement public

uyane, Réunion)

Source : S.I.G.E.S. *Unité :* étudiant

Disciplines	Année scolaire 1976-1977	1977-1978	1978-1979	1979-1980	1980-1981	1981-1982
Droit	2.933	3.138	2.917	2.956	2.872	3.006
Sciences économiques	514	622	604	672	707	900
Sciences	502	505	498	608	566	579
Lettres	1.313	1.313	1.238	1.105	1.325	1.280
Médecine	–	–	106	66	46	32
Ensemble	**5.262**	**5.578**	**5.363**	**5.407**	**5.516**	**5.797**

EAU 2.03 - 5

ifs scolaires et universitaires par niveau et filière

métropolitaine)

Sources : S.I.G.E.S. *Unité :* millier d'élèves

Niveau d'enseignement	Année scolaire 1979-1980			1980-1981			1981-1982		
	Public	Privé	Ensemble	Public	Privé	Ensemble	Public	Privé	Ensemble
Enseignement préélémentaire	*2.093*	*319*	*2.412*	*2.070*	*313*	*2.383*	*2.063*	*311*	*2.374*
Enseignement élémentaire (1)	*3.997*	*666*	*4.663*	*3.952*	*669*	*4.621*	*3.862*	*656*	*4.518*
Enseignement spécial (2)	*236*	*178*	*414*	*222*	*174*	*396*	*214*	*171*	*385*
Enseignement du second degré :									
Premier cycle	2.383	581	2.964	2.362	588	2.950	2.367	594	2.961
Classes nouvelles (3)	172	16	188	170	17	187	168	17	185
Second cycle court									
L.E.P.	559	107	666	563	120	683	574	128	702
Lycées, collèges	39	59	98	38	52	90	39	51	90
Total second cycle court	598	166	764	601	172	773	613	179	792
Second cycle long									
Préparation bac, A, B, C, D, E	639	207	846	588	199	787	642	208	850
Préparation bac de technicien (séries F, G, H) brevet de technicien et préparations diverses	203	41	244	263	54	317	216	50	266
Total second cycle long	842	248	1.090	851	253	1.104	858	258	1.116
Total second degré	*3.995*	*1.011*	*5.006*	*3.984*	*1.030*	*5.014*	*4.006*	*1.048*	*5.054*
Enseignement supérieur :									
Écoles normales d'instituteurs (4)	18	–	18	16	–	16	23	–	23
Classes supérieures (5)	76	28	104	79	28	107	82	33	115
Universités (y compris I.U.T.)	847	14	861	848	16	864	884	9	893
Grandes écoles (6)	•	•	•	62	27	89	•	•	•

(1) Classes élémentaires, classes d'adaptation et classes d'initiation. — (2) Public : écoles et classes spécialisées relevant du ministère de l'Éducation nationale (y compris sections d'éducation spécialisée et écoles nationales de perfectionnement). Privé : écoles et classes spécialisées relevant du Ministère de l'éducation nationale, plus tous établissements médico- et socio-pédagogiques relevant du Ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale. — (3) Classes pré-professionnelles de niveau et classes préparatoires à l'apprentissage. — (4) Formation professionnelle et préparations diverses des écoles nationales d'instituteurs, des écoles normales d'apprentissage et des centres de formation des professeurs d'enseignement général de collège, non compris les élèves-maîtres scolarisés dans les lycées et les instituteurs en recyclage. — (5) Classes préparatoires aux grandes écoles, sections de techniciens supécieurs et préparations diverses au-delà du baccalauréat. — (6) Résultats incomplets, de nombreuses écoles ne répondant pas à l'enquête.

N.B. : L.E.P. : lycée d'enseignement professionnel.

tropolitaine)

urce : S.I.G.E.S. *Unité :* élève

Niveau	Année scolaire									
	1978–1979					1979–1980				
	Sorties nettes (2)		Sorties nettes (2) par ministère			Sorties nettes (2)		Sorties nettes (2) par ministère		
	effectifs	%	éducation et universités	autres ministères	apprentissage	effectifs	%	éducation et universités	autres ministères	apprentissage
.....	25.946	3,3	25.946	–	–	36.827	4,7	36.827	–	–
is.....	73.232	9,3	48.369	7.488	17.375	64.981	8,3	41.299	6.808	16.874
.....	389.005	49,6	268.875	27.452	92.678	393.156	50,5	272.542	28.660	91.954
Secondaire.....	64.718	8,3	57.044	7.674	–	65.603	8,4	58.501	7.102	–
Supérieur.....	71.586	9,1	63.900	7.686	–	57.806	7,4	52.400	5.406	–
TOTAL.....	136.304	17,4	120.944	15.360	–	123.409	15,8	110.901	12.508	–
.....	81.422	10,4	49.700	31.722	–	81.014	10,4	49.874	31.140	–
+ I.....	78.000	10,0	76.490	1.510	–	79.700	10,2	78.176	1.524	–
Total.....	**783.909**	**100,0**	**590.324**	**83.532**	**110.053**	**779.087**	**100,0**	**589.619**	**80.640**	**108.828**

(1) Éducation, universités, agriculture, santé, solidarité nationale, apprentissage. — (2) Compte tenu des flux de passage entre les différents systèmes éducatifs.

NB. — Nomenclature des niveaux de formation :

— *niveau VI :* effectifs sortant du premier cycle du second degré (6e à 3e pratique et classes préprofessionnelles de niveau) et des formations professionnelles en 1 an (Certificat d'éducation professionnelle et classes préparatoires à l'apprentissage);

— *niveau V* bis : effectifs sortant de 3e I-II-IIA et des classes de second cycle court professionnel avant l'année terminale, et effectifs abandonnant cours d'apprentissage;

— *niveau V :* effectifs sortant de l'année terminale des cycles courts professionnels, effectifs abandonnant la scolarité du second cycle long avant la sse terminale et effectifs terminant leur apprentissage;

— *niveau IV :* effectifs sortant des classes terminales et effectifs abandonnant des scolarisations post-baccalauréat avant d'atteindre le niveau III;

— *niveau III :* effectifs d'étudiants sortant avec un diplôme de type bac. + 2 ans (diplôme universitaire de technologie, brevet de technicien périeur, instituteurs, diplôme d'études universitaires générales, écoles de santé...);

— *niveau II et I :* effectifs d'étudiants sortant avec un diplôme de second et troisième cycles d'études universitaires ou des grandes écoles.

J 2.03 - 7

nts à temps complet : enseignement public (1)

tropolitaine)

urce : S.I.G.E.S. *Unité :* enseignant

Catégorie d'établissement	Année scolaire					
	1976-1977	1977-1978	1978-1979	1979-1980	1980-1981	1981-1982
sses maternelles des écoles maternelles.....	53.856	56.193	58.012	58.617	58.751	60.210
sses maternelles des écoles primaires.....	8.414	8.483	8.378	8.355	8.197	8.059
oles primaires.....	173.059	172.969	169.154	169.331	169.416	171.982
seignement spécial.....	18.287	18.908	19.697	21.616	22.258	22.427
n ventilés (Auxiliaires).....	13.210	11.380	9.946	7.811	3.466	3.228
E.G. (2).....	18.944	143.572	145.628	147.183	159.200	162.826
E.S. (2).....	112.288					
E.T. (3).....	44.753	44.624	44.876	45.750	48.816	49.844
cées classiques, modernes et techniques.....	68.875	65.797	66.061	65.576	72.956	75.951
oles normales d'instituteurs.....	•	2.375	2.582	2.133	...	...
iversités (4).....	38.498	38.812	38.966	39.273	38.031	38.040
tituts universitaires de technologie.....	4.695	4.777	4.765	4.678	4.473	4.517
Total.....	•	**567.890**	**568.065**	**570.323**	...	...

(1) Non compris les professeurs d'éducation physique et sportive. — (2) C.E.G. et C.E.S. sont réunis en collège à partir de 1977-1978. — (3) L.E.P. partir de 1977-1978. — (4) Y compris écoles d'ingénieurs sous tutelle des universités. Il s'agit, pour les universités comme pour les I.U.T., de postes dgétaires sauf en 1976-1977, année pour laquelle les chiffres proviennent d'une autre source.

métropolitaine)

Source : S.I.G.E.S. — *Unité :* élève

Niveau d'enseignement et classes	Année scolaire 1980-1981 Public	1980-1981 Privé	1981-1982 Public	1981-1982 Privé
Enseignement préélémentaire :				
Classes maternelles	1.747.969	31.640	1.743.316	32.675
Classes et sections maternelles	322.097	281.746	319.944	278.005
Total	*2.070.066*	*313.386*	*2.063.260*	*310.680*
Enseignement élémentaire :				
Cours préparatoire	804.183	125.708	751.107	117.854
Cours élémentaire 1re année	791.569	127.920	747.171	122.476
Cours élémentaire 2e année	790.021	131.219	778.473	129.474
Cours moyen 1re année	790.269	138.122	792.798	137.223
Cours moyen 2e année	764.740	145.671	781.538	148.490
Total	*3.940.782*	*668.640*	*3.851.087*	*655.517*
Classes d'initiation	*11.155*	*154*	*10.546*	*106*
Classes d'enseignement spécial (1)	*111.612*	*7.645*	*106.633*	*7.713*
Total général	**6.133.615**	**989.825**	**6.031.526**	**974.016**

(1) Il s'agit des classes de perfectionnement rattachées aux établissements préélémentaires ou élémentaires ou des classes de même type appartenant à des établissements spécialisés du Ministère de l'éducation nationale.

EAU 2.03 - 9

ssements de l'enseignement préélémentaire, élémentaire et spécial

métropolitaine)

Source : S.I.G.E.S. — *Unité :* établissement

Type d'établissement	Année scolaire 1980-1981 Public	1980-1981 Privé	1980-1981 Total	1981-1982 Public	1981-1982 Privé	1981-1982 Total
Écoles maternelles	15.721	359	16.080	15.997	365	16.362
Écoles primaires :						
— à classe unique	11.431	343	11.774	11.137	327	11.464
— à plusieurs classes	33.409	6.257	39.666	33.141	6.187	39.328
Écoles d'enseignement spécial (1)	133	19	152	118	19	137
Ensemble	**60.694**	**6.978**	**67.672**	**60.393**	**6.898**	**67.291**

(1) Écoles ne donnant que des enseignements spéciaux.

EAU 2.03 - 10

s de l'enseignement préélémentaire, élémentaire et spécial

métropolitaine)

Source : S.I.G.E.S. — *Unité :* classe

Type de classe	Année scolaire 1980-1981 Public	1980-1981 Privé	1980-1981 Total	1981-1982 Public	1981-1982 Privé	1981-1982 Total
Classes maternelles des écoles maternelles (1)	58.262	1.061	59.323	59.403	1.122	60.525
Classes des écoles primaires	7.960	8.688	16.648	7.953	8.737	16.690
Classes élémentaires :						
— d'écoles à classe unique	11.431	343	11.774	11.137	327	11.464
— d'écoles à plusieurs classes	158.371	26.940	185.311	158.577	26.892	185.469
Classes d'enseignement spécial (2)	9.067	643	9.710	8.843	628	9.471
Ensemble	**245.091**	**37.675**	**282.766**	**245.913**	**37.706**	**283.619**

(1) Dont initiation et adaptation. — (2) Ici sont rassemblées les classes dispensant un enseignement spécial, quel que soit le type d'établissement auquel elles appartiennent.

tropolitaine)

urce : S.I.G.E.S. *Unité :* élève

Classe et section	Enseignement public								
	Collèges		Lycées		L.E.P.		Total		
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Total
:									
Programme normal (1).....	372.405	357.956	172	207	–	–	372.577	358.163	730.740
Classes d'adaptation (2).....	855	626	13	16	–	–	868	642	1.510
Total 6e.....	*373.260*	*358.582*	*185*	*223*	–	–	*373.445*	*358.805*	*732.250*
:									
Programme normal (1).....	340.918	346.312	171	196	–	–	341.089	346.508	687.592
Classes d'adaptation (2).....	431	309	11	14	–	–	442	323	770
Total 5e.....	*341.349*	*346.621*	*182*	*210*	–	–	*341.531*	*346.831*	*688.362*
1).....	215.486	258.271	169	262	–	–	215.655	258.533	474.188
1).....	210.834	260.217	184	222	–	–	211.018	260.439	471.457
sses préprofessionnelles de niveau...	56.898	42.537	149	86	6.891	3.128	63.938	45.751	109.689
sses préparatoires à l'apprentissage..	35.525	16.160	25	32	5.137	1.875	40.687	18.067	58.754
Ensemble.....	**1.233.352**	**1.282.388**	**894**	**1.035**	**12.028**	**5.003**	**1.246.274**	**1.288.426**	**2.534.700**

	Enseignement privé										
	Cours complémentaires		Établissements secondaires de 1er cycle		Établissements secondaires de 2e cycle long		Établissements techniques de 2e cycle court		Total		
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Total
:											
Programme normal (1).....	613	367	84.013	79.023	1.175	740	29	17	85.830	80.147	165.977
Classes d'adaptation (2).....	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total 6e.....	*613*	*367*	*84.013*	*79.023*	*1.175*	*740*	*29*	*17*	*85.830*	*80.147*	*165.977*
:											
Programme normal (1).....	733	348	80.854	77.539	1.551	758	23	22	83.161	78.667	161.828
Classes d'adaptation (2).....	–	–	19	19	–	–	–	–	19	19	38
Total 5e.....	*733*	*348*	*80.873*	*77.558*	*1.551*	*758*	*23*	*22*	*83.180*	*78.686*	*161.866*
.....	733	327	62.469	66.262	2.126	1.082	33	17	65.361	67.688	133.049
.....	648	281	60.620	66.843	3.006	1.292	40	21	64.314	68.437	132.751
sses préprofessionnelles de niveau.....	17	–	5.547	2.440	1.016	548	1.618	2.854	8.198	5.842	14.040
sses préparatoires à l'apprentissage.....	–	–	1.942	696	159	35	470	199	2.571	930	3.501
Ensemble.....	**2.744**	**1.323**	**295.464**	**292.822**	**9.033**	**4.455**	**2.213**	**3.130**	**309.454**	**301.730**	**611.184**

(1) Y compris classes musicales à horaire aménagé et section sport études. — (2) Pour élèves étrangers.

N.B. — L.E.P. : lycée d'enseignement professionnel.

EAU 2.03 - **12**

fs du 2e cycle court de l'enseignement du second degré. Année scolaire 1981-1982

métropolitaine)

Source : S.I.G.E.S. *Unité :* élève

Enseignement et année d'études	Enseignement public								
	L.E.P.		Collèges		Lycées		Total		
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Total
ENSEIGNEMENT INDUSTRIEL ET AUTRES									
C.A.P. scolarité en 3 ans :									
1re année	73.501	15.739	660	101	2.291	254	76.452	16.094	92.546
2e année	62.717	13.127	526	83	1.877	221	65.120	13.431	78.551
3e année	58.085	10.898	544	62	1.795	167	60.424	11.127	71.551
Total C.A.P. 3 ans	194.303	39.764	1.730	246	5.963	642	201.996	40.652	242.648
C.A.P. scolarité en 2 ans :									
1re année	3.956	1.102	37	2	93	3	4.086	1.107	5.193
2e année	3.622	937	68	–	59	1	3.749	938	4.687
Total C.A.P. 2 ans	7.578	2.039	105	2	152	4	7.835	2.045	9.880
Total C.A.P.	*201.881*	*41.803*	*1.835*	*248*	*6.115*	*646*	*209.831*	*42.697*	*252.528*
B.E.P :									
1re année	40.714	4.801	336	92	3.031	246	44.081	5.139	49.220
2e année	37.344	3.839	298	69	2.759	216	40.401	4.124	44.525
Total B.E.P.	*78.058*	*8.640*	*634*	*161*	*5.790*	*462*	*84.482*	*9.263*	*93.745*
ENSEIGNEMENT ÉCONOMIQUE, ADMINISTRATIF ET HÔTELIER									
C.A.P. scolarité en 3 ans :									
1re année	6.707	31.621	316	1.231	214	1.094	7.237	33.946	41.183
2e année	5.343	26.292	223	986	200	791	5.766	28.069	33.835
3e année	4.921	23.437	217	928	140	693	5.278	25.058	30.336
Total C.A.P. 3 ans	16.971	81.350	756	3.145	554	2.578	18.281	87.073	105.354
C.A.P. scolarité en 2 ans :									
1re année	212	537	–	–	–	–	212	537	749
2e année	163	455	–	–	–	–	163	455	618
Total C.A.P. 2 ans	375	992	–	–	–	–	375	992	1.367
Total C.A.P.	*17.346*	*82.342*	*756*	*3.145*	*554*	*2.578*	*18.656*	*88.065*	*106.721*
B.E.P. :									
1re année	14.635	60.124	236	752	1.712	5.876	16.583	66.752	83.335
2e année	12.498	50.710	190	711	1.530	4.615	14.218	56.036	70.254
Total B.E.P.	*27.133*	*110.834*	*426*	*1.463*	*3.242*	*10.491*	*30.801*	*122.788*	*153.589*
Préparation C.E.P. 1 an	2.226	3.423	45	143	56	66	2.327	3.629	5.956
Ensemble	**326.644**	**247.042**	**3.696**	**5.160**	**15.757**	**14.243**	**346.097**	**266.442**	**612.539**

N.B. — L.E.P. : Lycée d'enseignement professionnel; C.A.P. : Certificat d'aptitude professionnelle; B.E.P. : Brevet d'études professionnelles; C.E.P. : Certificat d'éducation professionnelle.

2.03 - **12** (*suite et fin*)

2e cycle court de l'enseignement du second degré. Année scolaire 1981-1982

opolitaine)

ce : S.I.G.E.S. *Unité* : élève

Enseignement et année d'études	Enseignement privé								
	Écoles techniques de 2e cycle court		Cours complémentaire et écoles secondaires de 1er cycle		Écoles secondaires et techniques de 2e cycle long		Total		
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Total
ENSEIGNEMENT INDUSTRIEL ET AUTRES									
P. scolarité en 3 ans :									
1re année	6.356	2.709	–	–	2.846	643	9.202	3.352	12.554
2e année	5.717	2.508	–	–	2.549	640	8.266	3.148	11.414
3e année	5.632	2.022	–	–	2.560	516	8.192	2.538	10.730
Total C.A.P. 3 ans	17.705	7.239	–	–	7.955	1.799	25.660	9.038	34.698
P.scolarité en 2 ans :									
1re année	1.822	1.072	38	–	528	86	2.388	1.158	3.546
2e année	1.939	1.203	42	–	538	73	2.519	1.276	3.795
Total C.A.P. 2 ans	3.761	2.275	80	–	1.066	159	4.907	2.434	7.341
Total C.A.P.	*21.466*	*9.514*	*80*	–	*9.021*	*1.958*	*30.567*	*11.472*	*42.039*
P. :									
1re année	3.567	618	–	–	4.534	327	8.101	945	9.046
2e année	3.082	470	–	–	3.933	284	7.015	754	7.769
Total B.E.P.	*6.649*	*1.088*	–	–	*8.467*	*611*	*15.116*	*1.699*	*16.815*
ENSEIGNEMENT ÉCONOMIQUE ADMINISTRATIF ET HÔTELIER									
P. scolarité en 3 ans :									
1re année	1.936	13.435	27	4	742	2.620	2.705	16.059	18.764
2e année	1.388	11.213	27	5	544	2.139	1.959	13.357	15.316
3e année	1.217	10.788	19	3	501	2.090	1.737	12.881	14.618
Total C.A.P. 3 ans	4.541	35.436	73	12	1.787	6.849	6.401	42.297	48.698
P. scolarité en 2 ans :									
1re année	684	4.048	–	–	57	340	741	4.388	5.129
2e année	841	4.298	–	–	112	370	953	4.668	5.621
Total C.A.P. 2 ans	1.525	8.346	–	–	169	710	1.694	9.056	10.750
Total C.A.P.	*6.066*	*43.782*	*73*	*12*	*1.956*	*7.559*	*8.095*	*51.353*	*59.448*
P. :									
1re année	3.645	16.663	50	15	2.490	8.323	6.185	25.001	31.186
2e année	3.092	14.445	49	13	2.032	6.996	5.173	21.454	26.627
Total B.E.P.	*6.737*	*31.108*	*99*	*28*	*4.522*	*15.319*	*11.358*	*46.455*	*57.813*
aration C.E.P. 1 an	315	990	–	–	207	191	522	1.181	1.703
Ensemble	**41.233**	**86.482**	**752**	**40**	**24.173**	**25.638**	**65.658**	**112.160**	**177.818**

N.B. — C.A.P. : certificat d'aptitude professionnelle; B.E.P. : brevet d'études professionnelles; C.E.P. : certificat d'éducation professionnelle.

EAU 2.03 - 13

fs du 2e cycle long de l'enseignement du second degré. Année scolaire 1981-1982

métropolitaine)

Source : S.I.G.E.S. *Unité :* élève

Classe et option	Enseignement public			Enseignement privé			Total général		
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Ensemble
SECONDES									
Seconde	128.545	164.247	292.792	38.411	47.399	85.810	166.956	211.646	378.602
Seconde B.T. (1)	1.502	1.058	2.560	223	430	653	1.725	1.488	3.213
Seconde spéciale	2.744	457	3.201	88	171	259	2.832	628	3.460
Total secondes	*132.791*	*165.762*	*298.553*	*38.722*	*48.000*	*86.722*	*171.513*	*213.762*	*385.275*
PREMIÈRES									
A	7.815	35.615	43.430	3.306	10.329	13.635	11.121	45.944	57.065
B	12.678	25.842	38.520	7.092	9.162	16.254	19.770	35.004	54.774
C	22.403	16.029	38.432	7.945	4.622	12.567	30.348	20.651	50.999
D	16.577	24.179	40.756	7.481	7.893	15.374	24.058	32.072	56.130
E	7.568	475	8.043	532	14	546	8.100	489	8.589
F	24.733	10.328	35.061	3.495	3.744	7.239	28.228	14.072	42.300
G	13.721	42.872	56.593	4.733	9.703	14.436	18.454	52.575	71.029
H	515	356	871	264	113	377	779	469	1.248
Première adaptation	6.207	4.193	10.400	1.104	1.606	2.710	7.311	5.799	13.110
Autres préparations (2)	5.195	1.623	6.818	534	565	1.099	5.729	2.188	7.917
Total premières	*117.412*	*161.512*	*278.924*	*36.486*	*47.751*	*84.237*	*153.898*	*209.263*	*363.161*
TERMINALES									
A	8.354	37.405	45.759	4.106	12.191	16.297	12.460	49.596	62.056
B	12.274	26.411	38.685	7.397	8.970	16.367	19.671	35.381	55.052
C	21.000	13.380	34.380	6.342	3.473	9.815	27.342	16.853	44.195
D	22.279	31.043	53.322	10.795	10.854	21.649	33.074	41.897	74.971
E	7.498	401	7.899	569	16	585	8.067	417	8.484
F	27.055	10.901	37.956	3.393	4.009	7.402	30.448	14.910	45.358
G	12.218	41.108	53.326	3.930	8.926	12.856	16.148	50.034	66.182
H	466	382	848	88	37	125	554	419	973
Autres préparations (2)	5.458	1.596	7.054	571	455	1.026	6.029	2.051	8.080
Total terminales	*116.602*	*162.627*	*279.229*	*37.191*	*48.931*	*86.122*	*153.793*	*211.558*	*365.351*
Total 2e cycle long	**366.805**	**489.901**	**856.706**	**112.399**	**144.682**	**257.081**	**479.204**	**634.583**	**1.113.787**
Classes TI' (3)	397	530	927	533	964	1.497	930	1.494	2.424
Ensemble	**367.202**	**490.431**	**857.633**	**112.932**	**145.646**	**258.578**	**480.134**	**636.077**	**1.116.211**

(1) Brevet de technicien. — (2) Enseignement professionnel long (brevets de technicien essentiellement). — (3) Les classes TI' ne font pas à proprement parler partie du 2e cycle long mais ont été ajoutées ici par souci de cohérence avec les tableaux récapitulatifs 2 et 5.

3 671322 T 81

J 2.03 - **14**

nents et classes de l'enseignement du second degré. Année scolaire 1981-1982

ropolitaine)

rce : S.I.G.E.S. *Unités* { établissement / classe

Type d'établissement	Nombre d'établissements	Nombre de divisions
olissements publics :		
Lycées	1.124	31.208
Collèges	4.762	107.185
Lycées d'enseignement professionnel (L.E.P.)	1.311	23.580
Total	*7.197*	*161.973*
olissements privés :		
Établissements secondaires (niveau lycée)	1.182	12.971
Établissements secondaires (niveau collège)	1.829	24.142
Cours complémentaires	41	219
Établissements techniques (niveau L.E.P.)	961	6.362
Total	*4.013*	*43.694*
Ensemble	**11.210**	**205.667**

J 2.03 - **15**

de l'enseignement du second cycle du second degré

cropolitaine)

rce : S.I.G.E.S. *Unité :* diplôme

Diplômes	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Diplômes du 2e cycle court (1)									
tificats d'aptitude professionnelle....	197.432	200.589	205.897	221.494	229.647	235.677	235.046	248.474	...
vets d'études professionnelles.....	55.756	58.854	65.089	69.784	75.447	79.046	78.905	84.290	...
Diplômes du 2e cycle long									
vets d'enseignement industriel.....	8	10	–	–	–	–	–	...	...
vets de technicien.....	3.385	3.441	3.993	4.163	4.430	4.585	4.521	5.132	...
rtificat de fin d'études secondaires :									
— enseignement général (A à E)...	19.932	20.760	17.757	17.988	18.125	20.013	21.102	22.488	23.890
— enseignement technique (F, G, H).....	6.457	7.646	7.922	8.433	9.038	9.423	10.001	10.053	10.730
calauréat : Série A.....	54.533	50.436	45.593	42.010	39.902	39.828	40.391	42.609	43.448
Série B.....	19.487	20.946	21.563	24.646	28.317	30.591	31.521	34.237	37.115
Série C.....	29.900	30.396	32.738	33.321	32.101	31.427	32.658	32.321	33.205
Série D et D'.....	44.436	46.710	46.017	47.459	49.430	46.719	48.545	46.579	49.493
Série E.....	5.094	5.197	5.333	5.191	5.663	5.869	5.823	5.643	5.987
calauréat expérimental (2).....	–	–	–	–	–	724	831	836	932
calauréat de technicien :									
— secteur industriel (F).....	17.168	19.113	19.656	22.451	24.300	25.552	26.612	26.189	28.366
— secteur économique (G).....	27.591	31.272	30.749	33.313	35.324	35.085	35.605	36.436	39.400
— secteur informatique (H).....	515	419	451	452	426	372	443	491	645

(1) A ce niveau, l'addition pure et simple des C.A.P. et B.E.P. produit d'importants doubles comptes qui ne permettent pas de considérer otal de ces diplômes comme une mesure exacte du nombre réel d'individus diplômés; celui-ci devrait être ramené aux environs de 234.000 en 1977. — Baccalauréat préparé dans quatre académies seulement. Les séries sont au nombre de sept et se rattachent pour quatre d'entre elles aux séries A, C D du baccalauréat d'enseignement général.

métropolitaine)

Source : S.I.G.E.S. — *Unité :* candidat

Année	Présentés (P)	Admis (A)	%
1935	17.822	11.939	67,0
1950	50.696	32.362	63,8
1955	62.376	41.433	66,4
1960	80.710	59.287	73,4
1961	101.644	61.498	60,5
1962	106.692	66.225	62,0
1963	121.972	75.474	61,9
1964	138.430	86.729	62,5
1965	159.186	96.924	60,9
1966	212.420	105.839	49,8
1967	223.410	133.257	59,6
1968	208.460	169.422	81,2
1969	181.466	122.673	67,6
1970	200.722	138.707	69,1
1971	217.298	143.729	66,1
1972	222.497	147.352	66,2
1973	230.110	150.300	68,4
1974	226.101	153.450	67,9
1975	228.833	153.685	67,2
1976	225.470	151.244	67,1
1977	224.332	142.627	68,0
1978	229.103	155.413	67,8
1979	234.498	154.434	65,9
1980	240.667	158.938	66,0
1981	246.393	161.389	65,5
1982	252.388	169.248	67,1

N.B. — $\% = \frac{A}{P} \times 100$.

EAU 2.03 - 16 *(suite et fin)*

lats présentés (P) et admis (A) au baccalauréat général

Source : S.I.G.E.S. — *Unité :* candidat

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
A. Philo. :											
P	83.800	81.278	75.655	72.109	64.632	59.143	58.595	60.131	61.950	64.798	65.563
A	59.404	56.181	54.533	50.436	45.593	42.010	39.902	39.828	40.391	42.609	43.448
%	70,9	69,1	72,0	69,9	70,5	71,0	68,1	66,2	65,2	65,8	66,3
B. Techn. écon. :											
P	23.856	26.953	28.098	30.517	31.481	35.388	40.463	44.570	48.325	52.857	56.444
A	15.494	18.033	19.487	20.946	21.563	24.646	28.317	30.591	31.521	34.237	37.115
%	64,9	66,7	69,4	68,6	68,5	69,6	70,0	68,6	65,2	64,8	65,8
C. Math. élém. :											
P	39.627	42.125	41.736	42.676	44.704	44.980	44.985	45.213	45.136	44.334	43.507
A	26.861	28.344	29.900	30.396	32.738	33.321	32.101	31.427	32.658	32.321	33.205
%	67,8	67,2	71,6	71,2	73,2	74,1	71,4	69,5	72,4	72,9	76,3
D. Sciences ex. :											
P	64.244	68.502	69.727	72.804	74.133	74.586	74.247	73.691	74.608	73.924	75.988
A	39.333	41.406	43.294	45.304	44.837	46.259	47.947	45.506	47.325	45.356	48.174
%	61,2	60,4	62,1	62,2	60,5	62,0	64,6	61,8	63,4	61,4	63,4
D' Sciences agron. et techn. :											
P	2.014	2.227	2.250	2.428	2.182	2.195	2.368	2.103	2.072	2.088	2.171
A	1.038	1.238	1.142	1.406	1.180	1.200	1.483	1.213	1.220	1.223	1.319
%	51,5	55,6	50,7	57,9	54,1	54,6	62,6	57,7	58,9	58,6	60,8
E. Math. techn. :											
P	8.956	9.025	8.635	8.299	8.338	8.040	8.445	8.790	8.576	8.392	8.715
A	5.222	5.098	5.094	5.197	5.333	5.191	5.663	5.869	5.823	5.643	5.987
%	58,3	56,5	59,0	62,6	64,0	64,6	67,1	66,8	67,9	67,2	68,7
Total :											
P	222.497	230.110	226.101	228.833	225.470	224.332	229.103	234.498	240.667	246.393	252.388
A	147.352	150.300	153.450	153.685	151.244	142.627	155.413	154.434	158.938	161.389	169.248
%	66,2	68,4	67,9	67,2	67,1	68,0	67,8	65,9	66,0	65,5	67,1

N.B. — $\% = \frac{A}{P} \times 100$.

U 2.03 - 17

de l'enseignement supérieur : enseignement public et privé

étropolitaine)

ource : S.I.G.E.S. *Unité :* millier d'étudiants

Établissement et discipline	Année scolaire									
	1972-1973 (1)	1973-1974	1974-1975	1975-1976	1976-1977	1977-1978	1978-1979	1979-1980	1980-1981	1981-1982
iversités :										
Droit et sciences économiques	170,0	169,2	178,2	183,6	184,1	185,8	185,5	189,0	190,4	196,6
Sciences	117,3	118,1	117,4	121,0	122,7	126,5	130,0	130,1	129,8	137,0
Lettres et sciences humaines	254,0	236,7	233,9	251,4	259,3	262,3	269,8	271,7	273,2	282,6
Médecine et chirurgie dentaire	133,0	140,8	143,4	154,7	160,7	161,7	161,7	155,5	152,5	151,1
Pharmacie	25,5	28,0	31,6	33,5	33,5	34,8	36,0	36,5	37,1	38,2
Divers (2)	///	10,3	14,1	18,6	21,8	25,5	30,0	25,8	27,4	32,6
Total	*699,8*	*703,1*	*718,6*	*762,8*	*782,1*	*796,6*	*813,0*	*808,6*	*810,4*	*838,1*
stituts universitaires de technologie	*35,4*	*38,9*	*41,7*	*43,5*	*44,2*	*47,4*	*50,2*	*52,3*	*53,8*	*55,2*
ctions de techniciens supérieurs	*32,2*	*35,3*	*41,5*	*46,2*	*48,4*	*52,7*	*56,1*	*61,4*	*67,2*	*74,4*
asses préparatoires aux grandes écoles	*32,8*	*33,7*	*33,8*	*35,2*	*36,8*	*39,1*	*39,9*	*39,1*	*39,4*	*40,8*
éparations diverses (3)	*25,7*	*20,2*	*28,6*	*27,6*	*23,9*	*30,7*	*24,1*	*20,5*	*16,1*	...
oles d'ingénieurs (4)	*e 31,9*	*31,7*	*29,0*	*29,2*	*27,7*	*27,7*	*28,4*	*36,0*	*36,9*	*36,9*
Ensemble	**857,8**	**862,9**	**893,2**	**944,5**	**963,1**	**994,2**	**1.011,7**	**1.017,9**	**1.023,8**	...
utres écoles de formation supérieure (5)	•	**e 47,7**	**86,3**	**112,9**	**105,4**	**109,0**	**19,4**	**27,2**	**52,4**	...

(1) Jusqu'en 1972-1973, les centres pluridisciplinaires de Vincennes et Dauphine sont regroupés, le premier avec les lettres et sciences humaines second avec le droit et les sciences économiques. — (2) Jusqu'en 1978-1979 : E.N.S.I., I.N.P., U.E.R., d'E.P.S. et D.E.U.G. pluri-disciplinaires M.A.S.S. et A.E.S.) (cf. tableau 18, N.B.). A partir de 1979-1980, les E.N.S.I. et I.N.P. sont comptés avec les écoles d'ingénieurs. — (3) Essentielle-ent les classes des écoles normales d'instituteurs et centres régionaux de formation. (4) Y compris E.N.S.I., I.N.P., Compiègne et les U.E.R. tech-ologiques à partir de 1979-1980. — (5) Série irrégulière, champ variable et donc résultats non comparables d'une année à l'autre.

U 2.03 - **18**

universitaires par académie et discipline (enseignement public) (1). Année scolaire 1981-1982

étropolitaine)

ource : S.I.G.E.S. *Unité :* étudiant

Académie	Droit	Sciences économiques	Lettres	Sciences	Médecine	Pharmacie	Dentaire	U.E.R. d'E.P.S.	M.A.S.S. et A.E.S.	I.U.T.	E.N.S.I. et I.N.P. (2)	Total général
ix-Marseille	7.795	3.108	12.974	8.031	9.810	2.799	730	721	1.547	1.856	182	49.553
miens-Compiègne (1)	1.527	686	2.900	1.999	1.884	656	–	–	–	1.124	655	11.431
esançon	1.441	353	3.497	1.581	2.222	505	–	241	257	1.527	293	11.917
ordeaux	9.316	2.932	12.494	6.835	7.121	1.884	847	352	734	1.932	237	44.684
aen	1.493	1.049	4.065	1.721	1.499	898	–	263	239	840	228	12.295
lermont	2.676	1.071	3.544	2.629	2.011	1.044	359	423	–	1.273	95	15.125
orse	460	–	166	82	–	–	–	–	–	–	–	708
réteil	6.620	3.519	27.113	5.267	5.270	–	–	–	2.940	3.269	–	53.998
ijon	2.751	834	3.739	2.117	1.819	618	–	366	599	1.189	104	14.136
renoble	4.892	2.574	7.954	5.661	2.862	1.178	–	463	949	3.401	1.330	31.264
ille	5.694	2.103	11.154	8.478	7.199	2.188	699	525	849	3.712	209	42.810
imoges	1.548	353	1.588	1.268	1.422	593	–	–	240	997	–	8.009
yon	7.619	2.285	16.020	8.491	10.883	2.744	721	436	2.088	3.331	180	54.798
lontpellier	5.652	2.244	8.578	5.964	6.420	3.642	621	335	1.301	2.204	129	37.090
lancy-Metz	3.320	1.687	6.767	5.442	5.461	1.389	492	282	713	3.056	1.384	29.993
lantes	4.184	1.770	7.748	3.610	4.569	1.665	754	–	810	2.720	428	28.258
lice	4.777	1.806	5.365	2.986	2.277	–	274	–	188	1.887	–	19.560
rléans-Tours	2.958	958	5.737	3.104	2.992	1.069	–	–	760	2.197	–	19.775
aris	27.683	15.559	72.397	26.737	41.072	3.714	3.457	875	2.315	1.346	152	192.395
oitiers	2.440	1.004	3.423	2.464	1.345	587	–	318	618	1.564	228	13.991
eims	2.523	822	2.843	1.237	2.011	1.051	471	–	–	2.040	–	12.998
ennes	4.305	1.739	10.016	6.333	4.652	1.245	579	346	2.688	3.989	125	36.017
ouen	2.603	774	3.875	2.141	2.487	597	–	–	262	1.449	–	14.188
trasbourg	4.569	1.694	10.439	3.860	5.249	1.174	618	263	93	1.770	354	30.083
oulouse	6.326	4.012	13.059	9.349	6.409	2.117	739	565	1.406	3.244	–	48.402
ersailles	10.450	3.439	14.485	9.283	–	4.894	–	458	1.025	3.322	1.176	50.268
Ensemble	**135.622**	**58.375**	**271.940**	**136.670**	**138.946**	**38.251**	**11.361**	**7.232**	**22.621**	**55.239**	**7.489**	**883.746**
Année scolaire 1980-1981	*131.025*	*56.780*	*261.072*	*129.489*	*140.053*	*37.081*	*11.622*	*6.996*	*20.072*	*53.826*	•	*848.016*

(1) E.N.S.I. : Écoles nationales supérieures d'ingénieurs; I.N.P. : Instituts nationaux polytechniques; U.E.R. d'E.P.S. : Unités d'enseignement t de recherche d'éducation physique et sportive; D.E.U.G. : Diplôme d'études universitaires générales; M.A.S.S. : Mathématiques appliquées aux sciences umaines; A.E.S. : Administration économique et sociale. — (2) Les effectifs de Compiègne, des I.N.P. et des écoles nationales supérieures d'ingénieurs E.N.S.I.) rattachées aux universités sont pris en compte dans la population universitaire et inclus dans la discipline sciences.

s universitaires par catégorie socio-professionnelle des parents *(étudiants français)*

métropolitaine)

Source : S.I.G.E.S.

Discipline	Catégorie socio-professionnelle des parents												Effectifs concernés
	Agriculteurs exploitants	Salariés agricoles	Patrons du commerce et de l'industrie	Professions libérales et cadres supérieurs	Cadres moyens	Employés	Ouvriers	Personnels de service	Autres catégories	Sans profession	Non réponse	Total	
ANNÉE SCOLAIRE 1981-1982													
Effectifs	36.295	3.040	70.017	239.371	132.026	63.425	94.085	7.804	48.759	24.973	49.885	769.680	///
Pourcentage													
Droit	4,1	0,4	8,9	31,0	16,3	9,2	12,0	1,0	6,8	4,1	6,2	100	123.554
Sciences économiques	5.7	0,5	10,2	27,8	17,4	9,7	13,9	1,2	6,2	2,3	5,1	100	62.262
Lettres	4,2	0,5	8,8	25,7	16,9	8,6	13,2	1,3	7,7	3,5	9,6	100	223.811
Sciences	5,6	0,4	8,2	31,1	19,4	8,0	12,9	0,9	5,3	2,3	5,8	100	118.729
Médecine	3,3	0,2	9,1	44,6	15,3	6,1	6,9	0,5	5,3	3,7	5,1	100	126.132
Pharmacie	5,7	0,5	10,7	43,7	15,4	6,6	6,9	0,5	4,3	3,3	2,4	100	34.067
Chirurgie dentaire	2,8	0,1	11,2	47,0	14,8	6,3	6,0	0,4	4,0	3,1	4,3	100	10.698
Pluridisciplinaire	3,9	0,2	7,9	23,5	21,2	8,9	13,2	0,9	6,4	3,7	10,2	100	18.216
I.U.T.	8,6	0,5	10,7	16,9	19,4	10,1	22,4	1,6	6,3	1,8	1,7	100	52.211
Ensemble	**4,7**	**0,4**	**9,1**	**31,1**	**17,2**	**8,2**	**12,2**	**1,0**	**6,3**	**3,2**	**6,5**	**100**	**769.680**
ANNÉE SCOLAIRE 1973-1974													
Effectifs	38.817	4.066	76.089	207.606	103.533	59.725	79.538	5.312	51.349	11.662	–	637.697	///
Pourcentage	6,1	0,6	11,9	32,6	16,2	9,4	12,5	0,8	8,1	1,8	–	100	///

Source : S.I.G.E.S. *Unité* : **enseignant**

ants des universités
tut
métropolitaine)

Statut	Année scolaire 1980-1981	1981-1982
Professeurs et maîtres de conférence	10.430	10.960
Maîtres assistants et chefs de travaux (1)	14.839	15.894
Assistants	13.503	11.929
Autres (2)	3.732	3.774
Ensemble	**42.504**	**42.557**

(1) Y compris chargés d'enseignement et chargés de cours. — (2) Fonctions de type 2e degré, fonctions spécifiques des grands établissements et des établissements français à l'étranger, lecteurs étrangers en lettres.

U 2.03 - 21

des classes préparatoires aux grandes écoles et des sections de techniciens supérieurs

étropolitaine)

ource : S.I.G.E.S. *Unité* : élève

Classe et établissement	Année scolaire 1980-1981 Garçons	Filles	Total	1981-1982 Garçons	Filles	Total
Classes préparatoires aux grandes écoles						
tablissements publics dépendant du Ministère de l'éducation nationale :						
— préparations scientifiques	20.643	6.374	27.017	20.869	6.969	27.838
— préparations littéraires	1.910	4.586	6.496	1.928	4.491	6.419
— préparations diverses	28	65	93	–	–	–
Total	*22.581*	*11.025*	*33.606*	*22.797*	*11.460*	*34.257*
tablissements publics dépendant d'autres ministères	1.634	145	1.779	1.612	153	1.765
tablissements privés	3.306	741	4.047	3.851	972	4.823
Total général	**27.521**	**11.911**	**39.432**	**28.260**	**12.585**	**40.845**
Sections de techniciens supérieurs						
tablissements publics (éducation nationale) :						
— 1re année	10.240	11.013	21.253	...	...	23.016
— 2e année	9.167	9.368	18.535	...	...	19.740
— 3e année	45	234	279	...	...	271
Total	*19.452*	*20.615*	*40.067*	...	...	*43.027*
tablissements publics (agriculture)	2.592	445	3.037	...	...	3.494
tablissements privés	7.695	16.516	24.211	...	...	27.866
Total général	**29.739**	**37.576**	**67.315**	...	...	**74.387**

Sources : S.I.G.E.S. *Unité :* diplôme

Nature du diplôme	1979	1980
Diplômes de premier cycle :		
Droit et sciences économiques :		
Capacité	...	...
D.E.U.G. droit	9.179	9.205
D.E.U.G. économie	4.781	4.880
D.E.U.G. sciences	8.569	9.284
D.E.U.G. lettres	16.396	16.292
I.U.T. : diplôme universitaire de technologie (D.U.T.)	18.645	19.769
Brevet de technicien supérieur (B.T.S.)	17.101	17.442
Diplômes de deuxième cycle :		
Droit et sciences économiques :		
Droit :		
Licence	8.360	8.990
Maîtrise	6.753	6.430
Sciences économiques :		
Licence	3.941	4.046
Maîtrise	3.792	3.738
Sciences :		
Licence	6.393	6.582
Maîtrise	6.308	9.067
Lettres :		
Licence	17.891	19.150
Maîtrise	9.808	8.713
Pharmacie :		
Diplôme d'État de pharmacien (1)	•	•
Diplômes de troisième cycle :		
Droit :		
Doctorat de 3e cycle	...	282
Doctorat d'État	138	...
Sciences économiques :		
Doctorat de 3e cycle	...	...
Doctorat d'État	57	149
Sciences :		
Doctorat de 3e cycle	2.009	...
Doctorat d'État	...	1.111
Diplôme de docteur ingénieur	...	...
Lettres :		
Doctorat de 3e cycle	1.353	...
Doctorat d'État	...	252
Médecine :		
Doctorat d'État et d'université en médecine	8.687	8.935
Doctorat d'État en chirurgie dentaire	1.683	1.894
Doctorat vétérinaire	...	...
Pharmacie : doctorat d'État (1)	•	•
Concours de recrutement des professeurs de l'enseignement du second degré :		
Agrégation	976	960
C.A.P.E.S. (partie théorique) (y compris disciplines artistiques)	1.290	1.199

(1) Résultats non communiqués.

EAU 2.03 - 23

mes d'ingénieurs délivrés (1) *(France métropolitaine)*

Source : S.I.G.E.S. *Unité :* diplôme

Spécialité dominante	1974	1975	1976	1977	1978 (4)	1979	1980	1981
ÉCOLES A PLEIN TEMPS								
Sans spécialité dominante (2)	2.933	2.869	2.952	2.970	2.645	3.229	3.408	3.941
Agriculture et industries alimentaires	1.134	1.152	1.220	1.327	1.060	1.316	1.369	1.403
Aéronautique	92	114	78	107	108	111	111	117
Construction, travaux publics, mines et géologie	319	654	730	305	608	697	678	755
Défense (3)	283	305	276	249	282	322	290	304
Électricité, électronique	1.472	1.503	1.638	1.587	1.001	1.694	1.661	1.827
Mécanique, métallurgie	1.233	1.360	1.297	1.351	1.143	1.429	1.466	1.492
Chimie, physique	1.034	902	966	772	413	818	841	1.049
Textiles	73	76	69	51	55	74	80	116
Diverses spécialités	137	152	157	160	146	187	202	164
Total écoles à plein temps	*8.710*	*9.087*	*9.383*	*8.879*	*7.461*	*9.877*	*10.106*	*11.168*
C.N.A.M. Paris et centres associés	421	381	395	395	468	425	477	493
Ensemble	**9.131**	**9.468**	**9.778**	**9.274**	**7.929**	**10.302**	**10.583**	**11.661**

(1) Diplômes délivrés uniquement aux élèves français. — (2) Y compris les U.E.R. non dérogatoires. — (3) Non compris l'école spéciale militaire de Saint-Cyr en 1977 (pas de commission d'attribution). — (4) Non compris les diplômes d'ingénieurs des formations universitaires, dont le total avait atteint, en 1977, 1936 unités.

rce : Ministère de l'agriculture

en unités

Nature des établissements	Nombre d'établissements — Année scolaire						Effectifs — Année scolaire					
	1976-1977	1977-1978	1978-1979	1979-1980	1980-1981	1981-1982	1976-1977	1977-1978	1978-1979	1979-1980	1980-1981	1981-1982
ignement public :												
Lycées agricoles.....	78	83	84	86	90	91	21.092	26.700	27.566	28.624	30.221	30.764
Collèges agricoles-L.E.P.A. (1)	106	97	100	96	98	97	15.571	13.472	13.728	13.584	14.195	13.995
Écoles spécialisées (2).....	9	8	8	8	•	•	686	697	742	774	•	•
Centre de formation professionnelle agricole pour jeunes.....	141	89	84	77	73	69	8.571	5.636	4.915	4.449	7.824	3.913
Techniciens supérieurs (3)....	4	4	4	4	4	4	350	361	370	381	360	384
Total.....	338	281	280	271	265	261	46.270	46.866	47.321	47.812	49.226	49.056
ignement privé.....	889	877	857	833	810	800	73.896	73.175	73.622	74.289	73.871	74.716
Ensemble.....	1.227	1.158	1.137	1.104	1.075	1.061	120.166	120.041	120.943	122.101	123.097	123.772

(1) Les collèges agricoles sont devenus lycées d'enseignement professionnel agricole (L.E.P.A.) en 1979. — (2) A partir de 1980-1981, ces blissements sont comptés parmi les lycées agricoles et les L.E.P.A. — (3) Dans les établissements d'enseignement supérieur uniquement (il existe ement des classes préparant au B.T.S.A. dans les lycées agricoles).

J 2.03 - 25

pendant du Ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale

d'écoles, effectifs et diplômes *(France métropolitaine)*

rce : Ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale.

en unités

Formations	Année scolaire 1979-1980 — Nombre d'écoles	Effectifs	Diplômes 1979	Année scolaire 1980-1981 — Nombre d'écoles	Effectifs	Diplômes 1980
NIVEAU V						
xiliaires de puériculture.....	82	3.450	3.114	80	3.050	3.043
NIVEAU IV						
niteurs-éducateurs.....	41	2.916	1.328	e 41	2.500	1.398
NIVEAU III						
Formations en deux ans :						
Pédicures.....	10	870	342	10	887	313
Manipulateurs en électro-radiologie médicale..	20	1.525	638	19	1.385	632
Laborantins d'analyses médicales	17	1.159	512	16	1.191	496
Éducateurs de jeunes enfants (1).....	24	2.026	969	e 24	e 2.000	935
Techniciens supérieurs en économie familiale et sociale.....	45	2.457	668	46	2.705	582
Formations en trois ans :						
Sages-femmes.....	31	2.018	597	31	2.047	626
Infirmiers et infirmières diplômés d'État.....	347	50.985	16.503	346	47.237	16.291
Infirmiers psychiatriques.....	142	9.659	4.004	139	7.978	3.308
Masseurs-kinésithérapeuthes.....	36	7.133	1.646	35	6.888	1.863
Ergothérapeutes.....	8	622	174	8	638	179
Assistants et assistantes de service social (1)...	52	6.125	2.006	e 52	e 6.000	1.971
Éducateurs spécialisés (1).....	48	7.986	2.705	...	...	...
Psycho-rééducateurs	9	2.639	425	9	2.797	412
Éducateurs techniques spécialisés	25	948	374	...	...	...
Formations complémentaires :						
Infirmières spécialisées puéricultrices.....	34	964	878	34	917	...
Infirmiers cadres.....	28	1.026	...	30	992	811
Infirmiers aide-anesthésistes.....	24	722	293	23	677	340
Conseillers en économie familiale et sociale....	29	498	108	29	535	69

(1) Seuls sont pris en compte les établissements subventionnés par le ministère.

cion des effectifs d'apprentis (1)

métropolitaine)

Source : S.I.G.E.S. *Unité :* millier

Année scolaire	Garçons	Filles	Total
1971-1972	178	49	227
1972-1973	141	40	181
1973-1974	128	34	162
1974-1975	121	33	154
1975-1976	132	36	168
1976-1977	141	40	181
1977-1978	151	43	194
1978-1979	159	48	208
1979-1980	165	50	215
1980-1981	171	54	225
1981-1982	174	54	228

(1) Cours professionnels et centres de formation d'apprentis, cours oraux ou cours par correspondance.

ifs d'apprentis (1) *(année scolaire 1981-1982)*

e métropolitaine)

Source : S.I.G.E.S. *Unité :* apprenti

Catégorie de centre	Garçons	Filles	Total
Cours gérés par une municipalité	9.179	4.697	13.876
Cours des chambres de commerce et d'industrie	9.766	6.543	16.309
Cours des chambres de métiers	64.512	19.387	83.899
Cours privés	74.819	16.784	91.603
Cours d'établissements publics d'enseignement	13.639	6.946	20.585
Cours gérés au niveau national	2.339	115	2.454
Total	**174.254**	**54.472**	**228.726**

(1) Centres de formation d'apprentis, cours oraux ou cours par correspondance. La transformation des cours professionnels en Centres de formation des apprentis est terminée.

ance métropolitaine)

urce : Ministère de la formation professionnelle.

	Unité	Source de financement	1976	(7) 1977	(7) 1978	(7) 1979	(7) 1980	(7) 1981
giaires en formation (2).....	millier	État.....	805	894	993	1.041	1.022	1.036
		Entreprises.	1.814	1.856	1.831	1.862	1.836	(*p*) 1.711
		F.A.F. (3) ..	–	164	195	201	225	250
		Ensemble (4)	**2.770**	**2.880**	**3.020**	**3.104**	**3.083**	**2.997**
ures-stagiaires.....	million	État.....	189	206	250	242	226	232
		Entreprises.	107	107	104	102	100	(*p*) 91
		F.A.F. (3) ..	15	12	18	15	15	17
		Ensemble (4)	**309**	**317**	**370**	**359**	**341**	**340**
lget.....	milliard F	État (5)....	3,1	5,1	6,8	6,3	7,0	9,2
		Entreprises (6)	6,5	8,0	8,7	10,2	11,4	(*p*) 12,4

(1) L'apprentissage n'est pas compris dans ces données. — (2) Stagiaires ayant suivi un stage ou une partie de stage au cours de l'année civile. — Fonds d'assurance-formation. — (4) L'État et les entreprises assurent conjointement le financement de la formation de certains stagiaires, ce explique que les effectifs totaux soient inférieurs à la somme des lignes précédentes. — (5) Il s'agit des dotations initiales et des lois de finances tificatives. — (6) Y compris F.A.F. — (7) Y compris les jeunes suivant les actions du Pacte national pour l'emploi.

ABLEAU 2.03 - 29

rmation professionnelle continue : effectifs en formation r catégorie professionnelle et sexe *(État et entreprises. — France métropolitaine)*

urce : Ministère de la formation professionnelle — *Unité :* millier de stagiaires

Catégorie professionnelle		1976	(2) 1977	(2) 1978	(2) 1979	(2) 1980	(2) (*p*) 1981
énieurs et cadres (1).....	nombre....	345	357	365	384	385	375
	%.....	13	13	13	13	13	13
hniciens (1).....	nombre....	675	666	711	734	749	721
	%.....	24	24	25	25	26	26
vriers et employés (1).....	nombre....	1.730	1.757	1.750	1.793	1.761	1.697
	%.....	63	63	62	62	61	61
Ensemble.....	nombre....	**2.750**	**2.780**	**2.826**	**2.911**	**2.895**	**2.793**
	%.....	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**
soit : Hommes.....	nombre....	2.013	2.031	2.041	2.082	2.061	1.987
	%.....	73	73	72	72	71	71
Femmes.....	nombre....	737	749	785	829	834	806
	%.....	27	27	28	28	29	29

(1) Y compris les travailleurs indépendants de qualification équivalente. — (2) Non compris les actions du Pacte national pour l'emploi et du n Avenir Jeunes.

SOURCES DE DOCUMENTATION

e de l'éducation nationale.

nformatique de gestion et des statistiques (S.I.G.E.S.). tion des enquêtes statistiques et des études, 58, bou- Lycée, 92170 Vanves. Tél. : 554.95.25.

l d'information sur les enseignements et les professions P.), 46-52, rue Albert, 75013 Paris. Tél. : 583.32.21.

ns annuelles du Ministère de l'éducation nationale (1) : *des enseignements et de la formation* (dernier paru, 82); *Statistiques des enseignements,* année 1981-1982 jaunes); Notes d'information + T.S.

n annuelle du Ministère de l'agriculture : *e agricole,* tome I, partie « enseignement ».

n du Ministère des affaires sociales et de la solidarité natio-

nt au bulletin mensuel des *Statistiques du travail, s de formation professionnelle.*

istique sur l'apprentissage, publiée dans *Études et Docu- .I.S.)* n° 79-3, et dans *Statistiques du travail,* supplément n mensuel n° 59 (Ministère des affaires sociales et de la nationale).

ns de « La documentation française » :

ion professionnelle continue et la promotion sociale en otes et études documentaires, n° 3 de mars 1972; *Les formation et de perfectionnement de l'administration,* générale de l'administration et de la fonction publique,

Vivre à l'école aujourd'hui, Notes et études documentaires, nos 4.024 à 4.026 du 20 septembre 1973.

Les écoles d'ingénieurs en France, Notes et études documentaires, nos 4.045 à 4.047 du 3 décembre 1973.

— *Éducation permanente,* revue bimestrielle éditée par l'Université Paris Dauphine. Place du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny. Paris 16e. Tél. : 505.14.10.

— *Actualité de la formation permanente,* revue du Centre INFFO. Tour Europe, La Défense.

— Documents budgétaires : *Formation professionnelle et promotion sociale,* document annexe au projet de loi de finances.

— *La formation continue financée par les entreprises,* note d'information du CEREQ n° 46 - CEREQ, 9, rue Sextius-Michel, 75015 Paris.

— *La formation professionnelle continue financée par les entreprises. Année 1974,* dossier du CEREQ, n° 17.

— *Statistique de la formation professionnelle continue financée par les entreprises - Années 1976 à 1979,* CEREQ, revue *Formation-Qualification-Emploi,* « La documentation française », oct. 1978.

— Conseil économique et social : *La formation professionnelle continue,* avis des 12 et 13 octobre 1976 (*J.O.-R.F.,* Avis et rapports du C.E.S., n° 20 du 10 novembre 1976).

(1) En vente : dans tous le réseau de vente du C.N.D.P.; au point de vente du S.I.G.E.S. à Vanves; au Service d'édition et de vente des publications de l'Éducation nationale (S.E.V.P.E.N.), 13, rue du Four, 75006 Paris.

apitre 2.04

tice

1. Les institutions judiciaires
2. L'éducation surveillée
3. La prison

es institutions judiciaires

rganisation judiciaire de la France modifiée par onnance du 22 décembre 1958 est construite autour ois grands principes : hiérarchisation des juridic- différenciation des juridictions de droit commun exception, enfin, séparation des pouvoirs.

hiérarchie des juridictions permet aux justiciables quer devant les tribunaux hiérarchiquement supé- les décisions rendues en premier ressort. Tribunal me de l'ordre judiciaire, la Cour de cassation exerce ntrôle de légalité en examinant des décisions rendues rnier ressort par des juridictions inférieures, tandis es cours d'appel examinent à nouveau les faits rela- des affaires jugées par des tribunaux du premier et portées devant elles par voie d'appel.

ns l'ordre judiciaire, l'action des juridictions de commun : Cour de cassation, cours d'appel, tri- ux de grande instance et d'instance, est complétée celle de juridictions spécialisées (dites juridictions eption) de nature civile : tribunaux de commerce, nissions de sécurité sociale, juges de l'expropriation, ils de prud'hommes, tribunaux paritaires de baux x, ou de nature pénale : tribunaux pour enfants, naux permanents des forces armées (1), tribunaux imes commerciaux.

Ministère public exerce des attributions adminis- es et judiciaires. En matière pénale, il reçoit les tes, dénonciations et procès-verbaux et apprécie la à leur donner; il exerce l'action publique, procède it procéder à tous les actes nécessaires à la recherche a poursuite des infractions à la loi pénale; il requiert lication de la loi et assure l'exécution des décisions stice. En matière civile, il doit représenter autrui les cas que la loi détermine, en dehors de ces cas, t agir pour la défense de l'ordre public à l'occasion aits qui portent atteinte à celui-ci, ou présenter ses vations sur l'application de la loi dans des affaires lesquelles il estime devoir intervenir.

(1) Les tribunaux permanents des forces armées ont été supprimés en de paix par la loi n° 82-621 du 21 juillet 1982.

Sources et méthodes.

Les statistiques judiciaires, traditionnellement établies par l'exploitation d'états statistiques annuels annexés aux rapports d'activité des services de la Justice, sont désormais obtenues en sous-produit de l'activité ordinaire de ces services, parallèlement à l'effort entrepris pour rationaliser l'organisation du travail judiciaire.

— En matière civile, les statistiques sont ainsi établies par l'exploitation des registres d'audience et répertoires généraux standardisés.

— En matière pénale, le traitement de duplicata anonymes de la nouvelle fiche de condamnation, conçue pour la gestion automatisée du casier judiciaire, permet l'établissement de la majorité des statistiques criminelles (statistiques des condamnés et des condamnations). La rationalisation des instruments de gestion des affaires pénales (registre des plaintes et procès-verbaux, fichier des affaires poursuivies, notice d'instruction...) est actuellement au stade de l'expérimentation.

2. *L'éducation surveillée*

Une des missions du Ministère de la justice est d'assurer la prise en charge sous mandat judiciaire des mineurs délinquants (ordonnance du 2 février 1945) et en danger (art. 375 du Code civil). La Direction de l'éducation surveillée dispose, pour remplir cette mission, de deux grands secteurs d'activité :

— le secteur public, composé d'établissements et services en régie directe;

— le secteur privé, constitué d'établissements et services habilités par le Ministère de la justice à recevoir des jeunes confiés par décision judiciaire et gérés par des associations relevant de la loi de 1901.

Ces différentes structures assurent d'une part les fonctions d'accueil, d'orientation et de consultation, en liaison étroite avec les juges des enfants, et mènent d'autre part l'action éducative avec pour objectif principal d'aider les mineurs qui leurs sont confiés par décision judiciaire à devenir des adultes autonomes et responsables.

La priorité est donnée pour ce faire au maintien des mineurs dans leur milieu naturel et par conséquent à l'action éducative en milieu ouvert, dans le cadre de la liberté surveillée et des services d'observation et d'action éducative en milieu ouvert; enfin, des structures plus lourdes permettent d'assurer, principalement sous le régime de l'internat, la nécessaire continuité de l'action éducative et une formation scolaire ou professionnelle aux mineurs qui en expriment le besoin.

● Ce chapitre a été établi avec la collaboration de la division de la statistique du Ministère de la justice.

ecteur public :

itutions spéciales d'éducation surveillée
nctions d'observation, d'orientation, d'héber-
rmation scolaire et professionnelle et d'action

rs d'action éducative menant l'action édu-
d des jeunes pour lesquels le milieu naturel
e pas de conditions d'évolution favorable.
sont hébergés et aidés sur le plan matériel
que et travaillent ou suivent des cours à

sultations d'orientation éducative menant
tive en milieu ouvert;

res d'orientation et d'action éducative grou-
ne même mesure d'observation les presta-
s par les foyers d'action éducative et les
d'orientation éducative;

vices de liberté surveillée menant l'action
milieu ouvert, notamment à l'égard des
nquants soumis au régime du sursis avec
uve;

ecteur privé :

ernats et foyers;
vices d'observation en milieu ouvert;
vices d'action éducative en milieu ouvert;
vices d'orientation et d'action éducative;
vices de placements familiaux.

exercé sur ces institutions tend à l'harmo-
action éducatrice en faveur des jeunes pris
l'un ou l'autre des secteurs de l'éducation

thodes.

ques de l'éducation surveillée sont établies à
res statistiques renseignés annuellement par
ents et services assurant la prise en charge
judiciaire de mineurs délinquants et en

n

ration pénitentiaire est chargée essentielle-
r l'exécution des décisions judiciaires ordon-
en détention (condamnés définitivement
venus en attente d'un jugement définitif,
les établissements pénitentiaires) ou soumet-
esures de surveillance, d'assistance et à des
articulières (condamnés traités en milieu
a également vocation à préparer la réinser-
e la population pénale au sein de la société.

reçoivent les prévenus et les condamnés à de courtes peines d'emprisonnement. Le régime de détention est modulé selon la personnalité des détenus : certains condamnés sont admis au régime de semi-liberté pour exercer une activité professionnelle, recevoir un enseignement ou subir un traitement médical; en revanche, des quartiers de sécurité renforcée permettent, au sein des maisons centrales, d'isoler des détenus particulièrement dangereux.

Enfin, des établissements spécialisés permettent d'assurer à certains détenus un traitement approfondi des déficiences physiques ou psychiques, et reçoivent des condamnés à la tutelle pénale, peine complémentaire remplaçant l'ancienne relégation, qui a pour objet de protéger la société contre les agissements des multirécidivistes en offrant à ceux-ci la possibilité de se reclasser au sein de la collectivité. La tutelle pénale peut en outre être subie sous le régime de la semi-liberté ou de la libération conditionnelle.

Sont principalement traités en milieu ouvert, sous le contrôle du juge de l'application des peines et des « comités de probation et d'assistance aux libérés », d'une part les probationnaires, c'est-à-dire des condamnés à une peine assortie d'un sursis avec mise à l'épreuve qui doivent pendant une période allant de trois à cinq ans se soumettre à un ensemble d'obligations ayant pour but d'individualiser la sanction et de lutter contre les causes qui ont conduit le sujet à la délinquance, et d'autre part les libérés conditionnels, condamnés présentant des gages sérieux de réadaptation sociale leur permettant d'obtenir une libération anticipée tout en étant soumis à des mesures destinées à favoriser et à contrôler leur réinsertion.

Le nombre d'établissements pénitentiaires se décompose comme suit pour l'année 1981 :

— maisons centrales	6
— centres de détention	14
— maisons d'arrêt	144
— établissements spécialisés	6
Établissements sanitaires	*5*
Établissements pour condamnés à la tutelle pénale	*1*
— centres de semi-liberté	9
Ensemble des établissements pénitentiaires	179

Sources et méthodes.

Les statistiques pénitentiaires sont établies à partir d'états de gestion des établissements pénitentiaires.

Avertissement

Sauf indication contraire, les statistiques présentées concernent la France métropolitaine et les départements d'outre-mer.

(1) Les nombres de juridictions relatifs à l'année 1982 concernent la métropole et les départements d'outre-mer.
(2) Voir note 1 page 139.

e : Ministère de la justice.

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	p 1982
COUR DE CASSATION (1)											
es anciennes	6.989	7.124	6.926	8.177	9.285	9.920	10.978	11.967	13.301	13.884	14.058
es nouvelles	6.175	6.320	6.931	7.633	7.739	9.077	9.766	11.836	10.668	11.738	12.152
nsemble des affaires à juger	**13.164**	**13.444**	**13.857**	**15.810**	**17.024**	**18.997**	**20.744**	**3.803**	**23.969**	**25.622**	**26.210**
es terminées	6.040	6.518	6.154	6.525	7.104	8.019	8.777	10.502	10.085	11.564	11.169
COURS D'APPEL											
es anciennes	47.434	48.651	55.992	60.931	71.390	76.588	85.760	101.578	122.955	138.700	159.149
es nouvelles	56.311	62.045	63.257	71.380	73.540	80.389	91.372	103.606	107.948	123.346	129.653
nsemble des affaires à juger	**103.745**	**110.696**	**119.249**	**132.311**	**144.930**	**156.977**	**177.132**	**205.184**	**230.903**	**262.046**	**288.802**
es terminées	55.094	54.704	58.318	60.921	68.342	71.217	75.554	82.229	92.203	102.897	102.463
UNAUX DE GRANDE INSTANCE (2)											
es anciennes	166.810	173.194	182.701	189.281	199.542	205.954	219.759	245.609	278.527	338.978	368.301
es nouvelles	190.638	189.276	203.343	219.596	222.822	237.170	270.978	300.723	357.741	372.135	365.215
nsemble des affaires à juger	**357.448**	**362.470**	**386.044**	**408.877**	**422.364**	**443.124**	**490.737**	**546.332**	**636.268**	**711.113**	**733.516**
es terminées	183.906	181.913	196.845	212.525	218.944	222.552	247.353	269.358	297.290	342.812	328.398
TRIBUNAUX D'INSTANCE (3)											
es anciennes	47.796	46.788	49.600	54.824	60.158	67.280	69.728	77.816	89.710	87.672	110.939
es nouvelles	199.519	225.040	241.928	238.152	233.067	243.153	270.612	317.238	296.298	351.289	352.848
nsemble des affaires à juger	**247.315**	**271.828**	**291.528**	**292.976**	**293.225**	**310.433**	**340.340**	**395.054**	**386.008**	**438.961**	**463.787**
es terminées	200.988	219.984	239.284	235.004	227.619	241.245	264.842	308.087	298.336	328.022	330.215
URIDICTIONS COMMERCIALES (4)											
es anciennes	84.834 e	80.924	80.847	87.627	98.897	102.382	106.857	105.817	112.107	e 115.500	125.081
es nouvelles	168.224 e	170.000	175.865	202.934	189.631	193.587	209.697	217.879	239.794	e 264.000	260.631
nsemble des affaires à juger	**253.058 e**	**250.924**	**256.712**	**290.561**	**288.528**	**295.969**	**316.554**	**323.696**	**351.901**	**e 379.500**	**385.719**
es terminées	172.134 e	170.077	169.064	192.739	183.879	189.785	209.861	211.687	237.358	e 249.500	255.713
CONSEILS DE PRUD'HOMMES (5)											
es anciennes	10.962	11.229	13.135	16.045	20.758	21.903	26.874	32.002	41.953	•	•
es nouvelles	41.395	43.446	45.027	48.249	47.148	51.371	54.679	69.896	72.821	•	•
nsemble des affaires à juger	**52.357**	**54.675**	**58.162**	**64.294**	**67.906**	**73.274**	**81.553**	**101.898**	**114.774**	•	•
es terminées	41.072	41.230	42.639	43.626	45.814	46.753	51.500	64.055	49.172	•	•
TRIBUNAUX PARITAIRES DE BAUX RURAUX (5)											
es anciennes	1.818	2.010	1.932	1.860	2.200	2.237	2.239	2.470	2.941	•	•
es nouvelles	5.082	5.837	4.980	5.118	5.841	5.128	5.129	5.509	5.357	•	•
nsemble des affaires à juger	**6.900**	**7.847**	**6.912**	**6.978**	**8.041**	**7.365**	**7.368**	**7.979**	**8.298**	•	•
es terminées	5.095	5.779	5.055	5.109	5.579	5.145	4.995	5.107	5.345	•	•
MMISSIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE											
es anciennes	51.578	43.333	42.534	38.915	37.047	47.943	53.146	61.515	65.130	70.472	79.533
es nouvelles	92.188	82.120	79.787	80.983	81.576	87.016	88.830	90.484	87.846	93.270	84.160
nsemble des affaires à juger	**143.766**	**125.453**	**122.321**	**119.898**	**118.623**	**134.959**	**141.976**	**151.999**	**152.976**	**163.742**	**163.693**
es terminées	100.742	84.824	83.823	77.912	74.490	81.919	81.723	86.084	82.504	84.209	85.227
NSEMBLE DES JURIDICTIONS											
es anciennes	418.221 e	413.253	433.667	457.660	499.277	534.207	575.341	638.774	726.624	833.759 e	...
ont : *outre-mer*	...	...	*7.620*	*7.699*	*8.047*	*7.566*	*9.341*	*11.979*	*14.859*	*17.000* e	...
es nouvelles	759.532 e	784.084	820.938	874.045	861.364	906.891	1.001.063	1.117.171	1.178.473	1.296.278 e	...
ont : *outre-mer*	...	...	*12.403*	*12.187*	*10.784*	*14.182*	*17.255*	*19.760*	*20.668*	*23.000* e	...
nsemble des affaires à juger	**1.177.753e**	**1.197.337**	**1.254.605**	**1.331.705**	**1.360.641**	**1.441.098**	**1.576.404**	**1.755.945**	**1.905.097**	**2.130.037 e**	...
ont : *outre-mer*	...	...	*20.023*	*19.886*	*18.831*	*21.748*	*26.596*	*31.739*	*35.527*	*40.000* e	...
es terminées	765.071 e	765.029	801.182	834.361	831.771	866.635	944.605	1.037.109	1.072.293	1.179.504	...
ont : *outre-mer*	...	...	*12.448*	*11.978*	*11.371*	*12.332*	*14.396*	*16.958*	*18.544*	*22.700* e	...

(1) Du 1er août de l'année précédente au 31 juillet de l'année indiquée jusqu'en 1974; année civile depuis 1975 — (2) Les affaires commerciales es par les tribunaux de grande instance compétents en cette matière ne sont pas comprises ici. Elles sont ajoutées à l'activité spécifique des tribunaux mmerce sous le titre « Juridictions commerciales ». — (3) Attributions judiciaires uniquement. — (4) Tribunaux de commerce et tribunaux de grande nce statuant en matière commerciale. Cf. note 2. — (5) Bureau de jugement uniquement.

Source : Ministère de la justice.

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
TRIBUNAUX DE GRANDE INSTANCE											
• Divorces et séparations de corps (1) :											
Divorces prononcés (2)	41.628	44.738	47.319	53.111	55.612	60.490	71.319	74.183 e	78.571 e	81.143	*p* 83.999
Séparations de corps prononcées	3.349	3.433	3.304	3.300	3.530	3.399	2.955	2.964 e	3.141 e	3.328	*p* 3.527
• Filiation adoptive :											
Adoptions simples prononcées	1.638	1.547	1.493	1.485	1.726	1.593	2.020	2.131	2.265	2.457	2.407
Adoptions plénières prononcées	3.029	3.138	2.966	3.326	3.522	3.583	4.806	4.362	4.474	3.850	3.585
• Déclaration d'abandon :											
Déclarations d'abandon prononcées	629	717	766	940	1.176	1.407	1.516	1.412	1.042	916	592
• Autorité parentale :											
Déchéances ou retraits prononcés	364	382	350	480	509	580	702	529	437	460	518
• Responsabilité civile :											
Ensemble des affaires terminées	28.428	33.291	34.635	40.395	39.919	42.466	44.180	48.686	50.304	•	...
TRIBUNAUX D'INSTANCE											
• Attributions conciliatoires :											
Affaires appelées en conciliation en dehors de l'audience	242.200	237.393	225.707	209.716	214.408	128.481	93.565	89.406	82.063	65.165	...
Affaires dans lesquelles les parties ont comparu	133.870	127.501	123.105	110.913	115.037	66.036	50.875	55.669	47.519	37.708	...
dont : *Affaires conciliées*	*23.581*	*25.172*	*22.758*	*21.616*	*20.066*	*14.821*	*12.195*	*11.904*	*10.994*	*9.529*	...
• Attributions diverses :											
dont : appositions de scellés	12.137	12.128	11.907	10.827	12.298	11.177	10.885	10.787	11.577	11.961	...
saisies-arrêts sur les salaires	157.656	161.546	164.585	167.431	185.650	185.593	195.290	216.633	238.055	239.276	...
injonctions de payer	288.808	290.166	306.425	317.739	350.284	343.360	327.752	414.462	467.594	539.255	...
• Tutelle des mineurs :											
Administrations légales et tutelles prononcées	40.068	40.722	41.076	44.336	39.740	40.317	41.109	42.225	43.249	44.492	...
• Incapables majeurs :											
Administrations légales et tutelles prononcées	10.356	13.333	20.321	18.630	16.137	15.177	16.583	19.206	20.481	20.531	...
Curatelles prononcées	675	788	995	669	886	945	1.113	1.527	2.103	2.674	...
Sauvegardes de justice enregistrées	33.319	32.193	36.612	34.859	34.141	28.709	28.068	31.511	29.497	31.050	...
JURIDICTIONS COMMERCIALES											
• Règlements judiciaires et liquidations des biens en matière commerciale (3) :											
Affaires à juger	40.819	42.399	40.377	35.289	51.173	54.161	58.913	63.869	67.334	75.082	...
concernant : *les règlements judiciaires*	*15.393*	*15.217*	*14.053*	*13.276*	*16.943*	*17.552*	*18.994*	*20.466*	*21.558*	*23.564*	...
les conversions de règlements judiciaires en liquidation des biens (3)	*4.196*	*4.706*	*4.214*	*3.910*	*5.752*	*6.107*	*6.671*	*7.549*	*7.953*	8.980	...
les liquidations des biens (3)	*21.230*	*22.476*	*22.110*	*18.103*	*28.478*	*30.502*	*33.248*	*35.854*	*37.823*	42.538	...
Affaires terminées	10.487	11.456	10.446	7.996	12.323	12.405	13.190	14.420	15.021	16.241	...
concernant : *les règlements judiciaires*	*3.772*	*3.894*	*3.263*	*2.952*	*3.673*	*3.386*	*4.098*	*3.854*	*4.203*	*4.546*	...
les conversions de règlements judiciaires en liquidations des biens (3)	*1.223*	*1.173*	*1.316*	*1.033*	*1.527*	*1.614*	*1.528*	*1.920*	*1.824*	*1.852*	...
les liquidations des biens (3)	*5.492*	*6.389*	*5.867*	*4.011*	*7.123*	*7.405*	*7.564*	*8.646*	*8.994*	*9.843*	...
• Actes de sociétés commerciales :											
Actes de constitution	21.725	26.540	•	27.842	27.646	34.276	36.530	35.662	40.850	45.101	...
dont : *S.A.R.L.*	*15.503*	*19.279*	•	*20.620*	*21.098*	*27.054*	*28.984*	*28.805*	*32.593*	*36.174*	...
sociétés anonymes	*5.041*	*6.060*	•	*6.104*	*5.309*	*6.051*	*5.886*	*5.520*	*5.980*	*6.260*	...
Actes de dissolution	8.443	8.871	•	9.409	10.647	8.569	10.616	12.003	12.238	12.032	...
Actes de modification aux statuts	107.764	126.218	•	104.900	114.513	117.620	124.067	130.200	136.373	139.414	...
CONSEILS DE PRUD'HOMMES											
Bureau de conciliation :											
Affaires à concilier	71.716	73.524	75.344	76.673	83.094	80.785	82.515	88.630	106.210	121.952	...
Affaires terminées	69.685	71.403	73.163	73.469	78.969	75.749	77.395	81.201	98.751	103.884	...
dont : *conciliées*	*15.295*	*15.473*	*14.931*	*13.163*	*13.466*	*12.635*	*12.127*	*11.290*	*13.289*	*12.060*	...
non conciliées transmises au bureau de jugement	*39.200*	*40.811*	*42.531*	*44.101*	*43.671*	*44.241*	*44.062*	*48.299*	*62.524*	*71.245*	...
TRIBUNAUX PARITAIRES DE BAUX RURAUX											
Bureau de conciliation :											
Affaires à concilier	*7.765*	*7.465*	*9.789*	*6.962*	*7.318*	*7.639*	*6.848*	*6.910*	*7.138*	*6.913*	...
Affaires terminées	*7.416*	*7.153*	*9.396*	*6.602*	*6.964*	*7.198*	*6.399*	*6.491*	*6.639*	*6.383*	...
dont : *conciliées*	*1.087*	*1.047*	*967*	*897*	*940*	*1.015*	*974*	*1.005*	*1.038*	*964*	...
non conciliées transmises au bureau de jugement	*4.954*	*4.674*	*6.986*	*4.570*	*4.787*	*5.220*	*4.567*	*4.661*	*4.959*	*4.704*	...

(1) Pour 1981 : résultats consécutifs à la mise en place d'une réforme générale du système d'enquêtes pour la justice civile (voir § « Sources et méthodes », p. 139). Sont repris, jusqu'en 1978 inclus, les résultats de l'enquête « Divorce », jugés plus compatibles avec ceux de l'observation actuelle. Pour 1979 et 1980, période de mise en place du nouveau système, sont publiées des estimations sur la base de l'enquête précédente. — (2) Divorces directs et divorces prononcés par conversion de séparation de corps. — (3) La liquidation des biens, instituée en 1968, remplace la faillite pour les jugements prononcés à partir de 1970.

urce : Ministère de l'intérieur. *Unité :* millier

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
semble des infractions constatées (2) . .	**12.369**	**■ 14.817**	**13.931**	**13.890**	**14.852**	**13.924**	**14.460**	**14.705**	**16.139**	**16.579**	**16.705**
Infractions contre les personnes.....	•	81	84	85	87	85	91	90	95	101	106
Infractions contre les biens.....	•	1.358	1.419	1.469	1.570	1.540	1.762	1.808	1.960	2.231	2.485
Infractions contre la paix publique et l'État	•	36	37	41	48	50	56	58	67	70	75
Infractions économiques et financières...	•	38	49	50	54	36	40	54	76	71	71
Infractions contre la santé publique.....	3	■ 3	3	3	4	4	5	8	11	11	14
Infractions aux règles de la circulation routière.....	11.067	12.511	12.168	12.063	12.940	12.100	12.362	12.557	13.808	13.952	13.815
Infractions diverses.....	•	160	171	178	150	109	144	131	122	143	139

(1) Les statistiques de police judiciaire comprennent toutes les infractions constatées sur le territoire métropolitain et diffèrent donc des statistiques des idictions pénales portant soit sur les jugements prononcés, soit sur les personnes condamnées. On rappelle que la qualification définitive de l'infraction énoncée par le jugement. — (2) Un nouveau système statistique a été mis en place en 1972 par le service central d'études de la délinquance; l'amélioran ainsi réalisée explique l'importance exceptionnelle de la variation que l'on observe à partir de 1972.

U 2.04 - 4

des parquets

urce : Ministère de la justice. *Unité :* millier

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	*p* 1982
ocès-verbaux reçus dans l'année.....	**9.649**	**10.789**	**9.987**	**12.969**	**13.391**	**12.935**	**13.489**	**13.825**	**15.402**	**14.054**	**15.676**
ocès-verbaux restant à orienter de l'année précédente.....	521	563	662	720	846	879	978	1.019	1.166	1.325	1.434
Ensemble des procès-verbaux à orienter.....	**10 170**	**11 352**	**10 649**	**13 689**	**14 237**	**13 814**	**14 467**	**14 844**	**16 568**	**15.379**	**17.110**
ocès-verbaux orientés dans l'année.....	9.607	10.690	9.929	12.843	13.358	12.836	13.448	13.678	15.243	13.945	15.439
soit :											
assés sans suite.....	2.652	2.749	3.310	3.387	3.339	3.292	3.532	3.887	4.164	5.363	5.316
mmuniqués aux juges d'instruction....	71	71	72	72	67	67	65	65	67	61	64
mmuniqués aux juges des enfants.....	44	44	45	48	50	53	52	61	62	67	69
rtés directement à l'audience des tribunaux correctionnels par le ministère public.....	422	444	452	505	499	527	542	528	557	514	543
nvoyés devant le tribunal de police....	6.418	7.382	6.050	8.830	9.403	8.897	9.257	9.137	10.393	7.940	9.448

U 2.04 - 5

des juridictions d'instruction

urce : Ministère de la justice.

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	*p* 1982
ffaires anciennes.....	44.792	47.119	49.398	50.459	50.365	48.019	46.303	46.563	48.568	49.950	45.819
ffaires nouvelles.....	71.045	71.092	72.379	72.401	67.081	66.817	64.755	65.628	66.168	59.525	63.747
Ensemble des affaires à étudier...	**115 837**	**118 211**	**121 777**	**122 860**	**117 446**	**114 836**	**111 058**	**112 191**	**114 736**	**109.475**	**109.566**
nsemble des affaires terminées.....	67.445	68.825	68.575	72.501	69.261	66.506	64.493	63.623	64.786	63.656	59.470
dont :											
Ordonnances de non lieu.....	15.031	16.038	17.546	16.277	14.749	13.589	12.888	12.814	12.905	13.952	12.412
Jonctions, dessaisissements, incompétence.....	///	///	///	///	2.722	3.663	3.870	3.752	3.899	4.076	4.354
Ordonnances de renvoi.....	51.522	51.854	50.446	55.050	51.442	49.174	47.579	46.920	47.874	45.572	42.650
soit :											
Devant la chambre d'accusation..	1.176	1.269	1.303	1.491	1.510	1.535	1.621	1.814	1.863	1.944	1.590
Devant le tribunal correctionnel.	44.058	44.244	43.019	47.478	45.675	43.674	42.366	41.718	42.398	40.211	38.070
Devant le tribunal pour enfants..	2.681	2.711	2.834	2.962	2.990	3.168	2.846	2.605	2.893	3.032	2.690
Devant une autre juridiction....	3.607	3.630	3.290	3.119	1.267	797	746	783	720	385	300

... cassation : activité de la Chambre criminelle (1)

Source : Ministère de la justice.

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Affaires anciennes	1.448	1.773	1.786	2.021	1.989	2.181	2.370	2.663	3.011	3.262	2.967
Affaires nouvelles	4.101	3.910	3.768	3.443	3.686	3.917	4.476	5.042	5.383	5.210	4.492
Ensemble des affaires à juger	**5.549**	**5.683**	**5.554**	**5.464**	**5.675**	**6.098**	**6.846**	**7.705**	**8.394**	**8.472**	**7.459**
Affaires jugées dans l'année	3.776	3.897	3.611	3.475	3.494	3.728	4.183	4.694	5.132	5.505	4.644
Arrêts rendus dans l'année	3.968	4.157	3.775	3.628	3.635	3.868	4.343	4.864	5.308	5.764	4.900
dont : *cassation*	*315*	*406*	*478*	*370*	*373*	*468*	*480*	*519*	*512*	*514*	*480*
rejet	*2.543*	*2.514*	*2.151*	*1.922*	*1.933*	*2.114*	*2.403*	*2.702*	*3.025*	*3.059*	*2.775*
irrecevabilité ou déchéance	*411*	*447*	*458*	*515*	*529*	*569*	*598*	*587*	*613*	*587*	*429*
désistement	*359*	*471*	*446*	*458*	*464*	*374*	*492*	*512*	*586*	*901*	*553*

(1) Jusqu'en 1974, les statistiques correspondent à la période du 1er août de l'année précédente au 31 juillet de l'année indiquée. A partir de 1975, l'année judiciaire correspond à l'année civile.

AU 2.04 - 7

l'assises

Source : Ministère de la justice.

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Ensemble des condamnés	**1 209**	**1 390**	**1 463**	**1 378**	**2 076**	**1 764**	**1 867**	**2 180**	**2.072**	**2.275**
dont : *outre-mer*	*95*	*89*	*77*	*77*	*84*	*84*	*100*	*52*	*40*	*83*
• Répartition des condamnés selon la nature du crime :										
Ensemble	1.209	1.390	1.463	1.378	2.076	1.764	1.867	2.180	2.072	2.255
Infractions contre les personnes	712	766	706	707	946	922	954	1.022	1.052	1.280
dont : *meurtre, assassinat*	*222*	*270*	*263*	*257*	*357*	*344*	*353*	*351*	*336*	*444*
viol, attentat à la pudeur	*272*	*299*	*312*	*236*	*305*	*285*	*272*	*346*	*435*	*503*
Infractions contre les biens	480	605	740	620	1.053	799	846	1.054	956	953
dont : *vol*	*400*	*513*	*629*	*499*	*914*	*659*	*695*	*851*	*805*	*827*
Infractions contre la paix publique et l'État	17	19	17	51	77	25	36	45	21	22
Autres infractions	–	–	–	–	–	18	31	59	43	–
• Répartition des condamnés selon la nature de la peine :										
Condamnation à mort (1)	21	11	11	12	17	4	2	–	28	16
Réclusion et détention criminelle à perpétuité	26	45	46	35	55	54	53	48	34	42
Réclusion et détention criminelle à temps	546	653	697	646	1.057	929	1.034	1.132	1.113	1.034
Emprisonnement	616	681	707	679	939	770	778	1.000	895	1.156
Amende seulement		–	2	6	8	7	–	–	2	7
Ensemble	1.209	1.390	1.463	1.378	2.076	1.764	1.867	2.180	2.072	2.255
Peines fermes	912	1.221	1.133	1.219	1.874	1.588	1.649	1.915	1.884	2.082
Peines avec sursis	297	169	330	159	202	176	218	265	188	173
• Répartition des condamnés selon le sexe :										
Ensemble	1.209	1.390	1.463	1.378	2.076	1.764	1.867	2.180	2.072	2.255
Hommes	1.120	1.304	1.379	1.268	1.942	1.638	1.715	2.033	1.927	2.117
Femmes	89	86	84	110	134	126	152	147	145	138
• Répartition des condamnés selon l'âge :										
Ensemble	1.209	1.390	1.463	1.378	2.076	1.764	1.867	2.180	2.072	2.255
De 18 à moins de 25 ans	463	569	662	579	903	737	774	955	930	959
De 25 à moins de 40 ans	495	556	570	565	851	753	794	906	847	973
De 40 à moins de 60 ans	224	233	211	221	293	248	266	288	279	293
60 ans et plus	27	32	20	13	29	26	33	31	16	30
• Délinquants primaires et récidivistes :										
Ensemble	1.209	1.390	1.463	1.378	2.076	1.764	1.867	2.180	2.072	2.255
Délinquants primaires	845	906	862	749	1.290	1.076	1.062	1.098	•	•
Récidivistes	364	484	601	629	786	688	805	1.082	•	•

(1) Jugements contradictoires et par contumace jusqu'en 1975 et à partir de 1979; en 1976, 1977 et 1978, jugements contradictoires uniquement.

3 671322 T 81

x correctionnels (1)

istère de la justice.

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	■ 1979	1980
es condamnés	**358.092**	**382.458**	**376.228**	**240.674**	**387.242**	**412.336**	**405.372**	**439.537**	**450.230**	**472.397**
tre-mer	*7.850*	*10.251*	*9.122*	*4.497*	*8.216*	*8.347*	*9.070*	*10.083*	*7.833*	*9.315*
des condamnés selon la délit :										
	358.092	382.458	376.228	240.674	387.242	412.336	405.372	439.537	450.230	472.397
ntre les personnes	61.730	67.968	68.364	44.501	60.314	64.984	63.392	64.402	60.502	61.628
ups et blessures volontaires	*17.464*	*19.220*	*19.597*	*12.920*	*19.550*	*22.381*	*22.026*	*23.247*	*21.930*	*22.880*
micides et blessures involon-taires (circulation)	*14.781*	*17.161*	*18.412*	*10.029*	*14.293*	*16.482*	*17.775*	*16.633*	●	●
entats aux mœurs	*6.148*	*6.086*	*5.885*	*4.102*	*5.351*	*5.143*	*4.469*	*4.470*	*3.715*	*3.786*
ntre les biens	152.154	153.761	141.000	98.150	152.983	153.545	155.605	160.366	168.112	183.060
s	*74.514*	*80.890*	*77.895*	*59.298*	*91.008*	*87.375*	*87.128*	*91.272*	*92.575*	*100.927*
croqueries, abus de confiance	*7.599*	*8.635*	*8.409*	*5.980*	*7.891*	*9.928*	*9.604*	*10.298*	*10.560*	*10.959*
èques sans provision	*55.517*	*49.880*	*41.229*	*23.174*	*37.284*	*37.612*	*38.713*	*45.133*	*44.240*	●
ntre la paix publique et	16.770	17.946	17.875	13.269	19.324	20.914	21.173	23.384	16.442	19.372
trage envers dépositaire de l'autorité publique	*3.294*	*4.286*	*4.302*	*2.929*	*4.768*	*5.761*	*5.917*	*6.626*	*6.736*	*7.559*
rt d'armes, infraction à la réglementation des armes et explosifs	*2.519*	*2.647*	*2.618*	*2.457*	*3.326*	*3.478*	*3.376*	*3.859*	*2.804*	*2.965*
onomiques et financières	5.776	6.621	6.584	5.072	6.604	7.438	8.384	9.665	●	●
nqueroutes	*1.191*	*1.492*	*1.514*	*1.496*	*2.074*	*2.389*	*2.884*	*2.895*	●	●
udes commerciales	*2.642*	*2.868*	*2.670*	*1.304*	*1.525*	*1.994*	*1.847*	*2.273*	●	●
fractions fiscales	*494*	*427*	*406*	*585*	*922*	*754*	*746*	*839*	●	●
ontre la santé publique, a sécurité sociale	2.156	3.165	3.563	3.118	4.712	5.406	6.569	8.077	4.852	6.646
ge et trafic de stupéfiants	*814*	*1.507*	*1.464*	*1.192*	*1.263*	*2.425*	*3.124*	*3.968*	*3.750*	*5.501*
ontre la circulation et la n des transports	114.586	125.391	131.029	71.369	135.840	150.792	137.984	143.306	127.299	136.743
onduite d'un véhicule sans ermis	*9.386*	*14.854*	*16.663*	*10.796*	*22.082*	*23.879*	*23.954*	*26.971*	*19.014*	*19.494*
faut d'assurance	*31.613*	*26.217*	*25.914*	*12.738*	*24.547*	*26.751*	*23.998*	*24.814*	*38.892*	*37.949*
nduite en état d'ivresse	*26.658*	*31.071*	*35.267*	*19.455*	*38.059*	*40.471*	*40.169*	*41.218*	*38.300*	*40.802*
verses	4.920	7.606	7.813	5.195	7.465	9.257	12.265	18.337	73.023	64.948
des condamnés selon la a peine (2) :										
nement	188.139	202.003	191.111	136.532	210.930	211.865	■ 80.038	89.442	89.494	105.847
s de 3 mois	*134.844*	*146.853*	*142.912*	*84.740*	*142.832*	*146.630*	■ *35.177*	*41.420*	*45.206*	*53.197*
mois à moins de 1 an	*40.838*	*42.666*	*37.531*	*39.595*	*52.695*	*50.464*	■ *34.825*	*36.748*	*34.653*	*40.383*
an à moins de 3 ans	*11.559*	*11.398*	*9.704*	*11.006*	*14.012*	*13.404*	■ *8.914*	*9.958*	*8.371*	*10.761*
ans à moins de 5 ans	*743*	*872*	*810*	*942*	*1.081*	*1.067*	■ *952*	*1.080*	*1.042*	*1,208*
et plus	*155*	*214*	*154*	*249*	*310*	*300*	■ *170*	*236*	*222*	*298*
seulement	169.953	180.455	185.117	104.142	176.312	200.471	■ 187.214	196.427	215.194	219.707
substitution	///	///	///	///	///	●	■ 3.895	14.446	11.157	7.849
	358.092	382.458	376.228	240.674	387.242	412.336	405.372	439.537	450.230	472.397
rmes	*244.518*	*263.941*	*257.913*	*166.753*	*257.729*	*275.968*	*271.147*	*300.315*	*315.845*	*333.403*
ec sursis	*113.574*	*118.517*	*118.315*	*73.921*	*129.513*	*136.368*	*131.381*	*134.948*	*127.342*	*130.315*
de peine	///	///	///	///	●	●	*2.844*	*4.274*	*7.043*	*8.679*
des condamnés selon le										
	358.092	382.458	376.228	240.674	387.242	412.336	405.372	439.537	450.230	472.397
	310.603	*334.021*	*333.069*	*214.400*	*345.935*	*367.313*	*356.113*	*384.855*	*399.825*	*419.606*
	47.489	*48.437*	*43.159*	*26.274*	*41.307*	*45.023*	*49.259*	*54.682*	*50.405*	*52.791*
des condamnés selon l'âge :										
	358.092	382.458	376.228	240.674	387.242	412.336	405.372	439.537	450.230	472.397
noins de 25 ans	*111.518*	*121.288*	*117.894*	*78.468*	*129.390*	*138.435*	*142.952*	*158.312*	*157.609*	*179.531*
noins de 40 ans	*152.424*	*160.149*	*157.641*	*100.693*	*162.020*	*172.827*	*169.727*	*186.749*	*196.965*	*200.840*
noins de 60 ans	*83.335*	*89.346*	*89.012*	*54.689*	*85.630*	*90.205*	*83.284*	*85.595*	*86.920*	*84.249*
plus	*10.815*	*11.675*	*11.681*	*6.824*	*10.202*	*10.869*	*9.409*	*8.881*	*8.736*	*7.777*
s primaires et récidivistes :										
	358.092	382.458	376.228	240.674	387.242	412.336	405.372	439.537	450.230	472.397
nts primaires	*266.833*	*264.614*	*247.152*	*161.713*	*310.977*	*308.517*	*275.486*	*279.639*	●	●
es	*91.259*	*117.844*	*129.076*	*78.961*	*76.265*	*103.819*	*129.886*	*159.898*	●	●

n présente sous le titre « tribunaux correctionnels » les condamnations définitives prononcées par les tribunaux correctionnels ou par les cours d'appel, en gement de tribunal correctionnel. En 1979, un nouveau système statistique a été mis en place. Il n'utilise, pour sa gestion, qu'un extrait de la nomen-nelque 5.000 postes des infractions retenues pour le casier judiciaire. Seules les infractions les plus fréquentes sont ainsi prises en compte. Toute analyse e de la répartition des condamnés selon la nature des délits ou des contraventions est donc rendue délicate. — (2) A compter de 1977, la répartition selon la peine (emprisonnement ou amende) est établie pour les seuls condamnés à une peine ferme.

naux de police (1)

Ministère de la justice.

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
nés par contravention de 1re à se	1.189.402	2.435.407	2.575.080	2.059.708	579.285	579.038	341.053	403.024	401 535	378.581	402.643
nés pour contravention de 5e	77.347	94.510	126.986	168.049	71.567	144.517	146.538	135.006	114.463	151.243	152.137
s pénales fixes	///	///	•	3.528.750	2.536.235	5.750.402	5.128.346	5.515.056	5.664.283	5.707.132	6.657.458
ances pénales	///	///	•	1.490.763	1.238.370	1.527.853	1.535.323	1.749.055	1.563.350	1.501.761	1.549.603
s de composition	3.100.366	4.112.026	3.850.213	966.952	173.662	///	///	///	///	///	///
emble (2)	**4.367.115**	**6.641.943**	**6.652.279**	**8.214.222**	**4.599.119**	**8.001.810**	**7.151.260**	**7.802.141**	**7.743.616**	**7.738.717**	**8.761.841**
dont : *outre-mer*	*26.387*	*29.620*	*42.125*	*41.898*	*27.958*	*49.179*	*37.351*	*26.517*	*36.649*	43.674	61.841
nnés pour contravention de sse :											
rtition des condamnés selon la de la contravention :											
e	77.347	94.510	126.986	168.049	71.567	144.517	146.538	135.006	114.462	151.243	152.137
ns contre les personnes	51.348	61.859	66.841	65.586	34.518	52.302	49.685	57.933	49.970	508.335	•
t : *violences et voies de fait*	*9.398*	*11.803*	*13.016*	*12.587*	*6.863*	*11.052*	*11.040*	*13.056*	*11.203*	*14.081*	*17.719*
blessures involontaires	*39.418*	*47.602*	*52.334*	*50.467*	*25.620*	*37.130*	*35.777*	*40.554*	*35.047*	*36.754*	
racolage	*2.440*	*2.385*	*1.468*	*2.502*	*2.010*	*4.097*	*2.848*	*4.304*	*3.708*	•	•
ns contre les biens	159	187	26.132	67.014	20.524	54.055	54.380	15.491	2.143	•	•
t : *chèques sans provision*	///	///	*25.941*	*66.788*	*20.396*	*53.894*	*54.199*	*15.268*	*1.945*	•	•
ns contre la paix publique et	8.027	10.925	13.245	10.731	3.001	12.943	17.162	30.392	28.822	•	•
t : *police des chemins de fer*	*2.748*	*5.271*	*6.747*	*5.592*	*1.473*	*8.265*	*13.229*	*26.517*	*25.096*	•	•
ns économiques et financières	400	370	469	286	109	235	169	207	87	•	•
ns contre la santé publique, le , la sécurité sociale	8.642	8.340	7.964	8.560	4.533	8.042	8.630	9.001	8.483	•	•
ns contre la circulation routière coordination des transports	323	1.129	1.540	1.815	776	2.109	2.682	5.500	6.379	•	•
ns diverses	8.448	11.700	10.781	14.057	8.106	14.831	13.830	16.482	18.578	•	•
rtition des condamnés selon la ure de la peine (3) :											
prisonnement	2.175	2.483	4.027	6.485	1.948	4.329	5.661	1.786	1.421	2.778	2.806
ende seulement	75.172	92.027	122.959	161.564	69.619	140.188	140.877	128.817	109.489	142.130	142.444
e de substitution	///	///	///	///	///	///	•	108	150	551	4
e	77.347	94.510	126.986	168.049	71.567	144.517	146.538	135.006	114.462	151.243	152.137
es *fermes*	*74.487*	*91.272*	*122.792*	*162.716*	*69.136*	*140.296*	*142.525*	*130.711*	*111.067*	*145.459*	145.254
es *avec sursis*	*2.860*	*3.238*	*4.194*	*5.333*	*2.431*	*4.221*	*4.013*	*3.991*	*3.052*	*5.025*	5.928
enses de peine	///	///	///	///	///	•	•	*304*	*34*	*759*	955
tition des condamnés selon le											
e	77.347	94.510	126.986	168.049	71.567	144.517	146.538	135.006	114.462	151.243	152.137
nmes	65.893	80.582	104.687	130.199	56.720	110.989	113.386	109.764	95.495	127.088	129.838
mes	11.454	13.928	22.299	37.850	14.847	33.528	33.152	25.242	18.967	24.155	22.299
tition des condamnés selon l'âge:											
e	77.347	94.510	126.986	168.049	71.567	144.517	146.538	135.006	114.462	151.243	152.137
18 à moins de 25 ans	21.653	27.109	36.425	46.799	19.777	40.887	43.355	42.889	35.863	47.768	53.410
25 à moins de 40 ans	29.718	36.064	51.859	75.164	30.642	65.442	65.910	54.754	45.292	62.035	59.079
40 à moins de 60 ans	20.537	25.070	31.436	38.782	17.419	32.276	31.386	31.040	27.974	35.234	33.829
ns et plus	5.439	6.267	7.266	7.304	3.729	5.912	5.887	6.323	5.333	6.206	5.819
quants primaires et récidivistes :											
e	77.347	94.510	126.986	168.049	71.567	144.517	146.538	135.006	114.462	151.243	152.137
nquants primaires	71.192	83.146	103.490	131.703	57.917	130.381	120.084	109.569	87.423	•	•
idivistes	6.155	11.364	23.496	36.346	13.650	14.136	26.454	25.437	27.039	•	•

(1) On présente sous le titre « tribunaux de police », les condamnations définitives prononcées par les tribunaux de police ou par les cours d'appel, en appel ement de tribunal de police. — (2) En 1973 les statistiques des amendes pénales fixes et des ordonnances pénales correspondent à la période du 30 juin 1972 au nbre 1973 (mise en application des procédures simplifiées prévues par la loi du 3 janvier 1972, pour les contraventions commises après le 30 juin 1972). Ceci les variations observées en 1972 et 1973 dans l'évolution du nombre de condamnés devant les tribunaux de police. — (3) A compter de 1977, la répartition nature de la peine (emprisonnement ou amende) est établie pour les seuls condamnés à une peine ferme.

ce : Ministère de la justice.

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	■ 1977	1978	e 1979	1980	1981
mble des jeunes ayant fait l'objet une décision (2)	**45.462**	**50.420**	**50.916**	**53.645**	**58.625**	**58.349**	**63.290**	**63.700**	**65.760**	**68.109**	**73.401**
partition selon la nature de l'infraction :											
mble	45.462	50.420	50.916	53.645	58.625	58.349	63.290	63.700	65.760	68.109	73.401
es	47	63	125	61	111	75	85	92	79	139	156
s	43.959	48.700	49.051	51.687	56.982	56.681	61.295	61.957	63.815	65.573	71.071
dont : *contre les personnes*	*5.216*	*5.257*	*5.289*	*5.353*	*5.272*	*5.398*	*5.599*	*5.732*	*6.125*	*6.468*	*6.684*
contre les biens	*32.514*	*36.450*	*36.582*	*38.795*	*43.720*	*42.266*	*46.331*	*46.397*	*47.307*	*47.635*	*53.150*
raventions	1.456	1.657	1.740	1.897	1.532	1.593	1.910	1.651	1.866	2.397	2.174
partition selon la nature de la décision :											
mble	45.462	50.420	50.916	53.645	58.625	58.349	63.290	63.700	65.760	68.109	73.401
ittement ou relaxe	1.961	2.273	2.498	2.923	3.242	3.222	3.489	3.855	3.765	4.047	3.746
res	31.141	33.979	33.549	34.152	37.161	36.978	39.220	40.219	41.888	42.079	46.463
Admonestation, remise aux parents, tuteur	29.329	32.184	31.729	32.499	35.463	35.263	37.380	38.654	40.265	40.756	45.253
Remise à un établissement d'éducation, de rééducation ou de soins	1.538	1.553	1.525	1.444	1.527	1.415	1.505	1.217	1.252	953	799
Remise à l'aide sociale à l'enfance	274	242	295	209	171	277	188	148	155	137	96
Protection judiciaire	///	///	///	///	///	23	147	200	216	233	315
s	12.360	14.168	14.869	16.570	18.222	18.149	20.581	19.626	20.107	21.983	23.192
Emprisonnement	8.638	9.653	9.893	11.559	13.860	13.416	14.620	14.201	14.387	15.078	*16.432*
dont : *sans sursis*	*2.168*	*2.639*	*2.648*	*3.159*	*3.719*	*3.765*	*4.031*	*3.933*	*4.251*	*5.349*	*5.743*
Amende seulement	3.722	4.515	4.976	5.011	4.362	4.733	5.961	5.425	5.720	6.384	6.268
Autres peines	///	///	///	///	///	///	•	•	•	•	492
res complémentaires :											
nble des mineurs mis en liberté surveillée	7.707	7.652	7.004	6.716	5.911	5.566	5.702	5.398	5.100	4.532	4.239
partition selon le sexe :											
nble	45.462	50.420	50.916	53.645	58.625	58.349	63.290	63.700	65.760	68.109	73.401
Garçons	40.826	45.353	46.359	48.639	53.013	52.486	57.217	57.266	59.516	61.300	66.413
filles	4.636	5.067	4.557	5.006	5.612	5.863	6.073	6.434	6.244	6.809	6.988
partition selon l'âge :											
nble	45.462	50.420	50.916	53.645	58.625	58.349	63.290	63.700	65.760	68.109	73.401
De 6 à moins de 13 ans	3.547	3.975	3.845	3.561	3.781	3.593	3.586	3.655	3.156	2.951	3.184
De 13 à moins de 16 ans	16.153	17.937	18.261	18.940	20.006	20.177	21.173	20.792	21.305	22.101	24.521
De 16 à moins de 18 ans	25.762	28.508	28.810	31.144	34.838	34.579	38.531	39.253	41.299	43.057	45.696

(1) A partir de 1976, il a été tenu compte de la loi du 11 juillet 1975 modifiant et complétant l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance quante. — (2) Il s'agit ici, non pas de mineurs condamnés, mais de mineurs poursuivis pour présomption de crime, délit ou contravention. Jusqu'en les chiffres concernent la métropole; depuis 1976, ils concernent la métropole et l'outre-mer.

s de la jeunesse : mineurs protégés (1)

e : Ministère de la justice.

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	■ 1977	e 1978	1979	1980	1981
mble des jeunes ayant fait l'objet ne décision (2)	**64.790**	**64.081**	**62.919**	**63.002**	**65.310**	**63.117**	**64.239**	**68.488**	**68.165**	**67.321**	**68.146**
partition selon la mesure prise :											
nble	64.790	64.081	62.919	63.002	65.310	63.117	64.239	68.488	68.165	67.321	68.146
ne mesure	14.708	16.233	17.006	18.036	17.890	16.311	18.596	20.980	22.864	22.665	22.279
se aux parents, tuteur	29.834	28.726	28.570	28.613	29.101	28.362	27.643	30.017	28.688	29.020	30.436
se à un établissement d'éducation, de ducation ou de soins	6.105	5.916	5.383	5.148	6.345	5.818	5.812	5.543	5.351	5.379	5.173
se à l'aide sociale à l'enfance	14.143	13.206	11.960	11.205	11.974	12.626	12.188	11.948	11.272	10.257	10.258
partition selon le sexe :											
nble	64.790	64.081	62.919	63.002	65.310	63.117	64.239	68.488	68.165	67.321	68.146
Garçons	32.971	32.511	31.953	32.340	33.951	33.024	33.843	36.099	36.220	35.442	36.163
filles	31.819	31.570	30.966	30.662	31.359	30.093	30.396	32.389	31.945	31.879	31.983
partition selon l'âge :											
nble	64.790	64.081	62.919	63.002	65.310	63.117	64.239	68.488	68.165	67.321	68.146
Moins de 6 ans	15.898	15.375	14.721	14.373	15.516	15.804	16.726	17.045	15.623	15.060	14.557
De 6 à moins de 13 ans	20.385	19.411	19.235	18.947	20.640	21.006	20.832	22.767	21.845	21.537	22.190
De 13 à moins de 16 ans	12.658	12.440	12.447	12.894	13.857	14.444	14.272	15.520	16.176	16.212	16.567
De 16 à moins de 18 ans	9.704	10.145	10.089	10.363	10.868	11.863	12.409	13.156	14.521	14.512	14.832
De 18 à moins de 21 ans	6.145	6.710	6.427	6.425	4.429	///	///	///	///	///	///

(1) Cf. loi du 4 juin 1970 relative à la protection de l'enfance et de l'adolescence en danger et article 375 du code civil. — (2) Jusqu'en 1975, les es concernent la métropole; depuis 1976, ils concernent la métropole et l'outre mer.

ictions de la jeunesse : majeurs protégés (1)

Source : Ministère de la justice.

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	e 1978	1979	1980	1981
Ensemble des majeurs protégés	///	///	///	///	///	**2.240**	**2.453**	**2.512**	**2.814**	**2.919**	**3.014**
• Répartition selon la nature de la protection judiciaire :											
Ensemble	///	///	///	///	///	2.240	2.453	2.512	2.814	2.919	3.014
Mesure faisant suite à une prise en charge éducative antérieure	///	///	///	///	///	1.863	1.854	...	1.900	2.300	2.476
Mesure nouvelle	///	///	///	///	///	377	599	...	914	619	538
• Répartition selon la nature de la mesure éducative :											
Ensemble	///	///	///	///	///	2.240	2.453	2.512	2.814	2.919	3.014
Remise à un service de milieu ouvert	///	///	///	///	///	537	577	...	854	778	971
Remise à un établissement d'éducation, de rééducation ou de soins	///	///	///	///	///	1.703	1.876	...	1.960	2.141	2.043
• Répartition selon le sexe :											
Ensemble	///	///	///	///	///	2.240	2.453	2.512	2.814	2.919	3.014
Hommes	///	///	///	///	///	1.272	1.385	...	1.606	1.622	1.651
Femmes	///	///	///	///	///	968	1.068	...	1.208	1.297	1.363

(1) Cf. décret du 18 février 1975 relatif à la protection des jeunes majeurs.

EAU 2.04 - 13

tion surveillée : jeunes suivis en action éducative sur décision des seules juridictions de la jeunesse (1)

Source : Ministère de la justice.

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Ensemble des jeunes suivis au 31 décembre	...	...	**117.414**	**117.641**	**121.910**	**119.099**	**122.037**	**127.199**	**125.096**	**121.031**	**122.811**
• Répartition selon le secteur de prise en charge :											
Ensemble	...	...	117.414	117.641	121.910	119.099	122.037	127.199	125.096	121.031	122.811
Secteur public	34.759	34.584	35.827	35.584	33.467	31.236	31.580	32.656	34.051	33.866	33.675
Secteur privé	...	...	81.587	82.057	88.443	87.863	90.457	94.543	91.045	87.165	89.136
• Répartition selon la nature juridique de la mesure :											
Ensemble	...	...	117.414	117.641	121.910	119.099	122.037	127.199	125.096	121.031	122.811
Mineurs délinquants	...	...	26.928	25.798	24.037	20.357	19.445	18.207	17.936	16.976	16.308
Mineurs et majeurs protégés	...	...	90.486	91.843	97.873	98.742	102.592	108.992	107.160	104.055	106.503
• Répartition selon l'âge :											
Ensemble	...	...	117.414	117.641	121.910	119.099	122.037	127.199	125.096	121.031	122.811
Moins de 10 ans	...	...	...	...	...	...	40.978	44.474	41.950	39.779	36.466
De 10 à moins de 16 ans	...	...	...	...	...	...	51.458	53.476	53.155	51.227	53.187
De 16 à moins de 18 ans	...	...	...	...	...	...	23.561	23.869	24.284	24.496	27.329
18 ans et plus	...	...	...	...	...	...	6.040	5.380	5.707	5.529	5.829
• Répartition selon le sexe :											
Ensemble	...	...	117.414	117.641	121.910	119.099	122.037	127.199	125.096	121.031	122.811
Garçons	...	...	...	...	...	71.531	72.872	75.671	72.596	71.459	72.573
Filles	...	...	...	...	...	47.568	49.165	51.528	52.500	49.572	50.238
• Répartition selon la structure de prise en charge :											
Ensemble	...	...	117.414	117.641	121.910	119.099	122.037	127.199	125.096	121.031	122.811
Établissements	...	...	19.978	19.916	19.314	18.094	17.043	18.049	17.844	17.004	17.997
Services de milieu ouvert	...	...	97.436	97.725	102.596	101.005	104.994	109.150	107.252	104.027	104.814

(1) Les établissements et services de l'éducation surveillée menant l'action éducative à l'égard des jeunes qui leur sont confiés, par décision judiciaire notamment, sont : les institutions spéciales d'éducation surveillée, les foyers d'action éducative, les consultations d'orientation éducative (activité du service d'observation et d'éducation en milieu ouvert), les centres d'orientation et d'action éducative et les services de liberté surveillée du secteur public, les internats, les foyers, les services d'observation en milieu ouvert, d'action éducative en milieu ouvert, d'orientation et d'action éducative et de placement familial du secteur privé.

de la population pénale

ce : Ministère de la justice.

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
ilieu fermé :											
ulation pénale en milieu fermé au r janvier (1)	**32.890**	**31.512**	**28.276**	**27.165**	**30.715**	**31.657**	**33.484**	**34.580**	**36.918**	**40.365**	**31.551**
ropole :											
ulation pénale en milieu fermé au 1er jan-er	31.668	30.306	27.100	26.032	29.482	30.511	32.259	33.315	35.655	38.957	30.340
nbre d'entrées au cours de l'année	78.121	76.030	73.526	77.709	73.698	79.415	84.407	88.903	96.955	80.897	74.427
nbre de personnes concernées dans l'année.	109.789	106.336	100.626	103.741	103.180	109.926	116.666	122.218	132.610	119.854	104.767
nbre de sorties au cours de l'année	79.483	79.236	74.594	74.259	72.669	77.667	83.351	86.563	93.653	89.514	70.188
ilieu ouvert :											
ulation pénale en milieu ouvert au r janvier	**25.113**	**32.670**	**39.921**	**37.644**	**44.461**	**53.481**	**62.193**	**67.972**	**71.262**	**73.448**	**45.842**
ationnaires sous contrôle des comités au r janvier	22.069	29.430	35.365	32.950	39.762	48.685	57.297	63.147	66.327	68.805	42.161
Probationnaires pris en charge dans l'année	*11.667*	*13.598*	*15.967*	*14.512*	*18.705*	*20.023*	*20.608*	*21.520*	*21.670*	*20.951*	...
Total des fins de probation pour l'année	*4.306*	*7.663*	*18.382*	*7.700*	*9.782*	*11.411*	*14.758*	*18.340*	*19.192*	*47.595*	...
rés conditionnels	2.382	2.582	3.947	4.235	4.276	4.497	4.700	4.700	4.833	4.552	3.624
rdits de séjour (2)	662	658	609	459	423	299	196	125	102	91	57

(1) Ensemble des détenus (prévenus et condamnés) en métropole et départements d'outre-mer. — (2) Il ne s'agit pas de l'ensemble des interdits de ur mais uniquement de ceux pris en charge par l'administration pénitentiaire.

Caractéristiques de la population pénale en milieu fermé

(situation au 1er janvier de l'année considérée)

Source : Ministère de la justice.

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Ensemble de la population pénale en milieu fermé	**32.890**	**31.512**	**28.276**	**27.165**	**30.715**	**31.657**	**33.484**	**34.580**	**36.918**	**40.365**	**31.551**
Métropole	31.668	30.306	27.100	26.032	29.482	30.511	32.259	33.315	35.655	38.957	30.340
Départements d'outre-mer	1.222	1.206	1.176	1.133	1.233	1.146	1.225	1.265	1.263	1.408	1.211
• Répartition entre prévenus et condamnés :											
Ensemble	32.890	31.512	28.276	27.165	30.715	31.657	33.484	34.580	36.918	40.365	31.551
Prévenus	13.145	12.552	12.339	13.236	13.188	13.388	14.133	14.583	16.302	17.831	15.751
Détenus soumis à la contrainte par corps	292	285	294	174	299	354	409	410	410	434	178
Condamnés	19.453	18.675	15.643	13.755	17.228	17.915	18.942	19.587	20.206	22.100	15.622
• Répartition selon le sexe :											
Ensemble	32.890	31.512	28.276	27.165	30.715	31.657	33.484	34.580	36.918	40.365	31.551
Hommes	31.907	30.621	27.530	26.436	29.961	30.782	32.493	33.562	35.759	39.071	30.537
Femmes	983	891	746	729	754	875	991	1.018	1.159	1.294	1.014
Ensemble de la population pénale métropolitaine en milieu fermé	**31.668**	**30.306**	**27.100**	**26.032**	**29.482**	**30.511**	**32.259**	**33.315**	**35.655**	**38.957**	**30.340**
• Répartition entre prévenus et condamnés :											
Ensemble	31.668	30.306	27.100	26.032	29.482	30.511	32.259	33.315	35.655	38.957	30.340
Prévenus	12.813	12.258	12.023	12.889	12.825	13.065	13.820	14.167	15.849	17.313	15.274
Détenus soumis à la contrainte par corps	272	273	269	171	293	350	387	401	390	423	174
Condamnés	18.583	17.775	14.808	12.972	16.364	17.096	18.052	18.747	19.416	21.221	14.892
• Répartition selon l'âge :											
Ensemble	31.668	30.306	27.100	26.032	29.482	30.511	32.259	33.315	35.655	38.957	30.340
Moins de 18 ans	713	611	614	721	594	714	697	727	757	934	834
De 18 à moins de 25 ans	11.667	11.235	10.547	10.480	11.816	12.111	12.580	12.366	13.367	14.427	11.230
De 25 à moins de 40 ans	13.926	13.440	11.747	11.108	12.800	13.474	14.251	15.173	16.073	17.575	13.603
De 40 à moins de 60 ans	5.017	4.716	3.938	3.509	4.044	3.961	4.477	4.724	5.114	5.575	4.381
60 ans et plus	345	304	254	214	228	251	254	325	344	446	292
• Répartition des condamnés selon l'infraction :											
Ensemble	18.583	17.775	14.808	12.972	16.364	17.096	18.052	18.747	19.416	21.221	14.892
Infractions contre les personnes	4.418	4.057	3.419	3.104	3.666	3.847	4.270	4.944	5.256	5.949	5.001
Infractions contre les biens	12.161	11.666	9.728	8.476	11.047	11.316	11.768	11.630	11.844	12.453	8.334
Infractions contre la paix publique et l'État	713	731	610	572	667	775	728	820	707	1.001	394
Autres infractions	1.291	1.321	1.051	820	984	1.158	1.286	1.353	1.609	1.818	1.163
• Répartition des condamnés selon la peine :											
Ensemble	18.583	17.775	14.808	12.972	16.364	17.096	18.052	18.747	19.416	21.221	14.892
Condamnation à mort	1	2	1	1	–	2	1	–	–	–	–
Réclusion et détention criminelle à perpétuité	242	223	200	185	201	226	266	308	333	349	372
Réclusion et détention criminelle à temps	3.402	3.030	2.793	2.755	2.976	3.322	3.588	3.797	4.213	4.672	4.756
5 ans d'emprisonnement et plus	148	189	243	246	317	419	467	554	610	687	603
De 3 ans à moins de 5 ans d'emprisonnement	1.428	1.300	1.170	1.159	1.284	1.474	1.615	1.638	1.713	2.094	1.647
De 1 an à moins de 3 ans d'emprisonnement	5.142	5.073	3.972	3.588	4.586	5.163	5.145	5.328	5.169	5.593	3.832
De 3 mois à moins d'un an d'emprisonnement	6.638	6.273	4.817	4.155	5.684	5.241	5.439	5.425	5.451	5.649	3.234
Moins de 3 mois d'emprisonnement	1.491	1.580	1.491	738	1.133	1.088	1.392	1.550	1.759	1.995	448
Tutelle pénale	91	105	121	145	183	161	139	147	168	182	///

de la justice

dôme, 75042 Paris Cedex 01. Tél. : 261.80.22.

le la statistique;

des affaires criminelles et des grâces : Service d'études criminologiques;

de l'administration pénitentiaire : Service des études umentation et des statistiques;

de l'éducation surveillée : Centre de formation et de de l'éducation surveillée;

coordination et de la recherche.

Publications

— Annuaire statistique de la justice, édité par la Documentation française;
— Compte général de l'administration de la justice criminelle et de la justice civile et commerciale, annuel, édité par la Documentation française;
— Rapport annuel de l'éducation surveillée;
— « Annales de Vaucresson », édition Cujas;
— Rapport annuel de l'administration pénitentiaire;
— Rapport annuel de la Cour de cassation;
— La criminalité en France d'après les statistiques de police judiciaire, annuel (Ministère de l'intérieur);
— L'organisation judiciaire en France, de H. PINSSEAU et A. SIERENS (« Notes et études documentaries », nº 4453, 1978, édité par la Documentation française);
— Rapport « Le divorce en France », *Collections de l'I.N.S.E.E.*, série D.
— Études et recherches du Centre de formation et de recherche de l'éducation surveillée et du Centre national d'études et de recherches pénitentiaires.

ement

1. Les enquêtes logement
2. Définitions générales
3. Définitions particulières aux enquêtes logement

ableaux présentés dans ce chapitre sont tous issus ploitation des enquêtes logement de 1973 et 1978. nnées issues du recensement de 1975 ont été s dans les précédentes éditions de l'annuaire. La édiane des deux enquêtes est respectivement : embre 1973 et 1er juin 1978.

s enquêtes logement

tuées au 4e trimestre 1973 et au 2e trimestre lles font suite à une série d'enquêtes analogues s par l'I.N.S.E.E. en 1955, 1961, 1963, 1967 et

es ces enquêtes ont été réalisées par interview, d'un échantillon représentatif de l'ensemble des nts existant en France à la date de l'enquête.

échantillon a été constitué à partir de deux bases dage :

recensement précédent de la population pour ements achevés à la date de ce recensement;
fichier des logements neufs géré par le Ministère vironnement et du cadre de vie pour les logements entre le recensement et la date de l'enquête.

ille de l'échantillon était en 1973 de 58.395 loge- en 1978 de 31.093 logements; l'échantillon de on Ile-de-France a été augmenté en vue d'études toutes les autres régions ont les mêmes taux de e (1).

enquêtes comportent :

'une part, des questions sur les caractéristiques ues du parc (taille, confort) et sur les caractéris- démographiques du ménage occupant (catégorie ofessionnelle, statut d'occupation, nombre de nes);

'autre part, des questions détaillées axées sur les es de logement (loyers, prix d'acquisition, moda- e financement utilisées par les accédants à la té).

finitions générales

définitions des concepts les plus importants sont s ci-après.

GEMENTS D'HABITATION

local séparé indépendant et fixe utilisé pour l'habi- onstitue un logement d'habitation. Si ces logements ccupés de manière permanente, ce sont des résidences principales; sinon, ce sont des résidences secondaires ou des logements vacants.

les pièces indépendantes louées, sous-louées ou prêtées à des particuliers, les chambres meublées dans un hôtel ou une pension de famille, occupées par des personnes qui y vivent la plus grande partie de l'année ou qui n'ont pas d'autre résidence, les constructions provisoires à usage d'habitation et les habitations de fortune.

23. RÉSIDENCES SECONDAIRES

Ce sont des logements qui ne sont occupés qu'une faible partie de l'année; les logements de vacances, en particulier les maisons et logements meublés loués pour des séjours touristiques, sont également recensés comme résidences secondaires.

24. LOGEMENTS VACANTS

Ce sont des logements sans occupant à l'époque du recensement ou de l'enquête et qui ne sont pas utilisés comme résidences secondaires.

25. MÉNAGES ORDINAIRES

On appelle ménage ordinaire l'ensemble des personnes qui occupent une résidence principale, y compris, le cas échéant, certaines personnes recensées ailleurs au titre de la population comptée à part (élèves internes, militaires du contingent en particulier). Par définition, il y a ainsi identité entre le nombre de résidences principales et le nombre de ménages ordinaires.

La population totale comprend : la population des *ménages ordinaires*, celle des *ménages collectifs* (vieillards en hospice, communautés religieuses, etc.), celle vivant en *habitations mobiles* (roulottes ou bateaux) ainsi que la population *comptée à part* non réintégrée dans des ménages ordinaires.

26. INDICE DE PEUPLEMENT

Pour calculer l'indice de peuplement, on définit un nombre de pièces normatif de la façon suivante :

On compte :

1 pièce pour chaque personne mariée, veuve ou divorcée dont le conjoint n'habite pas le logement;
1 pièce pour chaque couple vivant dans le logement;
1 pièce pour chaque personne célibataire de plus de 18 ans;
1 pièce pour chaque groupe de deux enfants de 7 à 18 ans de même sexe;
1 pièce pour chaque groupe de deux enfants de moins de 7 ans;
plus une unité pour la salle de séjour.

L'indice de peuplement est alors ainsi calculé :

— surpeuplement accentué : le nombre de pièces du logement est inférieur d'au moins deux unités au nombre de pièces normatif;

— surpeuplement modéré : le nombre de pièces du logement est inférieur d'une unité au nombre de pièces normatif;

---

(1) Pour plus de précisions : cf. les volumes des *Collections de l'I.N.S.E.E.*, M 42 et M 85.

épasse d'une unité le nombre de pièces normatif;
peuplement prononcé : le nombre de pièces du
lépasse de deux unités le nombre de pièces

peuplement très accentué : le nombre de
logement dépasse d'au moins trois unités le
pièces normatif.

ORIE DE COMMUNE

munes sont classées selon l'appartenance à une
ine et la population de cette unité urbaine.
la population recensée en 1968 (respectivement
elon la définition de l'agglomération au recen-
1968 (respectivement 1975) pour les résultats
nquête de 1973 (respectivement 1978).

nitions particulières aux enquêtes nent

IÉTAIRES

iétaire accédant à la propriété :
sidéré comme accédant à la propriété tout
ant effectué, au cours de l'année précédant
au moins un versement pour le remboursement
ment des intérêts) d'un (ou plusieurs) prêt(s)
) pour l'achat ou la construction du logement
e.

ant à la propriété H.L.M. :
ge rembourse un prêt d'un organisme H.L.M.
lic d'H.L.M., Société anonyme d'H.L.M., Société
d'H.L.M., Société de crédit immobilier).

lant à la propriété d'un logement aidé par le
cier :
chat de son logement, le ménage rembourse un
rédit foncier (prêt spécial immédiat ou prêt
éré) ou a obtenu une prime à la construction;
t soit être perçue par le ménage, soit venir en
d'échéances de remboursement, soit prendre la
bonification d'intérêt.

lant à la propriété d'un logement non aidé de
nain :
ge accédant n'a pas obtenu de prêt H.L.M., ni
Crédit foncier. Il est le premier propriétaire de
ent.

lant à la propriété d'un logement non aidé de
ain :
accédant à la propriété d'un logement acquis
ménage et ne bénéficiant pas d'une aide de
H.L.M., ni Crédit foncier).

TAIRES, FERMIERS, MÉTAYERS, LOGÉS UITEMENT

ssés dans la catégorie locataires, les ménages
un loyer, y compris ceux qui sont logés par
r (convention contraire à celle retenue pour le
nt), les locataires-coopérateurs, les ménages en
nte (s'ils ne sont pas juridiquement pro-

- H.L.M. :

Y compris les I.L.M. (Immeubles à loyer moyen), I.L.N. (Immeubles à loyer normal), P.S.R. (Programme social de relogement), P.L.R. (Programme à loyer réduit).

- Logements soumis à la loi de 1948 :

La loi du 1er septembre 1948 réglemente les loyers des logements achevés avant sa promulgation. Le loyer peut être fixé d'après la « *surface corrigée* » (surface réelle modifiée pour tenir compte de la qualité du logement) ou selon le système « *forfaitaire* » qui prend pour base de calcul le loyer payé effectivement le 1er juillet 1948.

32.2. *Autres locataires*

Ce sont, d'une part, les logés en meublés, garni ou hôtel, et, d'autre part, les sous-locataires.

32.3. *Fermiers, métayers*

Ce sont les agriculteurs dont le logement fait partie du bail à ferme ou du contrat de métayage.

32.4. *Logés gratuitement*

Y compris les usufruitiers, les ménages qui ont vendu leur logement en viager et les ménages logés gratuitement par l'employeur.

33. CHARGE FINANCIÈRE BRUTE

C'est le montant annuel des dépenses de loyer (charges locatives exclues) ou de remboursement(s) d'emprunt(s) [capital et intérêt(s)] contracté(s) pour l'achat ou la construction du logement occupé par le ménage accédant à la propriété.

34. CHARGE FINANCIÈRE NETTE

Elle est définie comme la charge financière brute déduction faite du montant de l'allocation de logement éventuellement perçue.

35. TAUX D'EFFORT NET

C'est le rapport entre la charge financière nette et le revenu du ménage déclaré à l'enquête, calculé comme rapport de la charge moyenne au revenu moyen et non comme moyenne des taux d'effort individuels.

36. PRIX DU LOGEMENT

C'est le prix d'achat du logement y compris celui du terrain, à la date de l'acquisition du logement.

37. NOMBRE D'UNITÉS DE CONSOMMATION.

On compte :
1 pour le premier adulte du ménage ;
0,7 pour chacun des adultes suivants ;
0,5 pour chaque enfant du ménage.
Adulte : toute personne âgée de plus de 13 ans ;
Enfant : toute personne âgée de moins de 14 ans.

AVERTISSEMENT. — Dans les tableaux relatifs aux enquêtes logement de 1973 et 1978, la cohérence comptable des chiffres n'est pas toujours assurée à la décimale ou à l'unité près en raison d'arrondis effectués indépendamment sur chaque résultat par l'ordinateur.

Source : I.N.S.E.E. (enquêtes logement de 1973 et 1978). *Unité :* millier

Catégorie de commune	Résidences principales		Logements vacants		Résidences secondaires		Ensemble	
	1973	1978	1973	1978	1973	1978	1973	1978
Communes rurales	4.682	4.735	635	663	968	1.120	6.285	6.518
%	*74,5*	*72,6*	*10,1*	*10,2*	*15,4*	*17,2*	*100,0*	*100,0*
Unités urbaines de moins de 100.000 habitants	4.902	5.241	432	451	383	452	5.717	6.144
%	*85,7*	*85,3*	*7,6*	*7,3*	*6,7*	*7,4*	*100,0*	*100,0*
Unités urbaines de plus de 100.000 habitants	4.379	5.276	325	395	146	188	4.850	5.859
%	*90,3*	*90,1*	*6,7*	*6,7*	*3,0*	*3,2*	*100,0*	*100,0*
Agglomération parisienne (y compris Paris)	3.161	3.389	214	242	95	84	3.470	3.715
%	*91,1*	*91,2*	*6,2*	*6,5*	*2,7*	*2,3*	*100,0*	*100,0*
Ensemble	**17.124**	**18.641**	**1.606**	**1.751**	**1.592**	**1.844**	**20.322**	**22.236**
%	*84,3*	*83,8*	*7,9*	*7,9*	*7,8*	*8,3*	*100,0*	*100,0*

EAU 2.05 - 2

ition du nombre de logements par statut d'occupation et catégorie de commune

Source : I.N.S.E.E. (enquêtes logement de 1973 et 1978). *Unité :* %

Statut d'occupation		Nombre de logements (en milliers)	Communes rurales	Unités urbaines de moins de 100 000 h	Unités urbaines de plus de 100 000 h	Agglom. parisienne hors Paris	Paris	Ensemble
I. Propriétaires non accédants	1973	4.822	45,8	25,2	19,6	19,5	16,5	28,2
	1978	4.993	43,4	24,6	19,4	19,2	16,6	26,8
Accédants H.L.M.	1973	476	2,8	3,9	2,5	1,9	– *	2,8
	1978	646	4,6	4,5	3,0	1,2	0,2	3,5
Accédants crédit foncier ou P.I.C.	1973	1.480	8,3	9,4	9,2	10,3	1,5	8,6
	1978	1.377	7,3	7,9	8,2	8,0	0,6	7,4
Accédants non aidés logement 2e main	1973	729	5,7	3,5	3,1	5,1	4,8	4,3
	1978	1.014	6,8	4,7	4,5	6,7	5,2	5,4
Accédants non aidés logement 1re main	1973	291	2,0	1,7	1,6	1,5	1,3	1,7
	1978	666	4,5	3,6	3,2	3,2	2,1	3,6
II. Propriétaires accédants	1973	2.976	18,8	18,5	16,4	18,8	7,6	17,4
	1978	3.703	23,2	20,7	18,9	19,1	8,1	19,9
Locataires local loué vide H.L.M.	1973	1.933	1,0	14,1	15,7	20,6	7,5	11,3
	1978	2.481	1,6	16,7	17,7	22,9	6,7	13,3
Locataires local loué vide, loi de 1948	1973	1.137	0,6	4,1	8,8	9,8	29,1	6,6
	1978	934	0,7	3,4	5,9	6,7	23,1	5,0
Locataires local loué vide, libre avant 1949	1973	2.340	13,5	16,2	13,7	7,7	14,6	13,6
	1978	2.329	12,3	14,5	11,5	7,9	17,5	12,5
Locataires local loué vide, libre après 1948	1973	1.552	2,4	9,8	13,3	14,5	6,6	9,1
	1978	1908	2,4	9,8	15,4	15,1	11,6	10,2
III. Locataires local loué vide	1973	6.962	17,5	44,2	51,5	52,6	57,8	40,6
	1978	7.652	17,0	44,4	50,5	52,6	58,9	41,0
IV. Autres locataires	1973	402	0,5	1,8	2,9	2,4	10,6	2,3
	1978	372	0,5	1,5	2,7	2,5	6,6	2,0
V. Fermiers, métayers	1973	215	4,1	0,3	0,1	–	–	1,3
	1978	165	2,9	0,4	0,1	–	–	0,9
VI. Logés gratuitement	1973	1.747	13,3	10,0	9,5	6,7	7,5	10,2
	1978	1.756	13,0	8,4	8,4	6,6	9,8	9,4
Ensemble	**1973**	///	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**
	1978	///	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**
Effectif total (en milliers)	1973	17.124	4.682	4.902	4.379	2.089	1.072	17.124
	1978	18.641	4.735	5.241	5.276	2.267	1.122	18.641

* Résultat affecté d'une importante erreur d'échantillonnage, compte tenu de la faiblesse de l'effectif observé dans cette case.

noyenne des logements par statut d'occupation et catégorie de commune

rce : I.N.S.E.E. (enquêtes logement de 1973 et 1978). *Unité :* m²

Statut d'occupation		Surface par catégorie de commune					
		Communes rurales	Unités urbaines de moins de 100.000 habitants	Unités urbaines de plus de 100.000 habitants	Agglomération parisienne hors Paris	Paris	Ensemble
I. Propriétaires non accédants	1973	82	82	81	69	62	80
	1978	88	91	86	74	69	86
édants H.L.M.	1973	91	89	89	80	–*	89
	1978	96	93	95	82	63*	94
édants crédit foncier ou P.I.C.	1973	97	92	84	80	69	89
	1978	103	100	94	82	74*	96
édants non aidés logement 2e main	1973	95	91	91	72	59	87
	1978	103	101	101	86	65	97
édants non aidés logement 1re main	1973	107	108	98	90	83	102
	1978	109	112	102	86	77	105
II. Propriétaires accédants	1973	97	93	88	79	65	90
	1978	103	101	97	84	69	98
ataires local loué vide H.L.M.	1973	72	69	69	65	57	68
	1978	72	69	69	66	57	68
ataires local loué vide loi de 1948	1973	62	59	57	45	47	53
	1978	67	61	60	48	47	55
ataires local loué vide libre avant 1949	1973	63	59	56	46	52	58
	1978	69	65	59	48	53	62
ataires local loué vide libre après 1948	1973	77	71	67	61	57	67
	1978	80	76	69	63	55	69
III. Locataires local loué vide	1973	65	65	63	57	51	62
	1978	71	68	66	60	52	65
IV. Autres locataires	1973	58	39	30	28	22	31
	1978	47	35	33	31	24	32
V. Fermiers, métayers	1973	88	82	105*	–*	–*	88
	1978	83	90	100*	–*	–*	85
VI. Logés gratuitement	1973	72	72	67	56	39	68
	1978	75	73	70	62	48	70
Ensemble	**1973**	**80**	**75**	**70**	**63**	**50**	**72**
	1978	**87**	**81**	**75**	**67**	**54**	**77**

(*) Résultat affecté d'une importante erreur d'échantillonnage, compte tenu de la faiblesse de l'effectif observé dans cette case.

J 2.05 - 4

s principales selon le nombre de pièces et la surface moyenne (en %)

Source : I.N.S.E.E. (enquêtes logement de 1973 et 1978).

Nombre de pièces	Répartition des résidences principales		Surface moyenne en m²	
	1973	1978	1973	1978
1 pièce	7,6	7,0	26	27
2 pièces	16,5	15,4	44	45
3 pièces	26,8	25,1	62	64
4 pièces	25,3	26,0	79	82
5 pièces	13,9	15,3	96	100
6 pièces et plus	9,9	11,2	130	141
Ensemble	**100**	**100**	**72**	**77**

e de ménages par catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage, e confort pour les emménagés récents

Source : I.N.S.E.E. (enquêtes logement de 1973 et 1978). *Unité :* %

Confort		Agriculteurs exploitants	Salariés agricoles	Patrons industrie commerce	Professions libérales et cadres supérieurs	Cadres moyens	Employés	Ouvriers	Personnels de service	Autres catégories	Personnes non actives	Ensemble
Sans eau	1973	5,5*	10,0*	0,3*	0,1*	0,1*	0,8*	1,6	3,5*	–*	2,9	1,4
	1978	–*	3,9*	0,8*	0,1*	–*	0,1*	0,5*	–*	0,7*	1,0*	0,5*
Eau seulement	1973	17,7	30,3	8,9	2,3	4,8	12,9	20,9	22,7	6,0	21,7	15,0
	1978	22,4	28,6	5,3*	0,9*	3,3	8,0	12,7	13,6	2,6*	13,6	9,6
Eau, w.-c. sans installation sanitaire ...	1973	3,6*	5,5*	4,7	0,6*	2,3	4,4	7,6	7,4	5,7	8,2	5,6
	1978	5,1*	3,9*	2,6*	0,6*	1,0*	2,6	3,6	4,8*	0,9*	5,5	3,1
Installations sanitaires sans w.-c.	1973	9,5*	2,8*	4,4	1,2*	2,3	3,0	3,4	2,5*	2,4*	3,1	3,0
	1978	2,4*	8,2*	4,0*	1,0*	2,0	3,2	3,0	4,4*	1,1*	2,3	2,6
W.-C. installations sanitaires sommaires sans chauffage central	1973	13,4	25,0	9,3	3,1	8,1	11,0	13,0	13,3	11,8	12,5	11,0
	1978	9,5*	25,6	13,3	4,9	7,8	11,0	12,0	11,6	11,7	13,0	10,9
W.-C. installations sanitaires sommaires avec chauffage central	1973	10,1*	10,4*	14,1	13,9	22,8	21,6	16,4	20,7	28,0	17,2	18,0
	1978	7,6*	–*	12,7	10,3	19,1	21,5	19,7	22,5	21,3	21,8	18,8
W.-C., grande baignoire sans chauffage central	1973	9,3*	6,0*	6,9	1,4*	4,3	4,6	5,3	4,3*	4,2*	3,2	4,5
	1978	16,0	4,3*	6,1*	1,7*	3,8	3,6	5,5	3,6*	4,6*	4,7	4,6
W.-C., grande baignoire avec chauffage central	1973	30,9	10,0	51,4	77,4	55,3	41,7	31,8	25,6	41,9	31,2	41,5
	1978	37,0	25,5	55,2	80,5	63,0	50,0	43,0	39,5	57,1	38,1	49,9
Ensemble	1973	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
	1978	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Nombre de ménages (en milliers)	1973	75	65	287	508	814	589	2.000	167	192	823	5.521
	1978	79	54	228	518	801	594	1.987	214	211	927	5.612

(*) Résultat affecté d'une importante erreur d'échantillonnage, compte tenu de la faiblesse de l'effectif observé dans cette case.

AU 2.05 - 6

financière brute par statut d'occupation

Source : I.N.S.E.E. (enquêtes logement de 1973 et 1978).

Statut d'occupation	Ensemble des ménages				dont : emménagés récents			
	Charge financière brute (En F/an)		Charge financière brute /m² (En F/an/m²)		Charge financière brute (En F/an)		Charge financière brute /m² (En F/an/m²)	
	1973	1978	1973	1978	1973	1978	1973	1978
Accédants H.L.M.	4.495	8.106	51	86	6.537	12.757	72	132
Accédants crédit foncier ou P.I.C.	5.562	8.746	62	91	8.977	14.439	96	149
Accédants non aidés logement 2e main	6.082	10.446	70	107	8.159	15.569	93	153
Accédants non aidés logement 1re main	8.795	12.831	86	123	11.444	17.439	105	162
I. Propriétaires accédants	5.835	9.835	65	101	8.738	15.023	93	150
Locataires local loué vide H.L.M.	2.907	4.231	43	62	3.051	4.449	44	66
Locataires local loué vide loi de 1948	2.426	4.025	46	73	2.983	5.191	55	93
Locataires local loué vide, libre, avant 1949	2.820	4.875	49	78	3.592	5.950	62	99
Locataires local loué vide libre après 1948	5.089	7.909	76	114	5.526	8.636	83	129
II. Locataires local loué vide	3.286	5.319	53	82	3.990	6.291	63	97
III. Autres locataires	3.240	4.706	105	146	3.581	4.888	114	156

énéficiaires de l'allocation-logement par statut d'occupation

ce : I.N.S.E.E. (enquêtes logement de 1973 et 1978)

Statut d'occupation		Proportion de bénéficiaires de l'allocation-logement (en %)	Charge financière brute (en F/an)	Allocation moyenne des bénéficiaires (en F/an)	Taux d'effort net (en %)
dants H.L.M.	1973	33,1	5.674	1.818	12,2
	1978	26,9	9.188	2.548	12,2
dants crédit foncier ou P.I.C.	1973	19,5	5.395	1.837	11,2
	1978	15,3	8.873	2.504	12,2
dants non aidés logement 2e main	1973	9,3	5.029	1.717	10,8
	1978	11,3	7.755	2.405	10,4
dants non aidés logement 1re main	1973	11,0	6.623	1.762	14,9
	1978	9,4	9.029	2.301	12,3
. Propriétaires accédants	1973	18,4	5.502	1.812	11,6
	1978	15,2	8.764	2.475	11,8
taires d'un local loué vide H.L.M.	1973	31,1	3.145	1.440	6,3
	1978	35,5	4.318	2.309	4,7
taires d'un local loué vide loi de 1948	1973	8,0	2.280	970	9,5
	1978	17,9	3.664	1.880	6,7
taires d'un local loué vide, libre avant 1949	1973	9,2	3.035	1.450	7,6
	1978	18,7	4.391	2.356	6,2
taires d'un local loué vide libre après 1948	1973	23,6	4.591	1.831	9,5
	1978	23,5	6.662	2.912	8,5
I. Locataires d'un local loué vide	1973	18,3	3.481	1.521	7,7
	1978	25,2	4.821	2.422	6,1
II. Autres locataires	1973	3,7	3.316	1.330	8,6
	1978	9,5	4.506	2.646	6,9

énéficiaires de l'allocation-logement par statut d'occupation pour les emménagés récents

rce : I.N.S.E.E. (enquêtes logement de 1973 et 1978)

Statut d'occupation		Proportion de bénéficiaires de l'allocation-logement (en %)	Charge financière brute (en F/an)	Allocation moyenne des bénéficiaires (en F/an)	Taux d'effort net (en %)
édants H.L.M.	1973	45,2	6.665	2.002	14,2
	1978	32,7	13.073	2.548	18,0
édants crédit foncier ou P.I.C.	1973	23,3	6.938	2.174	14,6
	1978	20,4	13.573	2.504	19,0
édants non aidés logement 2e main	1973	9,8	6.062	2.008	14,0
	1978	12,3	10.077	2.405	14,7
édants non aidés logement 1re main	1973	11,4	8.337	1.942	18,1
	1978	9,7	12.457	2.301	18,1
I. Propriétaires accédants	1973	20,9	6.844	2.145	14,6
	1978	17,6	12.584	2.475	17,7
ataires d'un local loué vide H.L.M.	1973	35,2	3.239	1.502	6,6
	1978	39,6	4.534	2.308	5,1
ataires d'un local loué vide loi de 1948	1973	9,8	4.029	1.457	12,1
	1978	22,1	5.885	1.887	9,0
ataires d'un local loué vide, libre avant 1949	1973	11,0	3.630	1.669	8,8
	1978	19,8	5.245	2.356	7,2
ataires d'un local loué vide libre après 1948	1973	22,4	4.835	1.937	10,0
	1978	24,1	6.998	2.912	9,2
II. Locataires d'un local loué vide	1973	21,6	3.836	1.668	8,2
	1978	27,7	5.434	2.422	6,9
III. Autres locataires	1973	3,4	3.603	1.513	8,5
	1978	10,4	4.681	2.645	6,8

ges bénéficiaires de l'allocation-logement suivant l'âge du chef de ménage

Source : I.N.S.E.E. (enquêtes logement de 1973 et 1978).

Age du chef de ménage		Propriétaires accédants		Locataires d'un local loué vide		Autres locataires	
		1973	1978	1973	1978	1973	1978
Moins de 30 ans	% de bénéficiaires	17,4	18,5	18,0	27,2	3,2	9,7
	Taux d'effort net	16,0	19,3	8,3	6,6	8,1	5,1
De 30 à 39 ans	% de bénéficiaires	28,5	19,8	29,9	27,1	4,7	2,2
	Taux d'effort net	12,6	14,5	7,7	6,0	5,7	8,9
De 40 à 49 ans	% de bénéficiaires	20,8	19,3	22,1	24,4	4,0	4,6
	Taux d'effort net	10,6	8,9	6,7	5,4	10,8	8,9
De 50 à 64 ans	% de bénéficiaires	5,5	4,4	7,4	11,9	–	10,1
	Taux d'effort net	7,3	7,1	6,9	4,9	–	9,0
65 ans et plus	% de bénéficiaires	1,7	5,3	14,8	34,4	13,7	42,1
	Taux d'effort net	8,9	4,6	11,4	6,9	14,8	9,6
Ensemble	% de bénéficiaires	**18,4**	**15,2**	**18,3**	**25,3**	**3,7**	**9,5**
	Taux d'effort net	**11,6**	**11,8**	**7,7**	**6,1**	**8,6**	**6,9**

EAU 2.05 - **10**

tions de logement des ménages ordinaires des départements d'outre-mer

Source : I.N.S.E.E. (recensements)

Département		Ensemble des logements résidences principales	Conditions de logement (1)					
			Logements ayant l'eau courante à l'intérieur	Logements ayant l'électricité	Logements ayant les w.c. à l'intérieur (2)	Source d'énergie utilisée principalement (3)		Logements occupés par leurs propriétaires
						Pétrole	Gaz butane	
Guadeloupe								
1967.	Nombre	70.505	13.082	28.084	15.669	34.402	17.094	46.458
	%	///	19,3	40,9	23,8	51,0	25,3	67,8
1974.	Nombre	76.752	24.405	42.108	26.684	18.085	45.754	49.589
	%	///	33,2	57,1	36,4	24,8	62,7	66,9
Guyane								
1974.	Nombre	15.647	7.386	11.237	7.446	632	11.223	5.933
	%	///	51,0	76,5	51,7	4,5	79,6	40,7
1982.	Nombre	21.063	14.268	16.925	12.457	...	...	7.160
	%	///	68,8	83,3	61,2	...	...	34,5
Martinique								
1974.	Nombre	76.135	30.545	34.501	28.083	22.984	39.056	45.381
	%	///	43,6	48,7	40,3	33,0	56,1	64,1
1982.	Nombre	85.265	66.256	61.682	53.322	///	///	51.752
	%	///	78,6	73,2	63,3	///	///	61,4
Réunion								
1974.	Nombre	103.962	33.719	48.570	33.534	23.718	37.050	59.955
	%	///	34.1	49,0	34,0	24,3	37,9	60,7
1982.	Nombre	120.861	84.852	98.607	60.891	///	///	65.931
	%	///	70,6	82,1	50,7	///	///	54,9
Saint-Pierre-et-Miquelon								
1982.	Nombre	1.760	1.754	1.757	1.746	///	///	1.360
	%	///	99,8	100,0	99,7	///	///	77,4

(1) Les pourcentages de non-réponses à chacune de ces questions étant très variables d'un recensement à l'autre et d'un département à l'autre, les pourcentages ont été calculés par rapport aux réponses données et non par rapport au nombre total de logements. — (2) Au recensement de 1982, on a demandé si le logement disposait de w.c. avec chasse d'eau, qu'ils soient situés à l'intérieur du logement ou non. — (3) Questions non posées sous cette forme au recensement de 1982.

principales des départements d'outre-mer par catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage e peuplement. Année 1974

ce : I.N.S.E.E.

Catégories socioprofessionnelles	Ensemble des résidences principales	Indice de peuplement					
		Non déterminé	Sous peuplement accentué	Sous peuplement modéré	Peuplement normal	Surpeuplement modéré	Surpeuplement accentué
GUADELOUPE							
déterminé	4.492	831	533	490	904	777	957
culteurs exploitants	8.119	131	1.268	957	1.932	1.598	2.233
iés agricoles	4.047	87	437	413	883	986	1.241
ons industrie-commerce	8.338	204	2.000	1.336	1.845	1.354	1.599
essions libérales et cadres supérieurs	2.120	51	846	614	357	171	81
es moyens	3.402	83	880	848	841	474	276
loyés	5.003	117	939	1.110	1.170	864	803
riers	12.847	241	1.719	1.826	2.971	2.718	3.372
onnels de service	3.879	95	390	553	923	808	1.110
es catégories	1.367	33	318	379	343	178	116
onnes non actives	23.138	521	5.001	3.690	6.476	4.223	3.227
Total	**76.752**	**2.394**	**14.331**	**12.216**	**18.645**	**14.151**	**15.015**
GUYANE							
déterminé	2.196	707	69	143	300	485	492
culteurs exploitants	1.266	100	60	121	342	273	370
iés agricoles	163	8	4	11	44	50	46
ons industrie-commerce	1.700	52	227	283	436	408	294
essions libérales et cadres supérieurs	601	11	182	184	128	66	30
es moyens	936	24	156	242	286	148	80
loyés	1.666	25	159	342	519	369	252
riers	3.363	81	198	442	912	963	767
onnels de service	672	21	40	79	168	202	162
es catégories	588	12	100	181	155	106	34
onnes non actives	2.496	78	266	391	806	620	335
Total	**15.647**	**1.119**	**1.461**	**2.419**	**4.096**	**3.690**	**2.862**
MARTINIQUE							
déterminé	5.681	3.232	244	352	599	547	707
culteurs exploitants	3.617	44	582	616	948	592	835
iés agricoles	4.716	56	356	519	1.137	964	1.684
ons industrie-commerce	8.062	166	1.437	1.435	1.704	1.448	1.872
essions libérales et cadres supérieurs	1.692	34	629	448	363	138	80
es moyens	3.979	133	970	1.097	920	539	320
loyés	4.602	202	730	1.053	1.056	785	776
riers	13.222	311	1.174	1.907	2.959	2.801	4.070
onnels de service	3.907	120	311	538	831	832	1.275
es catégories	1.186	27	207	317	334	187	114
onnes non actives	25.471	754	4.313	5.052	7.218	4.426	3.708
Total	**76.135**	**5.079**	**10.953**	**13.334**	**18.069**	**13.259**	**15.441**
RÉUNION							
déterminé	9.755	3.847	536	623	1.289	1.356	2.104
iculteurs exploitants	8.454	32	1.357	1.354	1.920	1.490	2.301
riés agricoles	7.948	55	538	722	1.584	1.729	3.320
ons industrie-commerce	5.333	60	1.190	1.026	1.137	908	1.012
essions libérales et cadres supérieurs	2.966	21	1.288	893	484	192	88
es moyens	4.464	49	1.423	1.195	968	541	288
loyés	6.587	46	1.267	1.498	1.555	1.171	1.050
vriers	22.622	185	2.124	3.109	4.944	4.923	7.337
sonnels de service	4.886	58	463	668	1.080	1.228	1.389
es catégories	1.648	12	438	471	413	202	112
sonnes non actives	29.299	404	4.918	4.432	7.229	6.253	6.063
Total	**103.962**	**4.769**	**15.542**	**15.991**	**22.603**	**19.993**	**25.064**

ages :

onditions de logement des ménages en 1970 : *Les Collections .N.S.E.E.*, volume M 28.

onditions de logement des ménages en 1973 :

sultats nationaux : *Les Collections de l'I.N.S.E.E.*, volume 42;

sultats régionaux : *Les Collections de l'I.N.S.E.E.*, volume 1 50.

onditions de logement des ménages en 1978 : *Les Collections .N.S.E.E.*, volume M 85.

ipaux résultats du recensement de 1975 :
ollections de l'I.N.S.E.E., volume D 52, chap. IV : « Immeu- Logements »;

ules départementaux (résultats du sondage au 1/5 du R.P. 75);

ne « Logements-Immeubles » (résultats du sondage au 1/20 .P. 75).

ne « Ménages, Familles » (résultats du sondage au 1/20 du 75).

tion du nombre de ménages 1975-2000 : *Les Collections N.S.E.E.*, volume D 64.

nutations annuelles du parc de logements 1975-1980 : *ves et Documents*, n° 40.

les parus dans la revue « Économie et statistique » E.) :

1973, n° 43 : Fin 1970 1/5e des logements loués relèvent de de 1948 (P. DURIF).

-août 1973, n° 47 : Souhaite-t-on être propriétaire ou loca- le son logement? (L. STAVRIDIS).

1974, n° 55 : Conditions de logement au centre des agglo- ons (M. E. HANS).

— Mai 1974, n° 56 : Vie et mort des logements entre 1967 et 1970 (N. SELIGMANN).

— Décembre 1974, n° 62 : Le logement dans la région parisienne (enquête logement 1973, P. BAUDRY).

— Février 1975, n° 64 : Le parc de logements et son évolution depuis dix ans (N. SELIGMANN).

— Mars 1975, n° 65 : Les loyers en novembre 1973 (P. DURIF).

— Avril 1975, n° 66 : L'accession à la propriété dans les pays de la Loire (LEMAITRE).

— Décembre 1975, n° 73 : Les locataires des H.L.M. en 1973 (P. DURIF et O. MARCHAND).

— Janvier 1976, n° 74 : Les Français voient-ils objectivement leur logement? (P. DURIF).

— Juillet-août 1976, n° 80 : Recensement de 1975 : détente du marché du logement? (P. A. AUDIRAC).

— Décembre 1976, n° 84 : Logement : qualité d'abord (G. LATTÈS).

— Avril 1977, n° 88 : Les nouveaux propriétaires (O. MARCHAND).

— Juin 1977, n° 90 : Le patrimoine en logements des Français en 1973 (O. MARCHAND).

— Septembre 1977, n° 92 : Recensement de 1975 : 1968-1975 : renouvellement accéléré du parc de logements (P. A. AUDIRAC).

— Décembre 1978, n° 106 : Le nombre de ménages d'ici à l'an 2000 (P. A. AUDIRAC).

— Janvier 1979, n° 107 : Les logements vacants ne sont pas tous disponibles (F. FABRE et C. NICOL).

— Décembre 1980, n° 128 : Les locataires et leur logement (F. FABRE).

— Décembre 1980, n° 128 : Les habitations à loyer modéré avant la réforme de 1978 (J. M. REMPP).

— Mai 1981, n° 133 : Qui a déménagé entre 1973 et 1978, et pourquoi ? (F. FABRE et C. TAFFIN).

— Février 1982, n° 141 : Le patrimoine de logements en 1978 (C. TAFFIN).

RECENSEMENT DE 1982

Résidences principales	19 674 390
Résidences secondaires	2 258 342
Logements vacants	2 783 958
TOTAL	23 716 690

A la date de bouclage de cet Annuaire, l'exploitation des résultats du dernier recensement en matière de logements est en cours d'achèvement.

De nombreuses informations - nombre d'occupants, nombre de pièces, indice de peuplement des résidences principales, statut d'occupation, caractéristiques combinées des logements, etc. - seront disponibles, ceci pour divers échelons géographiques.

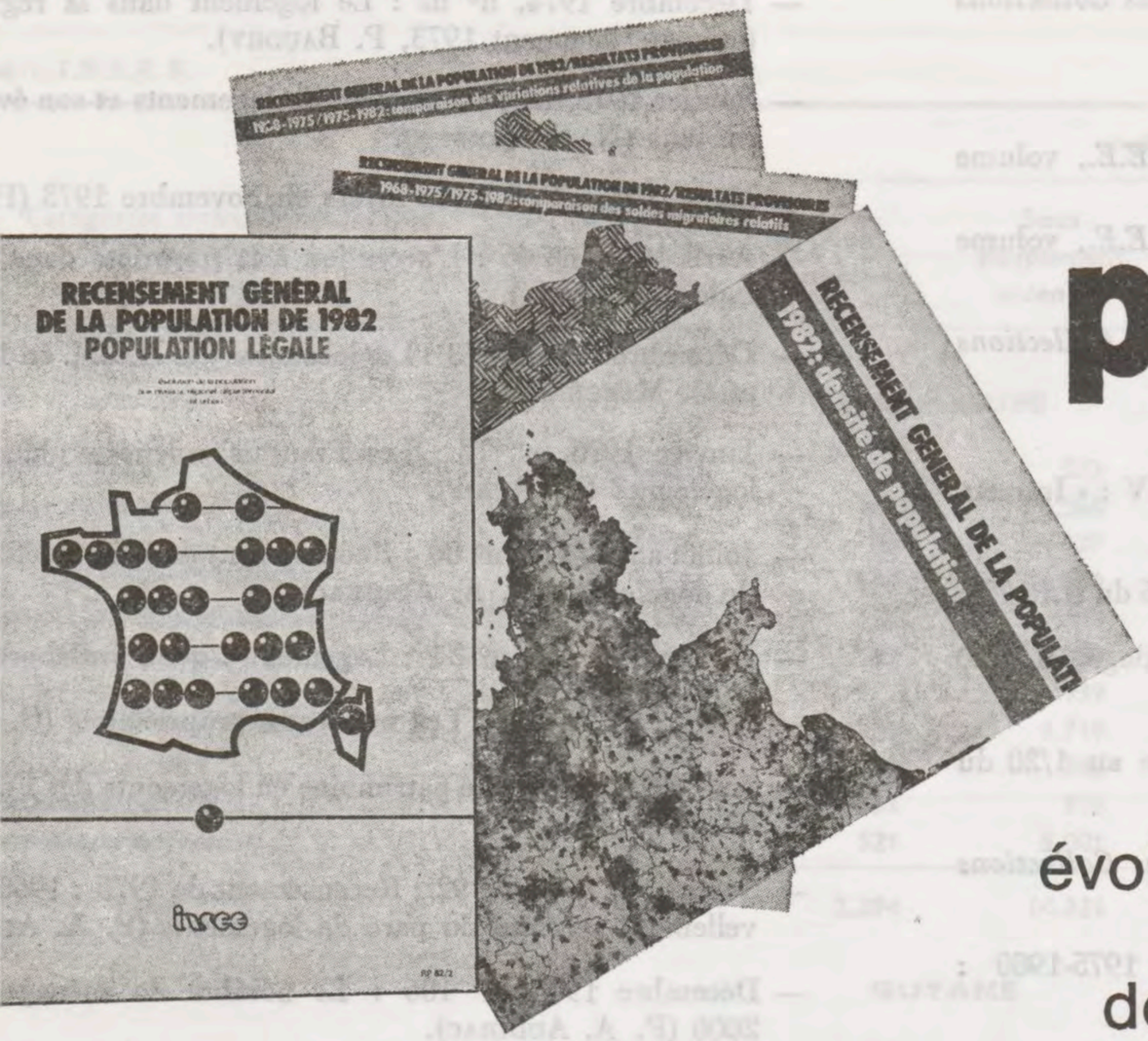
Un volume spécial : " Logements-Immeubles ", publiera les principaux résultats (parution : 2° trimestre 1984).

La masse complète des informations sera disponible dans les Observatoires Economiques Régionaux de l'INSEE (adresses dans feuillets jaunes, p. XII) dans le courant de l'année 1984.

3 671322 T 81

1982

population légale



évolution de la population aux niveaux régional, départemental et urbain

fascicule présente :
e texte du décret authentifiant les résultats du Recensement de 1982 et ses annexes (population
s départements et des régions).
a liste des communes de plus de 10 000 habitants avec leur population légale (par ordre dé-
roissant).
n article « renaissance des communes rurales ou nouvelle forme d'urbanisation ? » qui analyse
es premiers résultats du Recensement de la Population.
n ensemble de cartes illustrant la répartition de la population sur le territoire et ses variations
ntre 1975 et 1982 au niveau de l'arrondissement ou de la commune (ex. : variations relatives de
a population entre 1975 et 1982 au niveau communal). Ces cartes viennent compléter la série
éjà parue dans le fascicule « premières estimations » et qui donnait des indications sur la varia-
on de population aux niveaux régional ou départemental.

fascicule **« population légale - évolution de la population aux niveaux régional, départemental urbain »** sous jaquette, format 21 × 29,7. 35 F.
s cartes peuvent être vendues séparément : 2 cartes, format 21 × 29,7. 4 F l'une.
3 cartes, grand format, 10 F l'une.

tres publications du Recensement disponibles : les **fascicules bleus** départementaux, 7 F
nité. Ces fascicules donnent la population légale par arrondissement, canton et commune. Le
scicule **« premières estimations »** sous jaquette, format 21 × 29,7. 30 F.

NSULTATION-VENTE P 477

ns les observatoires économiques régionaux de l'INSEE (adresses en fin de publication) et chez les libraires spécialisés.

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

itre 2.06

ironnement

1. Le territoire
2. La faune et la flore
3. L'air
4. Les eaux continentales
5. La mer
6. Les déchets
7. Les dépenses en faveur de l'environnement

s ce chapitre, la notion d'environnement est res-
à l'environnement naturel, c'est-à-dire à l'ensemble
lieux physiques et des écosystèmes qui constituent
sphère. En particulier sont exclus les aspects de
onnement ayant trait au cadre et aux conditions
des Français, d'autant que certains d'entre eux sont
dans d'autres chapitres de cet annuaire. Par contre
rge place est accordée aux interactions entre les
és humaines et l'environnement. Ce sont en effet
lèvements de ressources et les émissions de résidus,
s par les activités de production et de consommation,
éterminent l'évolution des différents éléments de
onnement naturel : biotopes et biocénoses, sol, air,
continentales et marines. Dans la mesure où elle

touche à la fois l'ensemble des activités humaines et les conditions de vie des français, l'appréciation de l'état de l'environnement apporte une dimension horizontale et qualitative à la compréhension de l'évolution économique et sociale du pays, même si l'appareil statistique sur lequel elle s'appuie reste encore dans certains domaines très rudimentaire. Les données de ce chapitre sont principalement extraites du « Rapport annuel sur l'état de l'environnement » publié par le Ministère chargé de l'environnement.

1. *Le territoire*

11. UTILISATION DU TERRITOIRE

La connaissance de l'occupation du sol, autrefois axée exclusivement sur le territoire agricole, s'étend aujourd'hui aux utilisations non agricoles de l'espace.

Les données fournies proviennent de l'enquête « Utilisation du territoire », réalisée annuellement par le Service central des enquêtes et études statistiques (S.C.E.E.S.) du Ministère de l'agriculture, à partir d'un échantillon permanent de 300.000 points. Ces points sont affectés selon une double nomenclature physico-fonctionnelle : ainsi le tableau 1 ci-après fournit la répartition physique du territoire, en fonction notamment de la nature du couvert végétal; le tableau 2 fournit la répartition du territoire en fonction de l'activité dominante à laquelle il est affecté (seule la fonction principale est prise en compte; ainsi la forêt est classée en général en production sylvicole même si elle remplit par ailleurs des fonctions de protection du milieu et de récréation des citadins).

Cette répartition du territoire varie toutefois sensiblement selon les zones : l'urbanisation est particulièrement faible dans les zones de montagne; elle est particulièrement forte sur le littoral. Les données concernant l'urbanisation du linéaire côtier fournies au tableau 3 ont été élaborées par le Service d'études et d'aménagement touristique du littoral (Secrétariat d'État chargé du tourisme); elles ont été établies à partir de documents cartographiques, et ont une valeur indicative.

12. PROTECTION DE L'ESPACE

La protection de l'espace répond à des objectifs variés : gestion de l'occupation du sol, aménagement de l'espace, maîtrise de l'urbanisation, conservation des terrains agricoles et des milieux naturels. Les procédures mises en place afin de répondre à ces différents objectifs sont nombreuses et complémentaires. Leur vocation est soit générale (documents d'urbanisme), soit spécifique (réserves naturelles). Leur intérêt est soit national (parcs nationaux), soit local (zones naturelles des plans d'occupation des sols). Enfin le degré de protection est variable selon les procédures. Ainsi le tableau 4 distingue les protections fortes (zones totalement inconstructibles) des protections légères ou spécifiques.

Parmi les différents types d'instrument de protection de l'espace, on retiendra en particulier :

● Ce chapitre a été établi avec la collaboration du Secrétariat d'État à l'environnement et à la qualité de la vie (Division des statistiques).

ocuments d'urbanisme

rendre ici l'ensemble des documents et procé-anisme, il convient de citer :

héma directeur d'aménagement et d'urbanisme qui fixe les orientations fondamentales de ent pour des groupes de communes;

an d'occupation des sols (P.O.S.), document e opposable aux tiers, qui fixe les règles des sols pour l'ensemble d'un territoire

oire couvert par le P.O.S. est divisé en zones es affectations dominantes du sol prévues par distingue les zones U (urbaines) et les zones N En particulier, pour assurer la conservation non aménagé, on peut utiliser la classification (tableau 5)

nes NC, où, en raison de leur valeur agrono-conomique du sol ou du sous-sol, les construc-nterdites, à l'exception de celles liées et néces-tivité agricole ou à la richesse exploitée;

nes ND, où les constructions sont interdites en a qualité du site et en vue de sa préservation entuels risques de nuisances.

nce de Plan d'occupation des sols, les commu-ossibilité d'établir, en accord avec la Direction tale de l'urbanisme et du logement, des cartes s qui représentent l'application pour la com-èglement national d'urbanisme. Contrairement d'occupation des sols, les cartes communales opposables aux tiers.

dure de Z.E.P. (Zone d'environnement pro-t de contrôler l'affectation de l'espace en tenant l'agriculture, des équilibres écologiques et des Elle n'est appliquée qu'en l'absence de P.O.S.

érimètres sensibles

nètres sensibles (procédure créée par le décret u 26 juin 1959) sont délimités dans les départe-ssitant une protection spéciale en raison de leurs sites et paysages (littoral, montagne, agiles) et permettent :

rception d'une taxe départementale d'espaces

uisition d'espaces naturels en vue de leur ouver-ublic (notamment grâce à la délimitation de oréemption à l'intérieur des périmètres sen-

limitation de zones de protection également ns les périmètres sensibles où l'utilisation du glementée. Elle concerne les territoires non ur un document d'urbanisme.

arcs naturels régionaux *(tableau 6)*

r la loi du 22 juillet 1960, les parcs naturels ont pour objectif :

— de préserver et de mettre en valeur un patrimoine naturel et culturel;

— de favoriser une activité économique et sociale suffisante, notamment par des actions concertées d'aménagement et de développement;

— de développer l'accueil, les activités de détente et d'initiation à la nature.

Le parc est créé à l'initiative de la région qui élabore la Charte constitutive du parc et la soumet ensuite à l'agrément du Ministre chargé de l'environnement. La Charte doit définir : l'organisme de gestion et de réalisation, le plan du parc et ses limites, les dispositions juridiques à mettre en œuvre, le programme des équipements à réaliser, le plan de financement des équipements et de la gestion.

12.4. *Les sites (tableau 7)*

Certains sites, dont la conservation ou la préservation présente, d'un point de vue artistique, historique ou autre, un intérêt général, font l'objet d'une protection particulière organisée par la loi du 2 mai 1930 modifiée par la loi du 28 décembre 1967.

On distingue deux niveaux de protection :

— le classement est une procédure de protection stricte qui soumet toute intervention (construction, modification ou destruction) sur le site à l'autorisation préalable expresse du Ministre de l'urbanisme et du logement. Le classement est institué par arrêté ministériel (1), ou, en cas de litige avec les personnes concernées, par décret en Conseil d'État;

— l'inscription sur l'inventaire des sites est un mode de protection atténué des sites qui intervient à l'initiative de la Commission départementale des sites après avis du Conseil municipal. L'inscription comporte essentiellement obligation pour les propriétaires de faire la déclaration préalable de leurs travaux autres qu'agricoles auprès du Préfet, quatre mois à l'avance.

12.5. *Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres*

Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (C.E.L.R.L.) créé par la loi du 10 juillet 1975 est un établissement public chargé de mener une politique d'acquisitions foncières et de sauvegarder les espaces naturels dans les cantons du littoral et les communes bordant les grands lacs. Les terrains acquis par le Conservatoire sont voués à être maintenus dans leur état naturel.

12.6. *Les Parcs nationaux (tableau 8)*

Créés par la loi du 22 juillet 1960, les Parcs nationaux sont de grandes étendues rurales et naturelles (en particulier de montagne) qui méritent une protection rigou-

---

(1) Secrétariat d'État à l'environnement et à la qualité de la vie pour les sites naturels.

s du patrimoine naturel de la Nation. Les mesures
tection peuvent concerner trois types de zones :

e parc proprement dit : dans lequel est interdite
e action susceptible de nuire au développement
de la faune, de la flore et plus généralement
er le caractère naturel du parc »;
es réserves intégrales : protection encore renfor-
ns une zone particulière dans un but scientifique;
a zone périphérique où le développement des acti-
en particulier le tourisme) est possible dans le
d'un programme d'ensemble à caractère social,
nique et culturel.

es réserves naturelles *(tableau 9)*

tuées par les lois du 1er juillet 1957 et du 10 juil-
76, les réserves naturelles ont pour but d'assurer
tection d'espaces naturels de haute valeur écolo-
et en particulier la protection d'espèces animales
gétales remarquables, souvent menacées de dispa-
Les mesures de protection très strictes sont adaptées
ue cas particulier : elles visent à permettre une
du milieu naturel en fonction d'un objectif de
arde, mais sans pour autant éliminer les activités
nnelles compatibles avec cette protection.

faune et la flore

ne dispose pas d'appareil statistique permanent
ecenser les populations de 120.000 espèces ani-
et plus de 4.200 espèces végétales présentes en
. La prise de conscience récente des menaces qui
sur bon nombre d'espèces animales et végétales
fois conduit à entamer la réalisation d'inventaires
ne et de flore dont la plupart sont encore inachevés.
lement, les inventaires sont dits qualitatifs, c'est-à-
latifs à l'existence d'espèces par sources géogra-
s; mais quelques-uns comportent également des
ications approximatives. La centralisation des don-
t en cours au Secrétariat de la faune et de la flore
m national d'histoire naturelle), où une banque
nées informatisées a été créée. D'ores et déjà sont
ibles des résultats pour un grand nombre d'es-
Des éléments plus synthétiques ont déjà été éla-
en ce qui concerne les vertébrés supérieurs (ta-
0) et les espèces végétales (tableau 11).

onservation de la faune et de la flore passe égale-
ar la protection des espèces menacées et des milieux
s.

ce qui concerne la protection des espèces, la plus
partie des espèces animales sauvages rares ou
ées est aujourd'hui intégralement protégée par
tain nombre d'arrêtés publiés entre 1978 et 1981.
ementation de la chasse, de la pêche, de la cueillette
la commercialisation concourent également à cet
f.

les réserves de chasse (tableau 12), les réserves de pêche (tableau 13) ainsi que les réserves maritimes, approuvées ou libres.

3. *L'air*

La pollution atmosphérique est un phénomène complexe qui peut se manifester par de fortes variations dans l'espace et dans le temps. En ce qui concerne les résultats de mesures, les différences de situations existant entre les diverses agglomérations sont difficiles à apprécier parfaitement en raison d'une certaine hétérogénéité inévitable des réseaux de mesures. La présentation de moyennes annuelles par ville, qui ne rend compte ni de ces disparités, ni des variations saisonnières ou géographiques, a toutefois l'intérêt de permettre des comparaisons entre des années successives, et donc de déterminer les tendances d'évolution pour chaque ville.

Les tableaux fournis ci-après concernent les deux pollutions les plus importantes : l'acidité forte, indicateur de la pollution par le SO^2, produit par les foyers domestiques ou industriels et les fumées noires, imputables également aux combustions. Il convient toutefois de se rappeler qu'il existe d'autres formes de pollution dont il n'est pas rendu compte ici, notamment le monoxyde de carbone, produit par les moteurs à explosion, les poussières spécifiques et les polluants gazeux divers, produits par les procédés industriels.

Les moyennes annuelles de pollution atmosphérique sont établies à partir des relevés journaliers des appareils de mesures de la pollution atmosphérique qui sont centralisés dans une banque de données gérée par la sous-direction des problèmes de l'atmosphère du Secrétariat d'État à l'environnement et à la qualité de la vie. A la suite des résultats de mesure sont présentées des données concernant les émissions de polluants (tableau 15). Il convient de souligner que ces résultats ne proviennent pas de mesures mais d'estimations en fonction des valeurs de consommation énergétique, et des teneurs en soufre des combustibles utilisés, réalisées annuellement par le C.I.T.E.P.A. (Centre interprofessionnel technique d'étude de la pollution atmosphérique).

Le programme de surveillance établi en 1973 par le ministère chargé de l'environnement et réactualisé en 1976 comprend quatre types de dispositifs essentiels, à savoir :

— les réseaux d'alerte, qui permettent de réduire les pointes de forte pollution dans les zones concernées;

— les zones de protection spéciale qui permettent d'agir sur la pollution de fond dans les zones concernées, en rendant localement plus sévère la teneur en soufre admise dans les combustibles;

— les dispositions « installations classées » prises sous forme d'arrêtés préfectoraux;

— les hautes cheminées pour la dispersion des polluants, conformément à l'arrêté ministériel du 20 juin 1975.

re, d'un réseau national de référence progres-
nis en place depuis 1977, d'une banque de
ur la pollution atmosphérique qui fonctionne
5. Le tableau 16 indique le nombre de villes
e 100.000 habitants équipées d'un réseau de
e ou d'alerte.

ıux continentales

ALITÉ DES EAUX SUPERFICIELLES

aissance de l'état de la qualité des eaux en
ulte de nombreux travaux effectués localement
rvices de l'État et les Agences financières de
outre, en application de la loi nº 64-1245 du
re 1964 relative au régime et à la répartition
à la lutte contre leur pollution, des campagnes
us les 5 ans sur l'ensemble du pays pour carac-
niveaux de qualité des eaux des rivières et des
es campagnes se sont déroulées en 1971 et
nouvelle campagne a eu lieu en 1981. Entre ces
uinquennales, la qualité des eaux est suivie
nière quasi-permanente sur une centaine de
i ne sont pas représentatifs de la qualité de
des eaux de rivières et des canaux de France,
constituent un réseau de surveillance de lieux
ques d'une dégradation de la qualité.
les résultats de ces points de mesure qui sont
tableau 17). Ils ont fait l'objet d'un traitement
par application de la circulaire du 29 juillet
ve à la préparation des décrets d'objectifs de
cours d'eau qui distingue 5 classes de qua-
les usages que doivent satisfaire les rivières.
.
actérise les eaux exemptes de pollution.
.
qualité légèrement moindre, ces eaux peuvent
satisfaire tous les usages.

ité est passable : suffisante pour l'irrigation,
industriels, la production d'eau potable après
ent poussé. L'abreuvage des animaux est géné-
oléré. Le poisson y vit normalement mais sa
on peut être aléatoire. Les loisirs liés à l'eau
sibles lorsqu'ils ne nécessitent que des contacts
els avec elle.

ité est médiocre : juste apte à l'irrigation, au
ment et à la navigation. La vie piscicole peut
lans ces eaux, mais cela est aléatoire en période
débits ou de fortes températures.

e.
passant la valeur maximale tolérée en classe 3
u plusieurs paramètres. Elles sont considérées

En conséquence, pour chacune des classes, des valeurs maximales sont fixées à chacun des paramètres. On admet qu'on attribue à une eau la classe qui est donnée par le (ou les) paramètre(s) le (les) plus défavorable(s). Cette classe est celle qui, d'après les valeurs, est atteinte par au moins 10 % des plus mauvaises mesures de ce paramètre.

Le tableau 17 qui distingue d'une part, la qualité des eaux du point de vue des matières oxydables et d'autre part, la qualité des eaux du point de vue de la minéralisation et des toxiques, donne l'évolution du nombre de points de mesure dans chacune des classes de qualité indiquées ci-dessus.

42. LES PRÉLÈVEMENTS D'EAU

Le tableau 18 donne une estimation des prélèvements et des consommations nettes d'eau par les différents secteurs économiques.

Les grands barrages français (tableau 19), d'abord réalisés à des fins purement hydroélectriques, sont conçus aujourd'hui dans le cadre plus général de l'aménagement des ressources en eau.

43. LA LUTTE CONTRE LA POLLUTION

La politique de gestion et d'amélioration de la qualité des eaux se développe à partir de trois principaux modes d'intervention.

43.1. *Surveillance des milieux*

L'Administration assure la gestion et l'exploitation de nombreux réseaux de mesure tant pour la quantité que la qualité des eaux.

43.2. *Contrôle des activités*

L'action réglementaire s'exerce par le biais de la police des eaux et des installations classées. La police des eaux permet de définir les autorisations de prises ou rejets d'eau compte tenu des débits nécessaires et des objectifs de qualité fixés par les pouvoirs publics.

Le contrôle des installations classées vise les installations dont l'exploitation peut présenter des dangers ou des inconvénients pour l'homme, la nature, les sites et monuments. Cette mesure a pour objectif d'imposer la mise en œuvre des techniques disponibles de prévention ou de réduction des pollutions en fonction de l'installation considérée.

43.3. *L'incitation économique*

Elle s'exerce par le biais des aides de l'État (subventions aux collectivités locales, contrats de branche) et l'activité des six agences financières de bassin, organismes origi-

: grands bassins hydrographiques : Adour-Garonne, -Picardie, Loire-Bretagne, Rhin-Meuse, Rhône-erranée-Corse, Seine-Normandie.

programmes pluriannuels d'intervention des agen-ui doivent être approuvés par le Ministère chargé de onnement, sont financés par les redevances qu'elles vent.

montants de ces redevances sont calculés en fonction iantités de pollution déversées par les industries et lectivités locales; à cette fin elles procèdent soit à esures de pollutions produites, déversées et retirées, des estimations de celles-ci.

s paramètres sont retenus pour apprécier les émis-le pollution dans l'eau :

oids de matières en suspension (M.E.S.) en kilo-ıe;

oids d'oxygène nécessaire à la décomposition des es oxydables (MO) contenues dans l'eau. Les quan-ont calculées en tenant compte de la demande chi- en oxygène (DCO) et de la demande biochimique gène pendant cinq jours (DBO_5) en appliquant la e suivante :

$$\text{pollution (kg)} = \frac{DCO + 2\,DBO_5}{3}$$

r la pollution domestique (pollution des collectivités), les quantités de pollution (MES et MO) sont sou-onnées en équivalents habitants :

équivalent habitant correspond à 90 g/jour de es en suspension et 57 g/jour de matières oxy- soit en tout 147 g de ces matières.

uantités de substances inhibitrices ou toxiques, ées par des tests de toxicité sur la daphnie ou puce La toxicité est exprimée en kilo équitox/jour de es inhibitrices. Une eau contient un équitox par cube si, dans les conditions de l'essai, elle immo-50 % d'une population de daphnies.

ableau 20 indique la pollution nette rejetée et la on retirée par les industries pour chacun de ces ètres. Les données sont établies chaque année par rvice de l'environnement industriel (Secrétariat à l'environnement et à la qualité de la vie, Direction prévention des pollutions), à partir des assiettes levances des Agences financières de bassin.

tableau 21 indique le poids relatif des émissions des différentes branches d'activités par rapport à ution industrielle des eaux.

pollution domestique, qui fait également l'objet redevance, est traitée et éliminée par les collectivités au moyen de stations d'épuration.

ableau 22 rend compte de l'évolution des capacités itement à la disposition des collectivités locales, et ollution éliminée par les installations de traitement.

La surveillance de la qualité du milieu marin se heurte à plusieurs difficultés inhérentes à la nature du domaine étudié :

— difficulté de réaliser des mesures dans un milieu aux caractéristiques biochimiques complexes;

— difficulté d'apprécier les flux de pollution en provenance de la terre (pollution tellurique);

— difficulté enfin de gérer un patrimoine commun à l'ensemble des nations.

51. LA QUALITÉ DES EAUX MARINES

La mesure de la qualité des eaux s'effectue à partir de deux types d'opérations continues de surveillance :

— une surveillance générale des différents composants du milieu (eau, sédiments, matière vivante) dans le cadre du Réseau national d'observation de la qualité du milieu marin (R.N.O.);

— une surveillance particulière de la qualité des eaux de baignade sur l'ensemble des plages françaises.

51.1. *Le Réseau national d'observation (tableau 23)*

Mis en place en 1974 par le Ministère chargé de l'environnement, avec l'appui scientifique et technique du C.N.E.X.O., le Réseau national d'observation s'articule autour de 18 zones de surveillance comportant chacune plusieurs stations hydrographiques sur lesquelles sont effectués des prélèvements selon des fréquences variables en fonction des paramètres étudiés. Ils donnent lieu à la réalisation, par des laboratoires spécialisés et sous la direction scientifique du C.N.E.X.O., d'analyses sur l'eau, la matière vivante et les sédiments.

L'hétérogénéité du milieu marin et la diversité des usages actuels ou potentiels conduisent à faire porter les efforts sur trois types de zones :

— les zones manifestement soumises à des apports importants d'agents exogènes (grands estuaires, zones industrialo-portuaires);

— les zones représentant un intérêt biologique ou hydrographique particulier (zones conchylicoles, baies, rades);

— des zones *a priori* indemnes de toute pollution, servant de zones témoins.

Parmi les nombreux paramètres mesurés (50 environ) le tableau 23 indique les moyennes (sur l'année 1981) des résultats de mesure pour les hydrocarbures, les diphényls polychlorés (PCB), le mercure et le cadmium, ainsi que les concentrations admissibles correspondantes.

51.2. *La salubrité des plages (tableau 24)*

La surveillance de la qualité des eaux de baignade s'effectue à partir du réseau de surveillance de la qualité bactériologique des plages du littoral français mis en

ent à une directive du 8 décembre 1975 du
ommunautés européennes, le principe du
ire repose principalement sur la réalisation
u comprenant la recherche de germes-tests.
s de mesure sont présentés au tableau 24.

CES DE POLLUTION

n du milieu marin provient de sources

ersements volontaires ou accidentels de
articulier hydrocarbures);
tions transportées par les fleuves, très im-
is difficilement quantifiables;
tions en provenance du littoral : pollution
es communes littorales et pollution indus-
enance des complexes industrialo-portuaires.

ion des communes littorales *(tableaux 25, 26)*

indiqués proviennent de la Direction de la
pollutions (Secrétariat d'État à l'environne-
qualité de la vie).
brute est calculée à partir de la population
s littorales : en hiver, population séden-
population de pointe en période estivale.
nette est la pollution rejetée par une popu-
ente après épuration.
26 donne l'évolution des capacités de trai-
tions d'épuration et du nombre d'habitants

tion industrielle *(tableau 27)*

proviennent du dépouillement des rede-
lution pour les entreprises des communes
définitions dans le paragraphe consacré à
le l'eau). Ils correspondent à la pollution
ire à la pollution effectivement rejetée dans
iron 70 % des rejets) et les rejets dans les
inissements collectifs.

ets

ETS DES MÉNAGES *(tableaux 28 et 29)*

de tonnes d'ordures ménagères doivent être
France chaque année (soit en moyenne
nt/an).

de déchets encombrants.

En matière de traitement des déchets des ménages, plusieurs procédés sont habituellement utilisés (tableau 29) :

— la décharge contrôlée dans laquelle les ordures sont mises en couches successives sur un terrain dont les caractéristiques évitent tout risque de pollution. Les déchets peuvent être compactés ou non, et éventuellement broyés au préalable;

— le compostage a pour but de transformer une partie des ordures en compost utilisable pour l'amendement des sols agricoles;

— l'incinération sans récupération d'énergie consiste à brûler les ordures dans des fours spéciaux adaptés à leurs caractéristiques;

— l'incinération avec récupération d'énergie permet, pour les usines de grande capacité et lorsqu'il existe des débouchés suffisants, de récupérer de la chaleur qui peut être vendue à une compagnie de chauffage urbain ou à des industries proches. Dans certains cas, on produit simultanément de l'électricité;

— le traitement mixte combine le procédé de compostage et celui de l'incinération des produits non compostables.

62. LES DÉCHETS INDUSTRIELS *(tableaux 30 et 31)*

Les déchets industriels peuvent être schématiquement classés en deux groupes :

— les déchets industriels « banals » assimilables aux ordures ménagères;

— les déchets industriels « spéciaux » qui peuvent être à l'origine d'atteintes particulières à l'environnement en cas de mauvaise élimination. Au sein de cette catégorie, il convient de distinguer :

- les déchets ne nécessitant pas un traitement spécifique et dont la mise en décharge, moyennant certaines conditions, constitue pour certains d'entre eux une solution acceptable;
- les déchets toxiques et dangereux dont l'élimination doit être assurée grâce à la mise en œuvre de moyens adaptés.

Les données indiquées au tableau 30 constituent la synthèse des résultats de l'inventaire des déchets industriels réalisé par le Ministère de l'environnement entre 1974 et 1978.

Les principales filières d'élimination des déchets industriels spéciaux toxiques sont actuellement : l'incinération, les traitements physico-chimiques et la mise en décharge contrôlée. Les installations collectives de traitement ont été créées pour les établissements industriels ne disposant pas de capacité interne de traitement. On distingue (tableau 31) :

— les centres collectifs polyvalents pour l'incinération ou les traitements physico-chimiques;

fluides d'usinage, solvants, acides, bains métal- etc.).

RÉCUPÉRATION DES DÉCHETS *(tableau 32)*

le contexte général de lutte contre le gaspillage tières premières et de protection de l'environne- ontre les pollutions, un des objectifs des pouvoirs est de développer l'utilisation de technologies , et la récupération.

déchets solides constituent en fait un important t de matériaux, ils doivent donc être considérés une ressource qui peut trouver plusieurs types tion :

recyclage proprement dit, par réincorporation processus de fabrication permettant de générer e produit;

réutilisation, par réincorporation dans un autre us de fabrication afin d'obtenir un nouveau produit;

réemploi, qui consiste à prolonger la période d'uti- du produit destiné à l'abandon par son détenteur.

qu'encore trop peu développée, la récupération nisée pour certains produits et matériaux contenus déchets en vue du recyclage ou de la réutilisation dustrie (tableau 32).

Le tableau 33, tiré du Rapport sur l'état de l'environnement (édition 1983) a été réalisé par la Mission des études, des statistiques et du plan du Secrétariat d'État à l'environnement et à la qualité de la vie. Il constitue un essai d'établissement d'un bilan des dépenses pour l'environnement réalisées par l'ensemble des agents en France, en 1979, complétant par des estimations les postes n'ayant pas encore, à ce jour, fait l'objet d'un chiffrement précis. Ce bilan doit, par conséquent, être utilisé avec la plus grande précaution.

Les dépenses sont ventilées en dépenses d'investissement et de fonctionnement; certaines dépenses de renouvellement de matériels ont été comptabilisées en investissements.

Les programmes « environnement ».

Les dépenses en faveur de l'environnement sont présentées en distinguant les postes suivants correspondant aux programmes de l'environnement :

— gestion des milieux naturels : alimentation en eau potable, drainage, irrigation, défense contre les crues et la mer, restauration des terrains en montagne...;

— protection du patrimoine écologique : parcs nationaux, protection de la faune et de la flore, réserves naturelles...;

— amélioration du cadre de vie : parcs régionaux, espaces verts, aménagement de forêts...;

— lutte contre les pollutions et nuisances provenant du système de production-consommation : eau, air, déchets...

EAU 2.06 - 1

ition du territoire métropolitain

Source : Ministère de l'agriculture. — S.C.E.E.S. (Statistique annuelle et enquête utilisation du territoire). Secrétariat d'État à l'environnement et à la qualité de la vie; État de l'environnement 1983.

Catégories	1948		1982	
	Millier d'hectares	%	Millier d'hectares	%
Terres arables (1)	18.949	34,4	17.624	32,1
Superficies toujours en herbe	12.302	22,3	12.734	23,2
Autres superficies agricoles utilisées	2.131	3,8	1.374	2,5
Peupleraies et bois et forêts(2)	11.100	20,2	14.619	26,6
Territoire agricole non cultivé	6.036	11,0	2.729	5,0
Territoire non agricole	4.586	8,3	(3) 5.839	10,6
Total (4)	**55.104**	**100**	**54.919**	**100**

(1) Les terres arables comprennent les terres labourables, les cultures maraîchères et potagères, les plantes médicinales et à parfum et les fleurs. — (2) Progression en partie apparente. — (3) Dont sols artificialisés : 2.816 milliers d'hectares. — (4) Cadastre en 1948, planimétrage I.G.N. en 1982.

2.06 - **2**

du territoire selon l'utilisation fonctionnelle principale (1)

Source : Ministère de l'agriculture — S.C.E.E.S. — (Enquête utilisation du territoire)
Secrétariat d'État à l'environnement et à la qualité de la vie.
État de l'environnement 1983.

Unité : millier d'hectares

Utilisation fonctionnelle principale	1981	
	Superficie	%
Mines et carrières	68	0,1
Agriculture	32.873	59,9
Sylviculture	14.677	26,7
Pêche	130	0,2
Industrie	137	0,2
Énergie	61	0,1
Réseaux de transport et de stationnement	1.154	2,1
Commerce, artisanat, bureaux, administration	77	0,1
Armée	273	0,5
Enseignement, recherche, culture, culte, équipements sociaux et sanitaires	72	0,1
Sport et loisirs de plein air	255	0,5
Habitat individuel	1.248	2,3
Habitat collectif	94	0,2
Dépôts décharges	30	0,1
Protection du milieu	160	0,3
Absence d'usage	3.610	6,6
Total	**54.919**	**100**

(1) Résultats provisoires.

2.06 - **3**

côtes de France. — Part de l'espace littoral libre de toute urbanisation en 1977

Source : Ministère du temps libre : Service d'étude et d'aménagement touristique du littoral
Ministère de l'environnement : État de l'environnement 1980

Unité : kilomètre

	Façades maritimes		Estuaires	Total linéaire côtier	% de la longueur de côte libre de toute urbanisation (1)
	Continent	Iles			
Côte d'Opale	220	–	12	232	32
Haute-Normandie	126	–	41	167	54
Basse-Normandie	367	3	101	471	29
Bretagne	1.105	225	442	1.772	7
Centre - Ouest Atlantique	431	244	57	732	22
Aquitaine	343	–	113	456	52
Languedoc - Roussillon	214	–	–	214	18
Provence - Côte d'Azur	592	95	–	687	12
Corse	787	15	–	802	44
France	**4.185**	**582**	**766**	**5.533**	**23**

(1) Espaces naturels continus sur des sections de 2 km au moins et sur des profondeurs de 500 m au moins.

EAU 2.06 - **4**

tion de la superficie des espaces protégés en 1982 (France métropolitaine)

Sources : Secrétariat d'État à l'environnement et à la qualité de la vie. État de l'environnement 1983 (Mission des études, des statistiques et du Plan), - Ministère de l'urbanisme et du logement.

	Superficie en km²	% du total des espaces non aménagés
Total France métropolitaine	549.192	100,0
dont : espaces protégés :		
Réserves naturelles	547	0,1
Forêts publiques	17.410	3,2
Acquisitions du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (C.E.L.R.L.)	227	ε
Parcs nationaux (zones centrale)	3.409	0,6
Zones N.D. des P.O.S. (1)	38.905	7,1
Sites classés (2)	2.030	0,4
Acquisitions dans les périmètres sensibles	55	ε
Total brut des protections fortes	*62.583*	*11,4*
Zone N.C. des P.O.S. (1)	61.721	11,2
Forêts communales, sectionnales, affectées et soumises à l'article L. 224.6	25.160	4,6
Total brut des zones agricoles ou forestières protégées	*86.881*	*15,8*
Sites inscrits (2) [données 1980]	10.816	2,0
Périmètres de protection des monuments historiques (3)	4.923	0,9
Total brut des autres protections	*15.739*	*2,9*
Total brut toutes protections	*165.203*	*30,1*
Recouvrement entre protections (4)	12.347	2,2
Total net des surfaces protégées	**152.856**	**27,9**

(1) P.O.S. : plans d'occupation des sols rendus publics ou approuvés; N.D. : zones naturelles protégées; N.C. : zones naturelles agricoles. — (2) Les surfaces données pour les sites inscrits et classés sont sous-estimées, en effet, une partie seulement de ces sites a pu être planimétrée, faute de documents cartographiques (sites très anciens). — (3) Les surfaces des périmètres de protection des monuments historiques comptabilisés dans ce tableau ne concernent que les zones non urbanisées, déduction faite des doubles comptes avec les autres mesures de protection, les P.O.S. notamment, ce qui explique une légère diminution par rapport à une précédente estimation faite en 1978. — (4). On a estimé que le temps de recouvrement n'avait pas varié entre 1981 et 1982. En réalité, il a sans doute augmenté.

EAU 2.06 - **5**

icies des zones naturelles protégées (N.D.) et des zones naturelles agricoles (N.C.)
e métropolitaine et D.O.M.)

n au 1er octobre

Source : Ministère de l'urbanisme et du logement (Direction de l'urbanisme et des paysages). État de l'environnement 1983

Unité : km²

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Zones naturelles protégées (N.D.)	7.706	12.755	18.575	23.710	29.130	34.382	38.905
Zones naturelles agricoles (N.C.)	10.747	18.256	26.769	33.840	42.870	52.165	61.721

els régionaux. Situation au 31 décembre 1982

: Secrétariat d'État à l'environnement et à la qualité de la vie.
Étude : « Les espaces, parcs », Analyse socio-économique S.E.G.E.S.A.

m du parc (année de création)	Départements	Nombre de communes	Superficie km² (1)	Nombre d'habitants (2) 1975	Nombre d'habitants (2) 1982	Capacité d'accueil (estimation)
ique (1969)	Finistère	29	650	33.771	32.605	25.200
(1970)	Loire-Atlantique	11	414	26.276	33.877	7.500
ne (1974)	Eure - Seine-Maritime	39	446	32.591	34.451	3.800
gue (1970)	Bouches-du-Rhône	2	820	2.120	2.045	14.100
(1972)	Corse-du-Sud - Haute-Corse	80	2.200	46.803	...	58.000
d'Orient (1970)	Aube	44	669	17.293	18.349	5.200
anguedoc (1973)	Hérault - Tarn	70	1.450	58.672	58.592	37.900
de Gascogne (1970)	Gironde - Landes	22	2.087	26.792	30.138	11.000
ne (1974)	Meuse - Moselle - Meurthe-et-Moselle	176	2.059	73.784	74.138	12.900
n (1977)	Alpes-de-Haute-Provence - Vaucluse	60	1.523	102.757	112.634	43.700
Poitevin (1979)	Vendée - Charentes-Maritimes - Deux-Sèvres	107	2.167	83.188	87.926	54.700
ique (1976)	Martinique	33	701	80.000	...	...
gne de Reims (1976)	Marne	69	554	35.192	33.737	3.900
n (1970)	Côte d'Or - Nièvre - Saône-et-Loire - Yonne	64	1.717	30.176	28.667	39.500
ndie - Maine (1975)	Manche - Orne - Mayenne - Sarthe	159	2.520	99.080	99.349	44.200
1974)	Loire - Rhône	42	641	29.838	33.400	21.200
s (1977)	Hautes-Alpes	11	707	4.549	5.438	46.600
Amand - Raisme (1968) [y compris et d'extension]	Nord	52	453	•	176.321	...
s (1970)	Drôme - Isère	54	1.570	24.216	25.455	69.200
s d'Auvergne (1977)	Cantal - Puy-de-Dôme	124	3.355	85.413	86.937	130.800
du Nord (1975)	Bas-Rhin - Moselle	94	1.167	73.915	73.730	20.800

(1) Il s'agit de la superficie entière des communes, même si dans certains cas, la totalité de cette superficie ne se trouve pas dans le périmètre c (excepté pour les parcs de l'Armorique, la Corse, le Haut-Languedoc pour lesquels un réajustement a été fait). — (2) A été pris en compte la popu- totale des communes rurales intégrées dans le périmètre du parc.

e cumulé de sites inscrits et classés (1)

Source : Ministère de l'urbanisme et du logement; Direction de l'urbanisme et des paysages; État de l'environnement 1983

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Nombre de sites inscrits.....	4.413	4.508	4.546	4.616	4.675	4.733	4.795
Nombre de sites classés.....	2.168	2.195	2.221	2.233	2.260	2.280	2.309

(1) Nombre cumulé depuis 1930.

AU 2.06 - 8

ationaux. Situation au 31 décembre 1982

Source : Secrétariat d'État à l'environnement et à la qualité de la vie. Étude « Les parcs nationaux et leurs zones périphériques. »

Superficie en km²

Nom du parc et date de création	Département	Superficie (1) Totale	Superficie (1) Dont zône centrale	Population totale 1975	Population totale 1982
Vanoise (décret du 7 juillet 1963).....	Savoie.....	1.993	528,4	25.192	27.973
Port-Cros (décret du 14 décembre 1963).....	Var.....	(2) 6,9	...	30	30
Pyrénées-occidentales (décret du 23 mars 1967)....	Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Atlantiques.....	2.632	457,1	41.631	40.223
Cévennes (décret du 2 septembre 1970).....	Lozère, Gard, Ardèche....	3.209	844,1	40.280	41.272
Les Écrins (décret du 27 mars 1973).....	Hautes-Alpes, Isère.....	2.288	918,0	24.935	27.639
Mercantour (décret du 18 août 1979).....	Alpes-Maritimes, Alpes-de, Haute-Provence.....	2.152	685,0	15.525	16.445
Totaux.....	.....	12.280,9	3.432,6	147.593	153.582

(1) A été prise en compte la superficie totale des communes situées dans certains cas en partie seulement dans le périmètre du parc. — (2) Non compris, 18 km² en zone maritime.

AU 2.06 - 9

es naturelles officiellement créées (situation en fin d'année)

Source : Secrétariat d'État à l'environnement et à la qualité de la vie (Direction de la protection de la nature); État de l'environnement 1983.

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Nombre de réserves.....	5	8	21	27	31	36	36	40	50	58	63
Superficies (en km²) [1].....	48,3	74,2	122,6	273,2	308,7	401,4	401,4	459,9	532,0	543,2	547,3

(1) Non compris à partir de 1972, la réserve de Banc d'Arguin dont la superficie varie de 1,5 à 5 km², et y compris à partir de 1976 la réserve de la presqu'île de la Caravelle (Martinique) de 5,2 km².

spèces de vertébrés de France métropolitaine (y compris Corse) disparues, en voie de disparition, u en régression (1983).

: Muséum national d'histoire naturelle (secrétariat de la faune et de la flore).
Secrétariat d'État à l'environnement et à la qualité de la vie (État de l'environnement 1983) *Unité :* espèce.

	Classe de vertébrés					
	Poissons	Amphibiens	Reptiles	Oiseaux (nicheurs)	Mammifères	Total
s disparues de France	–	–	1	16	11	28
es présentes en France (1)	**70**	**29**	**33**	**264**	**100**	**496**
Espèces amenées par leur régression à un niveau critique d'effectifs	6	3	2	52	8	71
Espèces affectées d'une régression forte et continue et qui ont déjà disparu de nombreuses régions	7	5	2	29	2	45
Espèces dont la population n'a pas sensiblement diminué, mais dont les effectifs sont faibles	–	8	7	39	19	73
Autres espèces en régression nette	7	2	4	12	30	55
des espèces disparues, en voie de disparition, menacées en régression	**20**	**18**	**16**	**148**	**70**	**272**
urcentage du nombre d'espèces (2)	*29*	*62*	*47*	*53*	*63*	*52*

(1) Espèces terrestres et d'eau douce de la France métropolitaine (y compris Corse); espèces marines au sens strict (ex : cétacés) exclues. — ésentes et disparues.

2.06 - **11**

espèces végétales de France métropolitaine (y compris Corse) considérées comme disparues, en parition ou en régression en 1974

: Secrétariat d'État à l'environnement et à la qualité de la vie (Direction de la protection de la nature); État de l'environnement 1983

Niveau de régression	Nombre total d'espèces	*dont :* endémiques (1)	Répartition par type d'habitat (2)						
			R	A	S	F	O	L	H
s *considérées comme disparues* uis 1900 environ)	40	(9)	13	10	21	1	2	2	2
s menacées :									
rêmement raréfiées (peut-être ntes)	61	(15)	10	11	20	1	8	8	16
s forte régression	81	(9)	9	22	10	3	3	10	27
gression	261	(43)	19	51	67	15	10	25	77
Total	**403**	**(67)**	**38**	**84**	**97**	**19**	**21**	**43**	**120**

(1) Espèces spéciales à la France. — (2) Une espèce peut être présente dans plusieurs types.
R = Plante rupestre (falaises, rocher,...); A = Plante arvicole (champs, moissons,...); S = Plante des groupements naturels à dominance acées (haies, prés, landes,...); F = Plante des milieux forestiers ; O = Plante Orophile (des montagnes élevées); L = Plante vivant sur le ou u littoral; H = Plante des zones humides (étangs, rivières, marais,...).

s de chasse (1)

Source : Secrétariat d'État à l'environnement et à la qualité de la vie (Direction de la protection de la nature, état de l'environnement 1983)

Texte réglementaire de base	Type de réserve	1976		1er janvier 1982	
		Nombre de réserves	Surface (en hectares)	Nombre de réserves	Surface (en hectares)
Arrêté du 2 octobre 1951	Réserve de chasse approuvée (terrains privés)	1.312	261.152	1.276	257.657
Arrêté du 2 octobre 1951	Réserve de chasse approuvée (forêt domaniale)	1.435	141.876	200	146.700
Arrêté du 20 juin 1968	Réserve nationale de chasse	9	43.000	8	24.128
Loi du 10 juillet 1964 et décret du 6 octobre 1966	Réserve des associations communales de chasse approuvée (2)	8.411	1.234.948	■ 2.685	1.380.342
Décret du 18 octobre 1968 et arrêté du 2 octobre 1951	Réserve de chasse fluviale (3)	261	•	313	11.445
Loi du 24 octobre 1968	Réserve de chasse maritime (4)	90	(5)	91	(5)
	Total	**11.518**	**1.680.976**	**4.573**	**1.820.272**

(1) Non compris les réserves naturelles où la chasse est interdite. — (2) En 1976 : nombre de réserves; en 1982 : nombre d'associations (il y a au minimum, une réserve par association). — (3) Surface en eau; longueur de cours d'eau : 2.420 km en 1982. — (4) Nombre de réserves : dont 71 îles ou archipels. — (5) Longueur de côte des réserves continentales : 1976, 351 km; 1982, 877 km.

AU 2.06 - 13

et pêche fluviale

Sources : Office national de la chasse; Conseil supérieur de la pêche

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
CHASSE											
Permis délivrés (en milliers) (2)	1.999,2	2.065,4	2.318,7	2.418,1	2.225,0	2.222,3	2.165,7	2.125,9	2.064,0	2.016,5	1.983,1
Réserves particulières approuvées (surface en milliers d'ha)	298,3	298,3	298,3	298,3	(1) 247,2	249,6	261,8	261,2	261,2	261,2	257,7
PÊCHE FLUVIALE											
1. *Pêcheurs professionnels* (pêcheurs aux filets et aux engins) :											
Permis délivrés	19.347	19.712	19.450	19.806	20.285	19.988	15.686	15.252	15.199	15.045	14.560
dont : permissionnaires de petites pêches et compagnons	*15.378*	*15.471*	*15.192*	*15.613*	*15.625*	*15.521*	*12.577*	*12.533*	*12.505*	*12.762*	*12.403*
2. *Pêcheurs à la ligne :*											
Associations agréées	4.032	4.043	4.056	4.062	4.074	4.078	4.080	4.084	4.095	4.110	4.134
Permis délivrés (en milliers)	2.673,6	2.569,1	2.537,8	2.565,8	2.585,8	2.485,9	2.580,6	2.530,3	2.434,6	2.359,4	2.349,1
dont : *pêcheurs au lancer* (en milliers)	*1.956,2*	*1.888,5*	*1.862,4*	*1.880,7*	*1.906,0*	*1.844,6*	*1.935,1*	*1.951,4*	*1.903,8*	*1.877,5*	*1.890,0*

(1) Au 1er novembre 1975. — (2) Permis départementaux et nationaux.

2.06 - **14**

les moyennes annuelles de pollution atmosphérique dans les principales villes de France

e : Secrétariat d'État à l'environnement et à la qualité de la vie (Direction de la prévention des pollutions, État de l'environnement 1983).

Unité : microgramme de polluant par mètre cube d'air.

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	p 1982
Acidité forte (principalement dioxyde de soufre (SO^2) produit par les chauffages domestiques et industriels)											
de Paris	139	149	110	115	116	97	109	104	89	71	68
Couronne de Paris	•	•	•	93	99	82	88	85	76	72	...
mération lyonnaise	108	100	82	74	76	61	67	70	66	52	46
de Marseille	117	119	86	91	105	101	•	77	72	64	56
mération lilloise	109	108	77	72	69	61	58	69	57	54	50
mération de Rouen	111	•	84	63	53	72	85	83	70	49	48
de Strasbourg	87	89	84	65	65	47	59	63	58	44	55
de Bordeaux	53	60	49	52	55	42	32	28	29	23	...
de Nantes	36	45	35	34	41	37	39	38	30	21	26
de Caen	50	55	49	74	77	39	31	(1) 20	27	20	24
du Havre	•	•	•	66	65	70	70	72	76	63	59
mération de Clermont-Ferrand	75	92	53	53	50	39	40	42	38	33	...
de Montpellier	28	16	26	28	25	25	18	25	28	26	...
de Reims	•	60	44	51	51	44	47	46	30	29	...
de Toulouse (2)	•	•	23	27	28	21	21	•	•	•	•
de Fos	68	70	52	55	•	•	59	55	54	34	30
de Berre	57	52	42								
de Rennes (2)	33	49	42	48	42	28	28	•	•	•	•
de Nîmes	•	•	•	67	74	50	43	•	38	36	...
mération de Saint-Étienne	62	74	71	49	57	47	•	•	•	•	•
mération de Grenoble	71	71	66	71	73	77	67	71	69	62	...
de Dunkerque	•	•	•	42	45	58	41	46	32	30	35
Fumées noires (résidus de combustion industriels et domestiques)											
de Paris	69	64	52	57	57	47	52	60	51	50	
Couronne de Paris	•	•	•	42	43	35	37	39	38	33	
mération lyonnaise (3)	57	51	52	55	45	42	48	44	•	...	
mération lilloise	58	57	45	46	42	35	27	26	25	24	
de Strasbourg (3)	67	53	48	50	48	42	41	•	•	...	
de Bordeaux	56	51	54	51	45	41	34	34	34	25	
de Nantes	32	35	30	36	34	22	27	20	14	15	
de Caen (3)	28	27	19	22	21	15	13	17	•	...	
mération de Clermont-Ferrand	44	48	27	30	23	21	18	15	14	14	
de Reims	•	22	25	33	30	29	27	24	22	20	
de Toulouse (2)	•	•	•	95	71	79	73	•	•	...	
de Marseille	104	118	100	79	113	83	•	48	55	55	
de Rennes (2)	28	34	25	26	26	17	21	•	•	...	
mération de Saint-Étienne	56	50	38	37	44	42	45	•	•	...	
mération de Grenoble	52	47	39	45	42	42	36	33	•	...	
mération de Rouen	•	•	•	•	•	•	•	36	25	27	

(1) A partir de 1979: nouveau réseau de Caen E.S.P.A.C. — (2) Résultats non transmis. — (3) Mesures de fumées noires arrêtées et remplacées es mesures de poussières en suspension.

2.06 - **15**

de dioxyde de soufre (SO^2) par secteur d'activité (1)

ce : Secrétariat d'État à l'environnement et à la qualité de la vie (État de l'environnement 1983).
Centre interprofessionnel technique d'étude de la pollution atmosphérique (CITEPA).

Unité : millier de tonnes

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
nble	**2.740**	**3.270**	**3.500**	**3.472**	**2.979**	**3.450**	**3.057**	**3.230**	**3.403**	**3.170**	**2.413**
dont :											
ctricité et gaz de France	543	1.030	1.065	1.102	974	1.382	1.040	1.192	1.370	1.230	967
ffineries	280	330	366	335	298	322	320	321	312	335	246
lérurgie et industries	1.079	1.279	1.378	1.432	1.237	1.259	1.255	1.252	1.255	1.181	904
mestique et tertiaire	543	555	605	515	399	409	366	383	378	333	240

(1) Chiffres rectifiés par rapport à l'édition 1982.

EAU 2.06 - 16

re de villes de plus de 100.000 habitants équipées d'un réseau de surveillance ou d'alerte (2)

Source : Secrétariat d'État à l'environnement et à la qualité de la vie (Direction de la prévention des pollutions).

	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Ville de plus de 100.000 habitants (1) équipée d'un réseau de surveillance ou d'alerte...	34	34	38	40	41	42

(1) R.G.P. 1975. — (2) Chiffres rectifiés par rapport à l'édition 1982.

EAU 2.06 - 17

on de la qualité des eaux superficielles

tion par classe de qualité en % des points de mesure)

Source : Secrétariat d'État à l'environnement et à la qualité de la vie (Direction de la prévention des pollutions); État de l'environnement 1983.

Unité : en pourcentages

Qualité	1971	1973	1975	1977	1979	1981
Du point de vue des matières oxydables						
1A Eaux exemptes de pollution	7	3	2	5	7	17
1B Qualité légèrement moindre	18	20	27	21	25	44
2 Qualité passable	45	51	50	45	48	28
3 Qualité médiocre	24	20	14	20	16	8
Hors classe (eaux inaptes à la plupart des usages)	6	6	7	9	4	3
Total	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**
Du point de vue de la minéralisation et des toxiques						
1A Eaux exemptes de pollution	7	5	2	2	4	7
1B Qualité légèrement moindre	9	8	8	7	9	11
2 Qualité passable	29	26	24	11	25	33
3 Qualité médiocre	32	24	33	50	55	48
Hors classes (eaux inaptes à la plupart des usages)	23	37	33	30	7	1
Total	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**

2.06 - **18**

el : ressources, prélèvements, consommation d'eau

nuelle 1975-1978

e : Secrétariat d'État à l'environnement et à la qualité de la vie (Direction de la prévention des pollutions); État de l'environnement

Unité : million de m

Bassin hydrographique	Prélèvements						Consommations				
	Ressources	Agricoles	Urbains	Industriels	Refroidissement	Total	Agricoles	Urbains	Industriels	Refroidissement	Total
r–Garonne	40.000	300	400	800	600	2.100	120	100	70	6	296
s-Picardie	4.000	100	300	600	–	1.000	50	80	50	11	191
-Bretagne	35.000	500	550	300	2.100	3.450	200	120	30	19	369
Meuse	13.000	30	450	1.300	1.100	2.880	10	100	130	7	247
e-Méditerranée-Corse	55.000	3.800	950	500	1.400	6.650	1.700	200	50	11	1.961
-Normandie	18.000	300	1.300	1.100	4.200	6.900	100	350	100	26	576
France entière	**165.000**	**5.030**	**3.950**	**4.600**	**9.400**	**22.980**	**2.180**	**950**	**430**	**80**	**3.640**

2.06 - **19**

e plus de 100 millions de mètres cubes de capacité totale de réserve

mbre 1982

Source : Électricité de France; Secrétariat d'État à l'environnement et à la qualité de la vie (État de l'environnement 1983)

Nom des barrages	Capacité totale (millions m³)	Année d'achèvement
Serre-Ponçon (Hautes-Alpes et Alpes-de-Haute-Provence)	1.270	1960
Sainte-Croix (Alpes-de-Haute-Provence)	767	1974
Vouglans (Jura)	605	1968
Bort-les-Orgues (Corrèze)	477	1952
du Der de Chantecoq (Haute-Marne)	350	1974
Mont-Cenis (Savoie)	322,5	1968
Sarrans (Aveyron)	296	1933
Grandval (Cantal)	292	1960
Monteynard (Isère)	270	1962
Villerest (Loire)	238	1982
Tignes (Savoie)	235	1953
L'Aigle (Cantal)	230	1946
Seine	205	1966
Roselend (Savoie)	188	1962
La Rance (Ille-et-Vilaine)	184	1966
Le Chastang (Corrèze)	180	1951
Parreloup (Aveyron)	169	1951
Castillon (Alpes-de-Haute-Provence)	149	1948
Saint-Étienne-Cantalès (Cantal)	133,5	1945
Naussac (Haute-Loire)	128	1981
Orédon (Hautes-Pyrénées)	127	...
Salagou (Hérault)	125	1972
Le Sautet (Isère)	107,7	1935
Vassivières (Creuse et Haute-Vienne)	107	1951
Total	**7.382,7**	
Barrage en cours de réalisation		
Aube	175	

EAU 2.06 - 20

on industrielle de l'eau

Source : Secrétariat d'État à l'environnement et à la qualité de la vie (Direction de la prévention des pollutions; État de l'environnement 1983

Unités { Matières en suspension et matières oxydables : tonne /jour
Matières toxiques : Kilo équitox / jour

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Pollution nette (1) rejetée par les industries :							
— matières en suspension	2.754	2.525	2.637	2.577	2.481	2.424	2.397
— matières oxydables	3.621	3.409	3.278	3.215	3.068	2.847	2.774
— matières toxiques	•	86.016	85.443	71.561	70.987	65.567	56.185
Pollution retirée par les industries :							
— matières en suspension	2.890	3.796	4.762	6.982	6.065	8.498	8.797
— matières oxydables	1.038	1.196	1.418	1.739	1.905	2.523	2.719
— matières toxiques	27.248	33.624	37.071	51.031	56.365	69.783	76.651

(1) Pollution après traitement.

EAU 2.06 - 21

oution des grands secteurs d'activité à la pollution industrielle des eaux

Source : Secrétariat d'État à l'environnement et à la qualité de la vie (Direction de la prévention des pollutions); État de l'environnement 1983. en %

Secteurs d'activité	Matières en suspension				Matières oxydables				Matières toxiques			
	1977	1978	1979	1980	1977	1978	1979	1980	1977	1978	1979	1980
Industrie chimique	32,2	31,9	31,8	32,2	25,4	24,6	22,8	21,7	48,6	47,7	47,7	47,8
Industrie agro-alimentaire	19,2	19,4	19,8	20,1	35,1	35,0	37,2	38,9	0,2	0,2	0,1	–
Industries des métaux	15,0	15,5	15,9	15,6	6,0	8,7	9,9	10,0	42,8	41,8	42,8	41,6
Bois, papiers, cartons	13,0	12,9	10,6	10,0	19,4	17,5	14,3	13,3	1,9	1,8	1,4	1,7
Industries textiles	4,8	4,5	5,5	5,8	7,7	7,5	8,4	8,9	3,3	4,7	4,0	4,2
Commerces et services	5,2	5,4	5,5	5,5	2,8	2,9	3,1	3,1	–	–	–	–
Industries extractives	4,4	4,2	3,8	4,0	0,9	0,9	0,9	0,9	1,2	1,1	1,3	1,6
Cuirs et peaux	1,6	1,4	1,3	1,2	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,1	1,3
Production d'énergie	0,9	1,0	1,0	1,1	1,0	1,1	1,5	1,3	0,4	0,8	0,9	1,0
Industries minérales	1,5	1,5	1,6	1,8	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,6	0,8
Indéterminés + divers	1,7	2,2	3,2	2,7	0,2	0,2	0,3	0,3	–	–	0,1	–
Imprimerie, plastiques, tabacs	0,5											
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

EAU 2.06 - 22

ion de la capacité de traitement et de la pollution éliminée (collectivités locales)

Source : Secrétariat d'État à l'environnement et à la qualité de la vie (Statistiques des Agences financières de bassin); État de l'environnement 1983).

Unité : Million d'équivalents /habitants.

	1970	1973	1976	1978	1979	1980
Capacité de traitement	13,0	21,4	37,3	44,7	46,6	48,5
Pollution éliminée	6,0	11,2	20,3	21,1	23,3	24,8

es eaux marines (1) : Teneurs en hydrocarbures, diphényls-polychlorés, cadmium et mercure

1981 par façade maritime) - Valeur moyenne sur la période.

rce : Secrétariat d'État à l'environnement et à la qualité de la vie (Direction de la prévention des pollutions); Réseau national d'observation de la lité du milieu marin; C.N.E.X.O. État de l'environnement 1983.

tés : Hydrocarbures aromatiques en microgramme/litre pour Bretagne Sud, Pays de Loire, Côte d'Azur. Hydrocarbures totaux (infra-rouge) en milligrammes par litre pour les autres façades. Diphényls-polychlorés : nanogramme/litre. Cadmium et mercure : microgramme par litre d'eau brute.

Façade matitime	Hydrocarbures totaux (2)		Diphényls polychlorés (3)		Cadmium (4)		Mercure (5)	
	Côte	Large	Côte	Large	Côte	Large	Côte	Large
rd - Pas-de-Calais - Somme	0,05	0,05	143	100	0,06	< 0,05	< 0,05	< 0,05
rmandie	0,02	< 0,02	20	21	0,30	0,10	0,06	0,01
est-Cotentin - Bretagne-Nord	0,02	< 0,02	1,2	1,7	0,30	0,26	0,02	0,02
tagne-Sud	•	•	8	14	0,24	0,18	0,32	0,31
s de la Loire - Charentes	0,19	0,01	14	12	0.83	0,41	0,23	0,12
uitaine	< 0,25	< 0,25	30	< 30	1,03	0,75	0,13	0,09
guedoc - Provence rhodanienne	0,20	0,09	36	55	0,20	< 0,20	0,18	0,18
te d'Azur - Corse	0,66	0,43	10	< 10	0,02	0,01	< 0,01	< 0,01

(1) Ces résultats de mesure doivent être interprétés avec prudence du fait des difficultés de mesure et des différences de méthode existant entre laboratoires d'analyses. — (2) Seuil à ne pas dépasser : 3 mg/litre. — (3) Seuil à ne pas dépasser : 5.000 ng/litre. — (4) Seuil de sécurité : 0,8; seuil e pas dépasser : 10,0. — (5) Seuil de sécurité : 0,3; seuil à ne pas dépasser : 3,0.

des plages : évolution de la qualité bactériologique des eaux de baignade en mer

Source : Secrétariat d'État à l'environnement et à la qualité de la vie (Direction de la prévention des pollutions. — Sous-direction des eaux marines. État de l'environnement 1983)

Années	Nombre de points de prélèvements communs	Évolution de la qualité des points de prélèvements communs (%)		
		↗ (1)	→ (2)	↘ (3)
De 1977 à 1978	988	9,8	78,4	11,8
De 1978 à 1979	1.049	20,6	65,6	13,8
De 1979 à 1980	1.154	18,4	62,0	19,6
De 1980 à 1981	1.283	12,0	81,5	6,5

(1) Pourcentage des points de prélèvement dont la qualité s'améliore. — (2) Pourcentage des points de prélèvement dont la qualité stagne. — (3) Pourcentage des points de prélèvement dont la qualité diminue.

U 2.06 - 25

n brute et nette des communes littorales en 1981

ource : Secrétariat d'État à l'environnement et à la qualité de la vie (Direction de la prévention des pollutions); État de l'environnement 1983.

Unité : Millier d'équivalents/habitants

Zone côtière	Hiver			Été		
	Pollution brute (1)	Pollution nette (2)	Pollution réellement éliminée (en %) (3)	Pollution brute (1)	Pollution nette (2)	Pollution réellement éliminée (en %) (3)
one Nord	427	157	63	675	384	43
one Normandie	687	188	72	1.073	438	59
one Bretagne - Vendée	1.435	761	46	3.621	2.397	34
one Charente - Aquitaine	516	247	56	1.568	1.028	35
one Méditerranée - Ouest	803	175	78	1.672	532	68
one Méditerranée - Est	2.379	2.007	15	3.647	2.976	18
one Corse	180	118	34	285	189	37
Ensemble des communes littorales	**6.427**	**3.653**	**43**	**12.542**	**7.944**	**37**

(1) Pollution rejetée par une population équivalente avant toute épuration. — (2) Pollution rejetée par une population équivalente après épuration. - (3) Part de la pollution effectivement retirée par les stations d'épuration avant rejet.

U 2.06 - 26

d'épuration des communes littorales et nombre d'habitants raccordés

Source : Secrétariat d'État à l'environnement et à la qualité de la vie (Direction de la prévention des pollutions); État de l'environnement 1983. *Unité* : millions d'équivalents/habitants

	1978 (1er juin)	1979 (1er juin)	1980 (1er janvier)	1981 (1er janvier)	1982 (1er janvier)
Capacité d'épuration	6,09	7,01	7,54	8,09	8,85
Habitants raccordés (été)	3,95	4,35	4,88	5,26	5,75
Taux de raccordement (%)	39,0	39,7	44,4	45,6	45,8
Habitants raccordés (hiver)	2,79	2,87	2,99	3,04	3,42
Taux de raccordement (%)	46,1	47,6	50,1	50,5	53,2

ette (1) du milieu marin en provenance des industries des communes littorales en 1980

Source : Secrétariat d'État à l'environnement et à la qualité de la vie (Direction de la prévention des pollutions); État de l'environnement 1983

Unités { Matières en suspension et matières oxydables : tonne /jour
Matières toxiques : million d'équitox jour

Zone côtière	Matières en suspension	Matières oxydables	Matières toxiques
Zone Nord	34,5	23,3	4,51
Zone Normandie	17,8	21,3	0,4
Zone Bretagne-Vendée	32,4	47,9	0,45
Zone Charente-Aquitaine	72,1	42,7	0,65
Zone Méditerranée-Ouest	30,7	13,4	0,36
Zone Méditerranée-Est	67,5	61,3	1,13
Zone Corse	1,2	0,9	–
Ensemble du littoral	**256,2**	**210,8**	**7,5**

(1) Il s'agit d'une estimation du maximum de pollution rejetée en un jour. Cette estimation permet d'établir l'assiette de la redevance. Les chiffres indiqués comprennent à la fois la pollution rejetée dans le milieu (environ 70 % des rejets) et les rejets dans les réseaux d'assainissement collectif.

on moyenne des ordures ménagères collectées (1)

1980)

Source : Secrétariat d'État à l'environnement et à la qualité de la vie (Direction de la prévention des pollutions — Service des déchets); État de l'environnement 1982

	%
Papiers cartons	28
Matières fermentescibles	24
Éléments fins (0 < 20 mm)	17
Verre	11
Matières plastiques	6
Métaux	5
Chiffons	4
Divers	5
dont : bois	1
Total	100

(1) Total annuel : 14 millions de tonnes.

AU 2.06 - 29

tions de traitement des ordures ménagères : nombre d'unités, capacité de traitement et population

au 1er janvier

Source : Secrétariat d'État à l'environnement et à la qualité de la vie (Direction de la Prévention des pollutions); État de l'environnement 1983

Unités { Capacité : tonne/jour ; Population : millier d'habitants

Type de traitement	Nombre d'unités		Capacité de traitement		Population desservie		Part de la population desservie (%)	
	1975	1982	1975	1982	1975	1982 (1)	1975	1982 (1)
Incinération sans récupération d'énergie	126	184	5.796	7.337	6.247	7.622	12	15
Incinération avec récupération d'énergie	20	34	8.149	11.337	9.381	11.565	18	22
Compostage	86	94	4.154	4.671	4.585	4.951	9	9
Broyage	52	139	1.629	4.735	1.565	4.952	3	9
Décharges contrôlées	10	264	5.938	17.634	5.273	18.060	8	35
Total	**294**	**715**	**25.666**	**45.714**	**27.051**	**47.150**	**50**	**90**

(1) D'après le recensement de population de 1975.

AU 2.06 - 30

e l'inventaire des déchets industriels 1974-1978

Source : Secrétariat d'État à l'environnement et à la qualité de la vie (Direction de la prévention des pollutions); État de l'environnement 1982

Unité : Millier de tonnes/an

Origine	Déchets inertes	Déchets spéciaux		Déchets banals assimilables aux ordures ménagères	Total
		Contenant des toxiques	Toxiques et dangereux		
Industries agricoles alimentaires	4.200	1.175	1.435	11.940	**18.750**
Combustible et énergie	25.300	712	250	6.080	**32.342**
Industries extractives	49.075	3.245	333	7.507	**60.160**
Matériaux de construction et verre	16.720	451	11	1.203	**18.385**
Chimie et parachimie	1.035	870	123	945	**2.973**
Industrie méca-électrique	2.960	1.735	168	1.160	**6.023**
Industrie papier, carton	35	12	15	651	**713**
Textile, habillement, chaussures	51	6.505	463	713	**7.732**
Industrie bois et ameublement	123	20	42	1.860	**2.045**
Imprimerie, presse	21	5	23	285	**334**
Total	**99.520**	**14.730**	**2.863**	**32.344**	**149.457**

31

callations de traitement des déchets industriels spéciaux

Source : Secrétariat d'État à l'environnement et à la qualité de la vie (Direction de la prévention des pollutions. État de l'environnement 1983

Unité : millier de tonnes /an

Centres de traitement	Nombre de centres		Capacité	
	1980	1982	1980	1982
Centres collectifs polyvalents :				
— incinération	15	18	309	371
— traitements physico-chimiques			173	220
Centres collectifs spécialisés :				
— huiles solubles	7	10	70	80

32

es sur la récupération (Situation en 1982)

Sources : Secrétariat d'État à l'environnement et à la qualité de la vie. (Direction de la prévention des pollutions — Service des déchets). Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (A.N.R.E.D.)
État de l'environnement 1983

	Unités	Quantités récupérées	%
Papier	•	•	38,5 (2)
Verre recyclé	millier de tonnes/an	400	•
dont : verre ménager	»	270	•
Plastiques	»	50	•
dont : bouteilles P.V.C. (1)	»	1,5	•
Ferrailles	»	9.000	•
Métaux non ferreux :			
Plomb recyclé	»	135	•
Cuivre	»	215	•
Aluminium	»	200	•
Zinc	»	70	•
Bouteilles	million de cols	100	
Pneumatiques :			
— valorisés par rechapage	millier de tonnes	90	•
— valorisés par fabrication de poudrette et caoutchouc régénéré	»	30	•
Boues d'épuration	•	•	20,0 (3)
Utilisation des ordures ménagères à des fins énergétiques	•	•	22,0 (4)
Compost produit à partir d'ordures ménagères.	millier de tonnes	800	•
Huiles	»	110	•

(1) Polychlorure de vinyle. — (2) De la production. — (3) Valorisées en agriculture. — (4) Du tonnage des ordures ménagères.

des dépenses en faveur de l'environnement en 1979

: Secrétariat d'État à l'environnement et à la qualité de la vie. Données économiques de l'environnement 1982. *Unité :* milliard de francs 1979

	Investissements (1)				Fonctionnement				Total			
	Administration	Industrie	Ménages	Total	Administration	Industrie	Ménages	Total	Administration	Industrie	Ménages	Total
n des milieux naturels	5,7	–	–	5,7	7,0	–	–	7,0	12,7	–	–	12,7
tion du patrimoine écolo-e.	0,1	–	–	0,1	0,1	–	–	0,1	0,2	–	–	0,2
oration du cadre de vie	1,3	–	1,4	2,7	1,6	–	2,2	3,8	2,9	–	3,6	6,5
contre les pollutions	5,5	2,8	2,0	10,3	6,4	3,3	0,4	10,1	11,9	6,1	2,4	20,4
.....	4,5	0,8 (2)	0,9	6,2	3,4	1,0	–	4,4	7,9	1,8	0,9	10,6
.....	–	1,2	–	1,2	–	0,4	–	0,4	–	1,6	–	1,6
t.....	0,2	0,2	1,0	1,4	–	–	–	–	0,2	0,2	1,0	1,4
nets et toxiques.....	0,8	0,6	0,1	1,5	3,0	1,9	0,4	5,3	3,8	2,5	0,5	6,8
Total.....	**12,6**	**2,8**	**3,4**	**18,8**	**15,1**	**3,3**	**2,6**	**21,0**	**27,7**	**6,1**	**6,0**	**39,8**

(1) Pour l'industrie et les ménages, l'investissement est considéré comme tel, alors que pour l'administration (mis à part pour le bruit), il com-aussi la valeur des terrains. — (2) Les investissements d'épuration des industriels sont sous estimés, une partie d'entre eux échappant aux statis-

SOURCES DE DOCUMENTATION

État à l'environnement et à la qualité de la vie

la prévention des pollutions.
tudes, des statistiques et du plan, 14, bd du Général-24 Neuilly-sur-Seine Cedex. Tél. : 758.12.12.
la protection de la nature (même adresse).
information (même adresse).

l'urbanisme et du logement

ique de l'urbanisme, 64, rue de la Fédération, 75015

nal d'histoire naturelle

e la faune et de la flore, 57, rue Cuvier, 75321 Paris
l. : 336.54.32.

blications

nvironnement, rapports annuels (1980, 1981, 1982 et
nées économiques de l'environnement, 1980 et 1981.
État à l'environnement et à la qualité de la vie, Direc-évention des pollutions, mission des études, des statis-plan.

stique de l'environnement 1982, Secrétariat d'État à ent et à la qualité de la vie, Direction de la prévention s, mission des études, des statistiques et du plan.

— *Processor* (Procédures et institutions d'aménagement et d'urbanisme), Ministère de l'urbanisme et du logement, D.U.P., service technique de l'urbanisme (1979).

— *Recueil d'informations statistiques sur l'urbanisme* (R.I.S.U., publication annuelle), Ministère de l'urbanisme et du logement D.U.P.

— *La pollution de l'air en France* (Résultats de mesures, publication annuelle), Secrétariat d'État à l'environnement et à la qualité de la vie, Direction de la prévention des pollutions, mission des études statistiques, Sous-direction des problèmes de l'atmosphère.

— *Annuaire de la qualité des eaux* (publication annuelle) et *inventaire du degré de pollution des eaux superficielles 1976* (1981 à paraître), Secrétariat d'État à l'environnement et à la qualité de la vie, Direction de la prévention des pollutions, Service de l'eau.

— *Réseau national d'observations de la qualité du milieu marin (Synthèse des travaux de surveillance 1975-1979 et résultats semestriels). État de l'assainissement des zones littorales.* Secrétariat d'État à l'environnement et à la qualité de la vie, C.N.E.X.O.

— *Bilan 75-82 de la loi du 15 juilles 1975 sur l'élimination des déchets* Secrétariat d'État à l'environnement et à la qualité de la vie. Direction de la prévention des pollutions. Service des déchets.

L'équipement des ménages en biens durables au début de 1981

par Hélène Valdelievre

La possession d'un téléviseur est-elle aussi répandue chez les moins de 25 ans que chez les plus de 70 ans ?

Le nombre de personnes dans un ménage influe-t-il sur le fait de disposer d'une machine à laver, d'un congélateur... ?

Le Français est-il plus équipé que ses voisins de la Communauté Européenne ?

Les ménages possédant une voiture ont-ils aussi un réfrigérateur, une machine à laver, un téléviseur... ?

Les résidences secondaires ont-elles un équipement identique à celui des résidences principales ?

Quel est le taux de renouvellement des divers appareils électro-ménagers ?

Dans quelle région possède-t-on le plus de lave-vaisselle ?

Dans quelle catégorie socio-professionnelle y a-t-il le plus de possesseurs de congélateurs ?

Les réponses à ces questions, et à bien d'autres, dans « L'équipement des ménages en bien durables ».

Les « Collections de l'INSEE », série M « Ménages » n° 94.
Un volume broché - 56 pages - Format 21×29,7 - 33 F.

CONSULTATIONS, VENTES : P 387

Dans les Observatoires économiques régionaux de l'INSEE (adresses en fin de publication) et chez les libraires spécialisés.

insee Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques.

2.07

libre

se et sports

oisir social, éducation populaire et activités
e pleine nature
unesse
orts
quipements sportifs de jeunesse, de tourisme
de loisir

ocial, éducation populaire et acti-
e pleine nature

TION DU LOISIR SOCIAL, DE L'ÉDUCA-
OPULAIRE ET DES ACTIVITÉS DE PLEINE
(tableau 1)

n s'effectue soit directement par les services
, soit par une aide aux associations, aux col-
aux organismes concernés. Plusieurs axes
retenus, dont :

x actions d'animation engagées par les asso-
s collectivités locales;
développement de la vie associative par la
ce de l'utilité sociale des associations;
ux personnes par l'institution de chèque-

ION DE CADRES *(tableaux 2 et 3)*

on d'animateurs diplômés (B.A.S.E., D.E.F.A.)

nation a principalement pour objet de valo-
tions d'animateurs professionnels (D.E.F.A. :
tat relatif à la formation des animateurs)
es bénévoles (B.A.S.E. : brevet d'aptitude à
socio-éducative). L'animateur intervient dans
ducatif ou social, pour encadrer un groupe,
blissement ou un équipement, ou animer un
raphique particulier.

— technique d'animation;
— environnement social de l'animation;
— gestion, administration, organisation;
— pédagogie, relations humaines;
— une unité de formation à option (une deuxième technique d'animation ou l'approfondissement d'une des quatre autres unités de formation).

Les candidats doivent ensuite effectuer un stage pratique en situation de quatre à huit mois, puis une session d'animation de neuf mois, comportant un stage d'adaptation à la fonction à l'issue duquel le D.E.F.A. est attribué.

12.2 *Formation professionnelle continue*

● *Formation professionnelle continue de longue durée.*

Les animateurs professionnels peuvent suivre des stages de promotion de longue durée variant de un à deux ans, soit dans des centres privés dépendant d'associations ayant passé des conventions de formation professionnelle avec le ministère, soit dans des centres publics de formation.

● *Loi « Congé-Cadre-Jeunesse ».*

Cette loi vise à favoriser le recrutement, la formation et le perfectionnement de cadres et d'animateurs bénévoles. Elle accorde un congé non rémunéré de six jours ouvrables par an aux jeunes travailleurs salariés et apprentis âgés de 18 à 25 ans désireux d'assumer des responsabilités au sein d'organismes qualifiés.

2. *Jeunesse*

21. LOISIRS DE VACANCES — LOISIRS QUOTIDIENS *(tableaux 1, 4 et 5)*

L'objectif est de développer les activités de loisirs socio-éducatifs sur les lieux de vie et pendant les vacances en faveur des jeunes. Cette intervention s'effectue soit directement par les services du ministère, soit en apportant une aide aux associations nationales ou locales agréées et subventionnées, aux collectivités locales et aux établissements scolaires.

Les grands axes d'action sont :

— la promotion des activités de loisirs quotidiens en faveur des enfants et des adolescents;
— l'accroissement de l'aide en faveur des centres de vacances;
— le développement de l'aide à la vie associative;
— le développement des actions favorisant une meilleure protection et une meilleure insertion des jeunes;
— l'aide à l'initiative des jeunes;
— l'accroissement des échanges internationaux.

● **Ce chapitre a été établi avec la collaboration du Ministère chargé du temps libre, de la Jeunesse et des sports (Bureau des études et de la statistique).**

est accordée par le ministère à des
organisation de sessions de formation
directeurs.

evet d'aptitude aux fonctions d'anima-
vacances) comporte 3 étapes :

le formation théorique de huit jours;

tique dans un centre de vacances de
re jours suivant le type de centre;

le perfectionnement, de conversion ou
cinquante heures de travail en six jours.

t être suivi du B.A.F.D. (brevet d'apti-
de directeur de centres de vacances). Il

le formation de dix jours;

tique effectué en qualité de directeur
es ou de loisirs en situation de respon-

le perfectionnement de six jours;

stage qui permet d'établir un bilan
ormation.

ORTIVE POUR LE PLUS GRAND
aux 7 à 10)

engagées par le ministère en matière
velopper la pratique sportive pour le
e en faisant connaître les bienfaits de
e et en donnant les moyens de prati-
à atteindre le haut niveau. Dans ce
argé du temps libre de la jeunesse et
:

en personnel (conseillers techniques,
nniers, moniteurs itinérants, assistants

en matériel technique et pédagogique;

tions sous des formes diverses, en pro-
du temps libre, ou du fonds national
nent du sport (section sport de masse).

AUTE COMPÉTITION *(tableaux 7 à 11)*

u sport de haute compétition est un
our la force d'attraction que les cham-
ent sur la masse et donc sur le dévelop-
tique sportive pour tous. Elle est en
la bonne représentation du sport fran-
des compétitions internationales.
sportives organisent les compétitions,
thlètes et établissent les programmes
aide de l'État dans ce domaine prend
ntions versées aux fédérations à partir
ps libre — section jeunesse et sport —
du fonds national pour le déve-
ort (section sport de haut niveau).
tère recrute du personnel technique

à la disposition des fédérations sportives.

Afin d'offrir à des espoirs sportifs des conditions de scolarisation leur permettant une poursuite normale de leurs études secondaires et supérieures, en même temps qu'un entraînement physique adapté à la pratique sportive de haut niveau et la participation aux compétitions, une action en faveur des sections « sport-études » est poursuivie, en coordination avec plusieurs administrations et organismes.

33. FORMATION DE CADRES : LES BREVETS D'ÉTAT A 3 DEGRÉS D'ÉDUCATEUR SPORTIF *(tableau 12)*

Le brevet d'État à 3 degrés permet d'exercer la profession d'éducateur physique ou sportif. Les examens pour l'obtention de ce brevet intéressent la plupart des activités sportives et sanctionnent une formation commune à tous les sports et une formation spécifique à la discipline intéressée. Cette formation doit permettre de donner ainsi à tous les groupements sportifs un personnel d'encadrement qualifié.

34. MÉDECINE DU SPORT *(tableau 13)*

La médecine du sport a pour but de favoriser les effets bénéfiques de la pratique des activités physiques et sportives à tous les stades du développement de l'homme et de protéger les pratiquants contre les nuisances dues à une activité sportive insuffisante, excessive ou inadaptée.

Les deux axes de cette politique sont :

— d'une part, des actions de recherche, d'enseignement et de formation;

— d'autre part, un accroissement de l'effort en faveur de l'exercice de la médecine du sport, c'est-à-dire les actions s'inscrivant :

- *dans le cadre des activités sportives générales:*
  - — contrôle médical sportif : médecine préventive;
  - — médecine de soin : traumatologie et réadaptation.
- *Surveillance médicale de l'élite :*
  - — surveillance médicale de l'entraînement des athlètes de haut niveau, hygiène sportive et psychologie du sport;
  - — lutte antidopage.

4. *Équipements sportifs, de jeunesse, de tourisme et de loisir* *(tableaux 14 et 15)*

41. ÉQUIPEMENTS DE JEUNESSE, DE TOURISME ET DE LOISIR

Les moyens en équipements de jeunesse, de tourisme et de loisir qui peuvent être subventionnés par le Minis-

it les installations suivantes :
x d'activités socio-éducatives;
es de vacances et de loisirs;
de plein air et de loisirs;
x d'accueil;
es d'information jeunesse;
ssements de la jeunesse, des sports et des

MENTS SPORTIFS

e construit pour son propre compte que dans
as particuliers, notamment pour les établisse-
formation des cadres. Dans les autres cas, il

collectivités intéressées.

Les installations sportives comprennent :
— les terrains de plein air;
— les installations sportives couvertes;
— les piscines;
— les équipements sportifs particuliers : patinoires, frontons de pelote basque, tremplins de saut à ski, stands de tir...

A ces installations s'ajoutent les établissements régionaux de formation de cadres (U.E.R.E.P.S., C.R.E.P.S.) et des établissements nationaux (I.N.S.E.P., écoles nationales de ski et d'alpinisme, de ski de fond et de saut, de voile, d'équitation).

J 2.07 - 1

ons de jeunesse et d'éducation populaire

rce : Ministère chargé du temps libre de la jeunesse et des sports

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
ociations agréées :											
Nationales	189	210	219	221	227	239	263	271	277	295	327
Régionales et locales	11.368	12.041	12.508	12.852	13.395	13.899	14.507	17.874	18.876	19.535	...

J 2.07 - 2

d'animateurs socio-éducatifs

rce: Ministère chargé du temps libre, de la jeunesse et des sports

Nature du diplôme	Année scolaire										
	1971-72	1972-73	1973-74	1974-75	1975-76	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82
.S.E. (1) [diplômes délivrés]	1.874	1.600	1.341	1.221	1.326	1.386	1.619	1.842	1.799	r 1.346	1.001
.P.A.S.E. (2) (3) :											
— admis à la session d'ouverture	948	872	720	772	822	825	890	1.074	632	///	///
— diplômes délivrés	29	24	46	99	249	395	416	296	334	///	///

(1) Brevet d'aptitude à l'animation socio-éducative. — (2) Certificat d'aptitude à la promotion des activités socio-éducatives et à l'exercice des fessions socio-éducatives. — (3) La formation d'animateurs C.A.P.A.S.E a été supprimée en 1980 et remplacée par le D.E.F.A. (diplôme d'État tif aux fonctions d'animateur).

J 2.07 - 3

n professionnelle continue de longue durée d'animateurs

rce: Ministère chargé du temps libre, de la jeunesse et des sports

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	r 1981	1982
giaires pris en charge	343	420	425	520	697	797	1.088	1.130	1.070	1.054
mbre de conventions passées	–	–	14	23	26	28	31	30	30	31
ntres publics organisant des stages de ormation professionnelle continue de ongue durée (I.N.E.P., C.R.E.P.S.)	2	3	4	5	5	5	5	5	5	5
ntres privés de formation (fonctionnant avec convention depuis 1971)	4	9	12	18	r 20	r 26	r 26	r 28	31	33

ances d'été : effectifs déclarés à l'accueil (1)

nistère chargé du temps libre, de la jeunesse et des sports — *Unité :* millier d'enfants

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	*r* 1980	*r* 1981	1982
vacances maternels	19,1	16,7	17,3	19,3	20,3	21,6	22,0	20,6	21,5	20,2	22,4
vacances (6-12 ans)....	838,8	827,0	811,3	774,9	754,5	727,2	683,7	659,9	660,7	644,0	623,9
vacances (12-18 ans)..	251,3	212,6	212,8	247,7	262,7	279,5	307,1	291,6	281,7	284,0	312,2
scoutisme (6-12, 12-	102,0	100,3	102,2	104,1	100,5	98,3	93,9	98,1	96,7	102,9	102,1
mble.....	**1.211,2**	**1.156,6**	**1.143,6**	**1.146,0**	**1.138,0**	**1.126,6**	**1.106,7**	**1.070,2**	**1.060,6**	**1.051,1**	**1.060,6**

tatistique établie à partir des effectifs présents et contrôlés dans les départements d'accueil. Non compris les placements familiaux, ces ppartenant pas aux centres de vacances.

-5

irs sans hébergement

inistère chargé du temps libre, de la jeunesse et des sports

	Unité	1975	1976	1977	■ 1978		1979		■ 1980			■ 1981	
					Été	Autres	Été	Autres	Été	Petites vacances	Mercredi week-end	Été	Autres
.....	nombre	6.141	6.497	7.893	6.812	3.860	8.115	5.078	8.419	4.801	4.931	7.139	5.665
.....	millier	785	799	1.035	773	678	774	564	787,5	351,9	322,3	737,8	756,8
.....	»	21.738	19.853	25.641	17.763	12.600	•	•	32.143,1	4.574,4	9.548,1	•	•

-6

recteurs et d'animateurs de centres de vacances

nistère chargé du temps libre, de la jeunesse et des sports

ure du diplôme	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	*r* 1980	1981
[animateurs].....	29.329	29.682	29.931	•	•	17.763	26.350	26.953	27.503	29.200	29.684
[directeurs].....	939	993	944	•	•	1.409	1.306	1.486	1.722	1.540	1.756

Brevet d'aptitude aux fonctions d'animation. — (2) Brevet d'aptitude aux fonctions de directeur.

portives par type de fédération

Source : Fédérations sportives

Année	Fédérations olympiques	Fédérations non olympiques (1)	Groupements nationaux multisports (2)	Groupements nationaux scolaires et universitaires	Total
1949	869.641	398.841	409.177	186.859	1.864.518
1950	909.391	400.112	440.756	331.102	2.081.361
1951	1.129.132	414.941	338.529	338.024	2.220.626
1952	1.131.421	441.461	336.167	382.005	2.291.054
1953	951.962	440.977	386.234	400.832	2.180.005
1954	980.360	449.984	384.360	425.835	2.240.539
1955	932.551	466.708	394.982	469.879	2.264.120
1956	923.690	490.909	393.327	494.271	2.302.197
1957	858.226	519.883	401.708	554.212	2.334.029
1958	907.677	600.460	401.464	589.293	2.498.894
1959	987.854	603.351	446.635	659.819	2.697.659
1960	1.035.552	601.677	505.751	729.901	2.872.881
1961	1.106.552	659.816	549.466	838.082	3.153.916
1962	1.186.826	671.363	575.849	892.185	3.326.223
1963	1.228.336	659.420	585.446	853.575	3.326.777
1964	1.319.999	723.003	619.198	922.556	3.584.756
1965	1.468.901	755.788	581.110	1.013.317	3.819.116
1966	1.606.399	717.248	620.766	1.079.241	4.023.654
1967	1.759.683	861.900	737.533	1.140.481	4.499.597
1968	1.864.420	921.232	778.682	1.156.873	4.721.207
1969	2.084.683	944.250	683.124	1.192.047	4.904.104
1970	2.252.655	989.221	696.770	1.297.452	5.236.098
1971	2.409.958	1.053.705	741.132	1.443.644	5.648.439
1972	2.668.271	1.176.153	884.922	1.681.894	6.411.240
1973	2.754.151	1.266.148	921.892	1.734.605	6.676.796
1974	2.877.938	1.371.155	946.642	1.865.746	7.061.481
1975	2.994.693	1.463.819	1.061.285	1.861.857	7.381.654
1976	3.087.003	1.704.476	1.104.303	1.950.081	7.845.863
1977	3.347.569	1.871.283	1.175.495	2.117.637	8.511.984
1978 (1) (2)	3.567.163	1.892.585	945.297	2.163.570	8.568.615
1979	3.750.190	2.269.404	*r* 1.050.416	2.035.564	9.109.574
1980	3.824.608	2.478.802	*r* 1.108.093	2.089.673	9.501.176
1981	3.958.517	2.699.700	1.093.294	2.176.422	9.927.933

(1) En 1978, non compris les licences de la F.F. twirling-bâton, de la F.F. de montagne, de la F.F. des pêcheurs en mer, de la F.F. de sauvetage et secourisme. — (2) En 1978, non compris les licences de l'Union sportive des travailleurs.

2.07 - **8**

npiques : nombre de sections de clubs et de licences

ropolitaine, départements et territoires d'outre-mer)

e : Fédérations sportives

Unités : section de club; licence

Sports olympiques	Sections de clubs			Licences				
						1981		
	1979	1980	1981	1979	1980	Hommes	Femmes	Total
ation française d'athétisme	1.545	1.555	1.593	97.850	101.009	70.318	33.682	104.000
ation française de basket	4.354	4.586	4.720	279.092	304.375	161.311	153.591	314.902
ation française de boxe	475	479	483	12.640	13.226	13.166	307	13.473
ation française de canoë-kayak	506	547	541	16.295	20.090	17.019	6.303	23.322
ation française de cyclisme	2.083	2.099	2.284	95.172	99.310	94.691	4.009	98.700
ation française d'escrime	619	632	680	23.717	25.685	23.235	7.666	30.901
ation française de football	19.898	20.411	20.938	1.546.421	1.554.069	1.556.820	20.976	1.577.796
ation française de gymnastique	1.376	1.125	1.153	103.081	103.189	37.631	69.733	107.364
ation française d'haltérophilie et musculation	506	524	475	17.411	18.859	17.532	–	17.532
ation française de hand-ball	2.359	2.363	2.383	141.596	149.109	100.443	51.547	151.990
ation française de hockey	116	110	113	6.355	7.490	5.928	1.787	7.715
ation française de judo	4.473	4.672	3.873	341.999	351.888	295.152	68.780	363.932
ation française de lutte	265	274	256	8.549	8.719	8.299	296	8.595
ation française de natation	1.206	1.197	1.198	87.055	93.710	52.688	39.940	92.628
ation française de pentathlon moderne	9	7	9	245	130	117	38	155
ation française de ski	2.336	2.373	2.373	543.267	544.270	33.832	9.594	(1) 590.867
ation française des sociétés d'aviron	189	195	204	14.964	16.493	14.579	4.040	18.619
ation française des sports équestres	1.041	1.055	1.083	133.675	133.740	57.018	80.587	137.605
ation française des sports de glace	194	196	200	21.366	23.194	11.813	12.622	24.435
ation française de tir	1.434	1.701	1.818	84.819	91.276	96.296	7.544	103.840
ation française de tir à l'arc	728	798	829	14.372	15.366	12.980	3.251	16.231
ation française de volley-ball	1.652	1.670	1.637	64.028	64.028	37.478	26.167	63.645
ation française de voile	1.141	1.169	1.233	96.221	85.383	71.559	18.711	90.270
Totaux	*r* **48.505**	**49.738**	**50.076**	**3.750.190**	**3.824.608**	**2.789.905**	**621.171**	**3.958.517**

(1) Dont 547.441 cartes-neige non réparties entre hommes et femmes.

on olympiques : nombre de sections de clubs et de licences

politaine, départements et territoires d'outre-mer)

Fédérations sportives — *Unités :* section de club; licence

Sports non olympiques	Sections de clubs			Licences				
						1981		
	1979	1980	1981	1979	1980	Hommes	Femmes	Total
on française d'aérostation	•	•	•	•	•	•	•	•
on française de badminton	57	75	97	2.576	3.215	2.439	1.540	3.979
on française de ballon au poing	*r* 35	37	37	623	604	718	17	735
on française de base-ball	19	21	21	751	660	841	87	928
on française de billard	342	358	375	7.543	8.265	8.990	74	9.064
on française de boxe française	252	362	403	8.567	11.473	13.246	1.187	14.433
on française de char à voile	30	32	34	967	991	897	142	1.039
on française de course camarguaise	•	•	116	•	•	•	•	186
on française de course d'orientation	136	169	168	2.277	2.666	2.526	559	3.085
on française de course landaise	•	•	12	•	•	•	•	1.886
on française de cyclotourisme	1.970	2.196	2.365	71.513	79.491	72.385	12.093	84.478
on française de danse, art chorégraphique	195	261	268	18.886	22.404	•	•	23.487
on française d'éducation physique, gymnas-volontaire	3.958	4.093	4.293	223.280	238.450	18.859	233.981	252.840
on française d'études et sports sous-marins	976	1.005	1.055	62.078	65.218	56.688	9.432	66.120
on française de golf	147	151	186	34.381	38.718	26.228	15.177	41.405
on française de jeu à XIII	212	303	290	•	24.392	22.203	45	22.248
on française de jeu de balle au tambourin	19	20	•	634	671	•	•	•
on française de jeu de paume	18	16	18	297	221	291	•	291
on française de joutes et sauvetage nautique	74	75	74	3.038	2.835	2.621	271	2.892
on française de karaté et arts martiaux	1.570	1.752	1.951	62.219	69.469	59.023	9.374	68.397
on française de longue paume	39	40	42	1.454	1.543	1.405	122	1.527
on française de montagne	162	174	186	106.002	110.296	•	•	113.193
on française de motocyclisme	692	765	825	14.060	14.581	14.125	280	14.405
on française de motonautique	40	35	34	2.621	2.565	2.414	2	2.416
on française de parachutisme	259	283	298	10.114	9.579	8.418	1.706	10.124
on française de patinage à roulettes	91	97	126	4.871	5.323	3.604	3.004	6.608
on française des pêcheurs en mer	111	135	159	5.666	7.066	10.072	505	10.577
on française de pelote basque	156	163	173	7.594	7.647	7.759	305	8.064
on française de pétanque et jeu provençal	6.665	6.773	6.929	405.130	426.282	419.553	23.910	443.463
on française de pirogue polynésienne	•	•	•	•	•	•	•	•
on française de rugby	1.713	1.730	1.707	173.650	208.913	197.703	•	197.703
on française de sauvetage et secourisme	•	•	•	44.112	•	•	•	•
on française de ski nautique	132	133	129	5.949	6.286	4.260	1.369	5.629
on française de spéléologie	389	429	445	4.886	5.131	•	•	5.751
on française de sports automobiles	207	208	214	20.157	21.321	20.279	1.565	21.844
on française de sports de boules	3.692	3.554	3.646	163.358	162.404	158.156	1.073	159.229
on française de sports de quilles	384	461	475	14.785	15.399	14.075	1.802	15.877
on française de squash raquettes	•	•	97	•	•	5.391	1.871	7.262
on française de surf et skate	191	154	52	2.477	1.302	998	66	1.064
on française de tennis	4.164	4.889	6.069	649.057	786.811	583.227	357.914	941.141
on française de tennis de table	3.659	3.821	3.874	80.090	83.797	79.484	10.536	90.022
on française de trampoline	33	37	36	1.521	3.451	2.510	2.319	4.829
on française de twirling-bâton	733	318	743	27.465	25.647	•	24.539	24.539
on française de viet-vo-dao	•	•	82	•	•	•	•	3.501
on française de vol libre	130	120	138	3.016	3.715	4.310	447	4.757
on française de vol à voile	•	•	121	•	•	•	•	8.682
Totaux	**33.653**	**35.645**	**38.363**	**2.269.404**	**2.478.802**	**1.825.698**	**717.316**	**2.699.700**

et groupements multisports et affinitaires : nombre de sections de clubs et de licences

opolitaine, départements et territoires d'outre-mer)

: Fédérations sportives — *Unités :* section de club; licence

Fédérations et groupements multisports affinitaires	Sections de clubs			Licences				
	1979	1980	1981	1979	1980	1981		
						Hommes	Femmes	Total
tion française d'entraînement physique dans onde moderne	1.452	1.673	1.857	116.065	128.822	29.301	99.684	128.985
ion par le sport des handicapés mentaux	33	39	48	1.539	■ 9.395	●	●	9.950
tion des sourds de France	61	61	64	2.626	2.725	2.296	432	2.728
tion de handisport	169	188	161	5.004	6.197	5.105	2.199	7.304
tion sportive et culturelle de France	2.106	2.148	2.110	176.826	178.711	99.207	84.471	183.678
tion sportive et gymnique du travail	3.656	3.760	3.846	304.984	317.888	●	●	318.637
française des œuvres laïques d'éducation ique	8.720	9.360	9.759	400.416	427.740	319.973	122.039	442.012
sportive des travailleurs	1.315	1.297	●	42.956	36.615	●	●	●
Totaux	**17.512**	**18.526**	**17.845**	**1.050.416**	**1.108.093**	**455.882**	**308.825**	**1.093.294**

2.07 - **11**

sports-études »

: Ministère chargé du temps libre, de la jeunesse et des sports

	Année scolaire								
	1974-1975	1975-1976	1976-1977	1977-1978	1978-1979	1979-1980	1980-1981	1981-1982	1982-1983
re de sections ouvertes	55	101	124	127	136	145	151	162	181
f	1.180	2.204	2.437	2.726	3.059	3.204	3.208	3.633	4.040
re de spécialités enseignées	14	22	22	22	22	22	23	25	25

2.07 - **12**

des cadres sportifs : brevet d'État d'éducateur sportif

Source : Ministère chargé du temps libre, de la jeunesse et des sports — *Unité :* candidat

	Réussite à la formation commune	Réussite à la formation spécifique	Nombre de brevets d'État ou diplômes d'État délivrés
1977	2.300	2.790	5.484
1978	3.119	4.060	4.260
1979	4.037	3.641	3.192
1980	2.329	5.165	4.681
1981	2.091	6.286	5.606

71322 T 81

sport

Ministère chargé du temps libre, de la jeunesse et des sports

	1976	1977	1978	1979	1980	(e) 1981	(e) 1982
reçus aux certificats d'études spé- s de biologie et de médecine du sport.	430	600	673	1.161	1.455	1.500	1.700
médico-sportifs	262	287	331	364	390	390	390
ons médicales fédérales	36	36	42	43	44	44	44
égionaux de médecine du sport	•	•	3	6	*r* 10	12	17
aminés en médecine préventive spor-	453.368	475.021	516.700	562.588	597.280	615.900	650.000
e haut niveau examinés	2.334	1.470	3.058	3.694	3.200	3.200	3.200
pratiqués dans les sections sport-	2.288	2.415	2.512	2.891	3.098	3.200	3.200
antidopage effectués	1.152	1.252	1.247	1.473	894	1.246	1.500

07 - **14**

uipements sportifs, de jeunesse, de tourisme et de loisir
e Ministère du temps libre, jeunesse et sports

Ministère chargé du temps libre, de la jeunesse et des sports (fichier des équipements)

Type d'installation	1977	1978	1979	1980	1981	1982 (e)
de plein air	545	596	885	797	750	683
ns sportives couvertes	439	337	425	383	350	380
	100	53	31	28	23	21
nts sportifs particuliers	36	36	35	31	26	23
.S.-C.R.E.P.S.	1	1	1	2	1	2
activité socio-éducatifs	156	143	165	148	175	180
le vacances	6	7	5	4	3	5
le loisir sans hébergement	–	9	11	10	25	25
accueil	18	10	13	11	9	9

07 - **15**

sportifs, de jeunesse, de tourisme et de loisir (stock)

Ministère chargé du temps libre, de la jeunesse et des sports (fichier des équipements)

Type d'installation	1977	1978	1979	1980	1981	1982
de plein air	52.354	53.798	55.741	58.251	59.678	60.716
ns sportives couvertes	12.912	13.407	14.091	14.796	15.159	15.556
	3.079	3.152	3.204	3.265	3.312	3.335
nts sportifs particuliers	2.743	2.817	2.914	3.032	3.085	3.111
activités socio-éducatives	6.738	6.985	7.242	7.600	8.431	8.606
de vacances	5.997	6.034	6.077	6.128	6.150	6.155
de loisir sans hébergement	1.536	1.604	1.644	1.698	1.750	1.802
accueil	774	788	816	854	880	889

e chargé du temps libre, de la Jeunesse et des

es études et de la statistique), 118, avenue du Président-
75775 Paris Cedex 16. Tél. : 524.19.60.

- **Publications « Temps libre — Jeunesse et Sports» :**

— Annuaire 1980, publié par le Ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs (Bureau des études et de la statistique);
— Licences 1981, document réalisé par le Ministère chargé du temps libre, de la jeunesse et des sports (Bureau des études et de la statistique).

2.07 - 14

Equipements sportifs, de jeunesse, de tourisme et de loisir
Ministère du temps libre, jeunesse et sports

Type d'installation	1977	1978	1979	1980	1981	1982 (p)
plein air	545	598	695	797	750	693
sportives couvertes	439	397	428	383	350	380
	100	51	34	28	23	31
s sportifs particuliers	36	36	35	31	26	23
C.R.E.P.S.	1	1	1	2	1	2
tivités socio-éducatives	156	143	193	148	175	180
vacances	6	7	3	4	3	3
loisir sans hébergement	–	9	15	10	25	25
cueil	16	10	13	11	9	7

2.07 - 15

Equipements sportifs, de jeunesse, de tourisme et de loisir (stock)
Ministère chargé du temps libre, de la jeunesse et des sports (Bureau des équipements)

Type d'installation	1977	1978	1979	1980	1981	1982
plein air	52.354	53.796	55.741	56.251	59.678	60.719
sportives couvertes	12.912	13.407	14.091	14.796	15.139	15.556
	3.079	3.152	3.234	3.265	3.312	3.335
s sportifs particuliers	2.740	2.917	2.914	3.032	3.085	3.111
tivités socio-éducatives	4.738	4.985	7.142	7.000	8.431	8.406
vacances	5.947	6.034	6.077	6.128	6.150	6.153
loisir sans hébergement	1.536	1.404	1.444	1.698	1.750	1.802
cueil	774	798	816	854	880	889

Chapitre 2.08

Culture

1. Archives
2. Monuments historiques
3. Archéologie
4. Musées
5. Musique, art lyrique et chorégraphique
6. Art dramatique
7. Cinéma
8. Livres
9. Enseignement artistique

Les données statistiques du présent chapitre émanent du Ministère chargé de la culture.

Seules des données globales ont été retenues. Par ailleurs le champ couvert, qui ne prétend pas à l'exhaustivité, déborde largement le domaine d'action de l'Administration de la culture.

• Ce chapitre a été établi par le Service des études et de la recherche du Ministère chargé de la culture.

r exemple la musique ou le théâtre dra-
que des activités relevant du domaine
édition de livres ou de disques, l'activité
ue.

s sources d'information sont les directions
ministériel responsable de la culture, les
ection du droit d'auteur, ainsi que des
onales d'organismes professionnels ou
icipent du domaine culturel.

oreux domaines, les données sont incom-
ulier en ce qui concerne les activités non
e Ministère chargé de la culture. Elles
de fiabilité inégale, et sont progressive-
.

ableaux 1 à 3)

sont tous les documents produits par
et la gestion des affaires publiques ou
rvés en raison de leur utilité administra-
ue. Leur conservation et leur utilisation
a loi du 3 janvier 1979, et des décrets
décembre 1979.

le valeur et d'intérêt que si les documents
nt restent groupés ensemble, sans être
tres. Ce principe du respect des fonds
pour le traitement des archives, alors
pas dans celui des bibliothèques ou des
mentation.

publiques proviennent des activités de
tivités locales, des établissements et entre-
es organismes de droit privé chargés de
vices publics ou d'une mission de service
utes et répertoires des notaires et des
publics ou ministériels sont également
bliques.

dépôt légal mis sous la responsabilité
ue nationale, l'ensemble des archives de
à l'exception des archives des Affaires
s Armées) de la Direction des archives
le total des documents conservés, les
'époque contemporaine.

les archives de France gère également la
bandes magnétiques fournies par l'Admi-

sion de conservation du patrimoine archi-
hives de France ont en charge de le com-
administrations, aux chercheurs et aux
ermes de la loi du 3 janvier 1979, les
la propriété commune des citoyens,
bles.

21. PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES

En un siècle et demi, l'État a mené une action importante afin de constituer pour la nation un patrimoine monumental légal. La loi du 31 décembre 1913, plusieurs fois modifiée et complétée, a posé les règles essentielles qui aujourd'hui encore s'appliquent à la catégorie prestigieuse des « monuments classés », c'est-à-dire aux « immeubles dont la conservation présente au point de vue de l'histoire ou de l'art un intérêt public ». Elle a également prévu la création d'un « inventaire supplémentaire » sur lequel sont « inscrits » les immeubles « qui sans justifier une demande de classement immédiat, présentent un intérêt suffisant pour en rendre désirable la préservation ».

Le nombre global, depuis l'origine, des arrêtés de classement et d'inscription a dépassé 12.000 pour les premiers et 20.000 pour les seconds.

La progression annuelle du parc classé est d'environ cent vingt édifices par an dans la dernière décennie.

Afin de mieux suivre l'état des monuments pour lesquels il a une responsabilité particulière, le Ministère de la culture a mis en place depuis 1975, un fichier informatique pour ces monuments. Les architectes en chef des Monuments historiques et les architectes des Bâtiments de France y formulent leur diagnostic sur les besoins en travaux et sur le degré d'urgence de ces besoins : état de conservation du monument, risque de dégradation au cours des cinq années à venir, menace de disparition d'éléments précieux, enfin danger encouru par le public.

22. FRÉQUENTATION DES MONUMENTS HISTORIQUES

Il n'existe pas de source unique d'information sur la fréquentation des Monuments historiques. Les visites gratuites donnent seulement lieu à des estimations, et les visites payantes sont comptabilisées par les divers organes ou associations qui les organisent.

Les palais nationaux du Louvre et de Versailles, monuments les plus visités, ont reçu en 1981 plus de 6 millions de visiteurs, dont près de 3 millions en visites gratuites.

La Caisse nationale des monuments historiques et des sites (C.N.M.H.S.), établissement public à caractère administratif, placé sous la tutelle du Ministère chargé de la culture, assure l'accueil du public dans un ensemble de 81 monuments publics, dont les plus célèbres sont le Mont-Saint-Michel, l'Arc de Triomphe, les tours de Notre-Dame de Paris et de la Cathédrale de Chartres, et Chambord. Cet ensemble de monuments a reçu en 1982 quelque 7 millions de visiteurs payants.

3. *Archéologie* (*tableau 9*)

On distingue plusieurs types d'opérations de fouilles terrestres.

Un sondage est une opération, limitée en étendue, destinée uniquement à reconnaître l'existence et la nature

l'un site archéologique en vue d'en assurer la protection ou l'exploitation ultérieure.

Les fouilles de sauvetage s'effectuent lorsque des tra-aux (urbanisme, équipements, agriculture,...) mettent au our ou menacent de destruction des vestiges archéo-ogiques.

Un sauvetage urgent est décidé par le directeur régional les antiquités lorsque la destruction imminente et im-révue d'un gisement nécessite une intervention immédiate.

Les sauvetages programmés sont des opérations pré-entives décidées par le ministre, après avis du Conseil upérieur de la recherche archéologique, en raison de 'existence d'une menace à moyen terme pesant sur des ites d'importance scientifique reconnue. Dirigés par le ersonnel des circonscriptions ou confiés à des chercheurs xtérieurs, ils représentent le 1/5 de l'ensemble des auvetages terrestres.

Les fouilles programmées sont poursuivies, sur des sites on menacés, par des chercheurs qui en ont fait la demande t obtenu l'autorisation du Ministre de la culture après vis du Conseil supérieur de la recherche archéologique. e nombre de ces fouilles, qui s'inscrivent dans de grands rogrammes de recherche, est volontairement limité pour ermettre la concentration des moyens sur des chantiers 'intérêt national ou régional.

Les prospections (terrestres et aériennes) contribuent ux actions de prévention mais ne comportent ni fouilles i sondages.

4. *Musées (tableaux 10 à 12)*

Le nombre de musées en France est estimé à 2.100 nviron. A côté des musées relevant du droit public, de ombreux musées « privés », appartenant à des particuliers, es associations, des entreprises sont difficiles à recenser, t l'utilisation du terme musée n'est pas réglementée.

Les musées gérés ou contrôlés par l'État, environ 1.500, elèvent de structures complexes : ils appartiennent à 'État ou aux collectivités locales ou encore à des établis-ements publics ou à des associations.

Les musées français offrent des collections infiniment ariées. Les créations de musées expriment les préoccu-ations de la société. La multiplication, au cours de ces ernières années, des musées ethnographiques et archéolo-iques témoigne d'un intérêt pour la redécouverte d'un assé local, de même que l'apparition des écomusées 'inscrit dans les préoccupations concernant l'environ-ement.

Mais les musées sont aussi largement tributaires de onditions historiques et le nombre et l'importance des nusées, le prestige de leurs collections, leur fréquentation ar le public ne vont pas toujours de pair avec l'importance ctuelle des villes qui en sont propriétaires.

A côté de leur mission traditionnelle et fondamentale e conservation des collections nationales, les musées endent depuis plusieurs années à développer leur fonc-ion éducative et à s'intégrer dans la vie quotidienne comme ieux d'accueil et de loisirs culturels.

5. *Musique, art lyrique et chorégraphique (tableaux 13 à 18)*

51. ACTIVITÉS MUSICALES, LYRIQUES ET CHORÉGRAPHIQUES

La vie musicale française est animée par un grand nombre de formations musicales professionnelles ou amateurs de taille et de vocation très diverses. Une idée du nombre de ces formations est donnée par la Confédération musicale de France qui regroupe près de 6.000 associations musicales, auxquelles il faut ajouter les compagnies lyriques, plusieurs milliers d'orchestres de bals et un nombre difficile à estimer de formations de variétés.

Les statistiques établies par la S.A.C.E.M. (Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique) constituent une information globale et unique sur les différents canaux de diffusion de la musique. C'est auprès d'elle que les « entrepreneurs de spectacle » doivent s'adresser pour obtenir l'autorisation de diffuser des morceaux de musique du répertoire qu'elle protège aussi bien pour la musique vivante que pour la musique enregistrée en contrepartie du versement du « droit d'auteur » dont le montant est déterminé par contrat préalable.

Les spectacles lyriques et chorégraphiques sont montés et présentés dans des lieux très divers (Opéra de Paris, maisons de la Culture, théâtres lyriques de province, salles des fêtes municipales...).

L'État prend en charge une partie des activités lyriques et chorégraphiques grâce notamment au financement du théâtre national de l'Opéra de Paris et aux subventions accordées aux 13 théâtres lyriques municipaux adhérant à la Réunion des théâtres lyriques municipaux de France (R.T.L.M.F.) et à des compagnies lyriques et chorégraphiques indépendantes.

52. ÉDITION MUSICALE

La France a été le premier pays (1925) à inclure dans sa législation, le dépôt légal des œuvres phonographiques.

Ce dépôt s'applique « aux enregistrements sonores de toute nature quel que soit le genre (musique, diction, éditions publicitaires) quel que soit le support matériel (disque, bande gravée, bande magnétique, cassette) et quel que soit le procédé technique utilisé ».

En 1938, une Phonothèque nationale est créée pour recevoir le dépôt légal des phonogrammes. En 1975, elle devient le département de la Phonothèque nationale et de l'audiovisuel de la Bibliothèque nationale.

Les données du dépôt légal reprises ici constituent une approche partielle de l'édition musicale dans la mesure où elles donnent une information sur le nombre de titres musicaux édités chaque année.

L'édition de disques, bandes, cassettes et cartouches est une activité industrielle qui relève du Ministère de l'industrie et de la recherche.

Les statistiques présentées dans ce chapitre proviennent donc essentiellement de l'enquête annuelle d'entreprise auprès des maisons d'édition assurée par la Fédération nationale de la musique (F.N.M.) pour le compte du Mi-

par l'enquête (nombre d'entreprises et
diffère d'une année à l'autre.

ı nombre d'entreprises interrogées de
respond à une extension du champ de
tits éditeurs. Les entreprises répondant
pour 1980, le 1/3 environ des entreprises
rent la presque totalité de la production
ffaires.

tique (tableau 19)

d'exploitation des théâtres sont variés :
eprise subventionnée à l'entreprise com-
es formes nouvelles qui ne veulent se
'État ni du commerce.

aux théâtres nationaux, aux entreprises
eur privé ou de la décentralisation dra-
e un grand nombre d'animateurs indé-
urs ou professionnels, metteurs en scène
éâtrales fixes ou itinérantes se produisant
rès divers.

al où sont présentés les spectacles est
dant de l'entreprise théâtrale qui les
nbreuses entreprises théâtrales n'ont en
s à leur disposition pour présenter leurs
le nombreuses salles de théâtre restent
que partiellement occupées. On ne peut
héâtral sans noter enfin que l'une des
les de l'expression théâtrale est de sortir
ditionnels pour investir des lieux non

ıbleaux 20 à 26)

l'activité cinématographique relève en
blissement public placé sous l'autorité
Culture : le Centre national de la cinéma-
C.) créé en 1946.

uper les différentes attributions du Centre
inématographie, en trois catégories prin-
oppement, réglementation et contrôle,
on des activités cinématographiques.

MENT DE L'INDUSTRIE CINÉMATO-
E

ıs du C.N.C. dans ce domaine se concré-

des projets de lois, décrets, arrêtés relatifs
matographique et, particulièrement, ceux
r cette industrie d'un statut juridique
olution;

cation des mesures de nature à favoriser
des activités cinématographiques et la
ns en France et à l'étranger;

aides suivantes :

— aux entreprises de la production cinématographique : soit des subventions, soit des avances sur recettes contribuant au financement des films;

— aux entreprises de la distribution cinématographique: des subventions destinées au financement des films ou à leur diffusion;

— aux entreprises de l'exploitation : des subventions destinées soit à financer partiellement des travaux d'équipement et de modernisation des salles, soit à aider plus particulièrement l'effort de promotion des films par les salles d'art et essai et d'animation, par les salles des petites villes de zones rurales;

— à diverses institutions, organismes ou entreprises cinématographiques des aides répondant à des objectifs particuliers : modernisation des équipements des industries techniques, fonds de garantie de prêts bancaires aux entreprises auprès d'établissements financiers spécialisés.

72. RÉGLEMENTATION ET CONTRÔLE DE L'INDUSTRIE CINÉMATOGRAPHIQUE

L'exercice d'un pouvoir réglementaire autonome, par délégation législative, permet l'intervention la plus large dans l'organisation de la profession et la réglementation de son économie.

Les interventions du Centre national de la cinématographie à ce titre concernent le financement et les recettes des films :

— délivrance des autorisations d'exercice de la profession;

— contrôle des plans de financement des films avant octroi d'une autorisation ou d'un agrément de tournage;

— contrôle de la sincérité des recettes effectuées et déclarées par les exploitants de théâtres cinématographiques;

— surveillance de la répartition de la recette entre les différents ayants droit;

— centralisation des paiements concernant tous les crédits destinés à la production et à la diffusion des films cinématographiques et qui sont ouverts au budget des ministères civils, des établissements publics de l'État placés sous la tutelle ou le contrôle d'un ministère civil.

Le Centre national de la cinématographie assure, par ailleurs, le secrétariat de la Commission de contrôle des films qui relève directement de l'autorité du ministre chargé du cinéma.

73. COORDINATION DES ACTIVITÉS CINÉMATOGRAPHIQUES

Les attributions de coordination, ont pour objet de veiller à l'accomplissement des tâches présentant un intérêt commun à l'ensemble des activités cinématographiques et notamment :

— la promotion et la diffusion culturelle des films par l'organisation, avec le concours des groupements professionnels, des manifestations nationales et internationales

développement d'un secteur non commercial
en collaboration avec les ministères intéressés;

rmation professionnelle et technique pour les
présentant un caractère artistique ou les pro-
chniques spéciales du cinéma;

nservation des films cinématograhiques qui
s au centre (Service des archives du film
ois-d'Arcy) ou dont celui-ci acquiert la propriété.

re national de la cinématographie contrôle les
et organismes subventionnés (Institut des
es cinématographiques, Commission supérieure
du cinéma, Unifrance Film, Festival interna-
ilm...).

est auprès du Centre national de la cinémato-
e fonctionne le registre public de la cinémato-
ervenant à l'occasion de la production et de la
es films cinématographiques.

(tableaux 27 à 33)

N DE LIVRES

958, le Syndicat national de l'édition effectue
mpte du Ministère de l'industrie une enquête
annuelle auprès des maisons d'édition de livres
privé, membres ou non du Syndicat, quels que
importance et leur mode de distribution. Les
publics, les centres de recherche, etc., sont
nclus dans l'enquête, chaque fois qu'ils mettent
ublique des ouvrages qu'ils éditent. Sans mé-
es difficultés d'aboutir à des données certaines,
ête annuelle permet néanmoins de dégager des
serrant d'assez près la réalité.

istiques présentées ne concernent que les
'édition ayant répondu à l'enquête et dont
d'affaires annuel est supérieur à 100.000 F
975 et 200.000 à partir de 1976.

u de préciser que le taux de réponse des maisons
eut varier d'une année sur l'autre.

ustements effectués, compte tenu des maisons
as répondu, soit à l'enquête 1981, soit à celle
ssent apparaître des taux de variation 1981-1980
bles notamment en terme de chiffre d'affaires.

, les 405 éditeurs de livres ayant déclaré un
faires (hors taxes) d'au moins 200.000 F ont
à l'exploitation de l'enquête.

1974, les statistiques sont établies selon une
menclature de branches; les données antérieures
été raccordées à cette nouvelle nomenclature.

le ces maisons d'édition qui éditent de façon
de très nombreuses personnes physiques ou
nt plus ou moins occasionnellement *acte d'édi-*
ne représentent, en marge de l'édition, qu'un
faires très faible (moins de 1 % de l'ensemble).

Les bibliothèques centrales de prêt sont des bibliothèques de lecture publique.

A partir d'un dépôt central situé généralement au chef-lieu du département, les bibliothèques centrales de prêt diffusent dans les communes de moins de 20.000 habitants, livres, disques, revues et matériel audio-visuel.

Deux modes de prêts existent : le prêt par dépôts et le prêt direct dans les communes à partir de bibliobus. Les dépôts se font pour les 2/3 dans les écoles.

Les données statistiques proviennent de la Direction du livre du Ministère chargé de la culture, qui procède à une enquête annuelle auprès des bibliothèques centrales de prêt.

Les données relatives aux bibliothèques municipales n'ont pas été reprises ici.

9. *Enseignement artistique (tableaux 34 et 35)*

Des formations existent dans tous les domaines artistiques et culturels. Elles sont parfois délicates à identifier, étant donné les finalités de culture générale ou de formation professionnelle, l'enchevêtrement des techniques, la disparité et la dispersion des lieux d'enseignement.

Ceux-ci sont de quatre types :

a. Les établissements publics relevant complètement de l'État (Ministère de la culture et de l'éducation nationale essentiellement);

b. Les établissements publics subventionnés ou contrôlés par l'État;

c. Les établissements publics dépendant uniquement des collectivités locales;

d. Les établissements privés dont certains sont subventionnés et contrôlés par l'État.

L'information donnée ici se limite, pour l'instant, à deux domaines : musique d'une part, arts plastiques et histoire de l'art d'autre part.

L'enseignement artistique non spécialisé n'est pas repris ici. Il se limite jusqu'à la fin du 1er cycle du second degré à une heure de dessin et de musique par semaine, mis à part les établissements possédant des classes à horaires aménagés, classes créées en 1973 en collaboration avec le Ministère de la culture, dans lesquelles l'emploi du temps permet la poursuite d'études générales et musicales approfondies.

Dans le second cycle, l'enseignement artistique devient facultatif pour tous les élèves qui n'optent pas pour les baccalauréats A 6 (option « Musique ») et A 7 (option « Arts plastiques »).

Les chiffres figurant ici ne concernent que les établissements relevant de l'État ou contrôlés par lui. Par ailleurs, la formation continue n'est pas évoquée.

nents relevant du Ministère chargé de la

nent comporte des établissements de plu-
:

blissements publics : les conservatoires
ieurs de musique (C.N.S.M.) de Paris et de
979) dispensent un enseignement de haut
é professionnelle;

de musique contrôlées par l'État sont
blissements municipaux; elles reçoivent
agréées) une subvention d'État dont le
otablement accru au cours des dernières
blissements comprennent : les conserva-
de région (C.N.R.), les écoles nationales
.N.M.) et les écoles de musique agréées

moins un conservatoire national de région
écoles nationales de musique et les écoles
éées sont distribuées plus irrégulièrement
puisqu'il subsiste 22 départements (contre
pourvus d'établissements agréés. Ils pos-
nt des écoles de musique puisque 4.000
arent en posséder au moins une.

coles municipales forment essentiellement
t s'adressent en général à une population

nents relevant du Ministère de l'édu-tionale

tés dispensent un enseignement musical :
délivre un diplôme d'études universitaires
U.G.) de lettres et musique. Le second
nné par une licence d'éducation musicale
suite une maîtrise d'éducation musicale.
ne maîtrise de musicologie et une maîtrise
nces et techniques (M.S.T.) en histoire de
troisième cycle est sanctionné par un di-
approfondies (D.E.A.) et un doctorat.
sont préparés les concours de recrutement
en éducation musicale : certificat d'aptitude
le l'enseignement secondaire (C.A.P.E.S.)

nt technique du second degré est dispensé
s spécialisées des lycées menant au bacca-
icien F 11, en collaboration avec le Minis-
culture (la partie musicale de l'enseignement
les C.N.R. ou les E.N.M.). D'autre part,
brevets de techniciens (B.T.) et plusieurs
itude professionnelle (C.A.P.) musicaux,
nétiers de la musique, à la facture instru-
itherie (1).

TIQUES ET HISTOIRE DE L'ART

nents relevant du Ministère chargé de la

nt des arts plastiques est dispensé, au
u, par deux écoles ayant le statut d'éta-

s les lycées d'enseignement professionnel (L.E.P.).

plastiques (D.S.A.P.) et l'École nationale supérieure des arts décoratifs (E.N.S.A.D.).

Par ailleurs, des écoles publiques d'art dispensent à la fois un enseignement supérieur à temps plein sur lequel le Ministère chargé de la culture exerce un contrôle pédagogique, un enseignement péri et postscolaire à temps partiel et, dans certains cas, des formations spécifiques.

Ces établissements sont les écoles nationales d'art gérées par le Ministère chargé de la culture (Aubusson, Bourges, Cergy-Pontoise, Dijon, Limoges, Nancy et Nice) et 71 écoles régionales et municipales réparties en trois classes.

En outre, plus de 400 communes possèdent une école d'art non habilitée par l'État.

L'enseignement contrôlé par le Ministère chargé de la culture comporte deux filières : un cycle long de préparation au diplôme national supérieur d'expression plastique (D.N.S.E.P.) et un cycle court conduisant au diplôme national d'arts et techniques (D.N.A.T.). La plupart des élèves sont des bacheliers.

L'école du Louvre est un établissement public qui dispense un enseignement d'histoire de l'art, d'archéologie et de muséologie original et de haut niveau. Outre les élèves suivant la scolarité à temps plein, l'école accueille un très grand nombre d'auditeurs.

92.2. *Établissements relevant du Ministère de l'éducation nationale*

Sept universités délivrent un enseignement d'arts plastiques, conduisant au D.E.U.G. (lettres et arts, mention « arts plastiques »), à la licence, à la maîtrise, au D.E.A. et au doctorat d'arts plastiques, ainsi qu'au C.A.P.E.S. et à l'agrégation.

Seize universités comportent tout ou partie des trois cycles d'histoire de l'art et archéologie.

En outre, il existe une maîtrise des sciences et techniques de « Conservation et restauration des œuvres d'art, sites et objets archéologiques et ethnologiques ».

L'enseignement technique supérieur est dispensé essentiellement dans les quatre écoles nationales supérieures d'arts appliqués (E.N.S.A.A.) : Boulle, Duperré, Estienne, Olivier-de-Serres, qui délivrent à la fois leurs diplômes spécifiques et des brevets de techniciens supérieurs (10 spécialités).

L'enseignement professionnel du second degré conduit à des brevets de techniciens (20 spécialités environ) et à de très nombreux C.A.P. de métiers d'art et d'arts (tailleur de pierre, graveur, tailleur sur cristaux, dessinateur en art graphique, sculpteur sur bois, relieur, bronzier, serrurier d'art...).

En outre, une préparation au baccalauréat de technicien F 12, option « Arts appliqués », sera organisée à partir de l'année scolaire 1982-1983.

nservés dans les archives nationales et départementales

urce : Ministère chargé de la culture — *Unité :* km de rayonnages occupés

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	r 1980	r 1981
chives nationales	355	373	377	387	403	403	417	420	441	457	454
chives départementales	961	997	1.002	1.049	1.066	1.082	1.114	1.135	1.163	1.257	1.220
Ensemble	**1.316**	**1.370**	**1.379**	**1.436**	**1.469**	**1.485**	**1.531**	**1.555**	**1.604**	**1.714**	**1.674**

J 2.08 - **2**

ns de microfilms (originaux et copies) des archives nationales et départementales (1)

urce : Ministère chargé de la culture — *Unité :* km de films

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	r 1979	1980	r 1981
chives nationales :											
oit : Dépôt principal (2)	379	400	420	440	460	485	511	559	591	622	649
Section Outre-Mer (3)	●	●	●	●	●	●	●	●	●	12	13
Espeyran (4)	///	///	491	661	859	1.018	1.434	1.552	1.679	1.795	1.885
Aix (5)	29	41	52	61	70	77	78	82	88	93	102
chives départementales	1.871	1.917	1.966	2 013	2.059	2.102	2.139	2.196	2.251	r 2.303	2.390
Ensemble	**2.279**	**2.358**	**2.929**	**3.175**	**3.448**	**3.682**	**4.162**	**4.389**	**r 4.609**	**r 4.825**	**r 5.039**

(1) En 1949, un service photographique a été créé aux Archives nationales, qui dispose actuellement à Paris (rue des Francs-Bourgeois) de plus 600.000 mètres de microfilms originaux, soit quelques 15 millions de vues. Parallèlement, les Archives départementales, dont la moitié dispose d'ateliers n équipés, ont accumulé plus de deux millions de mètres de microfilms, équivalant à environ 50 millions de pages d'archives. — (2) A Paris, rue des ancs-Bourgeois. Chiffre correspondant à l'unique exemplaire des microfilms réalisés, conservé sur place. Des exemplaires de sécurité sont systéma- uement réalisés et envoyés à Espeyran. — (3) A Paris, rue Oudinot. Dépôt créé en 1960. Chiffres non disponibles avant 1980. — (4) Dépôt créé 1973. Il reçoit un exemplaire de sécurité de tout microfilm exécuté par les services d'archives nationales et départementales. — (5) Dépôt créé en 1966.

J 2.08 - **3**

des services d'archives nationales et départementales

Source : Ministère chargé de la culture — *Unité :* lecteur

	1970	1975	1976	1977	1978	1979	1980	r 1981
Archives nationales	7.730	9.693	7.953	11.614	13.088	12.084	10.377	11.890
Archives départementales	39.201	49.665	49.326	52.563	57.535	66.595	80.804	89.970
Ensemble	**46.931**	**59.358**	**57.279**	**64.177**	**70.623**	**78.679**	**91.181**	**101.860**

J 2.08 - **4**

e protection des monuments historiques

cumulés en fin d'année)

Source : Ministère chargé de la culture — *Unité :* arrêté

	1970	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Classements (1)	10.986	11.465	11.590	11.724	11.857	12.021	12.180	12.239	12.362
Inscriptions	16.574	18.769	19.047	19.503	19.824	20.145	20.467	20.737	21.005
Ensemble	**27.560**	**30.234**	**30.637**	**31.227**	**31.681**	**32.166**	**32.647**	**32.976**	**33.367**

(1) Le nombre des arrêtés de classement à la fin de 1982 (12.362) est supérieur au nombre des édifices classés comptabilisés à la même date pour le fichier informatique (11.648). La différence s'explique par des extensions de classements d'édifices déjà protégés.

storiques classés suivant le propriétaire et la catégorie

Ministère chargé de la culture

Catégorie de monuments	Type de propriétaire (en %)							Nombre
	Commune	Propriétaire privé	État	Département	Établissement public	Non ventilé	Ensemble	
préhistoriques	19	57	8	1	1	14	100	1.292
historiques	48	31	9	3	1	8	100	453
	20	66	8	4	2	–	100	1.232
re militaire	70	16	13	1	–	–	100	475
s	–	–	100	–	–	–	100	87
	98	1	1	–	–	–	100	4.190
	76	19	2	1	1	1	100	581
s	39	42	9	7	3	–	100	458
ils publics	60	13	15	4	8	–	100	504
ils privés	22	68	5	2	2	1	100	1.330
	80	10	8	1	–	1	100	1.046
Ensemble	**62**	**28**	**6**	**1**	**1**	**2**	**100**	**11.648**
e monuments	7.177	3.234	689	174	120	254	**11.648**	

8 - 6

storiques classés suivant la catégorie et la région

Source : Ministère chargé de la culture — *Unité :* monument

	Ensemble	Antiquités	Châteaux	Édifices religieux	Édifices civils, publics et privés	Divers (1)
Alsace	293	13	48	101	79	52
Aquitaine	602	119	73	278	68	64
Auvergne	569	44	76	285	74	90
Bourgogne	684	74	67	321	118	104
Bretagne	1.008	440	51	303	99	115
Centre	731	92	113	343	132	51
Champagne - Ardenne	565	34	26	356	95	54
Corse	89	14	1	61	3	10
Franche-Comté	195	28	16	52	35	64
Ile-de-France	921	66	108	338	279	130
Languedoc-Roussillon	489	93	39	228	55	74
Limousin	244	41	25	116	18	44
Lorraine	479	27	37	184	93	138
Midi - Pyrénées	652	89	64	296	123	80
Nord	227	16	13	94	57	47
Basse-Normandie	483	54	99	249	48	33
Haute-Normandie	310	26	48	157	42	37
Pays de la Loire	539	128	94	226	68	23
Picardie	628	34	52	442	54	46
Poitou - Charentes	652	99	56	375	50	72
Provence - Alpes - Côte d'Azur	638	108	44	276	104	106
Rhône - Alpes	624	105	81	224	132	82
Outre-mer	26	1	1	11	8	5
Ensemble	**11.648**	**1.745**	**1.232**	**5.316**	**1.834**	**1.521**

(1) Y compris les éléments d'architecture militaire.

ayantes dans les monuments les plus visités de la Caisse nationale des monuments historiques es

rce : Caisse nationale des monuments historiques et des sites — *Unité :* millier de visiteurs

	1970	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Ensemble	**4.529**	**4.997**	**5.594**	**5.734**	**6.352**	**6.577**	**6.452**	**6.591**	**7.018**	**7.130**
nt :										
de Triomphe	439	566	511	516	529	560	507	503	630	637
aye du Mont-Saint-Michel	401	475	539	565	587	584	582	594	623	713
re-Dame (tours)	252	341	350	427	482	482	458	437	578	608
te-Chapelle	414	423	419	452	508	546	508	514	565	410
mbord	241	300	350	388	443	449	473	491	502	534
t-Kœnisbourg	280	385	390	518	548	548	534	521	497	541
-le-Rideau	195	248	270	283	314	329	322	345	335	343
héon	146	158	146	132	165	175	161	167	210	189
de Carcassonne	113	128	138	142	154	154	182	193	209	217
ciergerie	138	89	154	153	168	188	168	159	190	222
es-Mortes	103	121	123	131	169	177	191	179	184	187
te Notre-Dame	–	–	–	–	–	–	–	96	170	86
teau d'Angers	96	111	124	136	154	156	155	152	167	158
teau d'If	147	144	124	139	125	128	121	121	130	138
refonds	62	59	60	115	110	111	111	135	120	119
umont	83	99	105	108	121	117	117	156	117	132
t-Denis	56	53	58	89	106	101	104	112	115	99
tevraud	53	59	73	82	86	95	93	102	106	104
ny	65	82	75	81	90	96	90	98	101	102
se de Brou	105	113	109	110	119	118	108	104	98	104
aye du Thoronet	31	46	53	55	68	77	74	79	78	83
es	16	21	27	33	42	53	59	63	67	78
um	91	82	77	95	103	103	95	81	67	80
Turbie	76	64	61	48	49	51	51	57	64	64

J 2.08 - **8**

tion des palais nationaux. Entrées payantes (1)

rce : Ministère chargé de la culture — *Unité :* millier de visiteurs

	1960	1965	1970	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
vre	841	1.113	1.207	1.450	1.466	1.597	1.881	1.752	1.610	1.612	1.247
sailles (château)	1.031	1.166	1.224	1.712	1.438	1.601	1.671	1.741	1.699	1.648	1.447
tainebleau	287	292	269	300	290	301	312	300	318	330	272
Malmaison	128	125	95	110	102	107	100	101	119	104	91
npiègne	91	95	72	70	71	82	85	81	94	94	•
	154	109	109	100	100	112	114	117	109	106	90
t-Germain-en-Laye	37	35	28	37	54	50	55	52	50	43	44
Ensemble	**2.569**	**2.935**	**3.004**	**3.779**	**3.521**	**3.850**	**4.218**	**4.144**	**3.999**	**3.937**	**3.191**

(1) Il s'agit des visites payantes des musées installés dans les palais nationaux.

J 2.08 - **9**

ns de fouilles terrestres (Archéologie)

rce : Ministère chargé de la culture — *Unité :* opération de fouille

	1970	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
vetages	346	461	577	548	597	654	740	662	845	856
dages	191	287	230	207	184	200	236	176	191	203
illes programmées	352	346	354	368	327	348	390	390	375	375
Ensemble	**889**	**1.094**	**1.161**	**1.123**	**1.108**	**1.202**	**1.366**	**1.228**	**1.411**	**1.434**

Ministère chargé de la culture — *Unité :* millier

	1970	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
(4)	**4.173**	**5.371**	**5.125**	**6.964**	**7.761**	**7.366**	**7.045**	**6.189**	**5.157**
Musées de Paris									
okyo (1)	89	117	89	53	84	82	64	...	74
ins et océaniens	77	77	76	87	95	94	89	81	74
ditions populaires	///	27	37	41	42	41	38	37	32
	66	82	85	126	128	106	105	107	90
	2	5	11	10	12	9	13	14	19
	18	25	25	45	36	32	61	45	33
	–	–	–	–	–	5	6	10	6
r	0,5	1	1	1	1	1	2	1	1
me	373	505	518	562	605	616	564	639	559
	1.207	1.450	1.466	1.597	1.881	1.752	1.610	1.612	1.247
s français	17	19	19	25	25	30	25	27	21
	3	7	8	9	9	12	14	12	11
(2)	3	5	10	7	31	–	13	–	–
	132	169	169	179	206	220	221	239	207
onal d'art moderne (1) (4)	///	///	///	1.344	1.586	1.306	1.200	■ *r* 371	287
usées de la région parisienne									
nationales (Saint-Germain-en-Laye)	28	37	54	50	55	52	50	43	44
	///	///	///	22	73	38	29	35	32
eau	269	300	290	301	312	300	318	330	272
	95	110	102	107	100	101	119	104	91
	5	6	5	6	5	5	5	4	3
	17	24	19	18	19	21	23	21	18
	1.491	1.962	1.689	1.918	1.965	2.017	1.940	1.892	1.703
au	1.224	1.713	1.438	1.601	1.671	1.741	1.699	1.648	1.447
Trianon	177	156	158	209	215	207	204	192	163
Trianon	90	54	54	63	75	69	37	52	93
des voitures	(3)	39	39	45	4	–	–	–	–
Musées de province									
bouché (Limoges)	7	10	9	12	16	15	13	19	15
t	2	2	1	2	2	2	2	2	2
ice)	///	36	40	47	49	53	50	59	97
	72	70	71	82	85	81	94	94	–
	///	90	93	102	120	105	114	118	16
ger (Biot)	///	24	38	25	22	25	21	28	–
nusée napoléonien)	11	20	18	21	24	20	18	20	16
nusée africain)	11	13	12	14	13	11	10	9	9
jon)	0,5	1	1	2	1	2	3	2	2
naparte (Ajaccio)	48	53	45	13	16	69	70	72	62
-en-Pareds	1	2	3	4	5	4	5	9	6
	109	100	100	112	114	117	109	106	90
	19	22	21	20	24	22	27	27	18

En 1977, le Musée national d'art moderne a été transféré au Centre Georges Pompidou; le palais de Tokyo continue de présenter des collec- manentes et des expositions. — (2) Seules sont comptées les entrées aux Nymphéas en dehors des expositions. — (3) Entrées comprises du Petit Trianon. — (4) Y compris, de 1977 à 1980, les entrées gratuites au musée national d'art moderne.

3 - 11

des musées de la ville de Paris (présentations permanentes et expositions temporaires)

Source : Ville de Paris — *Unité :* millier

	1970	1975	1978	1979	1980	1981	1982
Art moderne (3)	79,6	228,4	206,1	182,0	99,4	455,7	236,7
Balzac	6,4	11,2	11,0	17,1	8,2	8,6	30,5
Bourdelle	8,4	6,9	14,0	10,3	9,8	7,6	14,2
Carnavalet	72,7	97,1	96,7	128,2	65,5	60,8	200,9
Cernuschi	15,7	12,1	14,7	24,1	15,1	22,6	20,1
Cognac-Jay	5,2	12,3	10,7	12,9	7,5	9,0	14,5
Costume	22,7	(1) ///	32,7	55,1	36,0	32,1	81,2
Petit Palais	206,3	135,8	219,5	194,2	67,5	272,1	593,5
Victor-Hugo (2)	32,8	76,8	70,6	67,7	28,6	27,3	87,3
Zadkine (4)	///	///	///	///	///	///	7,9
Ensemble	**449,8**	**580,6**	**676,0**	**691,6**	**337,6**	**895,8**	**1.286,8**

(1) Musée fermé. — (2) En 1980 et 1981 fermeture pour travaux de certaines salles. — (3) En 1981 chiffre très important dû essentiellement à l'exposition Modigliani. — (4) Ouvert le 19 avril 1982.

expositions organisées par la réunion des musées nationaux ayant reçu plus de 100.000 visiteurs

ayantes)

Source : Ministère chargé de la culture — *Unité :* entrée

	Nombre d'entrées payantes
1970	
Matisse (Grand Palais)	347.136
Goya (Orangerie)	311.636
Chagall (Grand Palais)	253.930
Paul Klee (Art moderne)	101.819
1971	
Le siècle de Rembrandt (Petit Palais)	130.148
Rouault (Art moderne)	104.770
1972	
Van Gogh (Orangerie)	494.233
La Tour (Orangerie)	348.235
École de Fontainebleau (Grand Palais)	160.960
1973	
Tapisseries médiévales (Grand Palais)	201.068
Georges Braque (Orangerie)	165.339
Soutine (Orangerie)	159.419
1974	
Centenaire de l'impressionisme (Grand Palais)	505.929
Cézanne (Orangerie)	289.263
Joan Miro (Grand Palais)	142.478
Fondation Guggenheim (Orangerie)	113.862
De David à Delacroix (Grand Palais)	108.349
1975	
L'or des Scythes (Grand Palais)	359.596
Corot (Orangerie)	220.178
Max Ernst (C.N.A.C.)	179.435
Millet (Grand Palais)	148.750
1976	
Ramsès le Grand (Grand Palais)	966.012
Peinture romantique allemande (Grand Palais)	157.612
1977	
Courbet (Grand Palais)	255.792
Art de l'Islam (Grand Palais)	141.628
Henri Moore (Orangerie)	113.477
Dieux et démons de l'Himalaya (Grand Palais)	100.369
1978	
Cézanne, les dernières années (Grand Palais)	385.740
Les frères Le Nain (Grand Palais)	296.690
De Renoir à Matisse (Grand Palais)	252.242
1979	
Picasso [œuvres reçues en paiement des droits de succession] (Grand Palais)	457.326
Chardin (Grand Palais)	341.479
Trésors du Kremlin (Grand Palais)	243.974
1980	
Monet (Grand Palais)	504.422
Science et patrimoine (Grand Palais)	187.352
Mucha (Grand Palais)	118.659
1981	
Pissaro (Grand Palais)	369.462
Gainsborough (Grand Palais)	261.135
Les fastes du Gothique (Grand Palais)	246.039
Les chevaux de Saint-Marc (Grand Palais)	107.512
1982	
Peinture française du XVII[e] siècle	125.714
Fantin-Latour	125.130
Naissance de l'écriture	131.093

2.08 - **13**

ayant des contrats d'abonnés avec la S.A.C.E.M.

Source : Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (S.A.C.E.M.) *Unité :* entreprise

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Spectacles avec danse (1) (3).	4.623	12.455	12.817	13.204	12.893	12.987	12.960
Spectacles sans danse (2)....	556	614	694	772	815	892	968
Cinémas (4).....	4.429	4.997	5.006	4.964	4.992	5.956	5.575
Entreprises diverses.....	167.475	179.546	180.063	188.466	189.029	192.760	195.996
Ensemble.....	**177.083**	**197.612**	**198.580**	**207.406**	**207.729**	**212.595**	**215.499**

(1) Bals sous tente et autres bals, cabarets, casinos, etc. — (2) Concerts, galas de variétés, cirques, spectacles divers. — (3) Y compris, à partir de 1977, les municipalités qui organisent des spectacles. — (4) Le fichier a été mis à jour en 1981.

2.08 - **14**

sionnelles déclarées à la S.A.C.E.M.

Source : Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (S.A.C.E.M.) *Unité :* séance

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Spectacles avec danse (1)....	143.238	153.885	167.303	179.619	182.464	175.259	173.343
Spectacles sans danse (2)....	69.476	75.603	82.595	88.985	92.228	91.860	92.988
Cinémas.....	6.679	6.498	5.594	5.586	5.387	5.122	4.547
Divers.....	3.940	4.083	4.187	3.524	3.490	3.806	3.616
Ensemble.....	**223.333**	**240.069**	**259.679**	**277.714**	**283.569**	**276.047**	**274.494**

(1) Bals sous tente et autres bals, cabarets, casinos, etc... — (2) Concerts, galas de variétés, cirques spectacles divers..

2.08 - **15**

eur perçus par la S.A.C.E.M. pour la diffusion publique du répertoire protégé

Source : Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (S.A.C.E.M.) *Unité :* millier de francs

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Spectacles avec danse (1)....	122.951,6	145.174,1	155.934,7	174.498,8	194.531,1	219.202,7	254.361,
Spectacles sans danse (2)....	40.187,8	48.658,5	50.665,7	59.299,5	67.712,3	79.044,3	88.827,7
Cinémas.....	23.544,5	24.242,8	28.364,9	30.364,4	35.976,8	43.185,2	54.638,
Entreprises diverses.....	74.121,7	81.925,1	99.546,3	106.705,4	123.648,0	135.325,1	146.153,1
Ensemble.....	**260.805,6**	**300.000,5**	**334.511,6**	**370.868,1**	**421.868,2**	**476.757,3**	**543.981,1**

(1) Bals sous tentes et autres bals, cabarets, casinos, etc. — (2) Concerts, galas de variétés, cirques, spectacles divers.

TABLEAU 2.08 - 16

Activités musicales

Source : Ministère chargé de la culture

	1974/75	1975/76	1976/77	1977/78	1978/79	1979/80	1980/81	1981/82
Orchestres subventionnés par le ministère de la Culture								
Orchestre de Paris :								
Concerts (4).....	84	80	80	104	93	98	84	p 200
Auditeurs (en milliers).....	181	182	226	221	181	117	145	p 250
Orchestres régionaux :								
Concerts.....	800	1.000	820	860	970	1.100	1.200	1.000
Auditeurs (en milliers).....	550	560	590	517	574	602	...	600
Associations symphoniques parisiennes :								
Auditeurs (1) [en milliers].....	98	69	84,5	80	81,5	69,5	71	p 100
Formations conventionnées :								
Concerts (1).....	535	620	645	635	710	765	800	765
Théâtre national de l'Opéra de Paris								
Représentations lyriques et chorégraphiques (2)....	266	237	243	248	259	350	263	162
Spectateurs (2) [en milliers].....	547	484	434	391	342	516	385	230
Théâtres lyriques municipaux (3)								
Spectacles.....	307	250	293	214	283	235	208	354
Représentations.....	1.034	952	987	958	913	956	875	1.099
Spectateurs (en milliers).....	851	772	985	852	834	857	900	913

(1) Uniquement pour les concerts donnés dans le cadre de la convention passée entre ces associations et le Ministère de la culture. — (2) Non compris les concerts et les tournées en province et à l'étranger. Y compris les spectacles de l'Opéra donnés à la salle Favart, au Palais des congrès, au théâtre des Champs-Élysées, dans la Cour carrée du Louvre. — (3) Appartenant à la réunion des théâtres lyriques municipaux de France (R.T.L.M.F.). (4) En 1981, non compris deux festivals.

TABLEAU 2.08 - 17

Dépôts au département de l'audio-visuel de la Bibliothèque nationale

Source : Bibliothèque nationale

	Nombre de supports (1)		Nombre de titres	
	1980	1981	1980	1981
Disques.....	*10.860*	*10.702*	*9.135*	*8.966*
30 cm.....	8.652	8.522	6.944	6.791
25 cm.....	31	40	31	40
17 cm.....	2.177	2.140	2.160	2.135
Cassettes.....	*3.449*	*3.999*	*3.215*	*3.639*
Ensemble.....	**14.309**	**14.701**	**12.350**	**12.605**

(1) Un support correspond à un document (une unité), disque ou cassette. Un titre peut nécessiter plusieurs supports et plusieurs titres peuvent se trouver sur un même support.

3 671322 T 81

sques

Fédération nationale de la musique (enquête annuelle d'entreprise) — *Unités* { Personnel en unité ; Production : million de disques et cassettes ; Sommes en millions de F

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
d'entreprises interrogées	329	297	320	332	313	350	...
d'entreprises ayant répondu	98	108	89	82	83	90	71
d'établissements correspondants	108	117	96	92	92	100	81
on de phonogrammes par les entreprises de pressage :							
ues	143,1	154,5	166,9	186,5	(1) 151,3	107,5	127,9
ettes	9,3	12,8	18,6	21,4	27,1	17,3	24,1
l'affaires (toutes taxes comprises)	1.996,5	2.321,1	2.744,4	3.357,7	3.504,2	3.836,0	4.153,6
s (T.V.A.)	466,3	542,6	640,5	781,6	824,5	886,9	982,6
d'affaires (hors taxes)	1.530,2	1.778,5	2.103,9	2.576,2	2.679,7	2.949,1	3.171,0
ersés par les maisons d'édition de disques	188,2	228,1	282,7	349,7	416,7	529,6	401,8
: Droits d'auteur	102,9	122,3	138,9	174,6	218,5	236,1	191,2
Royalties payées aux artistes	85,3	105,8	143,8	175,1	198,2	293,5	210,6
l employé :							
u personnel permanent	6.266	6.296	6.177	6.336	6.191	5.161	4.698
de journées de travail du personnel intermittent (2) et à le (3)	36.067	30.025	28.745	26.842	21.927	16.764	(4) 6.130
distribués :							
l permanent	210,9	258,5	281,2	325,7	334,9	360,1	312,3
l intermittent et à domicile	12,5	11,4	12,0	12,7	16,8	16,1	(4) 8,0

) Non compris 34,7 millions de microdisques souples pour l'exportation. — (2) Artistes musiciens. — (3) Musiciens copistes. — (4) Certaines es n'ont pas été en mesure de fournir des réponses à ces questions.

08 - **19**

âtrales

Ministère chargé de la culture

	1975/76	1976/77	1977/78	1978/79	1979/80	1980/81
Théâtres nationaux						
française (1) :						
ésentations	328	320	381	391	388	386
tateurs (en milliers)	244	247	271	296	298	289
national de l'Odéon (2) :						
ésentations	346	338	426	405	505	382
tateurs (en milliers)	122	126	136	136	187	157
national de Chaillot :						
ésentations	248	250	304	285	232	242
tateurs (en milliers)	57	74	134	107	93	46
de l'Est parisien :						
ésentations	288	253	362	262	278	296
tateurs (en milliers)	71	75	81	88	87	102
national de Strasbourg (3) :						
ésentations	198	191	202	283	150	160
tateurs (en milliers)	94	78	63	72	51	80
Centres dramatiques nationaux (4)						
ésentations	2.841	3.525	2.548	2.342	2.837	3.221
tateurs (en milliers)	923	1.030	686	662	798	874
Théâtres privés (5)						
ésentations	13.150	11.203	10.816	11.504	(6)	11.535
tateurs (en milliers)	3.411	2.470	2.560	3.363	(6)	3.384

Pour les seules représentations de la salle Richelieu; non compris les représentations données à l'Odéon, dans d'autres salles parisiennes, en ou à l'étranger. — (2) Y compris les représentations à l'Odéon de la Comédie française. — (3) Spectacles à Strasbourg et hors Strasbourg. — ités dramatiques uniquement; sont exclues les autres activités (danse, cinéma, variétés, animations scolaires) des centres dramatiques x ainsi que les spectacles en tournées. — (5) Résultats donnés pour l'ensemble de l'année. Théâtres privés proprement dits, théâtres municipaux non subventionnés, spectacles donnés dans des salles ou espaces (Palais des congrès...) accueillant occasionnellement des spectacles vivants. — uite du réaménagement des programmes informatiques des sociétés d'auteurs qui sont la source des statistiques habituellement communiquées, es pour 1979 ne sont pas disponibles.

TABLEAU 2.08 - 20

Le service des archives du film (1)

Source : Centre national de la cinématographie

	e 1971	e 1972	e 1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Nombre de déposants (2)	300	335	500	533	585	637	689	739	804	865	925
Nombre de bobines déposées (2) (3)	90.000	115.000	200.000	218.657	250.273	282.252	309.105	353.808	401.157	441.842	526.987
Nombre de films déposés (2)	8.800	12.000	15.000	21.516	24.784	28.265	33.763	42.354	49.880	57.007	65.496

(1) En nombres cumulés. — (2) Estimations pour les années 1971 à 1973 incluse. — (3) Il convient d'ajouter au chiffre de l'année 1981, les dépôts effectués dans le cadre de conventions passées avec deux sociétés d'actualités (Pathé et Gaumont) et l'Institut national de l'audio-visuel, soit environ 70.000 bobines.

TABLEAU 2.08 - 21

Production française de films

Source : Centre national de la cinématographie — En unités

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Sociétés de production de long métrage (1) :											
Autorisées	331	365	389	435	486	517	535	574	616	657	688
Actives (2)	135	137	169	190	185	164	162	162	188	174	192
Sociétés de production de court métrage :											
Autorisées	812	865	891	903	990	1.037	1.014	1.135	1.232	1.337	1.433
Actives (2)	153	152	150	152	204	180	198	208	203	329	219
Réalisateurs actifs de long métrage	94	118	137	150	148	135	141	129	134	128	133
soit : Ayant participé à la réalisation :											
D'un film	91	113	121	126	120	116	110	118	119	114	113
De 2 films	3	5	15	17	16	6	15	9	13	8	9
De 3 films	–	–	1	5	8	6	5	2	1	4	3
De plus de 3 films	–	–	–	2	4	7	11	–	1	2	8
Réalisateurs actifs de court métrage	–	–	150	240	310	276	331	326	282	282	369
Production de films de long métrage (3)	127	169	181	191	162	156	144	160	174	189	231
Films intégralement français	67	71	85	101	101	112	112	116	126	144	186
Films de coproduction	60	98	96	90	61	44	32	44	48	45	45
A majorité française	35	49	54	41	36	20	19	19	26	16	22
A majorité étrangère	25	49	42	49	25	24	13	25	22	29	23
Production de films de court métrage (4)	354	279	254	320	461	432	484	509	355	429	474

(1) Long métrage : film de plus de 1.600 mètres. — (2) Ayant effectivement participé à la production d'au moins un film au cours de l'année. — (3) Ne sont pris en considération que les longs métrages ayant accès au soutien de l'État, à l'exclusion des films pornographiques et d'incitation à la violence. — (4) Commerciaux exclusivement.

tudios français de films

Centre national de la cinématographie

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
en unités)	17	17	17	15	14	13	13	12
(en m²)	10.096	10.096	10.096	10.021	9.696	9.696	9.696	9.696
plateaux disponibles (1)	4.986	4.322	4.747	3.847	3.625	3.416	3.284	3.284
plateaux utilisées (2)	2.894	2.116	2.841	1.897	1.759	2.181	1.769	2.023
films français et coproductions	1.775	1.325	1.787	1.143	1.002	1.701	626	781
films étrangers	–	101	110	273	69	57	263	259
télévision	508	16	35	30	172,5	58	69	41
publicité	///	///	///	///	///	354	657	666
s (3)	611	674	909	451	515,5	11	154	276
plateaux libres	2.092	2.206	1.906	1.950	1.866	1.235	1.515	1.261

Nombre de plateaux × nombre de jours ouvrables. — (2) Nombre de plateaux × nombre de jours d'utilisation (jour d'immobilisation pour le et le démontage et jours de tournage). (3) Utilisation pour des films non commerciaux, des films de court métrage commerciaux, des films de cessitant l'établissement de décors, des films de publicité et d'entracte produits par des sociétés autres que celles disposant de studios spécialisés.

sociétés de distribution de films

Centre national de la cinématographie

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
utorisées (en unités)	183	193	192	206	216	243	253	254	271
yant enregistré des résultats d'exploitation	131	133	138	151	159	177	184	179	190
Distributeurs spécialisés « Art et essai »	30	35	40	45	49	63	63	58	68
de films distribués (1)	7.829	7.961	8.303	8.552	8.578	8.577	8.523	8.417	8.422
'affaires des sociétés de distribution (en de F)	467,3	549,6	643,5	720,8	757,3	886,2	984,8	1.061,9	1.346,1
tributeurs diffusant en majorité des films ançais	304,4	332,9	396,8	436,3	492,5	554,8	664,9	740,2	988,3
pécialisés « Art et essai »	16,8	21,6	31,5	29,1	31,8	33,6	47,7	47,5	68,0
Distributeurs diffusant en majorité des films américains	162,9	216,7	246,7	284,5	264,8	331,4	319,9	321,7	357,8

Certains films sont comptabilisés plusieurs fois car ils peuvent être distribués par plusieurs distributeurs régionaux.

tion cinématographique (format standard 35 mm et format substandard)

ource : Centre national de la cinématographie

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Format standard (35 mm)											
quipement :											
Nombre de salles (1) [en unités]	4.237	4.206	4.250	4.286	4.328	4.443	4.448	4.464	4.523	4.540	4.572
Nombre de fauteuils (en milliers)	2.012,0	1.936,9	1.870,8	1.817,0	1.775,6	1.684,7	1.601,4	1.522,8	1.472,4	1.408,8	1.342,7
rogrammation :											
lms projetés (en unités)	4.283	4.414	4.449	4.710	4.715	4.866	5.064	5.084	5.189	5.256	5.357
Français	1.330	1.326	1.365	1.390	1.454	1.507	1.637	1.701	1.753	1.763	1.841
Étrangers	2.953	3.088	3.084	3.320	3.261	3.359	3.427	3.383	3.436	3.493	3.516
dont : Américains	1.223	1.256	1.224	1.275	1.209	1.281	1.277	1.255	1.338	1.344	1.396
pectateurs (en millions)	177,0	184,4	176,0	179,4	181,7	177,3	170,3	178,5	178,1	174,8	187,1
ecettes (en millions de francs)	932,9	1.078,2	1.174,8	1.359,2	1.572,7	1.756,7	1.838,6	2.110,8	2.308,9	2.474,8	3.033,4
% films français dans la recette	56,1	55,9	61,8	56,1	52,4	52,5	47,3	46,5	51,1	47,7	50,5
Format substandard (16 mm)											
lombre total de points de projection autorisés [en unités] (2)	2.480	1.920	1.589	1.558	1.438	1.100	938	858	811	807	807
soit : Autorisations d'ouverture d'un premier point	940	783	721	715	651	337	275	230	203	185	163
Autorisations d'extension	1.540	1.137	868	843	787	763	663	628	608	622	644
ésultats d'exploitation :											
Nombre de spectateurs (en millions)	2,0	1,6	1,4	1,3	1,2	1,1	0,8	0,7	0,7	0,6	0,6
Recettes (en millions de francs)	6,11	5,55	5,63	6,17	6,43	6,37	5,26	4,81	5,22	4,62	5,0

(1) Y compris « les patronages » (séances gratuites) 39 établissements en 1979, 40 établissements en 1980 et en 1981. — (2) Y compris « les atronages » (séances gratuites) 299 établissements en 1980 et en 1981.

osition de la recette des exploitants de cinéma (format standard)

ource : Centre national de la cinématographie — En %

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
axe sur la valeur ajoutée (T.V.A.) [1] (2)	14,4	14,4	14,3	15,0	14,9	15,0	13,3	6,9	6,7
xploitation	49,4	49,1	49,2	48,2	48,1	47,5	47,8	50,7	50,2
roduction-distribution (3)	34,4	34,8	34,9	35,3	35,5	36,1	37,5	40,9	41,7
roits d'auteur	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,4	1,4
resse filmée	0,5	0,4	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	ε

(1) La diminution de la T.V.A. par rapport à l'année 1978 s'explique par la modification du taux de la taxe sur la valeur ajoutée, ramené de 17,6 % 7 % à compter du 1er novembre 1979. — (2) En 1980 compte tenu de la perception au taux majoré de la T.V.A. s'appliquant aux programmes ornographiques ou d'incitation à la violence. — (3) En 1980, la T.V.A. affectant le film est exclue. La part brute « production - distribution (les actuatés et la T.V.A. affectant le film incluses) est de 1.082,5 millions de francs et de 1.470,6 millions de francs en 1981.

globales des films français à l'étranger (long et court métrage)

ource : Centre national de la cinématographie

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Nombre de contrats (en unités)	1.848	1.687	1.921	2.039	2.041	2.199	2.032	2.018	1.908	2.280	2.041
Recettes (en millions de francs)	61,1	54,7	96,6	94,1	122,4	128,5	92,5	87,1	91,2	(1)	(1)

(1) Non disponible (non communiqué par le CNC).

ires (hors taxe) des éditeurs de livres (1) : résultats d'ensemble

ational de l'édition — *Unité :* million de francs

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
.....	1.867,4	2.121,7	2.276,7	2.531,8	3.066,1	3.418,9	3.887,3	4.243,1	4.742,9	5.272,5	5.781,5
ts.....	21,5	31,9	30,8	41,8	46,3	43,9	49,4	72,6	64,6	145,0	93,2
.....	*1.888,9*	*2.153,6*	*2.307,5*	*2.573,6*	*3.112,4*	*3.462,8*	*3.936,7*	*4.315,7*	*4.807,5*	*5.417,5*	*5.874,7*
.....	331,6	345,2	350,0	386,6	447,4	491,4	534,7	592,6	633,4	706,5	786,0
ts.....	28,9	32,2	39,9	40,6	35,5	49,2	51,8	57,5	58,4	69,4	77,5
.....	*360,5*	*377,4*	*389,9*	*427,2*	*482,9*	*540,6*	*586,5*	*650,1*	*691,8*	*775,9*	*863,5*
le.....	**2.249,4**	**2.531,0**	**2.697,4**	**3.000,8**	**3.595,3**	**4.003,4**	**4.523,2**	**4.965,8**	**5.499,3**	**6.193,4**	**6.738,2**

nvient de signaler qu'une partie non négligeable des exportations passe par les diffuseurs et les grossistes et de ce fait se trouve reprise dans le

d'édition qui ont répondu à l'enquête et dont le chiffre d'affaires annuel (hors taxes à partir de 1970) est supérieur à 100.000 F jusqu'en 1975; r de 1976.

vres par les éditeurs (1) par branche

s — marché intérieur et exportations)

Syndicat national de l'édition — *Unité* : million de francs

Branche (2)	1971	1972	1973	1974	1975 (3)	1976	1977	1978	1979	1980	1981
colaires.....	354,1	340,0	337,3	397,3	429,9	464,9	531,8	577,6	632,8	700,2	839,4
scientifiques professionnels et tech- i.....	277,6	296,4	325,4	454,0	227,2	248,7	261,7	297,9	330,2	341,7	399,1
ratiques.....					442,5	490,7	566,2	522,5	613,1	661,7	851,3
e sciences humaines.....	178,8	193,9	210,8	245,7	261,3	307,9	338,5	385,7	409,5	448,4	501,6
ire.....	700,3	730,7	755,5	780,3	883,7	947,3	1.045,8	1.195,7	1.337,4	1.462,0	1.559,4
édies et dictionnaires.....	397,5	588,5	629,5	619,4	671,8	796,6	908,9	1.011,1	1.059,2	1.249,7	1,224,9
rts et beaux livres.....	138,4	153,1	187,1	201,1	240,3	267,8	288,4	305,2	362,1	437,6	443,9
our la jeunesse.....	172,4	201,6	208,9	256,7	304,7	323,7	372,0	455,7	522,5	551,0	618,1
on ventilés.....	30,4	26,8	42,9	46,3	52,2	62,8	108,7	84,3	109,5	126,7	129,8
Total.....	**2.249,5**	**2.531,0**	**2.697,4**	**3.000,8**	**3.513,6**	**3.910,4**	**4.422,0**	**4.835,7**	**5.376,3**	**5.979,0**	**6.567,5**

1) Maisons d'édition qui ont répondu à l'enquête et dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 100.000 F (hors taxes) jusqu'en 1975; à 200.000 F de 1976. — (2) Nouvelle nomenclature adoptée à compter de 1974 avec raccordement des données antérieures. — (3) Les cessions de droits ne sont es dans le chiffre d'affaires que jusqu'en 1975 (voir tableau 27).

AU 2.08 - 29

s d'édition suivant le chiffre d'affaires

Source : Syndicat national de l'édition — *Unité :* Maison d'édition

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
100 millions et plus						11	13	15
De 50 à moins de 100 millions	37	40	43	49	50	11	10	13
De 20 à moins de 50 millions						32	36	41
De 10 à moins de 20 millions	12	18	27	28	34	43	40	36
De 5 à moins de 10 millions	33	42	48	52	53	58	51	51
De 2 à moins de 5 millions	88	83	74	88	80	76	77	72
De 1 à moins de 2 millions	54	63	70	67	62	52	48	57
De 0,5 à moins de 1 million	61	62	61	66	57	71	72	65
De 0,2 à moins de 0,5 million	73	72	63	66	64	50	49	55
Ensemble (1)	**358**	**380**	**386**	**416**	**400**	**404**	**396**	**405**

(1) Ensemble des maisons ayant répondu à l'enquête et ayant un chiffre d'affaires supérieur à 100.000 F jusqu'en 1975 et 200.000 F à partir de 1976.

AU 2.08 - 30

d'affaires de l'édition par circuits de distribution

Source : Syndicat national de l'édition — En %

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Vente aux libraires, grossistes, commissionnaires et grandes surfaces	37,6	37,5	37,5	37,9	36,8	36,4	37,3
Vente aux diffuseurs	31,8	33,4	34,7	33,9	35,5	37,4	36,1
Vente directe au consommateur par correspondance	15,8	15,4	14,0	15,0	15,2	13,7	13,8
Vente directe au consommateur par courtier	11,0	10,4	10,1	9,5	9,0	8,9	8,6
Vente aux clubs	1,6	1,3	1,1	1,2	1,0	1,1	1,3
Vente aux collectivités et administrations	2,2	1,0	1,3	1,3	1,0	1,1	1,3
Autres circuits	–	1,0	1,3	1,2	1,5	1,4	1,6
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

.08 - **31**

e livres par branche : nombre de titres produits (1)

: Syndicat national de l'édition — *Unité :* titre

Branche (2)	1974	1975	■ 1976	1977	1978	1979	1980	1981 Nouveautés	1981 Nouvelles éditions (3)	1981 Réimpressions (4)	1981 Total
olaires	2.964	3.181	3.147	3.281	3.325	3.207	3.150	910	113	2.116	3.139
cientifiques, professionnels et tech-	2.969	1.599	1.496	1.752	1.831	1.823	1.847	1.034	256	501	1.791
ratiques		1.607	1.895	2.180	1.905	2.022	2.115	906	342	1.484	2.732
humaines	3.191	2.991	3.362	3.735	3.440	3.550	3.601	1.914	224	1.242	3.380
re générale	6.977	7.843	8.558	8.934	9.603	9.367	8.860	4.543	468	3.461	8.472
édies et dictionnaires	462	406	488	477	667	673	458	106	16	354	476
rts	636	734	764	1.000	1.018	1.106	1.182	586	44	450	1.080
our la jeunesse	3.072	3.481	3.653	4.464	4.795	4.939	4.549	1.640	119	2.773	4.532
on ventilés	103	127	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total	**20.374**	**21.969**	**23.363**	**25.823**	**26.584**	**26.687**	**25.762**	**11.639**	**1.582**	**12.381**	**25.602**

1) Maisons d'édition qui ont répondu à l'enquête et dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 100.000 F (hors taxes) jusqu'en 1975; à 200.000 F de 1976. — (2) Nouvelle nomenclature adoptée à compter de 1974 avec raccordement des données antérieures. — (3) Ouvrages comportant des tions par rapport à la première édition ou publiés dans une autre collection. — (4) Ouvrages réimprimés sans modification par rapport à la précédition.

.08 - **32**

e livres par branche : nombre d'exemplaires produits (1)

Syndicat national de l'édition — *Unité :* millier d'exemplaires

Branche (2)	1974	1975	■ 1976	1977	1978	1979	1980	1981 Nouveautés	1981 Nouvelles éditions (3)	1981 Réimpressions (4)	1981 Total
colaires	57.564	50.321	50.699	58.114	59.513	59.856	55.350	19.482	1.379	32.591	53.452
scientifiques, professionnels et tech-	30.708	7.559	5.854	6.665	7.465	7.538	6.655	3.561	1.024	2.221	6.806
ratiques		28.068	37.621	41.236	40.507	41.610	40.535	11.721	5.065	26.888	43.674
humaines	18.383	17.486	20.477	21.918	20.883	19.619	18.080	8.748	1.950	7.429	18.127
ure générale	126.705	132.713	136.068	138.277	148.880	157.763	168.036	87.076	14.493	43.712	145.281
pédies et dictionnaires	10.160	9.848	11.137	12.772	12.556	11.021	11.905	1.199	109	9.031	10.339
Arts	5.610	6.148	5.607	7.582	8.792	8.230	8.641	3.763	273	2.454	6.490
our la jeunesse	51.442	57.423	57.599	64.717	75.992	74.951	69.558	22.634	1.046	38.074	61.754
on ventilés	371	85	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total	**300.943**	**309.651**	**325.062**	**351.311**	**374.588**	**380.588**	**378.760**	**158.184**	**25.339**	**162.400**	**345.923**

1) Maisons d'édition qui ont répondu à l'enquête et dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 100.000 F (hors taxes) jusqu'en 1975; à 200.000 F de 1976. — (2) Nouvelle nomenclature adoptée à compter de 1974 avec raccordement des données antérieures. — (3) Ouvrages comportant des ations par rapport à la première édition ou publiés dans une autre collection. — (4) Ouvrages réimprimés sans modification par rapport à la précédition.

AU 2.08 - 33

èques centrales de prêt

ource : Ministère chargé de la culture

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Nombre de bibliothèques centrales de prêt (en unités)	69	70	71	71	72	73	76
Nombre de communes desservies (en unités)	16.512	17.171	17.476	17.893	18.347	18.875	19.118
opulation desservie (en milliers)	16.070	18.090	18.256	18.578	18.945	19.451	19.673
ersonnel (en unités)	•	737	753	762	805	843	873
dont : Personnel scientifique (en unités)	90	90	92	92	95	99	100
ollections :							
Nombre de disques et cassettes (en milliers d'unités)	26,4	30,0	34,5	39,2	42,0	51,2	61,0
Nombre de volumes (en milliers)	6.042	6.632	7.113	7.636	8.213	8.884	9.446
Nombre de bibliobus (en unités)	156	174	181	186	195	204	209
rêt par dépôt :							
Nombre de lieux desservis (1) [en unités]	22.415	24.044	24.596	25.392	26.240	26.935	27.291
Nombre de dépôts effectués (en unités)	57.907	63.551	67.504	70.902	72.649	75.936	74.149
Nombre de livres déposés (2) [en milliers de volumes]	5.986	6.865	7.404	7.849	8.223	8.942	9.016
rêt direct :							
Nombre de communes desservies (en unités)	618	786	849	920	1.019	1.131	1.280
Nombre de livres prêtés dans les communes (en milliers de volumes)	1.676	1.947	2.095	2.363	2.496	2.475	2.682
Nombre de classes desservies dans les établissements scolaires (en unités)	9.225	9.598	11.979	10.094	10.635	9.524	10.870
Nombre de livres prêtés dans les établissements scolaires (en milliers de volumes)	1.595	1.814	1.755	1.594	1.703	1.587	1.564

(1) Il s'agit essentiellement de mairies, écoles, foyers éducatifs. Les dépôts effectués et renouvelés régulièrement sont gérés en général de manière bénévole par des secrétaires de mairie, des instituteurs. — (2) On estime le nombre de livres prêtés à 2,5 fois le nombre de livres déposés.

AU 2.08 - 34

ement de la musique

es établissements relevant des ministères de la Culture et de l'Éducation nationale

Sources : Ministère chargé de la Culture, ministère de l'Éducation nationale — En unités

	Année scolaire						
	1975/76	1976/77	1977/78	1978/79	1979/80	1980/81	1981/82
Établissements controlés par le ministère de la Culture							
Conservatoires nationaux supérieurs de musique (1)	1.140	1.119	1.137	1.174	1.204	*r* 1.277	1.398
Conservatoires nationaux de région [C.N.R.] (2) (4)	26.966	30.014	36.078	36.093	39.332	*p* 35.210	43.304
Écoles nationales de musique [E.N.M.] (2) (4)	31.668	31.458	32.140	37.864	39.431	*r* 43.425	52.386
Écoles de musique agréées (3) :							
Second degré	11.272	11.396	11.628	14.595	12.084	35.676	39.455
Premier degré	13.386	18.238	18.105	12.570	24.349		
Établissements relevant du ministère de l'Éducation nationale							
Université (4) :							
1er cycle	...	2.252	2.985	3.261	3.284	3.229	...
2e et 3e cycles	...	...	964	722	1.307	1.386	...
Enseignement du second degré (second cycle professionnel long) :							
BTn F11 (4)	928	906	1.120	1.181	1.278	811	796
BT (5)	62	60	...	66	119	59	55

(1) Y compris années préparatoires et cycle de spécialisation (C.N.S.M. de Paris). A partir de 1979 création d'un deuxième établissement à Lyon. — (2) Il y avait en 1975/76 : 21 C.N.R., 39 E.N.M., 18 écoles agréées du second degré, 29 écoles agréées du 1er degré; en 1980/81 : 30 C.N.R., 62 E.N.M., 83 écoles agréées. *N.B.* : Chaque établissement a été classé dans la catégorie à laquelle il appartenait à une date donnée. — (3) A compter de 1981, il n'y a plus qu'une seule catégorie d'écoles agréées, la majeure partie des écoles du second degré ayant été promues E.N.M. — (4) Ces chiffres sont sous-estimés : certains établissements n'ayant pas fourni leurs effectifs. — (5) Brevets de techniciens des métiers de la musique et de la facture instrumentale.

...t des arts plastiques et de l'histoire de l'art

...blissements relevant des ministères de la Culture et de l'Éducation nationale

...: Ministère chargé de la culture — En unités

	Année scolaire					
	1975/76	1976/77	1977/78	1978/79	1979/80	1980/81
Établissements relevant du Ministère de la culture						
...tionale supérieure des beaux-arts (E.N.S.B.A.)	2.746	2.655	2.651	2.292	2.158	2.165
...tionale supérieure des arts décoratifs (E.N.S.A.D.)	738	637	673	...	764	839
...l'art (1) :						
...ionales	1.074	1.055	1.102	1.079	1.119	r 1.164
...ionales et municipales (2)	6.804	6.228	7.417	7.580	7.762	r 8.126
...u Louvre (élèves et auditeurs)	...	8.644	12.031	14.107	15.148	14.836
Établissements relevant du Ministère de l'éducation nationale						
...tés.						
...s plastiques :						
1er cycle	...	2.488	3.047	3.199	3.017	2.759
2e et 3e cycles	...	...	...	2.146	2.315	2.295
...toire de l'art et archéologie :						
1er cycle	...	...	3.033	3.325	3.784	4.181
2e et 3e cycles	...	...	...	3.025	2.598	2.781
...de techniciens supérieurs (3)	457	480	516	546	538	r 733
...ement de second degré (second cycle professionnel long) (3)	1.147	2.147	2.202	2.247	2.168	r 2.897

...) Élèves suivant les cours à temps plein. — (2) Écoles de 1re et de 2e classes uniquement. — (3) Données non complètes, certains établis... n'ayant pas communiqué leurs effectifs.

SOURCES DE DOCUMENTATION

...argé de la culture.

... études et de la recherche, 2, rue Jean Lantier, 75001 ... : 233.99.84.

... :

...tatistique de la culture :

...es 1960 à 1970, La documentation française, 1977;
...es 1970 à 1974, La documentation française, 1978.
...es 1974 à 1980, Fascicules : musées, bibliothèque, ...cinéma, musique, art lyrique et danse de l'*Annuaire ...ique de la Culture,* Ministère de la culture, 1982.

... pour la culture, La documentation française, 1980.
... pour le patrimoine, La documentation française, 1981.
...rel 1977, La documentation française, 1977.

...ulturelles des français, description socio-démogra... 73-1981 — Dalloz 1982.

...es archives de France, 60, rue des Francs-Bourgeois, ...Vieille-du-Temple, 75141 Paris Cedex 03.

... :

... des archives (trimestriel), Association des archivistes ...

...u patrimoine, 3, rue de Valois, 75042 Paris Cedex 01.

... :

...ormatique des monuments historiques (immeubles ...

...les musées de France, Palais du Louvre, pavillon ...041 Paris Cedex 01.

... :

...collections publiques de France (bulletin trimestriel ...ciation générale des conservateurs des collections ... de France).

...u livre, 1, rue de la Banque, 75002 Paris.

... :

...s bibliothèques de France (mensuel) publié par la ... du livre et le service des bibliothèques du ministère ...ersités.

... annuelles des bibliothèques municipales, biblio... trales de prêt, bibliothèques universitaires.

Bibliothèques municipales. Statistiques 1974-1975; Statistiques 1977.

— Direction de la musique de l'art lyrique et de la danse, 53, rue Saint-Dominique, 75007 Paris.

Caisse nationale des monuments historiques et des sites, hôtel Béthune, Sully, 62, rue Saint-Antoine, 75004 Paris.

Réunion des musées nationaux, pavillon Mollien, Palais du Louvre 75041 Paris Cedex 01 et 10, rue de l'Abbaye.

Mairie de Paris, Direction des affaires culturelles.

Service technique des bibliothèques de la ville de Paris, 57-57 *bis,* rue du Théâtre, 75015 Paris.

Publications :

Les bibliothèques de la ville de Paris en 1976, 1977, 1978.

Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique, 225, avenue Charles-de-Gaulle, 92521 Neuilly-sur-Seine, Cedex.

Confédération musicale de France, 121, rue Lafayette, 75010 Paris

Fédération nationale de la musique, 57, avenue de Villiers, 75017 Paris.

Centre national de la cinématographie, 12, rue de Lubeck, 75784 Paris Cedex 16.

Publications :

Bulletin d'information du C.N.C. (trimestriel) avec une annexe statistique annuelle.

Bibliothèque nationale, département de la phonothèque et de l'audio visuel, 58, rue de Richelieu, 75002 Paris.

Syndicat national des éditeurs, 117, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.

Publication :

Données statistiques sur l'édition de livres en France (annuel).

Divers :

— La diffusion de la culture par le livre et les revues. Avis et rapport du Conseil économique et social. Session des 26 et 27 avril 1983, nº 13 du 31 mai 1983.

tre 2.09

munication

suel

n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication
uelle a organisé l'ensemble du champ de la com-
on audiovisuelle, et affirmé le principe de la
le la communication audiovisuelle, consacrée
ndon du monopole de programmation.

onté d'assurer l'indépendance du service public
ort au pouvoir politique, et la volonté de décen-
n ont conduit le législateur à instituer :

délégation parlementaire pour la communication
uelle;

Haute autorité de la communication audio-
qui a des pouvoirs étendus et précis. Elle se voit,
nt, confier des missions exercées auparavant
uvoir exécutif;

Conseil national de la communication audio-
composé de cinquante-six membres représentatifs
r de la communication, et des forces sociales et
es du pays. C'est une instance de consultation
te pour l'ensemble des activités de la communi-
diovisuelle. Son président est délégué auprès de
autorité;

comités régionaux de la communication audio-
ls émettent, eux aussi, des avis sur la communica-
ovisuelle de leur région.

radiodiffusion sonore et de la télévision composée de :

— un établissement public de diffusion (T.D.F.), chargé de la diffusion des programmes, de la répartition des fréquences et du contrôle de leur utilisation, du contrôle technique des signaux et des équipements de diffusion, de la recherche et de la fixation de normes techniques;

— un institut national de la communication audiovisuelle (I.N.A.) qui a pour mission la conservation et l'exploitation des archives, la formation, la recherche et la commercialisation des archives;

— une société nationale de programme de radiodiffusion sonore (Radio France) chargée de concevoir, de programmer et de faire diffuser des émissions du service public national de la radiodiffusion sonore ainsi que d'assurer la gestion et le développement de formations musicales (Orchestre national de France, Nouvel orchestre philarmonique, chœurs et maîtrise de Radio France). Elle est à l'origine de la création des sociétés régionales de radiodiffusion sonore et des stations locales;

— des sociétés nationales de programme de télévision créées par décrets : il en existe deux en 1983 : TF 1 et Antenne 2. Elles sont chargées de concevoir, programmer et faire diffuser les émissions du service public national de la télévision;

— une société nationale de programme chargée de la coordination des sociétés régionales de télévision (FR 3);

— une société nationale de programme chargée de la coordination des sociétés régionales et territoriales de radio et de télévision d'outre-mer (RF 0);

— une société nationale de production (S.F.P.) chargée de la production d'œuvres et de documents audiovisuels;

— une société nationale de radiodiffusion sonore à vocation internationale (RF I) orientée vers la diffusion internationale, notamment aux français de l'étranger;

— une société de commercialisation des œuvres audiovisuelles, chargée de la commercialisation à l'étranger, de participer à l'action culturelle à l'étranger, ainsi qu'à des accords de coproduction et à des accords de commercialisation.

Enfin la loi organise la communication audiovisuelle hors du service public en permettant à des personnes privées ou publiques d'éditer un message audiovisuel à destination du public. Deux régimes sont institués pour l'essentiel :

— *le régime de la déclaration,* qui est celui notamment des services de télématique;

— *le régime de l'autorisation préalable,* qui est celui notamment des radios locales privées.

• Ce chapitre a été établi avec la collaboration du Service juridique et technique de l'information du Secrétariat d'État chargé des techniques de la communication.

a radio-télévision nationale (1)

: Service juridique et technique de l'information — *Unité :* million de F

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
ce	2.137,4	2.367,8	2.665,4	3.142,8	3.624,8	4.090,5	5.073,6	5.804,0
	876,8	1.003,4	1.134,7	1.319,6	1.529,4	1.754,3	2.206,6	2.668,7
ublicité de marque	*820,0*	*940,3*	*1.065,2*	*1.255,0*	*1.434,0*	*1.613,0*	*2.025,0*	*2.438,0*
ublicité collective	*56,8*	*63,1*	*69,5*	*64,6*	*95,4*	*141,3*	*181,6*	*230,7*
rendus aux administrations	98,5	105,9	114,8	113,6	126,0	(2)	152,3	168,9
commerciales	108,2	123,4	60,8	148,7	173,7	107,0	128,6	196,4
			162,0	47,9	94,1	320,1	302,8	336,4
Ensemble	**3.220,9**	**3.600,5**	**4.137,7**	**4.772,6**	**5.548,0**	**6.271,9**	**7.863,9**	**9.174,4**

) Prévisions de financement. — (2) Inclus dans le poste divers.

2.09 - 2

a radio-télévision nationale (1). Situation au 30 juin

: Service juridique et technique de l'information

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
	1.112	1.256	1.169	1.208	1.204	1.209	1.566
	948	1.082	1.112	1.179	1.209	1.207	1.362
	3.466	3.486	3.500	3.567	3.602	3.677	3.937
rance	2.172	2.247	2.293	2.335	2.344	2.387	2.659
	3.079	3.183	3.313	3.365	3.465	3.436	3.658
	621	834	1.020	946	912	882	895
	3.045	2.995	2.964	2.665	2.448	2.339	2.505
Ensemble	**14.443**	**15.083**	**15.371**	**15.265**	**15.184**	**15.137**	**16.582**

1) Il s'agit du seul personnel permanent. Des dizaines de milliers de « cachetiers » participent chaque année, pour des durées variables, à la réa- des programmes de radio et télévision.

2.09 - 3

e radiodiffusion. Situation au 1er janvier

: Télédiffusion de France

	Nombre d'émetteurs (1)				Puissance en kW (4)			
	1980	1981	1982	1983	1980	1981	1982	1983
eurs à modulation d'amplitude (2)	**39**	**59**	**58**	**58**	**6.293,00**	**11.511,10**	**10.911,10**	**10.861,10**
nce-Inter	13	14	13	12	3.310,00	3.431,00	3.231,00	3.131,00
nce-Culture	20	20	20	20	2.960,00	2.957,00	2.957,00	2.957,00
vers et FIP	6	6	6	7	23,00	23,10	23,10	(5) 73,10
des décamétriques	–	19	19	19	–	5.100	4.700	4.700
eurs à modulation de fréquence (3)	**281**	**297**	**306**	**323**	**986,68**	**1.000,41**	**1.059,31**	**1.087,93**
nce-Inter	86	87	90	90	323,55	313,00	329,75	316,15
nce-Culture	85	89	92	96	321,35	325,25	342,20	346,60
nce-Musique	86	90	93	97	323,55	327,25	344,00	348,40
vers et FIP	24	23	23	22	18,23	18,45	18,70	18,65
dios locales de service public	–	8	8	18	–	16,46	24,66	58,13
dios locales privées	///	///	///	–	///	///	///	–

(1) A ces réseaux s'ajoutent 20 émetteurs à modulation d'amplitude sur ondes décamétriques, diffusant les programmes de Radio-France inter- ale. — (2) Sur ondes kilométriques (« ondes longues ») ou sur ondes hectométriques (« ondes moyennes »). — (3) Sur ondes métriques. — (4) Le e du rayonnement des émetteurs de fréquence est différent de celui des émetteurs à modulation d'amplitude; les puissances mises en jeu avec l'autre des deux procédés pour desservir une même zone ne sont pas comparables. — (5) Dont 50 kW pour un émetteur loué à Sud-Radio.

2.09 - 4

s de radiodiffusion. Situation au 1er janvier

: Télédiffusion de France

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
etteurs à modulation de fréquence	**60**	**69**	**129**	**147**	**173**	**239**	**352**
ance-Inter	19	22	42	48	57	79	108
ance-Culture	19	22	42	48	57	79	112
ance-Musique	21	24	44	50	58	80	113
et divers	1	1	1	1	1	1	1
dios locales de service public	–	–	–	–	–	–	18

AU 2.09 - 5

urs et réémetteurs de télévision. Situation au 1er janvier

Source : Télédiffusion de France

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Réseau 1 (Programme TF 1 noir et blanc)								
Émetteurs :								
Nombre	69	70	71	71	70	69	65	52
Puissance crête image totale [en kW] (1)	391,69	402,94	404,74	404,74	402,49	401,34	389,34	285,30
Réémetteurs : nombre	1.660	1.773	1.794	1.877	1.928	1.859	1.558	1.302
Réseau 1 *bis* (Programme TF 1 couleur)								
Émetteurs :								
Nombre	4	8	20	35	53	85	112	112
Puissance crête image totale [en kW] (1)	10,75	91	335,50	622,0	1.021,25	1.297,50	1.476,50	1.476,50
Réémetteurs : nombre	1	23	145	323	582	957	1.777	2.222
Réseau II (Programme A 2)								
Émetteurs :								
Nombre	106	108	109	109	110	113	112	112
Puissance crête image totale [en kW] (1)	1.519,00	1.519,75	1.519,75	1.519,75	1.477,75	1.478,50	1.476,50	1.476,50
Réémetteurs : nombre	1.171	1.310	1.428	1.587	1.809	1.989	2.230	2.452
Réseau III (Programme FR 3)								
Émetteurs :								
Nombre	74	95	108	110	112	115	116	116
Puissante crête image totale [en kW] (1)	1.339,75	1.431,75	1.513,75	1.537,75	1.497,75	1.498,50	1.500,50	1.500,50
Réémetteurs : nombre	213	386	553	874	1.160	1.437	1.758	2.121
Réseau spécialisé								
Émetteurs :								
Nombre	–	–	–	–	–	–	–	4
Puissance crête image totale [en kW] (1)	–	–	–	–	–	–	–	10,30
Total :								
Nombre d'émetteurs	253	281	308	325	345	382	405	396
Nombre de réémetteurs	3.045	3.492	3.920	4.661	5.479	6.242	7.323	8.097

(1) La puissance porteuse de l'émetteur son est égale au huitième de la puissance crête de l'émetteur image.

EAU 2.09 - 6

e annuel de programmes de radiodiffusion produits et diffusés par les chaînes nationales (1)

Source : Radio-France — *Unité :* heure

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
France-Inter GO (2)	8.554	8.625	8.760	8.760	8.760	•	8.552	8.760
France-Inter MF (3) (2)	286	359	385	372	318	•	624	391
France-Culture MF (4)	6.194	6.222	6.201	6.609	6.208	6.224	6.207	6.211
France-Musique	6.877	6.901	6.897	6.886	6.916	6.954	6.935	6.951
Radio Bleue (5)	–	–	–	–	–	–	–	1.190
F.I.P. MF (6)	–	–	–	–	–	–	–	5.108
Ensemble	21.911	22.107	22.243	22.627	22.202	•	22.318	28.611

(1) Non compris : les productions de Radio-France internationale, la radio scolaire, les émissions universitaires et de Radio-Sorbonne. — (2) Au 1er juillet pour l'année 1981. — (3) Le volume total de programmes diffusé par France-Inter M.F. est supérieur à ce chiffre puisque ce canal diffuse la plus grande partie du temps des programmes repris de France-Inter G.O. — (4) Le réseau B en ondes moyennes relaye France-Culture de façon fragmentée et en volume variable, assujetti au rythme de l'activité scolaire et universitaire. — (5) Destiné aux personnes âgées, ce programme est diffusé le matin sur le réseau B en ondes moyennes. — (6) Programme musical diffusé par France-Inter Paris et repris par F.I.B. (Bordeaux), F.I.C.A. (Côte-d'Azur), F.I.L. (Lorraine), F.I.L. (Lille), F.I.L.A. (Loire-Atlantique), F.I.L. (Lyon), F.I.M. (Marseille), F.I.R. (Reims), F.I.T. (Toulouse), et F.I.S. (Strasbourg).

iel de programmes
sion produits
ar les stations
s de Radio-France.

	1982
Radfo 7 (1)	7.737
Fréquence Nord (2)	6.661
Radio Mayenne (3)	6.205
Radio Seine-et-Marne (4)	6.518
Radio Berry Sud (5)	4.265
Radio Vaucluse (6)	3.415
Radio Bretagne Ouest (7)	2.567
Radio La Creuse (8)	2.057
Rædio Côte d'Azur (9)	1.342
Radio Périgord (10)	1.130
Radio Belfort (11)	313
Total	**42.210**

(1) Émet depuis le 2 juin 1980. — (2) Émet depuis le 19 mai 1980. — (3) Émet depuis le 16 juin 1980. — (4) Émet depuis le 11 septembre 1980. — (5) Émet depuis le 23 avril 1982. — (6) Émet depuis le 29 juin 1982. — (7) Émet depuis le 3 août 1982. — (8) Émet depuis le 5 septembre 1982. — (9) Émet depuis le 19 octobre 1982. — (10) Émet depuis le 26 octobre 1982. — (11) Émet depuis le 14 décembre 1982.

.09 - **8**

lle des émissions de radiodiffusion sonore de la chaîne Radio-France internationale

Radio-France internationale — *Unité :* heure

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	■ (12) 1982
issions destinées aux étrangers résidant en France								
otale des émissions (1)	419	455	545	551	545	602	562	552
: en arabe	72	84	115	117	115	120	120	118,20
en espagnol	48	48	46	47	46	48	48	48,10
en italien	41	41	38	39	38	40	40	36,00
en polonais (2)	130	130	130	130	130	130	130	130,00
en portugais	72	84	115	117	115	120	120	118,20
en turc	8	12	24	23	24	48	24	23,30
en serbo-croate	48	48	46	47	46	48	48	47,20
pour Africains francophones (3)	///	4	15	15	15	24	16	15,40
pour Cambodgiens (3)	///	2	8	8	8	8	8	8,10
pour Laotiens (3)	///	1	4	4	4	8	4	3,45
pour Vietnamiens (3)	///	1	4	4	4	8	4	4,05
issions destinées aux auditeurs de l'étranger								
otale des émissions (4)	7.118	8.722	13.368	14.826	15.125	15.207	15.207	17.073
: émissions spécifiques en français vers l'Afrique	2.600	2.600	2.600	2.600	3.192	2.830	2.737	4.562,5
émissions de service pour les stations africaines (coopération)	•	•	•	•	300	425	425	600
programmes nationaux vers l'Afrique	3.423	3.423	3.423	3.423	2.830	3.192	3.285	1.825
émissions en anglais vers l'Afrique	365	365	365	365	365	365	365	365
émissions en portugais vers l'Afrique (5)	///	///	///	///	///	///	///	365
émissions en portugais vers l'Europe occidentale et centrale	///	///	///	///	///	///	///	730
émissions en espagnol vers l'Espagne	365	365	365	365	365	365	365	365
émissions en portugais vers le Portugal (6)	///	///	300	365	365	365	365	365
émissions en polonais vers la Pologne (7)	///	///	///	///	///	///	///	46
émissions en allemand	365	365	365	365	365	365	365	–
émissions vers l'Amérique latine (8)	///	///	///	///	///	///	///	276
programmes nationaux vers l'Amérique du Nord (9)	///	1.604	1.825	1.868	1.868	1.825	1.825	1.825
programmes nationaux vers l'Est	///	///	3.850	5.110	5.110	4.745	5.110	3.467,5
programmes spécifiques au Français vers l'Est (10)	///	///	275	365	365	730	365	2.281
fréquences des émissions (11)	70.205	75.392	93.450	103.782	105.282	105.282	105.282	...

1) En ondes hectométriques. — (2) Émission régionale diffusé par l'émetteur de Lille. — (3) Depuis octobre 1976. — (4) En ondes décamétriques. Depuis le 1er octobre 1982. — (6) Depuis le 7 mars 1977; même programme que vers l'Afrique, depuis le 1er octobre 1982. — (7) ½ heure par uis le 1er octobre 1982. — (8) ½ heure en français, 1 heure en espagnol, 1 heure en portugais chaque jour, depuis le 1er octobre 1982. — (9) Depuis vrier 1976. — (10) Depuis le 1er avril 1977; en 1982 reprise du service mondial Afrique. — (11) Afin de faciliter leur réception, les émisions sur écamétriques sont fréquemment diffusées simultanément sur plusieurs émetteurs; lorsqu'une heure de programme est diffusée par un seul émet- ne concordance en durée existe entre programme et émission, laquelle s'exprime par une heure-fréquence, si par contre, un même programme eure est diffusé par deux, trois émetteurs, on obtient deux, trois heures-fréquences. — (12) A partir de 1982, nouvelle gestion, permettant d'obte- chiffres plus précis de la durée des émissions.

Durée annuelle des émissions de radiodiffusion sonore enregistrées distribuées à l'étranger

Source : Radio-France internationale — *Unité :* heure

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
1. Émissions enregistrées distribuées par les ambassades de France aux stations étrangères							
Productions spécifiques	299	294	312	252	197	231	239
soit : en français	91	111	117	84	66	77	84
en anglais	65	59	65	71	56	64	71
en espagnol	78	98	104	97	75	90	84
en brésilien	65	26	26	–	–	–	–
Volume annuel de programmes	29.000	20.630	21.350	22.850	12.940	13.035	15.208
Programmes nationaux enregistrés (1)	6.000	6.000	6.000	6.000	5.516	5.521	5.420
2. Émissions enregistrées distribuées dans le cadre de la coopération							
Émissions spécifiques destinées aux stations africaines et de l'océan Indien	450	450	450	430	424	422	435
Heures d'antennes des émissions spécifiques et programmes nationaux	17.500	17.500	17.500	18.900	19.000	18.805	19.573

(1) Non compris dans le volume annuel des programmes.

TABLEAU 2.09 - 10

Films long métrage diffusés annuellement par la télévision nationale (1)

Source : Service juridique et technique de l'information. — *Unité :* film

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Ensemble	**463** (2)	**605**	**526**	**524**	**537**	**527**	**500**	**475**
TF 1	131	153	146	146	157	150	129	129
Français	69	84	76	73	•	86	82	72
Étrangers	62	69	70	73	•	64	47	57
A 2	126	169	130	131	133	129	132	125
Français	48	73	54	57	•	70	77	67
Étrangers	78	96	76	74	•	59	55	58
FR 3	206	283	250	247	247	248	239	221
Français	103	123	126	114	•	136	124	140
Étrangers	103	160	124	133	•	112	115	81

(1) Ces chiffres concernent l'ensemble des films diffusés. Les sociétés de programme sont soumises à un quota de nationalité (50 % de films français), mais les films de ciné-clubs et les films diffusés au titre des programmes minimum ne sont pas pris en compte dans ce calcul. — (2) Non compris les 6 films diffusés entre le 1er et le 6 janvier 1975, au moment de la mise en place des nouvelles sociétés de programme.

TABLEAU 2.09 - 11

Comptes de redevance

Source : Service de la redevance

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Nombre de comptes (en milliers) (1) :											
Radiodiffusion	3.473,7	3.180,5	2.952,8	2.660,3	2.366,0	///	///	///	///	///	///
Télévision noir et blanc	12.954,5	11.937,0	11.822,4	11.478,9	10.867,2	10.002,2	9.197,9	8.347,9	7.781	6.791	...
Télévision couleur	///	1.621,5	2.255,7	3.115,6	4.035,6	5.217,1	6.264,2	7.474,5	8.814	10.168	...
Magnétoscope	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	...
Taux de redevance de la télévision (en francs) (2) :											
Télévision noir et blanc	///	140	155	155	162	178	207	221	238	280	311
Télévision couleur	///	210	210	235	243	267	310	331	358	424	471
Magnétoscope	///	///	///	///	///	///	///	///	///	///	471

(1) Situation au 31 décembre. — (2) Situation au 1er janvier.

	1980	1981	1982
France Inter	19,1	18,5	15,2
France Musique	2,3	2,5	2,2
France Culture	1,1	1,0	1,1
F.I.P.	2,8	2,4	2,1
Autres stations Radio-France (1)	///	1,6	2,1
Total Radio-France (1)	25,0	25,7	22,2
Trois stations périphériques (2)	72,4	69,8	66,6
Autres stations de radio (1)	3,0	4,6	11,4
Total	**100**	**100**	**100**

(1) De mai 1980 à mars 1981, les stations nouvelles de Radio-France ont été comptabilisées dans « Autres stations » et non dans « Radio-France ». — (2) Europe 1, R.T.L. et R.M.C.

2.09 - **13**

umulée de la Radio et de la Télévision

de la population ayant écouté le média considéré au moins un quart d'heure au cours de la journée)

ces : Service juridique et technique de l'information - Centre d'études d'opinion — *Unité* : %

	1976 (1)	1977	1978	1979	1980	1981	1982
diffusion	63,6	60,1	60,0	62,1	58,6	60,7	58,6
France Inter	22,4	20,1	18,4	18,6	17,3	17,5	14,5
Europe 1	22,2	21,2	20,3	22,0	20,2	20,9	19,3
R.T.L.	22,9	20,4	21,3	21,8	20,2	20,6	21,3
R.M.C.	10,6	10,1	10,2	10,0	8,3	8,2	6,3
ision	72,6	69,1	69,8	69,9	73,6	77,0	73,7
T.F. 1	52,8	52,1	52,4	49,3	52,5	55,3	51,6
Antenne 2	41,5	36,3	38,4	40,5	43,0	44,8	46,7
F.R. 3	25,7	22,0	23,0	24,4	26,7	25,4	24,8

(1) Lundi à vendredi seulement pour 1976.

2.09 - **14**

oute quotidienne par individu

ces : Service juridique et technique de l'information - Centre d'études d'opinion — *Unité* : minute

	1976 (1)	1977	1978	1979	1980	1981	1982
diffusion	119	113	111	112	91	92	90
France Inter	26	23	21	22	17	17	14
Europe 1	31	29	27	28	23	24	20
R.T.L.	39	35	38	38	31	30	32
R.M.C.	17	17	18	17	12	12	8
ision	132	128	131	124	131	134	130
T.F. 1	60	66	66	58	62	62	55
Antenne 2	45	41	42	42	45	49	52
F.R. 3	25	21	21	22	23	21	20

(1) Lundi à vendredi seulement pour 1976.

U 2.09 - 15

satisfaction

Sources : Service juridique et technique de l'information - Service d'observation des programmes

	1979	1980	1981	1982
Radiodiffusion :				
Total	///	...	9,9	10,3
Radio-France	///	...	9,2	9,6
France-Inter	///	...	8,7	8,7
France Culture	///	...	10,7	11,2
France Musique	///	...	10,7	11,0
F.I.P.	///	...	9,9	10,4
Autres Radio-France	///	...	10,7	10,8
Périphériques	///	...	10,1	10,5
Europe 1	///	...	9,4	9,7
R.T.L.	///	...	10,8	11,6
R.M.C.	///	...	9,4	9,1
Autres stations	///	...	10,6	10,9
Télévision :				
Total	10,3	10,9	10,2	10,1
T.F. 1	10,3	10,8	10,2	10,2
Antenne 2	10,4	11,0	10,6	10,6
F.R. 3	9,7	10,4	9,5	9,0

U 2.09 - 16

e quantitative des programmes des trois sociétés nationales de télévision. Année 1981

ources : Service juridique et technique de l'information - Service d'observation des programmes — *Unité :* heure et %

	T.F. 1		Antenne 2		F.R. 3		Total	
	heure	%	heure	%	heure	%	heure	%
Durée totale	4.346	100	4.496	100	2.028	100	10.870	100
urée des programmes nationaux	4.217	97	4.369	97,2	1.863	91,8	10.449	96,1
urée du programme régional (1)	129	3	127	2,8	165	8,2	421	3,9
Répartition en catégories								
Information (2)	1.006	23,2	941	20,9	585	28,8	2.532	23,3
Documentaire	819	18,8	1.098	24,4	208	10,3	2.125	19,5
Fiction	868	20,0	855	19,1	595	29,3	2.318	21,3
Musique et divertissement	495	11,4	480	10,7	247	12,2	1.222	11,2
Émissions sportives (hors informations)	260	6,0	437	9,7	–	–	697	6,4
Émissions pour la jeunesse	340	7,8	314	7,0	203	10,0	857	7,9
Autres émissions	396	9,1	194	4,3	116	5,7	706	6,5
Autres éléments	162	3,7	177	3,9	74	3,7	413	3,8

(1) Émissions produites par F.R. 3 et diffusées sur les trois chaînes.
(2) Y compris les émissions du programme régional.

3 671322 T 81

2.09 - **17**

des émissions
e. Année 1981

Source : Service juridique et technique de l'information
Service d'observation des programmes

Unité : heure

	T.F. 1	Antenne 2	F.R. 3	Total	%
Émissions culturelles					
Sciences (*dont : médicales, animaux*)	99	109	27	235	2,2
Sciences humaines et économiques	84	117	40	241	2,2
Histoire	25	53	23	101	0,9
Littérature	84	150	38	272	2,5
Arts plastiques	39	34	25	98	0,9
Musique	91	115	75	281	2,6
Classique, art lyrique	*55*	*92*	*67*	*214*	*2,0*
Jazz	*10*	*8*	*1*	*19*	*0,2*
Autres	*26*	*15*	*7*	*48*	*0,4*
Variétés	350	260	34	644	5,9
Chorégraphie	8	12	7	27	0,3
Théâtre	87	76	65	228	2,1
Émissions sur le théâtre	*26*	*44*	*5*	*75*	*0,7*
Retransmissions et adaptations	*61*	*32*	*60*	*153*	*1,4*
Cinéma	312	324	457	1.093	10,1
Émissions sur le cinéma	*99*	*81*	*53*	*233*	*2,2*
Diffusion de films	*213*	*243*	*404*	*860*	*7,9*
Fiction télévisuelle	586	559	156	1.301	12,0
Française	*340*	*255*	*98*	*693*	*6,4*
Étrangère	*246*	*304*	*58*	*608*	*5,6*
dont :					
destinée à la jeunesse	35	15	33	83	0,8
Dessins animés	117	116	63	296	2,7
Jeux télévisés	108	192	153	453	4,2
Émissions scolaires et universitaires	73	45	–	118	1,2
Autres émissions					
Journaux d'information	652	649	224	1.525	14,0
dont :					
De la mi-journée	*216*	*287*	–	*503*	*4,6*
De début de soirée	*181*	*186*	*50*	*417*	*3,8*
De fin de soirée	*146*	*94*	*160*	*400*	*3,7*
Libre expression	5	4	49	58	0,5
Retransmissions sportives	170	275	–	445	4,1
Messages de la Régie française de publicité	135	124	–	259	2,4
Émissions de l'Institut national de la consommation	4	4	–	8	0,1
Messages de la sécurité routière	6	1	–	7	0,1
Émissions religieuses	149	–	–	149	1,4
Soit :					
Culte catholique	*82*	–	–	*82*	*0,8*
Culte réformé	*27*	–	–	*27*	*0,3*
Culte israélite	*26*	–	–	*26*	*0,2*
Culte orthodoxe	*14*	–	–	*14*	*0,1*
Émissions destinées aux travailleurs immigrés	–	–	72	72	0,7

riat d'État chargé des techniques de la communication, Ser-
idique et technique de l'information, 69, rue de Varenne,
Paris. Tél. : 556.80.00.

usion de France, 21-27, rue Barbès, 92120 Montrouge.

rance, 116, avenue du Président-Kennedy, 75786 Paris
6.

rance internationale, 116, avenue du Président-Kennedy,
Paris.

on française 1, 17, rue de l'Arrivée, 75737 Paris Cedex 15.

e 2, 5-7, rue de Monttessuy, 75341 Paris Cedex 07.

— France-Région 3, 5, avenue du Recteur-Poincaré, Paris Cedex 16.

— Service de la redevance radio-télévision, 46, rue d'Amsterdam, 75008 Paris.

— Centre d'études d'opinion (C.E.O.), 9, rue Boissy-d'Anglas, 75008 Paris.

— Service d'observation des programmes, 9, rue Boissy-d'Anglas, 76008 Paris.

— Institut national de la communication audiovisuelle (I.N.A.), 23, boulevard Jules-Ferry, 75011 Paris.

Rapports de l'Assemblée nationale et du Sénat relatifs à la radiodiffusion et à la télévision 1978, 1979, 1980, 1981.



Une vision neuve et approfondie des communes françaises



Où peut-on trouver une poissonnerie dans le canton de Chagny ?

Quelles sont les zones d'activité existantes et les équipements en Aquitaine ?

Comment l'eau est-elle gérée et utilisée régionalement en France ?

Combien y a-t-il de ports fluviaux en Champagne-Ardenne ?

Comment se répartissent les centres de formation d'apprentis dans la région de Dijon ?

Quel est le nombre moyen d'habitants par médecin en Bourgogne rurale ?

Quelles sont les communes de Bretagne où l'on peut passer ses vacances en gîte rural ou en camping à la ferme ?

L'Inventaire communal répond à ces questions et à bien d'autres. Il dresse la liste des commerces, services et équipements, décrit l'attraction mutuelle des communes et mesure leur isolement.

L'Inventaire communal est une source d'informations variées, facile d'accès, sur toutes les communes de France.

De nombreux produits sont mis à votre disposition : les fiches communales, le fascicule « Cartes », les fascicules « indicateurs chiffrés » départementaux et nationaux, les listes communales et les exploitations spécifiques à la demande.

insee

Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

INFORMATION, CONSULTATION, VENTE : P 399

Dans les Observatoires économiques régionaux de l'INSEE.

irs divers

. Courses de chevaux pari mutuel

2. Loterie nationale

rses de chevaux pari mutuel

ANISATION DES COURSES

ris et les jeux d'argent ne peuvent être organisés
ement qu'avec l'autorisation de la loi.
ris sur les courses de chevaux ont été institués sur
odromes (P.M.H.) par la loi du 2 juin 1891 modi-
a loi du 16 avril 1930 relative à l'extension du pari
hors des hippodromes (pari mutuel urbain ou

e pari mutuel est licite en France.
urses de chevaux ont pour but exclusif l'amélio-
e la race chevaline. Elles sont organisées par
diaire de 286 sociétés, dont 5 sociétés parisiennes,
nnent obligatoirement la forme d'associations
lucratif.
s sous la tutelle de l'État (Ministère de l'agricul-
s doivent, pour fonctionner, obtenir annuellement
orisation d'ouverture de leurs hippodromes et
ation du pari mutuel.
ont régies par le décret nº 74-954 du 14 novembre
es différentes formes de pari par l'arrêté du 29 avril
odifié.

UX ET PRÉLÈVEMENTS

nplacement de l'ancienne taxe sur les spectacles,
és sont assujetties depuis 1971 à la T.V.A. sur le
des billets d'entrée (au taux de 18,60 %).
mmes engagées en paris sur les courses font

n prélèvement de base, d'une T.V.A. répartie
sociétés et les parieurs;
n droit de timbre de 3 %.
lèvements supplémentaires progressifs sont opérés
pports dépassant 10 fois la mise. Leurs taux sont
le décret nº 78-1292 du 29 décembre 1978.
tre, le produit de l'arrondissement des rapports
e inférieur sur les réunions des sociétés parisiennes
au Trésor.
le 15 de la loi de finances pour 1965, modifié
cle 7 de la loi de finances pour 1979, autorise le
ement à faire verser par chaque société parisienne
de l'excédent de ses recettes nettes par rapport
ttes nettes de l'exercice précédent.

21. MODALITÉS GÉNÉRALES DE FONCTIONNEMENT

La Loterie nationale a été instituée par l'article 136 de la loi de Finances du 31 mai 1933. Sa forme et son mode de fonctionnement ont été arrêtés par décrets. Depuis le 1er janvier 1979, l'organisation et l'exploitation de la Loterie nationale et des tirages supplémentaires de la Loterie nationale dénommés Loto national sont confiés à une société d'économie mixte, la Société de la Loterie nationale et du Loto national.

Les billets sont vendus par l'intermédiaire des Comptables publics et de douze organismes émetteurs de dixièmes de billets agréés par la Loterie nationale.

Avant le tirage de chaque tranche, les billets et dixièmes de billets en excédent peuvent être repris dans certaines conditions par la Société de la Loterie nationale et du Loto national.

Conformément à l'article 2 du décret du 8 septembre 1933, le droit au paiement des lots d'une tranche se prescrit dans un délai de six mois à compter du jour du tirage. Pour ce qui est des dixièmes de billets, le délai de prescription est de douze mois.

22. TIRAGES ET RÉSULTATS

La Loterie nationale a procédé au tirage de 84 tranches en 1981 et de 81 tranches en 1982 se répartissant ainsi :

1981	1982		
26	–	tranches à	44 F le billet
48	26	tranches à	65 F le billet
7	52	tranches à	92 F le billet
3	3	tranches à	230 F le billet

Pendant cette période, le montant du gros lot a varié, selon la tranche, de 2 à 5 millions de F.

Le tableau 4 fait apparaître, pour chacune des années 1972 à 1982, le nombre de tranches, le nombre de billets placés, le placement brut correspondant aux billets vendus par la Loterie nationale sans déduction du montant des billets rachetés, le placement net et le montant global des lots payés.

23. TIRAGES SUPPLÉMENTAIRES (LOTO NATIONAL)

Depuis mai 1976, un tirage supplémentaire est effectué chaque semaine, à l'occasion du tirage d'une tranche de la Loterie nationale, par extraction au hasard de 6 boules plus une 7e d'un appareil contenant 49 boules numérotées de 1 à 49.

Pour participer à ces tirages supplémentaires, le joueur choisit 6 numéros qu'il coche sur un bulletin. Il fait valider ce bulletin dans un centre agréé par la Société de la Loterie nationale et du Loto national contre versement d'une mise s'élevant à 1 F pour chaque ensemble de 6 numéros.

Tout ensemble comportant au moins 3 numéros sur les 6 sortis au tirage est gagnant.

.10 - 1

s de base
nes engagées
es de chevaux
lable
anvier 1983 (4)

Source : Ministère de l'agriculture (service des haras) — En %

Bénéficiaire	Hippodromes			P.M.U.		
	Paris (1)	Paris-Banlieue (2)	Province (3)	Paris (1)	Paris-Banlieue (2)	Province (3)
1. Prélèvements non fiscaux fixés par décret						
Sociétés de courses (H. T.)	7,521	7,521	8,970	9,007	9,007	9,053
Ville de Paris	1,500	–	–	1,500	–	–
Fonds de concours : Élevage	1,488	1,488	1,000	1,488	1,488	1,500
Fonds d'intervention pour la qualité de la vie	0,430	0,430	–	0,430	0,430	–
Fonds National pour le Développement du Sport	0,300	0,300	0,300	0,300	0,300	0,300
Budget général	0,607	0,982	0,8625	0,2965	0,6715	0,800
Fonds National pour le Développement des Adductions d'Eau	1,821	2,946	2,5875	0,5735	1,6985	2,084
Total	13,667	13,667	13,720	13,595	13,595	13,737
2. Prélèvements fiscaux						
Timbre	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00
T.V.A. sur prélèvement sociétés	1,399	1,399	1,668	1,675	1,675	1,684
Ensemble	**18,066**	**18,066**	**18,388**	**18,270**	**18,270**	**18,421**

(1) Auteuil, Longchamp, Vincennes. — (2) Enghien, Evry, Maisons-Laffitte, Saint-Cloud. (3) — Y compris les courses organisées à Caen, Chantilly, Deauville, Pau, Durtal et Vichy par les sociétés parisiennes. — (4) Pour les prélèvements antérieurs, voir les annuaires 1975 et 1982.

.10 - 2

prélèvements supplémentaires progressifs sur les courses de chevaux

décrets n° 60-227 du 2 mars 1960 pour le P.S.P. ordinaire et n° 67-421
1967 pour le P.S.P. sur le tiercé, n° 78-1292 du 29 décembre 1978 à partir du 1er janvier 1979

: Ministère de l'agriculture (service des haras) — *Unité :* million de francs

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
: total des prélèvements supplémentaires progressifs	799,3	884,9	1.026,0	1.226,8	1.232,7	1.407,2	1.435,5	1.794,5	1.957,1	2.091,8	2.217,0

.10 - 3

hippodromes et montant des paris engagés

: Ministère de l'agriculture (service des haras). — *Unité :* million de francs

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
t des entrées	24,37	23,68	28,09	28,97	30,21	32,92	35,97	42,00	46,00	53,23	57,21
: engagées au pari mutuel (sur l'hippoe)	1.377	1.498	1.712	1.913	2.095	2.363	2.481	2.689	2.939	3.171	3.393
: engagées au pari mutuel urbain	7.992	8.495	10.090	11.825	12.157	13.562	15.186	16.686	18.954	19.902	22.093
: *tiercé et quarté* (1)	*4.778*	*5.004*	*6.108*	*7.132*	*6.845*	*7.139*	*7.792*	*9.182*	*10.636*	*11.413*	*12.449*

1) A partir de 1980 tiercé et quarté, antérieurement tiercé seul.

...nationale : billets placés, placement brut, ...ent net, lots payés et produit net

...ociété de la Loterie nationale et du Loto national.

...née	Nombre de tranches	Nombre de billets placés	Placement brut	Placement net	Montant global des lots payés (1)
			(En milliers de francs)		
.....	59	17.053.628	580.562	502.189	381.889
.....	60	17.406.715	613.700	535.558	384.522
.....	61	17.334.535	659.823	587.871	372.092
.....	61	16.003.576	739.700	638.264	466.307
.....	61	14.900.584	760.307	658.081	561.952
.....	60	12.301.471	698.922	568.196	448.555
.....	59	10.097.826	615.947	494.021	421.019
.....	59	8.272.568	586.297	440.003	405.014
.....	68	8.775.444	576.041	445.299	323.172
.....	84	10.499.280	655.930	497.172	346.878
.....	81	9.053.662	762.517	537.116	451.055

...résultats correspondent aux sommes effectivement versées au cours ... civile.

Loto national : montant des mises et prélèvement de l'État

Source : Société de la Loterie nationale et du Loto national

Unité : Millier de francs

Année	Montant des mises	Prélèvement au profit de l'État (1)
1976.....	134.630	31.503
1977.....	2.154.812	504.226
1978.....	3.578.259	855.039
1979.....	4.539.908	1.130.437
1980.....	6.146.290	1.538.474
1981.....	7.234.497	1.816.427
1982.....	7.755.118	2.179.188

(1) T.V.A. non comprise.

SOURCES DE DOCUMENTATION

— Ministère de l'agriculture, Services des haras et de l'équitation, 14, avenue de la Grande-Armée, 75017 Paris. Tél. : 380.49.37

— Société de la loterie nationale et du loto national, 20, rue de la Boétie, 75008 Paris. Tél. : 265.74.50.

TITRE 3

Données économiques générales

TABLEAU 2.10-4

Loterie nationale : billets placés, placement brut, placement net, lots payés et produit net

(En million de francs)

Année	Nombre de tranches	Nombre de billets placés	Placement brut	Placement net	Montant global des lots payés (1)
1972	7,521	7,521	6,970	9,007	9,007
1973	1,500				
1974					
1975					
1976					
1977					
1978					
1979					
1980					
1981					
1982					

(1) Ces résultats correspondent aux sommes effectivement versées au cours de l'année civile.

TABLEAU 2.10-5

Loto national : montant des mises et de l'État

Année	Montant des mises
1972	194.630
1973	2.154.812
1974	3.278.259
1975	4.539.908
1976	6.146.290
1977	7.234.497
1978	7.255.118
1979	
1980	
1981	
1982	

Source : Société de la Loterie nationale et du Loto national

2.10 - 1

Prélèvements progressifs sur les courses de chevaux

Décrets n° 60-227 du 2 mars 1960 pour le P.S.P. ordinaire et n° 67-421 du 1er juin 1967 pour le P.S.P. sur le tiercé, n° 78-1292 du 29 décembre 1978 à partir du 1er janvier 1979

Ministère de l'agriculture (service des haras)

(Unité : million de francs)

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Total des prélèvements supplémentaires progressifs	799,3	884,9	1.026,9	1.236,8	1.232,7	1.407,2	1.435,5	1.794,5	1.957,1	2.091,8	2.217,8

2.10 - 2

Hippodromes et montant des paris engagés

Ministère de l'agriculture (service des haras)

(Unité : million de francs)

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Nombre des entrées	24,37	23,68	28,09	28,97	30,21	33,93	35,97	42,00	46,00	53,23	57,28
Paris engagés au pari mutuel (sur l'hippodrome)	1.377	1.498	1.712	1.913	2.095	2.343	2.481	2.689	2.939	3.171	3.393
Paris engagés au pari mutuel urbain	7.992	8.495	10.099	11.825	12.157	13.561	13.186	16.486	18.934	19.922	22.093
dont tiercé et quarté (1)	4.778	5.004	6.108	7.132	6.843	7.139	7.292	9.182	10.636	11.413	12.447

(1) A partir de 1980 tiercé et quarté, antérieurement tiercé seul.

2.10 - 3

Prélèvements supplémentaires progressifs sur les courses de chevaux

Décrets n° 60-227 du 2 mars 1960 pour le P.S.P. ordinaire et n° 67-421 du 1er juin 1967 pour le P.S.P. sur le tiercé, n° 78-1292 du 29 décembre 1978 à partir du 1er janvier 1979

Ministère de l'agriculture (service des haras)

(Unité : million de francs)

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Total des prélèvements supplémentaires progressifs	799,3	884,9	1.026,9	1.236,8	1.232,7	1.407,2	1.435,5	1.794,5	1.957,1	2.091,8	2.217,8

TITRE 3

Données économiques générales

Dépenses économiques

Dommages

LIVRE 3

oitre 3.01

nptabilité ionale

1. Introduction
2. France métropolitaine

troduction

omptabilité nationale vise à donner une représen- statistique complète, quantitative et cohérente de es flux économiques qui se sont établis pendant à l'intérieur de l'économie nationale ou entre mie nationale et le reste du monde. Cette représen- prend la forme d'un ensemble de tableaux plus ou détaillés, dont la totalité est publiée chaque année e « Rapport sur les comptes de la nation » (*Collec- le l'I.N.S.E.E.*, série C). Il ne s'agit pas dans ce re de fournir à nouveau la totalité de ces tableaux, eulement d'en extraire quelques-uns relatifs aux urs synthétiques des comptes nationaux.

Pour interpréter correctement les chiffres contenus dans les tableaux du présent chapitre, il est indispensable de bien comprendre ce que recouvre chacun des termes utilisés et comment il s'insère dans un cadre cohérent. Pour cela, le lecteur est invité à compléter les notes et indications nécessairement trop sommaires données ci-dessous en se reportant aux ouvrages spécialisés, notamment à :

— « Système élargi de comptabilité nationale - Méthodes », *Collections de l'I.N.S.E.E.*, n° C 44-45, septembre 1979)

— « Présentation de la comptabilité nationale française », *Collections de l'I.N.S.E.E.*, n° C 51, décembre 1976.

Il faut signaler que la comptabilité nationale française a changé sensiblement de visage au cours des dernières années. Ses sources et méthodes d'évaluation ont été remises à jour, sur la base de l'année 1971 (1); de plus, les cadres de présentation ont été modifiés pour s'aligner sur les cadres standards recommandés par les organismes internationaux (Bureau de statistiques de l'O.N.U. et Office statistique des communautés européennes). De ce fait, il n'est plus nécessaire de doubler tous les tableaux tirés des comptes nationaux français par des tableaux conformes aux normes internationales, puisque les comptes français s'en inspirent désormais directement.

Le concept principal qui sous-tend toute la description de l'activité économique faite par la comptabilité nationale est le concept de *production*. C'est en effet la production qui, pour l'essentiel, permet de satisfaire la demande de biens et de services sous toutes ses formes (consommation, investissements, exportation,...). C'est elle aussi qui est la source principale du revenu réparti à l'intérieur de l'économie. Dans le nouveau système français de comptabilité nationale, cette notion couvre un champ assez large : on y trouve aussi bien les activités qui aboutissent à la création de biens ou de services destinés à être mis sur le marché à un certain prix (c'est ce qu'on appelle la *production marchande*) que les activités des administrations publiques ou privées qui consistent à fournir des services à la collectivité nationale de manière gratuite ou quasi-gratuite (c'est ce qu'on appelle la *production non marchande*).

La mesure synthétique de l'activité productrice réalisée au cours de l'année dans l'économie nationale est fournie, en comptabilité nationale, par le *produit intérieur brut*. Ce dernier est égal à la valeur de tous les biens et services qui sont finalement sortis de l'appareil de production national pour être consommés, investis, stockés ou exportés; il ne tient pas compte de la valeur des produits intermédiaires qui ont été consommés au cours du processus de production, évitant ainsi de les compter deux fois puisque la valeur des produits finis incorpore évidemment la valeur des produits intermédiaires qui ont concouru à leur élaboration. Il en résulte que le produit intérieur brut est plus faible que la valeur totale de tous les produits (intermédiaires ou finis) élaborés au cours de l'année dans l'économie nationale, mais est plus significatif puisque

(1) Les anciennes séries de comptes correspondaient à l'année de base 1962. La comparaison entre l'ancienne et la nouvelle base a fait l'objet d'une publication : « L'ancien et le nouveau système de comptabilité nationale », *Collections de l'I.N.S.E.E.*, n° C 60, avril 1978.

ompte. Ceci impose de prendre quelques
rsqu'on veut situer une unité de production
e d'unités) dans l'ensemble de l'activité pro-
nale en utilisant comme référence le produit
: il ne saurait être question d'y rapporter la
tale, voire le chiffre d'affaires, de l'unité
st indispensable d'utiliser alors la contribution
é au produit intérieur brut, c'est-à-dire sa
e (différence entre la valeur des produits
valeur des produits consommés au cours de

nation de capital fixe (c'est-à-dire les amor-
nomiques) mesure la contribution de l'équi-
al fixe) à l'activité productrice. On pourrait
r de retenir, comme mesure synthétique du
'activité productrice, le produit intérieur
ire après déduction des amortissements.
calcul des amortissements économiques
nation n'est pas simple et son résultat est
t entaché d'incertitude. C'est pourquoi on
souvent la notion de produit intérieur *brut*,
des amortissements économiques n'inter-
ur passer à des mesures du revenu tiré de la
elles que le *revenu national* (aux prix du

ues indications sommaires qui précèdent
qu'on appelle désormais le *cadre central*
nationaux. A côté de ce cadre central et le
e Système élargi de comptabilité nationale
omptes satellites et des *systèmes intermé-*
ci fournissent une information plus détaillée
ptée aux besoins d'analyse spécifiques, sur
aines socio-économiques ou sur certains
s économiques. Ils font l'objet de publica-
s, lorsque leur construction est achevée, et
s sont éventuellement utilisés dans les cha-
ésent annuaire qui traitent des domaines
s éléments des comptes nationaux qui ont
sont tous tirés du *cadre central*.

métropolitaine

ux qui suivent présentent des séries établies
971.

1 donne, aux prix courants, la contribution
branches d'activité au produit intérieur brut.
lonne la même décomposition, mais cette fois
970; de cette manière, on dispose des évolu-
orrection de l'effet des fluctuations de prix.
3 donne l'équilibre général des flux de biens
ui ont été produits ou échangés, au cours de
l'économie nationale ou entre l'économie
le reste du monde. Cet équilibre est fourni
rants. Le tableau 4 fournit le même équilibre
x de 1970, c'est-à-dire après correction de
ctuations de prix.

intérieur brut ne représente pas seulement
le des biens et des services que l'appareil de
ational a mis à la disposition de la demande
finale; il peut aussi être interprété comme la somme des revenus tirés de la production nationale. Il est donc assez facile de passer de cet agrégat à une mesure synthétique du revenu national aux prix du marché. On trouvera le raccord entre revenu national et produit intérieur brut dans le tableau 5, qui fournit également la répartition primaire du revenu national entre les divers secteurs de l'économie.

L'un des secteurs de l'économie où l'analyse du revenu est traditionnellement la plus fouillée est le secteur des *ménages* (1). Le tableau 6 permet ce genre d'analyse, en détaillant les deux étapes de la formation du revenu disponible brut des ménages : la répartition primaire et la redistribution.

Les tableaux 7 et 8 montrent comment s'est formée et a été utilisée l'épargne nationale, c'est-à-dire la part du revenu consacrée à l'accumulation d'actifs physiques ou financiers. Le tableau 7 montre la part des divers secteurs de l'économie dans l'épargne nationale brute et la relation qui existe entre celle-ci et le produit intérieur brut. Le tableau 8 montre les emplois de l'épargne nationale : investissements (formation brute de capital fixe), variation des stocks et transferts en capital (par exemple des aides à l'investissement) versés au reste du monde. Selon que ces emplois sont ou non supérieurs à l'épargne nationale augmentée des transferts en capital reçus du reste du monde, on voit apparaître un besoin ou une capacité de financement de la nation vis-à-vis du reste du monde.

Enfin, le tableau 9 donne le produit intérieur brut, le revenu national et la consommation finale des ménages par habitant, en francs courants. Pour le produit intérieur brut et la consommation finale des ménages, les chiffres sont également donnés aux prix de 1970.

3. *Départements d'outre-mer*

Les comptes économiques des trois principaux départements d'outre-mer (Guadeloupe, Martinique et Réunion) sont élaborés selon les mêmes concepts que les comptes métropolitains. On dispose donc du même type d'informations que pour ces derniers.

Les tableaux présentés ici donnent quelques résultats significatifs; la totalité des tableaux disponibles fait l'objet d'une publication dans la série de l'I.N.S.E.E. : « Archives et documents ».

---

(1) Dans le nouveau système français de comptabilité nationale, le secteur « Ménages » regroupe *toutes* les activités économiques des personnes physiques résidentes, y compris les activités de l'entreprise individuelle.

ibution des grandes branches d'activité au produit intérieur brut : aux prix courants (*sur base 1971*)

I.N.S.E.E. — *Unité* : million de francs aux prix courants

Branche d'activité	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
riculture, sylviculture, pêche..	63.352	74.853	72.903	73.247	80.558	88.647	98.475	113.525	113.039	120.400	150.640
ustries agricoles et alimentaires	39.611	45.559	50.463	61.054	67.928	74.595	88.463	96.460	112.488	133.838	150.520
duction et distribution d'éner-ie	43.419	47.704	46.520	56.292	59.629	74.806	90.678	106.673	113.466	119.576	140.165
ustries de biens intermédiaires	80.012	94.500	124.686	118.519	141.113	155.908	170.123	198.719	222.297	228.688	252.847
ndustrie des biens d'équipement professionnels	55.522	64.655	71.871	88.048	99.297	113.471	124.175	137.906	157.068	174.531	193.406
ndustrie des biens d'équipement ménagers	3.728	4.350	4.973	5.046	6.141	6.504	6.840	7.629	8.500	8.157	9.100
Construction de véhicules automobiles et autre matériel de transport terrestre	22.531	24.786	24.432	31.130	44.903	50.460	56.180	65.216	71.405	78.975	85.706
ustries des biens de consommation courante	57.347	62.278	65.850	76.424	83.304	91.927	102.630	111.927	122.861	131.763	152.110
iment, génie civil et agricole...	72.831	80.687	93.757	110.558	123.583	136.325	146.458	161.050	183.484	207.851	229.137
mmerce	100.817	114.638	139.198	154.010	165.385	186.408	205.548	229.994	263.311	298.175	333.682
nsports et télécommunications.	51.629	58.561	65.032	74.161	87.772	98.253	114.388	132.953	148.239	160.014	179.589
vices marchands	130.728	151.982	179.033	211.966	251.079	291.076	341.760	398.280	460.278	537.004	620.284
tation et crédit bail immobiliers	58.129	66.823	75.206	87.847	102.139	118.484	135.362	156.178	183.192	213.431	243.695
urances	4.757	6.246	6.082	5.212	5.585	7.647	7.942	5.690	5.524	6.572	5.288
ganismes financiers	24.400	31.160	41.701	43.326	49.535	57.499	65.935	77.206	100.920	121.460	138.102
vices non marchands	105.956	120.406	143.912	173.820	204.507	235.226	270.329	305.205	352.739	408.269	476.067
vices bancaires .imputés (1)..	– 26.314	– 33.377	– 44.918	– 46.755	– 52.990	– 62.518	– 69.496	– 81.434	– 104.293	– 125.435	– 143.093
leur ajoutée des branches.	**888.455**	**1.015.811**	**1.160.701**	**1.323.905**	**1.519.468**	**1.724.718**	**1.955.790**	**2.223.177**	**2.514.518**	**2.823.269**	**3.217.245**
droits de douane	92.660	98.389	117.601	128.414	158.505	159.867	185.289	219.135	250.750	282.807	332.451
oduit intérieur brut	**981.115**	**1.114.200**	**1.278.302**	**1.452.319**	**1.677.973**	**1.884.585**	**2.141 079**	**2.442.312**	**2.765.268**	**3.106.076**	**3.549.696**

) Les services rendus par les banques et les autres institutions de crédit dans leur activité de collecte et de distribution de moyens de financement sont s comme des produits *intermédiaires*, c'est-à-dire des produits consommés à l'intérieur de l'appareil de production national, c'est pourquoi leur valeur conventionnellement par le revenu net que les institutions de crédit tirent de leur activité financière) est retranchée globalement de la valeur ajoutée ches de l'économie nationale.

EAU 3.01 - **2**

ibution des grandes branches d'activité au produit intérieur brut : aux prix constants (*sur base 1971*)

I.N.S.E.E. — *Unité :* million de francs aux prix 1970

Branche d'activité	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
riculture, sylviculture, pêche...	51.669	54.546	54.419	50.474	48.458	48.584	51.885	56.708	56.025	54.484	60.539
ustries agricoles et alimentaires	35.910	37.554	38.987	41.613	42.368	43.809	44.939	45.768	46.470	47.778	47.123
duction et distribution d'éner-ie	39.024	42.500	43.167	42.977	46.116	47.820	49.354	50.863	51.052	51.589	50.487
ustries de biens intermédiaires	75.181	82.443	84.528	74.326	82.925	85.827	87.919	91.525	92.343	87.552	86.117
ndustrie des biens d'équipement professionnels	52.536	57.267	60.593	66.367	68.305	72.434	77.956	79.654	78.933	79.086	78.358
ndustrie des biens d'équipement ménager	3.585	4.240	4.781	4.277	5.575	5.523	5.594	5.931	6.114	5.681	6.143
Construction de véhicules automobiles et autres matériels de transport terrestre	18.620	20.170	19.941	18.982	22.322	23.483	23.970	24.438	24.107	23.561	22.664
ustries des biens de consommation courante	51.901	52.151	54.210	52.364	53.992	55.445	55.807	56.656	57.248	55.458	56.977
ustrie de mise en œuvre du âtiment et du génie civil agri-ole	63.092	61.756	64.077	65.277	63.370	62.632	60.000	58.608	58.424	60.413	58.739
mmerce	90.244	94.548	97.760	96.708	102.393	103.628	107.228	112.108	114.546	114.883	118.667
nsports et télécommunications	48.047	51.070	52.258	51.856	55.649	58.136	61.444	65.516	66.665	66.777	67.801
vices marchands	114.844	122.284	128.869	132.008	139.167	144.855	151.857	158.740	161.940	165.856	170.719
tation et crédit bail immobiliers	51.605	55.007	57.678	61.035	64.556	68.814	72.733	75.961	79.229	82.014	85.398
urances	4.828	5.650	6.825	8.200	9.126	10.568	11.889	11.440	9.444	8.720	8.616
ganismes financiers	20.511	23.619	27.031	24.293	24.768	25.739	26.582	27.782	32.065	33.272	33.680
vices non marchands	90.435	92.067	93.128	95.070	100.652	102.564	105.542	106.167	107.501	108.306	108.467
vices bancaires imputés (1)...	– 22.701	– 26.327	– 30.592	– 27.896	– 28.283	– 30.098	– 30.384	– 31.873	– 36.057	– 37.722	– 38.418
leur ajoutée des branches	**789.331**	**830.545**	**857.660**	**857.931**	**901.459**	**929.763**	**964.315**	**995.992**	**1.006.049**	**1.007.708**	**1.022.077**
t droits de douanes	84.219	89.881	92.516	94.015	99.708	101.977	106.475	110.196	112.081	113.677	116.981
oduit intérieur brut	**873.550**	**920.426**	**950.176**	**951.946**	**1.001.167**	**1.031.740**	**1.070.790**	**1.106.188**	**1.118.130**	**1.121.385**	**1.139.058**

) Les services rendus par les banques et les autres institutions de crédit dans leur activité de collecte et de distribution de moyens de financement sont s comme des produits *intermédiaires*, c'est-à-dire des produits consommés à l'intérieur de l'appareil de production national, c'est pourquoi leur valeur conventionnellement par le revenu net que les institutions de crédit tirent de leur activité financière) est retranchée globalement de la valeur ajoutée ches de l'économie nationale.

et emplois de biens et services :
urants (*sur base 1971*)

E.

Unité : million de francs aux prix courants

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
OURCES											
rut	981.115	1.114.200	1.278.302	1.452.319	1.677.973	1.884.585	2.141.079	2.442.312	2.765.268	3.106.076	3.549.696
	150.494	185.497	280.780	259.165	339.880	384.667	412.725	507.156	635.618	748.828	868.292
ources	**1.131.609**	**1.299.697**	**1.559.082**	**1.711.484**	**2.017.853**	**2.269.252**	**2.553.804**	**2.949.468**	**3.400.886**	**3.854.904**	**4.417.988**
PLOIS											
ale :											
(1)	590.761	666.191	778.369	895.011	1.037.169	1.166.308	1.328.806	1.517.634	1.745.090	2.008.067	2.303.325
rations publiques (2)	129.094	146.713	173.905	209.142	245.023	277.711	320.292	363.457	420.744	491.048	574.061
rations privées (3)	2.663	3.046	3.483	3.953	4.503	5.080	5.700	6.395	7.342	8.281	9.316
mation finale	*722.518*	*815.950*	*955.757*	*1.108.106*	*1.286.695*	*1.449.099*	*1.654.798*	*1.887.486*	*2.173·176*	*2.507.396*	*2.886.702*
e capital fixe :											
et quasi-sociétés non et des entreprises											
es	130.820	146.697	168.261	179.424	211.230	229.683	254.877	288.038	340.207	364.823	407.658
rations publiques (4)	31.881	35.644	42.028	51.761	56.985	57.842	60.530	68.399	77.512	89.100	101.214
rations privées	698	813	984	1.117	1.272	1.435	1.610	1.806	2.073	2.339	2.631
ns de crédit et entre-surance (5)	11.562	14.334	16.217	15.265	18.518	20.775	21.304	24.450	25.946	29.858	33.854
[hors E.I.] (6)	57.087	67.493	83.412	90.322	102.666	110.164	120.562	141.825	155.338	170.780	182.763
ion brute de capital fixe.	*232.048*	*264.981*	*310.902*	*337.889*	*390.671*	*419.899*	*458.883*	*524.518*	*601.076*	*656.900*	*728.120*
ks	18.379	26.878	30.536	– 3.640	19.730	20.815	13.125	33.013	46.480	– 3.839	30.530
	158.664	191.888	261.887	269.129	320.757	379.439	426.998	504.451	580.154	694.447	772.636
lois	**1.131.609**	**1.299.697**	**1.559.082**	**1.711.484**	**2.017.853**	**2.269.252**	**2.553.804**	**2.949.468**	**3.400.886**	**3.854.904**	**4.417.988**

mation des ménages sur le territoire métropolitain français, y compris l'autoconsommation des agriculteurs (mesurée au prix de production) ropriétaires de leur logement, y compris aussi les achats des touristes étrangers. — (2) Les administrations publiques comprennent l'État, les es, les organismes de sécurité sociale, ainsi que divers établissements à compétence générale ou spécifique qui sont l'émanation directe de l'État s locales. A la différence du précédent système français de comptabilité nationale, leur consommation finale ne correspond pas à leurs achats effec- le services (qui sont considérés comme des consommations *intermédiaires*); elle mesure le coût total que représente pour les administrations publi- e gratuite de services à la collectivité nationale. — (3) Les administrations privées comprennent pour l'essentiel les comités d'entreprise, les cultes, es, les syndicats de travailleurs, les associations privées d'entraide et de bienfaisance. Comme pour les administrations publiques, leur consommation oût que représente pour elles la fourniture gratuite de services à la collectivité (ou à des groupes particuliers au sein de cette collectivité). — biens durables à usage militaire par les administrations publiques sont par convention traités en consommation intermédiaire de ces administrations; nc pas dans leur formation brute de capital fixe. — (5) Les institutions de crédit comprennent les institutions de crédit *monétaires* (Banque de Crédit agricole, Crédit populaire, pour l'essentiel) et les institutions de crédit *non monétaires* (Caisse des dépôts et consignations) caisses d'épar- ts financiers de vente à tempérament, Crédit foncier, Crédit national et les autres organismes financiers spécialisés; leur formation brute de rend les achats de biens d'équipement destinés à des contrats de crédit-bail. Les entreprises d'assurance comprennent les organismes d'assurances- rance-vie et de capitalisation, ainsi que les sociétés mutualistes. — (6) La formation brute de capital fixe des ménages (hors entreprises individuelles) rs investissements en logements.

3.01 - **4**

et emplois de biens et services :
nstants (*sur base 1971*)

E.

Unité : million de francs aux prix 1970

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
OURCES											
brut	873.550	920.426	950.176	951.946	1.001.167	1.031.740	1.070.790	1.106.188	1.118.130	1.121.385	1.139.058
	147.828	170.598	181.272	167.754	202.552	206.967	219.711	244.697	262.393	266.529	279.368
ources	**1.021.378**	**1.091.024**	**1.131.448**	**1.119.700**	**1.203.719**	**1.238 707**	**1.290.501**	**1.350.885**	**1.380.523**	**1.387.914**	**1.418.426**
MPLOIS											
ale :											
(1)	528.858	558.377	576.304	594.842	627.683	647.588	677.953	701.132	712.553	727.455	751.128
rations publiques (2)	111.669	115.234	116.560	122.071	129.658	131.492	137.158	139.637	141.715	145.013	148.203
rations privées (3)	2.272	2.423	2.458	2.477	2.651	2.709	2.803	2.853	2.913	2.911	2.914
mmation finale	*642.799*	*676.034*	*695.322*	*719.390*	*759.992*	*781.789*	*817.914*	*843.622*	*857.181*	*875.379*	*902.245*
de capital fixe :											
et quasi-sociétés non s et des entreprises											
les	118.998	125.123	123.761	116.351	123.128	123.525	127.541	132.101	140.521	137.362	140.773
trations publiques (4)	28.159	28.845	28.936	31.951	31.681	29.699	28.796	29.206	28.918	29.211	29.304
trations privées	681	749	742	761	782	825	853	874	893	908	925
ons de crédit et entre- ssurance (5)	10.980	13.391	13.678	12.157	13.422	14.296	14.514	15.362	15.250	15.374	15.885
s [hors E.I.] (6)	51.417	55.016	58.086	56.754	57.102	55.963	55.923	58.608	56.198	55.641	52.876
tion brute de capital fixe	*210.235*	*223.124*	*225.203*	*217.974*	*226.115*	*224.308*	*227.627*	*236.151*	*241.780*	*238.496*	*239.763*
cks	17.403	22.069	22.820	– 2.876	12.606	10.144	8.995	17.821	22.193	727	13.294
	150.941	169.797	188.103	185.212	205.006	222.466	235.965	253.291	259.369	273.312	263.124
plois	**1.021.378**	**1.091.024**	**1.131.448**	**1.119.700**	**1.203.719**	**1.238.707**	**1.290.501**	**1.350.885**	**1.380.523**	**1.387.914**	**1.418.426**

Voir notes correspondantes du tableau 3.

ition du revenu primaire
age au produit intérieur brut (*sur base 1971*)

N.S.E.E.

Unité : million de francs courants

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
ets d'activité des ménages...	669.858	762.855	878.208	1.019.590	1.170.376	1.322.573	1.495.097	1.690.713	1.916.845	2.175.667	2.478.410
e la propriété reçus par les	39.008	42.588	59.068	67.356	76.160	84.960	95.645	112.110	140.059	172.058	186.969
nu primaire net des mé-ges (1)	**708.866**	**805.443**	**937.276**	**1.086.946**	**1.246.536**	**1.407.533**	**1.590.742**	**1.802.823**	**2.056.904**	**2.347.725**	**2.665.379**
d'entreprise des sociétés et ciétés non financières (2)....	65.357	71.918	64.317	57.536	55.701	82.182	98.062	118.252	108.443	85.851	84.052
:											
stribués des sociétés et quasi-non financières (3).....	– 22.921	– 27.732	– 33.645	– 36.806	– 40.513	– 48.336	– 55.760	– 66.339	– 79.872	– 91.384	– 92.529
nu primaire des sociétés quasi-sociétés non finan-res	**42.436**	**44.186**	**30.672**	**20.730**	**15.188**	**33.846**	**42.302**	**51.913**	**28.571**	**– 5.533**	**– 8.477**
entreprise des institutions de).....	13.827	18.762	25.769	23.057	25.509	29.656	34.273	40.013	56.164	68.961	77.261
:											
istribués des institutions de).....	– 4.444	– 5.074	– 8.166	– 7.889	– 8.767	– 9.363	– 10.271	– 11.505	– 14.015	– 19.560	– 19.870
nu primaire des institu-ions de crédit	**9.383**	**13.688**	**17.603**	**15.168**	**16.742**	**20.293**	**24.002**	**28.508**	**42.149**	**49.401**	**57.391**
d'entreprise des entreprises nces (2).....	2.177	3.336	3.943	2.749	3.625	4.838	4.191	3.910	2.691	4.586	3.836
:											
distribués des entreprises nces (3).....	– 422	– 555	– 856	– 767	– 773	– 638	– 769	– 901	– 934	– 1.033	– 1.157
nu primaire des entre-prises d'assurances	**1.755**	**2.781**	**3.087**	**1.982**	**2.852**	**4.200**	**3.422**	**3.009**	**1.757**	**3.553**	**2.679**
e la propriété et de l'entre-administrations publiques (4) à la production et à l'impor-ets des subventions d'exploi-eçues par les administrations s.....	505	1.679	2.348	– 2.813	– 3.179	– 5.514	– 9.420	– 14.361	– 19.850	– 31.644	– 33.320
	131.381	146.781	160.890	175.128	207.541	219.652	256.729	306.571	354.427	388.659	446.389
nu primaire des admi-istrations publiques	**131.886**	**148.460**	**163.238**	**172.315**	**204.362**	**214.138**	**247.309**	**292.210**	**334.577**	**357.015**	**413.069**
nu primaire des admi-istrations privées (5)	**246**	**291**	**351**	**422**	**478**	**540**	**604**	**677**	**777**	**877**	**824**
u national au prix du rché (total A à F)	**894.572**	**1.014.849**	**1.152.227**	**1.297.563**	**1.486.158**	**1.680.550**	**1.908.381**	**2.179.140**	**2.464.735**	**2.753.038**	**3.130.865**
mpôts liés à la production et rtation versés au reste du ets des subventions d'exploi-çues du reste du monde (6)	– 2.734	– 4.111	– 1.191	995	218	191	2.773	3.576	1.051	2.478	9.849
:											
ts du travail, de la propriété ntreprise en provenance du monde.....	– 4.014	– 3.028	– 4.932	– 3.872	– 6.265	– 7.735	– 9.661	– 13.465	– 18.938	– 18.274	– 9.050
it intérieur net au prix du rché	**887.824**	**1.007.710**	**1.146.104**	**1.294.686**	**1.480.111**	**1.673.006**	**1.901.493**	**2.169.251**	**2.446.848**	**2.737.242**	**3.131.664**
tion de capital fixe.....	93.291	106.490	132.198	157.633	197.862	211.579	239.586	273.061	318.420	368.834	418.032
it intérieur brut	**981.115**	**1.114.200**	**1 278.302**	**1.452.319**	**1.677.973**	**1.884.585**	**2.141.079**	**2.442.312**	**2.765.268**	**3.106.076**	**3.549.696**

Sur le détail du revenu primaire des ménages, voir notes correspondantes du tableau 6. — (2) Excédent net d'exploitation + intérêts, dividendes revenus de la propriété reçus — intérêts, redevances d'utilisation de terrains et d'actifs incorporels et bénéfices de quasi-sociétés versés; le « revenu e » est très proche de la notion de bénéfice net avant impôt. — (3) Dividendes et autres revenus distribués des sociétés + participation des salariés aux expansion. — (4) Intérêts nets, dividendes et droits d'occupation du domaine public perçus par les administrations publiques. — (5) Les revenus dis- administrations privées étant nuls, leur revenu primaire est égal aux revenus de leur portefeuille (intérêts et dividendes) diminués des intérêts qu'elles emprunts. — (6) Les impôts liés à la production et à l'importation, versés au reste du monde correspondent aux ressources propres des communautés s; les subventions d'exploitation reçues du reste du monde correspondent aux aides communautaires (essentiellement dans le cadre du Marché commun

revenu disponible brut des ménages
de distribution et de redistribution (*sur base 1971*)

E.E. — *Unité :* million de francs courants

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
bution primaire											
perçu par les salariés (1)	434.541	559.484	667.047	784.774	910.527	1.038.003	1.174.169	1.331.462	1.530.367	1.739.354	1.975.371
a production hors entre-elles (2)	48.494	52.942	54.495	62.454	70.825	78.069	88.581	98.917	110.605	125.898	143.511
ntreprise individuelle (3)	162.961	180.368	193.383	215.154	238.597	262.216	294.441	330.971	357.426	402.804	464.690
al 1 : Revenu brut ité (1)	**695.996**	**792.794**	**914.925**	**1.062.382**	**1.219.949**	**1.378.288**	**1.557.191**	**1.761.350**	**1.998.398**	**2.268.056**	**2.583.572**
opriété (4)	39.008	42.588	59.068	67.356	76.160	84.960	95.645	112.110	140.059	172.058	186.969
al 2 : Revenu primaire	**735.004**	**835.382**	**973.993**	**1.129.738**	**1.296.109**	**1.463.248**	**1.652.836**	**1.873.460**	**2.138.457**	**2.440.114**	**2.770.541**
distribution											
sur le revenu et le patri-	– 45.064	– 52.027	– 56.988	– 73.890	– 96.357	– 110.233	– 124.263	– 140.924	– 173.240	– 199.068	– 232.252
ales (effectives et fic- (6)	– 155.858	– 179.468	– 215.095	– 264.584	– 315.822	– 368.612	– 422.272	– 502.066	– 591.285	– 663.914	– 777.027
les reçues (7)	176.646	203.814	241.854	307.295	357.964	415.371	491.479	569.470	660.109	786.599	938.121
es d'assurance - dom-	2.869	3.254	3.675	4.074	4.193	5.087	7.170	7.846	8.930	10.099	12.878
courants nets versés (9)	– 4.523	– 5.300	– 5.602	– 3.614	– 4.796	– 5.817	– 2.599	– 4.808	– 4.115	– 3.162	– 3.694
al 3 : Transferts nets istribution	**– 25.930**	**– 29.727**	**– 32.156**	**– 30.719**	**– 54.818**	**– 64.204**	**– 50.485**	**– 70.482**	**– 99.601**	**– 69.446**	**– 61.974**
l (2 + 3) : Revenu dis- e brut	**709.074**	**805.655**	**941.837**	**1.099.019**	**1.241.291**	**1.399.044**	**1.602.351**	**1.802.978**	**2.038.856**	**2.370.668**	**2.708.567**
mmation de capital fixe	26.138	29.939	36.717	42.792	49.573	55.715	62.094	70.637	81.553	92.389	105.162
et d'activité	669.858	762.855	878.208	1.019.590	1.170.376	1.322.573	1.495.097	1.732.341	1.957.303	2.278.279	2.603.405

es, cotisations sociales (y compris la part patronale), prestations sociales versées directement par les employeurs et participation des salariés aux sion des entreprises. — (2) Bénéfice, net des intérêts versés, tiré de la production de service de logement (y compris la production autoconsommée propriétaires de leur logement) et, accessoirement, de la production des jardins familiaux. — (3) Il s'agit du revenu brut, avant impôt, que les ménages individuels tirent de leur activité. — (4) Intérêts, dividendes et loyers de terres agricoles reçus, moins les intérêts sur crédit à la consommation. — iel, il s'agit de l'impôt sur le revenu, des retenues à la source et autres prélèvements sur revenus de capitaux mobiliers, de la taxe d'habitation nciers. — (6) Ensemble des cotisations sociales (y compris la part patronale) + contrepartie des prestations sociales directes d'employeurs incluses revenu du travail. — (7) Prestations sociales versées par la Sécurité sociale et les sociétés mutualistes + prestations sociales directes des employeurs + prestations sociales d'assistance non liées à un circuit d'assurance sociale ou à un lien de travail. — (8) Différence entre les indemnités d'assu- s reçues et les primes d'assurances-dommages (nettes de la consommation de service d'assurances) versées; les opérations d'assurance-vie n'appa- s les transferts de revenus : elles sont traitées pour partie en consommation de service d'assurance et pour partie en opérations financières. — énévoles aux administrations privées, versements des travailleurs immigrés à leur famille restée au pays, solde des transferts courants divers avec ions publiques.

U 3.01 - 7

n et répartition de l'épargne nationale brute (*sur base 1971*)

S.E.E.

Unité : million de francs courants

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
eprises nationales (1).....	11.223	12.988	11.080	12.340	16.632	21.705	26.110	30.360	36.059	33.754	32.767
tés et quasi-sociétés non	64.647	66.396	62.610	69.834	82.747	92.891	114.476	134.903	132.130	122.219	132.369
ntreprises individuelles....	119.494	139.721	163.986	204.221	203.893	232.660	280.222	291.500	300.444	370.563	419.275
ns publiques et privées....	48.398	52.824	58.439	31.492	65.742	52.307	30.480	64.765	102.214	49.284	28.482
de crédit et entreprises	11.185	18.246	16.462	15.949	16.343	28.025	33.180	36.019	38.389	35.186	42.141
ne nationale brute (2)..	**254.947**	**290.175**	**312.577**	**333.836**	**385.357**	**427.588**	**484.468**	**557.547**	**609.236**	**611.006**	**655.034**
n finale nationale (3).....	721.337	815.693	955.239	1.107.893	1.286.924	1.449.175	1.648.121	1.881.330	2.166.498	2.499.434	2.872.669
rations courantes de répar- le reste du monde.....	4.831	8.332	10.486	10.590	5.692	7.822	8.490	3.435	– 10.466	– 4.364	21.993
it intérieur brut.....	**981.115**	**1.114.200**	**1.278.302**	**1.452.319**	**1.677.973**	**1.884.585**	**2.141.079**	**2.442.312**	**2.765.268**	**3.106.076**	**3.549.696**

arbonnages de France, E.D.F., G.D.F., S.N.C.F., R.A.T.P., Air France, Air Inter, P.T.T. — (2) D'une manière générale, l'épargne des comptes u'elle soit brute ou nette des amortissements économiques) est calculée *avant* prise en compte des transferts en capital (en particulier les aides à l'inves- us ou versés; ces derniers interviennent dans le passage de l'épargne à la capacité (ou au besoin) de financement, qui est retracé au compte de capital suivant). — (3) La consommation finale nationale comprend la consommation finale des administrations publiques et privées (voir note correspon- leau 3) ainsi que la consommation finale des ménages résidents; cette dernière diffère de la consommation finale des ménages sur le territoire qui apparaît ore général des biens et des services (tableau 3) : elle comprend en plus les achats des touristes français à l'étranger et en moins les achats des tou- ers en France métropolitaine.

U 3.01 - 8

de capital consolidé de l'ensemble des secteurs institutionnels (*sur base 1971*)

S.E.E.

Unité : million de francs courants

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
RESSOURCES											
.....	*161.656*	*183.685*	*180.379*	*176.203*	*187.495*	*216.009*	*244.882*	*284.486*	*290.816*	*242.172*	*237.002*
et quasi-sociétés non finan-	19.999	16.063	– 4.934	– 12.033	– 23.776	– 12.228	– 3.400	2.479	– 21.561	– 64.667	– 82.022
ns de crédit.....	6.813	12.196	8.638	7.904	5.665	14.659	19.667	21.081	22.407	14.974	21.941
es d'assurance.....	1.069	1.928	2.405	1.432	2.481	3.854	2.577	1.907	654	2.134	– 933
rations publiques.....	39.443	42.543	45.433	15.733	46.934	30.617	5.457	35.393	67.200	7.454	– 21.151
rations privées.....	976	1.173	1.568	1.738	1.871	2.162	2.453	2.763	3.225	4.103	5.054
.....	93.356	109.782	127.269	161.429	154.320	176.945	218.128	220.863	218.891	278.174	314.113
de capital fixe.....	*93.291*	*106.490*	*132.198*	*157.633*	*197.862*	*211.579*	*239.586*	*273.061*	*318.420*	*368.834*	*418.032*
et quasi-sociétés non finan-	55.871	63.321	78.624	94.207	123.155	126.824	143.986	162.784	189.750	220.640	247.158
ns de crédit.....	2.752	3.518	4.707	5.795	7.255	8.448	9.724	11.619	13.669	16.174	18.933
es d'assurance.....	551	604	712	818	942	1.064	1.212	1.412	1.659	1.904	2.200
rations publiques.....	7.877	8.990	11.294	13.858	16.751	19.318	22.334	26.344	31.485	37.384	44.193
rations privées.....	102	118	144	163	186	210	236	265	304	343	386
.....	26.138	29.939	36.717	42.792	49.573	55.715	62.094	70.637	81.553	92.389	105.162
capital en provenance du nde.....	*71*	*132*	*150*	*224*	*176*	*226*	*168*	*169*	*276*	*289*	*430*
des ressources.....	**255.018**	**290.307**	**312.727**	**334.060**	**385.533**	**427.814**	**484.636**	**557.716**	**609.512**	**611.295**	**655.464**
EMPLOIS											
ute de capital fixe.....	232.048	264.981	310.902	337.889	390.671	419.899	458.883	524.518	601.076	656.900	728.120
stocks.....	18.379	26.878	30.536	– 3.640	19.730	20.815	13.125	33.013	46.480	– 3.839	30.530
capital au reste du monde	905	1.049	1.921	1.451	2.322	1.334	1.272	1.674	1.765	2.164	2.022
ou besoin (—) de finan- la nation.....	3.686	– 2.601	– 30.632	– 1.640	– 27.190	– 14.234	11.356	– 1.489	– 39.809	– 43.930	– 105.208
des emplois.....	**255.018**	**290.307**	**312.727**	**334.060**	**385.533**	**427.814**	**484.636**	**557.716**	**609.512**	**611.295**	**655.464**

U 3.01 - 9

ux agrégats par habitant (sur base 1971). Années 1959 à 1982

.S.E.E.

Produit intérieur brut (en francs courants)	Produit intérieur brut (en francs aux prix de 1970)	Revenu national aux prix du marché (en francs courants)	Consommation finale des ménages (en francs courants)	Consommation finale des ménages (en francs aux prix de 1970)	Année	Produit intérieur brut (en francs courants)	Produit intérieur brut (en francs aux prix de 1970)	Revenu national aux prix du marché (en francs courants)	Consommation finale des ménages (en francs courants)	Consommation finale des ménages (en francs aux prix de 1970)
.. 5.907	9.390	5.331	3.721	5.869	1971.....	17.023	16.095	15.545	10.253	9.719
.. 6.491	9.966	5.889	3.999	6.078	1972.....	18.977	16.896	17.303	11.404	10.209
.. 7.007	10.405	6.353	4.333	6.372	1973.....	21.378	17.660	19.472	12.777	10.723
.. 7.684	10.901	6.993	4.755	6.697	1974.....	24.367	18.112	21.964	14.828	10.964
.. 8.467	11.287	7.704	5.279	7.029	1975.....	27.556	18.062	24.619	16.977	11.285
.. 9.297	11.901	8.471	5.709	7.357	1976.....	31.725	18.929	28.099	19.614	11.874
.. 9.916	12.354	9.025	6.034	7.580	1977.....	35.507	19.439	31.662	21.975	12.205
.. 10.647	12.893	9.672	6.472	7.874	1978	40.188	20.099	35.820	24.816	12.674
.. 11.410	13.391	10.363	6.953	8.209	1979 *r*.....	45.668	20.684	40.747	28.262	13.071
.. 12.313	13.861	11.215	7.531	8.462	1980 *r*.....	51.481	20.816	45.886	32.364	13.226
.. 13.925	14.709	12.705	8.479	8.897	1981 *r*.....	57.556	20.779	51.014	37.062	13.434
.. 15.413	15.413	14.031	9.203	9.203	1982.....	65.470	21.008	57.745	42.223	13.772

et emplois de biens et services
nts d'outre-mer)

e : I.N.S.E.E. — Unité : millier de francs

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	r 1978	1979	1980
GUADELOUPE									
RESSOURCES									
uit intérieur brut	1.725.312	2.051.518	2.456.777	2.825.775	3.271.274	3.730.500	4.571.025	5.214.585	6.026.969
rtations de biens et services	758.770	908.711	1.120.165	1.335.103	1.537.756	1.869.761	1.937.701	2.570.341	3.104.474
Total	**2.484.082**	**2.960.229**	**3.576.942**	**4.160.878**	**4.809.030**	**5.600.261**	**6.508.726**	**7.784.926**	**9.131.443**
EMPLOIS									
ommation finale	*1.929.575*	*2.282.859*	*2.743.522*	*3.263.166*	*3.790.864*	*4.447.538*	*5.106.056*	*6.157.610*	*7.272.580*
dont : Ménages	1.430.573	1.702.069	2.048.254	2.450.961	2.823.919	3.278.506	3.708.940	4.544.576	5.412.735
Administrations publiques	495.336	576.113	690.251	804.283	959.130	1.155.882	1.381.669	1.594.116	1.836.551
Administrations privées	3.666	4.677	5.017	7.922	7.815	13.150	15.447	18.918	23.294
ation brute de capital fixe	*348.026*	*390.542*	*522.419*	*543.833*	*520.646*	*674.529*	*880.038*	*1.046.001*	*1.325.354*
dont : Ménages (hors entreprises individuelles)	74.753	69.396	98.587	106.818	76.572	64.010	117.201	126.815	202.420
Sociétés, quasi-sociétés non financières et entreprises individuelles	158.329	163.432	293.320	270.689	301.752	340.752	417.637	461.916	613.242
Administrations publiques	124.343	155.578	132.623	162.769	133.785	260.970	323.374	421.759	487.921
Administrations privées	–	–	–	–	–	–	1.349	1.573	2.137
Institutions de crédit et entreprises d'assurances	– 9.399	2.136	– 2.111	3.557	8.537	8.797	20.477	33.938	19.634
tions de stocks	*3.120*	*– 1.140*	*28.474*	*– 5.927*	*58.101*	*73.272*	*13.039*	*63.319*	*84.094*
rtations de biens et services	*203.361*	*287.968*	*282.527*	*359.806*	*439.419*	*404.922*	*509.593*	*517.996*	*449.415*
Total	**2.484.082**	**2.960.229**	**3.576.942**	**4.160.878**	**4.809.030**	**5.600.261**	**6.508.726**	**7.784.926**	**9.131.443**
MARTINIQUE									
RESSOURCES									
uit intérieur brut	2.073.727	2.389.866	2.608.584	3.357.470	3.737.746	4.396.492	4.970.737	5.538.064	6.456.401
ortations de biens et services	882.349	1.096.537	1.420.333	1.472.898	1.987.659	2.072.908	2.268.867	2.868.610	3.309.735
Total	**2.956.076**	**3.486.403**	**4.028.917**	**4.830.368**	**5.725.405**	**6.469.400**	**7.239.604**	**8.406.674**	**9.766.136**
EMPLOIS									
ommation finale	*2.310.874*	*2.697.425*	*3.145.724*	*3.855.012*	*4.491.943*	*5.118.862*	*5.880.152*	*6.811.703*	*7.871.690*
dont : Ménages	1.689.971	1.958.611	2.259.036	2.708.666	3.194.802	3.621.354	4.185.672	4.866.139	5.627.353
Administrations publiques	619.056	736.615	882.040	1.140.553	1.287.854	1.481.749	1.668.903	1.919.581	2.212.563
Administrations privées	1.847	2.199	4.648	5.793	9.287	15.759	25.577	25.983	31.774
ation brute de capital fixe	*426.674*	*490.951*	*476.833*	*612.091*	*593.702*	*675.578*	*756.792*	*1.011.783*	*1.292.828*
dont : Ménages (hors entreprises individuelles)	61.945	68.099	83.004	89.120	100.293	81.480	120.079	109.405	110.184
Sociétés, quasi-sociétés non financières et entreprises individuelles	168.969	239.585	197.681	269.924	226.968	266.742	210.659	435.057	588.153
Administrations publiques	187.164	174.222	191.632	244.385	267.327	320.540	435.819	441.612	576.275
Administrations privées	–	–	–	–	–	–	2.051	2.880	2.614
Institutions de crédit et entreprises d'assurances	8.596	9.046	4.516	8.662	– 886	6.816	– 11.816	22.829	15.602
ations de stocks	*– 40.006*	*53.718*	*59.257*	*– 44.433*	*45.717*	*44.617*	*38.538*	*15.823*	*110.317*
ortations de biens et services	*258.534*	*244.309*	*347.103*	*407.698*	*594.043*	*630.343*	*564.122*	*567.365*	*491.301*
Total	**2.956.076**	**3.486.403**	**4.028.917**	**4.830.368**	**5.725.405**	**6.469.400**	**7.239.604**	**8.406.674**	**9.766.136**
RÉUNION									
RESSOURCES									
duit intérieur brut	2.719.105	3.028.983	3.791.060	4.539.886	5.198.671	5.887.647	6.597.424	7.472.218	8.403.659
ortations de biens et services	1.012.769	1.285.050	1.612.093	1.780.787	2.179.965	2.497.342	2.690.194	3.342.576	3.971.213
Total	**3.731.874**	**4.314.033**	**5.403.153**	**6.320.673**	**7.378.636**	**8.384.989**	**9.287.618**	**10.814.794**	**12.374.872**
EMPLOIS									
sommation finale	*2.792.388*	*3.287.943*	*4.123.471*	*4.942.520*	*5.901.913*	*6.699.465*	*7.402.692*	*8.649.822*	*9.874.800*
dont : Ménages	1.854.759	2.219.047	2.812.170	3.386.329	4.126.386	4.665.083	5.173.074	6.133.271	7.018.457
Administrations publiques	927.727	1.059.795	1.298.533	1.542.705	1.760.600	2.017.873	2.194.831	2.480.924	2.812.829
Administrations privées	9.902	8.301	12.768	13.486	14.927	16.509	34.787	35.627	43.514
nation brute de capital fixe	*603.125*	*644.729*	*865.620*	*969.127*	*991.276*	*1.079.855*	*1.260.129*	*1.431.926*	*1.697.541*
dont : Ménages (hors entreprises individuelles)	149.469	186.161	189.610	190.672	193.380	166.133	208.635	296.505	347.526
Sociétés, quasi-sociétés non financières et entreprises individuelles	269.005	221.529	351.624	423.873	436.316	492.233	591.238	538.229	651.482
Administrations publiques	201.343	229.330	325.272	353.217	352.449	411.117	433.099	563.482	672.367
Administrations privées	–	–	–	–	–	–	2.696	2.715	2.824
Institutions de crédit et entreprises d'assurances	– 16.692	7.709	– 886	1.365	9.131	10.372	24.461	30.995	23.342
ations de stocks	*81.882*	*14.528*	*87.279*	*140.547*	*35.169*	*44.935*	*103.837*	*138.174*	*245.880*
ortations de biens et services	*254.479*	*366.833*	*326.783*	*268.479*	*450.278*	*560.734*	*520.960*	*594.872*	*556.651*
Total	**3.731.874**	**4.314.033**	**5.403.153**	**6.320.673**	**7.378.636**	**8.384.989**	**9.287.618**	**10.814.794**	**12.374.872**

U 3.01 - 11

e du produit intérieur brut

nents d'outre-mer)

Unité : Millier de francs

	Guadeloupe		Martinique		Réunion	
	1978	1979	1978	1979	1978	1979
I. PRODUIT INTÉRIEUR BRUT MARCHAND						
ociétés et quasi-sociétés, entreprises individuelles	2.690.258	3.008.238	2.766.100	3.054.194	3.726.543	4.251.853
dont : *U 01 : Agriculture*	*411.325*	*385.606*	*506.663*	*424.470*	*476.772*	*517.829*
U 02 : Industries agricoles et alimentaires	*178.454*	*215.759*	*141.695*	*159.157*	*423.136*	*559.046*
dont : *sucre, rhum, alcool*	*73.638*	*96.916*	*78.773*	*79.035*	*193.241*	*265.413*
U 03 : Énergie	*42.257*	*29.960*	*86.008*	*108.159*	*44.462*	*41.739*
U 04, U 05, U 06 : Industrie	*85.733*	*103.000*	*120.694*	*145.837*	*167.330*	*162.630*
U 07 : Bâtiment, génie civil et agricole	*199.180*	*237.276*	*169.945*	*168.476*	*308.199*	*374.164*
U 08 : Commerce	*688.809*	*777.149*	*688.586*	*791.826*	*1.166.370*	*1.216.173*
U 09 : Transports et Télécommunications	*172.433*	*206.955*	*148.271*	*201.102*	*282.290*	*332.349*
U 10 : Services marchands	*859.835*	*970.629*	*858.774*	*1.009.806*	*789.397*	*913.380*
U 11 : Location et crédit-bail immobiliers	*52.232*	*81.904*	*45.464*	*45.361*	*68.587*	*134.543*
stitutions de crédit	159.058	203.626	186.644	209.228	222.349	266.394
ntreprises d'assurance	– 4.019	1.244	5.080	7.602	23.559	22.965
dministrations publiques	23.571	33.492	43.163	56.923	35.775	43.231
dministrations privées	9.703	10.525	11.649	12.856	14.212	16.082
énages (hors entreprises individuelles)	194.759	219.519	198.246	223.238	239.197	252.592
Valeur ajoutée brute marchande	**3.073.330**	**3.476.644**	**3.210.882**	**3.564.041**	**4.261.635**	**4.853.117**
ervices bancaires imputés	– 191.253	– 226.732	– 196.399	– 231.666	– 233.957	– 270.936
roits de douanes et T.V.A.	326.232	414.920	360.916	418.413	472.010	566.173
Total produit intérieur brut marchand	**3.208.309**	**3.664.832**	**3.375.399**	**3.750.788**	**4.499.688**	**5.148.354**
II. PRODUIT INTÉRIEUR BRUT NON MARCHAND						
dministrations publiques	1.266.899	1.443.200	1.500.035	1.682.642	1.989.059	2.205.444
dministrations privées	12.227	14.966	20.028	20.460	26.576	27.486
énages hors entreprises individuelles	83.590	91.587	75.275	84.174	82.101	90.934
Total produit intérieur brut non marchand	**1.362.716**	**1.549.753**	**1.595.338**	**1.787.276**	**2.097.736**	**2.323.864**
Total produit intérieur brut	**4.571.025**	**5.214.585**	**4.970.737**	**5.538.064**	**6.597.424**	**7.472.218**

U 3.01 - 12

e de la valeur ajoutée brute marchande par secteur institutionnel et sous-secteur d'activité

nents d'outre-mer)

En %

	Guadeloupe		Martinique		Réunion	
	1978	1979	1978	1979	1978	1979
ociétés et quasi-sociétés, entreprises individuelles :						
U 01 : Agriculture	*13,4*	*11,1*	*15,8*	*11,9*	*11,2*	*10,7*
U 02 : Industries agricoles et alimentaires	*5,8*	*6,2*	*4,5*	*4,5*	*10,0*	*11,5*
dont : *Sucre, rhum, alcool*	*2,4*	*2,8*	*2,5*	*2,2*	*4,6*	*5,5*
U 03 : Énergie	*1,4*	*0,9*	*2,6*	*3,0*	*1,1*	*0,9*
U 04, U 05, U 06 : Industrie	*2,8*	*3,0*	*3,8*	*4,1*	*3,9*	*3,3*
U 07 : Bâtiment, génie civil et agricole	*6,5*	*6,8*	*5,3*	*4,7*	*7,2*	*7,7*
U 08 : Commerce	*22,4*	*22,4*	*21,4*	*22,2*	*27,4*	*25,1*
U 09 : Transports et Télécommunications	*5,6*	*5,9*	*4,6*	*5,6*	*6,6*	*6,8*
U 10 : Services marchands	*27,9*	*27,9*	*26,7*	*28,4*	*18,5*	*18,8*
U 11 : Location et crédit-bail immobiliers	*1,7*	*2,3*	*1,4*	*1,3*	*1,6*	*2,8*
stitutions de crédit	5,2	5,9	5,8	5,9	5,2	5,5
ntreprises d'assurances	– 0,1	– ε	0,2	0,2	0,5	0,5
dministrations publiques et privées	1,1	1,3	1,7	1,9	1,2	1,2
énages (hors entreprises individuelles)	6,3	6,3	6,2	6,3	5,6	5,2
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

revenu disponible brut des ménages et de ses emplois

s d'outre-mer)

En %

	1978			1979		
	Guadeloupe	Martinique	Réunion	Guadeloupe	Martinique	Réunion
primaire : revenus d'activité et revenus de la pro-						
é	92,0	95,1	89,9	91,9	92,8	87,5
nunération des salariés	71,1	76,2	68,5	72,9	76,4	67,1
rticipation des salariés	ε	0,1	0,1	ε	0,1	0,1
cédent brut d'exploitation	21,7	19,7	22,5	19,9	17,5	21,3
dont : *entreprises individuelles*	*17,1*	*15,2*	*18,6*	*15,3*	*13,0*	*17,7*
érêts, dividendes et fermages nets	– 0,8	– 0,9	– 1,2	– 1,0	– 1,2	1,0
rts de redistribution	8,0	4,9	10,1	8,1	7,2	12,5
érations d'assurance-dommages	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
tres transferts courants nets	7,9	4,8	10,1	8,0	7,1	12,4
dont : *R 61 : Impôts sur le revenu et le patrimoine*	– *4,2*	– *4,5*	– *4,5*	– *4,3*	– *4,2*	– *4,4*
isations sociales	– *14,6*	– *16,3*	– *14,5*	– *15,7*	– *16,7*	– *15,4*
stations sociales reçues	*29,4*	*28,8*	*31,1*	*30,7*	*31,7*	*34,4*
3 : Revenu disponible brut	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
s du revenu disponible brut :						
nsommation finale	87,7	95,7	84,3	95,6	97,6	86,9
argne brute	12,3	4,3	15,7	4,4	2,4	13,1

3.01 - **14**

grégats par habitant

s d'outre-mer)

En francs courants

Guadeloupe			Martinique			Réunion		
Produit intérieur brut	Revenu disponible brut (ménages)	Consommation finale des ménages	Produit intérieur brut	Revenu disponible brut (ménages)	Consommation finale des ménages	Produit intérieur brut	Revenu disponible brut (ménages)	Consommation finale des ménages
4.148	3.787	3.764	4.917	4.468	4.282	4.519	4.089	3.207
4.789	4.206	4.011	5.583	4.993	4.510	5.121	4.523	3.669
5.310	4.820	4.403	6.317	5.326	5.148	5.868	5.170	4.003
6.283	5.742	5.212	7.268	6.233	5.957	6.447	5.702	4.725
7.497	6.880	6.250	7.935	7.164	6.872	7.981	7.211	5.920
8.602	7.818	7.461	10.221	8.914	8.246	9.436	8.948	7.039
9.569	9.458	8.595	11.400	10.035	9.744	10.677	9.624	8.475
11.376	10.601	9.997	13.637	12.040	11.071	11.957	10.609	9.474
13.970	12.922	11.335	15.226	13.400	12.825	13.261	12.328	10.398
15.961	14.553	13.910	16.982	15.283	14.921	14.867	14.046	12.203

oncepts :

élargi de comptabilité nationale - Méthodes », *Collections E*, série C, nº 44-45, septembre 1979;

et le nouveau système de comptabilité nationale - com-hiffrée sur l'année 1971 », *Collections de l'INSEE*, série C, ril 1978;

tion de la comptabilité nationale française », *Collections E*, série C, nº 51, décembre 1976 (épuisé).

ources et méthodes d'élaboration :

rances », *Collections de l'INSEE*, série C, nº 75, juin 1979;

ptes des entreprises par secteur d'activité », *Collections E*, série C, nº 78, août 1979;

ptes du commerce », *Collections de l'INSEE*, série C, décembre 1979;

s et services », *Collections de l'INSEE*, série C, nº 99, 1981.

3. Sur les comptes :

— « Les comptes nationaux de biens et services à prix constants de 1970 à 1976 », *Collections de l'INSEE*, série C, nº 59, mars 1978;
— «Rétropolation des comptes nationaux dans le nouveau système de comptabilité nationale française », séries 1959-1970, *Collections de l'INSEE*, série C, nº 67-68, 1978;
— « Les grandes entreprises nationales de 1959 à 1976 », *Collections de l'INSEE*, série E, nº 57, décembre 1978;
— « Rapport sur les comptes de la nation 1981 », *Collection de l'INSEE*, série C, nº 101-102, juin 1982;
— E.T.C. 81 — Extraits et tableaux des Comptes nationaux 1981.
— « Le mouvement économique en France 1949-1979 », séries longues macroéconomiques.

4. Départements d'outre-mer :

- Archives et documents. Comptes économiques, série 1975-1980.
  — Nº 68. Martinique;
  — Nº 69. Guadeloupe.
- Dossiers de l'économie réunionnaise :
  — Nº 2. Réunion.

Une solution pour la recherche de listes d'adresses d'entreprises

ÈNE, Système Informatique pour le Répertoire des ENtreprises et Établissements est un fichier mis au point par l'INSEE. Il permet – e autres – la mise à la disposition du public de listes d'adresses treprises et d'établissements.

usieurs critères de sélection.

sélection d'adresses peut s'effectuer selon un ou plusieurs des ères suivants : activité de l'entreprise ou de l'établissement, classe fectif salarié, forme juridique, zone géographique, nombre d'établissements actifs ou loués de l'entreprise,...

usieurs supports de diffusion.

n l'utilisation envisagée, ces listes sont livrées sur papier, sur uettes autocollantes ou sur bande magnétique.

usieurs types d'utilisation.

listes répondent à différentes préoccupations : promotion d'un pro-, analyse de concurrence, rachat d'entreprises dans un secteur né, étude de zones d'emplois, enquêtes dans les entreprises, herches de fournisseurs, extension de clientèle, zone d'action de ésentants, recherche d'un réseau commercial,...

---

t renseignement complémentaire sur les autres possibilités du ier SIRÈNE et les tarifs de cession peut être obtenu dans les Obser-ires économiques régionaux de l'INSEE (liste des adresses en fin de lication).

Institut National de la statistique et des Études Économiques

eprises et établissements

Le répertoire SIRENE

Le champ couvert par SIRENE

Les exploitations statistiques

épertoire SIRENE

cret nº 73-314 du 14 mars 1973, modifié par le ᵉ 82-121 du 17 février 1983, a créé un réper- ional des entreprises et de leurs établissements confié la gestion à l'I.N.S.E.E. : ce répertoire é SIRENE (1) a été construit à partir du fichier blissements tenu par l'I.N.S.E.E. depuis 1948.

pertoire SIRENE est essentiellement un outil cation des entreprises et des établissements; il des identifiants destinés à améliorer la coordi- teradministrative. L'I.N.S.E.E. attribue ainsi des SIREN à 9 chiffres qui caractérisent les entre-), des numéros SIRET à 14 chiffres (les neuf chiffres reprenant le SIREN de l'entreprise) qui sent les établissements (3) et des codes d'« acti- cipale exercée » à 4 chiffres (dits codes A.P.E.) qui erminés par référence à la nomenclature officielle és et de produits définie par le décret nº 73-1036 vembre 1973 (dite N.A.P. 73) et publiée par les officiels sous la forme d'une brochure (nº 1402) : s A.P.E. existent aux niveaux entreprise (A.P.E.N.) ssement (A.P.E.T.).

les autres éléments d'identification portés au e, on peut citer :

es entreprises :

r nom ou raison sociale;

r catégorie juridique.

es établissements :

r adresse complète;

r effectif salarié;

— leur statut qui est soit « siège ou établissement principal », soit « établissement secondaire ».

Le répertoire SIRENE est alimenté par des informations en provenance des associés du système qui sont actuellement(4) :

— les greffes des tribunaux de commerce;
— les chambres de métiers;
— la direction générale des Impôts;
— les U.R.S.S.A.F. (Unions pour le recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales);
— les C.R.A.M. (Caisses régionales d'assurance maladie);
— les directions régionales de l'I.N.S.E.E.

2. *Le champ couvert par SIRENE*

Ne sont immatriculés dans SIRENE que les établissements situés en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer (à l'exception de Saint-Pierre-et-Miquelon) [5].

Les établissements sis en France mais dépendant de sociétés étrangères sont par conséquent immatriculés dans SIRENE; par souci d'homogénéité avec le reste du répertoire, on crée dans ces cas des établissements « fictifs » situés à l'étranger et ayant le statut de siège (ou établissement principal).

Le champ couvert par le répertoire SIRENE est défini par les décrets et les arrêtés qui l'ont institutionnalisé : par exemple arrêté du 6 novembre 1974 (paru au *J.O.* du 14 novembre 1974) pour la direction générale des Impôts et arrêté du 13 janvier 1975 (paru au *J.O.* du 31 janvier 1975) pour le répertoire des Métiers.

Doivent en particulier être immatriculés :

— les employeurs (sauf de personnel de maison);
— les personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés;
— les unités assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée;
— les unités dont les revenus ressortissent à la catégorie des B.I.C. (bénéfices industriels et commerciaux) et des B.N.C. (bénéfices non commerciaux);
— les exploitants agricoles imposés au « bénéfice réel » (soit une très faible part des exploitations agricoles).

Globalement, on peut donc considérer que la couverture de SIRENE est excellente pour l'ensemble des activités non agricoles à l'exception des services administratifs et des services non marchands pour lesquels elle est partielle.

---

(1) SIRENE : Système Informatique pour le Répertoire des Entreprises et de leurs Établissements.

(2) On définit comme entreprise toute personne physique ou morale exerçant de manière autonome une activité professionnelle non salariée.

(3) On définit comme établissement tout lieu possédant un caractère topographique distinct où s'exerce l'activité d'une entreprise (pendant une durée minimale prévisible de six mois).

(4) Le décret nº 81-257 du 18 mars 1981 créant des centres de formalités des entreprises offre aux déclarants la possibilité de remplir en une seule fois toutes les formalités auprès des différents associés du système. Ces centres fonctionnent actuellement dans une trentaine de départements.

(5) Le décret nº 78-1254 du 28 décembre 1978 a étendu à partir du 1er janvier 1979 le décret nº 73-314 du 14 mars 1973 aux D.O.M. de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion.

UE

hier des établissements avait fait l'objet xploitations : celles de 1954, 1953 et 1962 lieu à la publication d'un volume de résul- 1966 et 1971 à des publications en trois

place du nouveau répertoire SIRENE s'est des conditions difficiles de sorte qu'aucune tatistique nouvelle n'a encore pu donner ation; depuis quelques années cependant tistique de la France a publié quelques stiques issus d'exploitations régulièrement 1er janvier de chaque année.

on relative de la qualité des effectifs salariés progression dans le remplissage des codes surtout A.P.E. (1) permettent désormais de elque peu les tabulations statistiques effec- pertoire SIRENE.

TATISTIQUE RETENU

x statistiques qui suivent portent exclusi- s entreprises et établissements immatriculés au 1er janvier 1983 et n'ayant pas fait cessation d'activité à cette date. On a les unités dont le code A.P.E. est chiffré P. 73 (2) à l'exception du poste 99 soit les diplomatiques étrangers en France et les ternationaux.

bleaux dont l'unité statistique est l'établis- exclu les établissements « sièges fictifs » nger : dans la ventilation régionale il y a e qui correspond aux établissements situés M. où SIRENE est implanté.

bleaux statistiques dont l'unité statistique e, il y a un poste dans la ventilation régio- spond aux sièges fictifs situés à l'étranger, M. ou à Saint-Pierre et Miquelon; en effet établissements, ils sont purement fictifs (pas riés), ils correspondent en tant que siège e entreprise (la restriction au territoire fran- eprise étrangère considérée).

S UTILISÉES

vité, on a utilisé le regroupement de la us un poste « non renseignée ».

égorie juridique, on a retenu 5 postes :

ses individuelles;

. (Sociétés à responsabilité limitée);

anonymes;

ociétés commerciales (sociétés en nom col- tés en commandite);

uième poste très hétérogène qui regroupe postes du code catégorie juridique utilisé (3).

des effectifs de ses établissements. Selon les tableaux on a utilisé 8 ou 9 tranches d'effectifs salariés : le premier poste « 0 » peut englober quelques unités pour lesquelles l'effectif n'a pas été déclaré.

34. MISES EN GARDE

Si les créations sont bien prises en compte, les radiations sont en revanche sensiblement sous estimées. Une enquête de mesure de la qualité du répertoire SIRENE réalisée en 1981 révèle en effet que son principal défaut est de maintenir en état d'activité des unités qui n'existent plus, l'INSEE n'ayant pas été informé de leur cessation : globalement, 14 % des unités présumées actives devraient être radiées; mais, de fait, cette carence s'applique essentiellement aux établissements n'employant pas de personnel salarié (22 % d'entre eux devraient être radiés, alors que ce taux est de l'ordre de 1 % pour les employeurs).

Les opérations de rattrapage (4) ainsi que les variations de champ (par exemple l'inscription des sociétés civiles auprès des greffes des tribunaux de commerce depuis 1978) ne permettent pas de mettre en évidence des évolutions réellement significatives, même globalement entre 1982 et 1983.

Il est clair qu'*a fortiori* toute comparaison des chiffres actuels de SIRENE avec ceux des anciennes exploitations du fichier des établissements (66 et 71 par exemple) témoignerait plus des différences de gestion des deux fichiers que de réelles évolutions économiques.

* * *

De plus amples renseignements, soit sur le fonctionnement du répertoire, soit sur le contenu de ces tableaux, peuvent être obtenus en s'adressant à: I.N.S.E.E., département « Répertoires », division « Répertoires des entreprises et des établissements ».

Il faut par ailleurs savoir que toutes précisions concernant la diffusion de SIRENE (par exemple listes d'adresses d'établissements sélectionnés selon différents critères et livrables sur support papier, étiquette ou bande magnétique ainsi que tabulations statistiques plus fines) sont disponibles dans les Observatoires économiques régionaux de l'I.N.S.E.E.

---

(1) Au cours des six dernières années les taux de codes APE entreprise (respectivement établissement) non renseignés sont passés de 15,6 % à 0,44 % (respectivement de 11,5 % à 0,20 %).

(2) On exclut en effet des codes APE « fictifs » internes à l'I.N.S.E.E. qui caractérisent des activités hors champ statistique (par exemple les salariés employeurs occasionnels).

(3) Les 457.458 entreprises correspondantes se répartissent ainsi :

130.392 associations « Loi de 1901 »;
121.715 sociétés civiles;
48.951 sociétés de fait, etc.;

(4) Depuis cinq ans le système SIRENE dispose d'une procédure de mise à jour *a posteriori* par voie d'enquête statistique qui permet entre autres de détecter bon nombre de cessations d'activité non signalées par les associés du système : elles ont pour l'instant été largement sectorielles ce qui explique par exemple le léger « dégraissage » du poste « Industrie de mise en œuvre du bâtiment et du génie civil et agricole » entre 1982 et 1983.

e d'entreprises par taille et forme juridique. Situation au 1er janvier 1983

Source : I.N.S.E.E. (SIRENE) — *Unité :* Entreprise

Forme juridique	Nombre de salariés								
	0	1 à 5	6 à 9	10 à 19	20 à 49	50 à 99	100 à 199	200 et plus	Total
Entreprise individuelle	1.200.630	588.162	43.818	16.616	5.418	600	111	39	1.855.394
Société à responsabilité limitée	68.286	155.521	45.249	29.059	16.974	3.564	1.288	749	320.690
Société anonyme	19.265	23.005	16.628	21.286	26.505	10.549	5.560	5.598	128.396
Autres sociétés commerciales	7.173	6.462	1.484	1.038	734	222	113	120	17.346
Autres sociétés	252.808	159.361	24.090	17.540	13.311	5.884	3.172	3.397	479.563
Total	**1.548.162**	**932.511**	**131.269**	**85.539**	**62.942**	**20.819**	**10.244**	**9.903**	**2.801.389**

AU 3.02 - 2

e d'entreprises par taille et activité principale. Situation au 1er janvier 1983

Source : I.N.S.E.E. (SIRENE) — *Unité :* Entreprise

Activité principale (NAP)	Nombre de salariés								
	0	1 à 5	6 à 9	10 à 19	20 à 49	50 à 99	100 à 199	200 et plus	Total
Non renseignée	3.534	1.247	330	391	413	159	116	138	6.328
Agriculture, sylviculture, pêche	93.220	22.378	2.663	1.643	923	186	73	37	121.123
Industries agricoles et alimentaires	24.111	34.331	4.754	2.475	1.943	662	421	389	69.086
Production et distribution d'énergie	1.747	2.787	141	138	111	58	22	57	5.061
Industries des biens intermédiaires	21.245	15.241	4.870	4.732	4.884	1.824	914	995	54.705
Industries des biens d'équipement	19.461	15.053	3.523	3.013	3.460	1.366	789	1.058	47.723
Industries des biens de consommation courante	68.706	34.898	7.919	6.719	6.627	2.442	1.387	1.218	129.916
Industrie de mise en œuvre du bâtiment et du génie civil et agricole	181.820	138.444	21.196	13.296	8.874	2.187	887	664	367.368
Commerce	380.917	222.643	30.487	18.167	11.456	2.875	1.078	882	668.505
Transports et télécommunications	55.148	19.534	4.356	3.510	2.808	883	465	509	87.213
Services marchands	553.438	335.629	36.165	20.821	13.114	3.998	1.873	1.681	966.719
Location et crédit-bail immobiliers	57.778	4.662	628	422	380	209	110	75	64.264
Assurances	1.006	844	130	151	150	98	67	87	2.533
Organismes financiers	4.423	2.941	539	468	398	177	94	285	9.325
Services non marchands	81.608	81.879	13.568	9.593	7.401	3.695	1.948	1.828	201.520
Total	**1.548.162**	**932.511**	**131.269**	**85.539**	**62.942**	**20.819**	**10.244**	**9.903**	**2.801.389**

AU 3.02 - 3

e d'entreprises par activité et forme juridique. Situation au 1er janvier 1983

Source : I.N.S.E.E. (SIRENE) — *Unité :* Entreprise

Activité principale (NAP)	Forme juridique					
	Entreprise individuelle	Société à responsabilité limitée	Société anonyme	Autres sociétés commerciales	Autres sociétés	Total
Non renseignée	2.865	1.348	910	68	1.137	6.328
Agriculture, sylviculture, pêche	75.180	2.237	1.156	351	42.199	121.123
Industries agricoles et alimentaires	55.113	5.552	4.019	492	3.910	69.086
Production et distribution d'énergie	308	287	407	166	3.893	5.061
Industries des biens intermédiaires	27.177	14.643	10.399	384	2.102	54.705
Industries des biens d'équipement	25.440	12.036	7.986	307	1.954	47.723
Industries des biens de consommation courante	82.608	28.878	12.205	731	5.494	129.916
Industrie de mise en œuvre du bâtiment et du génie civil et agricole	295.043	42.273	10.510	1.448	18.094	367.368
Commerce	500.831	104.077	37.870	5.345	20.382	668.505
Transports et télécommunications	63.372	11.685	5.299	652	6.205	87.213
Services marchands	687.213	93.926	31.301	6.681	147.598	966.719
Location et crédit-bail immobiliers	37.484	2.031	2.854	401	21.494	64.264
Assurances	279	80	302	8	1.864	2.533
Organismes financiers	99	604	2.490	92	6.040	9.325
Services non marchands	2.382	1.033	688	220	197.197	201.520
Total	**1.855.394**	**320.690**	**128.396**	**17.346**	**479.563**	**2.801.389**

02 - 4

ntreprises par activité principale et nombre d'établissements de l'entreprise.

janvier 1983

: I.N.S.E.E. (SIRENE) — *Unité :* Entreprise

Activité principale (NAP)	Nombre d'établissements								Total
	1	2	3	4	5 à 9	10 à 19	20 à 49	50 et plus	
seignée	2.738	2.714	462	155	183	50	24	2	6.328
ure, sylviculture, pêche	119.538	1.400	109	28	29	10	5	4	121.123
s agricoles et alimentaires	63.966	3.906	654	227	229	78	19	7	69.086
on et distribution	4.734	210	46	17	31	8	5	10	5.061
s des biens intermédiaires	48.176	4.818	916	313	315	112	48	7	54.705
s des biens d'équipement	42.548	3.694	770	249	297	101	49	15	47.723
s des biens de consommation nte	118.271	9.093	1.572	450	389	96	35	10	129.916
de mise en œuvre du bâtiment génie civil et agricole	354.546	11.307	971	215	222	60	30	17	367.368
rce	617.283	39.767	6.542	2.055	2.008	504	224	122	668.505
rts et télécommunications	81.439	4.239	722	243	369	133	50	18	87.213
marchands	925.844	34.450	3.718	1.037	1.166	300	137	67	966.719
et crédit-bail immobiliers	60.338	3.497	270	63	54	22	11	9	64.264
ces	2.107	239	57	25	51	19	13	22	2.533
mes financiers	8.267	588	109	40	89	72	98	62	9.325
non marchands	193.009	6.319	976	331	601	167	84	33	201.520
Total	**2.642.804**	**126.241**	**17.894**	**5.448**	**6.033**	**1.732**	**832**	**405**	**2.801.389**

02 - 5

ntreprises par forme juridique et nombre d'établissements de l'entreprise.

janvier 1983

: I.N.S.E.E. (SIRENE) — *Unité :* Entreprise

Forme juridique	Nombre d'établissements								Total
	1	2	3	4	5 à 9	10 à 19	20 à 49	50 et plus	
ise individuelle	1.794.605	55.526	4.205	702	328	21	6	1	1.855.394
à responsabilité limitée	283.020	30.424	4.720	1.226	1.037	195	55	13	320.690
anonyme	91.895	21.673	6.714	2.762	3.429	1.111	548	264	128.396
sociétés commerciales	15.793	1.180	192	65	80	21	9	6	17.346
sociétés	457.491	17.438	2.063	693	1.159	384	214	121	479.563
Total	**2.642.804**	**126.241**	**17.894**	**5.448**	**6.033**	**1.732**	**832**	**405**	**2.801.389**

bre d'entreprises par région et nombre d'établissements de l'entreprise. Situation au 1er janvier 1983

Source : I.N.S.E.E. (SIRENE) — *Unité :* Entreprise

Région	Nombre d'établissements								Total
	1	2	3	4	5 à 9	10 à 19	20 à 49	50 et plus	
Ile-de-France	493.611	33.833	5.552	1.761	2.178	774	405	233	538,347
Champagne	62.038	2.569	396	112	123	33	12	6	65.289
Picardie	67.669	2.849	369	127	143	29	6	6	71.198
Haute-Normandie	62.205	2.633	367	123	146	35	26	7	65.542
Centre	111.950	4.028	541	141	169	53	26	13	116.921
Basse-Normandie	60.794	2.369	316	95	85	22	8	2	63.691
Bourgogne	73.703	2.444	364	109	129	34	22	1	76.806
Nord - Pas-de-Calais	133.553	5.832	894	330	350	88	38	20	141.105
Lorraine	83.895	3.589	543	193	216	61	31	16	88.544
Alsace	58.704	2.355	331	115	131	46	17	8	61.707
Franche-Comté	48.872	1.729	234	86	88	20	9	2	51.040
Pays-de-la-Loire	126.164	4.526	721	212	261	75	31	16	132.006
Bretagne	123.701	4.847	692	211	200	46	15	11	129.723
Poitou - Charentes	79.776	2.682	352	117	102	22	10	5	83.066
Aquitaine	146.997	5.857	789	201	237	35	12	4	153.862
Midi-Pyrénées	133.951	5.154	606	150	161	44	17	6	140.089
Limousin	37.732	1.511	222	53	48	16	10	1	39.593
Rhône - Alpes	264.848	13.328	1.761	551	567	132	68	25	281.280
Auvergne	68.270	3.101	404	112	118	18	10	3	72.036
Languedoc-Roussillon	114.137	4.899	584	178	149	41	12	6	120.006
Provence - Alpes - Côte d'Azur	224.881	10.399	1.239	329	316	81	41	10	237.296
Corse	15.763	669	78	18	9				16.537
Ensemble des départements d'outre-mer.	48.303	2.634	298	69	49	6	2		51.361
Autre localisation (1)	1.287	2.674	241	55	58	21	4	4	4.344
France entière	**2.642.804**	**126.241**	**17.894**	**5.448**	**6.033**	**1.732**	**832**	**405**	**2.801.389**

(1) Étranger, territoires d'outre-mer ou Saint-Pierre et Miquelon.

bre d'établissements par taille et région. Situation au 1er janvier 1983

Source : I.N.S.E.E. (SIRENE) — *Unité :* Etablissement

Région	Nombre de salariés								Total
	0	1 à 5	6 à 9	10 à 19	20 à 49	50 à 99	100 à 199	200 et plus	
Ile-de-France	301.099	212.422	38.814	26.270	20.472	6.657	3.413	2.939	612.086
Champagne	37.788	26.445	3.544	2.425	1.867	669	340	311	73.389
Picardie	38.847	30.643	4.067	2.835	2.140	747	434	374	80.087
Haute-Normandie	36.256	27.080	4.254	2.996	2.286	804	420	389	74.485
Centre	66.778	45.483	6.173	4.624	3.621	1.181	616	483	128.959
Basse-Normandie	35.641	26.118	3.626	2.138	1.719	535	288	218	70.283
Bourgogne	44.678	29.967	4.101	2.768	2.152	715	405	327	85.113
Nord - Pas-de-Calais	85.194	52.133	8.133	6.047	4.748	1.688	968	797	159.708
Lorraine	50.614	35.089	5.661	4.281	3.205	1.121	662	507	101.140
Alsace	30.662	26.041	5.011	3.270	2.335	782	393	385	68.879
Franche-Comté	29.944	19.091	2.800	1.916	1.466	517	245	193	56.172
Pays-de-la-Loire	75.154	51.974	7.110	5.311	3.810	1.276	656	499	145.790
Bretagne	78.968	46.625	7.035	4.636	3.320	1.043	466	331	142.334
Poitou-Charentes	47.857	32.112	4.212	2.788	1.981	630	281	243	90.104
Aquitaine	96.686	53.217	7.411	5.088	3.553	1.042	460	383	167.840
Midi-Pyrénées	90.636	47.007	5.959	4.249	2.958	858	370	314	152.351
Limousin	24.332	14.531	1.873	1.297	950	326	176	119	43.604
Rhône-Alpes	178.851	97.289	14.572	10.454	7.966	2.562	1.215	1.019	313.928
Auvergne	45.202	26.662	3.360	2.351	1.652	500	249	194	80.170
Languedoc-Roussillon	79.183	41.889	4.819	3.376	2.217	629	321	212	132.646
Provence-Alpes-Côte d'Azur	145.258	90.631	11.134	7.595	5.339	1.552	696	564	262.769
Corse	10.735	5.840	499	401	285	63	26	16	17.865
Ensemble des départements d'outre-mer.	39.113	13.173	1.438	868	678	210	106	72	55.658
France entière	**1.669.476**	**1.051.462**	**155.606**	**107.984**	**80.630**	**26.107**	**13.206**	**10.889**	**3.115.360**

ablissements par taille et activité principale. Situation au 1er janvier 1983

I.N.S.E.E. (SIRENE) — *Unité :* Établissement

ctivité principale (NAP)	Nombre de salariés								
	0	1 à 5	6 à 9	10 à 19	20 à 49	50 à 99	100 à 199	200 et plus	Total
eignée	4.258	967	224	235	155	58	37	23	5.957
re, sylviculture, pêche	94.448	23.183	2.801	1.771	1.052	260	114	37	123.666
agricoles et alimentaires	26.709	36.678	5.154	2.908	2.481	919	587	446	75.882
n et distribution d'énergie	2.449	3.580	485	741	631	329	188	265	8.668
des biens intermédiaires	24.277	18.777	6.355	6.406	6.337	2.176	1.310	1.342	66.980
des biens d'équipement	21.983	17.738	4.517	4.391	4.719	1.834	1.173	1.635	57.990
s des biens de consommation te	74.221	39.616	9.406	8.117	8.060	2.989	1.721	1.212	145.342
de mise en œuvre du bâtiment énie civil et agricole	188.824	142.392	22.262	14.241	10.207	2.784	1.228	690	382.628
ce	423.390	277.838	38.308	23.761	14.807	3.279	1.333	722	783.438
ts et télécommunications	60.011	24.882	5.782	5.027	4.143	1.337	727	635	102.544
marchands	585.035	361.849	41.529	25.435	16.877	5.196	2.352	1.631	1.039.904
et crédit-bail immobiliers	64.885	5.245	704	536	418	212	108	66	72.174
es	2.237	2.238	497	596	499	188	107	134	6.496
es financiers	9.326	9.092	2.794	2.836	1.609	586	294	365	26.902
non marchands	87.423	87.387	14.788	10.983	8.635	3.960	1.927	1.686	216.789
Total	**1.669.476**	**1.051.462**	**155.606**	**107.984**	**80.630**	**26.107**	**13.206**	**10.889**	**3.115.360**

SOURCES DE DOCUMENTATION

ion des établissements industriels français en 1962
s Collections de l'I.N.S.E.E., série E, nº 43, novem-

ues d'entreprises, sources », *Les Collections de* rie E, nº 44, mars 1977;

— « L'opération SIRENE » par H. Coste, *Courrier des statistiques,* nº 5, janvier 1978, p. 21 à 29.
— « Entreprises artisanales et artisans », *Archives et Documents* nº 60, novembre 1982.
— « L'artisanat à grands traits », *Économie et statistique,* nº 128, décembre 1980.

pitre 3.03

oduction industrielle

1. Industrie : présentation générale
2. Indices de la production industrielle

dustrie : présentation générale

ONCEPTS DE SECTEUR ET DE BRANCHE

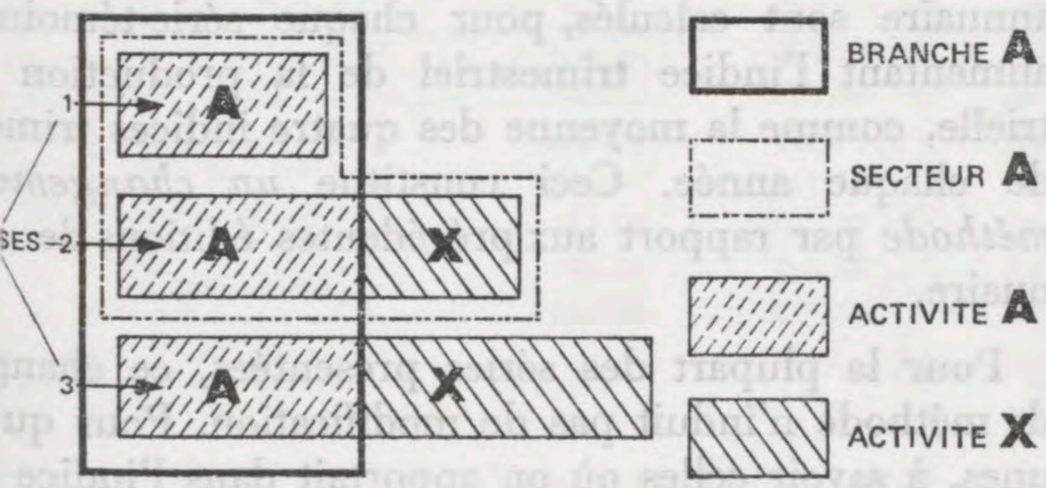
eur d'entreprise. — Sont classées dans un même : toutes les entreprises ayant la même activité prin-

n utilise le critère « effectif », l'activité principale entreprise est celle qui fait appel au plus grand nom- personnes.

uche. — Font partie d'une même branche toutes reprises ou sections d'entreprises (dans le cas d'en- es à activités multiples) qui concourent à l'exercice même activité, que cette activité soit principale ou aire.

pte tenu de ces définitions, on en déduit qu'une rise ayant plusieurs activités peut appartenir à rs branches mais ne fait partie que d'un seul .

graphique ci-dessous aide à mieux distinguer ces notions



partie de la même branche « A » :

es entreprises «1» ayant comme activité unique té «A»;

a section de l'entreprise «2» consacrée à l'activité «A»;

a section de l'entreprise «3» consacrée à l'activité «A».

— les entreprises «1» ayant comme activité unique l'activité «A»;

— les entreprises «2» classées en «A», en raison de leur activité principale «A».

Secteur d'établissement. — On sait qu'une entreprise (unité juridique) possède un ou plusieurs établissements (unités géographiques).

On définira le secteur d'établissement comme l'ensemble des établissements qui ont la même activité principale.

12. ANALYSE PAR SECTEUR

L'Enquête annuelle d'entreprise (E.A.E.) a pour rôle essentiel de permettre une meilleure connaissance des structures industrielles françaises.

Elle fournit des résultats d'ensemble sur les entreprises industrielles de plus de 9 salariés.

Les entreprises employant 100 personnes ou plus reçoivent un questionnaire général; celles employant de 20 à 99 personnes, un questionnaire simplifié; celles enfin employant de 10 à 19 personnes, un questionnaire minimum.

Le *questionnaire général* comporte :

a. Des informations sur l'entreprise considérée dans son ensemble :

— ses caractéristiques générales : forme juridique, modifications de structure, existence de personnel à domicile, pris en location ou donné en location;

— le compte d'exploitation général;

— la liste de ses établissements et, pour chacun d'eux, l'effectif au 31 décembre de l'année;

— la répartition des ventes — totales et à l'exportation — par activité;

— la nature des investissements et des cessions;

— l'analyse des dépenses d'exploitation.

b. Des informations sur les établissements :

— la nature des investissements;

— les rémunérations;

— la répartition de l'effectif employé par activité. Cet effectif, qui inclut le personnel pris en location et exclut le personnel donné en location, correspond à une moyenne annuelle.

Le *questionnaire simplifié* porte sur le compte d'exploitation général, mais ne comporte pas de question sur l'analyse des dépenses. Il ne contient pas non plus d'information détaillée sur les établissements, mais la liste des établissements est complétée par une interrogation sur le montant des investissements relatifs à chacun d'entre eux. Quant aux rémunérations et aux ventes à l'exportation, elles sont demandées globalement, au niveau de l'entreprise.

Le *questionnaire minimum*, enfin, ne porte que sur la répartition par activité des ventes et de l'effectif au 31 décembre de l'année d'enquête.

981 :

'entreprises, effectifs, ventes, investissements
xploitation pour les entreprises de 20

sont ventilées selon les niveaux 100 de la
officielle d'activités. Les résultats des
ées 1979 et suivantes ne peuvent pas être
mparés avec les résultats des enquêtes
nt sur les années antérieures à 1979.

Bâtiment et Travaux publics (B.T.P.), très
ste de l'industrie, a été exclu des tableaux
de présentation générale de l'industrie.
nt été adaptées au caractère spécifique de
r tenir compte en particulier :

grande importance de l'artisanat (250.000
des petites entreprises (45.000 occupent
riés), importance qui est liée aux faibles
production en série dans ce domaine;

nce d'établissements de production compa-
lissements du reste de l'industrie. Les inves-
le B.T.P. sont effectués par le siège social
du reste de l'industrie, les outils de travail
r le lieu de l'ouvrage (chantiers);

ficulté d'avoir un système de mesure pour
n très hétérogène et soumise à de forts
rs.

PAR BRANCHE

nnuelle d'entreprise permet d'étudier :

s et les effectifs par branche;

ifs et les investissements par secteur d'éta-
défaut de pouvoir saisir les investissements
la branche *stricto sensu*).

s de branche ont pour but principal de
nnées détaillées et rapides sur la produc-
le, mesurée en quantités physiques le plus
ées qui sont utilisées pour le calcul de
roduction industrielle publié au tableau 2.

é mises en place à partir de 1953 dans le
i du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordi-
ret en matière de statistique. Elles sont géné-
sées en collaboration avec des organisations
s dites agréées, c'est-à-dire agissant par
pour le compte de l'administration.

s intégrées ne sont pas systématiquement
les enquêtes. Par exemple, les entreprises
roduction de pâte à papier et de papier ne
le tonnage de pâte à papier utilisé pour la
leur papier. Ne sont recensées que les
à papier commercialisées. Seules des acti-
base sont recensées, même dans le cas d'inté-
aval.

L'indice d'ensemble est un agrégat représentatif de l'évolution du volume physique de la production industrielle française.

Pour suivre cette évolution, on définit pour chaque branche un certain nombre de séries-témoins (produits ou groupes de produits, au nombre d'environ 400 pour l'ensemble de l'industrie), dont on suit la production soit en quantités (tonnes, mètres carrés, etc.), soit à l'aide de livraisons en valeur déflatées par un indice de prix, soit, plus rarement et de façon indirecte, à l'aide des heures travaillées.

Pour agréger les indices de production de ces séries-témoins, on utilise un double jeu de pondérations, établies sur l'année de base 1970 : au sein de chacune des 78 grandes branches de la comptabilité nationale (1), les séries témoins sont pondérées proportionnellement à la valeur de leur production en 1970; les grandes branches sont pondérées proportionnellement à leur valeur ajoutée brute au coût des facteurs de 1970, pour éviter de surpondérer les produits des branches situées en aval du processus de fabrication.

Quelques secteurs restent encore en dehors du champ couvert par l'indice général, faute d'enquêtes suffisamment représentatives : c'est le cas de l'habillement, de la pelleterie et de la fourrure, de la distribution d'eau, des industries de l'armement, des industries diverses notamment.

Les indices de production des séries-témoins et des grandes branches sont publiés :

1° *Au rythme mensuel*, comme indicateurs à court terme de l'activité industrielle, pour toutes les séries couvertes par une enquête de périodicité mensuelle (2).

Ces indices mensuels sont de trois types : indices bruts, indices par jour normalement ouvrable, indices corrigés des variations saisonnières;

2° *Au rythme trimestriel*, pour incorporer en plus des séries précédentes toutes celles (environ 150 sur 400) qui ne sont couvertes que par une enquête de périodicité trimestrielle (2).

* * *

Les indices annuels de production présentés dans cet annuaire sont calculés, pour chaque série-témoin (400) alimentant l'indice trimestriel de la production industrielle, comme la moyenne des quatre indices trimestriels de chaque année. Ceci constitue *un changement de méthode* par rapport aux précédentes éditions de cet annuaire.

Pour la plupart des séries présentées, ce changement de méthode n'induit pas de modification. Pour quelques-unes, à savoir celles où on apportait dans l'indice annuel un complément d'informations par rapport aux enquêtes

---

(1) Dans le système dit « base 1962 », antérieur au S.E.C.N.

(2) Les séries sont publiées au *Bulletin mensuel de statistiques* de l'I.N.S.E.E. Les indices révisés (mensuels et trimestriels) paraissent une fois par an dans ce bulletin.

un caractère substantiel que pour un nombre très limité de séries.

En revanche la nouvelle présentation conduit à une légère restriction du champ de l'indice annuel d'ensemble, en raison de la suppression des quelques séries suivies à un rythme purement annuel : 4 séries de l'industrie agro-alimentaire (pondération de la branche réduite de 756 à 693) et la plupart des séries représentatives de l'industrie du bois (pondération de la branche réduite de 185 à 18).

Plusieurs séries-témoins rentrant dans la composition de l'indice trimestriel de la production industrielle ne sont pas présentées en application des règles du secret statistique. Ceci explique que la pondération de certaines séries regroupées diffère de la somme des pondérations des séries composantes publiées.

---

(3) Par exemple dans les professions où les petites entreprises ne sont interrogées qu'une fois par an.

ures industrielles françaises. Année 1981

de 20 salariés et plus)

ce : Ministère de l'industrie et de la recherche (S.E.S.S.I.)
Enquête annuelle d'entreprise (résultats « *secteur d'entreprise* ») (1)

Secteur d'activité	Nombre d'entreprises	Effectifs en fin d'année	Ventes hors taxes	Ventes à l'exportation	Investissements totaux	Solde d'exploitation
Unité :	entreprise	personne	million de francs	%	million de francs	
uction de combustibles minéraux solides et cokéfaction	5	60.270	11.291	8,5	1.623	704
uction de pétrole et de gaz naturel	47	44.155	307.066	8,0	5.604	8.677
uction et distribution d'électricité	36	122.554	80.327	3,0	32.058	– 3.765
ribution de gaz	7	29.277	32.652	1,7	3.389	– 582
Total « énergie »	*95*	*256.256*	*431.336*	*6,6*	*42.674*	*5.034*
action et préparation de minerai de fer	13	4.482	987	21,2	57	– 75
rurgie	42	124.833	70.290	32,8	2.416	– 5.427
nière transformation de l'acier	147	44.236	19.880	36,0	336	– 118
action et préparation de minerais non ferreux	10	1.853	633	9,6	64	36
llurgie et première transformation des métaux non ferreux	113	62.158	49.301	36,8	5.275	507
uction de minéraux divers	51	12.520	4.519	17,2	419	190
uction de matériaux de construction et de céramique	1.268	130.387	48.295	9,0	3.364	1.845
lerie	374	67.010	17.338	26,7	852	288
ail des métaux	3.514	292.952	79.941	15,7	2.928	1.714
strie du verre	134	59.262	19.258	28,6	963	1.269
strie chimique de base	316	126.063	115.866	31,6	4.473	– 1.832
chimie	538	107.464	56.843	20,9	1.701	3.245
strie pharmaceutique	263	63.086	37.988	16,4	875	2.046
strie du caoutchouc	199	104.899	28.594	41,1	1.231	– 1.186
sformation des matières plastiques	875	88.699	31.031	17,1	1.377	211
ication de machines agricoles	273	36.160	13.571	30,2	436	– 147
ication de machines-outils	438	52.336	14.468	26,4	502	– 179
luction d'équipement industriel	1.908	208.866	74.091	27,4	1.959	1.873
ication de matériel de manutention, de matériel pour les mines, sidérurgie, le génie civil	426	60.439	24.757	43,7	712	316
ication d'instruments et de matériels de précision	450	57.405	15.211	33,5	570	284
ication de machines de bureau et de matériel de traitement de nformation	35	48.013	26.227	42,1	3.588	418
ication de matériel électrique	692	214.827	66.613	25,2	2.593	2.025
ication de matériel électronique, ménager et professionnel	816	233.963	72.830	30,0	3.086	1.150
ication d'équipement ménager	107	62.804	23.854	20,8	780	520
struction navale	92	26.351	8.233	54,0	232	27
struction aéronautique	77	112.179	50.475	50,3	2.646	1.957
struction de véhicules automobiles et d'autres matériels de trans-rt terrestre	707	487.413	204.571	33,0	9.821	– 2.766
strie des fils et fibres artificiels et synthétiques	10	9.189	3.926	46,3	150	– 1.082
strie textile	1.970	250.326	67.675	24,2	1.859	482
strie de l'habillement	2.216	172.195	32.401	17,5	503	787
strie du cuir	372	25.739	6.566	24,4	101	165
strie de la chaussure	416	66.046	14.508	21,2	328	328
stries diverses (2)	821	71.355	19.623	23,4	721	445
ail mécanique du bois (3)	802	62.138	18.948	11,9	535	155
ublement	948	82.445	20.496	7,2	563	417
stries du papier et du carton	658	103.855	45.883	16,4	1.549	148
rimerie. — Presse. — Édition	1.736	154.778	59.089	6,1	1.655	1.191
Ensemble	**23.922**	**4.144.982**	**1.896.116**	...	**103.894**	**16.262**

(1) Les résultats indiqués sont ici ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (E.A.E.) où l'entreprise est classée à son activité principale (secteur treprise). L'enquête porte sur les entreprises dont les activités sont de la compétence du Ministère de l'industrie et de la recherche, du Ministère a défense et du Ministère des transports. — (2) Non compris laboratoires de développement photographique. — (3) Non compris scieries.

s annuels de la production industrielle

Source : I.N.S.E.E. Base : 100 en 1970

	Pondération	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Industries agricoles et alimentaires	693	110	112	112	115	116	119	124	126	126	127	127
Combustibles minéraux solides	160	81	73	69	66	62	59	56	54	51	51	47
Émissions de gaz	40	146	174	182	198	219	234	254	281	292	304	295
Production d'électricité	310	117	124	129	127	139	144	155	165	176	188	190
Gaz naturel et produits pétroliers	390	115	129	122	105	117	114	114	122	110	95	81
Matériaux de construction et céramique	295	115	122	130	118	122	120	119	123	126	119	110
Verre	80	116	136	141	126	143	150	163	183	195	185	188
Minerai de fer et produits de la sidérurgie	280	100	106	114	91	98	95	98	101	99	90	79
Minerais et métaux non ferreux	50	103	106	111	102	106	112	109	114	119	111	104
Première transformation des métaux et travail des métaux	470	102	113	116	102	109	108	111	117	120	115	115
Machines et appareils mécaniques	790	115	123	133	130	134	133	136	141	143	149	143
Construction électrique	430	121	137	151	149	163	170	175	179	187	189	193
Construction automobile	450	122	126	116	110	138	145	146	153	146	134	138
Construction navale et aéronautique	129	117	115	123	124	123	116	111	107	108	113	112
Industries chimiques et caoutchouc	573	116	128	132	118	135	140	147	160	158	158	160
Industries textiles	410	116	117	114	103	111	107	105	107	101	95	94
Industries du cuir	76	119	110	112	108	109	106	101	100	93	94	96
Industries du bois	18	110	120	123	116	110	107	105	114	109	104	93
Papiers et cartons	130	110	115	121	101	110	114	119	124	122	121	122
Presse-édition	260	103	110	111	95	103	109	115	122	124	124	128
Transformation des matières plastiques (1)	70	///	161	156	134	152	159	157	172	175	169	180
Bâtiment et travaux publics	2.210	99	99	101	96	96	94	90	90	92	92	87
Indice général [bâtiment et travaux publics exclus] (1)	6.104	111	120	123	115	124	126	129	135	135	133	131
Indice général [bâtiment et travaux publics inclus] (1)	8.314	108	115	117	110	117	118	119	123	123	122	119
Industries agricoles et alimentaires	693											
Produits de la pêche	28,0	101	119	127	126	134	137	134	147	146	142	124
Gros bovins	17,8	95	97	124	121	124	112	112	125	127	130	120
Veaux	7,9	89	86	92	90	95	96	99	103	101	91	96
Ovins, caprins	2,3	112	112	117	117	130	130	133	143	154	156	162
Porcs	13,9	116	117	120	124	127	131	138	145	146	150	146
Chevaux	1,1	76	63	63	65	64	63	60	56	49	43	39
Abattages contrôlés	43,0	101	101	115	115	118	115	118	126	128	128	124
Écrasement de céréales	112,0	110	107	103	100	100	101	108	104	101	102	103
Semoules	11,6	100	103	102	98	102	96	97	99	101	104	105
Pâtes alimentaires	18,7	97	95	102	98	93	90	93	94	97	97	97
Biscuits et pains d'épices	45,4	121	119	121	127	130	137	138	130	135	139	141
Biscottes et pains de régime	14,9	116	119	98	99	102	110	128	136	128	119	115
Aliments diététiques et de régime	11,8	121	124	158	151	144	128	121	105	114	111	125
Entremets, desserts instantanés	8,0	107	105	134	155	158	156	165	175	161	174	138
Produits à base de céréales	249,0	113	112	113	112	112	115	121	119	119	121	122
Laits traités destinés à la consommation	25,3	105	105	117	118	123	121	126	134	139	141	148
Laits concentrés et en poudre	20,2	105	107	102	106	108	106	102	100	110	110	110
Poudres infantiles et alimentaires	2,0	119	130	136	143	139	163	202	260	254	273	234
Caséine, lactosérum, lactose et babeurre	1,7	130	142	112	106	118	130	122	139	152	139	155
Yoghourts, laits fermentés et laits gélifiés	11,1	110	115	116	122	121	123	127	131	117	127	136
Crème de consommation	4,6	114	123	130	134	133	152	154	181	234	228	252
Beurre	41,7	114	117	116	119	116	113	116	122	128	124	127
Fromages	47,4	111	113	115	118	122	127	131	140	137	141	144
Produits laitiers	154,0	110	113	115	118	119	120	124	131	135	136	140
Sucre raffiné	21,0	101	105	110	104	95	96	88	85	81	89	87
Composés minéraux	0,3	119	155	159	152	163	157	163	173	167	184	184
Composés azotés	0,5	47	70	52	43	41	37	28	30	26	41	39
Composés non mélassés	4,2	146	167	169	169	187	173	186	195	207	222	223
Aliments pour animaux	5,0	134	156	157	155	171	158	169	177	186	202	203
Chocolaterie	18,9	116	118	115	117	131	152	163	176	178	181	186
Confiserie	16,6	109	99	98	93	91	100	102	97	95	94	95
Bouillons et potages	4,5	119	116	125	115	132	128	118	123	111	109	115
Produits alimentaires divers	40,0	113	115	109	107	115	128	133	137	136	137	140

ce : I.N.S.E.E.

	Pondération	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
ıstries agricoles et alimentaires (*suite*) :												
Vins de Champagne	26,4	120	122	103	120	150	167	182	180	173	156	143
Cognac	25,0	120	116	95	101	118	113	132	147	140	146	136
Brasserie	35,9	101	109	106	109	118	113	114	109	102	105	107
Jus de fruit	8,7	98	82	76	85	94	91	90	99	112	144	164
Boissons et alcools	96,0	111	112	100	107	125	126	135	138	132	133	130
Savonnerie	2,4	104	94	99	83	85	83	81	84	86	97	96
Huilerie	19,5	118	119	133	96	110	124	145	162	167	143	163
Margarinerie	5,1	100	100	97	99	101	103	106	99	105	105	106
Corps gras	27,0	113	113	115	95	106	117	132	143	148	131	146
Cigares	3,0	115	107	136	175	205	207	201	182	185	182	174
Cigarillos	2,0	102	96	92	100	101	80	65	61	55	51	52
Cigarettes	15,5	103	103	118	125	124	115	117	112	105	90	90
Scaferlatis	3,8	85	79	71	68	61	55	52	49	48	44	43
Poudres, rôles, carottes	0,2	84	72	60	64	55	54	44	42	35	29	28
Tabacs	24,5	101	99	110	120	121	113	112	106	101	90	89
Allumettes	5,5	97	92	107	100	90	75	70	58	59	57	51
Tabacs et allumettes	30,0	100	98	109	116	116	106	105	97	93	84	82
nbustibles minéraux solides	**160**											
Houille	110,0	80	69	61	60	59	57	53	50	49	50	45
Lignite	4,4	106	99	101	111	115	111	98	88	93	106	110
Agglomérés de houille et de lignite	32,3	77	76	79	65	58	52	51	50	41	37	35
Coke et semi-coke	13,3	82	86	84	81	80	76	76	83	79	76	70
ssions de gaz	**40**											
Émissions de gaz par le Gaz de France	26,9	165	209	223	248	278	297	327	361	380	399	389
Gaz distribué par S.N.G.S.O. et C.E.F.E.M.	13,1	106	102	97	94	97	104	106	116	112	110	102
naturel et produits pétroliers	**390**											
Pétrole brut extrait du sol métropolitain	7,0	64	54	47	44	46	45	48	52	61	73	71
Gaz naturel extrait du sol métropolitain	25,3	106	107	108	105	102	108	110	108	106	99	93
Pétrole traité	357,7	117	132	125	106	119	116	115	125	111	96	81
ériaux de construction et céramique	**296**											
Ardoises de couverture	2,4	93	94	86	86	82	79	76	74	81	79	64
Sables et graviers d'alluvions	35,2	112	115	120	116	116	113	114	121	126	121	116
Sables industriels	2,1	127	130	142	122	117	129	135	138	143	130	125
Matériaux concassés de carrière et de laitier	20,4	114	121	130	129	141	141	144	154	165	162	139
Gypse cru extrait	0,9	97	101	103	96	97	98	99	103	107	102	99
Produits de carrières et de dragage	66,7	111	117	122	119	123	121	123	130	137	132	122
Béton prêt à l'emploi	27,0	171	205	225	210	226	221	222	227	230	220	212
Blocs en béton	13,6	134	136	151	143	159	167	174	191	192	182	165
Planchers préfabriqués	7,8	140	156	168	141	151	157	154	163	153	136	122
Produits en béton, ensemble des conduits	2,6	115	112	110	102	94	104	92	92	82	...	...
Tuyaux armés	3,2	130	147	162	146	154	138	135	143	150	144	132
Tuyaux non armés	3,5	100	103	108	93	98	94	90	90	90	82	76
Bordures et caniveaux	2,9	106	109	117	107	120	113	103	107	105	111	106
Carreaux de mosaïque, de marbre et ciment.	2,6	97	80	72	58	45	37	31	30	27	...	...
Amiante ciment	15,1	101	109	123	94	103	92	84	87	94	80	75
Produits en béton et amiante ciment	78,3	137	152	166	148	160	157	155	162	164	154	143
Plâtre de construction	4,7	112	118	118	116	115	116	117	128	135	130	126
Ciments	75,3	104	105	111	102	101	99	97	96	97	94	87
Chaux hydrauliques, liants et assimilés		96	93	91	84	81	80					
Chaux grasses	5,0	115	118	125	106	113	110	114	118	110	104	92
Ciments et plâtres	85,0	110	112	118	111	112	101	99	99	100	96	89
Briques et tuiles	22,9	104	110	110	95	94	95	95	98	100	83	77
Produits réfractaires	14,5	92	98	106	99	90	86	99	101	93	84	70
Produits sanitaires	6,7	108	119	128	120	125	123	112	115	123	124	110
Carreaux et dalles de grès	8,6	98	101	106	97	94	91	89	92	91	89	96
Carreaux de faïence	3,0	105	110	110	90	105	95	81	90	103	102	88
Céramique de bâtiment	56,6	101	107	112	101	97	96	95	99	100	90	82
Porcelaine	4,6	113	119	130	128	133	136	141	153	159	148	155
Faïence ménagère	3,8	109	108	114	113	112	113	113	102	99	84	83
Porcelaine et faïence ménagère	8,4	112	114	123	121	124	126	128	130	132	119	123

annuels de la production industrielle

Base : 100 en 1970

	Pondération	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Verre	80											
Verres coulés et moulages	1,9	94	100	92	69	78	88	75	55	53	39	33
Verre plat	19,9	113	152	131	107	142	131	164	241	267	257	275
Verre creux mécanique : bouteilles et bonbonnes	17,7	127	137	157	155	158	172	169	172	185	175	177
Gobeleterie et flaconnage mécanique	21,2	121	130	138	125	134	144	157	158	168	173	176
Verre creux mécanique	38,9	124	133	146	139	145	157	162	164	176	174	176
Gobeleterie à la main	4,6	98	95	92	83	77	79	73	69	55	51	51
Flaconnage à la main	0,7	109	115	104	120	118	92	52	42	41	35	35
Éclairage, signalisation	1,4	141	139	117	111	143	141	151	158	133	53	51
Optique — Lunetterie	1,7	99	95	139	80	79	85	64	73	61	54	51
Verre technique et verre à la main	13,7	101	104	110	92	92	93	90	85	79	63	67
Fibres de verre	7,5	112	161	193	178	231	271	296	304	317	276	238
Minerai de fer et produits de la sidérurgie	280											
Minerai de fer	20,9	96	96	96	87	80	65	59	56	51	38	34
Fonte	77,7	99	106	117	93	99	95	96	101	100	90	78
Acier	90,7	101	106	114	91	98	93	96	98	98	89	78
Produits finis laminés	90,7	102	108	116	91	103	103	110	113	111	103	91
Sidérurgie	259,1	101	107	116	92	100	97	101	104	103	94	82
Minerais et métaux non ferreux	50											
Bauxite	1,8	108	101	97	84	76	68	66	65	63	61	55
Minerai de plomb	1,3	91	85	80	75	95	102	108	99	97	66	21
Minerai de zinc	0,5	71	73	78	71	78	90	85	72	73	72	71
Alumine calcinée	9,8	111	111	111	109	102	108	106	107	117	109	96
Électrodes	5,0	93	93	103	96	90	99	97	106	114	106	98
• Minerais non ferreux	18,4	99	102	104	100	99	105	103	104	112	103	90
Aluminium (première fusion)	11,1	103	94	104	100	101	105	103	104	113	114	104
Aluminium (deuxième fusion)	2,5	128	141	143	123	151	164	177	185	185	184	168
Aluminium	*13,6*	*108*	*103*	*111*	*105*	*110*	*115*	*116*	*118*	*126*	*127*	*115*
Cuivre raffiné	2,4	93	99	129	117	115	133	121	133	137	137	...
Cuivre (deuxième fusion)	1,4	74	92	91	56	80	93	85	84	88	81	...
Cuivre	*3,8*	*86*	*96*	*115*	*95*	*102*	*118*	*108*	*115*	*119*	*117*	...
Plomb raffiné	2,6	110	110	106	88	101	107	103	129	127	134	...
Plomb (deuxième fusion)	0,3	101	113	105	96	102	108	111	124	156	161	...
Plomb	*2,9*	*109*	*110*	*105*	*89*	*102*	*102*	*108*	*129*	*131*	*137*	...
Zinc raffiné	3,5	116	116	123	82	105	108	104	112	113	116	109
Zinc (deuxième fusion)	0,6	98	101	93	81	66	53	47	42	34	54	72
Zinc	*4,1*	*113*	*114*	*118*	*82*	*99*	*99*	*95*	*101*	*101*	*106*	*103*
Étain (deuxième fusion)	0,6	109	111	101	97	105	86	84	80	77	70	77
Métaux raffinés	19,7	105	101	110	97	103	109	106	112	118	120	113
Affinage	5,4	108	121	120	98	118	126	131	135	137	138	136
Ferro-alliages haut fourneau	0,6	94	110	112	90	78	76	83	94	101	65	70
Ferro-alliages four électrique	5,7	100	126	128	124	127	131	121	141	138	94	92
Ferro-alliages	6,3	100	124	126	121	122	125	117	136	134	91	90
• Métaux non ferreux	31,6	105	109	115	103	110	115	112	120	124	116	113
Première transformation et travail des métaux	470											
Découpage, emboutissage	4,2	106	111	104	89	110	123	117	120	112	104	113
Laminage à froid	5,0	100	102	101	73	85	84	81	81	80	67	69
Profilés : produits plats	6,2	111	124	124	87	106	99	102	109	115	112	102
Étirage de profilés pleins	4,8	99	117	116	87	102	98	92	97	113	87	83
Tréfilage	19,6	110	121	126	99	112	108	107	108	107	104	95
Tubes sans soudure	12,6	87	93	98	97	94	84	94	97	104	120	106
Tubes rejoints et soudés	23,6	103	117	122	102	117	110	130	131	125	121	105
Première transformation de l'acier	76,0	102	113	116	96	107	103	110	112	112	109	99

urce : I.N.S.E.E.

	Fondération	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
emière transformation et travail des nétaux (*suite*) :												
Demi-produits en aluminium et alliages....	13,3	119	129	131	115	142	149	158	183	184	184	186
Demi-produits en cuivre et alliages.....	27,6	109	125	115	94	117	123	125	132	143	140	147
Demi-produits en plomb.....	0,7	97	86	86	79	76	71	72	71	77	76	...
Zinc laminé.....	1,6	125	135	141	130	134	134	148	162	163	152	150
Demi-produits en nickel et alliages	2,4	95	111	118	107	110	121	103	74	78	68	...
Première transformation des métaux non ferreux.....	45,6	112	125	121	102	124	130	134	144	151	148	156
Fonte sanitaire.....	2,2	102	108	116	97	90	94	86	88	78	71	65
Chauffage central.....	10,4	83	91	80	36	40	43	40	45	39	28	21
Fonte domestique.....	1,1	114	120	123	206	213	184	181	192	180	132	134
(Fonte sur album).....	13,7	88	96	89	59	62	62	59	64	56	43	37
Chauffage domestique.....	10,9	76	65	66	75	64	55	60	64	78	63	55
Acier moulé.....	15,1	84	86	94	91	81	70	68	72	75	71	64
Fonte malléable.....	3,8	100	108	104	76	84	85	80	76	71	61	51
Fonte hydraulique.....	11,8	96	97	112	116	112	98	104	105	111	120	131
Fonte sur modèle.....	27,0	94	105	113	99	102	100	97	98	92	81	75
Fonderies des métaux ferreux.....	*82,3*	*89*	*94*	*99*	*89*	*87*	*81*	*81*	*83*	*83*	*75*	71
Fonderies de cuivre et alliages.....	7,9	91	96	97	84	83	80	74	70	72	65	57
Fonderies d'aluminium et alliages.....	7,8	111	120	116	99	115	119	119	114	113	102	105
Fonderies d'alliages moulés sous pression..	10,4	124	141	136	121	152	159	157	167	161	145	155
Fonderies des métaux non ferreux.....	*26,1*	*110*	*121*	*118*	*103*	*120*	*123*	*120*	*122*	*120*	*108*	110
Fonderies.....	108,4	94	100	103	93	95	91	90	92	92	83	81
• Première transformation des métaux....	230,0	100	109	111	95	104	102	105	109	110	105	102
Décolletage.....	32,8	87	97	97	75	83	86	84	92	105	90	88
Estampage et forge, matriçage laiton.....	45,1	97	109	113	103	101	98	99	104	106	98	99
Ferblanterie, tôlerie.....	8,4	112	112	128	149	141	150	139	155	159	158	145
Fûts et tonnelets, boîtes et emballages métalliques.....	32,2	100	110	114	101	105	109	115	121	121	117	117
Boulonnerie forgée.....	11,4	92	105	120	106	103	100	94	93	97	90	90
Ressorts.....	5,6	102	111	115	107	120	130	131	120	127	108	121
Chaînes mécaniques.....	3,4	101	116	130	98	87	86	90	89	97	84	81
Outillage à main, limes.....	15,2 { 12,7	128	152	152	145	165	178 }	167	185	183	183	182
Outils d'agriculture.....	2,5	84	103	125	108	112	148 }					
Quincaillerie.....	21,3	119	131	129	114	128	131	136	145	152	154	173
Mobilier métallique industriel et non industriel.....	38,3	103	122	118	100	108	99	110	123	123	128	134
Émaillerie sur tôle.....	2,5	132	144	142	111	124	107	118	129	158	140	110
Articles ménagers galvanisés.....	0,3	91	80	65	71	70	52	41	43	34	21	23
Articles ménagers étamés.....	0,3	105	106	78	42	29	31	35	36	35	20	23
Revêtement, traitement et décoration des métaux.....	23,2	121	128	134	129	147	144	162	180	193	189	195
• Travail des métaux.....	240,0	104	116	119	106	112	113	116	125	130	125	128
achines et appareils mécaniques..... **790**												
Matériel de manutention, de travaux publics, pour préparation mécanique des matériaux et industries sidérurgiques.....	101,8	111	122	128	120	133	114	124	126	131	153	110
Matériel fixe de chemin de fer.....	2,0	118	117	126	128	110	91	115	104	142	133	127
Appareils de levage et de manutention de série.....	24,2	106	120	135	123	136	147	150	164	162	163	150
Matériel de mines et de forages.....	7,1	99	81	99	114	97	91	102	98	90	116	116
Machines-outils travaillant par :												
enlèvement du métal.....	25,2	93	92	98	87	79	66	77	76	71	75	63
formage du métal.....	8,1	103	111	119	104	105	85	77	82	75	72	61
Outillage mécanique.....	45,4	111	106	94	145	104	111	114	120	138	137	129
Turbines.....	10,1	80	106	116	101	134	159	148	98	155	231	176
Matériel de soudage.....	14,1	102	99	102	92	81	74	68	67	60	62	56
Machines-outils à bois.....	4,0	98	126	147	132	155	168	162	164	159	154	110
Matériel pour les industries chimiques, alimentaires et de conditionnement.....	63,6	139	171	197	206	188	232	259	278	282	310	344
Matériel pour les industries textiles.....	25,2	90	126	106	77	79	61	42	27	25	30	23
Machines pour le papier-carton, l'imprimerie et les arts graphiques.....	9,1	106	123	119	138	113	116	113	92	110	106	94
Chaudronnerie et grosses chaudières.....	108,9	136	122	158	122	130	119	114	127	117	102	101
Robinetterie.....	25,2	131	142	153	171	182	174	181	186	211	226	231
Moteurs à combustion interne.....	10,1	202	170	221	217	225	228	215	260	233	237	234
Compresseurs.....	6,1	96	138	132	139	137	134	131	142	209	138	151

annuels de la production industrielle

Base : 100 en 1970

	Pondération	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Machines et appareils mécaniques (*suite*) :												
Pompes et transmissions hydrauliques	20,2	132	173	175	158	186	168	234	293	248	232	259
Fours et équipements thermiques	10,1	98	146	136	128	133	126	112	113	129	161	109
Matériel aéraulique et frigorifique	63,6	100	106	107	121	123	131	128	136	152	164	168
Appareils de production d'eau chaude par le gaz	4,0	127	139	117	112	133	131	127	152	140	142	129
Matériel ferroviaire	33,0	113	103	90	99	94	106	85	72	73	87	72
Matériel agricole	57,0	85	93	102	94	97	91	87	79	65	58	62
Gros matériel d'équipement	678,1	114	122	131	128	128	128	131	137	138	145	138
Distributeurs d'hydrocarbures	3,4	89	80	50	54	73	98	104	107	154	155	163
Compteurs de gaz	1,7	93	93	92	97	51	56	55	60	70	58	56
Compteurs d'eau	4,0	100	110	124	108	113	121	113	110	120	122	119
Appareils de pesage	6,5	129	137	138	137	153	170	169	175	200	191	186
Optique et instruments de précision	23,8	112	118	119	123	133	144	142	144	143	148	153
Horlogerie	28,2	128	140	162	165	151	175	192	192	172	163	149
Roulements	25,0	116	120	131	114	137	139	136	142	131	131	125
Matériel médico-chirurgical	19,2	135	155	161	178	213	248	237	238	251	279	290
Mécanique de précision	111,9	120	126	139	139	150	166	168	170	170	173	170
Construction électrique	430											
Équipements industriels	9,5	143	156	157	161	158	180	175	178	186	195	212
Matériel électrique de grande puissance ou à H.T.	31,0	102	112	118	125	147	152	137	138	141	153	149
Appareillage industriel à basse tension et relais	19,8	106	120	138	122	127	136	138	143	153	151	151
Machines tournantes et transfo de petite et moyenne puissance	23,6	102	111	121	114	112	107	104	106	106	99	92
Isolateurs montés ou non et pièces isolantes	2,1	138	142	147	156	147	148	153	154	164	149	148
Matériels d'équipement électrique	86,0	108	119	128	126	134	139	133	135	140	142	140
Équipements industriels d'automatisation	7,8	132	160	176	155	149	142	152	156	172	187	201
Matériel de signalisation électrique pour chemin de fer	1,7	94	92	91	105	139	144	130	111	134	171	172
Ascenseurs et monte-charge	13,3	129	139	146	145	142	145	144	146	152	155	164
Électronique médicale et radiologie	4,7	108	105	124	131	140	145	155	149	142	156	141
Mesures électrique et électronique	20,7	108	113	129	131	132	133	138	139	139	133	142
Matériel d'éclairage électrique	9,0	116	128	114	111	120	119	119	118	123	123	124
Fils et câbles électriques	52,9	119	130	137	135	147	160	163	151	151	147	147
Matériels télégraphiques, téléphoniques et apparentés	37,4	158	194	225	243	254	281	304	297	309	332	342
Matériel professionnel électronique et radioélectrique	42,2	119	124	132	141	155	155	150	176	200	200	191
Condensateurs de puissance	0,4	105	132	155	124	129	141	142	124	174	153	127
• Biens d'équipement	276,1	121	134	145	148	156	164	166	167	175	179	179
Composants électroniques passifs	26,6	125	154	175	157	173	182	205	228	249	251	262
Tubes électroniques et semi-conducteurs	21,5	112	128	160	133	158	186	219	244	276	276	319
Réparateurs de matériel électrique	3,0	119	122	136	144	133	129	116	113	121	126	118
Accumulateurs électriques non alcalins	9,1	118	127	122	127	140	138	138	140	138	131	142
Accumulateurs électriques alcalins	1,7	103	124	138	144	164	174	171	175	204	231	223
• Biens intermédiaires	61,9	117	139	159	143	161	174	195	213	235	236	256
Appareillage électrique d'installation	9,0	123	133	149	150	170	174	174	181	188	171	171
Appareils frigorifiques domestiques, machines à laver le linge et la vaisselle	15,9	118	138	164	149	169	160	156	171	182	158	158
Autres appareils d'équipement ménager	22,4	142	172	200	208	236	230	228	239	232	235	246
Piles électriques	6,1	110	121	130	137	138	134	126	112	101	90	88
Lampes électriques	7,7	112	118	118	106	113	114	121	130	126	117	125
Appareils radiorécepteurs et téléviseurs	23,2	126	149	159	157	196	227	237	228	227	238	275
Appareils à bas voltage	1,3	138	157	179	167	182	177	187	196	201	203	203
Matériels électroniques de reproduction et d'enregistrement	6,4	124	120	128	113	125	125	135	138	102	110	156
• Biens de consommation	92,0	128	145	162	159	182	188	190	194	191	188	203
Construction automobile	450											
Construction de véhicules	254,5	124	134	126	125	159	163	166	175	167	152	157
Motocycles	5,5	105	111	126	97	90	88	75	68	59	44	45
Cycles	4,4	153	164	188	141	140	152	161	168	195	152	142
Pièces détachées	155,2	119	111	101	91	112	125	125	127	119	109	118
Carrosserie	30,4	126	131	94	92	104	108	109	117	119	122	103

3.03 - **2** *(suite 5)*

nuels de la production industrielle

e : I.N.S.E.E.

	Pondération	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
truction navale et aéronautique	**129**											
Construction navale	33,0	149	153	167	169	172	162	137	113	104	112	110
Construction aéronautique	96,0	106	102	108	108	108	100	102	105	110	113	113
stries chimiques et caoutchouc	**573**											
Sel gemme et ignigène	2,5	101	112	116	100	108	113	128	148	138	124	122
Potasse	6,8	91	114	115	105	88	91	100	107	104	97	94
Talc en poudre	0,4	97	111	128	111	109	123	130	129	129	133	118
Soufre de désulfuration	7,6	100	101	106	102	100	110	110	112	106	98	94
Scories de déphosphoration moulues	4,3	104	101	105	95	89	85	81	77	81	71	62
• Minéraux divers	21,6	98	106	110	101	95	100	103	108	104	96	91
Phosphates moulus et superphosphates	8,8	123	133	144	98	103	126	127	136	142	123	116
Engrais	35,1	113	123	134	114	108	126	125	134	134	137	142
Acide sulfurique	3,4	110	119	127	102	107	122	125	135	135	122	111
Sulfate de soude	0,2	105	112	113	100	89	81	87	104	102	92	123
Soufre travaillé	0,3	137	160	166	145	137	139	133	141	137	144	146
Dérivés du soufre	5,3	108	114	118	93	97	107	111	119	114	105	96
Chlore gazeux	3,7	113	127	131	102	117	120	123	125	122	120	119
Carbonate de soude	4,0	101	108	110	90	93	96	95	109	110	91	91
Potasse caustique solide et liquide	0,4	103	139	150	102	113	119	117	133	122	135	133
Extrait de javel	1,0	114	124	126	121	135	132	129	133	128	100	99
Soude, chlore, potasse	9,1	107	119	122	99	108	111	111	119	117	106	105
Gaz comprimés	7,5	97	101	108	105	106	104	104	106	110	108	111
Carbonate de baryum	0,2	115	117	120	95	110	110	107	110	104	81	65
Acide phosphorique	3,1	107	114	115	79	101	95	96	108	115	103	100
Eau oxygénée	2,4	123	131	157	127	159	167	154	176	184	192	173
Silicate de soude vitreux	2,1	95	105	125	92	109	112	105	112	105	114	110
Carbure de calcium	3,6	37	30	35	26	24	25	26	25	23	22	23
Acide fluorhydrique	2,1	145	138	152	143	135	147	131	149	154	185	156
Divers chimie minérale	24,0	95	105	111	84	100	101	99	109	107	111	103
• Chimie minérale	81,0	105	114	122	101	105	113	113	121	121	121	120
Distillation des goudrons et benzols	2,0	84	90	87	88	85	81	79	81	83	75	73
Isocyanates	1,2	136	164	149	149	193	186	182	184	162	194	197
Ethylène	24,1	129	175	186	132	178	201	208	239	219	199	207
Anhydride phtalique distillé	5,1	104	119	109	90	114	118	121	119	105	103	98
Propylène	8,7	109	132	148	109	151	169	181	201	167	172	184
Acide acétique	1,7	106	114	117	82	104	114	122	112	110	142	186
Acétone	2,2	102	106	113	74	95	104	103	105	84	90	92
Méthanol	3,9	112	134	176	135	163	177	164	167	162	164	162
Grands intermédiaires de la chimie organique	70,7	117	142	150	111	145	157	160	172	157	152	158
Matières colorantes	8,2	121	126	124	89	139	134	114	130	120	114	132
Polyesters	11,1	114	134	128	103	122	118	124	120	123	116	130
Poudres phénoplastes	4,6	112	138	139	89	123	116	108	109	107	91	89
Polyéthylène	16,9	151	194	226	155	227	238	243	292	269	221	225
Polypropylène	1,4	183	239	352	253	324	428	720	1.007	1.048	1.467	1.555
Polychlorure de vinyle	19,0	131	159	151	114	147	157	163	190	176	174	192
Résines styréniques	9,9	138	142	142	122	183	177	180	201	193	209	227
Matières plastiques de base	62,9	134	162	170	126	172	178	189	220	209	206	219
Gélatines	3,1	114	116	129	109	96	127	137	145	138	159	140
• Chimie organique	169,4	122	147	153	113	151	159	168	186	172	171	173
Abrasifs	5,8	98	104	111	99	109	111	122	117	120	91	69
Poudres à laver	27,4	112	112	122	113	116	116	115	124	128	130	138
Peintures à l'huile (2)	3,5	91	83	67	60	54	52	47	40	36	34	29
Peintures industrielles	14,8	114	121	110	106	112	101	99	95	95	86	82
Peintures à l'eau	5,1	101	109	104	105	114	122	119	111	112	120	139
Pigments broyés (2)	0,5	83	73	50	42	43	38	37	31	27	///	///
Mastics vitriers et industriels	1,4	129	147	143	143	144	147	138	127	133	135	140
Encres d'imprimerie	4,8	107	115	111	100	110	129	117	116	120	118	109

AU 3.03 - 2 *(suite 6)*

annuels de la production industrielle

Source : I.N.S.E.E. Base : 100 en 1970

	Pondération	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
ndustries chimiques et caoutchouc *(suite)*.												
Vernis à alcool et résines synthétiques	12,5	125	134	131	128	156	164	175	182	202	207	208
Produits bitumineux	0,7	117	103	114	123	97	85	111	88	109	94	85
Peintures, encres, vernis	43,3	114	119	112	108	119	120	122	120	127	126	126
Dynamite	1,5	97	92	90	92	91	96	96	93	94	81	74
Explosifs nitratés	0,9	88	85	83	86	71	67	57	61	61	45	37
Détonateurs	0,6	61	40	53	46	26	23	28	11	24	29	26
Explosifs	3,0	86	79	80	80	71	72	70	67	70	60	53
Surfaces sensibles	15,4	111	118	121	105	128	130	154	184	183	187	187
Huiles essentielles	7,7	109	148	148	124	222	228	249	304	249	249	196
Phytosanitaires	10,7	135	127	153	146	169	209	250	325	360	378	411
• Parachimie	113,3	113	118	121	112	129	134	144	160	163	164	164
• Pharmacie	86,4	129	141	156	161	164	168	186	193	207	226	243
• Caoutchouc synthétique	10,8	121	150	152	115	144	158	162	172	162	155	153
Caoutchouc industriel	35,1	107	111	114	101	112	111	108	111	110	99	98
Pneumatiques	51,3	108	112	116	110	117	122	123	132	139	121	111
• Ouvrages en caoutchouc et amiante	90,0	107	112	115	106	114	117	116	123	127	111	105
ndustries textiles	**410**											
Rayonne	6,6	97	95	82	55	47	40	37	35	33	21	17
Fibranne	3,3	107	109	105	70	75	78	69	73	62	53	46
Fils synthétiques	18,9	127	137	121	105	129	124	112	96	80	83	79
Fibres synthétiques	34,1	140	165	149	133	163	160	175	166	149	152	148
Textiles artificiels et synthétiques	62,9	130	146	131	113	136	132	136	127	111	113	108
Délainage	5,3	120	114	73	74	90	91	80	75	75	66	64
Laine lavée à fond	2,1	126	110	95	102	106	104	91	103	90	99	100
Laine carbonisée	0,8	116	110	95	108	112	111	110	89	96	110	120
Peignage : laine peignée	18,9	111	89	76	75	91	85	74	75	76	74	67
Peignage : rubans de laine cardée	2,5	103	66	69	85	95	78	65	78	87	93	69
Peignés de rubans cardés de T.A.S.	5,3	134	124	129	87	98	94	99	112	108	107	97
Peignage de la laine	*26,7*	*114*	*79*	*86*	*78*	*93*	*86*	*78*	*83*	*83*	*83*	*73*
Filature de la laine : filés cardés	6,6	108	109	102	100	98	101	99	102	103	93	88
Filature de la laine : filés peignés	39,5	109	105	99	92	103	98	94	95	90	85	76
Filature de la laine	*46,1*	*109*	*106*	*100*	*93*	*102*	*99*	*95*	*96*	*92*	*86*	*78*
Tissage de la laine	19,3	114	110	108	103	100	104	105	108	96	87	83
Tapis	6,6	179	196	187	172	188	191	227	243	240	228	220
Laine	106,9	116	106	102	95	104	102	100	103	99	94	86
Filterie de lin et coton	4,9	115	122	130	107	114	115	108	114	104	96	96
Filature de lin et chanvre	1,6	77	76	77	62	61	53	55	60	53	53	50
Filature de coton	19,3	103	105	104	86	94	88	85	85	84	75	77
Tissage cotonnier et linier	49,8	103	104	103	88	96	92	89	89	86	78	80
Ouates et cotons	2,1	108	113	113	100	127	131	144	147	147	104	107
Pansements	2,1	80	85	105	103	101	102	108	109	117	87	88
Coton, lin	79,8	103	104	105	89	97	93	90	91	88	79	81
Filature de jute	2,4	75	71	72	55	56	45	34	30	27	20	15
Tissage de jute	2,9	73	73	64	48	41	38	33	34	31	30	28
Jute	5,3	74	72	67	52	48	41	34	32	29	25	22
Ficelle agricole	1,7	91	108	115	71	56	45	42	44	51	54	50
Filature dans les ficelleries-corderies	0,8	127	125	154	145	165	142	153	171	104	92	91
Ficelleries en fibres végétales	0,8	94	82	80	57	64	61	55	62	53	41	45
Ficelleries en T.A.S.	0,4	119	151	168	144	150	157	154	175	163	187	193
Ficellerie-corderie	3,7	103	111	122	93	93	83	82	91	76	74	74
Filature de schappe	3,7	141	146	135	103	131	117	104	83	70	53	60
Moulinage	11,5	110	130	114	91	107	102	100	102	74	70	64
Soierie : tissus et rubans	28,4	118	127	133	117	124	118	120	129	126	116	120
Soieries	43,6	118	129	128	109	120	114	113	118	108	98	100

I.N.S.E.E. — Base : 100 en 1970

	Pondération	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
...es textiles (*suite*) :												
...fes	10,1	137	138	131	129	138	127	126	156	138	132	144
...	10,1	126	111	99	85	81	87	93	107	98	95	91
...as et chaussettes	5,3	105	96	117	105	116	120	120	126	117	121	139
...neterie : sous-vêtements	16,2	113	112	113	93	112	114	120	124	128	113	112
...neterie : survêtements	30,4	130	121	142	153	120	109	101	99	104	99	100
...res articles de bonneterie	0,8	134	127	137	139	134	146	57	52	57	59	60
...telles	4,1	118	97	110	87	66	80	86	88	68	45	37
Bonneterie	77,0	125	119	126	125	116	112	106	112	111	105	107
Teintures et apprêts	17,2	115	114	112	104	115	110	106	109	105	103	104
Enduction	13,6	122	132	112	93	95	104	100	101	88	79	76
...ie du cuir	76											
...ecte des cuirs bruts de bovins	3,8	92	90	110	114	121	109	109	114	112	115	103
...ecte des cuirs bruts de veaux	3,2	91	89	96	105	114	119	123	129	124	120	115
...ecte des cuirs bruts d'équidés	0,3	80	68	66	62	77	67	65	58	53	45	37
...ecte des cuirs bruts d'ovins	0,7	103	95	103	95	132	145	157	173	185	185	189
...ecte des cuirs bruts de caprins	0,1	119	99	101	64	66	65	62	84	87	108	102
...ux à dessus	8,8	108	93	87	87	102	84	78	63	63	63	62
...rs finis de bovins	1,0	111	100	103	96	104	113	106	99	92	86	83
...ussures	39,9	104	106	108	107	99	102	98	99	88	94	100
...toufles	9,2	148	131	147	127	147	138	119	115	130	113	108
...isseries	9,0	140	134	108	93	99	102	100	106	82	83	85
...ies du bois	18											
...ages	2,5	93	105	102	72	83	83	93	91	87	71	74
...neaux contreplaqués multiplis et lattés ...ruts ou poncés	6,8	115	131	107	83	86	85	80	90	82	80	69
...neaux de particules bruts ou poncés	4,6	119	133	146	151	154	153	161	172	172	170	144
...neaux de fibres bruts	1,3	100	98	91	70	66	63	72	83	80	76	73
...tes planes	2,8	103	123	111	99	106	103	104	111	107	100	98
... et cartons	130											
...s à papier	30,3	107	107	110	97	101	107	106	106	101	95	97
...ier journal, impression, écriture	44,5	104	108	116	90	103	109	119	126	124	124	127
...ier d'emballage	26,7	115	123	131	110	123	123	126	134	130	128	125
...iers à usage industriel et domestique	17,8	123	134	140	128	134	132	141	149	153	155	161
...tons	10,7	107	112	115	87	99	99	99	102	100	102	98
...édition	260											
...rimerie de labeur	165,7	101	108	107	96	104	109	113	118	120	120	124
...sommation apparente de papier journal	94,3	108	113	119	92	102	109	118	128	132	132	134
...rmation des matières plastiques (1)	70											
...anges, plaques, feuilles, films, profilés, ...tratifiés	22,4	///	172	171	144	174	176	176	189	190	187	196
...es et éléments pour l'industrie	16,1	///	150	134	118	134	132	140	155	162	157	177
...icles pour emballage, conditionnement et ...anutention	16,1	///	185	187	157	166	183	184	217	223	209	228
...es et éléments pour le bâtiment	4,2	///	144	143	143	168	172	155	163	164	159	149
...duits de consommation divers	11,2	///	123	123	100	110	123	102	104	100	94	99

(1) Le secteur « Transformation des matières plastiques », pour lequel l'enquête n'existe que depuis 1973, a été ajouté en 1975 pour les années 1974. — (2) Les pigments broyés sont regroupés avec les peintures à l'huile à partir de 1981.

N.B. — La pondération de certaines séries regroupées diffère de la somme des pondérations des séries composantes publiées (*voir texte commen-*

SOURCES DE DOCUMENTATION

de l'industrie :

e de statistique industrielle.
mensuel de statistique industrielle.
tures industrielles françaises — enquête annuelle (jusqu'en

res-clés de l'industrie française (annuel). — diffusé par La
entation française.
ts fondamentaux du système industriel (E.A.E. 1974,
ts provisoires 1976, ...).

de l'agriculture :

ue agricole (annuaire, annuaire abrégé et bulletin bimestriel).
ur la structure des entreprises agricoles et alimentaires,
e annuelle, supplément série « Études » à *Statistique*
le.

de l'environnement et du cadre de vie :

ue de la construction (bulletin mensuel).
ltats de l'enquête annuelle auprès des entreprises du
nt et des travaux publics, supplément « Études statistiques »
letin mensuel.

:

Les Collections de l'I.N.S.E.E. »,

:

32 de novembre 1975 — *La mutation industrielle de la*
ce du traité de Rome à la crise pétrolière.

N° 44 de mars 1977 — *Les statistiques d'entreprises, sources.*
N° 64 de juin 1979 — *Les entreprises françaises. Concentration et grandes entreprises des secteurs et des branches.*

Série C :

N° 55 de 1977 — *Situation de l'industrie française en 1976* (rapport annuel).
N° 76 de juillet 1979 — *Les comptes de l'industrie. La situation de l'industrie française en 1978* (rapport annuel).
N° 92 de 1980 — *Les comptes de l'industrie. La situation de l'industrie française en 1979* (rapport annuel).

— Documents rectangles, I.N.S.E.E. (Département « Entreprises »).

4 constats sectoriels ont été réalisés pour la préparation du VIII[e] Plan : — *Biens intermédiaires — Biens d'équipement — Biens de consommation courante — Bâtiment, génie civil et agricole.*

— *Économie et statistique :*

N° 54 de mars 1974 : « Le nouvel indice de la production industrielle base 100 en 1970 ».
N° 91 de juillet-août 1977 : « Du bon usage de l'indice de la production industrielle ».

— *Les comptes de l'industrie — La situation de l'industrie française en ....* (annuel). Dernier volume paru : 1981 (C 104.)

A paraître :

— *La situation de l'industrie française en 1982.*

Le bilan d'une année de vie économique

RAPPORT SUR LES COMPTES DE LA NATION

1982

Ce volume se compose de quatre tomes correspondant à quatre types d'utilisation.

• Tome I - LE RAPPORT - Document d'actualité qui retrace l'évolution économique au cours de l'année 1982 et présente les principaux résultats des comptes annuels.

• Tome II - LES TABLEAUX COMMENTÉS - Document de référence, regroupant par domaine d'information les données chiffrées détaillées accompagnées de notes techniques et de commentaires économiques succincts.

• Tome III - LES COMPTES ET AGRÉGATS - Documentation de base indispensable pour toute étude économique sur la France entre 1975 et 1982.

• Tome IV - DOCUMENTS - Les guides (index, lexiques, nomenclatures) - Les tableaux d'entrées - sorties.

Les « Collections de l'INSEE », série C « Comptes et planification », n^os 108-109, 200 F.

CONSULTATION, VENTE : P 502

Dans les observatoires économiques régionaux de l'INSEE (adresses en fin de publication) et chez les libraires spécialisés.

insee Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques.

Chapitre 3.04

Bilan énergétique

La structure du bilan et son évolution illustre assez bien la situation énergétique en France.

Face à une consommation apparente d'énergie primaire relativement stagnante, la production nationale a enregistré une progression soutenue : + 57 % entre 1976 et 1981, d'où une forte amélioration du taux de couverture de la consommation par la production nationale.

La croissance de celle-ci est due au développement nucléaire en France et au freinage du ralentissement de l'extraction de la houille.

La part du secteur public est prépondérante dans les branches des combustibles minéraux solides, du gaz et de l'électricité, et importante dans les activités pétrolières (réglementation du marché public et contrôle de plus de la moitié de l'industrie pétrolière).

La quasi-stagnation de la consommation d'énergie résulte d'une régression de celle du secteur industriel (sidérurgie et autres industries), par suite du ralentissement de l'activité économique, régression compensée par une croissance de la consommation du secteur domestique et des transports et télécommunications.

Les différentes énergies, pour être additionnées ou soustraites sont converties en une même unité énergétique, à savoir la ivalent charbon (t.e.c.); les coefficients de conversion utilisés, nstants dans le temps, sont les suivants :

stible solide	1 tonne = 1 t.e.c.
brut	1 tonne = 1,4 t.e.c.
ts pétroliers	1 tonne = 1,5 t.e.c.
	1 000 thermies = 0,15 t.e.c.
cité	1 000 KWh = 0,3333 t.e.c.

.04 - 1

entes
e

Source : Ministère de l'industrie et de la recherche (S.E.S.S.I.). — Enquête annuelle d'entreprise (résultats « *branche* »)

Activité N° de la NAP	Intitulé	Effectifs employés (1) (en nombre)	Ventes hors taxes (en millions de francs)
	Combustibles minéraux solides	*45.511*	*5.984*
04.11	Production de combustibles minéraux solides	45.511	5.984
04.21	Cokéfaction		
	Production de pétrole et de gaz naturels	*32.603*	*175.910*
05.11	Extraction de pétrole (y compris géophysique, forage)	4.106	5.601
05.21	Extraction de gaz naturel (y compris épuration)		
05.31	Raffinage de pétrole (y compris commercialisation par entreprises autorisées - loi de 1923)	28.497	170.309
	Production et distribution d'électricité	*121.372*	*71.227*
06.01	Production et distribution d'électricité	121.372	71.227
	Distribution de gaz	*29.688*	*24.581*
07.01	Distribution de gaz	29.688	24.581
	Ensemble	**229.174**	**277.702**

(1) Effectifs contribuant directement à l'activité considérée.

.04 - 2

Source : Ministère de l'industrie et de la recherche (S.E.S.S.I.). — Enquête annuelle d'entreprise (entreprises employant 20 personnes ou plus).

Activité N° de la NAP	Intitulé	Effectifs employés (en nombre)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements Total (en millions de francs)	Investissements Par personne (en milliers de francs)
	Combustibles minéraux solides	*63.311*	*4.218*	*1.531*	*24,2*
04.11	Production de combustibles minéraux solides	63.311	4.218	1.531	24,2
04.21	Cokéfaction	–	–	–	–
	Production de pétrole et de gaz naturels	*43.269*	*5.159*	*4.439*	*102,6*
05.11	Extraction de pétrole (y compris géophysique, forage)	7.448	1.155	895	120,3
05.21	Extraction de gaz naturel (y compris épuration)				
05.31	Raffinage de pétrole (y compris commercialisation par entreprises autorisées — loi de 1923)	35.821	4.004	3.544	98,9
	Production et distribution d'électricité	*118.665*	*8.975*	*31.285*	*263,6*
06.01	Production et distribution d'électricité	118.665	8.975	31.285	263,6
	Distribution de gaz	*29.301*	*2.315*	*3.542*	*120,9*
07.01	Distribution de gaz	29.301	2.315	3.542	120,9
	Ensemble	**254.546**	**20.667**	**40.797**	**160,3**

.04 - 3

ergie (ensemble). Année 1981

Ministère de l'industrie et de la recherche. S.E.S.S.I. — (Bureau statistique de l'énergie) *Unité :* millier de t.e.c

Poste du bilan	Combustibles minéraux solides	Produits pétroliers énergétiques liquides	Gaz	Électricité	Total
ons primaires nationales	23.248	2.514	9.921	57.039	92.722
% du total	*25,1*	*2,7*	*10,7*	*61,5*	*100,0*
ions	30.156	157.685	30.619	3.647	222.107
% du total	*13,6*	*71,0*	*13,8*	*1,6*	*100,0*
ions	1.699	25.458	1.583	5.252	33.922
% du total	*5,0*	*74,9*	*4,7*	*15,4*	*100,0*
ns des stocks	+ 1.189	– 15.689	+ 2.325	–	— 11.475
es nettes (1)	49.816	150.430	36.632	55.434	292.312
% du total	*17,0*	*51,5*	*12,3*	*19,0*	*100,0*
s aux consommateurs finals	(2) 18.254	118.068	45.165	80.212	(2) 261.699
% du total	*7,0*	*45,1*	*17,3*	*30,6*	*100,0*
non comptabilisée	–	–	465	5.891	6.356

) Par ressources il faut entendre : Productions primaires nationales + Importations d'énergie (primaire ou non) — Exportations d'énergie e ou non) — Variations des stocks d'énergie (primaire ou non) des producteurs et des importateurs. — (2) Livraisons aux consommateurs à l'exclusion du gaz de haut fourneau mis à la disposition des utilisateurs finals (2.071 milliers de t.e.c.).

AU 3.04 - 4

tion nationale d'énergie primaire

Source : Ministère de l'industrie et de la recherche. S.E.S.S.I. — (Bureau statistique de l'énergie)

Année	Combustibles minéraux solides		Pétrole brut			Gaz naturel (1)			Électricité hydraulique et nucléaire			Total	Indice de la production d'énergie primaire (1959 = 100)
	million de tonnes ou de t.e.c.	%	million de tonnes	million de t.e.c.	%	milliard de thermies (2)	million de t.e.c.	%	milliard de kWh	million de t.e.c.	%	(million de t.e.c.)	
1971	36,7	53,3	1,9	2,7	3,9	68,8	10,3	15,0	57,3	19,1	27,8	68,8	90,9
1972	33,5	50,0	1,5	2,1	3,1	70,9	10,6	15,8	62,3	20,8	31,1	67,0	88,5
1973	29,1	47,0	1,3	1,8	2,9	70,4	10,6	17,1	61,3	20,4	33,0	61,9	81,8
1974	26,8	43,1	1,1	1,5	2,4	70,8	10,6	17,0	70,1	23,3	37,5	62,2	82,2
1975	26,8	41,7	1,0	1,5	2,3	68,6	10,3	16,0	77,0	25,8	40,0	64,4	85,0
1976	26,5	45,0	1,0	1,5	2,5	76,9	9,9	16,8	63,0	21,0	35,7	58,9	77,8
1977	26,1	37,0	1,0	1,5	2,2	83,0	10,7	15,5	92,9	30,8	44,6	69,1	91,3
1978	23,9	34,7	1,1	1,7	2,4	85,3	11,0	16,0	96,8	32,3	46,9	68,9	91,0
1979	23,1	32,8	1,2	1,8	2,6	84,1	10,8	15,4	103,9	34,6	49,2	70,3	92,8
1980	22,8	29,3	1,4	2,1	2,7	81,7	10,5	13,6	126,8	42,3	54,4	77,7	102,6
1981	23,2	25,1	1,7	2,5	2,7	76,9	9,9	10,7	171,1	57,0	61,5	92,7	122,4

(1) Y compris grisou. — (2) A partir de 1976, milliard de kwh.

AU 3.04 - 5

mmation apparente d'énergie primaire (1)

Source : Ministère de l'industrie et de la recherche. S.E.S.S.I. — (Bureau statistique de l'énergie), d'après le Comité national français de la Conférence mondiale de l'énergie.

Année	Combustibles minéraux solides		Produits pétroliers (2)			Gaz naturel (3)			Électricité hydraulique et nucléaire			Total	Indice de la consommation apparente d'énergie primaire (1959 = 100)
	million de tonnes ou de t.e.c.	%	million de tonnes	million de t.e.c.	%	milliard de thermies (4)	million de t.e.c.	%	milliard de kWh	million de t.e.c.	%	(million de t.e.c.)	
1971	52,3	22,6	95,9	143,9	62,3	109,0	16,4	7,1	55,8	18,6	8,0	231,2	193,7
1972	46,7	18,9	107,7	161,6	65,6	129,0	19,4	7,9	56,4	18,8	7,6	246,5	206,5
1973	45,7	17,3	117,3	175,9	66,8	149,6	22,4	8,5	58,3	19,4	7,4	263,4	220,7
1974	47,3	17,9	113,2	169,8	64,2	160,4	24,1	9,1	70,3	23,4	8,8	264,6	221,7
1975	41,2	16,6	102,7	154,0	62,1	174,7	26,2	10,6	79,6	26,5	10,7	247,9	207,7
1976	48,5	18,4	109,8	164,7	62,6	218,8	28,2	10,7	65,2	21,7	8,3	263,1	220,4
1977	47,1	17,5	106,5	159,8	59,3	233,8	30,2	11,2	97,3	32,4	12,0	269,5	225,8
1978	48,6	17,5	108,8	163,2	59,0	242,4	31,3	11,3	101,0	33,7	12,2	276,8	231,9
1979	52,5	18,3	108,9	163,4	56,8	272,0	35,1	12,2	109,5	36,5	12,7	287,5	240,9
1980	51,5	18,2	101,7	152,5	53,9	274,8	35,5	12,6	129,9	43,3	15,3	282,8	237,0
1981	47,3	17,1	91,3	136,9	49,6	285,2	36,8	13,3	166,3	55,4	20,0	276,4	231,6

(1) Compte tenu des variations de stocks des producteurs, des transformateurs et des importateurs, ainsi que du solde net du commerce extérieur des produits énergétiques primaires et secondaires. — (2) Y compris les gaz de pétrole liquéfiés. — (3) Y compris grisou et gaz incondensables vendus par les raffineries. — (4) A partir de 1976, milliard de kwh.

...on d'énergie des utilisateurs finals (ensemble) [1] *(avec correction de climat)*

Source : Ministère de l'industrie et de la recherch S.E.S.S.I. — (Bureau statistique de l'énergie), d'après le Comité national français de la Conférence mondiale de l'énergie

...ée	Combustibles minéraux solides		Produits pétroliers (2)			Gaz			Électricité			Total brut (3)	Total net (3)	Indice de la consommation nette d'énergie des utilisateurs finals (1959 = 100)
	million de tonnes ou de t.e.c.	%	million de tonnes	million de t.e.c.	%	milliard de thermies (4)	million de t.e.c.	%	milliard de kWh	million de t.e.c.	%	(million de t.e.c.)	(million de t.e.c.)	
.....	29,0	14,3	77,2	115,8	57,2	101,0	15,1	7,5	127,9	42,6	21,0	202,5	198,3	197,8
.....	27,2	12,5	84,2	126,3	58,3	115,6	17,3	8,0	137,7	45,9	21,2	216,7	212,3	211,8
.....	26,9	11,5	91,0	136,5	58,4	133,1	20,0	8,6	150,8	50,3	21,5	233,7	228,7	228,2
.....	28,9	12,2	88,8	133,2	56,1	146,5	22,0	9,3	159,4	53,1	22,4	237,2	232,1	231,6
.....	22,1	10,0	81,9	122,8	55,7	148,8	22,3	10,1	159,8	53,3	24,2	220,5	216,3	215,8
.....	21,9	9,5	86,3	129,5	56,2	197,8	25,5	11,0	174,1	58,0	25,1	234,9	230,4	229,9
.....	21,1	8,7	87,6	131,4	54,3	218,7	28,2	11,7	183,1	61,0	25,2	241,7	237,2	236,7
.....	20,2	8,1	88,1	132,2	53,4	234,8	30,3	12,2	195,9	65,3	26,3	248,0	243,5	243,0
.....	20,9	8,2	87,1	130,6	51,5	259,5	33,5	13,2	206,1	68,7	27,1	253,7	249,1	248,6
.....	20,5	8,3	81,8	122,7	49,5	262,6	33,9	13,7	211,8	70,6	28,5	247,7	243,1	242,6
.....	20,2	8,4	75,8	113,6	47,1	283,2	36,5	15,1	213,3	71,1	29,5	241,4	237,4	236,9

(1) Consommation compte tenu des variations de stocks chez les utilisateurs (sauf variations des stocks du secteur domestique). — (2) Y les gaz de pétrole liquéfiés. — (3) La différence entre « total brut » et « total net » représente : pour la sidérurgie, le gaz de haut fourneau livré érurgie essentiellement à des transformateurs et, pour les industries autres, la production d'électricité des autoproducteurs (centrales indus- — (4) À partir de 1976 milliard de kwh.

...oduction nationale et ...on d'énergie par

Source : Ministère de l'industrie et de la recherche. S.E.S.S.I. — (Bureau statistique de l'énergie), d'après le Comité national français de la Conférence mondiale de l'énergie

Année	Taux de couverture (1) Production Nationale / Consommation totale	Consommation apparente d'énergie primaire par habitant (2)	Consommation nette des utilisateurs finals par habitant (3) (4)
Unité		t.e.c.	t e.c.
1971	29,8	4,52	3,88
1972	27,2	4,75	4,09
1973	23,5	5,11	4,36
1974	23,5	4,93	4,44
1975	26,0	4,67	4,04
1976	22,4	4,92	4,30
1977	25,6	5,05	4,43
1978	24,9	5,17	4,58
1979	24,5	5,36	4,65
1980	27,5	5,25	4,51
1981	33,5	5,11	4,39

(1) Quotient de la production primaire nationale par la consommation apparente d'énergie primaire. — (2) Compte tenu des variations de stocks des producteurs, des transformateurs et des importateurs, ainsi que du solde net du commerce extérieur des produits énergétiques primaires et secondaires. — (3) Compte tenu des variations de stocks chez les utilisateurs (sauf variations des stocks du secteur domestique). — (4) Avec correction de climat.

mation d'énergie des utilisateurs finals par secteur d'utilisation (1) [*avec correction de climat*]

ource : Ministère de l'industrie et de la recherche. S.E.S.S.I. — (Bureau statistique de l'énergie) d'après le Comité national français de la conférence mondiale de l'énergie

Secteur d'utilisation	Combustibles minéraux solides (million de tonnes ou de t.e.c.)	Produits pétroliers (2)		Gaz		Électricité		Total brut (3) (million de t.e.c.)	Total net (3) (million de t.e.c.)
		million de tonnes	million de t.e.c.	milliard de kwh	million de t.e.c.	milliard de kWh	million de t.e.c.		
				Année 1976					
dérurgie	12,6	2,2	3,3	18,8	2,4	12,2	4,1	22,4	20,2
dustries autres	2,7	21,0	31,5	86,6	11,2	77,6	25,9	71,3	69,0
ecteur domestique	6,5	28,0	42,0	92,3	11,9	77,8	25,9	86,3	86,3
ransports et communications	///	32,3	48,5	–	–	6,5	2,2	50,7	50,7
arburants agricoles	ε	2,8	4,2	///	///	///	///	4,2	4,2
Ensemble	**21,8**	**86,3**	**129,5**	**197,7**	**25,5**	**174,1**	**58,1**	**234,9**	**230,4**
				Année 1977					
dérurgie	11,9	2,1	3,2	19,5	2,5	11,9	4,0	21,6	19,5
dustries autres	2,9	21,2	31,9	94,8	12,2	79,9	26,6	73,6	71,2
ecteur domestique	6,2	28,2	42,4	104,3	13,5	84,7	28,2	90,3	90,3
ransports et communications	ε	33,1	49,7	–	–	6,5	2,2	51,9	51,9
arburants agricoles	///	2,8	4,3	///	///	///	///	4,3	4,3
Ensemble	**21,0**	**87,4**	**131,5**	**218,6**	**28,2**	**183,0**	**61,0**	**241,7**	**237,2**
				Année 1978					
dérurgie	11,5	2,1	3,1	20,9	2,7	12,3	4,1	21,4	19,3
dustries autres	2,7	20,9	31,3	104,2	13,4	82,2	27,4	74,8	72,4
ecteur domestique	5,9	28,2	42,3	109,8	14,2	94,7	31,6	94,0	94,0
ransports et communications	ε	33,9	51,0	–	–	6,7	2,2	53,2	53,2
arburants agricoles	///	3,0	4,5	///	///	///	///	4,5	4,5
Ensemble	**20,1**	**88,1**	**132,2**	**234,9**	**30,3**	**195,9**	**65,3**	**247,9**	**243,4**
				Année 1979					
dérurgie	12,6	1,8	2,7	21,5	2,8	12,6	4,2	22,3	20,0
dustries autres	2,8	20,6	31,0	118,2	15,2	85,5	28,5	77,5	75,1
ecteur domestique	5,5	27,8	40,2	119,8	15,5	101,2	33,7	94,9	94,9
ransports et communications	ε	35,0	52,4	–	–	6,9	2,3	54,7	54,7
arburants agricoles	///	2,9	4,4	///	///	///	///	4,4	4,4
Ensemble	**20,9**	**88,1**	**130,7**	**259,5**	**33,5**	**206,2**	**68,7**	**253,8**	**249,1**
				Année 1980					
dérurgie	12,3	1,4	2,1	21,4	2,8	12,4	4,1	21,3	19,1
dustries autres	3,4	19,4	29,1	118,6	15,3	85,8	28,6	76,4	74,0
ecteur domestique	4,8	23,7	35,5	122,5	15,8	106,7	35,6	91,7	91,7
ransports et communications	ε	34,5	51,7	ε	ε	6,9	2,3	54,0	54,0
arburants agricoles	///	2,9	4,3	///	///	///	///	4,3	4,3
Ensemble	**20,5**	**81,8**	**122,7**	**262,5**	**33,9**	**211,8**	**70,6**	**247,7**	**243,1**
				Année 1981					
dérurgie	11,4	0,7	1,0	19,2	2,5	11,3	3,8	18,7	16,7
dustries autres	4,3	13,5	20,2	129,0	16,6	84,2	28,1	69,2	67,0
ecteur domestique	4,5	24,1	36,1	135,0	17,4	111,0	37,0	95,0	95.0
ransports et communications	–	34,7	52,1	ε	ε	6,8	2,3	54,4	54,4
arburants agricoles	///	2,8	4,2	///	///	///	///	4,2	4,2
Ensemble	**20,2**	**75,8**	**113,6**	**283,2**	**36,5**	**213,3**	**71,2**	**241,5**	**237,3**

(1) Consommation compte tenu des variations de stocks chez les utilisateurs (sauf variations de stocks du secteur domestique). — (2) Y mpris les gaz de pétrole liquéfiés. — (3) La différence entre « total brut » et « total net » représente : pour la sidérurgie, le gaz de haut fourneau livré ors sidérurgie ,essentiellement à des transformateurs et, pour les industries autres, la production d'électricité des autoproducteurs (centrales indus- ielles).

SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes professionnels :

onal français de la Conférence mondiale de l'énergie, d Haussmann, 75008 Paris.

des régionales sur l'économie de l'énergie (C.E.R.E.N.) aumartin, 75009 Paris.

générale à l'énergie, 35, rue Saint-Dominique, 75007

aux énergies nouvelles, 15, rue de Bourgogne, 75007

sultatif de l'utilisation de l'énergie, 26-30, rue Cam- 15 Paris.

ur les économies d'énergie, 26-30, rue Cambronne, .

Publications spécialisées :

- Ministère de l'industrie et de la recherche :
  - S.E.S.S.I. : fascicule sectoriel *Énergie* de l'enquête annuelle d'entreprise.
  - S.E.S.S.I. et Secrétariat général de l'énergie, bureau statistique de l'énergie : publications mensuelles, trimestrielles et annuelles (bilans énergétiques).
  - Revue *Annales des Mines*, numéro d'août-septembre.
- Comité national français de la Conférence mondiale de l'énergie : synthèse des bilans énergétiques français.
- Centre d'études régionales sur l'économie de l'énergie (C.E.R.E.N.): bilan énergétique.
- Autres :
  - *J.O.R.F.* nº 17 du 2 octobre 1981 (avis et rapports du Conseil économique et social) : Les énergies en France. Les différentes énergies (dont le nucléaire) dans le bilan énergétique français. Rapport de M. René Le Guen.

re 3.05

es de prix
oduction
dices de prix de gros

Agriculture

Industrie

culture

**ES DES PRIX AGRICOLES
PRODUCTION**
00 en 1975)

mp de ces indices est délimité, en ce qui concerne
its dont ils doivent tenir compte, sur la base de
ure en tant que « branche » (au sens de la compta-
tionale), c'est-à-dire « domaine produisant des
icoles », indépendamment de toute délimitation
nnelle.

nble de la production agricole figure donc dans
énéral.

Deux indices sont établis :

— un indice annuel par année civile (tableau 1);

— un indice mensuel corrigé des variations saisonnières (1).

Les pondérations afférentes à chaque produit ont été déterminées à partir des comptes nationaux de l'agriculture pour 1975.

Les pondérations sont fixes pour tous les produits sauf les indices des fleurs, des fruits et des légumes pour lesquels on utilise la méthode du « panier variable ».

12. INDICE SENSIBLE DES PRIX DE GROS DES PRODUITS ALIMENTAIRES SUR LES MARCHÉS PUBLICS PARISIENS
(Base 100 en 1962)

Les pondérations sont fixes (formule de Laspeyres) et proportionnelles à la valeur des ventes sur les marchés publics en 1962, année de base de l'indice. Dans le cas des fruits et légumes frais et des poissons, des « paniers » de référence de composition variable pour les différents mois de l'année ont été constitués, mais la pondération d'ensemble de ces groupes reste constante pour tous les mois de l'année. Les indices mensuels (1) représentent le niveau moyen des prix pendant l'ensemble du mois par rapport à la moyenne de l'année 1962 : ils sont corrigés des variations saisonnières. Les indices annuels publiés ici ne sont pas, en général, les moyennes arithmétiques simples des indices mensuels (2).

13. INDICES DES PRIX DES PRODUITS INDUSTRIELS NÉCESSAIRES AUX EXPLOITATIONS AGRICOLES
(Base 100 en 1975)

Cet indice décrit l'évolution des prix des produits industriels achetés par l'ensemble des exploitants agricoles pour les besoins de leurs exploitations. Les produits d'origine agricole (les céréales achetées pour l'alimentation des animaux, par exemple), ainsi que les services qui ne sont pas directement liés à la distribution du produit, sont exclus du champ de l'indice; en particulier — de l'ensemble des dépenses d'entretien et de réparation, ne sont retenus que les achats de pièces de rechange et de matériaux — et, pareillement, les frais de vétérinaire, de ferrage des animaux ne sont pas représentés, alors que les consommations de produits vétérinaires et de fers à cheval le sont.

Les pondérations sont fixes (formule de Laspeyres); elles ont été déterminées à partir des consommations de l'agriculture française au cours de l'année 1975.

Les prix utilisés dans le calcul de l'indice doivent être ceux effectivement payés par l'utilisateur, hors T.V.A.

(1) Les indices mensuels sont publiés au Bulletin mensuel de statistique.
(2) La présentation de cet indice a été faite dans le n° 4 d'*Études statistiques* de 1964.

3 671322 T 81

cet échantillon sont représentées les diffé-
s d'approvisionnement (coopératives agricoles
nement, négociants, etc.). Toutefois, il n'est
à des relevés de prix régionaux pour les maté-
s prix sont observés au stade « départ usine ».

e

DES PRIX DE GROS
DUITS ÉNERGÉTIQUES
PRODUITS INDUSTRIELS
en 1962)

4)

DE PRIX A LA PRODUCTION

ilibrer ressources et emplois de chaque
comptables nationaux disposent le plus
formations en valeur, parfois en volume; ils
ar contre d'informations fiables sur l'évo-
rix de vente à la production. De même, les
si elles recueillent parfois pour leurs études
es données sur la consommation, l'évolution
tion, celle du commerce extérieur, elles ont
ent du mal à faire le partage entre ce qui
phénomène de prix et ce qui est évolution
ont également besoin de se faire une idée
tiqués par leurs concurrents directs, d'avoir
leur permettant de prévoir l'évolution du
s fournitures, etc. Enfin, bien entendu, des
nts sur les prix, comme sur la production,
industrielles, sont indispensables aux admi-
ans leurs missions de tutelle.

s de prix de gros, décrits au paragraphe pré-
entent un certain nombre d'inconvénients :
ent qu'un champ restreint (celui des biens
s); la collecte de l'information se fait par
rès variés, ce qui en diminue la fiabilité et
oque des *ruptures fréquentes de série;* enfin,
és sont presque toujours des prix de barème,
ne en évolution, diffèrent souvent des prix
ratiqués.

t donc indispensable de dépasser le stade
dices de prix de gros et d'élaborer des indices
'est pourquoi l'I.N.S.E.E. a été chargé de déve-
stème d'observation des prix de vente à la
lestiné à combler au mieux ces lacunes.

n place de ces nouveaux indices se heurte
ultés majeures.

rt, la stabilité des produits industriels est
ourte durée alors que le calcul d'indices
isposer d'informations comparables dans le
ne lors de l'observation des prix à la consom-
etrouve les phénomènes liés à la mode (indus-

tence de produits fabriqués à la demande et vendus sur devis ou réservés à un acheteur unique. Tous les produits industriels ne sont pas catalogués.

— D'autre part, le prix d'un produit s'établit généralement en fonction de l'importance de la commande, de la fidélité du client, éventuellement de sa situation conjoncturelle. Même s'il existe un tarif, un prix industriel est quasiment toujours négociable et des écarts de prix de 1 à 2 entre acheteurs différents le même jour et pour un même produit ne sont pas des cas d'école : dans ce cadre, quel prix doit-on observer? Par ailleurs les systèmes comptables des entreprises ne permettent pas toujours d'observer les « bons » prix.

Les problèmes complexes posés par la réalisation de cette opération ont conduit à renoncer aux formules traditionnelles comme l'enquête par correspondance ou le recours aux enquêteurs habituels de l'I.NS.E.E. et à mettre au point une démarche tout à fait originale pour la statistique d'entreprise.

Les enquêtes sont lancées le plus souvent avec la collaboration active des organismes professionnels. Cette collaboration porte sur le choix d'un échantillon d'entreprises et sur l'analyse des produits de la branche et des pratiques commerciales dominantes.

La mise en place des indices se fait progressivement branche par branche professionnelle. Dans chacune d'elles un échantillon d'entreprises est choisi en fonction de leur importance sur les différents marchés intérieurs. Au terme de l'opération, 3.000 entreprises auront été concernées.

Chaque entreprise est visitée au départ par un ingénieur-enquêteur. Une discussion avec le directeur général ou le directeur commercial permet de cerner la diversité des fabrications, l'originalité des méthodes commerciales de l'entreprise. Le choix de produits témoins et d'indicateurs de prix adaptés s'effectue alors dans de bonnes conditions. On dispose ainsi des éléments essentiels pour l'élaboration des indices. Un long travail d'amélioration s'engage ensuite à partir des dossiers constitués lors de cette visite.

La phase de mise au point des indices d'une branche donnée tient compte généralement de l'avis des organisations professionnelles sur la liste des indices à diffuser et les destinataires de ces informations. On conçoit que les entreprises de la branche soient intéressées surtout par des données fines en échange de leur participation; on conçoit également qu'elles soient les plus réticentes à toute divulgation de ces informations. Aussi la diffusion se fait-elle à deux niveaux : le premier relativement agrégé (1, 2 ou 3 indices par N 600 de la N.A.P.), par le canal du *Bulletin mensuel de statistique;* le second plus détaillé, destiné aux entreprises de la branche et à leur organisme professionnel.

La technique statistique est tout à fait classique : le calcul des indices est fait selon la formule de Laspeyres (la comparaison dans le temps porte sur le prix d'un panier de produits représentatifs de la production l'année de référence); les pondérations sont en valeurs et restent fixes plusieurs années. Dans la mesure où ces

réalisée à la fin de l'opération.

dices sont calculés trimestriellement, sauf dans il paraît nécessaire de connaître l'évolution men- s prix de certains produits (matières premières nple).

se en place de ces nouveaux indices, appelés à r, à moyen terme, l'indice des prix de gros en 2, a commencé en 1977 et devrait se terminer en

nt publiés ici (tableau 5) que les indices concer- branches pour lesquelles on dispose de résultats noins 5 ans. Les caractéristiques de ces indices bliées en notes du tableau 5.

CE DU COÛT DE LA CONSTRUCTION IMMEUBLES A USAGE D'HABITATION

100 : 4e trimestre 1953)

dice est calculé par l'I.N.S.E.E. en collaboration Ministère de l'urbanisme et du logement. Il l'évolution du prix global de la construction bles à usage d'habitation (depuis les fondations a finition) sur l'ensemble du territoire. Il fait l'observation des prix réellement payés pour ieubles réellement construits. Cette observation npte du genre de la construction (individuelle ou), du mode de financement (H.L.M.-location, ccession, avec prime, assortie ou non de prêt, ion non aidée) et de l'importance des chantiers.

aussi celles des frais financiers qui sont susceptibles de les affecter (patentes et autres impôts, loyer de l'argent, etc.) de même que les variations des taxes diverses (dont T.V.A.) et des marges bénéficiaires des différents corps de métiers. C'est un instrument d'analyse économique applicable à l'ensemble du territoire national.

Il ne prend pas en considération le prix des terrains et les frais d'aménagement de ces derniers (frais de voirie, raccordements, etc.). Il ne tient pas compte non plus des frais d'étude (honoraires d'architecte). Enfin, il ne s'applique qu'à la construction des locaux à usage d'habitation et non à celle des bâtiments industriels, scolaires, hospitaliers, etc. Il ne peut être utilisé non plus pour mesurer le coût des réparations d'immeubles ou de leur entretien.

Pour mesurer les *seules* variations du coût des facteurs physiques (main-d'œuvre et matériaux) divers organismes, publics ou privés, calculent des indices particuliers. Tels sont les indices pondérés départementaux calculés par le Ministère de l'urbanisme et du logement. Tels sont également l'indice de l'Académie d'architecture (A.A.) [anciennement Société centrale des architectes] ou l'indice de la Fédération nationale du bâtiment (F.N.B.) qui, d'une part, ne font pas appel à l'observation des prix réellement payés pour des constructions effectivement réalisées et qui, d'autre part, ne sont applicables que dans la région parisienne. L'indice A.A. est utilisé pour la révision du prix des réparations d'immeubles. L'indice F.N.B., établi à la demande des compagnies d'assurances, est utilisé pour le règlement des primes ou des indemnités à la suite de sinistres.

uels des prix agricoles à la production

e : I.N.S.E.E.

Base 100 en 1975

	Pondération	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Indice général	10.000	114,5	124,6	129,0	137,4	145,5	*r* 161,9	181.2
CE SANS FRUITS ET LÉGUMES	9.177	114,9	121,5	128,6	137,6	*r* 145,8	*r* 161,1	182,9
oduits végétaux sans fruits et légumes	3.690	125,0	127,2	132,7	144,4	*r* 153,0	*r* 166,9	189,7
les	1.682	115,4	125,0	131,4	137,0	*r* 146,8	*r* 164,7	184,5
lé	819	116,0	125,3	133,7	138,6	*r* 148,1	*r* 165,5	183,9
Orge de mouture	249	116,2	122,0	125,4	137,5	*r* 142,9	*r* 157,8	179,4
laïs	418	117,4	130,7	136,5	140,9	*r* 152,6	*r* 172,9	193,9
Orge de brasserie	70	119,5	123,9	134,5	137,6	*r* 141,2	*r* 169,3	203,4
lé dur	78	90,1	103,4	102,5	102,5	*r* 120,6	*r* 130,3	141,7
es de terre	197	296,6	143,0	68,8	125,7	92,2	123,9	182,1
	907	120,0	141,9	162,2	177,8	184,1	195,5	224,6
ins de consommation courante	541	110,6	121,2	136,2	146,3	133,8	151,2	177,7
utres vins	366	133,8	172,6	200,6	224,5	258,6	261,0	294,0
culture	226	105,6	117,2	128,4	125,5	141,1	155,0	169,8
s produits végétaux	652	112,9	111,4	115,8	129,3	*r* 147,6	*r* 150,2	164,3
etterave	281	101,7	98,1	105,0	122,6	*r* 149,9	*r* 131,8	138,4
olza	61	99,4	102,1	113,6	127,5	136,1	155,9	181,4
abac	63	110,9	120,7	134,9	147,2	161,2	177,8	201,8
emences et plants	172	132,2	129,4	132,0	140,6	*r* 153,0	*r* 169,8	179,8
oduits animaux	5.487	108,2	117,7	125,9	133,0	140,9	157,2	178,3
	2.897	106,6	116,3	123,1	129,5	135,7	153,6	177,7
ros bovins	1.447	104,1	115,5	123,9	130,3	139,9	158,2	183,7
eau de boucherie	452	108,2	119,9	133,9	137,9	139,0	159,8	180,8
orc	764	111,8	116,1	115,3	123,5	128,3	145,7	172,9
vins	215	101,2	114,2	121,2	125,8	124,8	134,0	144,3
	1.757	108,7	115,8	126,6	137,6	148,0	161,7	182,4
les et lapins	512	106,3	117,8	126,0	129,1	138,4	152,8	170,2
oulets	220	104,9	117,0	125,0	130,2	139,8	155,2	168,4
utres volailles	154	104,8	114,1	120,4	125,7	130,2	143,6	166,1
apins	127	110,4	123,8	134,4	131,4	146,1	159,9	178,1
	229	123,8	142,7	144,5	140,9	153,7	172,6	160,9
s produits animaux	92	119,6	132,6	154,1	156,4	150,2	167,1	209,1
eaux d'engraissement	78	120,4	133,8	159,0	160,7	153,5	170,5	214,4
S ET LÉGUMES	*823*	*109,2*	*159,6*	*132,8*	*134,9*	*142,7*	*171,4*	162,5
égumes	526	117,8	138,2	129,8	145,2	146,0	167,4	169,3
ruits	297	94,3	196,8	138,0	116,9	136,9	178,3	150,5

AU 3.05 - 2

ensible annuel (1) des prix de gros des produits alimentaires sur les marchés publics parisiens

ource : I.N.S.E.E. Base 100 en 1962

Groupe et sous-groupe	Pondération	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
ndice général	**1.000**	**159,5**	**182,3**	**187,6**	**205,9**	**225,6**	**255,5**	**272,2**	**287,8**	**289,8**	**331,7**	**373,3**
iandes et abats	318	168,2	187,4	183,3	208,7	225,4	247,3	263,6	277,4	287,3	334,8	371,9
dont : *Bœuf*	*121*	*185,4*	*204,3*	*195,4*	*227,6*	*252,3*	*275,5*	*298,7*	*312,6*	*339,5*	*397,9*	*433,1*
Veau	*70*	*184,2*	*193,2*	*184,2*	*217,8*	*221,2*	*247,5*	*266,5*	*274,1*	*268,7*	*335,3*	*366,7*
Mouton	*38*	*143,4*	*162,8*	*185,5*	*210,4*	*222,5*	*241,0*	*252,3*	*264,3*	*265,5*	*289,9*	*315,8*
Porc	*67*	*129,2*	*162,1*	*151,7*	*166,4*	*184,2*	*194,7*	*192,7*	*211,0*	*217,4*	*246,9*	*288,5*
apins et volailles	25	106,2	120,8	118,3	140,1	142,0	159,7	163,4	157,4	173,8	196,7	216,4
Eufs	17	107,0	126,4	123,4	111,8	150,4	163,5	149,4	149,0	168,6	192,9	172,1
roduits laitiers	147	163,6	170,3	188,6	210,9	228,2	248,7	272,0	296,4	320,1	356,4	412,2
roduits de la pêche	56	224,3	242,9	264,3	291,2	326,6	375,4	420,2	455,4	483,3	572.5	619,5
ruits et légumes	190	143,3	158,4	169,7	203,1	217,2	256,7	242,0	247,2	261,9	312,2	333,6
soit : *Fruits et légumes frais*	*182*	*144,0*	*159,4*	*174,6*	*205,1*	*212,4*	*259,9*	*245,6*	*249,2*	*265,8*	*315,6*	*335,5*
Pommes de terre	*8*	*103,7*	*149,0*	*130,3*	*155,4*	*332,4*	*214,7*	*154,7*	*200,2*	*184,9*	*233,1*	*288,7*
ins	247	152,8	197,5	200,0	195,4	221,6	257,0	292,4	(2)	(2)	(2)	(2)

(1) Les indices mensuels sont publiés dans le Bulletin mensuel de statistique. — (2) Série en cours de révision.

AU 3.05 - 3

nnuel des prix des produits industriels nécessaires aux exploitations agricoles

ource : I.N.S.E.E. Base 100 en 1975

	Pondération	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
ndice général	*1.000*	*105,9*	*114,9*	*121,6*	*134,0*	*154,4*	*175,0*	*195,3*
. Biens de consommation courante	754	104,4	113,3	118,7	130,5	151,5	171,5	190,6
dont : Énergie	54	113,0	124,8	133,8	163,0	223,3	274,3	318,9
Produits chimiques à usage agricole	292	97,6	103,0	110,8	123,5	148,9	163,6	179,3
dont : Engrais	205	97,1	103,0	111,7	123,7	153,3	168,6	183,7
Engrais simples	64	101,0	107,9	116,6	134,3	167,7	185,1	201,6
dont : Engrais azotés	46	101,9	109,8	119,8	138,4	176,4	191,6	208,7
Engrais phosphatés	14	96,3	99,5	103,3	118,8	140,8	163,1	176,4
Engrais composés	132	94,2	99,4	107,9	117,2	145,7	158,5	172,1
Engrais binaires	54	92,1	97,7	105,5	114,1	141,6	157,0	172,4
Engrais ternaires	78	95,7	100,7	109,7	119,4	148,6	159,6	171,8
Produits de protection des cultures	64	98,4	101,0	106,5	117,4	130,5	144,1	159,8
dont : Herbicides	33	98,4	98,8	102,9	112,7	122,4	133,0	148,1
Fongicides	15	96,2	101,6	108,8	122,7	136,1	147,7	167,2
Insecticides	12	101,3	106,6	113,6	123,7	143,9	165,7	180,6
Aliments des animaux	326	109,4	121,9	123,6	131,7	143,1	163,2	181,7
dont : Aliments pour porcins	103	110,3	123,8	123,3	130,6	142,8	161,2	176,6
Aliments pour bovins	79	105,7	118,1	120,7	129,8	142,4	163,9	182,6
Aliments pour volailles	99	109,0	124,5	125,5	132,4	143,9	165,0	182,6
. Biens d'investissements	246	110,3	119,8	130,3	144,8	163,3	185,8	209,8
dont : Équipements	201	109,5	117,8	127,7	140,8	157,3	179,2	202,4
dont : Tracteurs	80	109,6	117,5	126,5	140,7	158,7	181,6	205,8
Matériel et installations à la ferme	20	105,8	113,0	122,2	134,4	149,5	168,6	190,3
Matériel de culture	42	109,3	118,0	129,4	142,8	160,1	185,2	210,3
Matériel de récolte	44	110,6	120,3	129,4	141,9	155,2	175,3	198,1